ENCYCLOPÉDIE SOCIALISTE

SYNDICALE & COOPÉRATIVE

DE

L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE



Encyclopédie Socialiste

SYNDICALE ET COOPÉRATIVE

de l'Internationale Ouvrière

Encyclopédie Socialiste

SYNDICALE ET COOPÉRATIVE

de l'Internationale Ouvrière

Publiée sous la direction technique de

COMPÈRE-MOREL

AVEC LA COLLABORATION DE

BRACKE, député, P. BRIZON, député, HUBERT-ROUGER, député
JEAN LONGUET, de "l'Humanité",
PAUL LOUIS, E. POISSON, de la Fédération des Coopératives,
CHARLES RAPPOPORT, SIXTE-QUENIN, député,
J.-B. SÉVERAC, du "Mouvement Socialiste",
de nombreux Secrétaires de **Bourses du Travail,** de **Fédérations Socialistes,** de **Syndicats et Coopératives**
et de militants de tous les **Partis socialistes du Monde entier.**

DIRECTEUR-PROPAGATEUR :

JEAN-LORRIS

Toute la Pensée Socialiste.

Toute l'Action Ouvrière.

Aristide QUILLET
ÉDITEUR
278, Boulevard Saint-Germain, 278
PARIS

LA FRANCE SOCIALISTE

PAR

HUBERT-ROUGER

TOME III

Les Fédérations

2e PARTIE

L'importance des monographies des Fédérations départementales, que nous avions chargé notre ami Hubert-Rouger de rédiger, est si grande que les deux volumes de la France Socialiste *n'y suffiront point.*

*Aussi nous nous excusons auprès des lecteurs de l'*Encyclopédie Socialiste *d'être obligés de placer celles du Tarn, du Var, de Vaucluse, de la Vendée, de la Vienne, de l'Yonne, des Originaires du Nord, de la Seine et de Seine-et-Oise, ainsi que l'historique des Fédérations des départements libérés de la Moselle, du Bas-Rhin et Haut-Rhin, dans le douzième volume de notre ouvrage.*

La plupart des monographies ayant été rédigées et composées avant 1914, *nous nous sommes contentés de les compléter avec les résultats électoraux de novembre et de décembre* 1919. *D'autant plus que le prochain et dernier volume de l'*Encyclopédie *contiendra un aperçu général de l'action que le Parti Socialiste a menée au cours de l'épouvantable tragédie dont le vieux monde européen a été le sanglant théâtre.*

Certaines de ces monographies paraîtront sûrement un peu courtes et peut-être maigrement documentées, mais que nos lecteurs nous excusent car, malgré notre bonne volonté, nous nous sommes trouvés dans l'impossibilité absolue de commenter les notes, tirées des collections de journaux et d'ouvrages socialistes, par des informations personnelles et vécues qui nous ont fait, parfois, totalement défaut.

Néanmoins, nous espérons que ce volume, écrit, comme le premier, avec une complète impartialité et toute l'objectivité nécessaire, permettra aux socialistes de l'heure pré-

sente d'apprécier les prodigieux et courageux efforts accomplis par ceux qui les ont précédés et d'avoir une vue d'ensemble du mouvement socialiste dans nos départements.

Et si nous y avons réussi, c'est que les excellents camarades qui ont fourni à Hubert-Rouger l'abondante documentation qu'il a si excellemment utilisée nous ont puissamment aidés.

Aussi sommes-nous heureux de leur adresser ici nos remerciements les plus reconnaissants.

COMPÈRE-MOREL.

Fédération des Ardennes

Paysan songe à l'avenir
Le vieux monde est près de finir.

J.-B. Clément.

L'organisateur du mouvement ouvrier, le bon semeur socialiste dans les Ardennes, fut le chansonnier du *Temps des Cerises,* qui, de longues années durant, parcourut en tous sens le département, groupant les ouvriers et aussi les paysans.

Les Ardennes virent naître, en 1796, à Matagne-la-Petite (1), Buchez, député de Paris et vice-président de la Constituante de 1848, mais le « réformateur social » ne laissa aucune trace dans son département d'origine.

Les premières apparitions du socialisme surgirent dans la région industrielle de Charleville, Nouzon, Revin et Château-Regnault, où les métallurgistes reçurent de bonne heure les premières feuilles socialistes.

Le Prolétaire, de Brousse et d'Allemane, était fort répandu dans la région dès ses premiers numéros, et. lorsque après l'amnistie aux condamnés de la Commune, J.-B. Clément rentra en France et adhéra au Parti Ouvrier, il fut souvent appelé dans les Ardennes, dont il fut le représentant au Congrès national de Reims (5 novembre 1881) et à celui de Saint-Etienne, où se consomma la scission entre guesdistes et broussistes. J.-B. Clément (2), avec le Groupe des Ardennes, n'alla pas à Roanne; il fut un des fondateurs la Fédération des Travailleurs socialistes de France.

(1) Matagne-la-Petite est aujourd'hui en Belgique.
(2) Voir photographie *Le Parti Socialiste en France,* page 39.

A Charleville s'était constitué un groupe solidement organisé, avec des militants actifs et dévoués. Ce groupe s'appelait *L'Etincelle;* il agissait parallèlement et d'accord avec la Chambre syndicale des Métallurgistes.

Ces organisations étaient en relations suivies avec J.-B. Clément, qu'elles appelèrent à Charleville, où il vint se fixer.

Un journal de combat, *L'Emancipation,* fut fondé et placé sous la direction de J.-B. Clément, qui entreprit alors sa propagande à travers le département; sa parole simple et la conviction profonde qui se dégageait de ses accents portaient sur les foules. Bientôt, une remarquable organisation syndicale et politique dressait le prolétariat ardennais.

Des syndicats puissants surgissaient à Château-Regnault, Charleville, Sedan, comptant des milliers d'adhérents; des centres d'études naissaient autour de *L'Etincelle* de Charleville, *Le Réveil social* à Château-Regnault, *Le Progrès* de Mézières, *La Lumière* de Monthermé, *L'Aurore* de Renwez, *L'Avant-Garde* de Vrigne-aux-Bois, etc.

Des coopératives, « Maisons du Peuple », s'organisent dans les centres industriels, en relation avec les groupements politiques et syndicaux.

Toute cette agitation précédait les élections législatives de 1885. Les délégués des Groupes se réunirent à Charleville et décidèrent de présenter une liste socialiste ainsi composée : J.-B. Dumay, Blondeau, Roze, Guillemin-Cosson et Richelberger; quelques réunions seulement furent tenues.

J.-B. Clément se dépensa de son mieux avec des moyens limités; 2.500 voix en moyenne se rallièrent sur les noms des candidats socialistes; ils obtinrent respectivement 2.478, 2.809, 2.169, 2.136, 2.062.

La même année, une grève importante éclate dans le centre industriel de Château-Regnault; l'année suivante, c'est à *Vivier-au-Court* et à Charleville, où les métallurgistes abandonnent le travail. A Revin, l'agitation ouvrière s'exaspère à la suite de provocations; des incidents très graves en ré-

sultent; c'est le procès des « Anarchistes de Revin » et de l'innocent Badré Mauguière. Les militants socialistes organisèrent dans tout le département des réunions de solidarité avec les grévistes, lançant partout des appels à l'union ouvrière et à la constitution de groupes d'études sociales; ils surgissent un peu partout.

A. La Fédération Ouvrière

J.-B. Clément lance alors l'idée d'une Fédération départementale et convoque les Groupements au Congrès tenu à Château-Regnault en 1886.

Quarante groupements ou Syndicats, réunissant près de cinq mille adhérents, y furent représentés et fondèrent la Fédération ouvrière des Ardennes; elle fut la principale et la plus puissante organisation départementale de la Fédération des Travailleurs socialistes de France.

La F. D. T. S. D. F. tint son Congrès national du 2 au 8 octobre 1887 à Charleville, où se discutèrent les questions suivantes à l'ordre du jour : *La lutte de classe, l'organisation du travail, les services publics,* etc. Ce Congrès fut attentivement suivi par les groupes des Ardennes; les militants vinrent en nombre de tous les points du département. Ils y puisèrent un renouveau de vigueur et d'énergie.

Aux élections municipales de 1888, plusieurs listes ouvrières furent présentées, avec l'appui des groupes et des Syndicats. Plusieurs hôtels de ville furent conquis.

Aux élections législatives de 1889, toute l'action de la Fédération se concentra dans l'arrondissement de Mézières, où J.-B. Clément, appuyé par Barbaise, Magniettes, Pontoise, et les militants de Charleville, mena campagne avec beaucoup d'entrain: 4.471 voix répondirent à son appel.

Nous voici en 1890; la naissance du journal quotidien *Le Parti Ouvrier,* d'Allemane, a fait naître des rivalités au

sein de l'organisation possibiliste ; l'Union fédérative du Centre groupe de nombreux éléments parisiens, elle est avec Allemane ; la Fédération ouvrière des Ardennes compte sept mille adhérents, elle est de cœur avec l'Union fédérative du Centre, et les incidents du Congrès National possibiliste de Châtellerault (10-14 octobre 1890) la classèrent définitivement avec la fraction allemaniste.

J.-B. Clément, Grippon et Lambert-Hamaide représentèrent à Châtellerault la Fédération des Ardennes. Sous prétexte que leurs mandats étaient rédigés sous une forme irrégulière, la majorité possibiliste les contesta et invalida les pouvoirs de six forts groupements.

Les délégués des Ardennes se retirèrent. Voici en quels termes ils protestèrent dans le journal d'Allemane, *Le Parti Ouvrier,* du 12 octobre 1890 : « *Dûment mandatés comme délégués au Congrès de Châtellerault par la Fédération des Travailleurs socialistes des Ardennes et par les groupes qui la composent, la Commission de vérification des pouvoirs, sans contester l'existence de la Fédération ni de ses groupes, a contesté la régularité de nos mandats.*

« *La majorité du Congrès ayant par son vote approuvé les résolutions de la Commission, nous avons considéré qu'il était de notre devoir de nous retirer d'un Congrès où les questions personnelles devaient tenir plus de place que les questions qui intéressent les travailleurs.* — Lambert-Hamaide, Grippon, J.-B. Clément. »

La délégation des Ardennes signa aussi la protestation rédigée par les délégués de la Fédération du Centre, également sortis du Congrès. Avec Allemane, J.-B. Dumay, Berthaut, Lavaud, Bourderon, Renou, ils fondèrent le *Parti Ouvrier socialiste révolutionnaire.*

J.-B. Clément habitait — nous l'avons vu — les Ardennes, Charleville. Il est arrêté le 1er mai 1891, poursuivi et condamné à deux ans de prison ; mais l'apostolat de J.-B. Clément ne sera pas vain, les adhésions arrivent de tous les points

du département, des foyers de socialisme s'allument partout, et à Mohon, à une élection complémentaire, en 1890, les candidats socialistes ont obtenu : Jacquemet (Nicolas), 536 voix; Simon-Camille Raguette, 516; Larcelet-Lecomte, 482; Nixin-Prinçon, 511; Dufort-Raguette, 452.

J.-B. Clément est violemment attaqué par la presse bourgeoise d'un côté, par les anarchistes de l'autre, et se débat au milieu de difficultés sans nombre. Il doit regagner Paris en 1894.

Mais de nouveaux militants se sont levés à la voix de J.-B. Clément : c'est l'ouvrier mécanicien Lassalle, un des meilleurs propagandistes du Parti, consacrant ses heures de repos aux œuvres sociales, se dévouant corps et âme au recrutement socialiste et à l'organisation ouvrière; c'est Lambert-Hamaide, c'est J. Guettré, Varède, Vital Rousseaux, Albert Demoulin, Philippe, Dubois, Chalté, Crayon-Rouge, Chevalier, Coupaye, Bancquart, V. Compas, comme ce sera, quelques années plus tard, Jevais, Boutet, Doizy, puis Gouguenheim, Th. Renaud.

C'est surtout un jeune Angevin, ouvrier métallurgiste, plein de fougue et d'ardeur, Albert Poulain (1), rédacteur au *Socialiste Ardennais*. Albert Poulain mène une active campagne en faveur de la conquête, par les ouvriers, des municipalités, en pliant la tactique socialiste à la diversité des milieux ruraux; il s'affirme hardiment pour « une politique de résultats ». Il défendit cette thèse à la Conférence nationale de 1895, à Paris. Poulain réclama la liberté, pour les organisations socialistes, de contracter des coalitions en période électorale, sur le terrain municipal. L'opinion de Poulain ne prévalut point; elle fut, au contraire, condamnée par le P.O.S.R.

(1) Voir Photo et Biog. *La France Socialiste*, page 333.

B. Les Groupements

Après le Congrès de Châtellerault, la Fédération des Ardennes avait organisé une intense propagande dans le département avec ses orateurs et de grandes manifestations, où participèrent J. Allemane, J.-B. Dumay, J.-B. Lavaud et Faberot; les groupes s'étaient multipliés.

Aux premiers groupes fédérés, l'Etincelle de *Charleville,* Le Réveil social de *Château-Regnault,* Le Progrès de *Mézières,* La Lumière de *Monthermé,* L'Aurore de *Renwez,* l'Avant-Garde de *Vrigne-aux-Bois,* sont venus s'adjoindre : La Sentinelle de *Sedan,* Le Ralliement de *Thilay,* La Vérité de *Montey-Notre-Dame,* Le Vigilant de *Balan,* l'Avenir de *Boulzicourt,* l'Avenir de *Daigny,* La Lumière de *Floing,* le Cercle d'Etudes sociales de *Deville,* le Groupe socialiste de *Fumay,* Le Soleil levant de *Haybes,* La Revendication de *Nouzon,* Le Combat de *Mohon,* La Nouvelle Etoile de *Rimogne,* La Fraternité du *Chatelet,* L'Eclaireur de *Vivier-au-Court,* Le Phare de *Saint-Menges,* l'Indépendant de *Bosseval,* l'Humanité sociale de *Boutancourt,* où Doizy (1) fit ses premières armes en juin 1898, Le Réveil de *Givonne,* l'Etoile Polaire d'*Hargnies.*

L'organisation syndicale s'était développée; les Syndicats suivants adhérèrent à la Fédération socialiste : Syndicats de la métallurgie de *Bourg-Fidèle, Braux, les Mazures, Monthermé-Laval-Dieu, Pure, Sedan, Vrigne-aux-Bois, Haraucourt,* les Syndicats des ouvriers mouleurs de *Charleville, Deville* et *Vrigne-aux-Bois,* des verriers de *Charleville,* des ardoisiers de *Rimogne,* des ouvriers en tissus de *Sedan,* l'Union des ouvriers de *Vivier-au-Court* et l'Union des travailleurs de *Renwez.*

E. Dauchy, Baron, Grisard, H. Melin, Moreaux, A. Philippe, Maily-Camion sont maires de Lumes, Ville-sur-Lumes,

---

(1) Voir Photo et Biog. *La France Socialiste,* page 52, tome I.

Nouzon, Braux, Château-Regnault, Saint-Menges, Vrigne-aux-Bois; Chapelle et Gilbert sont adjoints au maire de Fumay. En novembre 1897, V. Compas, conseiller municipal de Montey-Saint-Pierre, est délégué de la Fédération des conseillers municipaux socialistes des Ardennes au Congrès national de Dijon.

Des articles qualifiés antimilitaristes, du citoyen A. Poulain, lui valurent les honneurs de la Cour d'assises et un retentissant acquittement.

C. La Bataille électorale. L'adhésion au P. S. F.

Aux élections de mai 1898, la Fédération engagea la lutte dans quatre circonscriptions sur cinq.

Dans celle de Rethel, Ferron, candidat du Parti, recueillit 1.380 voix; à Rocroi, 2.480 suffrages allèrent au citoyen Lambert-Hamaide, candidat de la Fédération.

A Sedan, Lassalle, après une admirable campagne de propagande, était élu avec 7.724 voix au premier tour; dans la circonscription de Mézières, Albert Poulain obtenait 9.675 voix au premier tour et était élu au deuxième par 11.881.

La Fédération était en plein développement; elle prit part aux premières tentatives d'unité socialiste.

Dans son Congrès départemental de 1899, la Fédération se proclame *plus que jamais socialiste révolutionnaire et déclare qu'elle se prononce pour l'unité absolue par la disparition des écoles.*

Elle mandata Albert Poulain au Congrès de la salle Japy, où il réclama la fusion de tous les Groupes en une seule et unique organisation.

Après la scission du Congrès Wagram, la Fédération socialiste des Ardennes donna son adhésion au *Parti socialiste français,* fondé, autour de Jaurès, après le Congrès de Lyon,

tenu en mai 1901, où elle fut représentée par Varède, Demoulin, Lassalle, Bogny, Lecourt et Coppée.

De nouveaux militants avaient pris place aux côtés des aînés : A. Demoulin, ouvrier mécanicien, futur député socialiste de Rocroi; le docteur Doizy, militant éprouvé et d'une grande valeur, qui devint lui aussi député de Mézières; Lainel, Guillemin-Cosson, vétéran des luttes socialistes; Cacheleux, Mailly, Pomcer, Jevais, Michel Hilaire, Macly, L. Lenglet, Médot, Limbourg, Wilmet, Sauvage, Balon, Molitor, Peltier, conseiller d'arrondissement de Mézières.

L'Emancipation, de J.-B. Clément, a disparu à la suite d'un procès; le bon chansonnier aussi est mort, mais son œuvre ne périt pas. *Le Socialiste Ardennais* est publié d'abord hebdomadairement, puis bi-hebdomadairement, rédigé par Albert Poulain et les excellents journalistes Varède, Lesieur et Ch. Boutet en 1905.

La Fédération fonctionne régulièrement, elle tient tous les trois mois une Assemblée générale à Charleville, et c'est en pleine voie de développement qu'elle aborde les élections législatives de 1902.

A Sedan, Lassalle obtient 5.630 voix dès le premier tour. Il est élu au deuxième tour par 8.267 voix.

Dans la deuxième de Mézières, Albert Poulain est réélu par 11.792 voix, contre 10.782 à M. Girard, candidat des radicaux et des réactionnaires.

A Rocroi, Demoulin obtient 2.269 voix.

A Rethel, Vital Rousseaux trouve 2.531 voix.

En 1901, Jules Biaux est élu conseiller d'arrondissement à Fumay; Lambert-Hamaide le rejoint en 1903.

Aux élections sénatoriales du 4 janvier 1903, Peltier, conseiller d'arrondissement de Mézières, Biaux, conseiller d'arrondissement de Fumay, Bancquart, maire de Monthermé, obtiennent 123, 105 et 106 voix.

En 1904, Vital Rousseaux, H. Doizy, A. Poulain sont élus conseillers généraux de Charleville, de Flize et de Mézières.

D. L'Unité socialiste. La tactique électorale

L'unité socialiste se réalise en 1905. Au Congrès du 5 juin de cette année, la Fédération des Ardennes est saisie par le groupe de Charleville d'une motion, votée le 22 mai, demandant aux députés Poulain et Lassalle à refuser leur adhésion aux deux groupes parlementaires. Cet ordre du jour fut repoussé à l'unanimité, et un ordre du jour, présenté par Vital Rousseaux, fut adopté, demandant, au contraire, à Poulain et Lassalle, de rester adhérents au Groupe unifié.

L'ordre du jour de Charleville était basé sur les déclarations antipatriotiques d'Hervé. Le Congrès fédéral vota également la répudiation des méthodes anarchistes et hervéistes, et la Fédération des Ardennes déposa une demande de contrôle contre Hervé et le journal *L'Avant-Garde*, de Paris. Elle délégua au Congrès national de Chalon le citoyen Lassalle.

Aux élections législatives de 1906, elle affirme les principes socialistes dans cinq circonscription sur six.



A. Demoulin

Photo Manuel.

Albert Poulain est réélu à Mézières par 15.093 voix; E. Lassalle est également réélu par 7.715 voix. A Rocroi, cette fois-ci, c'est 3.893 suffrages qui se portent sur le nom de A. Demoulin, c'est le prélude d'une victoire ultérieure ; à Rethel, Vital Rousseaux, professeur, conseiller général de Charleville, groupe 1.089 suffrages, et Charles Boutet lutte vaillamment dans la difficile

circonscription de Vouziers, où il rassemble 607 suffrages. Au total, 28.414 suffrages socialistes dans le département, sur 75.257 votants et 89.041 inscrits, soit une proportion de 37,7 % des votants et 31,9 % des inscrits.

Au deuxième tour, la Fédération retira le citoyen Vital Rousseaux, en invitant les socialistes à voter au second tour pour le candidat républicain le plus favorisé. En revanche, elle maintint la candidature Albert Demoulin, *considérant qu'il n'y avait pas le plus petit danger clérical ou réactionnaire*. Demoulin rallia 4.664 suffrages au deuxième tour, le progressiste obtint 1.948 voix et le radical modéré sortant Dunaime fut péniblement réélu avec 4.797 voix.

Le 3 février 1907, A. Philippe, maire de Saint-Menges, est désigné comme candidat de la Fédération aux élections sénatoriales. Il obtint 127 voix au premier tour, 197 au deuxième tour.

Aux élections cantonales de 1907, elle présenta, dans le *canton de Monthermé,* Pierrot-Léger, qui obtint 1.418 voix; dans le *canton de Renwez,* Henri Rieux, 262 voix, et, dans le *canton de Sedan (Nord),* Auguste Philippe groupa 1.512 suffrages.

Au Conseil d'arrondissement, obtiennent respectivement :

A Charleville : Hippolyte Médot 1.779 et Dié-Roginart 1 776 voix.

A Mézières : Langlet 1.827 et Cacheleux 1.682 voix.

A Fumay : Lambert-Hamaide 1.901 et Biaux 1.874 voix. *Élus tous deux.*

Givet : Limbourg 565 et Jarlot 550 voix.

Rocroi : Demoulin 574 et Pernelet 550 voix.

...aucourt : Emile Jevais 697 voix.

... ...ns municipales donnèrent toujours lieu à de ... ...ons, soit sur des listes purement socialistes, ... de coalition; les militants de la Fédération ... largement ...

C'est ainsi qu'aux élections municipales de 1908 les socialistes pénétrèrent en minorité dans une vingtaine d'Hôtels de ville.

A *Deville,* la liste fut élue avec 80 voix de majorité; à *Vivier-au-Court,* 17 candidats, 5 élus, 352 à 380 voix; à *Sainte-Menges,* 9 élus; à *Nouzon,* la liste socialiste élue; à *Revin,* toute la liste est élue par 870 voix; à *Mohon,* liste entière élue; à *Levrezy* également; à *Villers-Semeuse,* liste socialiste élue.

A *Braux* aussi; à *Vrigne-aux-Bois,* liste élue, 500 voix sur 648 votants.

A *Fumay,* 23 candidats 668 voix, 3 élus au 1er tour, 681 voix 5 élus au 2e tour; à *Harcy* 7 élus; à *Haraucourt* 190 voix 5 élus; à *Lucquy,* 828 voix 9 candidats, 3 élus; à *Thilay,* 9 candidats 135 voix, 7 élus; à *Harcy,* 2 candidats sur une liste de coalition; à *Vireux,* 71 voix 2 élus; à *Attigny,* 110 voix un élu; à *Sevigny-Waleppe,* 3 élus 82 voix sur liste de coalition; à *Bourg-Fidèle,* 12 candidats, 112 voix, 1 élu; à *Sedan,* coalition, 9 élus; à *Sormonne,* 5 candidats, 40 voix, 1 élu; à *Eteigneres,* 3 candidats, 104 voix, 5 élus; à *Joigny,* 7 candidats, 98 voix, 5 élus, au 2e tour; à *Mézières,* 11 candidats, 580 voix; à *Charleville,* 13 candidats, 1.675 voix; à *Boulzicourt,* 10 candidats, 92 à 75 voix; à *Maubert,* 3 candidats, 50 voix; à *Montcy-Notre-Dame,* 5 candidats, 168 voix; à *Guignicourt,* 5 candidats, 28 voix; au total, la lutte fut engagée dans 36 communes au premier tour avec 139 élus et au deuxième tour 33, soit un total de 172 élus avec 10 municipalités: Vivier-au-Court, Saint-Menges, Nouzon, Revin, Mohon, Deville, etc.

Aux élections législatives de 1910, la bataille reprend dans la circonscription de Mézières, le docteur Doizy enlève le siège de haute lutte au 1er tour, avec 5.540 voix; dans la 2e circonscription, le chiffre de population ouvrière a, par le fait du dédoublement de la circonscription jusqu'ici unique, considérablement diminué au point que de 26.000 inscrits en 1906, le chiffre n'est plus que de 16.900 et le nombre de

votants 13.573; Albert Poulain est réélu par 6.859 voix; à Rocroi, Albert Demoulin obtient 3.703 voix et au 2e tour 5.427, serrant de près le député sortant qui ne s'en tirera pas en 1914; à Sedan, Philippe obtient 6.148 voix au 1er tour et 7.158 voix au 2e. Enfin, Ch. Boutet augmente à Rethel le chiffre des voix socialistes s'élevant à 2.466.

Et aux élections cantonales de juillet 1910, qui suivent, la lutte est engagée dans 7 cantons au Conseil général et 7 cantons au Conseil d'arrondissement avec les résultats suivants:

Conseil général :

Canton de *Carignan* : Ch. Melin, 1.194 voix;

— *Charleville* : Ch. Boutet, 2.813 voix, élu.

— *Flize* : Docteur Doizy, député, 1.551 voix, élu.

— *Fumay* : Colas, 1.528 voix.

— *Givet* : Limbourg, 482 voix.

— *Mézières* : Cacheleux, 2.449 voix, élu.

— *Mouzon*: Lagnier, 229 voix.

Conseil d'arrondissement

Canton de *Monthermé* : Grafteaux, 1.686 voix, élu.

— *Novion-Porcien* : Demissy, 346 voix.

— — Breuze, 346 voix.

— *Raucourt* : Docteur Berté, 710 voix.

— — Roguin, 685 voix.

— *Renwez* : Robert, 541 voix.

— *Sedan* (*Nord*) : Martin (Eugène), 1.386 voix.

— — Sauvage (Rodolphe), 1.386 v.

— *Sedan* (*Sud*) : Hilaire (Michel), 1.622 voix.

— — Evrard (Léon), 1.815 voix.

Dix-sept mille voix au total dans ces 14 cantons s'étaient affirmées pour le socialisme.

Aux élections sénatoriales du 7 janvier 1912, Doizy, Poulain et Philippe obtiennent 155, 123 et 118 voix au premier tour.

Aux élections cantonales de 1913, les positions sont consolidées.

A la veille de la guerre, les élections législatives de 1914 avaient donné :

1er tour :

1° Mézières : Docteur Doizy, 5.473 voix, élu ;
Billaudelle, radical, 4.803 voix.

2° Mézières : Albert Poulain, 7.667 voix, élu ;
Petitfils, libéral, 3.246 voix.
Thillet, radical, 2.947 voix.

Rethel : Ch. Boutet, soc. 1.688 voix ;
Braibant, radical, 3.347 voix (élu au 2e tour) ;
Meunier, radical, 2.689 voix ;
Sandrique, radical, 1.132 voix ;
Cuif, libéral, 2.114 voix.

Rocroy : Demoulin, soc., 4.615 voix ;
Dunaime, député sortant, 3.200 voix ;
De la Noë, progressiste, 1.889 voix ;
Lorent, libéral, 1.520 voix.
A. Demoulin élu au deuxième tour par 5.752 voix contre 5.675 à Dunaime.

Sedan : Aug. Philippe, soc. 5.075 voix (5.599 au 2e tour) ;
Charpentier, radical, 4.868 voix (6.045 au 2e tour, élu)
Gallois, député sortant, 4.461 voix (3.349 au 2e tour).

Vouziers : Jevais, soc., 2.209 voix ;
Bosquette, député sortant, 5.044 (élu au 2e tour) ;
Longuet-Hamaide, 3.586 voix.

Soit un total de 26.722 voix socialistes.

Aux élections municipales de 1912, les socialistes enlevèrent 19 municipalités : Bourg-Fidèle, Braux, Château-Regnault, Deville, Fumay, Haraucourt, Issancourt-Rumel, Levrezy, Monthermé, Mohon, Nouzon, Revin, Saint-Menges, Saulce, Saint-Rémy, Thilay, Villers-Semeuse, Vivier-au-Court, Vrigne-aux-Bois, Vireux. Voici du reste les principaux résultats :

LOCALITÉS	[illegible] de Conseillers à élire	[illegible] de Candidats socialistes	[illegible] socialistes au 1er tour	MOYENNE socialiste	de Candidats au 2e tour	[illegible] au 2e tour	TOTAL des Elus	SIÈGES gagnés	SIÈGES perdus	OBSERVATIONS
Charleville	27	27	»	1590	10	10	10	10	»	R. P. au 2e tour.
Saint-Menges.	12	12	12	253	»	»	12	1	»	
Neufmanil	16	4	4	270	»	»	4	2	»	
Eteignères	12	2	2	191	»	»	2	1	»	
Deville.	16	16	16	325	»	»	16	3	»	
Pouru-Saint-Remy	12	12	10	184	2	»	10	4	»	
Harcy	12	6	6	161	»	»	6	»	»	
Haybes.	16	9	»	119	3	»	»	»	»	
Flize.	12	7	1	120	»	»	1	»	4	
Joigny.	12	9	»	80	»	»	»	»	4	
Guignicourt	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Saulces-Monclin	12	»	»	83	»	1	1	1	»	
Floing.	16	6	6	291	1	1	7	2	»	
Amblimont	10	8	»	28	»	»	»	»	1	
Signy-le-Petit.	16	»	»	30	»	»	»	»	»	
Autrecourt.	10	6	3	61	3	2	5	4	»	
Revin	23	23	23	875	»	»	23	»	»	
Vrigne-aux-Bois	23	23	23	500	»	»	23	2	»	
Issancourt	10	10	10	45	»	»	10	5	»	

. . . . . .	21	16	15	388	6	6	21	1	»	
. . . .	16	9	4	120	1	1	5	»	1	
t	16	3	2	227	1	1	3	3	»	
Hau Rivières.	16	7	1	262	»	»	1	»	2	
C ı-Regnault-Bogny . .	21	21	21	245	»	»	21	9	»	
Nouzon	23	23	23	979	»	»	23	»	»	
Boutancourt	10	5	»	70	»	»	»	»	1	
Fumay.	23	23	22	714	1	1	23	18	»	
Remilly-Aillicourt	12	9	2	160	4	4	6	2	»	
VireuxMolhain	16	16	2	110	9	8	10	8	»	
Mohon.	23	23	21	865	2	»	21	»	2	
Carignan.	16	4	»	148	»	»	»	»	2	
Haraucourt.	12	12	6	116	1	1	7	1	»	
Levrézy	12	4	»	124	2	»	»	»	1	
Sedan	27	9	9	»	»	»	9	»	»	
Braux	23	23	18	430	3	»	18	1	»	
Mézières.	23	6	»	420	»	3	3	3	»	R. P. au 2e tour.
			295			40	335	92	24	
								68 sièges gagnés		

E. Les Effectifs fédéraux. Les dernières élections.

En plus de ses 3 députés, la Fédération comptait 5 conseillers généraux : Ch. Boutet (Charleville); Docteur Doizy (Flize); Cacheleux, maire de Mohon (Mézières); Pierrot-Léger (Monthermé); Philippe (Sedan); 6 conseillers d'arrondissement : Chuillot (Fumay); Biaux (Fumay); Grafteaux (Monthermé); Th. Renauld (Charleville); Dehuz (Mézières); Hénon (Mézières).

Les principaux maires socialistes étaient : Bosquet, maire de Château-Regnault; Maucourt, maire de Fumay; Roguin, maire de Haraucourt; Gamard, maire de Braux; Petit-Loiseau, maire d'Issaucourt; Panier, maire de Vivier-au-Court; Colas, maire de Revin; Molitor, maire de Monthermé; Pernelet, maire de Bourg-Fidèle; Limbourg, adjoint à Vireux-Molhain; Dubois, maire de Neufmanil ; Malfait, maire de Nouzon, etc., etc.



Ch. Boutet
Conseiller général

41 sections du Parti : Amblimont, Attigny, Autrecourt, Bourg-Fidèle, Boutancourt, Charleville, Château-Regnault, Carignan, Deville, Donchery, Eteignières, Fumay, Flize, Floing, Fépin, Gernelle, Harcy, Haybes, Hautes-Rivières, Issancourt, Joigny, Levrezy, Lumes, Mézières, Mohon, Monthermé, Nouzon, Revin, Remilly-Aillicourt, Raucourt, Rethel, Renwez, Sedan, Saint-Menges, Tournes, Ville-sur-Lumes. Villers-Semeuse, Vi-

reux-Molhain, Vivier-au-Court, Vrigne-aux-Bois, Vouziers, avec un total de 1.200 cotisants; — 26 syndicats comprenant plus de 6.000 adhérents, enfin un développement intense au point de vue coopératif: 52 Coopératives dans 48 localités.

La guerre a passé par là, les populations ouvrières des Ardennes se sont éparpillées à travers la France, chassées de la terre natale par l'envahisseur. Quelques militants sont restés, faisant leur devoir en présence de l'ennemi. L'œuvre de 40 années de propagande tenace et de plusieurs générations de militants est anéantie.

Albert Poulain, Aug. Philippe, sont morts au cours de la Grande Guerre; quelques militants zélés et actifs, Ch. Boutet, Totot, Demoulin, Doizy, Gouguenheim, Th. Renauld, Sarazin, essayèrent bien de rallier les éléments épars de la belle Fédération des Ardennes. Il faudra le temps, mais avec la foi socialiste des solides Ardennais, on peut s'attendre à un prompt réveil.

En 1919, le bloc national se constitue contre les socialistes; les travailleurs sont éparpillés aux quatre coins du pays. Il y avait eu près de 72.000 votants en 1914, en 1919 il n'y en a plus que 57.389; la liste bourgeoise obtient une moyenne de 34.446 voix, la liste socialiste dont les candidats obtiennent : Docteur Doizy 20.821, Ch. Boutet, 20.071, Demoulin, 19.622, Elysée Lasalle, 19.847, Jevais, 19.595, Cacheleux, 19.360, soit une moyenne de 19.886.

Aux élections municipales de novembre, 22 municipalités furent conservées ou enlevées, et les socialistes entrèrent dans les Conseils de 36 communes.

Les municipalités socialistes furent celles de :

Fumay, 24 élus; Bauduin-Petit, maire; Martin Coupaye, adjoint.

Monthermé, 22 élus; Polydor Golinval, maire; Agnès (Victor), adjoint.

Revin, 21 élus ; Georges Loth, maire ; Mauguières et Cieur (Emile), adjoints.

Bogny, 21 élus ; Bosquet, maire ; Eug. Guillemin, adjoint.

Vivier-au-Court, 21 élus ; Léon Toto, maire ; Auguste Belette, adjoint.

Château-Regnault,

Mohon, 20 élus ; Cacheleux, maire ; Lelong, adjoint.

Vrignes-aux-Bois, 18 élus ; Eug. Martin, maire ; Aimé Deponthieux, adjoint.

Renwez, 13 élus ; Paul Vassal, maire ; Antoine (Emile), adjoint.

Deville, 13 élus ; Léonce Gouverneur, maire ; Paul Lallemand, adjoint.

Rimogne, 12 élus ; Henri Blouet, maire ; Cochart et Parent, adjoints.

Lumes, 12 élus ; Louis Durand, maire ; Victor Dessaux, adjoint.

Nouzon, 12 élus ; Omer Delaval, maire ; Edmond Rogissart, adjoint.

Levrezy, 12 élus ; Ernest Lenoir, maire ; Eugène Briard, adjoint.

Saint-Menges, 11 élus ; Désiré Bel, maire ; Caniaux (Arthur), adjoint.

Villers-Semeuse, 11 élus ; Albert Hénon, maire ; Scibinet (Henri), adjoint.

Osnes-p.-Carignan, 10 élus ; Emile Masnet, maire ; Charles Noizet, adjoint.

Bourg-Fidèle, 10 élus ; Vital, maire ; Lambert (Marcel), adjoint.

Raucourt, 5 élus ; Georges Cunisse, maire ; Eug. Thiriet, adjoint.

Neuville-aux-Joute[illegible] [illegible] Bri[illegible]on, maire.

Saint-Jean-aux-Bois, un élu; Wadez, maire.
Tournes, 7 élus; Berca (Albert), maire; Tato, adjoint.
Les Mazures, 3 élus; Ponsart (Charles), maire.
Saint-Laurent, un élu; Morin, adjoint.
Le Trenx, un élu; Louis Mayeux, adjoint.

Le Parti compte également 2 élus à Maubert-Fontaine, 2 élus à Harcy, 4 élus à Floing, 2 à Boulzicourt, un élu à Charleville, Chooz, Prix, Haytes, Mézières, Auhécourt, Larfour, Sécheval.

Il compte aussi des adjoints et des élus municipaux en instance d'adhésion à Autrecourt, Villiers, Amblimont, Letteux, Haybes, Raucourt, Boulzicourt, Haraucourt, Angecourt-par-Remilly.

A Raucourt, il y a 6 élus ouvriers en accord avec le Parti.

En tout, 22 maires, 22 adjoints, 293 conseillers municipaux.

En décembre 1919, les candidats de la Fédération obtiennent aux élections cantonales :

1° Pour le Conseil général :

Boutet (Charleville), 2.075 voix, élu;
Cacheleux (Mézières), 2.238 voix, élu;
Jevais (Monthermé), 1.687 voix, élu;
P. Vassal (Renwez), 529 voix;
Loth (Fumay), 1.011 voix;
Gillet (Sedan-Nord), 947 voix.

2° Pour le Conseil d'arrondissement :

Dié-Rogissart (Charleville), 1.389 voix, élu;
A. Lainel (Charleville), 2.429 voix, élu;
Dehuz (Mézières), 3.032 voix, élu;
Heinon (Mézières), 3.023 voix, élu;
Bosquet (Monthermé), 1.758 voix, élu;
Bauduin-Petit (Fumay), 1.291 voix, élu;

Auguste Servais (Fumay), 1.208 voix, élu;
Eugène Martin (Sedan-Nord), 1.016 voix;
J.-B. Rémy (Sedan-Nord), 974 voix.

A l'élection sénatoriale du 11 janvier, Boutet obtient 157 voix au 1er tour, 163 au 2e, 148 au 3e.

Tous ces résultats démontrent que l'idée socialiste n'est pas morte dans les Ardennes, où elle renaît plus forte que jamais.

Fédération de l'Aude

Dans le département de l'Aude, la ville de Narbonne fut à toute époque un foyer ardent de démocratie. Dans le département, on y avait combattu âprement l'Empire, et au 4 septembre, la ville s'était affirmée pour la République. La population avait ses clubs et ses cercles groupant les rouges, aussi à l'annonce du 18 mars, la cité républicaine eut vite fait son choix entre la République de Trochu et de Thiers et la République égalitaire, proclamée par le prolétariat parisien.

La foule envahit la Mairie, arrêta le maire, les femmes désarmèrent la garnison et le vieux proscrit de décembre, E. Digeon, fut nommé maire. Il prit la tête du mouvement et proclama du balcon de l'Hôtel de Ville, la solidarité du mouvement narbonnais avec la Commune de Paris. La municipalité insurrectionnelle fut maîtresse de Narbonne du 24 au 31 mars, jour où le mouvement fut étouffé par les troupes africaines.

Il n'est nul besoin de dire que l'ordre moral fut subi sans résignation par les républicains de l'Aude, et que dès la chute de Mac-Mahon, aux réunions secrètes tenues dans les *Chambrées* constituées sous les titres les plus anodins, succédèrent les réunions au grand jour en faveur de l'amnistie aux combattants de la Commune.

Le premier groupe se nomme « *La République Sociale* », ce titre deviendra celui d'un hebdomadaire quelques années plus tard, répandant dans toute la région les bons écrits socialistes. Jules Guesde et Paule Minck parlèrent en décembre 1882 à Carcassonne et à Narbonne, et Guesde se lia avec Ferroul.

La première « *Egalité* » de Jules Guesde porte parmi les

noms de ses collaborateurs, Emile Digeon et celui d'un médecin dont nous venons de prononcer le nom : le docteur Ferroul.

Ce dernier fut l'âme du mouvement socialiste dans l'Aude. A Lezignan, un groupe d'Etudes sociales avait été fondé par lui. Trois ou quatre autres noyaux s'étaient constitués dans le département. Avec le groupe d'*Etudes sociales* de Narbonne, ils furent représentés par le docteur Ferroul au Congrès de Saint-Etienne.

Le délégué de l'Aude resta avec la majorité possibiliste, mais peu après les groupes de l'Aude reprirent d'abord leur autonomie, puis, quelques années plus tard, donnèrent leur adhésion au Parti Ouvrier Français.

Le docteur Ferroul militait activement ; il avait tout ce qu'il fallait pour impressionner les foules : une physionomie sympathique, instruit, cultivé, un véritable talent et de remarquables qualités oratoires ; aussi acquit-il rapidement une grande popularité, non seulement à Narbonne, dont il devint le maire régulièrement réélu depuis 1892, mais dans les départements voisins, où l'on fit souvent appel à son concours pour les réunions de propagande.

Gustave Rouanet, originaire d'Oupia (Hérault) militait à ce moment dans le Gard. Il porta à plusieurs reprises la parole dans le département de l'Aude.

Le 23 avril 1888 eut lieu une élection législative complémentaire.

Le Dr Ferroul fut élu député de l'Aude en 1888 en remplacement de Papinaud, nommé gouverneur de la colonie de Nossi-Bé ; il fut réélu aux élections de 1889, réélu en 1899, il ne se représenta pas en 1902 et fut remplacé par Aldy, avoat, solide débater ; ancien magistrat, il renonça à son siège ur ne pas avoir à requérir contre le militant Ferroul, pourvi par la justice à raison de ses écrits socialistes. A Carcasne, le candidat des socialistes, Thérond, avait obtenu voix.

La municipalité de Narbonne était aux mains des socialistes depuis 1888 et elle y est restée. Les groupes de Narbonne : « *La Chambrée socialiste* », la « *Jeunesse socialiste* », et la « *Chambrée de la Montagne* » s'étaient affiliés au P. O. F. En 1900, ils continuèrent à faire partie de la Fédération départementale, tout en retirant leur adhésion au P. O. F.

Les groupes de *Lézignan, Cuxac, Salle d'Aude* et *Castelnaudary* étaient indépendants, seul le groupe de *Quillan* resta adhérent au Parti Ouvrier Français.

Aux élections législatives de 1893, Ferroul obtint 4.092 voix dans la 1re circonscription de Narbonne et Aldy 4.673 dans la 2e.

La propagande socialiste dans l'Aude fut surtout une propagande pour la République rouge, l'aspect démocratique du socialisme rallia des suffrages aux candidats, mais le terrain était peu favorable au développement de l'organisation et du groupement. Le socialisme ne pouvait y recueillir que des succès électoraux, c'est ainsi que dans la 2e de Narbonne, un socialiste indépendant, P. Narbonne, fut élu en 1898, tandis que Ferroul obtenait 5.202 voix et au 2e tour 6.174, battu grâce à la fraude, par Bartissol. Après l'invalidation de Bartissol par la Chambre, Ferroul fut élu le 26 février 1899 par 5.782 voix au 1er tour sur 10.571 votants.

Après la séparation du P. O. F., un groupe de *Jeunesse socialiste révolutionnaire* se créa à Narbonne en 1902 et avec le *Groupe d'Esperaza,* ils donnèrent leur adhésion au Parti Socialiste de France, tandis que les autres groupes tenaient à Limoux le Congrès de la Fédération indépendante.

Lorsque l'unité vint, la Fédération de l'Aude donna son adhésion des premières ; les socialistes toulousains entrèrent en relations avec ceux de l'Aude, des groupes s'étaient constitués à *Carcassonne,* à *La Nouvelle,* à *Lézignan,* à *Quillan.* Lorsqu'en 1906-1907 la redoutable crise viticole fut en pleine acuité, c'est d'un petit village de l'Aude : Argeliès que partit le mouvement, pour embraser ensuite toute la région

viticole méridionale. Ferroul en fut l'animateur et Aldy (1) le défenseur.

Ceux d'Argeliès partirent un dimanche à pied pour se rendre à la sous-préfecture où siégeait une Commission d'enquête sur la crise de la viticulture ; ils étaient une douzaine, tambour et drapeau en tête, apportant leurs doléances, disant qu'ils ne pouvaient plus payer l'impôt, que la vigne aux récoltes abondantes ne nourrissait plus le cultivateur, que la cause résidait dans la surproduction artificielle des vins de sucre et autres fabrications. Ils annonçaient, les douze paysans d'Argeliès accompagnant Marcellin Albert, qu'ils allaient se mettre en marche pour rassembler les « *Gueux du Midi* ». Que tous les dimanches, ils se rassembleraient jusqu'au jour où ils seraient des centaines de mille clamant leur désespoir afin d'émouvoir les pouvoirs publics insensibles à leur misère, les accusant de protéger les riches fraudeurs.

La seconde manifestation eut lieu au chef-lieu de canton, puis on continua par les villes du vin : Béziers, Perpignan, Narbonne, Carcassonne, Nîmes, Montpellier.

Le 9 juin, les viticulteurs étaient au nombre de 600.000 autour de Marcellin Albert et de Ferroul, qui était le cerveau du mouvement.

Ces immenses meetings rassemblèrent les propriétaires rongés par l'hypothèque, menacés par le fisc, les ouvriers agricoles dont les journées de chômage augmentaient en nombre, les commerçants guettés par la faillite, foules immenses de ventres creux solidarisés par la misère.

Ferroul parlait dans toutes les réunions ; son verbe sonore remuait profondément les foules, son éducation socialiste lui permettait d'analyser les causes profondes de la crise et de les faire remonter aux sources même du régime capitaliste.

Les Syndicats ouvriers agricoles, à la faveur même du

(1) Voir Photo et Biog. *La France Socialiste*, page 334, tome

mouvement, se créèrent partout ; des grèves d'ouvriers vignerons avaient eu lieu l'année précédente, elles avaient amené l'arrestation et la condamnation à 15 mois de prison de l'énergique secrétaire du Syndicat des agricoles de Cruzy, le citoyen Calmettes.

La Fédération socialiste de l'Aude demande l'amnistie en faveur de Calmettes ; cette réclamation fut renouvelée dans tous les meetings viticoles.

Mais, le 18 juin 1907, les événements se sont précipités, les municipalités démissionnent, le toscin retentit lugubrement sur les campagnes désertes ; à Narbonne, Ferroul arbore le drapeau noir au fronton de l'Hôtel de Ville ; les soldats paysans du 17e d'infanterie refusent, à Béziers, de tirer sur les paysans viticulteurs ; à Narbonne, au contraire, les fusils sont partis, le sang a rougi le pavé de la capitale viticole, des morts sont à l'actif du gouvernement Clemenceau. Ferroul est emprisonné. Enfin l'apaisement se fait, la Fédération socialiste de l'Aude songe à tirer des événements des conclusions utiles au Parti ; elle convoque à Narbonne une conférence interfédérale des Fédérations des Pyrénées-Orientales, de l'Hérault et du Gard. Une première réunion à laquelle les bureaux de ces quatre organisations avaient délégué : J. Soubielle (Pyrénées-Orientales), Sauvan, Bron (Hérault), Hubert Rouger, Camille Pau (Gard), eut lieu ; un manifeste commun fut adressé aux vignerons les conviant à adhérer au Parti socialiste, à former des Coopératives viticoles de petits producteurs et des Syndicats ouvriers de salariés agricoles. Une tournée générale de propagande dans les quatre départements fut décidée.

L'agitation et les manifestations des « Gueux du Midi » aboutirent à deux résultats : 1° au vote de l'excellente loi sur la répression des fraudes ; 2° à l'organisation collective des viticulteurs dans la Confédération générale des Vignerons, et, par voie de conséquence naturelle, au développement de l'organisation du prolétariat de la terre par la fondation

des Syndicats ouvriers à : Argeliès, Armissan, Bages, Bidanet, Boutenas, Capendu, Canet-d'Aude, Castelnau, Coursan, Cuxac, Durban, Embres, Fraisse-de-Corbières, Ginestas, Gruissan, La Redorte, Marcarignan, Montlaur, Maussan, Ornaison, Ouveillan, Paraza, Pépieu, Permentier, Peyrac-de-Mer, Portel, Raissac-d'Aude, Roubiac, Saint-André-de-Roquelongue, Saint-Jean-de-Barrau, Saint-Marcel, Saint-Nazaire, Thèbes, Tuchan, Vinassan. Au total, 2.150 adhérents; en dehors de ces 35 Syndicats agricoles, d'autres corporations ont des Syndicats à Carcassonne et à Narbonne.



COULOUMA
Secrétaire de la Section de Carcassonne

A Carcassonne, la Bourse du Travail, fondée en 1897, avait à la veille de la guerre, 16 Syndicats avec 681 adhérents; à Narbonne, la Bourse du Travail, fondée en 1894, avait 7 Syndicats des divers corps de métiers avec 476 adhérents.

Enfin 9 Coopératives étendent leur rayon d'action autour des localités de Carcassonne (La Solidarité), Narbonne (La Moissonneuse), Capendu (La Capenducienne), Cuxac (L'Emancipatrice), Durban (L'Association), Fabrezan (La Fabrezannaise), Lezignan (La Lezignannaise), Ornaison (L'Aurore), Portel (L'Association), Tuchan (L'Emancipatrice).

Le Midi Socialiste, de Toulouse, est venu apporter aux socialistes de l'Aude l'arme indispensable pour la bataille quotidienne en faveur de leurs idées. Les orateurs du Pa[illegible] socialiste toulousain fraternisent [illegible]

Hudelle, Bedouce, prennent part aux tournées de propagande; aussi, aux élections législatives de 1910, y a-t-il des candidats socialistes dans 4 circonscriptions sur 5.

Ridelle rallie 430 suffrages dans la première de Carcassonne; Hudelle obtint 2.642 voix dans la deuxième; Aldy est réélu à Narbonne (première) par 5.384 voix, et Ferroul groupe contre Sarraut 7.423 suffrages. Au total 15.879 voix dans le département sur 62.764 suffrages exprimés. Aux élections municipales, les listes ouvrières se forment partout contre les listes radicales et de nombreuses mairies sont conquises par elles; listes du Parti Socialiste? non puisqu'elles ne sont pas composées exclusivement d'adhérents à la Fédération, mais listes de cultivateurs journaliers et de petits vignerons se disant socialistes, ayant voté et votant pour envoyer les socialistes au Parlement. Parmi les municipalités conquises : Narbonne, Armissan, Conques, Fabrezan, Bize, Couiza, etc.

Il y a des minorités socialistes à Carcassonne, 4 élus; Bizanet, 3; Lauze, 1; etc., etc.

Aux élections législatives de 1914, la Fédération ne présente que trois candidats: Coulouma, à Carcassonne, 4.523 voix; Ferroul, dans la deuxième de Narbonne, retrouve 5.176 voix, et Aldy, dans la première, 5.152 voix, réélu. Au total, 14.851 voix dans trois circonscriptions.

Le journal hebdomadaire fondé par Ferroul, *La République Sociale,* paraît toujours; le milieu est peu enclin au groupement, mais il est en voie d'évolution et nombreux sont les paysans attentifs à la voix du Socialisme leur enseignant qu'il n'y a de sécurité que dans sa réalisation.

Les Elections de 1919, sous le régime clemenciste, le sys- électoral aidant, se firent dans de mauvaises conditions: liste radicale opportuniste, une liste de mutilés et de battants appuyée par les réactionnaires et quelques éga- du monde ouvrier, et la liste socialiste se trouvèrent en e.

La première obtint une moyenne de 24.082 voix; la liste

des combattants, 20.018 voix; et sur la liste socialiste les suffrages se répartirent ainsi: Aldy, 12.100; Hudelle, 11.634; Biblot, 10.858; Faure, 10.805; Nonier, 10.358. Il n'y eut aucun élu socialiste.

A Narbonne, Ferroul est réélu conseiller général avec une majorité de 700 voix; Léopold Roger et Germain Mouret conseillers d'arrondissement.

A Couiza, Célestin Baron, candidat socialiste, groupe 494 suffrages contre 647 au radical sortant Roche; à Ginestas, 680 voix vont au candidat socialiste contre 1.501 au radical sortant; et à Tuchan, Baron, candidat socialiste, obtient 276 voix.



LÉON HUDELLE
Rédacteur en chef du *Midi Socialiste*

Aux élections municipales, les listes socialistes sont élues à Esperaza (270 voix contre 225 aux radicaux; 1 élu au 1er tour, 10 au 2^{e}); à Bize, à Tuchan (avec 50 voix de majorité); à Ouveillan (340 voix contre 190); à Couiza, à Montazels, à Cuxac-d'Aude, la liste ouvrière élue.

Des socialistes sont élus sur des listes de concentration républicaine à Salat (5 socialistes, 11 radicaux); St-Marcel, Salles-d'Aude, Quillau, Ferrals, Villalier, etc.

Le mouvement syndical des ouvriers agricoles est toujours agissant; les Syndicats se sont réorganisés après la guerre et ils poursuivent, en accord avec la C. G. T., la réalisation des revendications des travailleurs de la terre.

Voici le texte d'un contrat de travail à la date du 8 décembre 1919:

Travaux de toute l'année:

1° La journée de sept (7) heures de travail sera payée dix francs (10) et deux litres (2) de vin; au-dessus de sept heures, les heures supplémentaires seront payées un franc cinquante (1.50);

2° Les femmes auront moitié salaire des hommes et un litre (1) de vin;

3° Les laboureurs feront huit heures (8) de travail pour onze francs cinquante (11.50) et deux litres (2) de vin;

4° Il sera alloué aux ouvriers, pour les travaux de soufrage, de sulfatage et l'emploi du pyralivore, une indemnité journalière de un franc (1) en supplément du salaire;

5° Le prix des travaux de fauchage sera à débattre entre employeurs et employés;

6° En cas d'invasion cryptogamique, il sera payé deux francs (2) par heure supplémentaire au-dessus de huit heures (8) de travail;

7° Pour l'échausselage, les propriétaires s'efforceront de supprimer les tâcherons et de réserver les forfaits à leur personnel de toute l'année.

Ils s'engagent à n'occuper des étrangers qu'à défaut de main-d'œuvre française;

8° Après le pressurage, la reprise des travaux aura lieu aussitôt que posible;

9° Pour la période pendant laquelle les pourparlers ont eu lieu entre les deux parties, du lundi 24 novembre au samedi 6 décembre 1919, la journée de sept (7) heures de travail sera payée aux hommes neuf francs (9) et deux (2) litres de vin, et aux femmes moitié prix des hommes et un (1) litre de vin.

Travaux des vendanges et du pressurage:

10° Les conditions des travaux des vendanges et du pressurage seront examinées quelque temps avant la période des vendanges.

Fédération du Calvados

Au Congrès de l'Internationale tenu à Lausanne en septembre 1867, Charles Longuet était porteur des mandats des groupes de Caen et de Condé-sur-Noireau. Quelques temps après, la première Internationale comptait un groupe à Lisieux avec pour principaux militants : Pignol, Groult, Sauvage, Hersan, Hébert ces deux derniers sont encore vivants. Mais on ne perçoit guère le mouvement socialiste qu'aux environs de 1896, année où se fonda à Lisieux, après une Conférence de Lucien Roland, le groupe d'études sociales adhérant au P. O. F.

Vers la même époque, Emile Dumas, futur député du Cher, était ouvrier d'usine à Lisieux, sur son initiative fut fondé le groupe d'études sociales de Caen.

Les militants de ce groupe, avec Emile Dumas, entrèrent en relations avec des ouvriers de Condé-sur-Noireau où ils créèrent un groupe d'études sociales. De petits noyaux se formèrent également par la suite à Dives-sur-Mer et May-sur-Orne. Deux syndicats existaient à cette époque, celui de métallurgistes à Lisieux, et celui des mouleurs en métaux de Caen.

A. La Fédération de Basse-Normandie

Jean Longuet, originaire de Caen, entra de bonne heure en relations avec les premiers militants du Calvados; ils le convièrent à une tournée de conférences. Elle eut lieu au cours de 1899. Jean Longuet visita les principaux centres et les groupements existants qui s'agglomérèrent sous son

inspiration à la Fédération de Basse-Normandie fondée par E. Poisson et J. Longuet.

Le premier Congrès fédéral se tint à Caen, sous la présidence de Charles Longuet, le 21 avril 1899, avec une dizaine de groupes du Calvados, Manche et Orne. Plus tard, la Fédération groupa également la Sarthe.

Aux élections législatives de 1898, une candidature socialiste, celle de Lecarpentier, fut posée à Caen, elle obtint 580 voix.

La Fédération de Basse-Normandie a tenu les Congrès suivants :

Caen 1899, May-sur-Orne 1901, Cherbourg 1902, Flers 1903, Caen 1904, Le Mans 1905, Flers 1906, Lisieux 1907.

Les principaux militants de la Fédération étaient : Ernest Poisson, habitant à cette époque Caen; Biville, René Roger, Rom, Lelong, René Marie-Charles furent les premiers propagandistes du socialisme dans le Calvados.

La Fédération adhéra en 1902 au P. S. F.; elle se fit représenter à tous les Congrès nationaux.

Au moment de l'unité, la Fédération de Basse-Normandie comptait 350 cotisants et au Congrès du 14 octobre 1905, tenu à Flers-sur-Orne, dans la salle de la Mairie, le rapport du secrétaire fédéral Ernest Poisson annonçait 32 groupes fédérés dont les suivants étaient représentés pour le Calvados et l'Orne.

1-2. *Calvados:* Caen, groupe de jeunesse et journal *Le Semeur.*

3. Allemagne, groupe socialiste.
4. Condé-sur-Noireau: groupe ouvrier.
5. Dives: groupe d'Etudes sociales.
6. Falaise: groupe socialiste.
7. Le Malay-Lithy: groupe socialiste.
8. Lisieux: groupe d'Etudes sociales.
9. La Coopérative *L'Ouvrière de Caen.*

Orne :

1. Argentan : groupe socialiste.
2. Alençon : groupe d'Etudes sociales.
3. Flers-sur-Orne : groupe socialiste.
4. Mortagne : groupe socialiste.
5. Laigle : groupe socialiste.

Il y avait également trois groupes de la Sarthe et cinq groupes de la Manche représentés aux séances présidées par Jean Longuet (1) et Ed. Vaillant. Parmi les militants délégués : Guesdon, de Flers ; Odmot, du Molay ; Verger et Deslandes, de Caen ; Pigault, de Falaise.

Verger, Deslandes, Pigault, Lelong et Biville furent nommés membres du Bureau fédéral ; on y étudia les questions à l'ordre du jour du Congrès national ; les délégués de la Sarthe et de la Manche parlèrent de constituer des Fédérations départementales ; l'ordre du jour pur et simple fut voté en clôture de cette dernière discussion. On y décida de présenter des candidats dans le plus grand nombre de circonscriptions aux élections législatives de 1906.

Il y eut des candidats socialistes dans quatre circonscriptions.

Léon Odmot fut candidat dans la 1re circonscription de Caen, et rallia 197 voix ; Henri Verger à Falaise, 40 ; Ernest Poisson à Lisieux 421, et Emile Droual à Pont-l'Evêque 223. Ce fut la première affirmation socialiste générale dans le Calvados.

En 1910, les candidats socialistes n'obtinrent que : Roger, 283 voix, première de Caen ; M. Jean, 253 à Lisieux ; Edmond François, 78 à Pont-l'Evêque. Au total : 614 voix, alors qu'en 1906 les socialistes en avaient trouvé 881,

A signaler la campagne électorale du docteur Lévy Darras, dans la 1re circonscription de Caen aux élections législatives

---

(1) Voir photos Fédération de la Seine.

de 1914, où il obtint 619 voix. Ainsi, peu à peu, pénétrait le socialisme dans ce milieu réfractaire où les adhésions se recrutent une à une et où les militants doivent faire preuve d'une persévérance et d'un dévouement à toute épreuve. La Manche ne tarda pas à se constituer en Fédération départementale et dans le courant de 1907, la Sarthe en ayant fait de même, la Fédération de Basse-Normandie devint Fédération du Calvados et Orne.

B. **La Fédération du Calvados et Orne**

Elle tint son Congrès fondateur à Caen, le 17 novembre 1907, sous la présidence d'Ernest Poisson, avec les délégués des groupes de *Caen, Falaise, Flers, Saint-Pierre-de-Regard* qui étaient: René Pigault, Denis Legrand, Sohier, Langevin, Rigotte. Les groupes de *Lisieux, Dives, Alençon, Tinchebray* s'étaient fait excuser en envoyant des lettres d'adhésions. Le Bureau fédéral fut composé de Henry Verger, secrétaire-trésorier; Victor Pigault, instituteur, et René Marie, secrétaire adjoint; Lelong, de Caen; Langevin, de Lisieux; Rigotte, de Flers. Le siège fédéral fut fixé à Caen où militaient avec beaucoup de mérite Victor Pigault, Renaudun, Levillan, Martin Lelong, etc., etc... Les militants de Caen se mirent courageusement à l'œuvre de défrichement, ils appelèrent fréquemment les délégués permanents du Parti, Renaudel, Ernest Poisson, Jules Nadi. Ils répandirent les brochures d'Ernest Poisson: « *Qu'est-ce que le Socialisme?* » et celle de Renaudel: « *Arguments socialistes* ». Ils firent de prodigieux efforts dans un milieu ingrat où selon la parole de l'un d'eux « l'alcool dispute au cléricalisme le privilège de l'abrutissement. »

Cependant là aussi le capitalisme s'est fait le fourrier du socialisme, des hauts-fourneaux se sont créés à Caen pour utiliser le minerai des concessions de Saint-Martin-Chan-

tenay, concédé aux Thyssen, d'Allemagne, un prolétariat s'est formé qui sera le levain révolutionnaire dans le département. Les ouvriers sont sous la tutelle et la domination de la classe possédante, et dans le Calvados, comme partout, les travailleurs finissent par ouvrir les yeux et par comprendre que dans leur organisation en parti de classe, réside le moyen d'affranchissement.

De nouveaux groupes à *Honfleur, Troarn, Saint-André* sont éclos et si aux élections législatives de 1906 et 1910 quelques centaines d'électeurs à peine votèrent pour les socialistes, les travailleurs s'organisèrent syndicalement. A Caen, la Bourse du Travail, fondée en 1903, rassemblait en 1914 un millier d'adhérents dans une douzaine de syndicats des corporations suivantes : chemins de fer, ameublement, bâtiment, employés, livre, mécaniciens, mouleurs, ouvriers des P. T. T., couvreurs, dockers, tramways, musiciens. De même qu'à Condé-sur-Noireau, Deauville, Falaise, Lisieux, Honfleur, Trouville et Vire, les Chambres syndicales du bâtiment, des cotonniers, du livre, des jardiniers, chemins de fer, métallurgie, se fédérèrent avec le Syndicat de Caen dans l'Union départementale.



ZORETTI

Les socialistes du Calvados ont, à plusieurs reprises, essayé la publication de feuilles socialistes : *Le Travailleur Normand, L'Ouest Socialiste, Le Combat, La Dépêche de Caen*, bimensuels ou mensuels, tous de courte du

En 1914, le 14 juin, paraissait le premier numéro du *Populaire Normand,* organe des Fédérations socialistes du Calvados et de l'Orne, et des Unions départementales des Syndicats; plus heureux que ses devanciers, il voit son tirage augmenter et son développement assuré. A signaler les élections cantonales de 1905 à Condé-sur-Noireau, où Verger fit campagne et obtint 290 voix; en 1907 à Dozulé, Verger 76 voix, et à Caen Est en 1910, Roger 228 voix.

Aux élections de 1914, le docteur Lévy Darras avait recueilli 619 voix. A celles de 1919, c'est 4.077 voix que la liste du Parti socialiste a obtenu dans le département: Roger, avocat, 3.251; Lévy Darras, docteur en droit, 3.159; Escabasse, employé de chemin de fer, 3.075; Demanres, ouvrier ajusteur, 3.075 voix.

Aux dernières élections municipales, la liste socialiste tout entière fut élue à Colombelles, où fut nommé maire le citoyen Mongias. A Dives, 4 élus socialistes; à Casson, 5 élus. A Deauville, 1 élu socialiste; à Mézidon, 5 élus socialistes; à Saint-Agneau-de-Crameisnil, 1 conseiller socialiste. A Deauville, la liste ouvrière fut battue. En tout 30 conseillers municipaux du Parti. A Caen, la liste socialiste obtint 1.653, soit le 25 % des voix, tandis qu'aux élections législatives il n'y avait eu que 1.459 voix, soit le 10 %.

Sous l'action des socialistes, des Coopératives se sont fondées.

L'Ouvrière de Caen et l'*Avenir,* de Lisieux, ont disparu, cependant, sous l'influence de Mégret, du Syndicat des cheminots, membre du Parti, la *Solidarité Caennaise* a vu le jour et se trouve en pleine prospérité.

Les militants actuels de la Fédération sont Zoretti et Lermier, qui ont développé le mouvement coopératif régional dans l'Orne; Monnier, Escabasse, Demanres, Roger, Lévy Darras ont donné une propulsion nouvelle au mouvement socialiste et préparé un développement certain.

La Fédération du Calvados compte, à l'heure actuelle, 12 groupes et près de mille cotisants. Elle a tenu ses Congrès de 1913, 1916 et 1917 à Caen ; 1918 à Alençon ; 1919 à Caen, et en février 1920 à Lisieux.

Depuis 1919, l'Orne et le Calvados constituent deux Fédérations départementales.

Fédération de Constantine

Elle fut fondée le dimanche 29 décembre 1912, à Constantine, par les sections de Bône, Bougie, Constantine, Sétif, Souk-Arhas réunissant un total de 210 cartes du Parti. Le Congrès émit un vœu en faveur de l'application des lois ouvrières à l'Algérie et une adresse de félicitations au groupe socialiste au Parlement pour son attitude énergique au sujet de l'Ouenza; la Fédération décida, en outre, de créer un organe fédéral.



Deleuze

Le fondateur de la Fédération fut le dévoué militant Deleuze (Camille), professeur à l'Ecole Normale, véritable apôtre de l'idée, ayant voué sa vie à l'éducation sociale de nombreux jeunes gens, dont il a fait d'actifs militants. Coopérateur fervent, socialiste instruit, Deleuze fut le premier secrétaire de la Fédération. Elle compte à ce jour, 7 sections: Batna, Bône, Bougie, Constantine, Philippeville, Souk-Arhas, Aïn-Beïda.

Elle a tenu 7 Congrès depuis sa fondation.

Le 3 janvier 1914, le 17 décembre 1916, le 1er avril 1918,

le 22 septembre 1918, en avril 1919, le 19 novembre 1919, le 28 décembre 1919. Les principaux militants sont, en dehors de Camille Deleuze, les instituteurs Dulac, Cianfarini, Hugon, Allouche, administrateurs ou propagandistes dévoués des diverses sections. Pily (Jean), ouvrier peintre, vieux militant, orateur apprécié, secrétaire de l'Union des Syndicats du département ; Sirafini, professeur conférencier très goûté des auditoires.

Secrétaire fédéral : Gaston Fouech, négociant, militant dévoué ; Castor, confiseur, actif propagandiste, secrétaire fédéral adjoint, fondateur de la Fédération ; Richard, forgeron, actif secrétaire de la section de Constantine, fondateur de la Fédération ; Giovacchini, orateur populaire très combattif ; Ledrappier, cheminot, militant instruit.



MASIA

Telle est la vaillante phalange qui a entrepris la conquête du département de Constantine au socialisme.

Enfin le secrétaire fédéral actuel Masia, né à Constantine, en 1882, secrétaire adjoint de l'Union départementale des Syndicats, dont il fut un des principaux fondateurs.

Pour exécuter la décision de son Ier Congrès, la Fédération créa le *Populaire* en 1912 ; il eut une existence éphémère, 7 numéros. En février 1918, les membres de la section de Bône ont fondé le *Droit du Peuple*, hebdomadaire, devenu l'organe fédéral, le journal de la Fédération l'*Aurore Sociale*, n'ayant été publié que pendant la campagne législative.

Aux élections de 1919, la Fédération mena la campagne avec vigueur, ses deux candidats Giovacchini, instituteur, et Ledrappier, chef de dépôt aux chemins de fer à l'Etat obtinrent 3.479 et 3.350 voix.

Fédération de la Corse

Quelques numéros d'un journal *L'Ouvrier Corse,* dont le directeur était le citoyen Vincorsi, furent les premières affirmations socialistes en Corse. Quelques militants de l'agglomération parisienne du Parti Ouvrier Français étaient en relations avec quelques ouvriers qui fondèrent à Bastia, aux environs de 1898, un groupe socialiste adhérent au P. O. F. qui n'eut qu'une fugitive existence. A la même époque, Louis Costa, de Pila-Canale, fondait le groupe socialiste « *Les Indépendants* » qui devait constituer le noyau fédéral. Un autre groupement « *Le Cercle d'Etudes politique et économique* » de Saride Porto Wecchio disparut peu après sa fondation.



Louis Costa, maire
Secrétaire de la Fédération Socialiste

Mais sous l'impulsion de Louis Costa et du Groupe de Pila Canale, un certain nombre de groupements naissaient sur divers points de l'île, et au Congrès départemental du 29 novembre 1903, à Ajaccio, 11 groupements furent représentés : le *Groupe socialiste,* la *Jeunesse socialiste* d'Ajaccio, les Groupes de *Cognocoli, Sari-d'Orcino, Sollacaro, Olmeto, Pila-Canale, Guargualé, Sartène, Sainte-Lucie-de-Tallano, Petroto-Bicchisano.*

Tous ces groupes adhéraient au Parti socialiste français et la Fédération donna son adhésion à cette organisation

nationale. Le total des cotisants était de 105. Le Congrès d'Ajaccio demanda que l'ordre du jour du Congrès national de Saint-Etienne 1904 comporta un certain nombre de questions : « Séparation de l'Eglise et de l'Etat, impôt sur le revenu, retraites ouvrières, suppression des Conseils de guerre, en attendant le désarmement..., nomination des instituteurs par leurs chefs hiérarchiques, la suppression de la vénalité des charges, indemnité aux élus du suffrage universel, suppression de la dette publique, rétablissement du scrutin de liste, application en Corse de la loi sur les Congrégations. »

Les deux dernières questions furent portées à l'ordre du jour du Congrès de Saint-Etienne où la Fédération de la Corse fut représentée par Louis Costa et Stern-Maydieu. Elle fut représentée au Congrès du Parti socialiste français à Rouen, par Stern-Maydieu et Albert Thomas. Elle adhéra à l'unité et fut représentée à tous les Congrès nationaux : Paris 1905, Limoges 1906, par Stern-Maydieu ; Nancy 1907, par Multedo ; Toulouse 1908, par Ch. Benelli ; Saint-Etienne 1909, par Jean Fieschi ; Nîmes 1910, par Louis Costa, et Antoine Salini ; Paris 1910, par Amilcar Cipriani et Jacques Bozzi ; Saint-Quentin 1911, par Antoine Peretti ; Paris 1911, par Amilcar Cipriani ; Lyon 1912, par Paul Quilici ; Paris 1912 et Brest 1913, par Cipriani ; Amiens 1914, par Paul Quilici.

La Fédération a tenu régulièrement ses Congrès départementaux depuis 1904, la plupart à Ajaccio. En 1906, à Sollacaro ; en 1908 à Bastia, le 27 septembre, sous la présidence de Ottomani, assisté de Salini et Benelli et Giacinti, secrétaire, on y discuta sur l'ordre du jour du Congrès national de Toulouse ; on s'y prononça pour l'union socialiste, et Louis Costa fut réélu secrétaire avec Solini trésorier. Le Congrès de 1909 se tint à Vivario et celui de 1910 à Cognocoli le 23 janvier 1910. Parmi les délégués : Pierre Ceccaldi, Louis Costa, Félix Doucet, Cuttoli, etc...

Le Congrès de Cognocoli en des résolutions énergiques dénonça les scandales de pratique courante dans l'administra-

tion de l'Ile de Beauté: l'arbitraire présidant à l'application des lois d'assistance, et les scandaleux trafics des services maritimes postaux, de même pour les nominations de magistrats. Les principaux militants de la Fédération : le Docteur Pietrini, du groupe d'Ajaccio; Louis Costa, de Pila-Canale; Sébastien Moretti, avocat à Bastia; D.-F. Ottomani, de Bastia, ont essayé de vulgariser les idées socialistes par la publication de journaux : l'*Avant-Garde,* de Bastia (3 mois); le *Socialiste,* à publication intermittente de 1902 à 1906, enfin l'*Avanti,* publié à Paris en 1903, sous le contrôle de la Fédération.

Aux élections législatives de 1914, la candidature socialiste de Ph. Pietrini contre Pugliesi Conti trouve 1.420 voix à Ajaccio; une municipalité, celle de Cuttoli-Cortichiatto, fut conquise en 1912, au Parti socialiste. Il existait 12 sections à Ajaccio, Bastia, Sartène, Corté, Ste-Lucie-Tallano, Olmeto, Venzolusca, Propiano, etc., etc...

Une Bourse du Travail fut fondée à Bastia en 1906, elle abrite dans ses organisations syndicales 800 adhérents.

Aux dernières élections municipales, 3 conseillers municipaux socialistes ont été élus sur une liste de concentration républicaine à Cognocoli, parmi lesquels le vieux militant Louis Costa, élu maire.

A Cuttoli-Cortichia 4 élus socialistes, dont l'adjoint Jean-Antoine Ferrandi.

Aux élections législatives, une seule candidature fut présentée, celle d'Angelini Benedetti, ingénieur. Il fournit au cours de sa campagne un gros effort d'éducation socialiste et obtint 2.001 voix.

Si le socialisme est lent à pénétrer l'âme corse, ceux qu'il conquiert le sont définitivement et tous des militants déterminés et convaincus.

Fédération de la Côte-d'Or

Au Congrès ouvrier du 28 janvier 1878, tenu au Théâtre des Variétés, à Lyon, parmi les 180 délégués des Associations ouvrières figuraient ceux des Groupements ouvriers de la ville de Dijon, où Cabet est né en 1788.

En 1880, le 18 août, l'*Egalité,* de Jules Guesde, annonçait la fondation d'un *Groupe d'Etudes sociales* initiateur, le 8 novembre de la même année, d'une conférence au Grand-Théâtre de Dijon, avec Paule Minck. Ces Groupements étaient disparus lorsque, quelques années plus tard, apparut un militant actif, intelligent, dévoué, réorganisateur du mouvement ouvrier dijonnais.



Alfred Marpaux
Fondateur de la Fédération Socialiste

Alfred Marpaux, né le 15 novembre 1862, à Champagnole (Jura), ouvrier typographe, adhéra, dès 1880, à son organisation syndicale; rentré du service militaire en 1887, il travaille à Dijon et fonde aussitôt un *Cercle typographique d'Etudes sociales*, l'embryon du Parti ouvrier socialiste dijonnais ; membre du Comité syndical, il organisa la Caisse de chômage, fonda la Chorale des Travailleurs du Livre et le Syndicat des Ouvriers relieurs.

Il existait à cette époque, à Dijon, un Comité central démocratique réunissant les républicains avancés de la ville.

Une scission se produisit, des démissions s'en suivirent, plusieurs conseillers municipaux radicaux quittèrent le Comité central, parmi eux Bulliard, typographe. Mis en relation avec Marpaux et Charlot par ce dernier, il en résulta bientôt la constitution d'un Groupe nettement socialiste, comprenant 27 membres.

Peu après, sous l'inspiration de Marpaux et Charlot, le Groupe donnait son adhésion à la *Fédération des Travailleurs socialistes de France,* au sein de laquelle les socialistes dijonnais solidarisèrent leur action avec la Fédération du Centre, berceau de l'organisation allemaniste. Aux élections législatives de septembre 1889, en pleine agitation boulangiste, les socialistes dijonnais présentèrent la candidature du citoyen Raymond Daly, qui adressa une vibrante proclamation aux travailleurs et donna deux réunions avec les orateurs dijonnais. 1163 voix répondirent à son appel.

Marpaux était, par sa profession, en relations suivies avec Allemane, aussi avait-il aiguillé, comme nous l'avons indiqué plus haut, les Groupes de Dijon dans la voie où ce dernier cherchait à entraîner l'organisation possibiliste; lorsque la scission se produisit à Châtellerault, les socialistes dijonnais restèrent normalement au sein du *Parti Ouvrier socialiste révolutionnaire.*

Ils contribuèrent puissamment à l'organisation de la Fédération de l'Est, dont l'influence s'étendait sur les départements de l'Ain, Doubs, Côte-d'Or, Jura, Yonne, etc..

Un autre militant de valeur, Charlot, dont nous avons déjà parlé, collaborait avec Marpaux; ils prirent tous deux une part prépondérante, avec Ponard, à l'organisation de la Fédération de l'Est, donnant des conférences dans toute la région, au Creusot, Montceau-les-Mines, Auxerre, Besançon, Saint-Claude etc., etc.

A. Les premiers Journaux socialistes. La Propagande. Les Elections.

Avec l'aide des groupes créés dans la région, ils publièrent diverses feuilles, revues, journaux ; elles durèrent plus ou moins longtemps : *La Revue sociale*, l'*Avenir social*, *Le Tocsin Dijonnais*, puis, enfin, *Le Rappel des Travailleurs*, devenu ensuite, sous le titre de *Rappel socialiste*, l'organe attitré de la Fédération départementale. A la veille de la guerre, il était en pleine prospérité ; il a, du reste, toujours continué de paraître.

A côté de ces modestes organes, battant le rappel des consciences ouvrières et paysannes, Marpaux et quelques ouvriers typographes socialistes s'emparèrent d'un organe satirique, *Le Bourguignon Salé*, dont ils firent une arme efficace aux mains du Parti Socialiste, dirigée contre la bourgeoisie et la réaction.

Mais voici que la propagande a pénétré dans le département ; les adhésions au Parti arrivent des plus petits villages. Parmi les militants radicaux du département, un bon citoyen, le petit vigneron Bouhey-Allex (1), né le 3 février 1855, à Villers-la-Faye (Côte-d'Or), conseiller municipal de son village en 1881, se consacre à des œuvres d'éducation populaire ; élu conseiller d'arrondissement en 1883 du canton de Nuits-Saint-Georges, en 1884 il conquiert à la République son petit village, dont il fut nommé maire en 1889 ; il fut ensuite élu conseiller général de son canton. Candidat à l'élection législative de 1893 dans la première de Beaune, où il obtint 5.749 voix contre 6.851 au radical Ruard, élu, sa campagne électorale, ses déclarations très démocratiques, démontrèrent aux socialistes quelle précieuse recrue il serait pour le Parti. Une femme de lettres bourguignonne lui écri-

(1) Voir Photo et Biog. *La France Socialiste*, page 339, tome I.

vit, lui parla socialisme, lui adressa des brochures de propagande et la *Revue Socialiste* de Benoît Malon. Bouhey-Allex donna son adhésion réfléchie au socialisme. Il fonda un journal rural, *Le Réveil des Paysans,* dont la propagande intense dans les campagnes, où il fut accueilli avec grand succès, fit quelque bruit dans le département.

B. **Les premières victoires.**

Aux élections législatives de 1893, la candidature du citoyen Pierre Vaux était posée dans la circonscription de Dijon et énergiquement soutenue par les efforts des militants et des journaux socialistes. *Le Bourguignon Salé* déshabilla les grands pontifes adversaires du socialisme. Pierre Vaux obtint au premier tour 4.607 voix sur 13.944 votants et triompha au deuxième tour par 7.395 voix contre 4.505 au républicain Caffarel et 1.833 au radical Martin.

En 1895, la réélection de Bouhey-Allex au Conseil général fait entrer un représentant du Parti socialiste à l'assemblée départementale.

Enfin, l'entente socialiste aboutissait au succès de la liste socialiste, tout entière élue au Conseil municipal, en mai 1906, à Dijon.

Le citoyen A. Morin était élu maire; Alfred Marpaux adjoint à l'Instruction publique, Beaux-Arts et Œuvres sociales; Charlot, ingénieur des Arts et Métiers, adjoint aux Finances; Docteur Rolland, adjoint à l'Hygiène.

L'œuvre du Conseil municipal socialiste de Dijon est restée. Les cantines scolaires fournissent des repas à deux mille enfants ouvriers, aucun des successeurs des socialistes à la mairie n'osèrent y toucher. Les Caisses de chômage furent largement dotées, organisées par les Syndicats, contrôlées par la Bourse du Travail d'après le règlement élaboré par le Conseil municipal. Une maison de retraite pour les

vieux travailleurs fut ouverte en 1899, complétant l'œuvre d'assistance aux vieillards.

Aux élections législatives de 1898, la Fédération Socialiste de la Côte-d'Or, fondée entre temps, engageait la lutte dans trois circonscriptions. Avec Bouhey-Allex dans la première de Beaune, 4.221 voix s'affirmaient socialistes. Dans la première de Dijon, Pierre Vaux se représente, mais il s'est séparé des éléments socialistes, lesquels présentent contre lui le militant socialiste Charlot. Les résultats furent les suivants : Savot, rallié, 5.075 voix; Mesnner, radical, 4.434; Pierre Vaux, 3.499; Charlot, 3.229. Au deuxième tour, les socialistes se rallièrent malgré tout à Pierre Vaux afin d'empêcher l'élection du réactionnaire. Pierre Vaux fut élu par 7.953 voix contre 5.726 à Savot et 4.174 à Mesnner. Dans la première de Semur, le candidat socialiste Ary Mathieu obtenait 804 voix. Ce fut un événement dans le département. Les paysans commencèrent à prêter l'oreille aux discours et aux écrits socialistes, on se passait dans les campagnes les brochures socialistes, celles de Marpaux : *Le Droit au Travail, Etude de la Journée de huit heures, Le Chômage et son Remède, La Reconstitution du Vignoble par l'Association;* son livre : *L'Evolution naturelle et l'Evolution sociale.* Des groupes s'étaient constitués à Beaune, Nuits-Saint-Georges, Semur, Flavigny, Laumes.

C. L'organisation fédérale. La progression du mouvement socialiste.

A Dijon, le Parti socialiste avait sa *Maison du Peuple*, fondée en 1896, et sa coopérative de boulangerie, l'*Economie Sociale,* œuvre des premiers militants. La Bourse du Travail, fondée en 1893, groupait les Syndicats des tabacs, des chemins de fer, des charpentiers, des menuisiers, des tailleurs d'habits. Au Syndicat des Chemins de fer, un jeune employé,

Barabant, est un des fondateurs de la *Jeunesse socialiste révolutionnaire* et l'un des espoirs du Parti. Energique, actif, sympathique, c'est une bonne recrue, et Marpaux pourra quitter la Côte-d'Or, son œuvre ne périra pas. Les idées de Marpaux, de Charlot, des militants de Dijon, sont celles de la Fédération allemaniste de l'Est, fortement imprégnée des idées fédéralistes de Bakounine, et Marpaux, parlant au Congrès Japy, demande l'autonomie des Fédérations, la disparition des organisations centrales; il développe la conception d'une organisation fédérative où l'individu serait libre dans la commune libre, l'Etat n'étant que l'ensemble des communes fédérées.

En 1900, la liste municipale socialiste fut battue à Dijon par une coalition radicalo-réactionnaire, dite des « Intérêts locaux », mais, quatre années plus tard, en 1904, les socialistes prenaient une éclatante revanche.

Une proposition de concentration républicaine au deuxième tour, au prorata des voix obtenues au premier tour par les listes socialiste et radicale, était acceptée de part et d'autre. La liste socialiste obtenait une moyenne de 6.000 voix, la liste radicale 3.000, et, au deuxième tour, 23 socialistes et 13 radicaux étaient élus. Barabant devenait maire, avec pour adjoints : Oubert, radical; Docteur Gallois, socialiste, adjoint délégué à l'Hygiène et Assistance; Radouan, radical, adjoint aux Travaux publics, et, à l'Instruction publique, le socialiste Léon Rosenthal, professeur, qui a quitté le Parti pendant la guerre pour adhérer à *La Ligue Civique*. Les candidats socialistes avaient inscrit dans leur programme la suppression des octrois, ils tinrent leur promesse et réalisèrent la réforme. Les barrières disparurent.

Il y avait à ce moment-là dans la Côte-d'Or 140 élus municipaux.

Aux élections législatives de 1902, dans la première de Dijon, Pierre Vaux ne se représente pas pour des raisons particulières.

Les Comités socialistes font appel à Bouhey-Allex, il accepta. Il arriva en tête sur le candidat radical, avec 5.125 voix; le docteur Teinturier, ayant obtenu 5.024 voix, se retira loyalement en faveur de Bouhey-Allex, élu au deuxième tour par 10.452 voix contre 8.500 au général Darras, candidat nationaliste.

Dans la première circonscription de Beaune, les socialistes présentent le viticulteur Camuzet. Au premier tour, les voix se répartissent de la façon suivante : Camuzet, 6.496; Ruard, radical, 4.094; Guerrier, libéral, 4.093. Au deuxième tour, Camuzet est élu par 10.095 voix contre 5.063 au libéral.

Depuis, Camuzet s'est libéré de la discipline socialiste.

En 1906, Bouhey-Allex, député sortant, a en face de lui un radical, Mesnner, et un réactionnaire. Dès le premier tour, 2.000 réactionnaires portent leurs voix sur Mesnner pour le faire arriver avant le candidat socialiste. Peine perdue. Bouhey-Allex arrive premier. Au second tour, la manœuvre se complète par l'intervention de Mgr l'Evêque, le retrait de la candidature réactionnaire est obtenu, et le radical Mesnner, maintenant la sienne, est élu par 10.584 voix contre 8.295 à Bouhey-Allex au deuxième tour.

Les résultats du premier tour avaient été : Bouhey-Allex, 6.602 voix; Mesnner, radical, 6.544; Général Terrillon, 5.856.

A Beaune, Camuzet fut réélu par 10.274 voix, mais il n'avait plus aucun lien avec le Parti socialiste, à ce moment unifié.

Par suite du décès du député de Semur, une élection complémentaire eut lieu le 14 octobre 1906, elle permit aux socialistes de la Côte-d'Or de reporter leur effort dans cet arrondissement en présentant la candidature de Lefol.

Au premier tour : Gérard Varet, radical, 4.385; Lefol, socialiste, 3.786; Barberet, radical, 2.509; Vulquin, républicain, 587.

La candidature Lefol fut maintenue au second tour.

M. Gérard Varet fut élu par 5.915 voix contre 4.177 au libéral Benoist et 4.074 au socialiste Lefol.

Aux élections législatives générales précédentes, M. Debussy avait été élu par 9.695 voix contre 4.026 au libéral.

Un nouveau militant de grande valeur avait rejoint la Fédération, le professeur A. Mairey (1), agrégé d'histoire, dont les vigoureuses campagnes en faveur de Bouhey-Allex en mai, et en octobre au profit de la candidature Lefol, se traduisirent par une admirable propagande de vulgarisation socialiste dans les deux arrondissements.

En 1908, la municipalité socialiste est battue. Barabant, maire sortant, et Bouhey-Allex sont les seuls élus socialistes au Conseil municipal de Dijon.



BARABANT
Ancien maire de Dijon, ancien député
Photo Manuel.

Le journal *Le Rappel Socialiste* se développe, le socialisme s'étend dans le département, des Coopératives s'installent à Chaux, Comblanchien, Ladoix-Serrigny, Montbard, à Nuits-Saint-Georges, à Pouilly-sur-Saône, à Villers-la-Faye. Au Conseil général, deux représentants du socialisme : Charlot, élu du canton sud de Dijon, et Bouhey-Allex, de Nuits-Saint-Georges.

Bouhey-Allex est bientôt réélu député de la première de Dijon, aux élections d'avril 1910, distançant de 1.200 voix le radical au premier tour : 6.023 voix à Bouhey-Allex,

(1) A. Mairey a été tué pendant la gue-

4.825 au radical Gérard, 2.319 au républicain Richard, 5.512 à Hébert, libéral. Il bat au deuxième le candidat de l'Action libérale avec 10.542 voix contre 8.364.

Aux élections municipales de 1912, Barabant et Mairet bataillent vigoureusement en faveur de la liste socialiste, rassemblant de 3.392 voix, chiffre obtenu par le dernier de la liste, à 4.600 environ obtenues par Barabant. Au deuxième tour, la liste radicalo-réactionnaire est élue, sauf deux candidats. Seuls Barabant et Mairet, de la liste socialiste, rentrent à l'Hôtel de Ville.

Marpaux, vaincu par la maladie, a quitté la Côte-d'Or. Bouhey-Allex meurt en 1913 et, à l'élection nécessitée pour son remplacement, le 28 septembre 1913, Barabant est choisi comme porte-drapeau du Parti socialiste. Malgré une très belle campagne, la défection d'une partie des troupes républicaines fait élire un député de l'Action libérale. Au premier tour : Barabant, 7.019 voix; Hébert, 6.263; Julié, radical, 3.105. Au deuxième tour : Hébert, 9.228 voix; Barabant, 8.974. Pour peu de temps, car, en 1914, Barabant est élu contre son vainqueur, député sortant. Aux élections de 1914, Barabant est donc à nouveau sur la brèche. Il obtient au premier tour 6.570 voix, contre 7.553 au clérical Hébert, 4.839 au radical Girard, et 1.327 voix à Julié, indépendant. Au deuxième tour, Barabant est élu par 10.895 voix contre 10.531.

D. **Pendant et après la guerre.**

Pendant la guerre, la Fédération maintint, grâce à Barabant et à quelques nouvelles recrues précieuses, l'embryon d'organisation laissé debout par la tourmente; les militants épars se rassemblèrent et, le jour de l'armistice arrivé, les cadres nouveaux d'une organisation solide purent recruter la foule des travailleurs donnant leur adhésion au Parti. Dès

1919, la Fédération doublait son effectif, passant de 490 adhérents en 1914 à 1.300 en 1920. Elle a, en 1920, une vingtaine de Sections à Dijon, Beaune, Nuits, Les Laumes, Darcey, Montbard, Meursault, Semur-en-Amiens, Venarey, Pouillenait, Gevrey, Seurre, Saulon, Genlis, Brazey-en-Morvan, Auxonne, Is-sur-Tille.

Le mouvement syndical grandit grâce aux énergiques militants comme Midol, des Cheminots, et quelques autres militants socialistes à la tête des Syndicats.

Aux élections législatives, la liste socialiste était formée par Barabant. 20.254 voix; Bouhey-Allex fils, 20.167; Vacher, avocat, 19.229 ; Rousseaux-Durandot, cultivateur, 19.222; Jacob, tourneur sur métaux, 19.116. Elle fut vaincue par la coalition du Bloc national, ralliant 51.000 voix de tous poils.



Midol
Secrétaire de la Fédération P.-L.-M des Cheminots

La campagne fléchit, les paysans furent effrayés par le débordement d'attaques contre le socialisme, représenté comme le parti de la destruction.

Aux élections municipales de Dijon, la liste socialiste, Barabant en tête (6.200 voix), obtint une moyenne de 5.500 voix, avec un gain de 1.800 voix sur 1912. Elle fut battue par la liste du Bloc national, avec une moyenne de 7.000 voix.

Au Conseil général, Barabant fut élu dans le canton où Charlot (vieux militant du Parti passé au Bloc national, dont il fut élu député) était conseiller général. Barabant obtint

1.726 voix contre 1.470 à Charlot. A Genlis, le candidat socialiste Bobin fut élu conseiller général, et, dans le canton de Dijon sud, Berthaut conseiller d'arrondissement.

La Fédération socialiste du P. O. S. R., fondée par Mar paux en 1888, avait été réorganisée en 1901 par Barabant. Elle adhéra au P. S. F. à son Congrès fondateur du 17 août, puis à l'unité socialiste. Elle eut succesivement pour militants, en plus de ceux déjà nommés : Jeannin, Dr Gallois, Rosenthal, le Dr Charles Bouhey-Allex, Merentier, Mairey, décédé, Robert, Lamarque, Leblanc, Lecat, Challand, Murgey. La Fédération a tenu ses Congrès à Dijon, Beaune, Nuits, Gevrey, Semur, Les Laumes, Montbard.

Les militants ont aidé à la formation des Syndicats ouvriers, avec lesquels ils entretiennent les meilleures relations, ainsi qu'avec les Coopératives.

La Fédération vient d'ouvrir une souscription rapidement couverte de signatures; elle a fait l'acquisition d'un immeuble pour y établir le journal quotidien qu'elle publie, *Le Populaire de Bourgogne*.

Le Socialisme aura sa revanche en Côte-d'Or.

Fédération du Doubs

A. Les origines du mouvement ouvrier. Les premiers militants.

Les premières traces d'organisation syndicale remontent à 1876, époque à laquelle fut organisé le Syndicat des Monteurs de boîtes, à la suite d'une réunion tenue sur une promenade publique. Le Syndicat était mixte, réunissant patrons et ouvriers, aussi son délégué au Congrès national de Lyon (janvier 1878), prit-il position contre les déclarations collectivistes de Dupire et Ballivet. Ce délégué s'appelait Pessey ; il s'exprimait ainsi : *Nous sommes venus ici pour tâcher d'améliorer le sort des travailleurs par des moyens immédiats, honnêtes et pratiques, non pour entendre de ces discours incompris qui ne peuvent avoir d'autre but que d'égarer nos débats en dehors du programme.*



GRAIZELY

Inutile de dire qu'il ne fut pas parmi les dix délégués défenseurs des théories collectivistes adoptées l'année suivante à Marseille. Mais un militant ouvrier énergique, Graizely, était venu se fixer, en 1877, à Besançon, où il devint secrétaire des organisations syndicales constituées en Union

locale des Syndicats à la même époque: *Syndicats des Monteurs en boîtes, Syndicat des Typos, Syndicat des Décorateurs de la boîte, Syndicat des Charpentiers.* Graizely obtint l'exclusion de l'élément patronal du Syndicat des Monteurs après le Congrès de Lyon.

A la fin de 1879, une petite Société coopérative d'horlogerie se constitua; elle délégua Dulcher au Congrès ouvrier du Havre, en 1880, année où se fonda le *Cercle Républicain,* où militaient: J. Marchal, Jeannin, Legier, dont les adhésions furent signalées par l'*Egalité,* de Jules Guesde, en mars 1880.

Mais la ville natale de Fourier et de Proudhon ne pouvait rester étrangère aux idées socialistes qui commençaient de travailler les cerveaux ouvriers de l'époque, et les militants des Syndicats se proclamèrent bientôt socialistes.

Ils participèrent au Congrès national possibiliste de Rennes, en 1884, et la venue à Besançon de l'ouvrier typographe Roussel, devenu ensuite directeur de l'imprimerie ouvrière d'Oyonnax (Ain), accentua le mouvement.

Avec Graizely et Brédillot, Roussel organisa la *Fédération Ouvrière de Besançon et de Franche-Comté,* groupant neuf Syndicats. En 1894, la Fédération demanda une subvention de 4.000 francs au Conseil municipal, 2.000 francs furent accordés. L'ouverture d'une Bourse du Travail fut décidée; elle fut installée dans un local peu spacieux, comprenant trois pièces, louées rue des Chambrettes. L'année suivante, la Bourse du Travail s'installait 9, rue Claude-Pouillet.

B. **La Bourse du Travail et les grèves**

En 1895, la Bourse eut l'occasion de soutenir les premières grèves. Ce furent celles des métallurgistes, des monteurs de boîtes d'or et des menuisiers. Une caisse de grève avait été décidée, mais le mouvement s'effectua sans attendre que cette

caisse ait pu se constituer des réserves. Les grèves furent victorieuses grâce à l'aide que leur apporta la population : des tombolas furent organisées, des lots remis à titre gracieux, et des fêtes, dont le produit fut de 12 à 15.000 francs.

Les Syndicats eurent ensuite un essor plus grand, leur nombre fut renforcé par celui des papetiers (papeterie des Prés-de-Vaux) et des ouvriers de la soierie artificielle du Chardonnet ; l'effectif grandit ainsi de 7 à 800 membres.

A la fin de 1899 éclatent les grèves aux usines Peugeot, à Audincourt. C'est au moment de ces grèves que se présente Biétry, qui prend le mouvement en mains. Beau parleur, il harangue la foule des grévistes au kiosque de Valentigney. Il imagine l'exode des grévistes vers Paris ; les grévistes, leurs femmes et enfants partent, leur musette sur le dos, munis de quelques vivres. Arrivés à Belfort, on les arrête et on leur fait rebrousser chemin. La grève échoue, le prolétariat rentre et l'embryon d'organisation formé, tant au point de vue socialiste que syndical, disparaît presque totalement.

Biétry devait renier ses idées socialistes et trahir la classe ouvrière en se vendant au patronat quelques années plus tard. Dans toute la région usinière d'Audincourt-Montbéliard, les esprits étaient plutôt timorés ; l'explosion de 1899 fut une surprise générale ; personne n'avait pensé à la possibilité d'un geste de révolte de la part des ouvriers. Matés, ils rentrèrent à l'usine et le silence absolu se fit dans les milieux ouvriers.

L'organisation syndicale végéta, périclita pour ne renaître qu'au cours de la guerre.

En 1907, une grève fut décidée par les ouvriers des soieries de Besançon et par les ouvriers du bâtiment, malgré l'avis défavorable émis par la Bourse du Travail, estimant le moment mal choisi, en raison du manque de ressources. La Direction des Soieries avait embauché pendant la grève des individus quelconques se laissant conduire en groupe ; ceci produisit des manifestations hostiles de la part des gré-

vistes, ils furent poursuivis, les camarades de la Bourse du Travail également. Il y eut dix-sept inculpés, défendus par le camarade Moutet, aujourd'hui député socialiste de Lyon, et condamnés à 100 francs d'amende avec sursis. Une affiche ayant été apposée constitua un des chefs d'accusation, l'imprimeur poursuivi eut également 100 francs d'amende et l'afficheur fut condamné à 15 jours de prison.

La Bourse du Travail était adhérente à la Fédération des Bourses du Travail, devenue depuis une section de la C.G.T.

La Bourse du Travail a son siège actuel à l'Ecole Nationale d'Horlogerie; elle n'est dotée que de quelques pièces exiguës insuffisantes pour y abriter les manifestations provoquées par les Syndicats. Pour les réunions publiques, une salle est prêtée par la municipalité à l'ancien Palais Granvelle.

Le Syndicat des Cheminots est adhérent à la Bourse du Travail depuis 1918; à la même époque a adhéré à la Bourse le Syndicat des Ouvriers et Employés de l'Arsenal, jusqu'alors à l'écart du mouvement général.

Avant la guerre, une campagne avait été menée dans la montagne pour grouper les horlogers en Syndicats; il en fut créé à Morteau, Lac ou Villers, Charquemont, Montbéliard.

Ces divers Syndicats sont tombés pendant la guerre, mais une campagne énergique vient d'être reprise par le camarade David, des Syndicats ouvriers de l'horlogerie de Besançon, permanent, occupé activement et exclusivement à l'action syndicale. Il vient (début de 1920) de créer divers Syndicats de l'horlogerie à Morteau et dans diverses communes. La Fédération des Syndicats de l'horlogerie du département est reconstituée et est appelée à de magnifiques résultats syndicalistes dans l'avenir; son siège est à Besançon.

Auparavant, les Syndicats de l'horlogerie se formaient par spécialités : monteurs de boîtes d'or, monteurs de boîtes d'argent, décorateurs de boîtes, émailleurs, repasseurs, etc.; aujourd'hui, les ouvriers des diverses spécialités sont réunis

en un Syndicat unique, sous la dénomination de *Syndicat des Horlogers.*

Le Syndicat des Cheminots a un effectif d'environ mille membres.

Les ouvriers du bâtiment étaient groupés en spécialités, ils vont créer bientôt un Syndicat unique qui réunira de 5 à 600 membres.

Les ouvriers métallurgistes forment un Syndicat comprenant environ 200 membres.

Les Syndicats actuellement existants sont les suivants : Horlogerie, employés, tailleurs de pierre, typos, métallurgistes, boulangers, chaussures militaires, habillement, musiciens, ouvriers de brasserie, cheminots, gaziers, employés de tramways, ouvriers de l'arsenal, instituteurs, agents et sous-agents des P. T. T. et ouvriers des lignes; bâtiment : menuisiers, maçons, peintres, terrassiers, charpentiers, plâtriers, ferblantiers.

Le total des cotisants s'élève, pour la région Bisontine, à plus de 3.000, alors qu'à la constitution de la Bourse du Travail il en réunissait à peine 500.

Une grève des typos s'est produite en 1920, elle a duré cinq semaines, victorieuse elle s'était défendue au moyen de l'organe socialiste et syndicaliste hebdomadaire *La Franche-Comté Ouvrière;* cet organe devint quotidien pendant toute la durée de la grève. Le Syndicat des Cheminots en a fait également un organisme de défense quotidien pendant la durée de sa grève.

Une caisse de grève fonctionne à la Bourse du Travail de Besançon, elle est alimentée par une cotisation de 25 centimes par mois et par membre; pendant la durée d'une grève, chaque syndiqué doit verser en outre une cotisation hebdomadaire de 50 centimes. L'Union départementale étudie l'établissement d'une nouvelle caisse dont la cotisation sera plus élevée.

Le siège de l'Union départementale des Syndicats du

Doubs est actuellement à Audincourt et a pour secrétaire le camarade Cazals, ancien employé des P. T. T.

Dans la région d'Audincourt, Valentigney-Beaulieu, Montbéliard, après une période de crise l'industrie s'est développée. Les industries de guerre ont énormément accentué ce développement. L'industrie de ces régions réunit un nombre considérable d'ouvriers, une cinquantaine de Syndicats se sont formés, avec un effectif de 15.000 adhérents. Les éléments en sont très actifs et très remuants.

Dès 1880, puis en 1887, 1888, dans la région bisontine des conseillers prud'hommes ouvriers furent élus.

En 1912, les camarades dont les noms suivent, désignés par leurs Syndicats, furent élus :

Hénin, horloger; Lutz, maçon; Callot, peintre; Lerouge, ferblantier; Mauguin, tailleur d'habits; Durot, boulanger; Jeannin, papetier; Vignol, horloger.

C. Le mouvement socialiste

A. De 1890 à 1900. — B. De 1900 à l'unité

Nous avons vu que dès 1884 il existait des éléments socialistes à Besançon. Dans cette ville, où la doctrine libertaire de Bakounine et de la Fédération Jurassienne avaient laissé leur empreinte, les premiers militants furent, avec Brousse, Malon et Allemane. Ils revendiquaient le principe fédératif de Proudhon et, en 1890, Roussel, au nom des socialistes de Besançon, fonda, avec Thumereau, de l'Yonne, Ponard, du Jura, et Marpaux, de la Côte-d'Or, la Fédération de l'Est, hérente au P. O. S. R.

Aux élections de 1893, les Groupes socialistes présentèrent candidature de Charlot, adjoint au maire de Dijon ; 241 suffrages ouvriers s'affirmèrent sur son nom.

Les fondateurs du premier Groupe socialiste bisontin, en , étaient Berry et Roussel, tous deux typographes; les

premiers orateurs appelés furent J.-B. Dumay, Faberot et Renou. Après la scission de Châtellerault, en relations suivies avec la Fédération du Centre, le Groupe socialiste de Besançon se prononça pour la fraction allemaniste.

En 1896, une scission se produisit; les uns, sous l'impulsion de H. Perrin, Zimmer et Conroy, fondèrent un Groupe adhérent au P. S. R.; les autres, avec Brédillot, restèrent fidèles au P. O. S. R. De là une période de lutte intestine pendant dix ans.

A Audincourt, à la suite des grèves des usines Peugeot, s'était constitué un petit noyau, l'*Union Socialiste,* à la suite d'une conférence de Maxence Roldes.



Roussel
Un des fondateurs de la Fédération de l'Est

Il existait également à cette époque des petits Groupes de quelques militants à Badevel et à Seloncourt, fondés par V. Dejeante, ainsi qu'à Montbéliard et à Pontarlier, où H. Perrin et Zimmer avaient organisé les premiers militants.

A Colombier, Fontaine et à Bavans, Bredillot et Girard avaient fondé deux groupes républicains socialistes adhérents au P. O. S. R.

Aux élections législatives de 1898, le candidat socialiste présenté par le P. O. S. R. dans la 1re de Besançon, le citoyen Bredillot, retrouva seulement, par suite de divisions, 597 voix, et le citoyen Conroy, du P. O. F., 13[illegible] voix. Dans l'arrondissement de Montbéliard, Wichard 334 voix.

Les Congrès des organisations socialistes de la salle Japy, et la scission qui suivit la première tentative d'unité au Congrès Wagram, ne firent qu'aggraver les dissentiments socialistes dans le Doubs.

Dejeante, Maxence Roldes, Guesde, Marcel Sembat, Groussier appelés par Perrin et ses amis visitèrent Besançon, Montbéliard, Pontarlier, Morteau, Badevel où ils tentèrent de galvaniser les éléments ouvriers. Jaurès, Meslier, Renaudel de leur côté, allèrent parler aux travailleurs. A Audincourt, arrive un instituteur plein de foi et de dévouement, Romeïs. Il recherche les anciens militants, et grâce à ses efforts, le groupe renaît de ses cendres, adhère d'abord à la Fédération Jurassienne, puis au P. S. F. Le groupe prend part à la lutte municipale en 1904 et fait entrer au Conseil communal 11 socialistes; l'un d'eux, Parisot, est élu adjoint au maire. Les Peugeot, affolés, tentent de mettre quatre de leurs employés élus socialistes à la porte de leurs établissements, mais ils doivent reculer devant le mouvement d'opinion.

Parmi les meilleurs militants d'Audincourt, Hartmann et Mounier, mais on fait payer à Romeïs son activité, tracassé pour avoir signé l'appel électoral, l'autorité académique, obéissant aux injonctions patronales, déplace Romeïs.

Ed. Vaillant préside le 7 décembre 1902 le Congrès fondateur de la Fédération révolutionnaire, adhérente au P. S. D. F.; son secrétaire fédéral, Henri Perrin, ses militants : Ch. Bitterlin, de Morteau; Ablitzer, de Montbéliard; Maillot, de Badevel; Bougeot, ouvrier typo, la cheville ouvrière du mouvement socialiste à Pontarlier; Ch. Conroy, de Besançon; Léon Faure, Couron, Groslande, Thirion, Vuillot. Mais les divisions socialistes ont achevé d'affaiblir le mouvement, les meilleurs éléments se sont découragés, une tentative de publication d'un journal le *Socialiste Comtois* n'a aucun succès, et aux élections législatives de 1902, on trouve à peine 150 voix socialistes pour la candidature Vichard, dans l'arrondissement de Montbéliard. Le 18 mars, Maxence Rol-

des donne une conférence à l'Alcazar de Besançon, au cours de laquelle furent répandus en nombreux exemplaires le journal *Le Conscrit*. Le Procureur de la République, sans doute en mal d'avancement, tenta des poursuites contre Maxence Roldes, pour « *avoir fait l'apologie de la Commune* ». Roldes se présenta devant les assises du Doubs, le 27 décembre 1905, assisté de M. Ernest Lafont. La déposition de Maxence Roldes et la plaidoirie de Lafont se transformèrent en réquisitoire contre le capitalisme. Le jury rendit un verdict d'acquittement, au grand désarroi des Japy.

Les élections législatives de 1906 ne marquèrent cependant aucun réveil ouvrier ; le docteur Baigue rallia 904 suffrages dans la première de Besançon et l'employé de commerce Poirey, se présentant contre le grand patron Gaston Japy, à Montbéliard, ne recueillit que 609 voix.

Il était temps que les socialistes franc-comtois fissent taire leurs dissentiments personnels qui paralysaient toute propagande.

D. L'Unité socialiste

Elle produisit des heureux effets, mais elle ne se réalisa qu'en 1907. En 1906, une tournée de Pierre Renaudel avait fortement influencé les militants, et en décembre 1907, la Fédération socialiste du Doubs tenait son premier Congrès unitaire, sous la présidence du député Chauvière. Elle réalisait du coup l'œuvre vainement tentée quelques années auparavant, en créant le journal *Le Socialiste Comtois*. Depuis 1891, époque où les premiers militants du P. O. S. R. avaient fait paraître un brulôt socialiste, *Le Tisonnier Bisontin*, pendant quelques mois, aucune feuille socialiste n'avait pu être mise sur pied dans le Doubs, sauf à Montbéliard, où vécut ce que vivent les roses l'*Action Républicaine*.

En 1907, les socialistes bisontins unis, soutiennent la candidature au Conseil général de [illegible]ouchoux [illegible] obtint 815

voix. L'année suivante, les élections municipales sont marquées par l'entrée en lice à Morteau, où les 10 candidats socialistes obtiennent 346 voix, à Besançon 800 voix, à Pontarlier 225 voix.

Le Congrès de 1909 se tint à Besançon, sous la présidence de Maxence Roldes; la crise industrielle étreint la région, une décroissance du mouvement en est une conséquence, cependant sont représentés les groupes de *Besançon*, de *Montbéliard*, où le professeur Pourchet, l'instituteur Gaule, ont créé une université populaire socialiste et où un groupe solide est dû à leur activité; d'*Etupes*, où le camarade Froideval a créé depuis 1907 une section; de *Pontarlier*, où le socialisme a pris pied depuis 1906, grâce aux efforts de l'ouvrier typo Bougeot et du professeur Péchine. Le rapport du secrétaire fédéral Bougeot signale les efforts infructueux des militants de Montbéliard pour créer un groupe à *Pont-de-Roide*, où l'hostilité de la population met obstacle à leur projet.



JOUCHOUX
Secrétaire fédéral

Aujourd'hui, les habitants de cette localité sont devenus favorables aux idées émancipatrices. Les militants de Pontarlier reconstituèrent les groupes de *Morteau*, et fondèrent celui de *Villers-le-Lac* en 1907. En décembre 1910, se reconstitue la Fédération Jurassienne (Doubs et Jura), dont Henri Perrin est le secrétaire ; elle a pour organe la *Franche-Comté Socialiste*, succédant au *Doubs Socialiste*, fondée en 1910. En 1911, Bougeot reprend le secrétariat fédéral à la

[illegible] socialiste

[illegible] d'un [illegible] on de l[illegible]

Fédération ouvrière de Besançon. Elle dura deux ans, vendit à crédit à ses membres, ce qui fut cause de sa rapide liquidation.

En 1900, fut créée à Audincourt, une Société coopérative de production l'*Espérance,* avec le but louable de recueillir les militants renvoyés pour délit d'opinion des établissements patronaux. En 1908, création à Besançon de la Coopérative de production des carriers et tailleurs de pierre, à l'aide d'une subvention qui permit l'achat d'une carrière à la Malcombe, à proximité de la ville. Une vingtaine d'ouvriers y étaient occupés, le chantier a été abandonné pendant la guerre, trois administrateurs étant mobilisés, deux tués. Des efforts sont faits pour la remettre en activité.

Enfin, une Coopérative de production, la *Solidarité,* imprimerie ouvrière, a été créée vers 1905 par d'anciens ouvriers d'une imprimerie cédée à eux, dans certaines conditions, par leur patronne, M^me^ Ordinaire, femme d'un ancien préfet de Besançon. Cette Société coopérative tend à se transformer dans un sens coopératif plus large.

G. **Depuis la guerre**

En 1914, la mobilisation des militants en général et du secrétaire fédéral en particulier, la vie fédérale tombe en léthargie. Le journal hebdomadaire la *Franche-Comté Socialiste* disparaît. De 1915 à 1919, *Germinal,* de Belfort, accueillit les communications des socialistes du Doubs et en devient l'organe. Mais au cours de la guerre, les groupements prennent une soudaine extension, et les organisations syndicales se développent rapidement. Dans la région de Montbéliard, les groupes ont une magnifique floraison ; en 1906, sous l'impulsion des militants socialistes étrangers au département, mobilisés dans les usines de guerre. Il en est de même à Besançon, où la vie socialiste reprend une certaine activité

dans la circonscription de Pontarlier, où les groupes tombés avec la guerre, se reconstituent; celui de Morteau compte une centaine de membres en 1920.

Dans l'arrondissement essentiellement agricole de Baume-les-Dames jusqu'ici à la dévotion du marquis de Moustiers, un véritable réveil se manifeste.

Le groupe socialiste de Sancey-le-Grand, fondé en 1910, dans un milieu réactionnaire, resta isolé dans cet arrondissement jusqu'en 1919, où la Fédération réussi à créer un groupe à Baume-les-Dames, et après les élections législatives de 1919, des groupes naissent à *Rougemont, l'Isle-sur-Doubs, Laissey, Clerval.* Le secrétariat fédéral est assuré pendant la guerre par Bellino, du groupe d'Audincourt, jusqu'en 1919, époque à laquelle A. Jouchoux assuma à nouveau ces fonctions.

Aux élections législatives, les 5 candidats socialistes ont un organe pour les soutenir, la *Franche-Comté Ouvrière,* un gros appoint leur est donné par certaines communes ouvrières de l'arrondissement de Montbéliard. Ils obtiennent, A. Jouchoux, ouvrier horloger, 10.343 voix; Hintzy, ouvrier métallurgiste, 10.275 voix; Bassenne, cultivateur, 10.221 voix; Ducatillon, 10.221 voix; Telmat, commerçant, 19.173 voix. La moyenne est de 10.246, la liste radicale 22.498, la liste réactionnaire 26.698.

Le nombre des adhérents fait plus que doubler et la Fédération qui comprenait 12 sections avec 400 adhérents avant la guerre, compte en 1920 trente groupements avec un effectif de 1.300 membres. Elle se préoccupe de transformer son organe hebdomadaire en journal quotidien. A Besançon, 1.800 voix allèrent à la liste socialiste et 8 socialistes siègent au Conseil municipal. La lumière socialiste commence d'éclairer les foules ouvrières de ces régions industrielles, les travailleurs de l'usine, de l'atelier ou de la terre de Franche-Comté, au clair bon sens, ont commencé à ouvrir les yeux; la semence est jetée, elle germera et dans ce département aussi le blé rouge lèvera en une belle moisson.

Fédération de l'Eure

Il s'agit de la plus jeune Fédération du Parti.

Il y a quelque vingt années, on comptait par unité les socialistes du département de l'Eure, l'un des derniers retranchements du cléricalisme et des débris de l'aristocratie. Pays cidricole, de grosse culture, ne comprenant presque pas de centre ouvrier, à part Louviers, le développement des idées socialistes ne pouvait pas rencontrer là un terrain favorable.

Cependant, toutes ces difficultés ne rebutèrent pas les premiers pionniers du socialisme dans ce fief de la réaction; parmi eux, il convient de citer le bon militant Prévost, percepteur à Étrépagny, prématurément disparu qui, en dépit d'une santé chancelante, ne marchanda ni son temps, ni sa peine pour la propagation des idées socialistes.



LE TROCQUER
Secrétaire fédéral

Quelques centres de cheminots : Louviers, Serquigny, Evreux constituèrent les premiers éléments socialistes de l'Eure ; il y eut même un groupe aux Andelys, depuis disparu.

Les groupes d'Evreux, de Vernon et de Louviers adhérèrent à la Fédération de Seine-Inférieure, dont ils suivirent assidûment les Congrès. Parmi

les premiers militants : Brochard, Odinot, Dufourg, Lebret, Darsel, Deglos.

Aux élections législatives de 1910, une candidature socialiste s'affirme pour la première fois dans le département ; c'est celle d'Odinot ; elle rassemble 514 voix dans la 1re d'Evreux.

Dans cette dernière ville, des syndicats du bâtiment, des typos, des P. T. T., constituent, avec les syndicats de cheminots de Conches, Dacy-sur-Eure, Gisors, Pacy-sur-Eure, Vernon et Serquigny, un embryon d'union départementale des syndicats qui aboutira à la fondation d'une Bourse du Travail à Evreux.

Aussi, en 1914, la Fédération de Seine-Inférieure et Eure, sur les instances des socialistes de l'Eure, patronne cinq candidatures socialistes ; ils obtiennent les résultats suivants :

1re *d'Evreux :* Brochard, 866 voix ;
2e *d'Evreux :* Debièvre, 349 voix ;
Bernay : Vautier, 63 voix ;
Louviers : J. Dufour, 294 voix ;
Pont-Audemer : Julienne, 26 voix.

Soit un total de 1.598 voix dans l'ensemble du département.

La guerre éclate, les ouvriers et les paysans commencent à s'apercevoir que leurs intérêts ne sont pas les mêmes que ceux des gros propriétaires fonciers, anciens notaires ou associés d'agents de change.

Un militant, Louis Le Trocquer, est à la tête du mouvement syndical ; il est secrétaire de l'Union départementale des Syndicats, comptant 10.000 adhérents ; il est membre du Parti socialiste. Sous son impulsion, les groupes d'Evreux, Vernon, Louviers grandissent, des adhésions individuelles lui arrivent de plusieurs communes, avec Prévost, Raoul Dhaille, Taupier ; ils donnent des réunions et dès après l'armistice, ils décident la fondation de la Fédération Socialiste de l'Eure, dont la réunion constitutive se tint le 20 août 1919,

sous la présidence de Gustave Courage, secrétaire général de la Fédération Socialiste de Seine-Inférieure.

Le 12 octobre, elle décide d'affronter la lutte électorale législative, avec sa liste socialiste.

Il n'y a pas de siège à conquérir, mais une excellente occasion de faire connaître le socialisme.

Elle fait appel au docteur Louis Reinhold, et avec Louis Le Trocquer, la liste est constituée.

La lutte fut âpre et contre les puissances d'argent de la liste Josse, et contre les forces gouvernementales au service de la liste Abel Lefebvre.

Le résultat fut encourageant :

Louis Reinhold, 7.109 voix ;
Louis Le Trocquer, 7.099 ;
Prévost, percepteur, 6.977 ;
Léon André, commis, 7.082 ;
Osmont, employé de chemin de fer, 6.917 voix.

Soit une moyenne de 7.036 voix sur 62.344 suffrages exprimés. Les voix de 1914 ont quadruplé.



Louis Reinhold

Aux élections cantonales, Louis Reinhold est candidat au Conseil général dans le canton de Louviers, Le Trocquer et Dazé, candidats au Conseil d'arrondissement.

La jeune Fédération de l'Eure compte 8 sections :

Evreux, Louviers, Pont-Audemer, Etrépagny, Tillières-sur-Eure, Corneille, Serquigny.

Le Bureau fédéral est composé de Louis Le Trocquer, secrétaire fédéral, A. Rainard, trésorier, Maurice Massé, trésorier adjoint, Louis Reinhold, délégué au Conseil national.

Fédération de la Haute-Garonne

A. Les premiers ferments révolutionnaires

Le procès de Toulouse, intenté aux adhérents de l'Internationale, en application de la loi du 14 mars 1872, amena de nombreuses arrestations dans la capitale du Languedoc, où elle comptait parmi les ouvriers un nombre respectable d'adhérents.

Toulouse était un centre agissant de l'Internationale ; un journal acquis à la cause internationaliste, *L'Œil du Peuple*, était répandu dans les milieux ouvriers et expédié dans les villes méridionales de Béziers, Narbonne, Cette, Gaillac, Perpignan, Castres, etc.

D'autre part, l'*Emancipation*, journal d'Armand Duportal qui, en 1871, tenta de faire proclamer la Commune à Toulouse, où pendant quatre jours l'insurrection fut maîtresse de la ville, favorisait la propagande des internationaux.

Les Internationaux furent jugés le 10 mars 1873. Ils étaient 38 sur le banc des accusés, au banc de la défense Charles Floquet et Me Mie, de Périgueux. A part quelques-uns, tous les autres furent condamnés, y compris un étudiant gratifié de huit jours de prison et 500 francs d'amende pour avoir abrité dans sa chambre une réunion d'une quinzaine de personnes. Parmi les accusés, celui qui encourut la plus forte condamnation, fut à l'époque soupçonné fortement d'avoir joué un rôle plus qu'équivoque.

B. Premières tentatives d'organisations syndi

Quoiqu'il en fut, après le procès de Toulouse, les éléments révolutionnaires se dispersèrent et firent place à une orga-

nisation ouvrière groupant des éléments beaucoup plus modérés. Cette Union syndicale fut constituée en 1874, avec les premiers groupes corporatifs, elle comptait un grand nombre d'adhérents la plupart n'ayant aucune notion de l'esprit de combativité animant généralement les premiers éléments socialistes. Cependant, ils affirmaient hautement leurs idées socialistes, cela servit de prétexte à la municipalité opportuniste pour fermer le local mis à la disposition des Syndicats. Les manœuvres de la municipalité réussirent à souhait, elles semèrent la division au sein des 18 ou 20 syndicats constituant l'Union, et amenèrent leur dissolution aux environs de 1880.

Les premiers militants ouvriers de ces syndicats furent Tranier, Hébard, Dejean, Foursac, Courtois, Lucien Dejean, de Fitte, Danflous, Larrue, etc., etc... Le 18 mars 1880, en célébrant l'anniversaire de la Commune, ces premiers militants avaient proclamé la fondation du *Parti ouvrier*. Pendant dix ans, l'organisation, ou plutôt cette ébauche d'organisation ouvrière, périclita, puis aux environs de 1889 les Syndicats s'étant reconstitués, bientôt l'Union syndicale renaissait de ses cendres.

Le Conseil municipal l'installait dans un immeuble communal, 5, rue des Couteliers, où les délégués des corporations se réunirent pour la première fois au siège : *Piquepé* y représenta les soulpteurs; *Bousquet,* les maçons; *Lamarque,* les boulangers; *Loubeau,* les forgerons; *Coulon,* les chapeliers; *Courtois,* les cordonniers; *Duffaut,* les charrons; *Valats,* les tailleurs de pierre; *Larrède,* les menuisiers en meubles; *Marc,* les mouleurs en fer; *Hébrard,* les lithographes; *Fau,* les cuisiniers; *Chaumeton,* les malletiers; *Nicoleau,* les peintres en porcelaines; *Raynaud,* les typographes; *Boutron,* les mécaniciens; *Danflous,* les selliers; *Delhom,* les tapissiers sur meubles; *Pradelle,* les tourneurs sur bois; *Costes,* les tonneliers; *Roux,* les menuisiers en fauteuils; *Peyrat,* les plâtriers; *Maurat,* les mouluriers en fauteuils; *Faure,* les peintres en voi-

tures; *Boudeau*, la cordonnerie professionnelle; *Malet,* les galochiers; *Roques,* les menuisiers en bâtiment; *Marilly,* les commissionnaires; *Rauch*, les verriers.

C. **Premier Congrès ouvrier**

En mai 1895, fut convoqué à Toulouse, un Congrès régional ouvrier, où participèrent les délégués des groupes socialistes constitués et des Syndicats ouvriers.

Le Congrès décida la création d'une Fédération régionale ayant son siège à Toulouse, et pour mission « *d'intensifier la* « *propagande socialiste dans la région et d'opposer partout* « *où cela serait possible des candidats socialistes aux candi-* « *dats bourgeois.* »

Le Bureau de la Fédération fut ainsi composé : Aldy, adjoint au maire de Narbonne, président; Pierre Courtois, de Toulouse, secrétaire; Lucien Dejean, de Toulouse, trésorier; 57 groupes étaient représentés.

D. **Les premiers groupes socialistes. La propagande.**

Aux élections législatives de 1888, Toulouse envoyait à la Chambre des députés, le socialiste indépendant Calvinhac.

Les premiers groupes vraiment socialistes furent fondés en 1888-1889-1890 avec des militants appartenant pour la plupart à l'Union des Syndicats.

Ces groupes s'appelaient : « *Le Comité central socialiste révolutionnaire* », avec de Fitte, Bousquet, Pinel et Granier.

Le Parti ouvrier, avec les guesdistes Piquepé, Loubeau, Nicolleau, Pradelle, Danflous, Peyrat, puis le docteur Bach, A. Bedouce, P. Vigneau, Lucien Dejean.

Enfin le Parti ouvrier révolutionnaire (allemaniste).

Ces trois groupes adhérents à leurs organisations centrales

passèrent plusieurs années à se quereller, les rivalités de personnes, habilement entretenues par le maire radical de l'époque, prenaient souvent la place des discussions théoriques. Cependant, on y étudiait avec passion les questions sociales et les brochures et les journaux socialistes y étaient lus avec avidité; des réunions d'études et de discussions entre militants y perfectionnaient leurs connaissances.

Grâce aux efforts de quelques militants bien intentionnés, l'apaisement survint et des relations cordiales s'établirent dès 1895-1896 entre le *Comité central révolutionnaire* et le *Parti ouvrier français*.

Le Parti ouvrier français avait été à ses débuts fortement secondé par le groupe des étudiants collectivistes et par la Jeunesse collectiviste qui comptaient dans leurs rangs des jeunes gens de valeur, actifs et convaincus. Hubert Lagardelle, Jean Lerouge, de son vrai nom Jean Rieux, devenu premier magistrat municipal lorsque le Capitole fut au pouvoir des socialistes, Sarraute, C. Michel, Sellitrenny (sujet russe). Le P. O. F. avait entrepris une campagne d'éducation doctrinale et de vulgarisation socialiste. Les conférences données principalement à l'ancienne Faculté des Lettres, attiraient de nombreux auditeurs. Les citoyens A. Bedouce, Lucien Dejean, le docteur Bach, d'autres participaient à ces conférences, contribuant largement à la diffusion des idées socialistes à Toulouse. De temps à autre, de grandes réunions étaient tenues sous les auspices du P. O. F. En 1891, à la salle Léotard, rue du Rempart-Saint-Etienne, Paul Lafargue eut une controverse avec le père Gayraud, des Dominicains, ensuite au Pré Catelan, où malgré les vastes dimensions de cet établissement, une grande partie des auditeurs ne put pénétrer à l'intérieur. Devant cet engouement de la population toulousaine, les réactionnaires essayèrent de réagir; la Jeunesse royaliste se rendit à toutes les autres conférences, avec chahut organisé. Les énergumènes du Parti du Roi, ne se contentèrent point de troubler les réunions socia-

listes, ils organisèrent de véritables guet-apens; la première fois, les socialistes furent surpris, mais à la seconde tentative royaliste, ils donnèrent aux chevaliers de la monarchie une correction méritée, dont ils gardèrent longtemps le cuisant souvenir.

Le docteur Bach et A. Bedouce (1) furent agressés et eurent à souffrir de ces violences.

Le Parti ouvrier français eut successivement pour secrétaire de 1890 à 1892, Courtois; en 1893, Michel; de 1894 à 1896, Danflous; de 1897 à 1902, le docteur Bach.

En 1897, quelques membres du Comité révolutionnaire central s'étaient détachés de l'organisation blanquiste et avaient constitué le cercle socialiste (*Parti socialiste réformiste*) dont les principaux membres étaient les citoyens Laurens, Aché, Dejean, Rey, Adouy, Dumont, Cazeaux, Duffau, Blanc.

L'agglomération toulousaine du P. O. F. avait pris une place marquante dans le mouvement politique de la cité; voulant élargir les bases de son action de propagande, ses regards dépassèrent l'horizon départemental et elle créa une Fédération régionale des groupes du Parti ouvrier français du Sud-Ouest.

E. La Fédération régionale du P. O. F.

Le premier Congrès fondateur ouvrit ses séances le 1er octobre 1899, dans la salle des séances de l'agglomération toulousaine. Etaient représentés les groupes de Castres (Tarn), par le citoyen Courtois; Agen (Lot-et-Garonne), par Destarac; Tarbes (Hautes-Pyr.), par Ferrère; Aurensan (Gers), par le docteur Bach; Biarritz (Basses-Pyr.), par Rogalle; Le Boucau (Basses-Pyr.), par Rogalle; Thouars (Lot-et-Garonne), par Fauré; Foix (Ariège), par Peybernès; Ornalac

(1) Voir Photo et Biog. *La France Socialiste*, page 337, tome I.

(Ariège), par Peybernès; Millau (Aveyron), par Albrengues. Montauban (Tarn-et-Garonne), par Bertrand ; Toulouse (Haute-Garonne), par Raymond Bertrand.

Les citoyens Larrieu, pharmacien à Luchon (Hte-Garonne) et Boé, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne) avaient envoyé des adhésions individuelles qui furent acceptées.

Le docteur Bach, délégué organisateur, fit constituer un bureau de séance composé de Peybernès, délégué de Foix, président; Albrengue, délégué de Millau, secrétaire.

Les statuts votés disent que la Fédération veut « *contribuer dans la plus large mesure à l'extension du mouvement socialiste et au développement du parti dans la région.* — *Art.* 2 : *que son action* « *s'étend sur tous les groupes non encore fédérés de la région, mais elle s'interdit toute action dans les départements où existe une organisation fédérale du Parti* (art. 3). Pour adhérer à la Fédération, il faut « *avoir fait acte d'adhésion formelle du Parti ouvrier français* (art. 5.)

Les statuts prévoyaient la désignation des candidats du Parti, les conditions à remplir, adhésion au P. O. F., et la tenue du Congrès régional annuel, etc.

Les trois membres de la Commission exécutive nommés furent : le docteur Bach, secrétaire général; Destarac, secrétaire adjoint; Ferrère, trésorier. Le capitaine Dumeste, sous-délégué toulousain du groupe de Tarbes, fut nommé comme délégué au Conseil national du P. O. F.

Le 3 juin 1900, le deuxième Congrès régional se tenait à Tarbes. Etaient représentés : Castres, Tarbes, Aurensan, Biarritz, Thouars, Foix, Ornalac, Montauban, Toulouse (centre, agglom. Sud, section Nord, Saint-Cyprien), Auvilars, Cahors.

Les délégués étaient les suivants : Bach, Boivin, Coms, Cariven, Dumeste, Dubosc, Dastugue, Destarac, Ferrère, Humbert, Lafforgue, Morin, Nègre, Sajous.

Le Congrès s'ouvrit par l'adresse de fidélité au Conseil

national et la lecture d'un télégramme du citoyen R. Lavigne, envoyant le salut fraternel de la Fédération girondine.

Après avoir entendu les rapports du bureau fédéral, il enregistra la déclaration d'un organe socialiste l'*Action*, dont la publication fut limitée à quelques numéros, et le Congrès vota un vœu demandant au Parti socialiste d'interdire à tout ouvrier socialiste de collaborer à des journaux bourgeois; pour: 12 mandats, 2 abstentions. Le 3e Congrès régional se tint à Toulouse, le 7 avril 1901.

Furent officiellement représentés: *Union Socialiste Agen, Fédération des Basses-Pyrénées et Landes, Comité Canton Sud Toulouse, Comité socialiste de Biarritz, Fédération des Pyrénées-Orientales, Groupe socialiste de Foix, d'Aurensan, L'Avant-Garde de Montignac-sur-Vézère (Dordogne), Comité Canton Centre, Groupe P. O. F. du Boucau, d'Auvilars, Canton Nord, Canton Ouest, Coopérative La Prolétarienne, Groupe P. O. F. Tarbes, Ornolac, Ussat.*



Docteur J. BACH
Un des fondateurs du P. O. F. du Sud-Ouest

Les délégués étaient Albrengue, Bertrand, Caussidières, Courtois, Durand, Destarac, Dazet, Dupont, Ferrère, Gamalsy, Marty, Prabonneau, Pava, Regagnon, Rogalle, Roquemaure, Syrmen, P. Vigneau, Villary, Villaret.

Les rapports des deux Commissions nommées par le Congrès, le premier présenté par Syrmen (Pierre Myrens) concluait à l'organisation d'une imprimerie ouvrière à Toulouse

Le deuxième, présenté par le camarade Dazet, porte sur la question de la propagande régionale; en voici la conclusion :

I. — Il est pris acte des indications fournies par divers camarades sur les moyens à employer pour créer de nouveaux groupes du Parti dans les Hautes-Pyrénées et le Gers, ainsi que pour la propagande à faire dans la Dordogne et l'Ariège.

Le Congrès rappelle que cette œuvre de création de groupes et de propagande devra se poursuivre sans compromission avec aucune des fractions de la bourgeoisie et s'inspirer uniquement des principes et de la tactique du Parti Ouvrier.

Le Comité fédéral se tient à la disposition des groupes et sections pour les aider dans l'œuvre de la propagande.

II. — Les sections et groupes du Parti devront, par tous les moyens en leur pouvoir : propagande individuelle, conférences publiques ou privées, articles dans les journaux du Parti, communications aux autres journaux, montrer à tous les travailleurs du Sud-Ouest, paysans, ouvriers, employés, les formes particulières qu'affectent dans la région les progrès de l'envahissement capitaliste.

Cette démonstration portera notamment sur les points suivants :

a) Accaparement de toutes les sources d'énergie que renferme le massif des Pyrénées; dépossession fatale, au profit de Sociétés financières, des collectivités telles que communes, syndicats de vallées, etc., qui sont actuellement propriétaires des forces naturelles fournies par les chutes d'eau; création imminente d'un machinisme capitaliste qui sera, pour la masse des producteurs, aussi funeste que devrait être bienfaisante la puissance du même machinisme s'il demeurait à la disposition de la collectivité.

Il sera, par les soins du Comité fédéral, fait au Conseil national une communication spéciale sur cette question; le Conseil national sera prié d'examiner s'il n'y a pas lieu, sous la forme qu'il déterminera, de la porter à la tribune de la Chambre;

b) Accaparement de la production en vins et alcools de toutes les parties vinicoles de la région;

c) Exploitation par les fabricants capitalistes, dans les régions agricoles du bassin de la Garonne, des moments de loisir dont disposent les travailleurs des champs, hommes, femmes et enfants, qui sont employés à faire pour le compte de ces fabricants des travaux de vannerie, tricotage, etc.; mise en vente de ces produits qui, obtenus à des prix dérisoires, sont présentés hypocritement au public comme dus uniquement à la main-d'œuvre humaine et non pas au

machinisme industriel ; écrasement des travailleurs des villes, ainsi concurrencés par l'exploitation à vil prix de la main-d'œuvre paysanne.

III. — Le Parti, continuant à ne pas distinguer entre les travailleurs des diverses catégories, et s'occupant spécialement ici de la situation des employés de commerce, consacrera tous ses efforts à défendre et à faire aboutir les propositions du camarade Zévaès sur la réglementation du travail et le repos hebdomadaire des employés de commerce.

IV. — Le Congrès, approuvant sans réserve l'attitude des délégués du Parti au Congrès de septembre 1900 et les résolutions prises par le Conseil national dans sa réunion plénière tenue à Ivry le 24 mars dernier, décide que nul candidat ne pourra se réclamer du Parti s'il ne se place exclusivement sur le terrain de la lutte de classes, et s'il ne reproduit en tête de sa profession de foi la déclaration de principes qui a servi de base à la convocation des deux Congrès de décembre 1899 et de septembre 1900.

Les membres du Conseil fédéral sont réélus à l'unanimité et l'assemblée décide que le prochain Congrès de la Fédération aura lieu à Foix en 1902.

La séance est levée à six heures.

Le Congrès vote enfin un vœu envoyant ses sympathies aux grévistes de Montceau et de Marseille, un blâme énergique au ministère Waldeck-Millerand, et son salut fraternel à Jules Guesde.

Le soir, après un dîner fraternel, on inaugura rue Varsovie, faubourg Saint-Cyprien, la *Maison du Peuple,* section de la Coopérative *La Prolétarienne,* adhérente au P. O. F., sous la présidence du docteur Bach, les orateurs furent Roquemaure, Syrmen, Prabonneau, Bedouce, Dazet.

A la même époque, le groupe socialiste du Parti ouvrier d'Agen et le groupe socialiste indépendant « l'Action d'Agen » organisaient de leur côté un Congrès régional des groupes du Sud-Ouest. Le premier Congrès se tint à Montauban, le 11 juin 1899.

Les circulaires du « *Comité d'Entente* », organisateur, disaient : que « *c'était dans un but d'union entre les diverses*

organisations afin d'en atténuer l'antagonisme » qu'il prenait cette initiative. Il convoquait tous les groupes socialistes acceptant la déclaration de principes votée par le Congrès de Paris.

Le Congrès reçut l'adhésion d'un grand nombre de députés, seul Ferroul fut présent : 43 groupes avaient envoyé leur adhésion. Le Cercle républicain socialiste de Toulouse était représenté par Larrue; les Etudiants collectivistes de Toulouse, par Flavien; le Parti ouvrier français de Toulouse, par P. Vigneau et le docteur Bach; la Solidarité Socialiste de Toulouse, par Raynaud, la Jeunesse socialiste, par Jean Rieux.



P. VIGNEAU
Ancien Secrétaire fédéral

Le docteur Bach présida les débats; un règlement fédératif fut voté, la Fédération fondée. Dans le Conseil fédéral, huit membres étaient désignés par les groupes toulousains, deux par le groupe du Comité révolutionnaire central, deux par le Parti ouvrier français, deux par le Cercle socialiste, deux par la Jeunesse socialiste. L'année suivante, le deuxième Congrès se tint à Agen, le 7 avril 1900. Les groupes toulousains suivants: Parti ouvrier français, Agglomération toulousaine, etc. (Jean Ferrère, docteur Bach, P. Vigneau, Rogalle); Comité républicain socialiste, président Massat; Alliance socialiste, Nazareth.

Le Congrès fut présidé par P. Vigneau, conseiller municipal de Toulouse; il étudia la conduite du Parti aux élections

municipales, se prononça pour l'union des socialistes, respectant la constitution particulière des vieilles organisations.

Ces premières tentatives d'unité furent absorbées par la réalisation de l'Unité socialiste révolutionnaire en 1902.

F. L'Unité révolutionnaire.

L'agglomération toulousaine du P. O. F. abandonne son titre et devient le Parti socialiste de France par la fusion avec quelques membres du C. R. C. Mais tous les adhérents au C. R. C. n'acceptèrent pas cette unité, ils restèrent séparément groupés et malgré la mise en demeure du Conseil national, conservèrent le titre du P. S. R., mais l'organisation centrale ne reconnut plus leur existence. Le docteur Bach est resté secrétaire de la Fédération unitaire jusqu'en 1903, où la mort brutale vint frapper ce bon soldat de la Révolution que fut Bach. Le docteur Bach avait été chirurgien major des armées de la Commune et il était fier de ce titre; il avait donné toute son activité au Parti ouvrier, il avait à Toulouse un grand prestige, il jouissait de la respectueuse estime de la population, et sa mort fut déplorée unanimement.

Jean Rieux, né le 4 avril 1878, devint secrétaire de la Fédération, poste qu'il conserva jusqu'en 1905.

Vers 1900, un nouveau Groupement, adhérent au Parti socialiste français, s'était formé à Toulouse sous le titre : *L'Union Socialiste*. Parmi ses militants : Aucouturier, Berlia, Ellen Prévot (1), professeur agrégé, excellent propagandiste, Julien, Lefèvre, Deltour, Deumié, Bessat, Poulard, Frayssinet, Larrue.

Il fut même un moment question de fonder une Fédération autonome et la venue de Millerand fut annoncée. Une proposition d'adhésion à la Fédération autonome fut également faite au Comité fédéral de la vieille Fédération, propo

(1). Voir Photo et Biographie. *La France Socialiste*, page 377, tome I.

G. L'unité socialiste. La Fédération unitaire.

.'approche des élections municipales de 1904 avait fait nprendre à tous la nécessité de l'union socialiste. Six oupements existaient en ville, ils décidèrent de désigner itre membres chacun pour former un Comité de concention socialiste chargé de réaliser l'entente.

'e Comité comprenait : Bedouce, Brunet, Timbal, Viau, pour le Parti socialiste de France; Dastan, Deltour, ien, Redonnet, pour le Parti socialiste français; Falandry, iage, Marty-Rolland, Paillas, pour le Parti socialiste réutionnaire; Pech, Regagnon, Rogalle, Talazac, pour le nité socialiste de Saint-Cyprien du P. S. D. F.; Cazeaux, ean, Duffaut, Muguet, pour le Cercle socialiste; Auria-

l'occasion d'agapes fraternelles à la salle Tivoli. Cyprien, où, sous la présidence de de Pressensé, socialistes toulousains se trouvèrent pour la prem réunis. C'est cette même année qu'eut lieu une i manifestation contre les crimes du tsarisme, où le Leitelsein, délégué des organisations socialistes ru douce, Rieux et Bouglé, prirent la parole dans un réunion tenue rue des Chalets et où assistèrent des m personnes. L'année suivante, la Concentration socia sait place à la Section toulousaine du Parti sociali I. O., les Groupes c tement rentraient à la Fédération social Haute-Garonne étai L'excellent camarad devenait le secrétair Il s'occupa avec zè vouement de ses jusqu'en 1911, ann mort vint encore en des meilleurs milita Fédération.



L. ESBRAS
Ancien Secrétaire fédéral

Ce fut au tour d gneau, le conscienc vrier de la première fidèle serviteur de l cialiste, modeste au dévoué, et instruit d du socialisme. Deve taire fédéral, il eut pour secrétaire adjoint le camar jean, disparu à son tour et remplacé par Masquère, rade Julien assurant le service de la trésorerie.

Depuis, des militants se sont révélés sur divers p département : le docteur Ribes à l'Isle-en-Dodon Durilieu à Villemur, Paul Gouzy à Cazères, Lou

et Gaston Barrau à Luchon, Moisand à Muret, J. Micoud à Grenade, Henri Couvot à Puymarin, etc.; les Groupes du Parti apparaissent à la suite de ces militants.

La Fédération départementale, fondée en 1908, comptait au 31 décembre 1913 plus de mille cotisants, répartis dans 24 Sections : Toulouse, Aucamville, Blagnac, Bouloc, Boulogne, Cazères, l'Isle-en-Dodon, Grenade, Luchon, Marquefave, Merville, Montjoire, Muret, Sainte-Foy-de-Peyrolières, Seysses, Vacquiers, Le Vernet, Montaigut, Villemur, Carnebarrieu, Mondouville, Puymaurin, Saint-Gaudens, Thil, La Barthe-de-Rivière, etc.

Ces Groupements mènent une vie active et nul doute que la Fédération de la Haute-Garonne, sous l'éclat du rayonnement de la grande cité socialiste de Toulouse, ne demeure un département où la moisson socialiste sera abondante.

Au cours de l'année 1907, Marchand, secrétaire général de la Jeunesse socialiste toulousaine, et Desbals, secrétaire fédéral, furent inquiétés pour antimilitarisme à l'occasion du départ de la classe et appelés chez le juge d'instruction, mais l'affaire fut ensuite classée.

H. **A la conquête du Capitole**

En 1888 et en 1892, le développement du Parti ouvrier avait créé des inquiétudes aux radicaux; ils agirent habilement en réservant sur leurs listes municipales quelques sièges à des candidats choisis par eux parmi les militants des Syndicats ouvriers. C'est ainsi que pénétrèrent à l'hôtel de ville les citoyens de Fitte, Daydé, Caylet, Rey, Feuillerat, initiateurs du Comité révolutionnaire central.

Au sein du Conseil, de Fitte se signala par ses critiques acerbes et énergiques contre l'administration et son ardeur à défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Cependant, en 1892, le Parti ouvrier avait présenté une

liste entièrement socialiste contre les trois listes de la bourgeoisie. Danflous et Courtois obtinrent le plus grand nombre de voix, 508 et 503 ; le moins favorisé, Pagès, 364. En 1896, sur une liste de coalition radicale-socialiste et socialiste, sept conseillers municipaux socialistes furent élus ; ils avaient affiché leur programme distinct. C'étaient le docteur Bach, A. Bedouce, P. Vigneau, du Parti ouvrier, Augé, Bousquet, Branque et Pinel, du C. C. R. S.

A la première séance du Conseil municipal, le 17 septembre 1896, pour bien marquer la séparation entre les élus socialistes et les radicaux, le docteur Bach, au nom de la minorité, donna lecture des déclarations suivantes :

Monsieur le Maire et chers Collègues,

Nous pouvons, dès à présent, en nous félicitant de nos succès, nous louer mutuellement d'avoir, en ces jours de lutte, étroitement maintenu cet accord loyal, cause principale de notre triomphe.

Mais nous, les jeunes (nous voulons dire les nouveaux venus), sommes-nous bien connus de vous tous, qui avez déjà fait partie de cette Assemblée communale? Nos alliés d'hier, nos collègues d'aujourd'hui, doivent connaître à fond les bases qui soutiennent et l'esprit qui anime et guide notre socialisme. Nous pénétrons dans cette Assemblée drapeau déployé, front haut et cœur ouvert ; aussi, dans le cas où la bonne foi de quelques-uns d'entre vous se serait laissé surprendre par les calomnies intéressées du parti rétrograde, venons-nous vous demander la permission de vous faire, très sommairement, une profession de foi qui dissipera assurément toute équivoque et ne pourra qu'être approuvée par tous les socialistes.

Au point de vue politique, inutile de faire constater une fois de plus notre républicanisme. Nous étions hier, sommes aujourd'hui et serons toujours à l'avant-garde de l'armée républicaine pour la défense des droits que le peuple a pu conquérir et pour la conquête de ceux qui lui manquent encore. Respectueux de la légalité existante, nous consacrerons nos efforts à faciliter à la classe des travailleurs la conquête pacifique et légale des pouvoirs publics.

Au point de vue social, on nous a représentés comme les adversaires systématiques de la liberté et de la propriété individuelles. Rien n'est moins exact. Que cette propriété s'appelle champ labourable, maison ou chaumière, installation industrielle ou commerciale,

instrument quelconque de travail, à plus forte raison fruit du travail. tant qu'elle conserve la forme individuelle, la propriété reste sacrée pour nous, et, loin de vouloir l'arracher à quiconque la détient et la met directement en valeur, nous voudrions, au contraire, si le milieu économique actuel pouvait s'y prêter, que pas un membre du corps social ne fût exclu de cette possession, sans laquelle la véritable liberté individuelle n'est qu'une chose absolument illusoire.

Mais il est une forme de la propriété, forme historiquement toute récente, forme que seul le développement énorme pris par le machinisme a pu rendre possible, qui consiste dans l'accaparement, par un très petit nombre de mains non travailleuses, des moyens de production. Cette féodalité capitaliste affame les travailleurs manuels, exploite les travailleurs intellectuels qu'elle salarie et dévore peu à peu la petite et la moyenne industrie, le moyen et le petit commerce, la petite bourgeoisie en un mot. Telle grande Compagnie, par exemple, exploite à la fois le public et l'État pour le simple profit de quelques actionnaires; et tel banquier pourrait demain, si cela lui plaisait, reprendre hautainement, pour son compte, ces paroles mémorables: « L'État, c'est moi. »

C'est ce mode d'exploitation que nous signalons comme funeste au point de vue des intérêts économiques de la masse et même comme éminemment dangereux au point de vue des libertés politiques si chèrement acquises. Notre socialisme respecte la propriété individuelle. Il n'anticipe pas sur les faits économiques, il se borne à les observer et à les suivre. Mais quand la concentration des moyens de production aux mains d'un petit nombre de non travailleurs arrive à créer, à entretenir et à développer, au sein du corps social, un antagonisme irréductible entre les intérêts vitaux, pour ainsi dire, de la masse et le travail d'appropriation collective d'un groupe capitaliste, nous dénonçons le danger grandissant et réclamons la socialisation de l'exploitation industrielle ou financière, pourvu toutefois que son degré de concentration l'ait rendue mûre pour la socialisation.

Se bornant à suivre et non à commander à l'évolution économique, notre socialisme n'a donc rien d'absolu ni d'utopique et l'on aurait grand tort de prendre pour des prophètes ceux qui ne sont, en réalité, que des observateurs et des logiciens.

Au point de vue international, on nous reproche de manquer de patriotisme. et cela par l'unique raison que nous avons constaté dans tous les pays l'identité des revendications des classes travailleuses et aussi l'identité de la couleur de leur drapeau.

Sans doute, quelques-uns de ces pauvres travailleurs, qui se trouvent systématiquement exclus du droit de posséder, ont pu considérer

comme la patrie la légendaire semelle de leurs chaussures.] s'apercevrait bien vite que, même ceux-là, s'ils avaient quelque réels à défendre, ne manqueraient pas de patriotisme et que timent irait d'ailleurs se fortifiant et s'épurant chez tous s s'efforçait pas de le resserrer entre des frontières trop souve ficielles.

Enfin, au point de vue municipal, en dehors des préocci purement locales, sur lesquelles nous espérons être toujou cord avec nos collègues anciens, car nous n'avons tous en la prospérité de notre vieille cité toulousaine, nous dema spécialement :

La suppression des taxes d'octroi sur les denrées aliment premiere nécessité;

L'exemption de tout impôt pour les loyers au-dessous de 200

L'application rigoureuse des règlements sur les logements bres et de toutes les mesures d'hygiène publique;

La fondation de maisons modèles pour la retraite des vie nages et des veuves d'ouvriers;

La création de bains et de lavoirs publics et gratuits;

La laïcisation des établissements hospitaliers et la distrib domicile des secours de l'Assistance publique;

Le développement et l'amélioration des cantines scolaires, d neaux économiques et des asiles de nuit;

L'organisation des colonies scolaires de vacances;

La mise à l'étude de la suppression des adjudications et, e dant, des mesures de précaution à introduire dans les cahi charges contre l'exploitation des entrepreneurs;

La fixation pour les travaux de la ville d'un minimum de et d'un maximum de huit heures pour la journée de travail:

Nous demanderons aussi que l'appui le plus large soit do Bourse du Travail et aux Syndicats ouvriers, notamment développement des cours professionnels et des ateliers et c de chômage;

Qu'on mette à l'étude les moyens propres à développer merce local et à favoriser l'extension de l'industrie toulous

Que toutes les fonctions électives soient rétribuées au tau mum des salaires ouvriers. Enfin, pour faciliter le contact avec leurs mandataires, que soit créé un « Bulletin municip ciel » hebdomadaire, à 5 centimes.

Voilà, monsieur le Maire et chers Collègues, dans leurs lignes, les premières revendications que nous vous présenton les soutiendrons avec toute l'énergie, avec toute la passion q thousiasme sincère sait mettre au service des causes juste

sans jamais nous écarter de la courtoisie par laquelle s'honorent les hommes libres et les Assemblées vraiment démocratiques.

Ces sept conseillers menèrent dans le Conseil municipal une action intelligente, leur vigilance ne fut jamais en défaut et ils surent défendre avec les intérêts généraux de la cité ceux de la classe ouvrière toulousaine. Les séances furent souvent très agitées, la population suivait avec intérêt les discussions entre socialistes et radicaux.

En 1900, la coalition était, bien entendu, rompue. Le Parti socialiste présenta une liste purement socialiste, la moyenne de voix obtenues par les 36 candidats du Parti fut de 3.373. Il y avait loin des 508 voix de 1892.



Jean Rieux
Ancien maire de Toulouse

En 1904, tous les Groupes socialistes, unis au sein du Comité de concentration, présentaient une liste unique de 36 candidats; la moyenne des suffrages s'éleva à 5.765, soit un gain de près de 2.500 suffrages en quatre ans.

Le parti radical triomphait, mais sa chute était cependant proche, l'élection des derniers élus était même contestée, aussi l'année suivante, en 1905, fallait-il procéder à des élections complémentaires en remplacement de MM. Philippe et Moulis, dont le Conseil d'Etat avait annulé l'élection. Un troisième siège était vacant par suite de décès. Le 17 septembre, les listes étaient en présence. Voici les résultats :

Liste radicale : 4 cantons. — Baylac, 8.027 voix; Gheusi, 8.032; Moulis, 7.665.

Liste du Cercle de l'Union radicale et socialiste. — Bories, 2.862 voix; Broquière, 2.911; Muratet, 2.821.

Liste socialiste. — Bedouce, 7.064 voix; Vigneau, 6.748; J. Rieux, 6.752.

Huit jours plus tard, les trois socialistes étaient élus avec le nombre de voix : Bedouce, 11.777; Rieux, 11.457; Vigneau, 11.449, tandis que les radicaux n'obtenaient que : Baylac, 8.535 voix; Gheusi, 8.454, et Moulis, 8.174.

Un mois à peine s'était écoulé qu'une nouvelle élection complémentaire avait lieu, par suite de la mort de M. Serres, maire de Toulouse.

Le candidat socialiste Falandry était élu au premier tour par 12.193 suffrages, contre 8.807 au radical Court et 1.359 à Massonnié.

Cette nouvelle victoire socialiste provoque des manifestations hostiles à la municipalité radicale, des masses d'électeurs parcourent les rues aux cris de : « Démission! Démission! » Le parti radical est disloqué, le désarroi règne dans ses rangs, aussi les 32 conseillers municipaux siégeant au Capitole ne parviennent pas à se mettre d'accord, les uns donnent leur démission, les autres préfèrent s'accrocher à leur siège. Après quelques séances très mouvementées, le décret de dissolution attendu intervient et la population toulousaine fut appelée, le 11 février 1906, à renouveller en entier l'Assemblés municipale.

Le parti radical, désemparé, n'arrive pas à s'entendre. Trois listes radicales furent présentées aux électeurs. Parmi les radicaux, on avait glissé quelques éléments étrangers, dans le but d'amener un plus grand nombre d'électeurs, le parti radical n'ayant plus espoir d'obtenir par ses propres moyens et avec ses propres forces la majorité dont la conquête était hardiment poursuivie par les socialistes. Voici les résultats du premier tour, avec le nombre de voix obtenues par le premier et le dernier de chaque liste :

Liste socialiste. — Rieux, 9.656; Andrieux, 7.831.

Liste des Groupes radicaux socialistes. — Tranier, 6.746; Dis, 5.268.

Liste d'opp. rép. rad. et rad.-soc. — Feuga, 4.706; Vergne, 2.359.

Liste de concentration rép- soc. et rad.-soc. indép. — Laurens, 3.815; Rouquand, 2.046.

Liste républicaine antisectaire (réactionnaire). — Amilhau, 6.530; Trinquè, 5.807.

Au deuxième tour, deux listes restaient en présence, la liste républicaine antisectaire (réactionnaire), dont le premier, Amilhau, obtenait 10.105 voix, et le dernier, Trinquè, 9.676. La liste socialiste passait tout entière.

Voici les suffrages obtenus par les candidats :

Bedouce, 16.852; Jean Rieux, 16.972; Vigneau, 16.907; Falandry, 16.900; Bousquet, 16.729; Aucouturier, 16.759; Pinel, 16.736; Rogalle, 16.637; Deltour, 16.751; Billières, 16.734; Destarac, 16.598; Raynaud, 16.760; Bourthoumieu, 16.678; Dupont, 16.600; Deumié, 16.823; Verdier, 16.741; Regagnon, 16.692; Laffage, 16.616; Bessat, 16.680; Julien, 16.815; Mayssonnié, 16.585; Faure, 16.587; Cazaux, 16.595; Blanc, 16.559; Docteur Dubarry, 16.771; Hénocq, 16.617; Verdier, 16.757; Lefèvre, 16.648; Henry, 16.633; Ferrère, 16.594; Redonnet, 16.673; Poulard, 16.596; Béret, 16.604; Taché, 16.592; Dastan, 16.694; Andrieux, 16.467.

Pour la première fois, un Conseil municipal entièrement socialiste entrait au Capitole.

Sur la place, une foule immense acclamait les élus avec enthousiasme, et ce fut des vivats sans fin lorsque le drapeau rouge, fut hissé au balcon; des manifestations se répandirent dans les rues de la ville, qui retentirent jusqu'à une heure avancée des acclamations populaires.



Bedouce fut élu premier magistrat de la cité, ce fut le premier maire socialiste de Toulouse; quelques mois plus tard, élu député, il fut remplacé dans ses fonctions de maire par Jean Rieux.

L'administration radicale, gaspilleuse et imprévoyante, avait par sa gestion désastreuse, 8 années durant, mis la ville dans une situation financière impossible et les administrateurs socialistes avaient seulement deux ans devant eux pour mettre de l'ordre dans le gâchis laissé par leurs prédécesseurs.

Ce court laps de temps ne permit pas au Conseil municipal socialiste de réaliser les projets qu'il avait l'intention de mettre en œuvre. Suppression des octrois, assainissement de la ville, amélioration diverses.

A l'expiration de son mandat, le Conseil ouvrier fut battu par les radicaux; seuls Jean Rieux et Deltour rentraient à la mairie. Des contestations s'étaient produites; trois annulations furent prononcées par le Conseil d'État, deux radicaux, Rouquier et Mayer, un socialiste, Deltour, furent invalidés, et cette annulation donna lieu à des élections complémentaires les 1[er] et août 1908. Au premier tour, les 3 candidats socialistes réunirent : Deltour 10.279 voix; Julien 10.204 voix; Vigneau 10.173 voix. Les trois radicaux: Rouquier 9.458; Mayer 9.375; Jeanson 9.396. Au 2[e] tour, Deltour, Julien et Vigneau allaient rejoindre Jean Rieux et constituaient à eux quatre une opposition socialiste active, intelligente, persévérante. Les actes de la majorité radicale furent disséqués au grand jour des séances publiques et l'opinion publique ne tarda pas à prédire le nouvel échec radical aux élections générales de 1912.

Cette prévision devait se confirmer les 5 et 12 mai 1912; quatre listes se trouvèrent en présence le 5 mai. La liste socialiste obtint de 13.909 voix à Rieux à 11.942 à Sabardines. La liste radicale et radicale-socialiste de Feuga 11.047 à Pujos 9.732. La liste radicale de discipline de 817 à 534 voix. La liste réactionnaire dite des intérêts économiques : Amilhau 6.864 à Servant 6.010.

Au deuxième tour, trois listes en présence: la liste socialiste, la liste d'union des gauches (c'était la liste radicale remaniée), et la liste de représentation proportionnelle, comprenant 16 candidats de la liste socialiste, 12 de la liste radicale et 8 de la liste réactionnaire.

26 socialistes et 10 radicaux furent élus.

Les 26 socialistes avaient obtenus :

Jean Rieux 18.430; Deltour 18.156; Vigneau 18.011; Julien 17.996; Ellen Prévot 17.924; Bedouce 17.878; docteur Dubarry 17.553; Deumié 17.722; Taché 17.611; Lefèvre 17.593; Aucouturier 17.545; Billières 17.515; Craste 17.514; Rieu (Dominique) 17.459; Berlia 17.450; Blanc 17.444; Poulard 13.943; Liétard 13.943; Dupont 13.935; Marty (Auguste) 13.917; Pinel 13.916; de Verbizier 13.915; Andrieux 13.889; Bourthoumieu 13.887; Victor 13.887; Maysonnié 13.863.

Le 18 mai 1912, sous la présidence du doyen d'âge Vigneau, les édiles toulousains étaient réunis au Capitole; Vigneau donna lecture d'une lettre du Préfet annonçant la démission de 7 radicaux: Feuga, Marrot, Amédée, Caussé, Lermiterie, Doumergue et Frébault.

Quelques jours après, les trois autres radicaux envoyèrent également leur démission.

La municipalité fut ainsi constituée : Jean Rieux, maire; Bedouce, Ellen Prévot, Julien, Deltour, Deumié, Vigneau, Billières, adjoints.

Quelques semaines plus tard, des élections complémentaires eurent lieu en remplacement des 10 radicaux démissionnaires.

La liste socialiste n'eut pas de concurrente et les camarades Auguste, Laffage, Marty (Joseph), Cazaux, Brustis, Boyer, Fonta, Dèjean, Sabardines et Bessat furent élus.

Pour la deuxième fois, le Capitole était aux mains des socialistes, leur permettant de faire la preuve de leur capacité

administrative, aujourd'hui établie et reconnue par tous les Toulousains de bonne foi.

Dans le département, les résultats furent les suivants :

A Blagnac, la liste socialiste 88 voix ; à Grenade, liste incomplète, 12 candidats, 107 voix ; au Vernet, liste socialiste, 61 voix ; à Seyses 111 voix ; à Montaigut 40 ; à Bouloc 70 voix sur des listes incomplètes ; à Boulogne 150 voix ; à Cazerès 214 ; à Montjoire 20 ; à Villeneuve 185 ; à Thil 82 ; à Muret 80 voix sur les noms des candidats socialistes ; à Luchon, 3 élus socialistes avec 580 voix.

I. Les élections cantonales et législatives

En 1898, le candidat du P. O. F., dans le canton de Toulouse centre, Danflous, obtenait 650 voix à l'élection du Conseil général ; dans le canton Nord, le docteur Bach obtint 1.112 voix. En 1904, dans le canton Nord de Toulouse, Vigneau obtenait 1.587 voix au Conseil d'arondissement.

En 1907, la bataille s'engage au Conseil général dans le *canton Toulouse Sud*, avec Pinel 1.843 ; *Toulouse Nord*, avec Bessat 2.101 voix ; à *Leguevin*, Parvy obtint 50 voix ; à *Villemur*, c'est Soulié qui rallie quelques suffrages de principe ; à *Carbonne*, Billières recueillit 242 suffrages ; à *Caraman*, Pouilhès 15 ; et au Conseil d'arrondissement, Falandry 2.753 dans le canton *Toulouse Centre ;* et Billières 1.515 à *Toulouse Ouest*.

En 1910, Jean Rieux, candidat au Conseil général dans le canton centre est élu par 4.430 voix contre 3.395 au sénateur Ournac, radical, conseiller sortant. Deltour obtint 2.552 voix dans le canton Ouest, où le conseiller général Marrot, radical sortant, est élu par 3.010 voix. Aux élections au Conseil d'arrondisement, Julien est élu par 2.925 voix contre 2.169 voix radical Amédée, dans le canton Sud.

Dans le canton Nord, Vigneau 3.374 voix met en ballottage le radical Legendre 2.702 voix et au deuxième tour, c'est le candidat socialiste qui est élu.

Des candidats socialistes étaient présentés également à l'Isle-en-Dodon, Lanta, Cazères, Muret et Villemur où ils réunirent un chiffre appréciable de voix.

A l'Isle-en-Dodon, le docteur Ribes 1.197, ne fut battu qu'à 100 voix de majorité; à Cazères, le candidat socialiste Gouzy obtint 458 voix; à Muret 152 voix s'affirmèrent sur le nom de Cluzel et 23 sur Berlia à Lanta. Au Conseil d'arrondissement 117 voix par Darbieu à Villemur. Le 19 novembre 1910, le docteur Tranier était décédé; une élection a lieu dans le canton Nord, Ellen Prévot mène la bataille socialiste et obtient 3.113 voix; son concurrent radical Feuga est élu avec 3.930 voix.



Vincent Auriol
Député de la Haute-Garonne
Photo Manuel.

Aux élections cantonales de 1913, le Parti socialiste engagea la lutte avec des candidats au Conseil général dans les cantons Toulouse Nord, Toulouse Sud, Grenade et Villemur, avec des candidats au Conseil d'arrondissement Toulouse Centre et Toulouse Ouest. Dans le canton Toulouse Sud, 2.214 voix à Bessat, socialiste, et 2.698 à Raymond Leygue, sénateur. Après annulation de l'élection, M. Leygue fut élu le 22 mars 1914 par 2.945 voix contre 2.400 à Bessat, socialiste. Dans le canton Nord, Ellen Prévot 2.798, contre 3.558 à Feuga, réélu. Dans le canton

de Grenade, le candidat socialiste Panebœuf 426 voix contre 1.520 à Michaud, radical, élu. Dans le canton de Villemur, 124 voix à Darbieu, socialiste. Dans le canton de Toulouse-Centre, Deltour, socialiste, obtint 3.263 voix au premier tour, Bacqué, radical, 2.299, et au deuxième tour, Deltour est élu.

Dans le canton Ouest, le radical Clairet est élu par 2.239 voix contre 2.098 à Samazan, socialiste.

En 1902, Bedouce obtint 1.441 voix contre Raymond Leygues, et le docteur Bach 923 contre 10.738 à Calvinhac, réélu. Le décès de Calvinhac nécessita une nouvelle élection le 17 août. Rogalle, candidat socialiste, obtint 1.642 voix contre 8.382 à M. Serres, radical, élu.

En 1906, Bedouce était candidat du Parti dans la 1re circonscription et obtenait dès le premier tour 6.611 voix contre 5.738 au conservateur Deffès et 5.129 au radical Bouglé. Ce dernier se désista au deuxième tour et Bedouce fut élu député. Dans la deuxième circonscription, Ellen Prévot serrait de près le radical Couderc qui, au premier tour, obtenait 6.511 voix, tandis qu'Ellen Prévot réunissait 6.036 voix et Ebelot, modéré, 4.895. Ellen Prévot se retira au deuxième tour, et le radical fut élu. Redonnet, conseiller municipal socialiste obtint 624 voix dans l'arrondissement de Muret.

En 1910, la Fédération socialiste engagea la lutte dans quatre circonscriptions :

1re de Toulouse : A. Bedouce, 6.828 voix.
2e de Toulouse : Ellen Prévot, 5.128 voix ;
3e de Toulouse : Bardiès, 1.734 voix ;
Circonscription de Muret : Vincent Auriol, 8.020 voix.

Au 2e tour, Bedouce et Ellen Prévot sont élus.

En 1914, c'est dans cinq circonscriptions que les candidatures socialistes sont posées :

1re de Toulouse : A. Bedouce, 7.737 voix ;
2e de Toulouse : Ellen Prévot, 8.664 voix ;
3e de Toulouse : Jean Rieux, 3.487 voix ;

Circonscription de Muret: Vincent Auriol, 6.323 voix; 1re de Saint-Gaudens: Fontanille, 1.437 voix.

Cette fois-ci, la Haute-Garonne a trois élus socialistes : A. Bedouce, Ellen Prévot, Vincent Auriol, et de 1910 à 1914, le chiffre de suffrages socialistes dans le département est passé de 21.710 en 1910 à 27.648 en 1914, soit un accroissement de 5.938 voix en 4 ans.

Toulouse a ses deux députés, son conseiller général Jean Rieux, sa municipalité socialiste, trois conseillers d'arrondissement: Julien, Vigneau, Deltour. Dans le département, un député, quelques élus municipaux ont pu pénétrer dans quelques Hôtels-de-Ville.

A Saint-Loup, près de Toulouse, 5 conseillers, dont le maire, sont socialistes. A Luchon, 3 élus, dont un bon militant, Gaston Barrau; à Blagnac, Samazan est conseiller municipal; à Saint-Paul, à Revel également un élu.

J. La propagande. — Les journaux

Nous avons signalé les premières grandes manifestations du socialisme avec Guesde et Lafargue. Plus tard, ce fut Jaurès, appelé par la Section toulousaine, qui prit la parole dans d'inoubliables conférences, dont personne n'a perdu le souvenir.

Les 15 et 18 octobre 1908, le Congrès national de la S. F. I O. tenait ses assises à Toulouse, où les principaux militants du Parti: Ed. Vaillant, P. Lafargue, Jaurès, Sembat, etc., parlèrent; le parlement ouvrier tint ses séances devant de nombreux auditoires des socialistes toulousains.

Le 8 août 1911 eut lieu à la salle Bonrepos, une grande réunion, où les socialistes toulousains élevèrent leur protestation contre l'aventure marocaine. Pablo Iglesias, député socialiste espagnol, et A. Bedouce, député socialiste français, y

furent frénétiquement acclamés par une foule vibrante, manifestant son opposition à la guerre coloniale.

Ce fut le même élan qui entraîna la foule socialiste au meeting du 24 septembre 1911, où Vigneau, Ellen Prévot et Vincent Auriol traduisirent éloquemment la pensée ouvrière contre la presse chauvine instigatrice de guerre.

Le 8 avril 1912, nouvelle manifestation organisée par la section toulousaine et le Parti ouvrier social démocrate russe. Elle eut lieu à la salle du Conservatoire, avec comme orateurs J. Rieux, Bieloussof et A. Bedouce; les ordres du jour de vigoureuses protestations contre le tsarisme sont acclamés.

Le 23 mars 1913, sous la présidence du docteur Ferroul, une imposante manifestation contre le service de 3 ans, se groupe autour de la statue de Riquet, puis précédée de la musique socialiste, des élus, de vingt-cinq drapeaux rouges, des groupes et des syndicats, elle parcourt la ville entraînant des milliers de manifestants. Dans l'immense hall de la place Dupuy, a lieu le meeting où prennent la parole Ferroul, Bedouce, Marty-Rolland, Girou, Ellen Prévot.

Un ordre du jour affirmant l'attachement du peuple à la paix internationale fut voté d'acclamation par cette immense auditoire qui s'écoula ensuite dans un calme impressionnant.

Depuis l'origine du mouvement socialiste, les militants se sont efforcés d'augmenter la puissance de propagande à l'aide de journaux qu'ils essayaient de faire vivre au prix de sacrifices personnels très lourds.

Les feuilles avaient une existence le plus souvent de courte durée; c'est ainsi que vécurent quelques mois, vers 1890, le journal hebdomadaire l'*Ouvrier*, organe du P. O. F., où collaboraient L. Dejean, Danflous, Hébard; l'*Avant-Garde* était, à la même époque, l'organe du Parti socialiste révolutionnaire et le citoyen de Fitte en était le principal rédacteur.

De 1891 à 1893, le Parti ouvrier publia un hebdomadaire, le *Droit du Peuple,* rédigé par L. Dejean.

En 1904, ce fut le *Peuple*, ensuite transformé en un jour-

nal quotidien l'*Action*, puis redevenu hebdomadaire sous le nom de la *Cité*. Enfin Bedouce trouva la bonne formule avec le concours d'Ellen Prévot et de quelques camarades dévoués, ils fondèrent le *Midi Socialiste*, quotidien en 1908 (1). Il a surmonté de grosses difficultés, mais grâce à la ténacité de ses administrateurs, il vit et on peut envisager avec confiance son avenir.

Avec ce puissant moyen d'action et de propagande qu'est un organe quotidien, la Fédération de la Haute-Garonne ne peut manquer de prendre une grande extension, son influence dépassera le cadre départemental et l'instrument de défense dont elle a doté le prolétariat méridional aidera considérablement au développement du socialisme dans toute la région du Sud-Ouest.

K. Après la guerre.

Les élections de 1919 ne furent pas bonnes; elles marquèrent un fléchissement, dû à l'apeurement des milieux paysans et aux discussions byzantines au sein de la Section Toulousaine qui eurent une certaine répercussion sur le corps électoral fâcheusement impressionné par l'écho de ces divisions; une liste de poilus vint favoriser les listes bourgeoises, en enlevant au Parti socialiste un grand nombre de voix.

La liste radicale eut une moyenne de 28.542 voix et 2 élus; la liste de droite 29.286 et 4 élus; la liste socialiste 22.941 voix et un élu, Vincent Auriol; la liste des poilus 10.226.

Aux élections municipales, la bataille fut acharnée. La Fédération socialiste lança à la population l'appel suivant :

Le Comité fédéral de la Fédération de la Haute-Garonne, réuni le dimanche 23 novembre, à Toulouse, a voté, à l'unanimité, l'ordre du jour suivant:

« Le Parti socialiste plus fidèle que jamais, au lendemain des der-

---

(1) *Le Midi Socialiste* eut comme rédacteur en chef : Vincent Auriol, puis Léon Hudelle.

nières élections, à ses obligations envers le pays et la République, et considérant qu'il est du rôle d'un grand Parti d'envisager moins l'intérêt que le devoir;

« Regrette que, dans certaines communes du département, et notamment à Toulouse, le Parti radical ait, en repoussant la concentration des forces républicaines, déserté le devoir républicain et fait défection devant les vainqueurs réactionnaires d'hier;

« Constate que le Parti socialiste est amené par là à assurer seul la défense républicaine;

« Décide que, partout où les républicains unis eussent été absolument certains de la majorité, il ira, puisqu'il y est contraint, seul à la bataille, sans compromission, avouée ou masquée, avec des éléments de conservation sociale;

« Engage néanmoins les électeurs socialistes de la Haute-Garonne à voter pour les candidats radicaux et radicaux-socialistes, partout où il y aura péril réactionnaire évident, même si l'alliance avec le Parti radical n'y a été souhaitée, ni acceptée par ce dernier;

« Fait confiance, enfin, à la démocratie pour établir les responsabilités et, sans renoncer à son programme, ni à ses principes, proclame que le devoir socialiste est, par lui, considéré comme inséparable du devoir républicain.

« Pour le Comité fédéral du Parti socialiste:

« *Le Secrétaire:* BOURTHOUMIEU. »

De leur côté, les syndicalistes portés sur la liste de concentration ouvrière publièrent la déclaration ci-après :

Les citoyens Bedel, Marty-Rolland, Lavit, Julia, connus surtout comme militants syndicalistes et candidats aux élections municipales du 30 novembre, font connaître à la population toulousaine et surtout à la classe ouvrière qui, jusqu'à ce jour, a placé en eux toute sa confiance, que leur décision d'aujourd'hui n'enlève rien à la déclaration formulée par l'Union des Syndicats dans sa séance du 6 novembre dernier.

En effet, ces militants, acquis aux directives données par le Congrès de Lyon, mus principalement par l'esprit de solidarité syndicale, ne peuvent distraire en quoi que ce soit leur pensée, leur effort, leur vie militante de la propagande de la C. G. T.

Mais, constatant que par une loi absurde et peu comprise, le suffrage universel a été faussé le 16 novembre dernier et que la vague chauviniste et réactionnaire qui a déferlé sur le pays menace d'une façon profonde la classe ouvrière dans ses revendications, a égale-

ment créé un sérieux danger pour la République, place le peuple tout entier, et surtout la classe pauvre, dans une impasse de laquelle ils ne pourront sortir, au point de vue économique, si leur voix ne peut être directement entendue et par conséquent leurs moyens de transformation économique mis en pratique:

Opposent au monde capitaliste et rétrograde leurs personnes et leurs capacités, comptant toujours faire œuvre utile à l'avantage de la population toulousaine tout entière.

Les citoyens Bedel, Marty-Rolland, Lavit, Julia tiennent à faire savoir, en outre, aux camarades composant la classe ouvrière toulousaine, qu'ils continuent, malgré le mandat qui pourra leur être confié, à assurer leur fonction respective dans les organisations rattachées à la Bourse du Travail.

Ont signé: MARTY-ROLLAND, BEDEL, LAVIT, JULIA.

Voici les résultats :

Inscrits	44.430
Votants	29.928
Nuls	375
Suffrages exprimés	29.553

Liste Socialiste

MM.			MM.		
Rieux	13.206	voix.	Dubarry	12.759	voix.
Bedouce	13.042	—	Ducos	12.688	—
Ellen Prevot	13.007	—	Girou	12.040	—
Julien	12.914	—	Julia	12.547	—
Deltour	13.003	—	Laffage	12.660	—
Deumié	12.866	—	Lascourgues	12.627	—
Vigneau	12.878	—	Lavit	12.434	—
Billières	12.862	—	Marty-Rollan	12.219	—
Auguste	12.682	—	Marty	12.548	—
Bedel	12.461	—	Pinel	12.687	—
Berlia	12.731	—	Rieu (Dominique).	12.334	—
Bessat	12.552	—	Sabardine	12.577	—
Bourthoumieu	12.501	—	Soulé	12.520	—
Boyer	12.582	—	Souyri	12.530	—
Cabardos	12.634	—	Taché	12.766	—
Cazeaux	12.566	—	Vedeau	12.522	—
Couloumiès	12.651	—	De Verbizier	12.726	—
Craste	12.649	—	Victor (Paul)	12.721	—

Liste Radicale

MM.		MM.	
Denjean	1.665 voix.	Fontan	1.257 voix.
Verdier	2.116 —	Fort	1.188 —
Aribault	1.303 —	Fraysse	1.218 —
Chambert	1.282 —	Goudal	1.267 —
Imbert	1.229 —	Garaud	1.216 —
Bonafous	1.264 —	Galy	1.204 —
André	1.219 —	Joulla	1.232 —
Audouin	1.221 —	Jarousseau	1.333 —
Bataille	1.118 —	Levère	1.200 —
Bordes	1.217 —	Maurette	1.169 —
Bergal	1.216 —	Mancini	1.238 —
Buchens	1.176 —	Meilhan	1.236 —
Chède	1.191 —	Maroues	1.211 —
Couzinet	1.253 —	Maurin	1.206 —
Catenac	1.236 —	Narcisse	1.197 —
Dupuy	1.193 —	Pinaud	1.202 —
Dussel	1.216 —	Barthe	1.198 —
Dot	1.136 —	Richard	1.198 —

Liste du Bloc National, dite d'Union Républicaine

MM.		MM.	
Feuga	15.432 voix.	Domergue	15.123 voix.
Marrot	15.284 —	Dulong	15.074 —
Alexandre	15.068 —	Enjalbert	14.595 —
Amilhau	15.011 —	Escaich	15.601 —
Andrau	15.087 —	Faubec	15.066 —
Audubert	15.182 —	Galibert	15.135 —
Beluel	15.166 —	Galinier	15.095 —
Bertrand	15.067 —	Guy	15.069 —
Bézard	15.106 —	Laporte	15.063 —
Bouvelle	14.841 —	Maraval	14.958 —
Brunel	14.934 —	Orsini	14.466 —
Brustier	15.120 —	Parent (Docteur)..	14.961 —
Carrère	14.946 —	Porterie	15.023 —
Canguilhem	15.006 —	Salomon	15.067 —
Castex	14.893 —	Souillard	15.002 —
Colomies	15.044 —	Thomas	15.142 —
Delque	15.001 —	Tribillac	15.089 —
Destabeau	15.022 —	D'Welles	14.641 —

La majorité absolue étant de 14.777 voix, 33 candidats du Bloc national furent élus au premier tour, les trois autres au ballottage contre Ballières, Rieux et de Verbizier.

Aux élections législatives, la liste socialiste avait obtenu à Toulouse 10.000 voix, les radicaux 8.700, les réactionnaires 8.400, les poilus 3.200.

Le Capitole fut perdu par les socialistes malgré le chiffre accru des voix socialistes à Toulouse du 16 au 30 novembre.

Dans le département, il y eut 9 socialistes à Fenouillet dont le maire Olive; à Contegabelle 6 socialistes élus sur une liste de concentration, à Seysses 5 élus, à Le Vernet 5 élus, à Saint-Lys 3 élus, à l'Isle-en-Dodon les socialistes sont élus sur la liste de concentration républicaine, à Montrejeau 3 élus, à Marquefave la liste socialiste est élue tout entière.

A Muret, Vincent Auriol est élu sur une liste de concentration dans la grande section, et dans celle d'Estautens 2 élus.

Au Conseil général, Emile Berlia obtient 1.618 voix contre 4.872 dans le canton Nord, Jean Rieux 2.545 contre 4.082 dans le canton Centre. Au Conseil d'arrondissement, Bourthoumieu 1.714 canton Nord, Deltour 2.541 dans le canton Centre; dans le canton de Cazères, Gouzy, socialiste, est élu conseiller d'arrondissement.

Tel est le bilan du cycle électoral de novembre-décembre 1919. Les sièges électoraux sont perdus mais l'armature est solide, il reste trop de consciences socialistes en Haute-Garonne pour que l'heure des revanches ne soit pas proche.

La Fédération Socialiste compte des groupements à Toulouse, Saint-Gaudens, Luchon, Muret, Blagnac, Bouloc, Cornebarrieu, Grenade, Layrac, Mondonville, Montjoire, Montaigut-sur-Save, Montbrun-Volvestre, Montesquieu-Volvestre, Montréjeau, Villemur.

Fédération de la Gironde

A. Les origines de mouvement. Les premiers pionniers. L'élection de Blanqui.

Les origines du mouvement socialiste en Gironde sont étroitement liées à celles de la renaissance du socialisme en France après la Commune.

Il existait à Bordeaux, avant la guerre de 1870, une Section de la Première Internationale. Elle envoya des délégués au Congrès de Lausanne (1867) et se fit également représenter à ceux de La Haye (1872) et Genève (1873). Elle était à tendance bakouniniste, mais, soit que le milieu ne s'y prêta point, soit par la dispersion de ses membres, elle disparut sans bruit; les ouvriers des corporations des employés de commerce, des menuisiers, des tailleurs, des verriers, avaient formé à Bordeaux, aux environs de 1876, des Chambres syndicales des ouvriers réunis.

Elles furent représentées au Congrès de Lyon et firent partie de la majorité corporatiste. Elles comptaient cependant des éléments hardis puisqu'ayant désigné pour les représenter au Congrès de 1879, à Marseille, où devait prendre naissance le Parti Ouvrier, un jeune ouvrier ciseleur graveur, Ernest Roche, celui-ci fit l'apologie de l'idée révolutionnaire dans la séance du 23 octobre et définit de *foyers révolutionnaires* le rôle que devaient jouer les Chambres syndicales.

Ernest Roche s'était signalé par son ardente campagne à Bordeaux en faveur de la candidature Blanqui. Avec l'employé de commerce Antoine Jourde, ils remuèrent les masses républicaines de la vieille cité conservatrice, secouèrent la

léthargie populaire, et, le 20 avril 1879, Auguste Blanqui était élu député de Bordeaux par 6.800 voix contre 5.332 au gambettiste Lavertujon, directeur du grand journal opportuniste *La Gironde.*

Les Chambres syndicales appartenaient plutôt à la tendance modérée, on le vit bien les 22-27 juin 1880, lorsque le Congrès régional du Sud-Ouest, réuni à Bordeaux, repoussa, par 50 voix sur 53 votants, le titre proposé de *Congrès socialiste révolutionnaire.* Ses résolutions furent très réformistes, légalistes, l'affirmation de classe apparut cependant dans celle où il était décidé que les ouvriers devaient avoir des candidatures à eux. Le Congrès décida la publication d'un organe, *La Voix du Peuple,* publié pendant six ou sept mois, avec Ernest Roche comme principal rédacteur. Ernest Roche avait collaboré à la première série du *Prolétaire,* de Paul Brousse, puis s'était lié avec les blanquistes de Paris et notamment Henri Rochefort. Ce dernier l'appela quelques années après à la rédaction de l'*Intransigeant.*

Mais un homme allait surgir des Groupes révolutionnaires créés en même temps à Bordeaux ; il orientera le mouvement ouvrier girondin vers le Socialisme.

Ce militant, ce fut Raymond Lavigne, un des meilleurs disciples de Jules Guesde.

Au Congrès de Saint-Etienne, l'influence de Lavigne commence à percer : les Groupes de Bordeaux suivent Jules Guesde à Roanne.

Ces Groupes s'appelaient : *Les Egaux, Les Etudes sociales,* de Lormont, *L'Egalité,* de Bacalan, *L'Avant-Garde,* de la Bastide. Après Roanne, Raymond Lavigne et quelques militants, Laussac, de la Bastide, P. Melin, de Bacalan, Sciota, de Lormont, Caradec, Dupont, Sylvain Pasquier, de Bordeaux, jettent les bases d'une organisation solide et durable.

B. Le Parti ouvrier. L'agitation socialiste. Les Conférences de Jules Guesde.

Raymond Lavigne avait été conquis par la dialectique puissante de Jules Guesde. Ce dernier avait donné, le 12 mars 1882, une retentissante réunion présidée par Jourde, où s'était engagé un débat contradictoire sur le collectivisme avec M. Lescarret, professeur d'économie politique. Ce dernier sortit écrasé de la controverse et les répliques foudroyantes de Guesde avaient profondément impressionné les ouvriers présents.

En octobre 1882, Jules Guesde est de nouveau à Bordeaux, où il inaugure de nouveaux Groupes du Parti ouvrier : *L'Eclaireur des 5e et 6e Cantons* et le Groupe d'études socialistes *La Vigie*. Ces Groupes furent reliés entre eux par le Comité central des Groupes socialistes. R. Lavigne en fut le secrétaire et, avec Jourde, l'organisateur.

D'autres réunions furent organisées avec Paule Minck en décembre 1882, avec Jules Guesde en 1883. C'est toute une période d'agitation précédant les élections législatives de 1885. L'opportunisme est le maître en Gironde; le *Comité central* se réunit, convoque à une assemblée plénière les adhérents des Groupes révolutionnaires, qui décident de présenter une liste nettement socialiste.

Elle fut composée de onze candidats, parmi lesquels A. Jourde, Sébastien Faure, non encore conquis aux idées libertaires, Frédéric Borde, devenu par la suite un disciple de Colins, et des représentants des Chambres syndicales ouvrières comme Chapoulie, Pallard, etc. Quelques centaines à peine de travailleurs répondirent à ce premier appel, les invitant à se séparer de toutes les bourgeoisies et à signifier par leur bulletin de vote qu'ils entendaient lutter sur leur propre terrain jusqu'au triomphe du prolétariat expropriant, politiquement d'abord, économiquement ensuite, la bourgeoisie capitaliste.

Voici les résultats :

A. Jourde, employé de commerce, 1.171 voix; Chapoulie aîné, ouvrier cordonnier, 931; Pallard, ouvrier couvreur, conseiller prud'homme, 650; Nourrit, ancien forçat déporté de juin 1848, 590; Sébastien Faure, employé de bazar, 495; A. Maurin, conseiller prud'homme, ouvrier ébéniste, 467; Lacaze, mécanicien, conseiller prud'homme, 463; Frédéric Borde, publiciste, 458; Delons, ouvrier ébéniste, conseiller prud'homme, 426; Tixier, mécanicien, conseiller prud'homme, 421; De Toyon, agriculteur, 410.

L'agitation socialiste continua pendant cette période héroïque. La haute bourgeoisie girondine avait eu un moment de venette, elle ne voyait pas d'un bon œil le mouvement ouvrier et les Groupes socialistes étaient mis en interdit par elle, aussi le recrutement était-il lent. Dans les réunions publiques, le succès des orateurs était toujours très grand, mais, le lendemain, devant les commentaires et les menaces patronales, l'ouvrier ou l'employé s'abstenait de donner son adhésion au Groupe où un vague instinct le poussait. En décembre 1887, le *Comité Central* organisa, avec le concours de Jules Guesde, cinq conférences couronnées de succès pour le Socialisme et triomphales pour le leader du Parti ouvrier. Les cinq sujets traités furent : le 17, salle Saint-Paul, sur *Le Gâchis parlementaire et l'Anarchie bourgeoise;* le 18, à Lormont, sur *Le Collectivisme révolutionnaire;* le 19, à Bacalan, sur *Les Grèves devant le Socialisme;* le 20, salle Saint-Paul, sur *Le Collectivisme, son but et les moyens d'y arriver;* le 21, à l'Eden bordelais, sur *Le Lendemain de la Révolution.*

Jules Guesde trouva un contradicteur en la personne de M. Fernand Faure, professeur d'économie politique à l'École de Droit : il n'eut pas de peine à réduire à néant sa contradiction, malgré l'appui apporté à M. Faure par de nombreux étudiants, ses élèves.

De nouvelles adhésions vinrent renforcer le lendemain les

Groupes révolutionnaires, dont les principaux militants étaient, à côté de Jourde et Raymond Lavigne, Calixte Camelle, les frères Orange, Auguste Roux, Bernadet, Gautier, Bégu, Arrécot, Charriot, etc.

C. Le mouvement syndical. Le Congrès national du Bouscat. Le premier Mai.

Raymond Lavigne militait également dans les Chambres syndicales : il était un des meilleurs lutteurs de la *Fédération nationale des Syndicats et Groupes corporatifs de France,* sur laquelle s'exerça au début l'influence guesdiste. Elle tint son troisième Congrès National en novembre 1888, à Bordeaux, d'où il fut expulsé par la municipalité réactionnaire après sa première séance, pour avoir arboré le drapeau rouge dans la salle, ce qui amena un conflit avec la police.

Heureusement que le maire radical d'une commune banlieue de Bordeaux, sympathique aux ouvriers, vint offrir aux congressistes de tenir leurs séances dans une salle de sa mairie, au Bouscat, où le Congrès put tranquillement achever ses travaux.

C'est là que fut votée, à l'unanimité enthousiaste, la fameuse résolution, présentée par Jean Dormoy, délégué et futur maire de Montluçon, d'où devait sortir la *Manifestation internationale du 1er Mai :*

Le Congrès,

Considérant que depuis bien longtemps les organisations ouvrières ont réclamé en toutes circonstances les réformes suivantes:

Limitation de la journée de travail à huit heures; minimum de salaire; interdiction du marchandage; responsabilité des patrons en matière d'accidents; mise à la charge de la société de l'enfance, de la vieillesse et des invalides du travail; suppression des bureaux de placement; abrogation de la loi sur l'Internationale; législation internationale du travail;

Considérant que jusqu'ici les pouvoirs publics ont toujours passé

outre à nos revendications isolées, dont ils se moquent, et qu'il importe de faire cesser cette situation en présentant nos revendications sous une nouvelle forme, sous la forme collective générale, plus imposante :

Qu'afin de donner une plus grande force à ce mouvement d'ensemble, il y a lieu de concentrer toute l'attention des Syndicats sur un nombre restreint de revendications les plus générales et les plus importantes, sans pour cela renoncer aux autres ;

Décide :

1° Le dimanche matin 10 février prochain, tous les Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers de France devront envoyer, soit à la préfecture ou à la sous-préfecture, soit à la mairie de leur commune, une délégation chargée de réclamer les réformes suivantes :

a) Limitation à huit heures de la journée de travail :

b) Fixation d'un minimum de salaires correspondant, dans chaque localité, au coût normal de la vie, au-dessous duquel aucun patron ne pourra faire travailler les ouvriers :

2° Le dimanche 24 février, la même délégation retournera chercher la réponse, appuyée autant que possible par une manifestation de la population ouvrière ;

3° Tous les délégués présents au Congrès s'engagent, dès leur retour, à s'occuper activement de préparer ce mouvement d'ensemble en vue de la date fixée.

Le 10 février 1889, Lavigne, Jourde, Camelle, se rendirent à la préfecture pour y déposer le cahier des revendications du Congrès, et, quinze jours après, ils revinrent accompagnés d'une imposante manifestation ouvrière, marquant ainsi la force grandissante du mouvement prolétarien.

Au Congrès international de la salle Petrelle, tenu à Paris le 15 juillet 1889, c'est Lavigne qui est le délégué des Groupes corporatifs girondins et des Groupes révolutionnaires. Lavigne était à ce moment le secrétaire général de la Fédération Nationale des Syndicats. Il a mandat de proposer au Congrès international la généralisation universelle de la manifestation à date fixe et de transporter sur le terrain international la démonstration nationale du 24 février 1889.

Il consulte au préalable Gabriel Deville, Paul Lafargue,

Jules Guesde, s'entretient ensuite avec Bebel et Wilhem Liebknecht. D'accord avec eux, il dépose la motion suivante :

Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois les travailleurs mettent, le même jour, les pouvoirs publics en demeure de réduire également la journée de travail à huit heures et d'appliquer les autres résolutions du Congrès International de Paris.

La motion fut votée avec le correctif suivant, demandé par Liebknecht et Bebel (les socialistes allemands étaient soumis à ce moment au terrible régime bismarckien) :

Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur seront imposées par la situation spéciale de leur pays.

Le Congrès décide de fixer la date au 1er Mai, afin qu'elle coïncide avec celle adoptée, pour une manifestation semblable, par la Fédération américaine du Travail dans son Congrès de décembre 1888, à Saint-Louis.

Aux élections législatives, en 1889, la Gironde est en pleine crise boulangiste. Jourde penche vers le revisionnisme : il est élu député sans le concours des Groupes du Parti ouvrier, quelque peu désemparés ; mais les Groupements se ressaisirent vite et la manifestation du 1er Mai 1890 revêtit un caractère d'une solennelle grandeur. Jourde vint prendre la tête de la manifestation et accompagna les délégations ouvrières à la préfecture, où le préfet refuse de recevoir député et délégués. Ce préfet était M. de Selves, le futur ministre des Affaires étrangères.

Le 1er Mai 1891, Chambres syndicales et Parti ouvrier de Bordeaux envoient un délégué à la démonstration parisienne, et, à Bordeaux, la manifestation de l'année précédente se renouvelle avec plus d'ampleur devant la Préfecture et devant la Mairie, où préfet et maire, concertés, refusent à nouveau de recevoir les délégations.

D. Les Résultats de l'action. La Fédération Girondine. Les Groupes. Les Elections.

L'année suivante, aux élections municipales de Bordeaux, la liste socialiste du Parti ouvrier voit s'agglomérer sur les noms de ses candidats 2.500 suffrages, et les socialistes de Lormont installent dans leur Hôtel de Ville la première municipalité socialiste girondine.

En 1892, le 8 août, furent élus aux élections cantonales, dans les 4e, 5e et 6e cantons, les citoyens Elie Moty et Lagrange comme socialistes. Ils appartenaient à une organisation indépendante.

Sous l'énergique impulsion de R. Lavigne, le Parti ouvrier s'est développé. Le Comité central a constitué de nombreux Groupes: *L'Avant-Garde, L'Egalité, La Vigie*, ont vu naitre autour d'eux *Le Drapeau rouge, Les Droits de l'Homme, Le Droit social, L'Emancipation sociale, La Sentinelle, La Fraternité, L'Impartial, L'Humanité, La Liberté, La Montagne. Le Progrès social, La Solidarité, L'Etoile d'Aquitaine, La Question sociale, La Société d'Economie sociale, Les Indépendants.*

Ils sont reliés entre eux par l'Agglomération Bordelaise du P. O. F., dont le Comité Central est formé à raison de trois délégués par Groupe, et qui a, pendant peu de temps, pour organe un hebdomadaire, *La Question sociale*. Les Syndicats ont suivi le même développement; en 1890, ils existent au nombre de quarante, réunis au sein de l'Union des Chambres syndicales bordelaises.

Dans le département, des Groupes ont vu le jour au Bouscat, à Libourne, Association des Travailleurs socialistes; à Langon également et à Pujols; à Bègles, à Preignac, à Sainte-Terre, à Castillon, à Macau, à Libourne, à Saint-Médard, etc., les Groupes républicains socialistes du P. O. F.

Aussi, aux élections législatives générales de 1893, c'est dans trois circonscriptions de Bordeaux et dans une à Libourne que le Parti ouvrier donne le branle-bas du combat.

Jourde est réélu (6.252 voix au premier tour, 6.847 au deuxième) député dans la troisième; dans la deuxième, Camille Cousteau obtient 2.119 voix; dans la cinquième, Martin 1.070 et Moty 2.735 voix dans la première de Libourne.

L'Agglomération Bordelaise avait convoqué, le 4 décembre 1892, un Congrès à Bordeaux où elle avait convié les socialistes du département et d'où était sortie la *Fédération girondine du Parti ouvrier français*, dont Raymond Lavigne fut le premier secrétaire, le trésorier Londex.



VALENTIN MAURIN

Elle tint son deuxième Congrès à Libourne, le 2 juillet 1893 et celui qu'elle réunit après les élections législatives de 1893 se tint le 22 juillet 1894 à Lormont.

De nouveaux groupes, ceux de Saint-Macaire, Langoiran, Pessac, Bègles, Macau et de nouveaux militants, Dréan-Chapel, Laporte, St-Martin et un éloquent professeur, Marcel Cachin.

En plein développement de la Fédération Girondine arrivèrent les élections cantonales de 1895 et les élections municipales de 1896. Aux élections cantonales du 28 juillet 1895 apparut pour la première fois l'action du groupe socialiste révolutionnaire « Le Ralliement » qui avait été fondé par les litants allemanistes et adhérents au P. O. S. R.

Conseil Général

	P. O. F.	P. O. S. R.	Indépendant
2e Canton de Bordeaux (votants : 4.036)			
Baracqué	399	»	»
4e Canton de Bordeaux (votants : 4.731)			
Pouey-Dessus	1.034	»	»
Pouilles	»	246	»
6e Canton de Bordeaux (votants : 4.191)			
Arnaud	681	»	»
Lagrange	»	369	»
Caradec	»	»	269
	2.114	615	269

Conseil d'Arrondissement

	P. O. F.	P. O. S. R.	Indépendant
1er Canton de Bordeaux (votants : 3.755)			
Gasseau	»	»	1.245
Ducousseau	»	194	»
3e Canton de Bordeaux (votants : 3.996)			
Courbarie	193	»	»
Bourdicau-Dumay	»	117	»
5e Canton de Bordeaux (votants : 3.309)			
Moty	1.011	»	»
Dizeau	»	174	»
7e Canton de Bordeaux (votants : 1.595)			
Père	379	»	»
	1.583	485	1.245

La force du socialisme commençait à se faire sentir, c'est l'explication de la présence à ces élections de candidats socialistes indépendants, sans lien avec aucune organisation.

Aux élections municipales (1896), le Parti ouvrier présente sa liste et mène campagne contre toute la bourgeoisie. La domination opportuniste était à son apogée, elle était devenue intolérable pour nombre de Bordelais; 4 listes furent en présence dès le premier tour: celle du Parti ouvrier qui obtient une moyenne de 1.200 voix; la liste radicale 9.100; la liste royaliste 5.970; la liste opportuniste 12.840.

Les opportunistes, de la liste dite de Concentration républicaine des sept cantons, refusèrent de faire une place à la fraction radicale qui avait présenté la liste d'Alliance républicaine démocratique, soutenue par le journal *La France*.

La liste de *La Petite Gironde* fut maintenue tout entière au deuxième tour.

Quelques jours après le premier tour, une délégation des radicaux vint offrir au Parti ouvrier une alliance contre l'opportunisme honni sur les bases suivantes: 14 radicaux, 8 socialistes, 14 conservateurs. Le Comité Central convoqua l'Agglomération Bordelaise. Raymond Lavigne, Marcel Cachin combattirent la proposition et la firent repousser, malgré un fort courant en sa faveur.

Le vendredi, avant le deuxième tour, de nouvelles offres plus pressantes furent faites par les radicaux, insistant sur l'intérêt qu'il y avait pour la classe ouvrière à être représentée à l'Hôtel de Ville, où l'entrée de ses élus serait utile aux travailleurs.

Dans une nouvelle réunion tenue par l'Agglomération Bordelaise, la majorité se prononçait, sous la poussée de l'opi-
n publique, pour la coalition. Formée à la dernière heure,
e nedi, la liste de coalition (appelée Liste anti-opportu-
), sans propagande, ni publicité, retrouva au deuxième
les voix recueillies au premier par les trois partis coa-
s: 16.314 au premier tour, 16.472 au deuxième.

Ce fut ce qu'on appela le pacte de Bordeaux.

Les élus du Parti ouvrier étaient :

Calixte Camelle, qui fut nommé adjoint au maire; Saint-Martin, Lafargue, de Caze, Saint-Germain, Roux, Maillard, Lagrange.

Dans le département les socialistes entraient dans les Hôtels de Ville de Bègles, St-Macaire, Cenon.

La Fédération redouble de vigueur dans son action; l'excellent orateur qu'est Marcel Cachin complète merveilleusement les qualités d'organisateur de Raymond Lavigne.



DONDICOL

Photo Manuel.

Des groupes se lèvent à leurs voix à *Sainte-Foy-la-Grande, Sainte-Ragegonde, Branne, Castillon, Doulezan, Civrac, Gensac, Eynesse, Cenon, St-Pey-de-Castets, Ste-Terre, Preignac, St-Médard-en-Jalles*. La Fédération enregistre de nouvelles adhésions à chacun de ses Congrès départementaux: 4e Congrès 16 juillet 1895 à St-Macaire; 5e à Langoiran, le 28 mai 1896; 6e Congrès le 2 mai 1897, à Bègles; 7e le 6 février 1898, à St-Médard-en-Jalles.

La Fédération Girondine présente une superbe formation de combat avec ses vingt organisations bordelaises, et ses vingt-deux groupes dans le département, aussi le Congrès de Bègles avait décidé d'aller à la bataille électorale dans 9 circonscriptions sur 12. Elle adressa l'appel suivant:

PARTI OUVRIER FRANÇAIS

Fédération Girondine

Aux Électeurs des campagnes girondines,

Le 2 mai 1897, les Syndicats, Comités et Groupes composant la Fédération Girondine du Parti Ouvrier Français se réunissaient en leur sixième Congrès départemental annuel qui se tenait dans la commune de Bègles.

Envisageant déjà les élections générales qui allaient avoir lieu un an plus tard pour le renouvellement de la Chambre des Députés, le Congrès prenait la décision ferme qu'à cette occasion le Parti socialiste entreprendrait *une lutte d'ensemble contre tous les partis bourgeois, en portant des candidats dans toutes les circonscriptions de la Gironde à la fois.*

Cette résolution était audacieuse, étant donné que jusque-là les socialistes n'avaient exercé leur propagande que dans les seuls milieux ouvriers, à Bordeaux et dans quelques rares communes environnantes et qu'ils étaient par suite sans organisation aucune dans les huit circonscriptions rurales de la Gironde, comprenant quarante-deux cantons et cinq cent quarante-sept communes agricoles.

C'était d'autant plus audacieux que, d'une part, le Parti socialiste est un parti de travailleurs généralement pauvres, sans cesse occupés à la recherche d'un maigre gagne-pain, et que, d'autre part, nos militants n'avaient encore aucune notion des conditions de la propagande à la campagne.

Et cependant, nous disions-nous, alors que toutes les grandes villes (Paris, Marseille, Lille, Roubaix, Roanne, Cette, Montluçon, Calais, etc.) sont entrées déjà et entrent de plus en plus dans le mouvement socialiste émancipateur des classes déshéritées et opprimées, envoyant à la Chambre une importante minorité de députés socialistes énergiques, convaincus, éloquents et dévoués, dont l'œuvre incomparable s'impose à l'attention publique et à l'admiration générale, faudra-t-il éternellement que les aspirations populaires restent, malgré tout, étouffées et que les réformes sociales soient à jamais irréalisables, parce que les campagnes continueront à envoyer au Parlement une majorité rétrograde barrant la route à tout progrès?

Faut-il donc croire que l'aveuglement des masses agricoles entravera toujours la marche de l'humanité?

« Non! millefois non! a répondu le Congrès de Bègles. Non! il n'est pas vrai qu'il soit absolument besoin d'une Révolution violente

pour transformer nos institutions vicieuses et pour les adapter aux besoins nouveaux créés et développés par la civilisation.

« Non! il n'est pas vrai que les populations agricoles resteront toujours fermées à la pénétration de l'esprit démocratique et réformateur, car, aussi bien à la campagne qu'à la ville, les travailleurs souffrent de plus en plus du malaise résultant de l'anarchie économique qui est le fond même du régime de production capitaliste moderne.

« A la campagne comme à la ville, tout le monde se plaint que les choses vont de plus en plus mal, que la vie devient de plus en plus dure, et chacun aspire à une amélioration, à un « changement ». Tout le monde pressent que « *cela ne pourra pas toujours durer ainsi!* »

« Mais si malgré cet état latent de révolte générale, les campagnes demeurent arriérées et résignées, la raison en est que l'on ne s'est jamais encore donné la peine d'aller leur expliquer la cause des maux qui les accablent en leur indiquant les moyens pratiques de les atténuer d'abord, pour les faire disparaître enfin.

« Comment voudrait-on que les populations paysannes soient entrées dans le grand mouvement socialiste où sont naturellement entraînées les populations ouvrières des villes, plus éclairées, alors qu'on les a toujours laissées sous l'impression terrifiante des calomnies répandues sur le compte des théories et des hommes du socialisme?

« Il faut aller dans les campagnes, instruire les paysans, dissiper les malentendus qui les séparent des ouvriers des villes, faire justice des calomnies bourgeoises, anéantir les mensonges, présenter dans leur réalité les idées et le programme socialiste: *dire la vérité* en un mot!

« Les paysans ne sont pas plus bêtes que les ouvriers. Mais ils sont défiants et prudents. Ils ne s'agitent pas sans en comprendre le pourquoi. Ils ne s'aventurent en avant qu'après avoir reconnu le terrain solide. Et ils ont bien raison, certes.

« *Faisons-nous donc comprendre d'eux;* et s'ils reconnaissent que nous avons raison, ils seront les plus ardents et les plus empressés pour concourir à l'avènement d'un régime nouveau dont ils doivent les premiers bénéficier. »

Voilà ce qu'a répondu le Congrès de Bègles.

Et comme les socialistes ont l'habitude de ne pas se payer de paroles mais de passer aux actes — différant essentiellement en cela des radicaux — le Congrès choisit immédiatement ses candidats. Un an à l'avance!

Il fit appel à des dévouements, et, comme toujours dans notre admirable Parti ouvrier, les dévouements ne lui manquèrent pas. Il y en eut de tous les genres, des grands et des petits, nous voulons dire des hommes de talent et d'autres bien moins doués, les uns dont la personnalité pouvait avoir quelque relief et d'autres plus obscurs; mais tous également convaincus et animés d'une même foi dans la grandeur et le triomphe final de la cause de l'émancipation humaine à laquelle ils avaient voué leur vie.

A chacun le Congrès assigna l'une des circonscriptions rurales de la Gironde et il lui donna pour mission formelle d'aller y faire de la propagande socialiste et d'y organiser les travailleurs conscients.

Aux objections, il répondait :

Vous n'y avez pas de relations? Votre labeur quotidien ne vous laisse pas le temps de voyager? Vous ne possédez pas de ressources? Qu'importe cela! — Vous avez devant vous une année, c'est-à-dire une cinquantaine de dimanches et jours de fêtes. Vous trouverez des ressources dans la solidarité des camarades. Vous ne ferez du reste que le possible, mais *vous ferez tout le possible,* et votre ardente foi — la foi qui transporte les montagnes — vous rendra ingénieux.

Et maintenant, partez! vous, les nouveaux missionnaires de la plus noble des causes; allez porter partout la bonne parole, faites surgir à votre appel, de tous les points de votre circonscription, des sympathies généreuses, des concours résolus, nouez des camaraderies, faites des militants, créez des Groupements; mais surtout *dites toujours à tous la vérité sans nulle dissimulation.* Ainsi préparée, fatalement votre circonscription, quelle qu'elle soit, sera tôt ou tard acquise au socialisme.

Et dès le lendemain du Congrès de Bègles, chacun se mit à l'œuvre, timidement d'abord, puis avec plus de fougue et d'entrain à mesure qu'on était encouragé par les succès, réconforté et récompensé à la fois par les bonnes et parfois si touchantes amitiés acquises en route.

Voilà, électeurs des campagnes girondines, le spectacle auquel vous venez d'assister pendant l'année de propagande qui va prendre fin le 8 mai prochain.

Nous espérons, certes, que vous voterez nombreux pour les courageux militants, pour les hommes de cœur et de conscience à qui vous avez vu accomplir une œuvre si belle en soi. Mais quel que soit le chiffre de vos voix, ce dont nous sommes bien certains c'est que maintenant qu'il est lancé le mouvement d'entraînement socialiste ne s'arrêtera plus parmi vous, jusqu'à ce que partout il soit enfin victorieux.

Dans tous les cantons du département des jalons sont posés, solidement plantés, qui montreront la route à ceux qui vont suivre. Car, sachez-le bien, dès la période électorale actuelle achevée, notre Parti va se remettre à l'œuvre en vue des élections de juillet prochain pour le renouvellement des Conseils généraux et d'arrondissement.

Et ce ne sera pas fini là : Pendant quatre années encore, nos candidats prépareront la campagne législative de 1902.

Allons, les dévoués et les conscients de partout, tous à l'œuvre et *jamais de repos* jusqu'à ce qu'ait été délivrée de l'iniquité capitaliste moderne, l'Humanité !

Vive la République sociale ! !

Pour le Conseil fédéral:

Raymond LAVIGNE, secrétaire.
Calixte CAMELLE, adjoint au maire de Bordeaux, trésorier,

Ce fut une campagne active de vulgarisation socialiste et d'appel à l'organisation à travers tout le département ; les résultats furent encourageants.

Dans la troisième de Bordeaux, Jourde est réélu par 8.253 voix ; dans la quatrième, Surgand obtient 3.718 voix ; dans la cinquième, Dufourg 2.149 voix ; dans la circonscription de Bazas, Lacoste 564 voix ; de Blaye, Gireau 2.013 voix ; de La Réole, Sudraut 407 voix ; de Lesparre, Olivier 1.587 voix ; dans la première circonscription de Libourne, Marcel Cachin 1.822 voix ; dans la deuxième, A. Bousquet 1.005 voix.

Au total : 21.518 voix.

La Fédération girondine, tant par son organisation que par ses voix électorales, se plaçait — avec celle de l'Allier — immédiatement après les puissantes Fédérations du Parti ouvrier du Nord et du Pas-de-Calais.

Aux élections cantonales de 1898, Calixte Camelle était élu conseiller général du 7e canton de Bordeaux par 1.365 voix sur 2.566 votants ; Bourdin obtenait 217 voix dans le 1er canton, Moty 442 dans le 5e.

Comme candidats au Conseil d'arrondissement, Saint-Germain, socialiste indépendant, était élu dans le 6e canton par 2.122 voix, sans concurrent.

Mais les divisions et les difficultés vont survenir et, deux ans plus tard, c'est une période de luttes intestines mettant aux prises les militants socialistes et faisant perdre un temps regrettable à l'avance du mouvement socialiste qui retrouvera, avec l'unité socialiste, une nouvelle vigueur.

Aux élections municipales de 1900, il faut — l'expérience de 1896 n'ayant pas donné les résultats escomptés — rectifier le tir et c'est par une nouvelle coalition cette fois-ci avec les radicaux que sept socialistes entrent à la Mairie. Marcel Cachin, élu adjoint, Laporte, Saint-Germain, Buscaillet, Olivier, Camelle, Dondicol, sont élus conseillers municipaux. Dans le département, des municipalités sont conquises ou conservées à Bègles, Lormont, et des minorités socialistes entrent aux Conseils municipaux de Grayan, Saint-Vivien.

E. La scission socialiste. L'ère des divisions. La propagande intensifiée. Les Congrès départementaux.

Après le Congrès des organisations socialistes, tenu au Congrès Japy, le conflit s'affirme au sein de la Fédération; tandis que les neuf Groupes de *Lormont, Saint-Augustin, Maurepas, Floirac, Cenon, Carbon-Blanc, Sainte-Foye-la-Grande, Langon, Bègles, Langoiran, Pujols,* s'affirment, en des ordres du jour, plus attachés que jamais à la tactique éprouvée du P. O. F., les Groupes *L'Avenir social, L'Aurore du 1^er^ canton,* ceux de *Libourne, Caudéran, Le Bouscat, La Bastide,* se sentent de vives sympathies pour le courant jaurésiste.

La scission se produit après le départ du P. O. F. du Congrès Wagram, en 1900.

Dès son retour de Paris, Raymond Lavigne convoque les Groupes de la Fédération Girondine d'urgence, afin de faire

prononcer entre les deux courants qui existent au sein du socialisme français. L'Agglomération Bordelaise se réunit le 7 octobre 1900, convoquée par son secrétaire Laporte, conseiller municipal; Dondicol rend compte des travaux du Congrès Wagram et de ceux du Congrès International.

La question est ensuite posée : 48 voix se prononcent pour le retrait de l'adhésion, 39 contre.

Le secrétaire de l'Agglomération, Laporte, étant parmi ces derniers convoque, pour le 10 octobre, au local de la Chambrée socialiste, les 39 pour reconstituer le P. O. F. Le 27 janvier 1901, l'Agglomération Bordelaise du P. O. F. réunit 200 adhérents; à l'issue de l'assemblée plénière, une réunion publique fut tenue à l'Athénée, sous la présidence de Buscaillet. A. Larlat, Marcel Cachin, Jouhet, y exposèrent la tactique du Parti ouvrier.



A. Gibaud

La réunion du 10 octobre avait décidé la réorganisation de la Fédération, qui réunit en son Congrès les Groupes de:

Langon, St-Yzan-de-Soudiac, La Réole, Talais, Le Verdon, Talence, Soulac, Lesparre, Lormont, L'Egalité de Bacalan, Groupe Jean-Dignac, Floirac, Macau, Sauveterre, Saint-Savin, Castillon, Preignac, Maurepas, Cenon, Carbon-Blanc, Sainte-Foye-la-Grande, Pujols, Bègles, Langoiran et neuf groupes de l'Agglomération Bordelaise.

De leur côté, Calixte Camelle et Dondicol convoquent les socialistes de la majorité du 7 octobre et, à la réunion plé-

nière suivante, ils enregistrèrent 126 adhérents et décidèrent la constitution d'une Fédération Socialiste Autonome. Elle réunit en son Congrès les Groupes de :

La Lutte de Classe, L'Eclaireur, Les Travailleurs de Terre de Borde, L'Avenir social, L'Avant-Garde bastidienne, La Jeunesse collectiviste, L'Aurore du 1er canton, Le Mot d'ordre du 4e canton, tous de Bordeaux; *Les Travailleurs socialistes de Libourne, Le Réveil social du Bouscat, La Vérité économique de Caudéran, Groupe de Saint-Yzan-de-Soudiac.*

Le secrétaire de la Fédération Socialiste Autonome fut J. Bireau. Le secrétaire de l'Agglomération Bordelaise Indépendante, Dondicol. Les militants sont : Saint-Germain, Ladevèze, Lacoste, Camelle, Audibert, Pichon. Saint-Germain, Camelle, Olivier, Dondicol, conseillers municipaux de Bordeaux, étaient avec la Fédération autonome.

Le 21 décembre 1900, le XIe Congrès de la Fédération girondine du P. O. F. s'était tenu à l'Athénée de Bordeaux, sous la présidence de Jules Guesde. Cent cinquante-quatre délégués y représentèrent 931 adhérents de 78 Groupes dans 58 communes. Le maintien au P. O. F. fut voté sur le rapport de R. Lavigne; trois élus municipaux de Bordeaux restaient à la Fédération: Marcel Cachin, Buscaillet, Laporte.

Le Bureau fédéral fut ainsi composé : Aunos et Charriot, Larlat, Surgand, de Bordeaux; Huillet, de Preignac; Valentin Maurin, de Pujols; Sudreau, de Sauveterre; Bouscarut, de Macau; Sage, de Langon; Sciota, de Lormont. Le soir, des scènes violentes entre socialistes des deux tendances et anarchistes mêlés se produisirent à la réunion de Jules Guesde.

Le XIIe Congrès se tint à Preignac, le 9 juin 1901, et décida de la campagne électorale cantonale de juillet. Vingt-cinq candidatures furent posées. Les candidats du P. O. F. obtinrent :

1er canton de Bordeaux, Buscaillet 901 voix; 2e, Portas 287; 3e, Jumin 216; 4e, Cachin 719; 5e, Liberos 230; 6e, Dercq 241; 7e, Laporte 360. Au total : 2.954 voix.

A Blanquefort, Surgand 195 voix; à Pellegrue, Delage 31; à Branne, Cachin 104; à Pujols, Maurin 276; à Créon, Dufourg 452; à Cadillac, Cachin 101; à Saint-Ciers-la-Lande, Gireau 752; à Podensac, Huillet 279; à Saint-Savin, Jules Guesde, Paul Lafargue, Cachin, 50; à Sainte-Foy-la-Grande, Charlemarty 109; à Montendre, Tournier 223; à Castillon, Cachin 60; à Carbon-Blanc, Laçoste 520; à Langon, Jules Guesde 110; à Sauveterre, Jules Guesde 39; à Pauillac, Jules Guesde 47; à Saint-Vivien, Jules Guesde 30; Bourg, 10. Au total: 6.342 voix.

Nombre de voix au nom de Jules Guesde ne furent pas attribuées dans les procès-verbaux, disait le commentaire du *Socialiste de la Gironde* du 28 juillet 1901.



A. VAILLANDET

La Fédération autonome présenta, à Bordeaux, Camelle dans le 7ᵉ canton et Saint-Germain dans le 6ᵉ.

La lutte entre socialistes prit une tournure bien vive. R. Lavigne, M. Cachin, Laporte, Buscaillet, Dréan-Chapel, Valentin, Maurin, Larlat, Jouhet, parcouraient le département, secondés par de jeunes recrues: Clos, Joffre, Gireau, Dubouet, etc.

De leur côté, C. Camelle, Herman, Ladevèze, Dondicol, faisaient tous leurs efforts pour conquérir à eux Groupes et militants. Période intense de propagande, paralysée par les attaques réciproques et les divisions.

Le XIIIᵉ Congrès de la Fédération Girondine, tenu au Carbon-Blanc, le 8 septembre 1901, avait décidé de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions.

Le IIe Congrès de la Fédération adhérente au Parti socialiste français décida également de présenter des candidats aux élections générales de mai 1902.

La Fédération P. O. F. avait désigné Buscaillet, Cachin, Laporte, Seguinaud, Jouhet, Portas. Gireaud, Lussac, Valentin, Maurin, Terrière, Libaros. Mais elle ne présenta des candidats que dans les 1re, 2e, 5e et 6e de Bordeaux, arrondissement de Bazas, 1re de Libourne.

La Fédération P. S. F. présenta des candidats dans la 3e et à Lesparre.

CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS	VOIX (P. O. F.)	VOIX (P. S. F.)
1re de Bordeaux	Buscaillet	1.512	»
	Reiller	»	34
2e de Bordeaux	Tinarrage	498	»
3e de Bordeaux	Jourde	»	6.220
	Laporte	391	»
4e de Bordeaux	V. Maurin	198	»
5e de Bordeaux	Jouhet	1.605	»
6e de Bordeaux	Dufourg	708	»
Arrondt de Bazas	Sage	509	»
— Blaye	Gireau	2.484	»
— Lesparre	C. Camelle	»	2.102
	Marpou	18	»
1re de Libourne	Maurin	330	»
	Martinet	»	»
2e de Libourne	Lussac	»	»
Arrondt de La Réole	Portas	97	»
	Raymond	»	»
Totaux		8.253	8.357

Après les élections législatives de 1902, Raymond Lavigne prit sa retraite, mais la propagande intense qu'il avait menée

avec les militants du Parti ouvrier girondin, de **1880 à 1902**, avait abouti à la reconstitution des Groupes de ***Saint-Médard-en-Jalles, Langoiran, Arcachon, Cenon, Groupe de Saint-Pierre, Preignac, Le Bouscat,*** où *L'Avant-Garde révolutionnaire* était née à côté du Groupe du P. S. F.; de nouveaux Groupes avaient pris rang: *Grayau, L'Egalité sociale; Cadillac, Le Groupe du Quartier Henri-IV* et celui des *Femmes socialistes de Vincennes*. En 1903, ce furent les Groupes de *La Tourne, Béguey, Solignac, Barsac, Sauveterre, Rauzac, Saintes-Loutes, Pessac, Pelligrue*. La Section bordelaise U. S. R., siège 125, cours Victor-Hugo, dont Marcel Cachin est le secrétaire général, Geoffre d'abord, Dréan-Chapel ensuite, trésorier.

C'est une campagne ininterrompue de conférences, causeries, banquets, où sont chantées les chansons de Lucien Roland; à Caudéran, les jeunes conscrits socialistes vont au tirage au sort en chantant l'*Internationale* et organisent le soir une conférence de Poumarat, délégué fédéral.

Les élus socialistes de la Fédération avaient désigné comme candidat, à l'élection sénatoriale complémentaire de 1903, Magal; il obtint 27 voix; les cinq candidats, Blanchard, conseiller municipal de Bègles; Camelle, adjoint au maire de Bordeaux; C. Merle, conseiller municipal de Saint-Macaire; Fouquier, conseiller municipal de Cenon, et le vieux militant Dufourg, avaient obtenu, comme candidats du P. O. F., en janvier 1897, respectivement 19, 22, 18 et 17 voix.

Au 16e Congrès de la Fédération Girondine, tenu à Arcachon le 2 août 1903, sous la présidence de Jules Guesde, Paul Constans et Dejeante, 120 délégués y participent, représentant 48 Groupes, 4 excusés; quarante-quatre réunions ont été données depuis le dernier Congrès par les orateurs de la Fédération; elle a des élus dans sept communes.

Le journal hebdomadaire *Le Socialiste de la Gironde,* qui a succédé au *Réveil Social* depuis 1898, diffuse l'idée socialiste dans le département; dans ces milieux réfractaires par es-

sence, milieux de petite bourgeoisie et de petits propriétaires agricoles, le développement ne peut être rapide, mais sa lenteur est une garantie de solidité.

La veille du Congrès, Jules Guesde, Dejeante et P. Constans avaient parlé à l'Alhambra et soutenu la controverse avec les socialistes du P. S. F., Dondicol, Ladevèze.

Le Congrès donna lieu à une touchante manifestation du souvenir à Arcachon : orateurs, délégués et militants se rendirent au cimetière, drapeaux rouges en tête, accomplir un pieux pèlerinage à la tombe d'Aline Valette, ancienne secrétaire du Conseil National du P. O. F.

La Fédération Socialiste P. S. F. menait sa bataille avec un organe hebdomadaire, *Le Semeur,* publié de 1902 à 1905 ; elle tint son Congrès à Langon, le 30 mars 1903, auquel prirent part 107 délégués, représentant une vingtaine de Groupes répartis dans dix-sept communes. Camelle et Ladevèze firent une réunion la veille et les congressistes arrêtèrent les derniers préparatifs d'organisation du Congrès national du Parti socialiste français. Il s'ouvrit le 12 avril 1903, à Bordeaux, où, pendant trois jours, les discussions sur l'exclusion ou la non exclusion de Millerand occupèrent l'ordre du jour de l'Assemblée. En mars 1904, un événement important se produisit à la Bourse du Travail. Les délégations des organisations syndicales décidèrent d'accorder leur appui à la liste municipale du Parti Socialiste de France.



BAYLET

Le 26 mars, les deux Fédérations organisèrent deux réunions simultanées. Jaurès parla au Cirque devant une affluence d'auditeurs. A la même heure, le P. S. de F. et les militants des organisations syndicales tenaient, à l'Athénée, une réunion nombreuse en vue des élections municipales où parlèrent Camille Cousteau, ancien maire; Lauchiré, président du Conseil d'administration de la Bourse du Travail; Marcel Cachin, adjoint au maire; Buscaillet, des chauffeurs mécaniciens; Grésillé, des ouvriers cimentiers. Ce fut l'ouverture de la campagne électorale, clôturée la veille du scrutin par une grande manifestation le 1er mai. Après une réunion à l'Athénée, la foule suivit les orateurs derrière les drapeaux rouges des organisations ouvrières, précédés de transparents et de flambeaux, à travers les principales artères de la ville.

Les Groupes bordelais du P. S. F. décidèrent l'alliance avec le Parti radical; ils eurent 12 sièges sur la liste de coalition, 8.480 voix. Jourde, Camelle, Dondicol, Saint-Germain figurèrent sur cette liste.

La liste socialiste comprenait 17 socialistes du P. O. F. et 19 candidats des organisations syndicales, parmi les candidats: Buscaillet, Marcel Cachin, Dréan-Chapel.

Elle obtint une moyenne de 7.836 voix; la liste nationaliste recueillit 6.000 voix; celle de *La Petite Gironde,* 15.800. Au deuxième tour, la liste socialiste resta seule en présence des opportunistes. La haute bourgeoisie reprit la mairie avec 22.000 voix contre 15.600 à la liste ouvrière pour laquelle firent voter les socialistes P. S. F. et des radicaux.

Dans le département, le P. O. F. obtint des minorités socialistes à Gensac, Pessac, Doulezon, Floirac, Preignac, Sainte-Terre, Lormont, Bègles, Cenon, Saint-Macaire, et pour le P. S. F., Lesparre et Libourne.

F. Tentatives d'union. L'Unité socialiste.

Un rapprochement entre socialistes eut lieu à l'occasion des élections cantonales, la même année en juillet. Les socialistes du P. S. F. ne présentèrent pas de candidats contre Camelle, réélu conseiller général dans le 7e canton, au premier tour, par 1.735 voix sur 2.213 votants; dans le 1er canton, les socialistes du P. S. F. laissèrent élire Buscaillet conseiller général, au deuxième tour, par 1.795 voix; dans le 5e canton, Bonnard, P. S. F., obtint 885 voix.

Pour le Conseil d'arrondissement, Olivier, du P. S. F., obtint 2.688 voix dans le 2e canton, et Saint-Germain, du P. S. F., est élu par 2.494 voix dans le 6e. A Pujols, le candidat du P. S. F., Soulet, obtenait 154 voix. Ces résultats montrèrent aux socialistes bordelais, les bons résultats de l'Union socialiste.

Après le Congrès d'Amsterdam, le délégué de la Fédération Girondine, Marcel Cachin, rendit compte de son mandat dans tous les groupes; ses réunions se terminèrent toutes par des ordres du jour où les militants se déclarèrent prêts à l'unité sur les bases définies par le Congrès International.

Calixte Camelle rendit compte, dans une réunion avec A. Briand à la salle Franklin, de son mandat aux militants du P. S. F.; la réunion fut close par le vote d'un ordre du jour en faveur de l'unité.

La Fédération Girondine avait, sous la présidence de Bracke, tenu son Congrès extraordinaire en vue des élections le 10 avril 1904, elle tint son Congrès annuel le 30 novembre de la même année à Bègles; 17 groupes de Bordeaux, 37 du département, en tout 54 groupements furent représentés. Le Congrès avait été précédé d'une conférence de Jules Guesde et du Dr Thivrier; ce fut une imposante manifestation unitaire. Le Congrès se prononça pour l'unité « *pourvu que fussent sauvegardées les décisions d'Amsterdam* ». Le Conseil fédéral de la Fédération Girondine fut

composé de Cachin, Buscaillet, Laporte, Dréan-Chapel, Londex, Barbe, Charriot, Clouchard, Huillet, Courty, Valentin, Maurin, Dupuy, Poumarat, Couthuis. Des groupes nouveaux étaient venus renforcer l'organisation, ceux de *Daignac, Saint-Germain-de-Puch, Sales, La Réole, Pauillac, Saint-Denis-de-Pile, Podensac.*

Le 4 février 1905, le meeting organisé à la Halle contre les atrocités tsaristes, avec le Dr Leïteinsein, du Parti social démocrate russe, et Marcel Cachin, fut interdit et donna lieu à un déploiement inouï de forces militaires et policières. Rien ne put empêcher une manifestation de plusieurs milliers de personnes de se produire, elle fut dispersée sur les Quinconces par la cavalerie.



MARQUET

De retour du Congrès du Globe, Cachin, Huillet, Cadenaule, Darnaudet, Domergue, délégués à Paris, invitèrent leurs organisations respectives à entrer en pourparlers en vue d'aboutir à l'unité d'organisation.

Les deux Fédérations, P. S. F. et P. O. F., désignèrent chacune neuf délégués qui s'abouchèrent en réunion préliminaire le 9 mai 1905 et décidèrent, d'un commun accord, de rédiger un projet de règlement fédéral et de convoquer, pour le 4 juin, le Congrès fondateur de la Fédération du Parti socialiste, S. F. I. O.

Il fut présidé par Marcel Cachin et Calixte Camelle qui furent nommés délégués au Conseil national. Le projet de statut fut voté et la Commission exécutive nommée. En firent

partie : Buscaillet, Bonnard, C. Camelle, Dondicol, Dréan-Chapel, Marius Clos, Ladevèze, Laporte. Jules Guesde y représenta le Conseil national et le Congrès reçut un télégramme chaleureux de Jean Jaurès. Les délibérations empreintes de courtoisie se clôturèrent aux cris de vive l'Unité socialiste et au chant de l'Internationale.

Le IIe Congrès de la Fédération socialiste S. F. I. O. se tint à Langon, en 1906, les Congrès suivants, en 1907, à Pauillac, et ensuite jusqu'en 1914 à Bordeaux.

Les secrétaires de la Fédération furent, tour à tour, Dréan-Chapel, Dondicol et A. Marquet.

Les trésoriers : Laporte et Gibaud.

Aux élections municipales de 1912, la Fédération obtint les résultats suivants :

LOCALITÉS	Nombre de Sièges	Nombre de candidats socialistes	Nombre d'élus socialistes	Nombre de voix	2e TOUR		Elus socialistes au 2e tour	Total des Elus	OBSERVATIONS
Bordeaux	36	36	»	13.700	13	13	13	13	R.P. au 2e tour
St-Yzan-de-Soudiac . .	12	7	7	250	»	»	»	7	Coalition.
Preignac.	21	21	»	112	»	»	»	»	
Saint-Médard-en-Jalles	23	23	»	400	5	1	»	1	
Le Bouscat.	27	27	»	535	27	»	»	»	
Langon	23	23	»	212	12	»	»	»	
Talence	27	2	2	1.100	9	2	»	2	Coalition.
Libourne	27	27	»	750	»	2	»	2	
Pessac.	21	2	»	425	»	»	»	»	Coalition.
Saint-Symphorien . .	21	21	»	215	»	»	»	»	
Saint-Léger.	10	10	10	187	»	»	»	10	
Bégles..	27	7	7	873	»	»	»	7	Coalition.
Pujols-sur-Dordogne .	12	1	»	54	»	»	»	»	
Bonnetan	12	2	»	47	»	»	»	»	Coalition.
Lugon.	21	2	»	99	»	»	»	»	
Cénon.	21	21	»	215	21	1	1	1	
Floirac	21	21	»	223	15	8	8	8	
								51	

En 1914, elle comptait un député, Calixte Camelle; 3 conseillers généraux, Buscaillet, Camelle, Saint-Germain; 2 conseillers d'arrondissement, M. Pinèdre et Chavanier; 2 municipalités : Saint-Yzan-de-Soudiac, Pradeau, maire; Saint-Léger, Cadillan, maire. 51 élus socialistes municipaux à Libourne, Bègles, Saint-Médard, Talence, Floirac, Cenon, dont 13 conseillers municipaux socialistes à Bordeaux, élus sur une liste de R. P.: Camelle, Baylet, Dréan-Chapel, Marquet, Costedot, Vaillandet, Dondicol, Bénard, Ressier, Pujol, Haurigot, Buscaillet, Saint-Germain.

Elle a eu, de 1907 à 1913, un organe très vivant, *Le Cri du Peuple,* hebdomadaire. De bons militants sont venus suppléer les anciens. Léon Baylet, un des meilleurs propagandistes du Gard, professeur au Lycée de Bordeaux ; Vaillandet, ancien maire de Bourges, professeur au Lycée; A. Marquet, organisateur remarquable, excellent orateur; Gibault, dévoué, actif; Dondicol, déjà vieux soldat de l'idée socialiste, orateur populaire; A. Cayrel.


PERISSÉ

Avec le concours de ces militants, la Fédération de la Gironde connut une progression rapide.

A l'Unité, la réunion des deux organisations portait la Fédération à 1.750 membres.

En 1907	1.400 membres.
En 1908	1.300 —
En 1909	1.180 —

En 1910	913 membres.	
En 1911	1.503	—
En 1912	1.633	—
En 1913	1.900	—
En 1914	2.200	—

G. Pendant la guerre.

La guerre devait, dans la Gironde comme ailleurs, désorganiser momentanément l'organisation socialiste.

Le bureau de la Fédération fut amputé de son secrétaire; le 3 août 1914, le citoyen A. Cayrel remplaça le citoyen A. Marquet.

La première manifestation de la guerre date de mai 1915. La pensée de la Fédération fut exprimée par une circulaire adressée aux militants mobilisés que nous reproduisons:

P. S. (S. F. I. O.) Bordeaux, Mai 1915.

Fédération Girondine

Cher Camarade,

Voici dix mois que l'ordre de mobilisation vous a séparé de notre organisation pour l'accomplissement d'un devoir que vous avez d'autant mieux accepté que vous fûtes, jusqu'à la dernière minute, tout le Parti, l'artisan de la lutte contre la guerre, de l'action ique.

... l'isolement dans lequel vous met votre situation présente, vous n'etes pas sans connaître les grandes lignes de l'action natio-de notre Parti, qui a pris une part d'autant plus effective à l'œuvre de défense nationale que nos deux amis Guesde et Sembat participé à la constitution du nouveau ministère.

Cette participation exceptionnelle n'a été acceptée que devant un danger imminent, parce que c'était une garantie pour les institutions républicaines et démocratiques du pays, la sauvegarde du présent et

l'avenir du socialisme, des intérêts ouvriers, la participation, peut-être décisive, des éléments les plus ardents et les plus vigoureux de la nation. Un autre de nos camarades, Albert Thomas, vient d'être choisi comme sous-secrétaire au Ministère de la Guerre, à la tête d'un service qu'il dirigeait officieusement depuis huit mois.

Dans son ensemble, l'activité que manifestait notre Parti avant la guerre ne s'est pas ralentie et tous les jours s'accuse dans des différentes manifestations économiques, politiques et militaires, sa vitalité, son initiative, sa hardiesse, inspirées de l'intérêt national et ouvrier.

Mais la C. A. de la Fédération et la Section Bordelaise ont pensé que votre joie serait grande de connaître, par le détail, l'œuvre accomplie depuis la déclaration de guerre par l'organisation qui vous est certainement restée chère, puisqu'elle est faite, malgré tout, d'un peu de vous-même.

Au lendemain de la manifestation qui réunissait, le 2 août, les militants de la S. B. pour commémorer la mort de notre grand ami Jaurès, première victime de la guerre, en qui le socialisme, la République et la France perdaient leur plus puissant et plus ardent défenseur, la C. A. se réunissait; elle pourvoyait au remplacement de ses membres mobilisés ou mobilisables, ainsi qu'à la nomination d'un nouveau bureau fédéral intérimaire. Sa première préoccupation fut de sauvegarder notre organisation au moment où elle allait traverser une épreuve si douloureuse. Elle a essayé depuis de poursuivre cette besogne au milieu de difficultés que vous comprendrez facilement.

Tâchant de se mettre en rapport, par la voie des journaux et par des circulaires, avec les différentes sections du département, elle a essayé de donner à ces groupements les éléments d'une action adaptée aux circonstances; tenant en haleine leur activité, la C. A. leur a indiqué l'œuvre qu'ils avaient à accomplir en raison même de leur esprit de solidarité et de leur vigueur organisatrice, par la constitution de commissions de secours aux chômeurs, aux victimes de la guerre; de commissions de chômage, d'approvisionnement, en aidant à la correction des abus et illégalités commis dans l'attribution et la répartition des allocations, par l'utilisation du Comité d'action (Parti socialiste et C. G. T.) pour les renseignements aux familles des soldats tués, disparus, blessés ou prisonniers.

Une tournée de propagande au sein de quelques groupes, avec le concours du citoyen L. Roland, délégué permanent, a été faite; elle sera continuée pour tout le département par des délégués de la C. A.

Une conférence va réunir à Bordeaux, le 6 juin, les secrétaires des sections de la Fédération pour un échange de vues et le compte

rendu de la délégation à la conférence des secrétaires, tenue à Paris le 7 février.

En redonnant ainsi à la Fédération, dans la mesure du possible, sa vie d'antan et un fonctionnement administratif quasi normal, nous espérons conserver une organisation au développement de laquelle tant de précieux et efficaces efforts avaient été consacrés.

D'ailleurs, de nombreux groupes ont retiré leurs cartes de 1915. Nul doute que d'ici peu le grand nombre n'en fasse autant, ce sera là la manifestation la plus positive que nos efforts n'ont pas été vains.

Nous sommes heureux de vous indiquer, grâce à quel heureux concours nous avons le plaisir de joindre à cette lettre un mandat de cinq francs, dont l'envoi ne vaut pas tant par le léger bénéfice matériel qu'il peut vous procurer, mais surtout par la manifestation de l'esprit de solidarité qui anime une telle initiative.

C'est le groupe de Saint-Médard qui a mis à notre disposition le crédit nécessaire. Plus que tout autre il aura droit, dans l'avenir, à notre reconnaissance à tous.

Nous vous indiquons, d'une façon plus spéciale, l'action de la S. B. en raison même de l'importance de son effort, facilité, il est vrai, par des conditions particulières.

Après avoir, pour sa part, lutté jusqu'au dernier moment pour sauver la paix, la guerre déclarée elle avait une autre action à mener. Elle ne l'a point négligée. Et, dès lors, cette action se confond en partie avec celle de l'Union des Syndicats. Qu'il nous soit permis de nous en réjouir, comme vous vous en réjouirez certainement, espérant que l'avenir ne fera que resserrer l'entente si désirable entre les deux organisations ouvrières.

Un Comité mixte était constitué qui se préoccupait de l'œuvre à mener pour parer aux calamités de la guerre.

L'œuvre des soupes populaires, destinées aux chômeurs et aux familles des camarades mobilisés, était organisée.

Elle a distribué, depuis le début de la guerre, 125.000 rations et soupes, 4.000 litres de lait aux enfants, 1.150 tabliers et sabots-souliers aux enfants. Un certain nombre de colis ont été, par son office, adressés à nos camarades sur le front. Elle a fait aussi des distributions exceptionnelles de vin et aliments non cuits. Une manifestation toute intime nous réunissait à la Bourse du Travail le dimanche 28 mars pour la distribution d'objets utiles aux enfants des membres du Parti et des Syndicats, soldats, et apporter par là un peu de joie et de réconfort à tous les vôtres.

La Section et la C. A. ont secondé, dans leurs démarches et protestations, les victimes d'abus, d'injustices ou d'erreurs au sujet des allocations aux familles des mobilisés.

En un mot, nous avons essayé, dans la mesure du possible et dans notre sphère d'action, de corriger les perturbations provoquées par la guerre.

Par ses élus, le Parti a apporté dans l'administration municipale son esprit de hardiesse et de justice dans les différentes mesures que nécessitent les circonstances (organisation des secours, alimentation de la population, taxation du pain, secours aux réfugiés, retour à leur affectation normale des écoles réquisitionnées, etc., etc.). Vos élus ont tâché là, s'ils n'y ont pas toujours réussi, s'inspirant de leur esprit socialiste, de concilier la satisfaction de tous les besoins de philanthropie, de solidarité et de justice, avec la sauvegarde de nos principes et des conquêtes laïques et républicaines.

Nous avons eu la joie, malgré la guerre, d'enregistrer un certain nombre d'adhésions, parmi lesquelles celle du citoyen Ruyssen.

Ainsi, pendant que vous luttez pour que disparaisse à jamais un impérialisme menaçant et dangereux, pour assurer une paix définitive à l'Europe, une paix durable, digne pour tous, une paix désarmée permettant aux prolétaires de tous les pays de travailler ensemble à leur émancipation commune, soyez assuré que nous faisons effort pour que les vôtres trouvent dans notre œuvre une légère compensation à l'absence du chef de famille; que nous travaillons aussi à sauvegarder votre patrimoine, à vous conserver une Fédération et une Section organisées et confiantes, un milieu de solidarité et de bonne camaraderie où vous pourrez, à votre tour, retremper et fortifier votre idéal de justice et d'émancipation.

Puisse cette lettre vous trouver en bonne santé et moralement fort.

Pour la Fédération et la Section Bordelaise:

La C. A.

Et le 6 novembre de la même année, elle tenait un Congrès. 43 groupes étaient représentés. Le citoyen Cayrel fut nommé secrétaire, le citoyen M. Pinèdre, trésorier fédéral. En 1917, le citoyen A. Cayrel, mobilisé, fut remplacé par le citoyen H. Perrissé. La Fédération fut profondément divisée par les conflits de tendances nés de la guerre.

En juillet 1918, le citoyen C. Camelle, député, fondait un grand hebdomadaire, *Le Cri Populaire*. Il en était nommé directeur politique. Depuis cette date, *Le Cri Populaire* mène une ardente campagne socialiste dans Bordeaux et le département. Par le nombre de ses abonnés et son tirage, il fut un

des organes hebdomadaires socialistes les plus importants de France. Au début de 1920, il est devenu la propriété du Parti socialiste, de l'Union des Syndicats de la Gironde et des Coopératives; son secrétaire général est le citoyen A. Marquet.

H. Après la guerre.

En 1918, la vie fédérale reprit son cours; en 1919, la Fédération comptait 2.300 adhérents. Le citoyen Larroque était nommé secrétaire fédéral, le citoyen L. Doguet trésorier.

Quoique menée avec énergie, la campagne électorale ne donna pas les résultats espérés. La Fédération perdit ses élus municipaux de Bordeaux, son élu parlementaire, deux de ses trois conseillers généraux, un de ses deux conseillers d'arrondissement.

Résultats des Elections municipales de Bordeaux

Inscrits, 61.778; votants, 37.057;
suffrages exprimés, 36.804 ; bulletins blancs ou nuls, 43 ;
majorité absolue, 18.403. — Ont obtenu :

Liste du Parti socialiste

	voix		voix
Adrien Marquet. . . .	12.162	Henri Périssé	11 478
Amédée Saint-Germain.	12.151	Victor Billon	11.477
Calixte Camelle	12.141	Henry Dublanche . . .	11.477
Léon Baylet.	12 021	François Herpin. . . .	11.474
Marc Pinèdre	11.895	Pierre Camescasse. . .	11.471
Edmond Costedoat . .	11.856	Georges Doguet	11.468
Alfred Vaillandet. . . .	11.790	Roger Jaudin	11.468
Edmond Haurigot. . .	11.669	Jean Carreyre	11.466
Théodore Ruyssen. . .	11.664	Marius Sarget.	11.465
Edouard Lavielle. . . .	11.610	Eugène Chandou . . .	11.461
Louis Bénard	11.556	Gaston Cabannes . . .	11.459
Joseph Mourgues . . .	11.526	Arthur Gibaud	11.459
Henri Larroque	11.509	Marcel Garrigou. . . .	11.452
Léo Ducombs.	11.504	Romain Bonnet	11.451
Camille Latrille	11.501	Gustave Gerval	11.439
Louis Sionneau	11.496	Jean Duprat.	11.420
Antoine Cayrel	11.491	Germain Sourbié . . .	11.408
Maurice Bardy.	11.487	Jules Dupouy.	11.390

Liste de Concentration démocratique

	voix		voix
Edouard Thénit	3.618	Pierre-Alfred Moncassin.	2.813
François Lafon	3.196	Jean Laplagne	2.803
Lucien Victor Meunier .	3.178	Edmond Viuturoux. . .	2.802
Dr Etienne Ginestous . .	3.069	Louis Leblé.	2.795
Emile Vigouroux	3.040	Jean Berque	2.780
Léopold Pelatant . . .	3 039	Georges Duckett	2.775
Amédée Vigneau	2.975	Raymond Donis-Chauvin	2.771
Gustave Boisard	2.890	Fernand Lacombe . . .	2.761
Antonin Lagardère . . .	2.876	V. Duvergé.	2.741
Alfred Léon	2.872	Dominique Paquet . . .	2.740
Marcel-Maris Faget . . .	2.861	Pierre-Bernard Joannes .	2.738
Frédéric Bigot	2.853	Alfred Picassette	2.723
Roger Bonneville. . . .	2.849	Georges Joachim	2.722
Raoul Freylon	2.849	André Lavaysse.	2.687
Maurice Faur.	2.837	Joseph Dumonal	2.686
Henri Pinel.	2.830	Félix Palengat	2.677
Aymard-Justin Besson .	2.820	Adolphe Cauderon . . .	2.663
Colonel Doudoux. . . .	2.817	André Chabannes fils. .	2.653

Liste d'Union républicaine nationale

	voix		voix
Gabriel Richard. . .	21.923 ELU	Elie Fourcade-Prunet	21.716 ELU
Henri Maurel. . . .	21.916 ELU	Dr Henri Lamarque.	21.710 ELU
Louis Galtier	21.914 ELU	Dr Clément Sigalas .	21.710 ELU
Dr Xavier Arnozan .	21.883 ELU	Georges Marsacq . .	21.669 ELU
Hector Dumas . . .	21.882 ELU	Marius Pradel. . . .	21.655 ELU
Jean Carrère	21.878 ELU	Edouard Roussie . .	21.652 ELU
Fernand Philippart .	21.867 ELU	Ernest Lavertujon. .	21.626 ELU
Paul Buhan.	21.858 ELU	Pierre Toulet	21.595 ELU
Adolphe Lespès. . .	21.846 ELU	Pierre Commenge. .	21.591 ELU
Ulysse Couleau. . .	21.841 ELU	Alfred Schyler . . .	21.540 ELU
Roger Cruse	21.789 ELU	Georges Boubès. . .	21.530 ELU
Emile Calvet	21.762 ELU	Albert Lizotte. . . .	21.505 ELU
Charles Blanchy. . .	21.755 ELU	Dr Emile Moure. . .	21.490 ELU
Gérard Chabrely. . .	21.755 ELU	Dréan Chapelle. . .	21.417 ELU
Eugène Josselin. . .	21.749 ELU	Léon Fédel.	21.369 ELU
Marcel Teulières . .	21.745 ELU	Henri Nozière. . . .	21.122 ELU
Eugène Terrière. . .	21.733 ELU	Louis Joulia . . .	20.928 ELU
Léonce Manaud. . .	21.728 ELU	Fernand Liégaux . .	20.811 ELU

I. Résultat des Elections législatives de 1906 à 1919

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES	1906 CANDIDATS	VOIX	1910 CANDIDATS	VOIX 1er Tour	VOIX 2e Tour	1914 CANDIDATS	VOIX 1er Tour
1re circ. de Bordeaux.	Buscaillet. . . . (Mécan. chauffeur	3.314	L. Baylet. . . .	4.257	»	L. Baylet. . . .	3.342
2e — —	Dondicol. . . . (Imprimeur)	1.429	Dondicol. . . .	3.501	»	Costedoat . . .	3.068
3e — —	Saint-Germain (Emp. de ch. de fer)	2.135	C. Camelle. . .	7.011	9.385 Elu	C. Camelle. . .	8.551 ELU
4e — —	Larroque. . . . (Poudrier)	1.511	Larroque. . . .	2.869	»	Larroque, . . .	2.991
5e — —	Jouhet. . . . . (Employé)	1.103	Bonnard. . . .	1.750	»	Massip.	2.220
6e — —	F. Clauchard. . (Tonnelier)	1.796	Dréan-Chapelle.	2.250	»	Vaillandet . . .	1.255
Arrond. de Bazas. . .	G. Sage	1.067	Gibaud	3.865	»	Gibaud	2.642
— de Blaye. . .	G. Crouan . . . (Mécanicien)	136	Marquet	1.385	»	Marquet	3.192
— de La Réole. .	G. Dufourg. . . (Viticulteur)	232	Luzzi	388	»	Cayrel.	441
— de Lesparre. .	Olivier. . . . . (Ingénieur)	573	Olive	138	»	Sarget.	405
1er arr. de Libourne. .	Laporte . . . . (Ingénieur)	235	Maurange . . .	5.825	»	Maurange . . .	2.978
2e — de Libourne. .	V. Maurin . . . (Agriculteur)	175	»	»	»	Lachaud. . . .	986
		13.706		33.235			32.071

Résultat des Elections législatives de 1906 à 1919

1919. — *Scrutin de liste*

Votants : 159.336. — Quotient électoral : 12.889

Camelle	28.651	Moyenne : **24.488**
Marquet	26.983	
A. Larroque, ouvrier	24.759	
Saint-Germain	24.580	
Boisseau, médecin	24.311	
Rebeyrol, instituteur	24.192	
Mourgues	23.600	
Lafaye, mécanicien	23.596	
Cayrel	23.540	
Henri Larroque, commerçant	23.347	
Gibaud	23.307	
Maurin, propriétaire	22.998	

La liste clémenciste, coalition de droite, fut entièrement élue **avec** une moyenne de 81.249 voix. La liste radicale Labroue, 13.948. **La** liste républicaine, 28.940. La liste d'action française, 8.516.

COMPARAISON DES RÉSULTATS. — *Moyenne*

1885	1889	1893	1898	1902
553	Jourde, élu	12.176 P.O.F.	20.231	16.610 (P.C.F. 8.253 - P.R.F 8.357)

1906	1910	1914	1919
13.706 (Unité)	32.235	32.071	24.488

J. Élections cantonales de la fondation de l'Unité à 1920

1907

Conseil général

2e canton de Bordeaux	Sarda	417 voix
4e — —	Luzzy	423 —
6e — —	Haurigot	722 —
Canton de Saint-Symphorien	Sage	91 —
— de l'Inacaire	Ferbos	178 —
— de Carbon-Blanc	Lacoste	673 —
— de Sauveterre	Dubourg	51 —

Conseil d'arrondissement

1er canton de Bordeaux	Dréan-Chapel		1.226 voix
3e — —	Dr Lafontaine		1.035 —
3e — —	Bonnard		510 —
7e — —	Rebeyrol		860 —
Canton de Blanquefort	Larroque		288 —
— de Laugon	Moudon	165	396 —
	Doulle	221	

1910

Conseil général

1er canton de Bordeaux	Buscaillet	2.503	*Elu 2e tour*
3e — —	Hébrard	422	
5e — —	Dréan-Chapel	756	
7e — —	C. Camelle	1.686	*Elu*

Conseil d'arrondissement

2e canton de Bordeaux	Sarda	889 voix
4e — —	Dondicol	1.198 —
6e — —	Saint-Germain	2.770 —
Canton de Sainte-Foy-la-Grande.	Mourien	55 —
— de Podensac	Bonnard	257 —
— de Carbon-Blanc	Martin	310 —
— de Créon	Lende	137 —
— de Saint-Symphorien	Lahouilhan	608 —

1919

Conseil d'arrondissement

14 Décembre (1er Tour)	*21 Décembre (2e Tour)*
1er Canton *Lapeyre*, S. U. 1.415 v. Videau, B. N. 3.015	Videau, B. N. 2.963 v. Elu
2e Canton *H. Périssé*, S. U. 638 v. Fabre, B. N. 3.218 Élu	
3e Canton *A. Cayrel*, S. U. 612 v. Darizanren, B. N. 2.214 Élu	
4e Canton *E. Lavielle*, S. U. 1.758 v. P. Métivier, B. N. 2.987	Métivier, B. N. 3.363 v. Elu

14 Décembre (1er Tour)		*21 Décembre (2e Tour)*	
5e Canton			
Camescasse, S. U.	723 v.	Basset, B. N. . .	1.835 v. Elu
Basset, B. N. . .	2.120		
6e Canton			
M. Pinèdre, S. U.	2.143 v.	Laplagne, B. N. .	2.759 v. Elu
Laplagne. B. N. .	2.880	*Pinèdre*, S. U. . .	2.245
7e Canton			
G. Chavanier, S. U.	1.433 v. Elu		
Dr Gauthier, B. N.	848		

1919

Conseil général

14 Décembre (1er Tour)		*21 Décembre (2e Tour)*	
1er Canton			
Henri Guilbon, S. U.	1.480 v.	Grossard. B. N. .	2.882 v. Élu
H. Grossard, B. N. .	3 004		
2e Canton			
T. Ruyssen, S. U. .	462 v.	Glotin, B. N. . .	2.383 v. Élu
Laparra, R. D. . .	1.788		
P. Glotin, B. N. . .	1.966		
3e Canton			
E. Costedoat, S. U. .	526 v.	Doumeng, B. N.	1.976 v. Elu
Perié, R. R..	1.061		
Doumeng, B. N. .	1 407		
4e Canton			
L. Baylet, S. U. . .	1.630 v.	Boyer, B. N. . .	3.535 v. Elu
Boyer, B. N.	3.885		
5e Canton			
H. Larroque, S. U. .	781 v.	Mallet, B. N. . .	1.845 v. Elu
Dr Malet, B. N. . . .	2.145		
6e Canton			
A. St-Germain, S. U.	2.332 v.	*St-Germain*, S. U.	2.380
Pradet, B. N.	2.910	Pradet, B. N. . .	2.712 v. Elu
7e Canton			
C. Camelle, S. U.	1.595 v. Elu		
E. Cauchois, B. N.	765		

S. U. Socialiste. — B. N. Bloc National. — R. D. Républicain démocratique. — R. R. Républicain radical.

Le Congrès fédéral de 1920 vit encore un changement de bureau. Le citoyen R. Rebeyrol fut nommé secrétaire et le citoyen Doguet garda son poste de trésorier.

Jusqu'en juin 1920, la propagande fut intensément organisée et actuellement le Bureau fédéral, composé des citoyens A. Marquet, secrétaire, et H. Larroque, trésorier, entreprend la campagne méthodique qui amènera dans le Bordelais la poussée socialiste longuement préparée dans un milieu peu industriel.

K. Quelques militants.

Antoine Jourde, né à Saint-Merd-Laplace (Corrèze), le 28 septembre 1848, apprenti dans une fabrique à Angers, puis employé de bureau dans une filature, soldat en 1869, est décoré de la Médaille militaire pendant la guerre, blessé au Siège de Paris, prisonnier, s'évade, nommé adjudant au Prytanée de La Flèche, comptable à Bordeaux, débute dans la vie politique par la campagne électorale en faveur de Blanqui, adhère au collectivisme après le passage de Jules Guesde à Bordeaux, prend part aux Congrès ouvriers de Bordeaux 1888, Lyon 1891, à ceux du P. O. F. Marseille 1892, Paris 1893, Roubaix, Lille, etc. Elu député en 1889, réélu en 1893-1898, battu en 1902, réélu en 1906 n'appartenant plus au Parti.

Raymond Lavigne. — Voir biographie *La France Socialiste,* page 154, tome I.

Calixte Camelle. — Voir biographie *La France Socialiste,* page 347, tome I. (Réélu député en 1914, conseiller municipal de Bordeaux de 1912 à 1919, fondateur du journal socialiste *Le Cri Populaire.*)

Marcel Cachin. — Voir biographie *La France Socialiste,* page 107, tome I. (Elu député du 18e arrondissement

[illegible] 1914, directeur politique du journal [illegible] Paris en 1919.)

[illegible] 1er février 1874, comptable. [illegible] au Syndicat de sa profession [illegible] P. O. F.

[illegible] la propagande dans les mi-[illegible]

[illegible] Bordeaux en 1900, la vindicte [illegible] où il est rédacteur au *Réveil* [illegible]

[illegible] participe à la constitution de l'unité [illegible] fédéral. Il a été maintes fois [illegible] Conseil d'arrondissement, au Con-[illegible] accroissant chaque élection le [illegible] dans la circonscription la [illegible] guerre venue il est mobilisé, la situa-[illegible] s'était créée comme imprimeur s'ef-[illegible] Somme, réformé en 1917, [illegible] Fédération nationale des Cheminots. [illegible] un candidat dans le 2e Sec-[illegible] suffrages.

[illegible] né le [illegible] mars 1865 à Saint-Loubès (Gironde), un des premiers et des plus solides adhérents au Parti Ouvrier français dans la Gironde, organise le Groupe de Pujols-sur-Dordogne, en fonde d'autres dans le canton, donne de nombreuses réunions, plusieurs fois candidat du Parti aux élections cantonales et législatives, fut conseiller municipal de Pujols, très instruit de la doctrine socialiste.

Arthur Gibaud, né le 17 juin 1874, à Bordeaux, ouvrier boulanger, membre d'un Groupe libertaire de 1897 à 1900, membre du Parti Socialiste français en 1902, membre de la S. F. I. O. depuis 1905, trésorier fédéral de 1908 à 1914, militant actif, propagandiste ardent, plusieurs fois candidat du Parti.

A. Cayrel, né à Narbonne, 25 avril 1885, horloger, membre du Parti Socialiste depuis 1907, élu secrétaire fédéral en août 1917, secrétaire de la Section de Bordeaux en octobre 1919.

Léon Baylet, né à Lespignan (Hérault), le 14 octobre 1867, professeur au Lycée de Nimes, milite à la Libre-Pensée départementale dont il est le président, à la Ligue des Droits de l'Homme, à la Loge maçonnique, adhère au Parti au moment de l'affaire Dreyfus, participe à la fondation du Groupe *L'Humanité* de Nimes, membre de la *Maison du Peuple* fut un des plus actifs artisans de l'unité. Candidat socialiste en 1906 dans l'arrondissement d'Uzès, membre du bureau fédéral, conseiller municipal de Nimes en 1908. Déplacé à Bordeaux après sa campagne de conférences dans le Gard, membre de la Section, conseiller municipal de Bordeaux de 1912 à 1919, candidat de la Fédération de la Gironde en 1910 et 1914.

Alfred Vaillandet, Franc-Comtois d'origine, né en 1864, adhère au socialisme en 1883, professeur frappé maintes fois pour ses opinions socialistes; en 1886 prend un congé, puis envoyé de Janson-de-Sailly à Paris, au Collège de Beauvais, adhère au P. O. F. Envoyé en disgrâce de Reims à Bourges, le 1er octobre 1897 par le ministère Méline. Elu conseiller municipal et maire de Bourges en 1900, suspendu le 1er novembre 1901, révoqué le 13 par le ministère Waldeck-Rousseau. Désigné candidat du P. S. D. F., son traitement lui est supprimé. Envoyé au Lycée de Gap, puis Avignon 1902-1905 où il réorganise le P. S. D. F., participe à la fondation de la Fédération U. S. R. et collabore à l'unité. Nommé à Bordeaux novembre 1905, candidat dans la 6e circonscription en 1914, conseiller municipal de Bordeaux de 1912 à 1919.

Adrien Marquet, né à Bordeaux, le 6 octobre 1884, secrétaire général de la Fédération, milite dans la Gironde de-

puis 1902, membre du Parti Socialiste français, un des ar
sans de l'unité socialiste à Bordeaux et dans le départem
conseiller municipal de Bordeaux de 1912 à 1919, plusie
fois candidat du Parti Socialiste aux élections législati
arrive le second sur la liste du Parti en 1919, réorganisat
de la Fédération, secrétaire fédéral de 1909 à 1914, m
lisé, réélu secrétaire fédéral juin 1920.

HENRI PÉRISSÉ, né à Bordeaux, le 31 octobre 1889,
ployé de commerce, membre du Parti depuis 1911, secrét
fédéral de juillet 1917 à juin 1919.

HENRI LARROQUE, né à Bordeaux, le 30 mai 1891, ty
graphe, membre du Parti depuis 1909, secrétaire fédéra
mai 1919 à juin 1920. Trésorier fédéral depuis cette épo

Fédération de l'Hérault

A. Les premiers groupes. — Naissance du mouvement socialiste. — Le berceau du Parti ouvrier. — Délégations aux Congrès ouvriers.

L'Hérault est un département dont les populations, en grande partie, furent toujours ardemment acquises à la cause démocratique. Il fut un de ceux qui connurent le plus grand nombre de déportés de l'Empire et la résistance au coup d'Etat de décembre 1851 alla jusqu'à l'insurrection à Béziers. L'opposition à l'Empire ne désarma pas et des milliers de « *non* » étaient déposés dans les urnes à chaque plébiscite que des maires complaisants et des préfets à tout faire transformaient en « *oui* » par le tripatouillage des résultats.

Entre temps, le mouvement corporatif ouvrier s'ébauchait, des grèves agricoles locales, prenant parfois le caractère de petites jacqueries, éclataient. En 1853, à Agde, une grève du bâtiment provoqua l'emprisonnement de *tous* les grévistes pour coalition et refus de travail.

Les centres républicains de Béziers, Cette, Marsillargues, Pézenas, sympathisèrent avec le mouvement communaliste de Paris, le journal *Les Droits de l'Homme,* rédigé à Montpellier par Jules Guesde, soutenait l'insurrection parisienne, il avait de nombreux et fidèles lecteurs.

C'est pendant son séjour à Montpellier qu'il fut envoyé, par les Groupes républicains de l'Hérault, à Tours, auprès de la délégation de la Défense Nationale, pour demander l'envoi d'un représentant du gouvernement provisoire à Montpellier donnant des garanties républicaines, et lui faire part

de l'importance du mouvement démocratique en faveur de la République dans les départements du Midi.

L'entretien de J. Guesde et Gambetta ne répondit pas aux espérances du premier ni à celles des républicains qui l'avaient mandaté.

Jules Guesde donnait des conférences dans l'Hérault et les départements voisins. Lorsque, condamné pour avoir glorifié la Commune, celui qui devait devenir l'apôtre du collectivisme en France s'expatria, il laissa dans les centres républicains de l'Hérault de solides amitiés parmi les démocrates comme le docteur Vigouroux, d'autres devinrent les adeptes fervents du socialisme.

Paul Brousse était Montpelliérain, son influence avait été très grande. Il contribua à la création des Groupes bakouninistes, compromis dans le procès des Internationaux du Midi. Il avait fondé des Sections de la Première Internationale à Montpellier, à Béziers, à Pézenas, à Cette. Poursuivi, il s'expatria aussi.

Au procès de Toulouse, parmi les accusés qui furent jugés le 10 mars 1873, se trouvait l'ouvrier tapissier Colas, de Pézenas, condamné à un an de prison. A Béziers, quatre ouvriers furent également emprisonnés comme adhérents à l'Internationale.

A la même époque, Paule Mink, aux convictions ardentes, femme courageuse dont la vie fut consacrée au socialisme, habitait Montpellier et, de son côté, endoctrinait les travailleurs.

Mais l'influence de Jules Guesde fut prépondérante, aussi le manifeste des collectivistes français, publié par son journal *L'Egalité,* porte-t-il 26 signatures de collectivistes de Béziers et 26 de Cette.

Le 18 mars 1877 avait été célébré clandestinement à Montpellier et à Béziers, mais à Cette on le célébra au plein air de la Montagne Saint-Clair où les baraquettes furent pavoisées et illuminées.

:e à accepter le socialisme; les Groupes d'avant-garde ont campagne pour l'amnistie et dès 1879 le *Cercle du Tra-* se proclame collectiviste. Une Fédération ouvrière groupe travailleurs de toutes corporations, délègue au Congres Marseille (1879) Louis Hébrard, tailleur de pierres, et lat, mécanicien. Antoine Michel, secrétaire, envoie des esses d'approbation à Jules Guesde, en 1880, au nom de Fédération ouvrière.

e *Cercle de la Montagne*, de Montpellier, convoque, en embre 1880, une réunion de sénateurs, députés et mili-:s républicains; il invite le *Cercle du Travail* de Cette à oyer des délégués. Ce dernier refuse en répondant « les nbres du *Cercle du Travail* ne s'occupent que des ques-is ouvrières et sociales et *n'ont pas à prendre parti dans les relles politiques de la bourgeoisie* ».

Les articles de *L'Emancipation*, signés de Jules Guesde, il Brousse, Lafargue, J.-B. Clément, Victor Marrouk, Deville, sont lus et commentés avec passion dans les mi-x ouvriers et les centres démocratiques, répandus dans érault.

A Cette, un nouveau groupement s'est fondé, sous le titre *Groupe Ouvrier Socialiste révolutionnaire*, avec pour ncipaux militants Buriel et Caron.

Le 14 mars 1880, Louis Hébrard et Sibilat, plus tard sé à l'anarchie, avaient donné une réunion sur le *Parti*

devant l'Hôtel-de-Ville, protestant contre le maire Peyre qui avait refusé au Comité organisateur la salle du Grand Théâtre.

Le mois suivant devait avoir lieu une conférence du député Pascal Duprat et de l'opportuniste Lisbonne; les ouvriers cettois envahirent le théâtre et huèrent copieusement Pascal Duprat, pour son approbation des mitraillades de juin 1848.

Ernest Roche demanda la parole, elle lui fut refusée; l'auditoire acclama Roche, conspua les orateurs, lesquels durent déguerpir sans avoir terminé leur conférence.

A Béziers, l'anniversaire de la Commune fut célébré par un banquet fraternel, dans la grande salle du Café de l'Europe décorée de drapeaux rouges voilés de crêpe, où se trouvèrent réunis les socialistes bitterrois et les délégations des villages républicains environnants. Les citoyens Bonnet, Lepez, Ar dié, Monestié, Polissier, Doutre, Marty portèrent des to vigoureux à l'émancipation des travailleurs, à la Révolution sociale et au souvenir des glorieux communards républicains, patriotes et socialistes. Puis les socialistes se re rent en cortège au *Cercle des Amis Réunis,* où eut lieu une cérémonie commémorative.

Le *Cercle des Travailleurs*, le *Cercle des Amis Réunis,* la *Fédération Philanthropique,* les *Syndicats des ouvriers menuisiers, des ébénistes, maçons, tailleurs de pierres,* avaient projeté l'organisation d'une réunion générale de tous les travailleurs, au cours de laquelle serait mandaté et désigné un délégué pour représenter les travailleurs de Béziers au Congrès du Havre. Le Conseil municipal avait voté une somme de 300 francs comme indemnité de délégation, mais craignant l'élection d'un délégué collectiviste révolutionnaire par la réunion publique, il la fit interdire par le préfet.

Le 6 novembre, les délégations des divers Groupes se réunirent au *Cercle des Travailleurs,* protestèrent contre l'interdiction préfectorale et nommèrent, par 20 voix sur 57 vo-

ants, l'ouvrier peintre Edouard Cazajus délégué au Congrès du Havre. La subvention de 300 francs, votée par le Conseil municipal, fut refusée par la délégation ouvrière.

A Cette, le *Cercle Collectiviste du Travail*, la *Fédération ouvrière*, la *Chambre syndicale des Maçons et Tailleurs de pierres* et la *Société Economique de consommation* avaient, de leur côté, désigné comme délégué du Parti ouvrier cettois au Congrès du Havre le citoyen Louis Hébrard.

Le Cercle radical ouvrier, l'*Avant-Garde de Cette*, avait également nommé un délégué, le citoyen Braud, pour le représenter au Havre, mais on ne trouve pas trace de sa présence dans le compte rendu du Congrès du 14 novembre, où Hébrard, de Cette, déclara sa foi communiste dans son intervention au nom du Parti ouvrier cettois.

Des conférenciers furent à partir de ce moment demandés à tout instant: Chabert, le docteur Ferroul, Jules Guesde, Gustave Rouanet, qui est né à Oupia (Hérault), Paule Mink vinrent tour à tour parler devant des auditoires vibrants et parfois tumultueux à Montpellier, Cette, Béziers, Lodève.

Aux élections législatives de 1881, les socialistes de Montpellier et de Marsillargues opposèrent au député Ménard-Dorian la candidature de Paul Brousse. Le futur chef du Parti possibiliste était — nous l'avons dit — originaire du chef-lieu de l'Hérault. Il obtint 2.006 suffrages. Dans sa lettre de remerciements aux électeurs, Paul Brousse *salua les travailleurs affranchis qui avaient répondu à l'appel du jeune Parti Ouvrier marchant à la conquête de la France ouvrière et démocratique.*

La propagande avait repris avec les orateurs appelés fréquemment : Ferroul, Baudin, Antide Boyer, Jules Guesde vinrent dans l'Hérault à nouveau. A Marsillargues, les socialistes s'étaient organisés, ainsi qu'à Villeveyrac, où des Groupes d'Etudes sociales s'étaient fondés.

B. Les premières affirmations socialistes sur le terrain électoral.

Aux élections législatives de 1885, la bataille fut men[ée] sur le terrain républicain. La liste de concentration républi[caine] Ménard-Dorian, Sales, Razimbaud, Déandréis, e[tc.] fut élue au premier tour par une moyenne de 51.000 vo[ix] contre 41.500 à la liste de coalition conservatrice Leroy-Be[au]lieu, baron Bougault, de Puységur.

Il n'y eut pas de liste socialiste.

L'agitation boulangiste eut sa répercussion dans l'Hé[]rault, elle paralysa le développement des Groupements so[]cialistes. Cependant, aux élections municipales de 1888, [le] Parti Ouvrier de Cette avait remporté un brillant succè[s.] La liste socialiste avait obtenu de 2.362 à 2.273 voix, cont[re] 2.174 à 2.341 voix à la liste bourgeoise. Douze élus ouvri[ers] entraient à l'Hôtel-de-Ville.

Quelques mois après, une élection complémentaire envoya quatre nouveaux élus à l'Assemblée communale. Les élus so[]cialistes s'appelaient Audiès (Louis), Aubès, Bronzin (Léo[]pold), Boudon, Combes, Cayrol (Antoine), Jeannot (Casimir), Marius Guiraud, Paul Goudal, Moulin (Pierre), Pierre Mo[]lines, Henri Roucoly, Planchon, Vialaz, Molle, Sénégas.

Aux élections de 1889, Jules Guesde était candidat à Mar[]seille. Le Groupe socialiste révolutionnaire de Cette, où mi[]litaient Pierre Vallat, F. Cavalliers, Jules Granier, Tine (Jules), Louis Caucanas, A. Boyer, etc., prit l'initiative d'une adresse aux électeurs de Marseille en faveur du fondateu[r] du Parti Ouvrier, « *qui avait milité au milieu des ouvriers cettois dès* 1869-1870, *et était resté leur ami* ». Cette adresse fut signée par les dix-huit conseillers municipaux socialistes, par les membres de la Commission municipale républicaine de 1870-71, par le Groupe socialiste révolutionnaire et par les Chambres syndicales des pêcheurs des étangs, des marins pêcheurs, des typos-lithos, des portefaix, des plâtriers,

maçons et tailleurs de pierres, des tonneliers et soutireurs, des boulangers et des métallurgistes.

Aux élections législatives de 1889, deux candidatures socialistes s'affirmèrent dans le département : Bouty, première de Béziers, où il obtint 398 voix, et, dans la deuxième de Montpellier (Cette), le socialiste Sénégas groupa 2.209 voix.

Le 1er Mai 1890, à Cette, le chômage fut complet, le port désert, pas un bateau ne fut déchargé, la journée faillit tourner au tragique, les troupes sillonnèrent les rues, prêtes à réprimer toute tentative de manifestation.

Les Syndicats ouvriers eurent la sagesse de recommander le calme ; ils furent écoutés.



ÉLIE CATHALA

Une élection complémentaire, le 21 septembre 1890, faisait triompher le Parti Ouvrier à Cette. Huit socialistes arrivaient à la Mairie, la majorité était acquise, l'Hôtel de Ville était aux mains de la classe ouvrière.

Le citoyen Aussenac était élu maire.

Jules Guesde, répondant à l'appel du Parti Ouvrier cettois, donnait une série de réunions dans l'Hérault. A Cette, le *Cercle du Travail* était devenu un foyer anarchiste, mais le Parti Ouvrier se réorganisait et renouvelait son adhésion au Conseil national du P. O. F. Son secrétaire était Roustan, son trésorier Planchon, conseiller municipal ; les membres de son bureau Jeannot, conseiller municipal, et Pierre Vallat. Son siège était au Café Allard. A Béziers, Guesde répondit à plusieurs contradicteurs, la réunion fut un triomphe pour le Groupe, de nouvelles adhésions furent enregistrées par le P. O. F., dont le secrétaire était Elie Cathala.

A Agde se constituait, avec Poujol comme président et Sever Félix comme vice-président, le *Cercle de l'Egalité sociale,* dont les membres adoptaient les idées socialistes et auquel adhérait F. Salva, conseiller général.

A Montpellier, le mouvement ouvrier prend de l'ampleur. Des Groupes socialistes ont été créés, la Bourse du Travail est fondée en 1891, des Syndicats de l'ameublement, du bâtiment, menuisiers, tailleurs de pierres, cordonniers, tonneliers, coiffeurs, livre, recueillent des adhésions.

Aux élections de 1893, la lutte est engagée dans la première circonscription de Montpellier, où l'ouvrier typographe Benezech recueille 3.277 voix, et dans la première de Béziers, où le candidat socialiste Tédenat trouve 1.104 suffrages. Dans la deuxième de Béziers, Bouty recueille plus de 8.000 suffrages : il est élu, mais on tripatouille les chiffres et c'est en fin de compte son concurrent réactionnaire Cot, qu'on proclame. Bouty devient fou et meurt de chagrin.

Une élection complémentaire dans la deuxième de Béziers, à la suite de la démission de M. Cot, donne les résultats suivants :

Premier tour : Augé, 5.722 ; Elie Cathala, 4.793 ; Benabenq, 2.081 ; Carqui, 1.657.

Deuxième tour : Augé, 9.076 ; Cathala, 7.658 ; Crassous, 168.

C. **La floraison des Groupes.**

Dès lors, le mouvement est lancé et une floraison de Groupements va se produire dans tout le département. A Montpellier, les vieux militants, parmi lesquels l'ouvrier typographe J.-B. Benezech, trouvent de précieux auxiliaires dans la jeunesse des écoles. Un Groupe d'étudiants collectivistes est fondé par Maurice Olivier, J. Phalippou, Emile Soubeyran. Ce Groupe vulgarisa les doctrines marxistes et fut pour beaucoup dans l'éducation socialiste des travailleurs montpellié-

rains. Il se prolongea jusqu'en 1906 et compta les meilleurs militants: C. Racoswski (1), J.-B. Séverac, Henri Vernet, E. Barthe, Paul Olivier, Atger.

A Caux, à Lodève, à Villeveyrac, à Riols, à Roujan, Florensac, Cournonterral, Marsillargues, Agde, Bédarieux, Pézenas, Villeneuve, les Groupes sont en plein développement.

Les discussions de la Chambre, où Jules Guesde, Jaurès, Millerand attaquent avec vigueur le régime capitaliste et opposent au replâtrage de l'ordre social la grande réforme du socialisme, sont suivies avec passion par les populations démocratiques de l'Hérault.

C'est la période de l'agitation socialiste en France. A la Chambre, un vague député, au cours de l'interpellation du 27 janvier 1894, parle de la Commune en termes tels qu'à l'extrême-gauche les cris de: « Vive la Commune! » éclatent répétés.

Le président Dupuy s'en prend au père Thivrier. Le député à la blouse maintient son cri et le répète à la tribune à la barbe de l'Auvergnat. Il est expulsé de la Chambre. Quelques mois plus tard, en avril, c'est l'arrestation du député socialiste Toussaint, pour avoir commis le crime de se rendre à l'appel des grévistes de Trignac. Vaillant interpelle, l'extrême-gauche manifeste et se dresse contre les représentants de la bourgeoisie opportuniste, à la veille de sombrer dans les scandales de Panama, puis c'est l'élection de Casimir d'Anzin en remplacement de Carnot, le procès du « Chambard », l'application de la censure avec expulsion temporaire à Jaurès, après son refus de donner un brevet de probité aux Rouvier, aux Roche et aux Wilson de la Chambre, les discours magistraux de Jules Guesde, affirmant la nécessité du collectivisme, ses réponses à de Mun et Deschanel, l'interdiction du pèlerinage au Père-Lachaise, la fermeture de la Bourse du Travail de

(1) Christian Racoswski, originaire de la province de Constantza (Roumanie), est devenue le président de la République des Soviets d'Ukraine.

Paris, tous ces événements ont leur répercussion dans l'Hérault.

Tous les dimanches les Groupes se réunissent et votent des ordres du jour de solidarité.

A Montpellier, l'assassinat du président Carnot provoque, sans les justifier, de nombreuses arrestations de socialistes, parmi eux le brave Benezech. Elles suscitent une vive émotion. Le Groupe de Marsillargues, par l'organe de son secrétaire, E. Conte, fait entendre une vigoureuse protestation et invite les Groupes d'extrême-gauche de s'associer à la protestation socialiste.

Les socialistes des cantons de Lunel et de Ganges, en particulier, ceux de Marsillargues, sont en relations permanentes avec les militants du P. O. F. du Gard et *Le Combat Social*, de Nîmes, sera utilisé par eux comme organe de propagande.

Aux élections municipales de 1892, il y a des conseillers ouvriers à la mairie de Marsillargues, où ils se signalent par leur proposition au sujet de la grève des mineurs de Graissessac, en juillet 1894.

Le 26 août 1894, le Groupe d'Etudes sociales de Marsillargues renouvelle son adhésion au Parti Ouvrier français et décide de se faire représenter par P. Lafargue au Congrès national de Nantes (14 septembre 1894). Le Groupe envoie un rapport sur la situation agraire dans la région viticole. Le 2 octobre, Jules Guesde et Carnaud, instituteur révoqué, vont à Marsillargues et à Montpellier; ils sont à Nîmes le 29, dans une grande manifestation avec Faberot, à laquelle assistent des délégués de Cette et de Marsillargues; le citoyen Menghi, secrétaire du Groupe de cette dernière localité, prend la parole au nom des socialistes de l'Hérault.

En mai 1895, sous l'inspiration du docteur Delon, secrétaire de la Fédération du Gard, et après une de ses conférences doctrinales, les socialistes de Ganges constituent un Groupe du P. O. F.

Puis ce sont les élections municipales de 1896. A Cette,

la liste socialiste est élue. Honoré Euzet est nommé maire. A Montpellier, quatre élus socialistes pénètrent au Conseil; parmi eux: Benezech, J. Brousse, Cayzac...

A Saint-Just, un élu, Dubois (Jean), adhère au Parti Socialiste. A Lodève, à Lunel, les socialistes ont un chiffre appréciable de voix. A Béziers, des élus. Dans dix autres localités, des socialistes font partie des assemblées municipales, le socialisme commence à s'affirmer d'un bout du département à l'autre bout.

A Marsillargues, la liste ouvrière est élue par 440 voix contre 380; le citoyen Bourely est élu maire, Moulin premier adjoint, Félix Combes deuxième adjoint. La préfecture ne peut pas admettre qu'une agglomération purement rurale soit conquise au socialisme. Toutes les tracasseries du pouvoir, toutes les entraves à l'exercice du mandat de la municipalité sont apportées par le préfet Vincent. Les élus ouvriers résistent de leur mieux, ils tiennent et par leur administration achèvent la conquête de la population ouvrière; aussi, lorsque, en novembre 1897, la révocation de Bourély et la dissolution viennent mettre un terme à la lutte, c'est avec sérénité que la liste ouvrière se présente devant les électeurs et, le 12 décembre, 520 voix contre 370 renvoyaient à l'Hôtel de Ville le maire Bourély et les élus ouvriers. Moulin est élu maire, Ducrot et Comte adjoints. Les militants marsillarguais s'appelaient à ce moment Bassaget, les frères Clément, Daumas, Fanton, Baissat, Fériaud, Hibrat, Larmande; ceux de Montpellier, Benezech, Joseph Brousse, Nicolas; à Lodève, Martin, Barberat; ceux de Béziers, Elie Cathala, Gonthier, Ricard, Cahuzac, Rouqueirol, Azaïes; à Agde, Honoré Muratet, Sever Félix, Henri Franc, Pouget; ceux de Cette, Henri Combes, Pierre Vallat, Hachacq, Audoye, etc.

Dans le canton de Lunel, un jeune militant, Camille Reboul (1), adhère au socialisme; à Lunel, Emile Bataille; à

(1) Voir Photo et Biographie *La France Socialiste*, page 379, tome I.

Pézenas, Jacques Lavabre ; à Cournonterral, Cassignard et Siméon Barral ; à Capestang, Casamia et Violes ; à Puisserguier, Rouquier (2).

Une grève a éclaté à la Grand'Combe. Le Groupe des « Etudiants collectivistes » organise des conférences et des quêtes dans le département en faveur des mineurs du Gard. C'est une occasion de propagande fructueuse.

Sur l'initiative des socialistes de Marsillargues, un Congrès de délégués sénatoriaux socialistes se tient, le 13 décembre 1896, au Café de l'Esplanade, à Montpellier. Trente-trois communes s'étaient fait représenter ou avaient envoyé leur adhésion, parmi lesquelles : Montpellier, Cette, Marsillargues, Montbazin, Loupian, Dignan, Saint-Jean-de-Védas, etc., etc. Il fut décidé de présenter une liste de trois candidats, ce furent : Martin Barberat, conseiller d'arrondissement de Lodève, Benezech, conseiller municipal de Montpellier, et Henri Combes, ancien adjoint au maire de Cette. A l'élection du 3 janvier 1897, ils recueillirent : Benézech, 63 voix, Barberat, 60, H. Combes, 56.

De nouveaux militants ont adhéré au socialisme ; des Groupes sont éclos, mais sans lien entre eux, ils participent à la vie socialiste, se solidarisent avec le mouvement ouvrier dans le pays. Les socialistes de l'Hérault manifestent leur existence : à l'occasion d'une grève, à la suite d'une séance de la Chambre ; pour soutenir « La Verrerie Ouvrière » ils constituent des Comités de défense avec le ***Sou par Mois***. Les Groupes adhèrent pour la plupart au P. O. F., mais certains sont sans orientation précise et ne savent pas faire choix entre les écoles et les rivalités des diverses directions du mouvement ouvrier.

(1) Devenu maire socialiste de Levallois-Perret.

D. Les premières tentatives d'organisation départementale. La première Fédération. L'action fédérale.

Le P. O. F. a bien essayé de grouper départementalement les forces socialistes; deux Congrès ont été convoqués et tenus, un à Pézenas, en mai 1895, et un à Lodève, en juillet 1896, mais les Groupes représentés n'ont pas apporté à l'embryon d'organisation fédérale le concours attendu; il est nécessaire, pensent unanimement les militants, d'unir pour une action commune le faisceau des forces socialistes de l'Hérault. Dans le Gard, une puissante Fédération départementale, fondée en 1894, sous l'égide du citoyen Jean Jaurès, fonctionne admirablement et, coordonnant les efforts, elle accomplit les plus grands progrès dans les milieux ouvriers et paysans. Pourquoi l'Hérault n'en ferait-il pas autant?

Un Congrès départemental est convoqué à Béziers. Il se réunit le 1er août 1897. Elie Cathala ouvre la séance et souhaite la bienvenue aux délégués, au nombre de 80, représentant 20 communes du département, et un délégué de la Fédération du Gard, le citoyen Boisson. Il y avait des Groupes à Montpellier, Béziers, Cette, Agde, Marsillargues, Capestang, Pézenas, Florensac, Adissan, Thézan-les-Béziers.

La séance du matin est présidée par Bourély, maire de Marsillargues, assisté de Poujol et Critoux, et du délégué des Etudiants collectivistes comme secrétaire.

La séance de l'après-midi est présidée par Benezech, conseiller municipal de Montpellier. Le règlement de la Fédération du Gard, avec quelques légères modifications, est adopté article par article et devient également celui de la Fédération de l'Hérault.

Le Combat Social, de Nîmes, sert d'organe aux deux Fédérations sœurs; enfin, le même ordre du jour voté par le Congrès du Gard, à Vauvert, est voté par celui de Béziers.

socialiste rallie 300 voix sur 1.500 votants; à Lunel, 125 voix au premier tour; à Ganges, 6 élus socialistes.

Il y eut d'autres élus à Agde où la liste d'action républicaine était élue avec 17 conseillers membres du P. O. F.; à Bessan, à Capestang, où Casamia est élu maire.

Le Congrès départemental est convoqué à Agde où il tient ses assises le 1[er] juillet 1900.

Le Conseil national du P. O. F. est représenté, la Fédération du Gard a envoyé Hubert Rouger.

La séance préparatoire se tient le matin, sous la présidence de Ch. Farras, d'Agde; Vallat, Audoye, font la remise des pouvoirs du bureau fédéral. L'après-midi, Audoye, de Cette, préside, assisté de Thomassin, d'Autignac, Roudière, de Cette, et Combes, de Montpellier, secrétaire.

Le bureau fédéral siégera à Agde et le prochain Congrès à Montpellier. Les membres du Conseil fédéral, par circonscription, sont Hébles, de Montpellier, Roudière, de Cette, Barberat, de Lodève, Molinier, de Béziers, et Lavabre, de Pézenas.

Parmi les groupes représentés: Agde, Béziers, Cette, Montpellier, Bessan, Saint-Thibery, Autignac, Florensac, Pézenas, Marsillargues, Lunel, Vias, Marseillan.

L'ordre du jour du Congrès national du P. O. F. du Congrès national des organisations sociales, fut discuté et mandat donné pour solidarité avec le P. O. F.

La veille même du Congrès, mourait à Agde un des meilleurs militants du Socialisme dans l'Hérault, espoir de l'avenir, Honoré Muratet, conseiller d'arrondissement. Muratet, issu de famille bourgeoise et réactionnaire, avait, pour ses idées socialistes, bravé la faim et la misère; il fut terrassé par elles, victime de la rancune de la classe dont il était si courageusement sorti et dont il avait déjà réussi à chasser les représentants de l'Hôtel de Ville et du Conseil d'arrondissement. Ses obsèques civiles eurent lieu le lundi 2 juillet, au milieu d'une affluence inusitée de populations des environs

7.536. Au deuxième tour, Benezech est élu par plus de 12.000 voix, contre 7.200 à M. de Girard, conservateur.

Dans la deuxième de Béziers, on présente Aldy, de Narbonne, il obtient 5.961 voix. Dans la première de Béziers, les socialistes votèrent pour Lafferre, professeur frappé par Méline pour avoir pris part à un banquet du 18 mars.

Les premiers succès commencent à s'affirmer, la Fédération de l'Hérault sera bientôt la maîtresse du mouvement ouvrier dans le département, constate le Congrès tenu le 16 avril 1899 à Cette.

Des groupes se sont formés à *Mudaison, Lunel, Mausargues, Saint-Just;* à *Montpellier,* il y a toujours le groupe du *Parti Ouvrier:* siège Plan de l'Olivier; un autre *groupe socialiste* rassemble des éléments indépendants, et enfin le *groupe des Etudiants Collectivistes* où militent un étudiant en pharmacie, Edouard Barthe (1), appelé dix ans plus tard à tenir une grande place dans l'Hérault, et un jeune marxiste très cultivé, Frédéric Atger. Ils ont réorganisé le groupe et appelé Jean Allemane en tournée de propagande dans le département.

Aux élections municipales de 1900, à Cette, la liste socialiste Euzet est réélue par 3.400 voix sur 5.501 votants; Bruniquel et Cayrol sont élus adjoints; le 1^er^ mai 1900 avait été fêté avec enthousiasme; la municipalité, accompagnée des délégations ouvrières, de la fanfare scolaire, avait procédé à la cérémonie de la première pierre de la Bourse du Travail posée par un délégué des Syndicats ouvriers.

A Montpellier, huit élus socialistes; à Villeneuve-les-Béziers, à Neffiès, les listes ouvrières socialistes sont élues; à Marsillargues, la liste socialiste est triomphalement réélue par 632 voix contre 125 à la liste bourgeoise; à Mudaison, la liste d'union socialiste et radicale est élue; à Lodève, la liste

(1) Voir Photo et Biographie *La France Socialiste*, page 336, tome I.

socialiste rallie 300 voix sur 1.500 votants; à Lunel, 125 voix au premier tour; à Ganges, 6 élus socialistes.

Il y eut d'autres élus à Agde où la liste d'action républicaine était élue avec 17 conseillers membres du P. O. F.; à Bessan, à Capestang, où Casamia est élu maire.

Le Congrès départemental est convoqué à Agde où il tient ses assises le 1er juillet 1900.

Le Conseil national du P. O. F. est représenté, la Fédération du Gard a envoyé Hubert Rouger.

La séance préparatoire se tient le matin, sous la présidence de Ch. Farras, d'Agde; Vallat, Audoye, font la remise des pouvoirs du bureau fédéral. L'après-midi, Audoye, de Cette, préside, assisté de Thomassin, d'Autignac, Roudière, de Cette, et Combes, de Montpellier, secrétaire.

Le bureau fédéral siégera à Agde et le prochain Congrès à Montpellier. Les membres du Conseil fédéral, par circonscription, sont Hébles, de Montpellier, Roudière, de Cette, Barberat, de Lodève, Molinier, de Béziers, et Lavabre, de Pézenas.

Parmi les groupes représentés: Agde, Béziers, Cette, Montpellier, Bessan, Saint-Thibery, Autignac, Florensac, Pézenas, Marsillargues, Lunel, Vias, Marseillan.

L'ordre du jour du Congrès national du P. O. F. du Congrès national des organisations sociales, fut discuté et mandat donné pour solidarité avec le P. O. F.

La veille même du Congrès, mourait à Agde un des meilleurs militants du Socialisme dans l'Hérault, espoir de l'avenir. Honoré Muratet, conseiller d'arrondissement. Muratet, issu de famille bourgeoise et réactionnaire, avait, pour ses idées socialistes, bravé la faim et la misère; il fut terrassé par elles, victime de la rancune de la classe dont il était si courageusement sorti et dont il avait déjà réussi à chasser les représentants de l'Hôtel de Ville et du Conseil d'arrondissement. Ses obsèques civiles eurent lieu le lundi 2 juillet, au milieu d'une affluence inusitée de populations des environs

et de la ville; les drapeaux rouges, les couronnes, les délégations lui firent des funérailles grandioses. Au cimetière, Ch. Farras, Vallat, Phalippon, Hubert Rouger, le maire d'Agde, etc., prirent la parole.

Le 18 août 1900, le candidat socialiste, Pouget (Adolphe), était élu par 1.586 voix pour remplacer Muratet au Conseil d'arrondissement.

Cette même année, un *groupe socialiste révolutionnaire*, dont le secrétaire était Marquis, se fondait à Montpellier en même temps que le *Parti ouvrier socialiste*, dont le secrétaire était J. Brousse, se retirait du P. O. F. le 10 novembre 1900.

E. La Fédération autonome. — La Fédération de Jeunesse. — La Fédération socialiste révolutionnaire.

Le mouvement des Fédérations autonomes avait eu son écho dans l'Hérault et, le 16 septembre 1902, un Congrès constitutif de la Fédération autonome de l'Hérault se réunissait à Cette. Elle fit paraître, au cours de 1903-1904, *Le Socialiste de l'Hérault* où collaboraient activement Barthe, Collard, Jullien, Levère, Félix, Lizarot, Bertrand.

Agde et Marsillargues restaient fidèles au P. O. F., ainsi que les groupes collectivistes de Cette; en relations avec *Le Combat Social,* ils entreprirent une campagne en faveur de l'unité socialiste révolutionnaire. A la suite d'une Conférence de Hubert Rouger, à Ganges, les anciens éléments socialistes, renforcés de quelques jeunes, reconstituent le groupe du Parti ouvrier U. S. R. Parmi les militants, Bonnafoux, conseiller municipal, excellent militant, mort quelques années après d'une façon déplorable à la suite d'un accident, Frédéric Roux, Louis Deshons. A Lansargues, le groupe du P. O. F. avait pour secrétaire Montalent et pour trésorier F. Palhon. A Agde, aux côtés de Félix Sever, Jean Poujol et Porte. A

Lunel, le Parti ouvrier se réunissait au Café des Deux-Mondes et avait toujours pour principal militant, Emile Bataille.

Aux élections cantonales de 1901, les socialistes du canton de Lunel, réunis au Café des Deux-Mondes, cours Valatoura, désignèrent comme candidat au Conseil d'arrondissement Moulin, maire de Marsillargues. Il obtint 1.192 voix contre 631 à ses deux concurrents, et fut élu au premier tour. A Ganges, l'ouvrier bonnetier, Delmas, obtenait 378 voix contre 1.412 à ses deux concurrents. A Cette, Marius François, candidat socialiste, obtenait 2.038 voix contre 486, et était élu au deuxième tour.

Mais à Cette l'harmonie ne régna pas au sein du Conseil municipal. Vallat, Audoye, Barral, David, Juge, se séparèrent du maire Euzet et démissionnèrent. Ils entraînèrent la dislocation du Conseil; de nouvelles élections eurent lieu le 18 janvier 1902, la liste du P. O. F., où figuraient Vallat, Audoye, etc., fut élue. Lheureux Molle désigné comme maire, Massonnaud, mécanicien, et Audoye, adjoints. Un petit journal socialiste, *L'Action Socialiste*, parut quelques semaines à Cette, rédigé par Bassat et Vallat, en 1904.

Lucien Roland fut envoyé par le P. O. F. pour une tournée de propagande dans l'Hérault, elle obtint le plus vif succès. Elie Cathala et Lavabre père avaient fondé un petit hebdomadaire socialiste à Béziers, *L'Emancipation*. Farras, après Honoré Muratet, de son côté, faisait paraître à Agde *L'Etincelle*. Ces feuilles menaient le bon combat.

En 1901, Jean Félix, fils du militant agathois Sever Félix, n'a pas encore seize ans; il profite d'une conférence d'Hubert Rouger pour jeter, à Agde, les bases d'un groupe de jeunesse socialiste révolutionnaire. Son groupe est bientôt florissant. Une propagande active par la conférence de doctrine, la chanson, le théâtre et le sport permet à Félix de faire de son groupement le centre d'attraction de toute la jeunesse ouvrière d'Agde. Il se met ensuite en campagne à travers la vallée de l'Hérault. En 1903, un Congrès réunis-

sait à Agde les délégués des groupes de jeunesse socialiste d'Agde, Nezignan-l'Evêque et Caux. Ces succès l'encouragent à constituer une Fédération des jeunesses socialistes à l'image de la Fédération des jeunesses socialistes révolutionnaires du Gard. Mais encore faut-il grouper les jeunes. La propagande de Félix appelle à l'organisation les jeunesses de Béziers, Clermont-l'Hérault, Bessan, Vias, Cette, Marseillan, Nébian, Serignan, Villeneuve-les-Béziers, Pinet. Un Congrès, tenu à Bessan le 24 août 1904, organise définitivement la Fédération avec siège à Agde. J. Félix comme secrétaire, L. Carbonnel comme archiviste, et H. Garrigues comme trésorier. Plus de deux cents cartes sont distribuées la première année. Un Congrès, tenu à Nébian en mars 1905, décidait l'adhésion des membres des groupes de jeunesse à l'Unité socialiste par l'intermédiaire des sections du Parti. La jeunesse socialiste révolutionnaire d'Agde survit jusqu'en 1914 comme fraction de la section locale du Parti. De nombreux militants de la Fédération des jeunesses : A. Fieu, de Béziers, Bayle, de Bessan, Roques, de Marseillan, T. Crouzet, de Nébian, A. Boyè, de Nezignan-l'Evêque, militent encore aux premiers rangs dans le Parti et les Syndicats. Les deux députés actuels de l'Hérault, E. Barthe et J. Félix, ont été les initiateurs de ce mouvement fécond des jeunesses de l'Hérault de 1902 à 1906.

Aux élections de 1902, il y eut des candidats socialistes dans la première de Montpellier; Pourquier obtint 1.575 voix contre 6.272 aux deux radicaux, et 7.184 au nationaliste Castets. Dans la deuxième de Montpellier, Benezech obtint 6.037 voix contre 3.362 aux radicaux Rouvier et Vallabrègues, et 6.752 aux nationalistes Temple et Regné. Au deuxième tour, Benezech est élu par 8.699 voix contre 7.625 à M. Temple.

Dans la deuxième de Béziers, Julien obtint 4.129 voix. M. Augé fut élu au deuxième par 11.171 voix contre 9.323 à M. de Magallon.

Dans la troisième de Montpellier, les socialistes de Cette avaient pressenti Marcel Cachin qui déclina la candidature; ce fut J.-L. Molle qui fut candidat socialiste et obtint 3.648 voix contre 5.688 à Salis et 3.123 à Doumet; M. Salis fut élu au deuxième tour.

Bastide et Tarascon avaient fait paraître pendant quelques semaines, aux environs de 1898, une feuille hebdomadaire *Les Droits de l'Homme*, à Pézenas.

Un nouveau groupe s'est constitué à Cette, le *groupe d'Etudes sociales* dont Marty Junior est le secrétaire; il adhère à l'Unité socialiste révolutionnaire (Blanquistes et Guesdistes) et mène une action commune avec le *groupe collectiviste,* réorganisé (action électorale, délégation commune au Congrès de Commentry, etc., etc.).



J. Casamia
Maire de Capertuy

Une tentative d'union est faite après des pourparlers entre les socialistes de Béziers, Cette et Montpellier; un appel signé d'Arthur Gonthier, secrétaire de la Fédération socialiste de Béziers, P. Vallat, du P. O. F. de Cette, Collard, du P. O. S. de Montpellier, est lancé convoquant les groupes et militants socialistes à un Congrès à Cette. Il se réunit le 31 août 1902. Lucien Roland représente le Conseil national du P. O. F., Gévaudan et Hubert Rouger la Fédération U. S. R. du Gard.

A la première séance, présidée par Vallat, assisté de Cathala et Collard, on décida la création d'une Fédération so-

cialiste révolutionnaire, mais il ne put se dégager des débats aucune majorité, le Congrès ayant été envahi par les amis de Lafferre, dont l'irruption fit admettre au Congrès l'Agglomération Cettoise et divers autres groupes radicaux-socialistes.

L'après-midi une discussion violente s'éleva pour la désignation à la présidence ; les uns désignant Julien, de Béziers, les autres Collard, de Montpellier ; au milieu du tumulte, les éléments révolutionnaires du Congrès décidèrent la fondation d'une Fédération d'unité révolutionnaire adhérant au Parti socialiste de France, et dont le secrétaire fut E. Bassat, de Cette.

Les groupes de Lunel et Saint-Christol avaient envoyé leur demande d'adhésion, un nouveau groupe socialiste révolutionnaire se fonda à Béziers à la suite du Congrès de Cette.

Jules Guesde fut à nouveau appelé à Cette, il donna plusieurs réunions. Le 1er mai, le bureau de la Fédération U. S. R. de l'Hérault, après entente avec les bureaux des Fédérations révolutionnaires des Bouches-du-Rhône, du Gard, de la Lozère et du Vaucluse, publia, dans les cinq départements, une affiche commune où, après le manifeste du Conseil national, était imprimé un appel des cinq Fédérations méridionales signé E. Bassat (Hérault), Bron (Bouches-du-Rhône), Gaston Mazoyer (Gard), A. Rodier (Lozère), Fages (Vaucluse).

L'année suivante, le 4 octobre 1903, le Congrès de la Fédération U. S. R. se tint dans la salle du Conseil municipal, à l'Hôtel de Ville de Marsillargues, sous la présidence de Sixte-Quenin, adjoint au maire d'Arles, délégué du Conseil central U. S. R.

L'après-midi une conférence, à laquelle assistèrent les foules des villages environnants, eut lieu dans la cour des Ecoles, sous la présidence de Hubert Rouger avec, comme assesseurs, le Dr Soubeyran, ancien membre du groupe des Etudiants collectivistes ; Camille Pau, administrateur du *Combat Social,*

et comme orateurs : Vaillandet, ancien maire de Bourges ; Sixte-Quenin, adjoint au maire d'Arles ; et J.-B. Benezech, député. Parmi les délégués : Bassat, Vallat, Baille, Pourquier, le Dr Lafoy, Vallabrègues, Clément, etc.

F. La crise viticole. — Les Syndicats ouvriers agricoles. — Les Municipalités ouvrières.

La crise viticole commence à étreindre les régions viticoles, elle est à ses débuts, les salariés agricoles en sont réduits à la portion congrue, ils ne touchent qu'un salaire journalier de 2 fr. 50 pour 7 heures de travail, 3 francs pour 8 heures ; les travaux de la vigne, accomplis à la tâche ou à forfait, créent de douloureuses périodes de chômage ; le petit propriétaire vigneron, pour ses besoins d'une main-d'œuvre intermittente, paie l'ouvrier qu'il prend exceptionnellement 0 fr. 50, parfois un franc, de plus que le gros propriétaire. Dans les grands domaines situés à plusieurs kilomètres du village, les ouvriers agricoles passent la semaine entière, retournant le samedi soir auprès de leur famille ; ils couchent toute la semaine à l'étable et mangent dans un coin les haricots (blancs un jour, rouges le lendemain) emportés en provision. Bien mieux, la cuisson à l'eau pure de ces légumes leur est comptée 0 fr. 10 par jour, par la « Maïara » du mas (1). C'est ce que les travailleurs agricoles appellent l'*impôt de soupe*.

L'exploitation du salarié agricole est abusive, des mouvements de révolte ne tardent pas à se produire à Mèze, à Cruzy, à Capestang, à Marsillargues, tout le Bitterois et tout l'arrondissement de Montpellier, la tache d'huile se répand ; les grèves éclatent, les Syndicats se forment, des hommes énergiques prennent la tête du mouvement : Mailhan à Mèze,

(1) La femme du gérant de la propriété.

Amphoux et Blatière à Marsillargues, Calmettes à Cruzy, J. Violes à Capestang, Rouquier à Puisserguier, Ruhl à Roujan (1), Guillot à Agde.

Les municipalités ouvrières se solidarisent avec les grévistes et les petits vignerons travaillant eux-mêmes leur vigne font cause commune avec le prolétariat de la glèbe. Le succès couronna les efforts des travailleurs de la terre, l'impôt de soupe est supprimé, le prix de l'heure de travail est fixé à o fr. 50, les forfaits sont supprimés dans la plus grande partie des régions, les travaux de vendanges seront payés à un tarif supérieur. De ce mouvement naquit la *Fédération des Agricoles du Midi*, adhérente à la C. G. T. Elle groupa tous les travailleurs salariés des champs.

En 1904, élections municipales, élections cantonales, élections sénatoriales complémentaires, pour le remplacement du sénateur Galtier, décédé. Aux élections municipales, il y eut à Montpellier deux listes, la liste socialiste révolutionnaire, avec 1.700 voix, la liste d'union socialiste 600, les radicaux eurent 4.700 voix, les libéraux et réactionnaires 2.900 à 2.300. Au deuxième tour, sept socialistes figuraient sur la liste de concentration républicaine, elle fut élue. A Béziers, la liste socialiste a 1.150 voix, la liste Lafferriste 3.300, la liste anti-Lafferriste 3.350. Au deuxième tour, la liste Lafferriste fut élue avec Salvan, jadis inscrit dans un groupement socialiste et qui fut élu maire. Cette municipalité fut contrainte à la démission pendant la période d'agitation viticole.

A Cette, la liste socialiste Molle 3.000 voix (élue), la liste Euzet 2.000 et une liste révolutionnaire 580 voix.

A Marsillargues, la liste socialiste est élue par 550 voix, sans concurrents. Amphoux, président de Syndicat, est élu premier adjoint, Moulin maire, Combes deuxième adjoint.

A Maureilhan, la liste ouvrière socialiste est élue et le bon militant socialiste Serres est élu maire.

---

(1) M. Rhul, qui soutenait dans l'Hérault un socialisme non édulcoré, a fait depuis du chemin, il est devenu député du Bloc national à Paris.

A Pézenas, deux listes, la liste révolutionnaire, soutenue par le Groupe l'Avant-Garde, J. Lavabre secrétaire, adhérent à l'U. S. R., qui obtint 700 voix; la liste socialiste, soutenue par le Groupe d'Union socialiste, secrétaire Bruel, 600 voix; la liste radicale, 700; la liste réactionnaire, 325.

A Villeneuve-les-Béziers, la liste socialiste serre de près les radicaux; elle obtient 305 voix contre 378.

A Capestang, Casamia est réélu en tête de toute sa liste.

A Puisserguier, la liste Rouquier est battue par la fraude, en dépit d'une campagne énergique des militants Rouquier, Delord, Petit.



COLLARD
Ancien Secrétaire de la Fédération autonome

A Agde, les socialistes arrivent en majorité au Conseil municipal.

A Mèze, une liste ouvrière est élue.

A Lunel, la liste socialiste Salducci est élue.

A Ganges, huit socialistes entrent au Conseil municipal, sur une liste de concentration républicaine, au deuxième tour.

A Lansargues, Mudaison, Lodève, Sarrians, Maraussan, il y a des élus socialistes.

L'élection sénatoriale complémentaire du 26 juin 1904 met aux prises Chapellards et anti-Chapellards; le père Razimbaud l'emporte au troisième tour contre Augé; Barberat, candidat de toutes les fractions socialistes, anticipant ici sur l'unité, rallie 194 suffrages au premier et 209 au deuxième tour.

Aux élections cantonales, Salducci, maire de Lunel, est élu conseiller général au deuxième tour, après avoir obtenu

1.402 voix au premier contre 742 au nationaliste de Montaut et 400 au socialiste indépendant Fournier (Vincent).

Dans le deuxième canton de Béziers il en est de même, les socialistes ont deux candidats : Elie Cathala, 803 voix ; Abel Bousquet, 364 ; le radical Abbès, 500.

A Pézenas, Bruel groupe tous les socialistes : 1.218 voix contre 1.450 au radical Montagne, élu.

A Cette, Marius François a quitté les Groupes socialistes ; il est candidat républicain socialiste et réélu au deuxième tour. Les Groupes collectivistes présentent Lacave, 562 voix, et les autres Groupes socialistes présentent Massonnaud, 570 voix.

A Capestang, J. Casamia 1.207 voix contre 1.793 au radical Guillaumon ; au deuxième tour, Casamia est élu.

Au Conseil d'arrondissement, Valat, socialiste, obtient 661 voix dans le troisième canton de Montpellier ; Lautier 858 dans le premier de Béziers ; Maraval 472 dans le canton de Florensac.

A Lodève, Barberat est réélu ; à Mèze, Cavalier, socialiste, est élu par 1.200 voix ; à Montagnac, Vinches recueille 620 voix et Maraval, à Florensac, 412. Mimard, socialiste, est élu à Agde, en remplacement de Pouget, non candidat.

G. La fusion. La Fédération unitaire. Les Congrès.

La Fédération d'unité socialiste révolutionnaire tient son Congrès à Montpellier le 8 décembre 1904, au siège du Groupe constitué à la suite de la sortie du P. O. F. du Groupe Ouvrier socialiste. Ce nouveau Groupe s'appelait l'*Action Socialiste;* il tenait ses réunions au Café Sube, place Saint-Côme.

Les séances furent présidées par Vallat, de Cette, Clément,

de Marsillargues, assistés de Roux, de Ganges, et Sauvan, de Montpellier. On y discuta des pourparlers d'unité, affirma la solidarité avec la politique du Parti socialiste de France. Bron, de Cette, et Sauvan proposèrent d'adopter *Le Combat Social*, dont le rédacteur Hubert Rouger était présent, comme organe fédéral. On renouvelle le bureau, ainsi composé : J. Sauvan, secrétaire; Pourquier, trésorier; secrétaire adjoint, Parguel; trésorier adjoint, Christol; archiviste, Bonnafoux. Le Groupe de Castelnau-le-Lez, secrétaire Tiquet, adhéra à la Fédération. Les divisions de Groupes rivaux se dressant les uns contre les autres à toutes les élections avaient fini par fatiguer les militants sérieux et les prédisposer à l'union; les pourparlers en vue de l'unification des forces groupées dans les organisations nationales se répercutèrent favorablement dans l'Hérault. Il y avait trois Fédérations : 1° Celle de l'Unité révolutionnaire, adhérent au Parti Socialiste de France; 2° celle du Parti Socialiste Français, laquelle avait pour principaux militants Bruel à Pézenas, Cardonnet à Montagnac; 3° la Fédération autonome, avait pris un développement important sous l'impulsion de militants comme Collard, Barthe, Rouquier, Cathala, Bertrand, André, Félix, Vidal. Elle avait trente Groupes et 800 cotisants, elle comptait de nombreux élus cantonaux et municipaux, parmi lesquels Salducci, Casamia, Delhon, conseillers généraux; Cavaillé, Mimard, conseillers d'arrondissement.

Toutes les écoles étaient représentées dans la Fédération autonome, dont le secrétaire était l'actif et dévoué Collard. Elle avait eu, après la disparition du *Socialiste de l'Hérault*, un autre journal, l'*Avenir Démocratique*, rédigé par Barthe.

Enfin la Fédération des Jeunesses socialistes, restée indépendante entre les trois organisations départementales et entretenant des rapports cordiaux avec chacune d'elles.

A Montpellier, il y avait également des Groupes s'intitulant républicains socialistes, et à Cette l'*Agglomération so-*

cialiste, avec son petit organe, *Le Prolétaire de Cette,* rédigé par Molle en 1904.

Dans cette dernière ville, l'initiative des premières tentatives d'unité revient aux Groupes collectivistes. Ils provoquèrent une réunion le 23 février 1905, au Café de la Paix, siège des Groupes U. S. R. Etaient présents : Bron et Vallat, Dounet-Morland, Bourles, Gousset, du *Groupe collectiviste;* Marty, Fraissinet, Valette, du *Groupe d'Études sociales;* Emile Molinier, Joseph Ravaille, Pierre Maraval, du *Groupe central socialiste.*

Les Groupes l'*Agglomération socialiste* et le *Comité de concentration socialiste révolutionnaire,* tous adhérents à la Fédération autonome, avaient publié des ordres du jour d'adhésion à la charte d'unité socialiste sur les bases du Congrès d'Amsterdam ; ils avaient été invités à la réunion du Café de la Paix mais ne s'y rendirent point. Une nouvelle réunion fut décidée, elle ne donna pas de résultat, il fallut attendre la constitution de la nouvelle organisation départementale unitaire.

Le Comité fédéral U. S. R., réuni à Ganges le 9 avril 1905, avait mandaté son bureau pour se mettre en rapport avec les autres Fédérations départementales, afin de convoquer un Congrès unitaire.

Les rapports s'établirent assez facilement, une Commission d'unification fut constituée. Elle convoqua le Congrès départemental pour le 21 mai et élabora un projet de règlement en quarante-huit articles, plus cinq articles pour la période transitoire ; ce projet fut publié par *Le Combat Social* du 13 mai 1905 et envoyé à tous les Groupes de l'Hérault.

Le Congrès se tint à la Salle des Fêtes de la *Famille Républicaine,* rue Pitot, à Montpellier.

Le matin, les Fédérations avaient tenu séparément leur Congrès respectif.

La séance du Congrès unitaire fut ouverte à une heure et demie, par J. Sauvan, conseiller municipal de Montpellier,

secrétaire de la Commission d'unification. Il souhaite la bienvenue aux congressistes, lit les lettres d'adhésion de plusieurs Groupes et les lettres d'excuses des citoyens Benézech, député de l'Hérault, C. Delhon, conseiller général.

Le bureau fut composé de J. Salducci, conseiller général, assisté de Camille Reboul, conseiller d'arrondissement, Monestier, de Béziers, Vallat, de Cette, Bruel, conseiller municipal de Pézenas.

Les mandats des Groupes régulièrement adhérents aux trois Fédérations furent validés, ceux des autres examinés par une Commission composée de : E. Barthe, Bès, Collard, de la Fédération autonome; Martin, Parguel, Roux, de la Fédération d'unité révolutionnaire; Montagnac, Pailhès, Rigaud, de la Fédération du Parti socialiste français; Fontanille et Lisbonne, des Groupes non fédérés.

Les délégations de 62 Groupes furent validées. J. Sauvan, secrétaire de la Fédération révolutionnaire P. S. D. F., Gabriel Bertrand, secrétaire de la Fédération autonome, Bruel, secrétaire de la Fédération socialiste du P. S. F., et Cayzac, au nom des Groupes républicains socialistes, lurent les déclarations votées dans les Congrès particuliers tenus le matin par ces organisations. Puis on discuta le règlement, il fut voté, on examina ensuite les ordres du jour proposés. Prirent part aux discussions : Collard, Cayzac, Barthe, Bron, Elloy, Sauvan, Vallat, Molle, Monestier, Clément, Lisbonne, Gabriel Bertrand, F. Roux, E. Cathala, Parguel, Montagnac, Bès.

Quatre décisions furent prises: 1° Une adresse de sympathie au prolétariat de Limoges en grève et protestant contre l'envoi de troupes; 2° un ordre du jour invitant les socialistes à protester contre le voyage en France du roi d'Espagne; 3° un ordre du jour décidant que la Fédération présenterait partout des candidats socialistes sur le terrain de la lutte de classe contre toutes les bourgeoisies; 4° un ordre du jour adoptant, après avoir entendu Hubert Rouger, *Le Combat Social* comme organe fédéral.

Le bureau fédéral était composé de : J. Sauvan, secrétaire ; Randon, trésorier ; Montagnac, secrétaire adjoint ; Clergue, trésorier adjoint ; Nicolas, archiviste.

Délégués au Conseil national : Vallat, Collard, E. Cathala.

Le bureau reçut les adhésions des Groupes de *Clermont-l'Hérault, Lézignan, La Cèbe, Cazouls, Nizas, Péret, Usclas, Lieuran, Cabrières,* et, après une tournée de Marcel Cachin, ceux de *Paulhan, Faugères, Montagnac, Florensac.* La Fédération s'employa de son mieux pour réaliser l'unité dans les villes où existaient plusieurs Groupes. Sauvan et Collard allèrent à Cette le 25 juin 1905 et convoquèrent une Commission locale composée de trois membres par Groupe ; une nouvelle réunion, le 7 juillet, aboutit à la constitution de la Section, avec les Groupes suivants : *Etudes sociales, Agglomération socialiste, Groupe collectiviste ;* le bureau de la Section locale était composé de Bron, secrétaire, Routier, trésorier, Xavier Fraissinet, archiviste. Un manifeste annonça à la population ouvrière cettoise la fin des divisions socialistes.



GABRIEL BERTRAND
Conseiller général

A Montpellier, l'unité se réalisa entre les Groupes : *l'Action socialiste, Etudiants socialistes, Parti Ouvrier socialiste, Union socialiste.* Henri Elloy fut le secrétaire de la Section, secrétaire adjoint Fauquier, trésorier Desmons, trésorier adjoint Atger (Frédéric).

A Béziers, l'unité fut assez difficile à réaliser ; cependant,

les efforts de la Fédération finirent par vaincre les résistances et la Section unifiée fut constituée.

La municipalité ouvrière de Capestang était en butte aux tracasseries préfectorales, tout était mis en œuvre pour la désagréger. Casamia et dix conseillers démissionnèrent et en appelèrent au suffrage universel; le 17 septembre 1905, par 468 suffrages, les socialistes rentraient à la Mairie. Casamia fut réélu maire et Galinier adjoint.

Le deuxième Congrès unitaire allait se réunir. Il se tint à Cette, le dimanche 8 octobre 1905. Il s'ouvrit quai de Bosc. Café Glacier, par les allocutions de J. Sauvan, secrétaire fédéral, Hubert Rouger, délégué de la Fédération Socialiste unitaire du Gard, rédacteur en chef du *Combat Social*, de Nîmes, et J.-B. Benezech, député de l'Hérault. Le secrétaire fédéral donna lecture d'une lettre de Jules Guesde, elle fut acclamée, et le bureau fut ainsi composé: Camille Reboul, président; Collard, de Montpellier, secrétaire; Cardonnet, de Montagnac, Martin, de Marsillargues, assesseurs.

La Fédération comprend 43 Sections et 835 cotisants réguliers; 34 Sections comprennent 40 Groupes et 9 Sections un seul Groupe, plus 12 adhérents isolés. En tout, 57 mandats ainsi répartis:

Groupes ayant droit à un mandat: *Adissan*, par G. Bertrand; *Agde*, Parti Ouvrier, par Félix Sever, Jeunesse socialiste, Jean Félix; *Baillargues*, Vallerani; *Bessan*, Hérail; *Béziers*, Groupe socialiste révolutionnaire, Bousquet; *Castelnau-les-Lez*, Tiquet; *Castries*, Delon; *Caux*, Bertrand; *Cette*, Groupe d'études sociales, Fraissinet; *Clermont-l'Hérault*, N...; *Espondeilhan*, Nicolas; *Fontès*, Collard; *Lansargues*, Rouché; *Lieuran-Cabrières*, Rouquier; *Maureilhan*, Serres; *Mèze*, Farras; *Montagnac*, Cardonnet; *Montpellier*, Groupe d'Action socialiste, Parguel; *Montpellier*, Groupe des Étudiants collectivistes, Desmons; *Mudaison*, Reboul; *Nébian*, Félix Jean; *Neffiès*, Aliés; *Nizas*, Vinches; *Péret*, Vinches; *Pe-*

senas, l'Avant-Garde, J. Lavabre; *Quarante,* Casamia; *Riols.* Randon; *Roujan,* Colliard.

Groupes ayant deux mandats: *Béziers,* Parti socialiste. Bès, Radonde; *Cette,* Groupe collectiviste, Bron, Dounet; *Cruzy.* Calmettes; *Ganges,* Jeanjean; *Maraussan,* Calmels; *Marsillargues,* Martin, Larmande; *Vias,* Fabre, Cabaniès; *Montpellier,* Parti Ouvrier, Collard, Fauquier.

Groupes ayant trois mandats: *Béziers,* Parti Ouvrier, Maurel, Monestié, Salvan; *Capestang,* Casamia et Julien.

Groupes ayant six mandats: *Puisserguier,* Rouquier et Barthe.

Les Groupes suivants demandent à adhérer à la Fédération: *Cette,* Concentration socialiste révolutionnaire, Groupe le Combat révolutionnaire, Agglomération socialiste; *Agde,* Groupe socialiste indépendant; *Fougères,* Groupe socialiste; *Villeveyrac,* Groupe socialiste; *Frontignan,* Groupe socialiste; *Pézenas,* Groupe l'Unité socialiste.

La Commission de contrôle financier, composée de Bès, de Béziers, Casamia, de Capestang, Salducci, de Lunel, conclut à l'approbation des rapports du bureau fédéral.

Après le vote d'une modification au règlement fédéral, les pouvoirs du bureau furent renouvelés.

Le siège de la Fédération fixé à Montpellier, celui du Congrès de 1906 à Béziers et *Le Combat Social,* de Nîmes, conservé comme organe fédéral.

Valat, de Cette, et Serres, de Maureilhan, sont délégués au Conseil national, avec Rappoport et Pierre comme suppléants. La Fédération accepte le contrôle de la revue *La Famille Socialiste,* de Montpellier.

Le Congrès étudie la question à l'ordre du jour du Congrès national de Châlons. Il décida que l'action électorale du Parti devait être généralisée sur le terrain de classe, au premier tour, aux élections législatives et sénatoriales.

Pour le deuxième tour: lutte lorsque le candidat socialiste est en bonne posture, retrait pur et simple différemment; lutte

à outrance contre les candidats socialistes dissidents. Il décida de présenter des candidats dans les sept circonscriptions de l'Hérault.

Les délégués au Congrès de Châlons désignés furent : Rappoport, Bron, Cathala, Maurel, Rouquier, Jules Vidal, titulaires ; et comme suppléants : Verdier, Collard, Sauvan, Salducci.

Les membres du Conseil fédéral les suivants : *Première de Montpellier*, F. Roux, de Ganges ; *deuxième de Montpellier*, Collard ; *troisième de Montpellier*, Bron, de Cette ; *première de Béziers*, Radonde, de Béziers, Lagarde, de Bessan ; *deuxième de Béziers*, Vinches, de Nizas ; *Lodève*, Bru, de Nébian ; *Saint-Pons*, Calmettes, de Cruzy.

Bureau fédéral : J. Sauvan, Fonzes, Randon, Desmons et Nicolas, de Montpellier.

Les élections sénatoriales donnèrent lieu à de regrettables divisions. Certains Groupes, comme ceux de Marsillargues, Cette, etc., étaient pour une liste socialiste au premier tour ; d'autres désiraient, au contraire, faire une liste d'alliance en opposition à celle de *la petite chapelle* (1). Les conseillers généraux Salducci et Casamia convoquèrent les délégués socialistes à Pézenas, le 26 novembre 1905 ; ils ne purent s'entendre et décidèrent de s'en référer au Congrès de la Fédération, convoqué pour le 10 décembre à Montpellier ; le bureau fédéral avait proclamé non régulière la réunion de Pézenas.

Le 11 décembre, le Congrès fut tumultueux ; les délégués des Groupes étaient venus nombreux, ainsi que les délégués sénatoriaux, parmi lesquels Salducci, Casamia, Lheureux, Molle, conseillers généraux ; Camille Reboul, Cavaillé, Barberat, maire de Cruzy, Amphoux, maire de Marsillargues, Pascal, maire de Caux, Carrière, maire de Loupian, Boudet, maire de Valros, Terraillon, adjoint au maire de Béziers,

(1) Franc-Maçonnerie.

Audoye, adjoint au maire de Cette, Graves, conseiller municipal de Clermont-l'Hérault.

Les uns défendirent, comme Amphoux, la liste de lutte de classe au premier tour; les autres, comme Barthe, Casamia, etc., le principe d'un seul candidat, afin d'établir la liste de coalition anti-Lafferriste; ils préconisent l'union avec les socialistes indépendants, afin d'écraser les candidats officiels. Cette dernière thèse prévalut à une assez forte majorité. Il y eut cependant 50 voix pour l'opinion contraire.

Le résultat des élections sénatoriales de janvier 1906 fit élire la liste de coalition: Razimbaud, radical; Négre, candidat viticole, et C. Delhon, maire de Puissalicon, conseiller général, candidat socialiste indépendant. Ce dernier donna son adhésion au Parti socialiste unifié, au sein duquel il ne fit du reste qu'un court séjour.

Malgré le refus de Benezech, les délégués de Marsillargues et de quelques autres communes votèrent pour lui au premier et deuxième tour et pour Jules Guesde au troisième, la lutte étant circonscrite ce tour-là entre Déandreis, can-
ıt officiel, et C. Delhon, élu.

Le 17 novembre 1905 se tint, à Béziers, le Congrès des égués des Groupes de la première circonscription, sous la présidence de Casamia, conseiller général, assisté de Salvan, conseiller municipal de Béziers, Bès, secrétaire de la Section, et de Félix Jean, secrétaire du Parti Ouvrier d'Agde. Après une chaude discussion, à laquelle participèrent V. Bès, Lajoux, Félix Sever, Azaïs Violes, Salvan, Fourcade, Monestié, Radonde, Roque, Félix Jean, Serres et Casamia, la candidature Marcel Cachin contre Lafferre fut acclamée.

Le Congrès de la première circonscription de Montpellier tint à Ganges, le 27 janvier, sous la présidence de F. Roux, gna comme candidat Camille Reboul, conseiller d'ar-
ıssement de Mauguio.

Le Congrès de la deuxième de Montpellier se réunit le ne jour à Lunel, sous la présidence de Collard, assisté de

Amphoux, et investi à nouveau de la confiance socialiste le citoyen J.-B. Benezech, député sortant, désigné à l'unanimité.

Celui de la deuxième de Béziers se réunit le 11 février, à Pézenas. Plusieurs candidatures furent mises en avant. Bruel, de Pézenas, et Laurès, conseiller municipal de Montpellier, declinèrent toute candidature. Celle de Firmin Verdier, avocat à Toulouse, fut adoptée par 16 mandats contre 12 à Nogaret, maire d'Alignan-du-Vent. La tenue d'un Congrès fut décidée pour examiner après le premier tour l'attitude à observer en cas de ballottage. Delhon, sénateur, présida, assisté de Bruel, Nogaret et Gabriel Bertrand, d'Adissan. Prirent part aux discussions : Laurès, Rhul (1), de Roujan, Vinches, de Péret, Julien, de Béziers, Cardonnet, de Montagnac, et Gabriel Bertrand, d'Adissan.

Le Congrès de la troisième circonscription de Montpellier, réunit à Cette le 10 février, désigna comme candidat le citoyen Molle, maire de Cette, et celui de Lodève celle de Laurès, conseiller municipal de Montpellier.

A la réunion du Conseil fédéral tenue à Agde, le 25 février, ces candidatures furent ratifiées et la Fédération invita les Groupes de l'arrondissement de Saint-Pons de se réunir pour présenter un candidat. Serres, maire de Maureilhan, pressenti, déclina la candidature ; on l'offrit à Bron, victime de ses opinions socialistes, récemment révoqué par la Compagnie des Tramways de Cette. Bron accepte la candidature. Dans cette même réunion, les Groupes de Florensac, Puimisson, Vic-les-Etangs, Gigean et Servian furent admis dans les rangs fédéraux.

Le citoyen Laurès ayant décliné la candidature à Lodève, la Fédération désigna Joseph Sauvan, secrétaire fédéral. Il en fut de même pour la troisième de Montpellier, où Molle fut remplacé par Pierre Vallat. La campagne électorale fut

(1) Extrémiste dans l'Hérault, devenu député du Bloc national à Paris en 1919.

menée avec vigueur par les candidats du Parti, soutenus par *Le Combat Social, La Lutte Sociale* et l'*Avenir Démocratique,* de Barthe. Dans la deuxième de Béziers, Nogaret se présenta comme socialiste indépendant, soutenu par le sénateur Delhon.

Les résultats furent les suivants:

Première de Montpellier: Reboul, 1.581 voix contre 6.235 aux radicaux et 8.304 à Leroy-Beaulieu, élu.

Deuxième de Montpellier: J.-B. Benézech, 4.869 voix contre 4.387 aux radicaux et 7.325 à Gervais, conservateur.

Troisième de Montpellier: Vallat (Pierre) n'eut que quelques voix.

Première de Béziers: Marcel Cachin, 7.697 voix contre 10.728 à Lafferre et 3.740 à Sébastian, radical-socialiste.

Deuxième de Béziers: Verdier (Firmin), 1.994 voix contre 12.983 aux deux candidats radicaux et 4.378 à Nogaret, socialiste indépendant.

Circonscription de Saint-Pons: J.-M. Bron, 277 voix contre 7.591 à Razimbaud (fut élu) et 1.231 à Rouanès, libéral.



ALBERT LEPEZ

Circonscription de Lodève: J. Sauvan, 154 voix contre 7.591 à Razimbaud (fut élu) et 1.231 à Rouanès, libéral.

Circonscription de Lodève: J. Sauvan, 154 voix contre 12.000 aux candidats radicaux. Pélisse, radical, fut élu au deuxième tour contre Leroy-Beaulieu père.

Dans la deuxième de Montpellier, Benézech fut réélu au

deuxième tour par 8.858 voix contre 8.510 à Gervais, conservateur.

Dans la première de Béziers, le radical-socialiste Sébastian se retire en faveur de Cachin, qui eut 10.152 voix contre 12.153 à Lafferre, élu grâce à la pression éhontée, à la fraude et aux manœuvres préfectorales.

Dans la deuxième de Béziers, le Congrès avait décidé le retrait de la candidature socialiste en faveur d'Augé, sauf si ce dernier était seul candidat. Le radical Augé fut élu par 11.202 voix contre 8.416 à Mondoux.

Dans la troisième de Montpellier, le radical Salis fut élu par 7.473 voix contre 4.162 à l'amiral Servan, conservateur.

Le Congrès départemental de 1906 se tint à Béziers le 24 juin, sous la présidence de Grollet et Renaudel, délégués du Conseil national, assistés de Camille Reboul, Serres, ancien maire de Maureilhan, et Vincent Bès, secrétaire.

De vives critiques se firent jour contre le bureau fédéral; d'autres délégués l'approuvèrent vivement; les discussions furent acerbes et mêmes violentes. En fin de compte, l'ordre du jour approuvant le bureau fédéral fut adopté; il était présenté par J. Félix, d'Agde, sous la forme suivante:

« *Le Congrès adresse ses félicitations au bureau fédéral pour la rectitude de sa conduite et sa ponctualité à faire respecter les règlements fédéraux et nationaux du Parti, approuve sa conduite et passe à l'ordre du jour.* »

Elloy défendit l'ordre du jour pur et simple, au nom des Groupes du *Parti Ouvrier* et de l'*Action socialiste* de Montpellier, il fut également adopté !! au milieu de la plus vive effervescence.

La séance de l'après-midi se passa en échange de critiques et de récriminations, aucun vote ne put être émis.

Le bureau fédéral fut composé de Vincent Bès, Texier, Maurel, Cayet et Ricard, et le siège de la Fédération fixé à Béziers.

Un deuxième Congrès départemental se réunit à Vias, le

29 juillet, sous la présidence de J.-M. Bron, assisté de Berger, Serres et Hérail; 52 mandats furent validés. Le Congrès fut à nouveau encombré par les questions de contrôle. Le referendum auprès des sections avait donné, pour le cas Delhon, 27 voix pour l'exclusion, 3 pour le blâme et une pour le *statu quo*. Molle fut blâmé par 21 voix et Laurès par 22.

Les Sections d'Adissan et de Bessan avaient voté l'exclusion d'Elloy et le blâme aux citoyens Salducci, Nicolas, Fonzes, et contre les Groupes de Lunel, Abeilhan, Espondeilhan, Gabian, Servian, Saint-Thibéry pour leur conduite au cours des élections législatives. Tous ces votes furent transmis pour arbitrage à la C. A. P.

Les Groupes de Roujan, Saint-Geniès-le-Bas, d'Olonzac et l'Emancipateur de Vendres furent admis. Le Groupe républicain collectiviste de Béziers fut refusé.

Le Conseil fédéral fut ainsi composé:

Premier de Montpellier: Roux, de Ganges;

Deuxième de Montpellier: Pagand, de Marsillargues;

Troisième de Montpellier: Bron, de Cette;

Premier de Béziers: Hérail, de Bessan, et Casamia, de Capestang;

Deuxième de Béziers : Cardonnet, de Montagnac;

Lodève: Poujet; *Saint-Pons:* Calmettes.

Les délégués au Conseil national furent: Vincent Bès, de Béziers; Louis Rouquier, de Puisserguier; suppléants: Elie Cathala, Ch. Rappoport. Un ordre du jour en faveur des candidatures de classe à toutes les élections fut voté ; les Groupes de Montpellier, Action socialiste, Murviel, Puisserguier, Villeneuve-les-Béziers, Vendres, Nézignan-l'Evêque et Caux firent des réserves pour les élections municipales.

Quatre autres ordres du jour furent adoptés: 1° en faveur de l'Assurance ouvrière coopérative; 2° des Coopératives sociales; 3° en faveur du rapprochement de la C. G. T. et du Parti socialiste S. F. I. O.; 4° de félicitations au *Combat Social*, invitant à le propager.

Le siège du Congrès suivant fut fixé à Montagnac. Vincent Bès, Rouquier, Serres, Vallat, Maurel et Berger furent délégués au Congrès de Limoges.

Les Groupes qui avaient pris part au referendum étaient ceux de *Puisserguier,* Etudes sociales; *Cette,* Groupe collectiviste, Groupes d'Etudes sociales; *Mudaison,* Groupe socialiste; *Nézignan-l'Evêque,* Groupe socialiste; *Nizas,* Groupe socialiste; *Fontès,* Groupe l'Humanité; *Quarante,* Groupe socialiste et Groupe l'Avant-Garde; *Agde,* Jeunesse socialiste révolutionnaire ; *Puimisson,* Groupe socialiste ; *Maraussan,* Groupe socialiste; *Murviel-les-Béziers,* Avant-Garde socialiste; *Castries,* Groupe socialiste; *Bessan,* Etudes sociales; *Vias,* Etudes sociales; *Adissan,* Etudes sociales; *Ganges,* Etudes sociales; *Villeveyrac,* Parti ouvrier; *Saint-Thibéry,* Etudes sociales; *Marsillargues,* Etudes sociales; *Béziers,* Section P. O. S.

Sur 1,257 adhérents, 642 étaient compris comme ayant pris part au referendum; 615 comme n'ayant pas répondu. Toutes ces querelles stériles et ces divisions finirent par s'apaiser. A Montpellier, les Groupes Action Socialiste et Parti ouvrier arrivèrent enfin à s'entendre au sein de la Section unitaire, dont le bureau fut ainsi composé: Nicolas, secrétaire; Saumade, secrétaire adjoint; Fauquier, trésorier; Roques, trésorier adjoint.

Ils formèrent trois groupes, un par canton. Et lorsque Jaurès lança son appel en faveur de *l'Humanité,* ce fut une émulation générale des groupes et des militants à s'ingénier pour ramasser des fonds; aussi la Fédération de l'Hérault pris une part appréciable à la souscription.

Le 18 novembre 1906, à l'élection complémentaire municipale de Capestang, les 8 candidats du Parti furent élus par 364 à 368 voix contre 190 à 192 à la liste radicale.

La Fédération organisa une propagande intensive au cours des années 1905, 1906, 1907 avec Léon Baylet, professeur au Lycée de Nîmes, originaire de l'Hérault; Antiq, des Bas-

ses-Alpes; Piton, des Vosges; Duc-Quercy, venus visiter les Coopératives vinicoles modèles de Maraussan (1), *Les Vignerons Libres,* et *Les Vignerons Paysans,* de Bessan; avec Hubert Rouger, E. Barthe, C. Reboul, Atger; avec Ernest Poisson, Compère-Morel délégués permanents; Ghesquière, A. Blanc, Vincent Carlier, Benezech, le Dr Meslier, députés. L'invalidation de Leroy-Beaulieu fils amena une élection législative complémentaire le 3 mars 1907. Camille Reboul, à nouveau, porte le drapeau du Parti socialiste; 1.943 socialistes répondent à son appel.

Vincent Bès quitte Béziers; il est remplacé par le jeune citoyen A. Fieu, de Béziers. Le Congrès départemental se tient le 7 juillet, à Montagnac. C'est la crise viticole, tous les corps élus de l'Hérault ont démissionné; les urnes sont désertées, et là où il y a des candidats, ce sont des candidats de défense viticole.

La Fédération proteste avec violence contre les fusillades de Narbonne. A Béziers, Cahuzac fait paraître un organe, *Le Fouet,* qui fustige les grands fraudeurs et les gouvernementaux. Cependant aux élections cantonales du 29 septembre et du 6 décembre 1907, Casamia est élu conseiller d'arrondissement, Amphoux reste maire de Marsillargues, Salducci, maire de Lunel, Reboul, maire de Mudaison, etc. Lors de la grande manifestation viticole de Montpellier, la Fédération organisa, le matin, des meetings socialistes avec le concours de ses orateurs et ceux de la Fédération du Gard.

Les réunions du Conseil fédéral tenues à Montpellier le 20 octobre 1907, à Bessan le 29 décembre, furent encore entièrement absorbées par l'examen de multiples conflits, entre groupes et militants; les critiques pleuvent et aussi les demandes de blâme et d'exclusion. A Lunel, il y a deux groupes refusant de s'entendre et de fusionner: celui de Salducci

(1) Voir page 436 du tome *Les Coopératives*, monographie de la Coopérative vinicole de Maraussan.

et Feriaud et celui de Bonnefoy; à Nézignan, conflit entre la section et un citoyen; à Béziers, conflit entre les groupes nés des élections municipales complémentaires; à Montpellier, griefs de militants contre la section; à Pézenas, conflit au sujet de l'élection cantonale, où le citoyen Pascal, de Caux, est élu conseiller d'arrondissement; conflit à Mèze, toujours à propos des élections. Le Conseil fédéral essaie d'aplanir toutes ces difficultés qui portent un tort considérable à la Fédération.

Aussi au Congrès du 15 mars 1908, à Frontignan, malgré les adhésions venues des Groupes de Cébazan, Castelnau-de-Guers, Castelnau-le-Lez, Lansargues, et 163 cotisants de plus qu'en 1907 signalés par le rapport fédéral, 34 mandats seulement sont représentés.



Louis Rouquier

La tactique à suivre aux élections municipales, discutée, est renvoyée au bureau fédéral pour étude et rapport.

Parmi les délégués : Camille Reboul, Cavaillé, de Balarus; Cardonnet, de Montagnac; Elloy, Vallat, Hachacq, Monestier, Lavabre, S. Becquerelle, professeur à Montpellier; Lepez, Gabriel Bertrand, Lagarde, de Bessan, et Niel, de Montpellier, futur secrétaire général de la Confédération Générale du Travail. Ernest Poisson, délégué du Conseil national, présida; le siège du Congrès suivant fut fixé à Maraussan.

S. Becquerelle et H. Elloy furent nommés secrétaires de la Fédération; Fonzes, trésorier.

Aux élections municipales de 1908, une liste socialiste, avec Benezech, obtient 1.481 voix à Montpellier; au deuxième tour, les socialistes firent alliance avec les radicaux; les électeurs radicaux biffèrent les noms socialistes et laissèrent élire des réactionnaires. A Lunel, il y eut 8 élus socialistes dont Salducci; à Mudaison, Reboul fut élu maire, la liste socialiste obtenant 100 voix contre 84 aux radicaux; à Marsillargues, réélection des socialistes par 560 voix contre 325; de même à Capestang, la liste Casamia obtint 555 voix contre 350 aux radicaux; à Saint-Thibéry, 15 élus socialistes sur 16; à Maraussan, la liste socialiste triomphant par 287 voix contre 150 aux radicaux; à Adissan, la liste socialiste fut élue.

A Pézenas, la liste socialiste n'obtint que 230 voix contre 556 à la liste socialiste indépendante et 875 aux radicaux.

A Caux, V. Pascal est élu maire; à Adge, Sever Félix, Grandet, Bosc, recueillirent près de 700 voix.

A Puisserguier, à Béziers, à Thézan, à Lodève, à Ganges, à Mèze, à Valros, les listes socialistes obtinrent des voix et de nombreux élus ouvriers pénétrèrent dans les Hôtels de Ville.

A Nézignan, André fut réélu.

Le Congrès de Maraussan 1908, le 30 août, fut fort agité; la séance du matin fut présidée par Benezech, député, assisté d'Elloy et de Niel; Amphoux, maire de Marsillargues, rapporta au nom de la Commission de vérification des mandats. Il n'y eut que 23 sections représentées par 39 mandats et 9 sections excusées.

Niel rapporta les nouvelles modifications au règlement fédéral, elles furent acceptées; mais à la séance de l'après-midi une discussion oiseuse s'engagea sur le choix du siège de la Fédération; il y eut bataille entre Bessan et Montpellier; elle prit tout le temps du Congrès, 14 mandats pour l'une et 14 voix pour l'autre, le tumulte éclata, et, au milieu de l'agitation, on désigna Montpellier; puis on décida un referendum sur les questions non discutées. Les Groupes représen-

tés étaient ceux de Montpellier, Béziers, Cette, Adissan, Bessan, Cesseras, Camplang, Capestang, Fontès, Frontignan, Ganges, Lunel, Maraussan, Maureilhan, Marsillargues, Montagnac, Mudaison, Murviel, Nézignan, Pézenas, Puisserguier, Riols, Vias.

Parmi les délégués: André, de Nézignan; Bonnefoy, de Lunel; Chauly, de Maraussan; Fabre, de Vias; Lagarde, de Bessan; Fauquier et Niel, de Montpellier.

Becquerelle, Elloy et Villaret, de Montpellier, furent chargés d'administrer provisoirement la Fédération jusqu'au nouveau Congrès du 11 octobre 1908, tenu au Plan de l'Olivier, à Montpellier. Au referendum, 18 sections, comprenant 603 membres représentant 33 mandats, avaient pris part; 13 sections, 400 membres, 22 mandats ratifièrent le bureau provisoire et le siège à Montpellier.

3 sections représentant 178 membres et 9 mandats s'étaient abstenues.

Maxence Roldes, Compère-Morel et Benezech donnèrent une série de réunions dans le département. Elloy, Lepez, Serres, Hachacq, Seneau furent délégués au Congrès de Toulouse; le rapport fédéral mentionnait qu'aux élections municipales des listes socialistes avaient été présentées dans 21 communes avec 93 élus dans cinq communes au premier tour.

En 1909, la Fédération tint deux Congrès, un à Bessan où il fut discuté de l'attitude à prendre par les socialistes vis-à-vis de la Confédération générale des Vignerons au sein de laquelle gros et petits vignerons sont réunis; le Congrès déclara qu'il s'agissait d'une organisation capitaliste n'ayant rien de commun avec le socialisme.

L'autre Congrès fut tenu à Pézenas où l'on vota l'adhésion à la R. P., et où fut nommée une Commission agraire dont Gabriel Bertrand fut le rapporteur; son rapport concluait à l'organisation des coopératives vigneronnes selon le type de la Coopérative *La Libératrice de Bessan* qui s'était formée à

la suite de la séparation des coopérateurs des *Vignerons Paysans* avec la Section socialiste. Le directeur de la *Libératrice* était A. Lepez, secrétaire fédéral au cours de 1909-1910, avec Maximilien Estournet, de Bessan, trésorier. Les membres du Conseil fédéral étaient à ce moment : Bonnefoy, de Lunel ; Gabriel Bertrand, d'Adissan ; Vallat, de Frontignan ; André, de Nézignan ; Taillade, de Riols ; Lairis, d'Aspiran ; Casamia, de Capestang ; Soum, de Béziers ; Combes, de Montpellier. A. Lepez s'acquitta de sa tâche avec un grand dévouement ; sous son impulsion la Fédération grandit.

Des groupes se constituèrent au cours de cette année-là après les tournées de propagande de A. Lepez et Ducos de la Haille, et celles de Hubert Rouger, maire de Nîmes, et Compère-Morel, député du Gard. Ce furent les Groupes de Péret, Castries, Graissessac, Neffiès, Estréchoux ; les Groupes de Mèze et Gigean furent réorganisés.

Sous l'action du bureau fédéral, un Congrès des Coopératives de consommation réunit à Béziers les délégués des Coopératives de cette ville et de celles de Bessan, Cruzy, Lunel, Mauguio, Cette, Puisserguier et Montpellier. Rom, de Cette, fut nommé secrétaire général de cette organisation, dont l'existence fut éphémère.

Le Congrès du 16 janvier 1910, à Cette, réclama du Parti une décision directrice pour les batailles électorales. A la majorité, il fut décidé que les Congrès de circonscriptions avaient la latitude de prendre, après le premier tour, les décisions imposées par l'intérêt du Parti. La Fédération comptait à ce moment-là 45 sections et 1.156 adhérents.

Le Congrès départemental suivant fut fixé à Agde.

E. Barthe, Becquerelle, Chauly, A. Lepez, Pascal, Camille Reboul et Sauvan représentèrent la Fédération au Congrès national de Nîmes.

Aux élections législatives de 1910, des candidatures furent présentées dans six circonscriptions sur sept.

Dans la première de Montpellier : Fonzes, 805 voix ; Dr Al-

biges, socialiste indépendant, 2.027; Laurent, radical, 5.013; Leroy-Beaulieu, 7.791 (élu au deuxième tour).

Dans la deuxième de Montpellier: C. Reboul, 6.975 voix (élu au deuxième tour: 9.191); Elloy, socialiste indépendant, 502; Astier, député sortant, 6.000; Viguier, conservateur, 400.

Dans la troisième de Montpellier: Molle, 5.563 voix (élu au deuxième tour : 6.668) ; Salis, radical-socialiste, 3.507; Tailhan, libéral, 2.592.

Dans la première de Béziers: Niel, 2.637 voix; Villarein, 641 ; Lafferre, député sortant, 10.341 (élu au deuxième tour); Pech, 9.148.

Dans la deuxième de Béziers: Barthe, 9.554 voix (élu); Augé, député sortant, 8.142.

Dans la circonscription de Lodève: Lavabre, 122 voix; Pelisse, 6.286 (élu); Vigné d'Octon, 4.915; Railhac, radical, 195.

Le total des voix socialistes s'élevait donc à 25.841, alors qu'en 1906 il n'avait été que de 16.680 voix.

Jean Félix rédigeait, à Agde, le journal *Le Prolétaire,* et l'année suivante, en 1911, à Pézenas, parut quotidiennement, mais peu de temps, *Le Devoir Socialiste,* rédigé par André, Fouissac, Bertrand. Peu après, Barthe fonda avec Valette, maire de Nîmes, un quotidien, *Le Populaire du Midi,* organe de la Fédération. *Le Devoir Socialiste* parut hebdomadairement à la disparition du *Populaire du Midi.*

Aux élections cantonales de Juillet 1910, la Fédération présenta des candidats dans 12 cantons. Elle eut 2 élus au Conseil général: Michel, de Cette; Barthe, de Pézenas; et 4 au Conseil d'arrondissement: Martin, de Lunel; Reboul, de Mauguio; Casamia, de Capestang; Pascal, de Pézenas.

La Fédération tint, en 1911, ses Congrès de Bédarieux le 9 avril, de Béziers le 2 juillet et de Montpellier le 22 octobre, où furent discutés l'action municipale du Parti, l'ordre

du jour des Congrès nationaux de Saint-Quentin et de Paris, la presse régionale socialiste, etc., etc.

En 1912, à Clermont-l'Hérault, les 3 et 4 février, où se débattirent les questions inscrites à l'ordre du jour du Congrès de Lyon : Programme municipal, question agraire, rapports de la Franc-Maçonnerie avec le Parti, etc.; à Balaruc-les-Bains, le 24 décembre 1912, où l'Assemblée fédérale prit acte du départ du Parti du député Molle, fixa le siège de la Fédération à Adge et traça les grandes lignes du plan de réorganisation de la propagande dans le département.

H. **Les résultats de l'action socialiste.**

Les élections municipales de 1912 maintinrent les municipalités d'Adissan, Capestang, Mudaison, Maraussan, Nézignan; des minorités socialistes siégèrent dans les Hôtels de Ville de quelques rares communes, la Fédération s'étant refusée à la politique de coalition. A Pézenas, Fouissac et quelques camarades furent élus sur une liste de R. P.

Au total, une centaine d'élus municipaux, dont 5 maires et 6 adjoints.

La municipalité Salducci, de Lunel, était passée à l'indépendance; celle de Marsillargues, passée au Syndicalisme, était revenue au Parti avec Martin, maire; Gabriel Bertrand était maire d'Adissan; Casamia était maire à Capestang, Reboul à Mudaison, André à Nézignan, Senquery à Thézan-les-Béziers.

Les Congrès de 1913 se tinrent le 16 mars à Pézenas et le 14 décembre à Vias. On discuta au premier l'ordre du jour du Congrès national de Brest, au second celui d'Amiens.

Le bureau fédéral était composé de Jean Félix, secrétaire; Mathat, trésorier; et Cros, secrétaire adjoint.

Les élections cantonales de 1913 furent l'occasion d'une vigoureuse action socialiste. Barthe fut élu à Pézenas. Des

candidats furent présentés dans un grand nombre de cantons : Félix à Agde, Peyrottes à Béziers, Casamia à Capestang, furent battus de justesse par suite des manœuvres frauduleuses du clan officiel.

Aux élections législatives de 1914, la Fédération déploie son drapeau dans six circonscriptions sur sept.

Dans la première de Montpellier : Cabrol, socialiste, 899 voix ; Pezet, radical, 7.277 (élu au deuxième tour) ; Leroy-Beaulieu, conservateur, 7.205.

Dans la deuxième de Montpellier : Camille Reboul, socialiste, 6.183 voix (réélu au deuxième tour) ; Bressot, radical, 5.214 ; Salducci, socialiste indépendant, 2.376.



JEAN FÉLIX
Député de l'Hérault
Photo Manuel.

Dans la troisième de Montpellier : Jean Félix, socialiste, 808 voix ; Molle, socialiste indépendant, 4.282 (élu au deuxième tour) ; Ferrasse, radical, 3.875 ; Taillans, radical, 2.253.

Dans la première de Béziers : Bardiès, socialiste, 8.515 voix ; Lafferre, 10.839 (élu).

Dans la deuxième de Béziers : Ed. Barthe, socialiste, 11.063 voix (élu) ; Albert Milhaud, radical, 6.926 ; Casimir Perier fils, 1.098.

Dans la circonscription de Lodève : Ricaux, professeur, candidat socialiste, 294 voix ; Pierre Masse, radical socialiste, 6.359 (élu) ; Pelisse, radical socialiste, 5.700.

Ainsi, malgré la défection de Molle passé aux indépendants, c'est un chiffre accru de suffrages sur les noms des candidats socialistes dans l'Hérault.

En 1902, avec 4 candidats, 15.389.
En 1906, avec 7 candidats, 16.680.
En 1910, avec 6 candidats, 25.481.
En 1914, avec 6 candidats, 27.662.

Sous l'impulsion vigoureuse du secrétaire fédéral, l'organisation départementale avait pris une grande extension.

Avec autant de fermeté que ses prédécesseurs, mais avec plus de souplesse, Jean Félix apaisa de nombreux conflits et rallia à la Fédération des bataillons égarés à la veille de 1914. Sous son habile direction, la Fédération se développa. Elle comptait 1.300 cotisants, en 1914, au Congrès départemental de Villeneuve-les-Béziers, tenu le 30 juin. Ces cotisants étaient répartis dans 60 Sections : Abeilhan, Agde, Adissan, Aniane, Aspiran, Balaruc-les-Bains, Balaruc-le-Vieux, Bédarieux, Bessan, Béziers, Poussargues, Campiong, Castelnau-le-Lez, Causse et Veyran, Caux, Cette, Cessenan, Clermont-l'Hérault, Cruzy, Capestang, Cazouls-les-Béziers, Espondeilhan, Faugères, Florensac, Frontignan, Ganges, Gigean, Graissessac, Le Poujol, Lespignan, Lieurat-Cabrières, Lodève, Loupian, Maraussan, Marseillan, Marsillargues, Manguio, Montagnac, Montpellier, Montferrier, Mudaison, Nézignan, Paulhan, Péret, Perols, Pézenas, Puissalicon, Puisserguier, Quarante, Servian, Sussargues, Saint-Chinian, Saint-Geniès-le-Bas, Saint-Pons, Tourbes, Valros, Vias, Villeneuve-les-Maguelonne, Villeneuve-les-Béziers, Villeveyrac.

Le mouvement syndical prend également de l'extension ; de nombreux syndicats ouvriers adhèrent aux Bourses du Travail de Montpellier, Cette, Béziers, Agde, Bédarieux, Mèze et Pézenas.

Ces Bourses du Travail abritent 103 Syndicats avec 9.941 syndiqués. L'Union départementale des Syndicats a un organe mensuel *Le Travailleur Syndiqué*. 36 Syndicats de cultivateurs salariés adhèrent à la Fédération des Agricoles du Midi.

A Montpellier, une Coopérative de consommation abrite, dans ses vastes salles, les réunions du Parti.

La guerre surprend en plein développement le mouvement ouvrier et socialiste; Fédérations, Groupes, Syndicats sont disloqués, les éléments dispersés par la mobilisation. Le vétéran Sever Félix prend, à la direction de la Fédération, la place laissée vacante par le départ de son fils; il continue à assurer la liaison entre les Sections et le Parti. La Fédération survit et tint des réunions des militants — tenus par l'âge — éloignés du champ de carnage; les députés E. Barthe et Camille Reboul se tiennent en relations étroites avec elle. Elle reste fidèle à la thèse de la Défense nationale, et, lorsque l'armistice et la démobilisation surviennent, Jean Félix reprend son poste de secrétaire fédéral et travaille à sa réorganisation. Six cents adhérents prennent leur carte 1919 et, au Congrès de Bédarieux, tenu le 30 septembre, de nombreux délégués participent aux délibérations.

I. La Fédération réorganisée. La marche en avant.

Une Commission est désignée pour préparer la liste des candidats aux élections législatives. Cette liste, présentée au Congrès de Pézenas du 26 octobre, est ratifiée après retrait de sa candidature par le citoyen Vigné d'Octon.

Finalement, la liste socialiste est ainsi composée: E. Barthe, Camille Reboul, députés sortants; Jean Félix, secrétaire fédéral; Ricaud, ancien secrétaire fédéral; C. Cabanon, de la Section de la Salvetat; Gonnet, de Cette; et Martin, de Montpellier.

Les résultats sont les suivants: Barthe, 32.679 voix; Jean Félix, 27.820; Reboul, 27.617; Martin, propriétaire, 27.336; Gonnet, négociant, 27.200; Cabanon, propriétaire, 26.689; Ricaud, professeur, 26.638. Le quotient électoral était de 12.465, Barthe et Jean Félix furent proclamés élus. Il y eut 88.094 votants. La liste réactionnaire eut 28,276 voix et 3 élus;

la liste opportuniste radicale Lafferre, 28.178 voix et 2 élus.

La Section de Montpellier réorganisée a développé la *Maison du Peuple,* fondée à la veille de la conflagration mondiale grâce au dévouement des militants, parmi lesquels l'actif Valette qui en assura intelligemment l'administration pendant la guerre.

Aux élections municipales de nombreuses mairies ont été conquises. Presque tous les chefs-lieux de canton ont des conseillers municipaux ou même des municipalité socialistes. Florensac où un ouvrier agricole, F. Chamayon, dirige avec compétence les affaires municipales; Capestang, conservé par Casamia; Quarante gagné par Maury; Marsillargues avec Feriaud; Maugio avec Rey; Pérols avec Valadier; Montagnac, Bédarieux avec Benezech; Graissessac avec Forgai; Pouzolles avec Bousquet; Agde avec Félix; Nézignan-l'Évêque avec André, restent ou passent aux mains du Parti. Rom à Cette, Fouzilhet à Puisserguier, d'autres encore, nombreux, sont adjoints au maire.

Aux élections cantonales, Barthe, André, Bertrand sont élus au Conseil général; Fabre, Forgal, Bousquet, Casamia, Marsal, Calmels, sont élus au Conseil d'arrondissement.

Aux élections sénatoriales, Reboul, candidat du Parti, réunit au premier tour 290 voix; il en a 314 au second, il est battu par Lafferre grâce à l'appoint des voix réactionnaires offertes au ministre de Clemenceau par le royaliste de Magallon.

La Fédération Socialiste de l'Hérault, par la qualité de ses militants: E. Barthe, Jean Félix, C. Reboul, André, Bertrand, Fieu, Ricaud, Casamia, Fabre, Maury, Chamayon, Rom, Mathat, Fontanilles, Valette, Cavaillé, Gombert, Lavabre, Baldy, par le long effort de propagande dans le département, par les milieux ouvriers et paysans qu'elle est appelée à conquérir, deviendra une des meilleures et des plus fortes organisations départementales de la Section Française de l'Internationale Ouvrière.

Fédération d'Ille-et-Vilaine

Le département de l'Ille-et-Vilaine avait envoyé siéger à l'Assemblée constituante de 1848, l'avocat Roux-Lavergne, disciple de Buchez; ses vagues aspirations socialistes n'avaient pas persisté après son arrivée au Parlement.

Les idées socialistes ont pénétré dans le département par le mouvement syndical.

Dans les premiers jours d'avril 1880, le délégué de la Chambre syndicale des Travailleurs de Rennes, au Congrès de Marseille, Hervé, en donnait le compte rendu dans une réunion salle Jaslet, aux Trois-Marchés; le bureau était composé de: Maniez, président; Souchay et Lelay, assesseurs; Richard, secrétaire. Le compte rendu du délégué était approuvé et une Commission de sept membres, dont le citoyen Lelay était le secrétaire, était nommée pour fonder le Parti Ouvrier.

Au Congrès national du Havre, en 1880, le délégué de Rennes était le citoyen Stot. Aux élections législatives de 1881, la candidature ouvrière de Lemaître Paul recueillit 662 voix dans la ville de Rennes, où une grève de 7.000 ouvriers des tissages et filatures avait, au cours de l'année 1880, laissé de nombreuses victimes.

Les Syndicats des cuirs et peaux, des menuisiers, des charpentiers organisèrent, en 1884, le 8e Congrès de la Fédération des Travailleurs socialistes de France (possibilistes). Ce Congrès dénonça la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels comme une loi de réaction, il se tint au Skating, du 12 au 19 octobre.

A la suite du Congrès de Châtellerault, où le délégué de Rennes, Carré, resta avec les possibilistes, une tournée de

réunions fut organisée dans le département avec Paulard et Chabert.

Les militants de Rennes adhérèrent ensuite au Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire d'Allemane et formèrent un *Groupe d'Etudes sociales* en 1891, succédant au précédent Groupe, appelé le Comité ouvrier socialiste révolutionnaire. Ce dernier avait tenté d'organiser les travailleurs de la ville, il s'était subdivisé en quatre Comités de canton, celui du N.-E., celui du N.-O., celui du S.-E. et celui du S.-O. En 1884, il y eut six ouvriers au Conseil municipal de Rennes, dont trois possibilistes. Parmi les principaux militants : Bougot, Pierre Beaupérin, Paul Lemaître, Maniez.

En 1894, à Nantes, le délégué de la Bourse du Travail de Rennes vota le principe de la grève générale et demanda l'organisation de caisses régionales de grèves. Le Congrès des Bourses du Travail et le 4e Congrès de la C. G. T. se tinrent à Rennes en 1898. L'année suivante, le procès Dreyfus amena Jaurès dans la capitale bretonne. Un certain nombre d'intellectuels admirateurs du grand tribun donnèrent leur adhésion au Parti socialiste, parmi lesquels Victor Basch, Rébillon père, Sée, etc.

Des Syndicats d'ouvriers fondeurs, de métallurgistes, de couvreurs, serruriers, cordonniers, maçons, plâtriers, typos-lithos, ameublement, etc., s'étaient constitués et la Bourse du Travail, fondée en 1893, avait quelques années plus tard cinq ou six mille adhérents à ses Syndicats.

A Fougères, la propagande socialiste avait fait naître le Comité socialiste révolutionnaire, ainsi qu'à *Vitré, Pacé* et *Dinan*. Ces Groupes étaient pour la plupart allemanistes, mais à la constitution des Fédérations autonomes ils adhérèrent à la Fédération de Bretagne, dont le siège était à Nantes.

Parmi les militants : Yves Le Fèvre, Gourdin, en étaient les principaux propagandistes.

En 1901, le Groupe de Fougères renaît sous le titre l'*Avant-Garde Fougeraise* et, l'année suivante, le Parti Ouvrier fran-

çais, posant des « candidatures de sonde », faisait des déclarations de candidatures au nom de ses militants dans toutes les circonscriptions de l'Ille-et-Vilaine. Une de ces candidatures, appuyée par les socialistes de l'*Avant-Garde*, celle



LEPOURIEL QUESSOT GOURDIN PRIOUR

d'Alexis Lepers, recueillit 1.000 à 1.200 voix à Fougères. Il y eut en tout 1.584 voix socialistes dans l'ensemble du département.

En 1906 éclate un lock-out au cours duquel le patronat imposa aux ouvriers un long et douloureux effort de résistance. Le prolétariat fit montre de résolution et preuve d'une admirable solidarité; il organisa des soupes populaires, s'imposa toutes les privations et de cette période date l'élan remarquable du mouvement ouvrier dans le Fougerais.

C'est par un patient travail d'organisation que les ouvriers de Fougères arrivèrent à créer, à développer les associations syndicales et à renforcer la Bourse du Travail, œuvre ouvrière créée sans subvention; ils eurent plus tard leur *Maison du Peuple* et leur Coopérative de consommation. En 1898, un élu socialiste siégea au Conseil municipal et, en 1912, le tiers du corps électoral était socialiste et avait imposé sur une liste de concentration républicaine six conseillers municipaux ouvriers : Gourdin, Lepouriel, etc.

Au premier tour, la liste ouvrière avait obtenu 1.400 voix.

En 1906, Ernest Poisson avait, après une conférence faite à la salle du Marché couvert, le 10 septembre, réorganisé définitivement le Groupe de Fougères, à la suite de la causerie salle des Réunions.

Aux élections législatives de 1906, Jaouen avait obtenu 1.115 voix dans la première circonscription de Rennes.

A Rennes, le 20 septembre 1908, se tint le Congrès départemental de la Fédération. Furent représentés, les Groupes de *Rennes, Fougères, Laignelet.* Il y avait 210 cotisants à Fougères, 40 à Rennes, 10 à Laignelet. Le secrétaire fédéral fut Ch. Bougot, de Rennes; le secrétaire administratif Vaillant, de Fougères, et le trésorier A. Bougot. Le Congrès délibéra sur les questions à l'ordre du jour du Congrès national et émit le vœu que les Fédérations bretonnes des Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan et Loire-Inférieure s'entendissent pour faire paraître un journal indispensable pour la vulgarisation de l'idée socialiste.

Des Groupes naissent à la suite des tournées de propagande

des délégués permanents du Parti, à Redon, Siffré, Saint-Aubin-du-Cormier.

Et aux élections législatives de 1910, Etienne Gourdin trouve 984 voix à Fougères, et à Rennes, Leprince 1.891 suffrages. Quelques mois plus tard, en juillet, Bougot obtient 469 voix dans un canton de Rennes et Vaillant, dans le canton de Fougères, 900 voix.

Voici de nouveaux Groupes. De *Vitré, Dol, Saint-Malo,* des adhésions sont envoyées à la Fédération, qui les organisa en sections du Parti.



Aubry
Député d'Ille-et-Vilaine
Photo Manuel.

A Rennes, le mouvement syndical s'accroît, la Section socialiste a trouvé de nouvelles recrues au sein de l'Université et de nombreux ouvriers donnent leur adhésion. La municipalité est conquise en partie en 1912. De solides militants sont venus à côté des Bougot, des Vaillant, des Lemaître, des Beaupérin, soldats de la première heure, d'autres comme Quessot, Aubry, Lepouriel, Coupel, Cammeurec, Rébillon, organisent la Fédération et préparent les futures batailles électorales.

Aux élections de 1914, Quessot rallie 1.698 voix dans la première de Rennes, Vaillant 925 à Fougères; Cammeurec 339 à Saint-Malo. C'est la première fois qu'on parle socialisme dans la région malouine. Dans la deuxième de Saint-Malo, on posa la candidature Leclinche, elle donna lieu à quelques conférences de propagande, mais la bataille était engagée entre le candidat de la République et celui des curés,

aussi peu nombreux furent les suffrages recueillis par le candidat socialiste : 58.

Mais le grain a germé et la moisson lève. En 1919, la liste socialiste, composée de : Aubry, instituteur (1), Bougot, employé, Galez, ajusteur, Gourdin, secrétaire de la Bourse du Travail, Leclinche, ajusteur, Lepouriel, administrateur de coopérative, Leprince, ajusteur, Quessot, ajusteur, donne des réunions dans les centres, affirmant partout la nécessité du socialisme. 14.185 électeurs répondent à son appel et envoient un élu, l'actif et dévoué Aubry, au Palais-Bourbon. La Fédération compte un élu au Conseil général, Quessot, huit conseillers municipaux à Rennes. Elle groupe 10 sections à Rennes, Fougères, Saint-Malo, Vitré, Dol, Dinard, Laignelet, Louvigné-du-Désert, Saint-Marc-le-Blanc, Redon ; d'autres sections sont en voie de constitution, et 600 cotisants. Les adhésions continuent et font prévoir d'excellents résultats.

(1) **Grand blessé,** Croix de guerre. Légion d'honneur.

Fédération de l'Indre

Issoudun vit naitre le premier Groupe socialiste de l'Indre, aux environs de 1890. Après une conférence de Jules Guesde, le Groupe adhéra au P. O. F. et appuya la candidature vaguement socialiste de G. Doré aux élections législatives de 1893, elle eut un véritable succès, puisque, à cette époque lointaine, 2.889 voix s'affirmèrent sur son nom.

Quelque temps après, un Groupe naissait à Châteauroux et le Groupe d'Issoudun se désagrégeait pour se reconstituer quelques années plus tard; il donnait son adhésion au Parti socialiste révolutionnaire d'Edouard Vaillant.

Le Groupe d'Issoudun reçut des adhésions de militants du P. O. F., parmi lesquelles celle d'un militant républicain radical, Jacques Dufour (1), fabricant de chaussures, dont la personnalité sympathique contribua fortement à étendre dans la ville d'Issoudun l'influence du socialisme.

Aux élections législatives de 1898, Jacques Dufour était patronné par les socialistes d'Issoudun comme leur porte-drapeau et il était élu au premier tour par 6.501 voix sur 12.742 votants et constamment réélu en 1902 par 6.383 voix au deuxième tour, en 1906 par 7.004 voix au deuxième tour, et en 1910 par 5.667 voix; il siégea au Conseil national du P. O. F., à la Chambre il fit partie du petit groupe révolutionnaire après l'entrée de Millerand au ministère et adhéra à l'unité, à laquelle il resta fidèle jusqu'à sa mort, survenue en 1913.

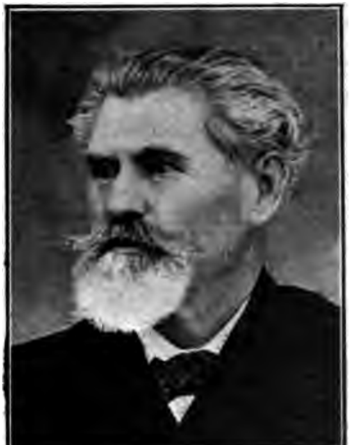
A l'élection pour pourvoir à son remplacement, le candidat du Parti socialiste fut battu par Lucien Dumont, républicain

(1) Voir Photo et Biog. *La France Socialiste*, tome I, page 354.

socialiste, réélu un an après aux élections générales, par 6.322 voix contre 6.246 au candidat socialiste unifié Héliès (5.118 voix au premier tour).

Au cours de l'année 1899, Albert Tanger avait créé un Groupe de Jeunesse socialiste blanquiste à Issoudun. Les Groupes d'Issoudun approuvèrent le manifeste Guesde-Vaillant et restèrent adhérents à leur organisation nationale, ainsi que les Groupes d'Études sociales du P. O. F. de *Châteauroux* et ceux de *Saint-Pierre-de-Jards* et de *Vatan*, adhérents également au P. O. F. et fondés par Jacques Dufour.

Les militants de cette époque étaient Augros, de Châteauroux, Rouleaux, O. Martinet, Jacques Dufour, Paul Fayaud, d'Issoudun, et L. Desbordes.



O. MARTINET
Secrétaire fédéral

En 1899 se tint, à l'Hôtel de Ville d'Issoudun, le 7e Congrès de la Fédération des Conseillers municipaux socialistes de France, fondée en juin 1892 sur l'initiative de la municipalité socialiste de Saint-Ouen. Ce fut le dernier Congrès de la Fédération nationale, comme ce fut le dernier Congrès du P. O. F., qui se tinrent les 21, 22, 23 septembre 1902, précédant le Congrès de Commentry où se scella l'alliance des guesdistes-blanquistes au sein de l'Unité socialiste révolutionnaire.

Le mouvement des Fédérations autonomes scinda en deux l'embryon d'organisation départementale. O. Martinet, pharmacien à Issoudun, militant actif et dévoué, constitua des Comités républicains socialistes à *Le Menoux* et à *Argenton*.

A *Issoudun,* le Groupe d'Études sociales s'était également divisé et le *Groupe d'Études sociales de Reuilly* en avait fait autant.

Deux Fédérations existèrent parallèlement: la Fédération autonome, dont O. Martinet fut le secrétaire, elle comprenait, outre les quatre Groupes d'*Issoudun, Argenton, Reuilly, Le Menoux,* le Syndicat des cuirs et peaux et l'Union syndicale du bâtiment d'Issoudun. La Fédération autonome organisa des tournées de conférences, d'abord avec F. Fournier récemment élu député socialiste de Nîmes, puis l'année suivante, en 1902, avec Gérault-Richard et Jaurès. Ces tournées donnèrent l'occasion d'une campagne d'éducation socialiste avec pour conclusion la présentation de deux candidatures socialistes: celle de Manoury, secrétaire de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production, dans la première circonscription de Châteauroux, où il obtint 1.770 voix, et celle de Desbordes, P. S. R., à Issoudun, 1.315 voix contre Dufour, candidat U. S. R., rassemblant 4.926 suffrages au premier tour.

La Fédération d'unité révolutionnaire se réorganisa dans un Congrès tenu le 5 décembre 1902, à Châteauroux, où fut représenté, en plus du Groupe du chef-lieu, ceux de *Saint-Pierre-des-Jards, Reuilly, Lizeray, Vatan,* et un délégué d'*Argenton,* Boudelle.

Delory donna des réunions à Châteauroux et dans la région d'Issoudun. A la suite de cette visite, des Groupes nouveaux se formèrent à *Thisay* et à *Giroux.*

Au Congrès fédéral du 17 janvier 1904, tenu sous la présidence de Rouillard, la petite Fédération révolutionnaire demanda et obtint pour sa propagande une édition spéciale du journal socialiste du Cher, *Le Tocsin Populaire,* de Bourges.

Aux élections municipales de 1904, Jacques Dufour et sa liste enlevèrent l'Hôtel de Ville d'Issoudun, dont il fut maire. Henri Laudier vint faire dans l'Indre une tournée de conférences en 1904. Lucien Roland également.

Au début de l'année précédente, deux militants, Caillet et Landureau, furent poursuivis et condamnés à la prison, malgré la bénignité des faits et l'éloquente défense présentée par Ernest Lafont devant le tribunal et devant la Cour d'Appel. La Cour de Cassation cassa le jugement et l'arrêt de la Cour, les poursuites furent abandonnées.

L'unité socialiste réalisée apporta ses effets bienfaisants ; pendant quelque temps, les militants hésitèrent, ils s'éparpillèrent même quelque peu mais se rendirent vite compte quelle force représentait pour le prolétariat l'unité politique de la classe ouvrière et, en octobre 1906, le 14, au Congrès de Châteauroux, la Fédération unitaire de l'Indre comptait des groupements à *Châteauroux, Issoudun, Le Blanc, Saint-Pierre-des-Jards, Ségry, Reuilly, Niherne, Poinconnet, Giroux*. Elle avait pour organe fédéral l'*Emancipateur de Bourges* et, pour militants, Aucouturier, Boyer, Bellautaut, Pecherat, Martinet, Dufour, Tixeyre, Martin, Mougerot.



HÉLIÈS

Photo Manuel.

Au Congrès de 1907, du 20 mai, il ne restait plus trace des divisions, désormais apaisées.

De nouveaux Groupes se formèrent alors presque tous les ans, ce furent ceux de *Bélabre, La Châtre, Vandœuvre, Sainte-Lizaigne, Valençay* et *Paudy*, et, en 1914, elle comptait trois cents cotisants.

En 1910, Martinet obtenait 543 voix dans le canton sud d'Issoudun à l'élection au Conseil général et, dans le canton

nord, Jabouille et Gernaud, candidats au Conseil d'arrondissement, obtenaient 967 et 852 voix. A Châteauroux, Brunard et Duseille, candidats au Conseil d'arrondissement, 538 et 552 voix.

Aux élections législatives de 1910, les militants de Châteauroux posèrent la candidature d'André Lebey, qui obtint 943 voix. Dufour en obtenait 4.874 au premier tour.

Voici du reste les résultats du premier tour des diverses élections législatives, de 1893 à 1919.

En 1893, un candidat, une circonscription: 2.889 voix.

En 1898, un candidat, une circonscription: 6.559 voix.

En 1902, trois candidats dans deux circonscriptions: 8.011 voix.

En 1906, un candidat, une circonscription: 5.966 voix.

En 1910, deux candidats, deux circonscriptions: 5.817 voix.

En 1914, trois candidats, trois circonscriptions: Delavaux, Châteauroux, 343 voix; Boisserie, Le Blanc, 2.521 voix; Héliès, Issoudun, 5.118 voix. Total des voix des trois candidats: 7.982.

En 1919, la liste du Parti socialiste, composée de: Boisserie, avocat, 9.936 voix ; Héliès, 11.511 voix ; Turin, ouvrier à la manufacture des tabacs, 10.953 voix, soit une moyenne de 10.800 voix sur 66.446 votants.

Les Bourses du Travail de Châteauroux et d'Issoudun furent fondées, la première en 1901, et la seconde en 1904.

A la veille de la guerre, il existait des Syndicats de bûcherons, créés par l'action d'Emile Dumas et la Fédération Bûcheronne : à Lunant, Le Poinconnet, Neuillay-les-Bois, Niherne, Reuilly, Saint-Pierre-des-Jards et Vandeuvres.

La C. G. T. comptait dans le département 27 Syndicats, 2.476 adhérents, comprenant 16 corporations.

Les principaux militants de la Fédération socialiste, à la veille de la guerre, étaient: O. Martinet, Nicolas Jabouille, Bellautaut, Lucien Tisser, Chilouet, Denis Mahon, Loril-

lard, Mabillot, Bigot, maire de Saint-Pierre-des-Jards, Léon Soulat, Morichon, Jamet, conseiller d'arrondissement d'Issoudun. Elle avait 9 élus à Issoudun, où la liste avait obtenu 1.176 voix; 3 à Châteauroux; 3 à Reuilly; 2 à Saint-Pierre-des-Jards; 1 à Déols; Luant et Vatan.

La Municipalité d'Issoudun, conquise en 1919, a placé à sa tête, comme maire, Jamet, et comme adjoints: Liger, Bageard, Léjard; parmi les conseillers municipaux, le vétéran des luttes socialistes, Martinet.

A *Châteauroux,* 9 conseillers socialistes; parmi eux le deuxième adjoint, Victor Bellautaut.

A *Saint-Pierre-des-Jards,* conseil entièrement socialiste avec, comme maire, Florent Bigot.

A *Dun-le-Poëlier,* conseil entièrement socialiste; Mardon, maire; Bellard, adjoint.

A *Reuilly,* 7 conseillers municipaux socialistes; parmi eux les adjoints Jules Rousseau et Beaumont.

A *Vatan,* majorité socialiste; maire: Jacquet.

A *Déols,* majorité socialiste; adjoint socialiste: Ferdinand Gigot.

A *Sainte-Lizaigne,* 5 conseillers socialistes, parmi lesquels Charles Mabillot.

Les Bordes, 1 conseiller municipal socialiste, Boizot.

Paudy, 7 conseillers municipaux dont Léon Soulat.

Le Poinconnet, 5 conseillers munincipaux dont Lucien Tissier.

Buzançais, 1 conseiller municipal socialiste, Chuat.

Luant, 1 conseiller municipal socialiste, Forget.

Bélabre, 1 conseiller municipal socialiste, Anatole Ferrant.

Plus de cent conseillers municipaux. En 1912, elle en comptait à peine une vingtaine.

Fédération d'Indre-et-Loire

A. Les semeurs. La F. T. S. F.

En 1848, les Tourangeaux envoyèrent un ouvrier des chemins de fer, le mécanicien Jullien, les représenter à la Constituante, et leur résistance à l'Empire leur valut de nombreuses persécutions. Après l'attentat d'Orsini sur Napoléon III, des arrestations furent opérées un peu partout, sept en Indre-et-Loire. Les premiers vagissements du mouvement ouvrier remontent à 1880, à Tours, où un bon militant, Fautras, groupa les travailleurs en Union syndicale et fonda également un groupe politique, *l'Avant-Garde,* avec pour principaux militants *Fautras, Léon Dufour, Girault.*

Fautras assista au Congrès du Havre, délégué par l'Union syndicale il se prononça pour les résolutions votées par les délégués socialistes à la salle de l'Union Lyrique.

Deux ans plus tard, en 1882, la scission de Saint-Étienne trouva les éléments socialistes de Tours: Fautras, Losserand, Bellay, Léon Dufour, Levrelle, ayant pris position avec les possibilistes.

L'Avant-Garde disparue, un nouveau groupe lui avait succédé, *La Sentinelle,* dont l'active propagande se poursuivit de 1884 à 1890.

Elle avait fait élire au Conseil municipal de Tours Léon Dufour, Losserand et Dry en 1884; elle appela, dans la période suivante, tous les orateurs possibilistes de l'époque: Jean Allemane, Paul Brousse, J.-B. Clément, Chabert, Paulard, Joffrin, etc.; elle fonda des groupements à *Loches, Châteaurenault, Amboise, Chinon, Vouvray.* A côté de Losserand, Fautras, Léon Dufour, etc., d'autres militants avaient

surgi : Batais, Boudin, Graffin, Rétif, Morland et Léon Martinet, de la Chambre syndicale des Employés ; ce dernier était, avec Arthur Rozier, un des meilleurs lieutenants de Paul Brousse.

Aux élections municipales de Tours, en mai 1888, une liste socialiste est présentée avec un programme *de lutte de classe,* les candidats sont : Losserand, Léon Dufour, Dry, Levrelle, Taureau, Rétif ; ils réunissent une moyenne de 600 suffrages.

Levrelle et Rétif représentèrent au Congrès International de 1882, de la rue de Lancry, le groupe *La Sentinelle.* Cette année-là fut tentée la publication d'un petit journal, *Le Réveil,* il eut à peine quelques numéros ; le dernier numéro était composé et mis en page, l'imprimeur refusa de le livrer faute de subsides.

Mais un militant de valeur des organisations possibilistes, Ludovic Plais, donna une vigoureuse impulsion au mouvement ; il fonda un journal *L'Eclaireur de l'Ouest,* dont Léon Martinet fut le principal rédacteur.

Mais bientôt succéda une période d'affaissement, les Syndicats se sont disséminés, sans lien entre eux ; le seul local à leur disposition est repris par la ville ; ensuite, sur l'insistance de Levrelle, la municipalité consent à prêter un local place du Château-Neuf, où s'installe l'embryon de Bourse du Travail.

Le seul Syndicat ayant conservé sa vitalité est celui des tisseurs ; les militants de *La Sentinelle* battent le rappel ; à eux sont venus se joindre Pommier, Giraud, Beylet, Houvet ; vers 1890, ils réussissent à donner quelque animation au mouvement syndical ; ils obtiennent la création d'un secrétariat appointé, dont le premier titulaire fut Pommier.

Tours reçut et organisa les Congrès nationaux ; en 1894 celui des organisations possibilistes ; en 1896 ceux de la Fédération des Bourses et de la Confédération générale du Travail.

Au Congrès des Syndicats de Nantes, en 1894, les Cham-

bres syndicales de Tours avaient délégué Pommier, partisan de la grève générale et de son organisation. Pommier avait beaucoup d'activité, il était blanquiste; il entraîna une partie des éléments socialistes de Tours au P. S. R.; de son côté, Ludovic Plais continuait sa propagande à Tours et dans le département en faveur de la F. T. S. de F. Par suite des divisions, le mouvement socialiste à Tours est scindé en quatre ou cinq groupes. Le groupe d'*Etudes sociales* et la *Jeunesse socialiste révolutionnaire* adhérant au P. S. R., avec Pommier et Desnoyers; le *Groupe socialiste* et le *Comité central de propagande et d'études sociales* adhéraient à la F. T. S.

Des groupements étaient éclos dans le quartier de Lariche, dans celui de Lakanal, dans celui de Saint-Symphorien, chaque organisation les revendiquait tour à tour.

A *Amboise, Château-Renault, Chinon, Langeais,* les groupes restaient fidèles à la vieille organisation broussiste. Les élections législatives de 1898 marquèrent un véritable succès pour l'idée socialiste.

Dans la première de Tours, Le Héno, candidat socialiste, obtint 3.985 voix.

Dans la deuxième de Tours, L. Martinet, candidat socialiste, obtint 6.209 voix.

Dans la circonscription de Chinon, Violette, candidat socialiste, obtint 3.898 voix.

Dans la circonscription de Loches, L. Plais, candidat socialiste, obtint 1.048 voix.

B. Le P. S. R. — Le P. S. F. et le P. S. D. F. L'Unité.

La concurrence des organisations donna un regain d'activité à la propagande; une Fédération socialiste du P. S. R. s'était formée, elle comptait parmi ses militants un oiseau de

passage, René Besnard, son séjour au sein des organisations ouvrières fut court, il devint député et ministre radical.

La Fédération du P. S. R. avait localisé sa propagande à Tours, où ses groupes avaient pris quelque importance; elle n'eut aucun rayonnement dans le département, où la vieille Fédération possibiliste avait fédéré les nombreux groupements créés sous son impulsion.

Cependant deux petits groupes, celui de *Chançay* et celui de *Dierré* avaient donné leur adhésion au P. S. R.

La vieille Fédération comptait des groupes à: *Amboise,* Comité socialiste et Syndicat des Mouleurs; *Château-Renault,* le Groupe d'études sociales « Egalité » et le Syndicat des Tanneurs-Corroyeurs ; *Chinon, Chisseaux, Chançay, Athée, Bossay,* Comités socialistes; *Cormery,* études sociales « La Solidarité » ; *Hommes,* Groupe républicain socialiste; *Langeais,* l'Avant-Garde; *Loches,* la Libre-Pensée socialiste; *Monnaie, Montreuil, Montlouis, Nazelles,* Comités socialistes; *Neuillé-Pont-Pierre,* Comité socialiste cantonal; *Noizay,* Groupe socialiste; *Saunay,* Syndicat des Bûcherons; *Saint-Denis-hors-Amboise,* Comité socialiste; *Auzouer, Villeperdue,* Syndicats de Bûcherons; *Vouvray,* Comité socialiste. A Tours, les groupes T. S. F. s'appelaient le Comité central de propagande et d'études sociales, la Fédération des Travailleurs socialistes de l'Ouest.

Les deux organisations rivalisèrent de zèle après le Congrès de Wagram. Sembat, Dejeante, Lucien Roland furent appelés par les militants du P. S. R.: Pommier, Guillot, Fleury, Martin, etc.; Carnaud, Briand, Violette, de leur côté, répondirent à l'appel des militants possibilistes de la Fédération socialiste révolutionnaire d'Indre-et-Loire, adhérente au Parti Socialiste Français.

Les militants blanquistes, à la suite d'une manifestation à laquelle participèrent Deslandres, de la B. du T. de Paris, et Lucien Roland, décidèrent de fonder une Fédération d'unité révolutionnaire. Cette manifestation eut lieu le 24 novembre

1902, à la Bourse du Travail et sur la tombe de Losserand; le soir, à la salle Duchène, Lucien Roland exposa la tactique du P. S. de France.

Des éléments libertaires s'étaient glissés dans les Groupes de Tours; l'Union des Comités adressa un manifeste aux socialistes tourangeaux, leur expliquant les raisons de la séparation avec des hommes affectant les tendances libertaires, et leur demandant d'adhérer à la Fédération d'unité révolutionnaire qui se substituait à l'Union des Comités socialistes révolutionnaires.

Les militants signataires de cet appel étaient: E. Palissier, Pommier, Guillot, Dequiat, conseillers municipaux de Tours; Martin, Moisy, Petiot, Baude, Bailloux, Cochet, Rochereau, Janot, Dubois, Morançais, Boistard.



FERDINAND MORIN
Député

Photo Manuel.

Jules Guesde présida une réunion de la Fédération, après une belle conférence en août 1903 à Tours. La Fédération comptait cinq groupements; elle eut 9 élus municipaux à Tours en 1904 : Pommier, Guillot, Fleury, Martin, Cochet, Dechène, Janot, Dubois.

La vieille Fédération continuait son action dans le département où elle avait conservé toute son influence. Ses principaux militants étaient très populaires dans les milieux politiques du chef-lieu et dans le département.

Elle organisa le Congrès national du Parti Socialiste Français, du 2 au 4 mai 1902. Tous ses leaders furent à Tours à

cette occasion : J. Jaurès, Briand, etc. Une grande manifestation de sympathie y accueillit Jaurès.

Le Congrès prépara la période électorale, le renouvellement de la Chambre étant proche. Aux élections législatives de 1902, il y eut un candidat dans chacune des deux circonscriptions de l'arrondissement de Tours.

Dans la première circonscription, Restiaux obtint 2.177 voix, contre 12.256 à Drake, progressiste (élu) et 9.868 à Pic-Paris, radical-socialiste.

Dans la deuxième circonscription, Léon Martinet obtint 5.217 voix, contre 9.930 à Tiphaine, radical-socialiste, et 6.412 à Dubois, réactionnaire. Martinet retira sa candidature au deuxième tour, le radical Tiphaine fut élu.

Les décisions du Congrès International d'Amsterdam furent accueillies favorablement par les deux organisations ; séparément, elles proclamèrent leur désir d'unité sur les bases définies par l'Internationale.

Ces déclarations furent faites spontanément en novembre et décembre 1904, et une réunion générale des Groupes de Tours se tint dès janvier 1905 ; quelques semaines plus tard, les délégations des Groupes étaient réunies le 20 février, et, après avoir entendu le délégué du C. C., Restiaux, s'affirmaient en faveur de l'unité.

Le 14 mai 1905, une réunion générale fonda la Section unitaire de Tours. Ferdinand Morin en fut le premier secrétaire ; E. Palissier, secrétaire adjoint ; Eugène Petiot, trésorier. Une Commission fut nommée pour rédiger les statuts d'une Fédération départementale et, à la suite d'une nouvelle réunion tenue le 25 mai à l'Hôtel du Grand-Turc, le Congrès départemental fut convoqué pour le 2 juillet 1905.

Le Congrès unitaire se tint sous la présidence de Louis Dubreuilh et Victor Dejeante, à Tours, assisté de Sicard, d'Amboise, et de Godeau, de Bléré. Furent représentés les Groupes de : *Azay-sur-Cher, Amboise, Bléré, Dierré, Monnaie, Saint-Denis-hors-Amboise, Saint-Maure, Tours,* par des

délégués de ces localités. Les Groupes de *La Haye-Descartes* et *l'Ile-Bouchard* avaient envoyé leur adhésion et leur mandat approuvant la fondation de l'unité.

Ferdinand Morin, au nom de la Commission organisatrice, rendit compte du mandat qu'elle avait mené à bonne fin; il fut approuvé et le projet de statuts rapporté par Craste fut adopté. Camin et Restiaux furent délégués au Conseil national et le premier bureau fédéral fut composé de J. Craste, secrétaire général; E. Petiot, secrétaire adjoint; Lumeau, trésorier; Malecot, trésorier adjoint; Dufrène, archiviste.

Le Congrès décida d'exiger des candidats aux élections législatives deux années de présence au Parti et accepta le contrôle sur le journal l'*Eclaireur*.

René Besnard était candidat radical; il rencontra dans toutes ses réunions les orateurs de la Fédération lui opposant le programme socialiste. Restiaux et Jaudel menèrent campagne et provoquèrent Besnard en réunions publiques, mais celui-ci refusa de répondre à leurs convocations.

Le deuxième Congrès unitaire se réunit salle du Manège, à Tours, le 10 décembre 1905. Il tint deux séances, l'une présidée par Janet, conseiller municipal de Tours, Laury, secrétaire; l'autre par Maujean, de Saint-Denis-hors-Amboise. Le Congrès décida l'abstention pour les élections sénatoriales et la participation aux élections législatives dans les deux circonscriptions de Tours; pour les autres arrondissements, il s'en remit aux Groupes de ces circonscriptions. Il décida, en outre, la constitution d'une caisse électorale.

Le 10 février 1906, Jaudel fut désigné comme candidat dans la première de Tours, où il rassembla 975 voix, et Restiaux dans la deuxième, où il obtint 5.149 suffrages. A Loches, la campagne d'organisation de Gustave Marin lui amena 199 voix.

Des Groupes nouveaux étaient nés à *Sorigny, Francueil, Vernou, Montlouis;* ceux de *Château-Renault, Monnaie* et *Langeais* s'étaient reconstitués.

Aussi, au troisième Congrès annuel tenu le 8 juillet 1906, à Bléré, sous la présidence de Pierre Renaudel, assisté de Gaudreau, Maujean, Laury, le rapport du secrétaire fédéral annonçait 19 Sections, dont quelques-unes en formation à *Luzillé, Civray, Lacroix, Pernay, Saint-Martin-le-Beau, Savonnières, Benais.*

La Section de Tours comptait 200 membres et la Fédération s'était augmentée de 250 adhérents.

Après l'adoption du rapport du secrétaire général Craste, le Congrès s'occupa de la crise viticole; il vota un ordre du jour réclamant l'interdiction du sucrage et invitant les vignerons à se constituer en Coopératives vinicoles.

Après le vote d'un ordre du jour contre le tsarisme, le bureau fédéral fut renouvelé avec Craste, Restiaux, Palissier, Ferdinand Morin, Petiot, Coste, Dufresne, Lory, Leblond, Leblot et Chayneau.

Dès ce moment la Fédération étendit son action et reprit son influence dans le département. Maxence Roldes, Camin, Restiaux, Ferdinand Morin, Craste, allèrent porter la parole socialiste dans les milieux paysans et fondèrent de nouveaux Groupes. Janot, Restiaux, Craste, Morin, allèrent contredire les radicaux de Tours et le chef du parti radical, Chautemps, à Saint-Martin-le-Beau.

Au Congrès de 1907, dix-huit Sections étaient représentées et à celui du 7 juillet 1908, à Tours, présidé par J. Dufour, député de l'Indre, des Groupes nouveaux de *Pernay, Seymes, Richelieu, Reugny,* avaient envoyé leur délégation. Le Congrès étudia le cas Gustave Hervé, se prononça contre toute exclusion, mais demanda la non réélection de ce dernier comme membre de la C. A. P.

Aux élections municipales de mai 1908, la liste socialiste obtint 1.250 voix à Tours et eut 7 candidats au deuxième tour sur la liste de coalition radicale et socialiste; à Saint-Denis-hors-Amboise, les 4 candidats du Parti, 112 voix; à

l'Ile-Bouchard, les 3 candidats socialistes, 110 voix, 1 élu au deuxième tour.

Le Congrès du 13 septembre 1908, tenu à Tours pour l'examen de l'ordre du jour du Congrès national de Toulouse, désigna Camin, secrétaire général; Petiot, trésorier, et Turpin, secrétaire adjoint.

Celui du 30 janvier 1910, précédent le Congrès national de Nimes, fut présidé par Adrien Veber, député de Paris; il décida de présenter Eugène Restiaux à Tours (première) et Emile Faure dans la deuxième. Restiaux obtint 1.937 voix et Emile Faure fut élu, au deuxième tour, par 10.478 voix.

Ce dernier ne tarda pas à s'évader de l'organisation.



BRIGAULT
Secrétaire fédéral

Aux élections municipales de 1912, il y eut à Tours une liste socialiste qui obtint les résultats suivants : Adam, 1.423; André, 1.515; Arnault, 1.385; Barbier, 1.389; Boistard, 1.712 ; Camin, 1.774 ; Chenebeau, 1.685; Delacour, 1.399; Delachaise, 1.651 ; Dorvau, 1.721 ; Dubois, 1.529; Falguière, 1.396; Feyel, 1.379; Garaud, 1.395; Gerbaud, 1.411 ; Graffin, 1.501 ; Jably, 1.390; Janot, 2.043; Léguillé, 1.521 ; Loison, 1.354; Martin, 1.338; Mesnard, 1.672; Ferdinand Morin, 1.815 ; Moreau, 1.434; E. Morin, 1.484; Nau, 1.364; Nonay, 1.353; Duchet, 1.343; Papillon, 1.493; Petiot, 1.466; Poubeau, 1.377; Reiny, 1.375; Robin, 1.365; Rouillé, 1.666; Trœstler, 1.346; Videgrain, 1.338. Au deuxième tour, il y eut 4 élus socialistes: M. Camin, Dorvau, Janot et Ferdinand Morin.

A Châteaurenault, 4 socialistes élus; à Amboise, 1 socialiste élu; à Louhans, 1 socialiste élu; à Hommes, 1 socialiste élu; à Civray-sur-Cher, 4 socialistes élus, etc., etc.

Aux élections législatives de 1914, l'arrondissement de Tours fut divisé en trois circonscriptions. Dans la première, contre René Besnard, 2,369 socialistes s'affirmèrent sur le nom du candidat présenté par le Parti, Dorvau; dans la deuxième, Ferdinand Morin obtint 4.241 voix au premier



tour et fut élu au deuxième par 7.611 voix; dans le troisième, contre Emile Faure, Léon Martinet rallia 2.001 voix au premier tour et 2.343 au deuxième.

A Chinon, Janot obtint 982 voix et Vernochet 3.817 à Loches.

C. Pendant et après la tourmente.

Pendant la guerre, la Fédération vivota comme toutes les fédérations du Parti; cependant une poignée de militants, non atteints par la mobilisation, Ferdinand Morin, Bonne-

fond, Lavollée, Nectoux, Adam, Dorvau, Janot, Dubourg-Connil, David, Rocher, continuèrent la propagande, se tinrent en contact avec les militants mobilisés, rassemblèrent les éléments restés dans leurs foyers et préparèrent les cadres de l'organisation fédérale à reprendre une action vigoureuse et bienfaisante dans le département.

Les élections de 1919 trouvèrent la Fédération debout. Aux élections législatives elle présenta une liste de 5 candidats: Ferdinand Morin, député sortant, 20.822 voix; Dorvau, 17.337; Vernochet, 17.617; Simon, 18.251; Rocher, 16.877; soit une moyenne de 18.180 voix; un élu, Ferdinand Morin.

Aux élections cantonales, la Fédération présenta 2 candidats dans le canton de Tours-Sud, au Conseil général et au Conseil d'arrondissement. F. Morin et Meunier furent élus.

Aux élections municipales, malgré une liste de bloc national, Morin et Dorvau sont élus au premier tour, et, au deuxième, 9 socialistes rentrent à l'Hôtel de Ville: Meunier, Boistard, Dubourg, Dardente, Arnault, Bernard, Pichard, Janot, Grousset. La liste socialiste est toute entière élue à Saint-Pierre-des-Corps; 4 élus à Hommes; 3 à Amboise; 3 à Château-Renault; 3 à Joué-les-Tours; 1 à Chédigny et 1 à Montbazon. A Céré c'est la liste socialiste qui est élue.

Le bureau fédéral pour 1920 est composé de Brigault, secrétaire fédéral; Dorvau, trésorier.

Elle compte 1.800 adhérents répartis dans les Sections de Tours, Amboise, Loches, Château-Renault, Bléré, Pernay, Monnaie, Saint-Pierre-des-Corps, Ligueil, Langeais, Preuilly-sur-Claise, Sorigny, Saint-Denis-hors-Amboise, l'Ile-Bouchard, Francueil, Vernou, Le Ripault, Reugny, Sainte-Maure, Chédigny, Noisay, Génillé, Nouans, Vallères, Villaines, Azay-le-Rideau, La Ville-aux-Dames, Berthenay, Céré, Hommes, La Haye-Descartes, Monts, Montbazon, Veigné, Artannes.

Fédération de l'Isère

A. Les premières affirmations de classe. Les premiers collectivistes.

Le Dauphiné fut une des premières provinces à se dresser contre l'absolutisme féodal. On pourrait même représenter le Dauphiné comme le véritable berceau de la Révolution Française, puisque les Etats Généraux de la Province, tenus à Vizille en 1788, furent le point de départ du mouvement qui entraîna tout le royaume et provoqua la convocation des Etats Généraux de Versailles. Depuis n'a cessé d'y souffler un vent d'indépendance, il prédispose les populations à accepter les idées nouvelles.

En 1873, le Conseil municipal de Grenoble n'hésita pas à voter un crédit pour l'envoi d'une délégation ouvrière à l'Exposition de Vienne, en Autriche; l'annulation de la délibération, par le préfet de l'Isère, souleva de platoniques protestations dans les milieux ouvriers; ils commencèrent à s'organiser quelques années après.

Dès 1876-1877, les ouvriers de Grenoble, Vienne et Voiron constituent, dans ces trois villes, des Chambres syndicales; pareillement à l'ensemble du mouvement ouvrier français au lendemain de la Commune, elles étaient plutôt à tendances mutualistes.

Au deuxième Congrès ouvrier de Lyon, de janvier 1878, les Chambres syndicales de fileurs, tondeurs, apprêteurs, de Vienne; les charpentiers, cordonniers, gantiers, polisseurs, de Grenoble, et celles de Voiron, étaient représentées.

Après sa sortie de prison, où il fut enfermé pour avoir organisé le Congrès International de 1878, Jules Guesde avait fait, à Vienne, une conférence, elle avait produit la plus grande impression sur les cerveaux ouvriers; un *Groupe ouvrier socialiste* s'était aussitôt formé.

Le Congrès de Marseille devait déterminer un réveil dans les milieux ouvriers de Grenoble, Vienne, Voiron, en les entraînant du terrain purement corporatif dans le courant socialiste et révolutionnaire, dont l'immortel Congrès de 1879 marqua la naissance en France. Saunier et Bernard représentèrent les Chambres syndicales de Grenoble; Ailloud, tailleur d'habits, et Colombier, celles de Vienne.

Bernard y joua même un certain rôle; il réclama l'égalité des sexes, le droit de vote pour la femme et aussi *la suppression de l'État qui protège les absurdités enseignées par le cléricalisme;* il se rangea dans la fraction révolutionnaire du Congrès en protestant contre les paroles de paix, de conciliation et de concorde prononcées par les orateurs de la fraction modérée: *La paix, dit-il, qui est-ce qui peut la réclamer, si ce n'est la bourgeoisie qui en a tous les privilèges.*

Et dans sa séance du 24 octobre, au cours du débat sur la coopération, Bernard prononça un discours nettement collectiviste et internationaliste: « *Ne cherchez pas à réclamer des réformes anodines, unissons-nous donc, que notre but soit l'appropriation collective des instruments de travail et du sol mis directement aux mains de ceux qui les font produire. Quant aux moyens, ils sont les mêmes que ceux de la bourgeoisie, guerre à tous les oisifs, à tous les parasites.* » Et plus loin: « *Notre parti, à nous, c'est celui de tous les travailleurs; nos ennemis, tous les oisifs; tendons une main fraternelle à nos frères de Russie et d'Allemagne et qu'un cri commun sorte de nos cœurs: Vive la Révolution sociale universelle.* »

Les représentants de l'Isère à Marseille votèrent la réso-

lution collectiviste, inspirée par le propagateur du socialisme en France, Jules Guesde.

Le manifeste intitulé: *Programme et Adresse des collectivistes français,* rédigé par Jules Guesde et publié dans le numéro du 21 janvier 1880 de l'*Egalité*, portait 111 signatures des ouvriers de Grenoble et 44 de Vienne, et lorsque parut le programme du Parti Ouvrier rédigé par Karl Marx, Engels et Jules Guesde, et communiqué de Zurich aux Groupes ouvriers français par Benoît Malon, parmi les premières approbations il convient de signaler celles de Grenoble et Vienne.

Dans cette dernière ville, parmi les signataires, Prosper Barral et Célestin Joseph, tisseurs de la Chambre Syndicale de l'*Industrie lainière*, André Colombier, Clément Patard, P. Delhomme, Mathieu Ruff, du Groupe socialiste. Le mouvement ouvrier à Grenoble s'était développé, les Syndicats déjà existants avaient recruté des adhésions, de nouvelles Chambres syndicales s'étaient créées dans les corporations suivantes: cordonniers, mégissiers, métallurgistes, maçons, tailleurs d'habits, etc.; tous ces Groupes avaient constitué entre eux la *Fédération Ouvrière*, dont le secrétaire, au cours de 1880, était le citoyen A. Lapierre. Dès les premiers mois de cette année, la création d'un journal hebdomadaire fut décidée, *La Révolution sociale*. Firent partie de la Commission d'organisation: Jules Bert, délégué ouvrier aux Congrès de Paris-Lyon, Bernard, délégué à Marseille, P. Blanc et Bénevent, des mégissiers, Bonaventure, Pain, Lyon, Charrel, secrétaire, et Bouvier, trésorier, des métallurgistes, Chapon, Collin, Coquand, conseiller prud'homme, Esmanjaud, conseiller prud'homme, Foullon, Lapierre, secrétaire des gantiers, Noël Marty, des cordonniers, Peyronnard, Ph. Saunier, conseiller prud'homme, Sillon, Vallat (Antoine).

B. L'agitation socialiste. Anarchistes et Socialistes. Le premier Mai

La Fédération agite l'opinion ouvrière, elle convoque à une grande réunion publique, en avril, les députés, les sénateurs du département et les principales notabilités politiques de la ville de Grenoble. Aucun des invités ne se rend à cette réunion; des discours enflammés sont prononcés; l'assemblée adopte, par de vives acclamations, les résolutions du Congrès de Marseille et décide la fondation, à Grenoble, du *Parti Ouvrier*. Au Congrès régional collectiviste révolutionnaire de l'Est, Bernard, de Grenoble, se vit encore confier les délégations de cette ville, et aussi celles de Vienne et Voiron.

Le 14 juillet 1880, le Groupe Socialiste a convié les militants à un banquet socialiste ouvrier au restaurant de *La Femme-Sans-Tête,* dans le quartier du même nom. Plus de cent ouvriers ont répondu à l'appel, le banquet est présidé par le citoyen Doyen; la prochaine venue à Grenoble des citoyens Eug. Fournière et Jules Guesde est annoncée.

La conférence de Fournière eut lieu à l'Alcazar, le 31 octobre; celle de Jules Guesde le 6 novembre, à la salle des Cantiers, 15, rue Bayard. Les ouvriers de toutes corporations avaient été invités à ces réunions par leurs chambres syndicales respectives.

La conférence Fournière fut un succès, mais l'effet produit par l'âpre éloquence de Jules Guesde fut prodigieux. Au lendemain de sa réunion, le 9 novembre, les Chambres syndicales décidèrent de se faire représenter au Congrès national du Havre. Coupat, des mécaniciens de Saint-Etienne, fut délégué, avec mandat de « *pousser aussi loin que possible les revendications des travailleurs et affirmer les principes de liberté politique et d'égalité sociale pour tous et pour toutes* ».

A Vienne, l'agitation n'en est pas moins intense, les mili-

tants ont une action très grande dans les milieux ouvriers, ils appellent fréquemment des orateurs de Paris, Lyon, Saint-Etienne; ils fondent une coopérative, un orphéon, des cercles ouvriers. Le 31 octobre 1880, Paule Mink prend part à une conférence précédée d'un cortège en tête duquel l'*Orphéon de l'Indépendance,* dont c'était la première sortie, déploya sa bannière rouge. Le 8 novembre, les groupes ouvriers et les chambres syndicales tinrent réunion en vue du Congrès du Havre. Les corporations des tondeurs, apprêteurs, fileurs, tisseurs, tailleurs, le *Centre progressif des travailleurs,* la *Coopérative,* la *Fédération ouvrière,* l'*Orphéon,* étaient représentés. On y acclama à nouveau les conclusions collectivistes de Marseille, on nomma un Comité électoral chargé de constituer des groupes de quartiers en vue de la désignation des candidats ouvriers. On délégua au Congrès du Havre Ailloud, tailleur d'habits, avec mandat de soutenir « *le programme collectiviste révolutionnaire et d'organiser le Parti ouvrier sur le terrain de la lutte des classes* ».

Deux nouveaux Groupes se constituèrent à cette même époque: le *Groupe d'Etudes sociales* et la *Jeunesse collectiviste révolutionnaire,* dont le premier secrétaire fut François Guillot, rue de la Petite-Mercière. Après le Congrès du Havre, les organisations ouvrières de Vienne et Grenoble approuvèrent leur délégué Coupat d'avoir rompu avec les corporatistes de la salle Franklin pour se joindre aux délégués révolutionnaires Paule Mink, Jean Dormoy, Léonie Rouzade, dont le Congrès s'était tenu à la salle de l'Union lyrique.

A Grenoble, un nouveau Groupe est né, le *Cercle républicain socialiste,* aux environs de 1882; au cours de cette même année, les militants ouvriers avaient décidé la publication d'un nouvel organe socialiste révolutionnaire; *La Révolution Sociale* n'avait eu que deux ou trois numéros et était disparu depuis longtemps.

Le nouveau journal *La Voix du Peuple* devait paraître le

14 juillet 1882, mais il ne trouva aucun imprimeur pour tirer le premier numéro.

Le mouvement était lancé, et il se serait normalement développé si les éléments anarchistes n'étaient venus jeter leurs ferments de désagrégation et désorganiser le prolétariat de ces deux villes. Leur introduction dans les milieux ouvriers grenoblois et viennois paralysa bientôt le mouvement et lui fit perdre près d'une dizaine d'années.

La propagande anarchiste s'étendit surtout à Vienne, où sévissait avec intensité une crise industrielle du tissage dont le prolétariat subissait les douloureuses répercussions. Les militants anarchistes visitèrent souvent la ville, leurs adeptes furent autant de nouveaux propagandistes. Un Groupe anarchiste, *Les Indignés,* fondé par Pierre Martin et Michel Sala, travaillait avec zèle le mouvement ouvrier. Le 29 avril 1890 eut lieu une conférence de Louise Michel. La bonne Louise fut acclamée, mais à côté d'elle se produisirent des violences de langage dont les policiers du gouvernement se servirent admirablement.



F. Dognin
Fondateur du P. O. F. de l'Isère

Deux jours après, à l'occasion du 1er Mai, le chômage fut complet dans toutes les usines ; le maire Jouffray, accompagné du commissaire central, ayant commis l'imprudence de se rendre au meeting, en furent expulsés ; des manifestations parcoururent les rues, les drapeaux rouges et noirs furent déployés, la gendarmerie sabre au clair chargea, la foule riposta une barri-

cade fut même dressée, ce fut l'émeute, la foule envahit la fabrique Brocat, des pièces de drap furent enlevées et distribuées, la force armée vint à bout de l'émeute dans le courant de l'après-midi. De nombreuses arrestations furent opérées, parmi lesquelles celles des agitateurs anarchistes Tennevin et Pierre Martin; dix-huit personnes, dont huit jeunes femmes, furent poursuivies et traduites devant la Cour d'assises de Grenoble, le 8 avril 1890. La plupart furent acquittées par le jury; Tennevin, Martin et Buisson furent condamnés à deux, cinq, un an de prison et à l'interdiction de séjour.

Parmi les acquittés, Marie Huguet, Jeanne Tavernier, Célestine Tavernier, Emilie Fustier, Jeanne Béal, Pauline Chastan, Françoise Oriol, Gagelin, Antoine Piollat, Lombart, Michel Huguet, Chatain, Genet, Garnier, Cellard.

A Grenoble, un nouveau Groupe socialiste révolutionnaire se reforma, débarrassé des éléments anarchistes. En 1888, il réunissait une vingtaine de membres, son action ne fut pas importante, le mouvement socialiste fut presque nul au cours de 1890-1892, cependant la manifestation du 1er Mai 1891 fut quelque peu mouvementée, et, au cours des échauffourées de la journée, les habituelles arrestations opérées.

C. La Fédération du P. O. F. L'action fédérale.

En août 1892, quelques militants grenoblois, parmi eux: Saunier, Girard (Antoine), F. Dognin, Max Durand, Saroyat, constituèrent le *Groupe du P. O. F.;* ce groupe adressa immédiatement son adhésion au Conseil national et célébra sa naissance par une conférence publique avec Paul Lafargue, le 15 septembre.

Cette réunion eut un très gros succès. Encouragé, le Groupe prit l'initiative de semer le grain socialiste dans le département; il n'eut pas de peine à fonder des Groupes à

Voiron, puis à *Tullins*, et à la *Motte-d'Aveillans*, où le Syndicat des mineurs vécut en excellente intelligence avec le Groupe.

De 1892 à 1897, le Groupe de Grenoble fut en quelque sorte un organisme départemental de propagande et d'organisation imbu de l'esprit de méthode du P. O. F.; les militants grenoblois ne pouvaient manquer de jeter les bases solides d'une puissante organisation.

Sous leur impulsion, les Groupes se formèrent un peu partout et bientôt la nécessité d'une organisation fédérale se fit sentir. Le P. O. F. de Grenoble convoqua, pour les 13 et 14 février 1897, à Grenoble, tous les Groupes du département en vue de la constitution de la Fédération départementale.

Ce Congrès revêtit une importance réelle par le nombre des Groupes représentés et aussi par les décisions prises. *Grenoble, Vienne, Bourgoin, Pont-de-Cherruy, Pont-en-Royans, Tullins, La Motte-d'Aveillans, Voiron, La Tronche, Sassenage, Rives-sur-Fure, Moirans, Montalieu-Vercieu, Abrets, Avenières, Tigneu, Fontaine, Tèche, Vinay*, etc., avaient envoyé des délégués.

Le Comité fédéral fut constitué par Chabert (Séraphin), Dognin, Ribaud et Saunier, de Grenoble; Bertrand, de Voiron; Gervat, de Pont-de-Cherruy; Jarrier, de Vinay; Quéron, de Tullins, et Monod, de Vienne.

La Fédération fut officiellement constituée pour « *marcher à la conquête du département* »; elle donna son adhésion au P. O. F. et décida la publication d'un organe mensuel, *Le Droit du Peuple*, en attendant « *la possibilité de le faire paraître toutes les semaines et quotidiennement* ».

Les décisions de ce premier Congrès ne furent pas lettre morte, la Fédération prit une réelle importance et son influence politique fut grande dans le département. Elle resta fidèle à l'organisation nationale choisie, et son journal parut mensuellement d'abord, dès août 1897, hebdomadairement ensuite, et quotidiennement le 2 octobre 1900. Ses princi-

paux rédacteurs furent le docteur Greffier, E. Dondey, Zévaès, P. Mistral, Dognin, Cornand, Million; ses administrateurs: Béraud, Dognin, Fay, A. Girard, Greffier, P. Mistral et Ribaud.

La Fédération de l'Isère prend un rapide développement. Ses propagandistes, F. Dognin, le docteur Greffier, P. Mistral, Ribaud, Girard, sillonnent le département.

A leur appel, les travailleurs se groupent et bientôt le P. O. F. compte l'Isère parmi ses plus solides organisations départementales.

Aux élections législatives de 1898, l'élection retentissante de Zévaès à Grenoble détermine un fort courant socialiste dans tout le département.

Aussi, au Congrès départemental tenu à Vienne les 10 et 11 décembre 1898, le rapport du secrétaire fédéral Dognin accusait 49 Groupes adhérents, répartis dans les 35 communes suivantes: *Abrets, Avenières, Bernin, Bourgoin, Domène, Fontaine, Izeaux, La Motte-d'Aveillans, La Rivière, La Tronche, Moirans, Montalieu-Vercieu, Pont-de-Cherruy, Pont-en-Royans, Proveysieux, Renage, Rives-sur-Fure, Saint-Bonnet-de-Chavagne, Saint-Egrève, Saint-Robert, Saint-Martin-d'Hères, Saint-Paul-de-Varces, Saint-Quentin-sur-Isère, Saint-Simon-de-Bressieux, Sassenage, Seyssinet, Tèche, Tigneu, Tullins-Fures, Vatillieu, Vienne, Vinay, Voiron, Voreppe.*

A Grenoble, une *Maison du Peuple* coopérative a été fondée, le Parti ouvrier a créé des Groupes de quartier: l'*Union socialiste du canton Est*, l'*Emancipation socialiste du canton Nord*, l'*Union collectiviste du quartier de la Femme-Sans-Tête*, le *Parti ouvrier du quartier Saint-Laurent*, le *Groupe collectiviste révolutionnaire des Iles*, la *Section Karl-Marx*, l'*Eclaireur révolutionnaire*, l'*Avant-Garde révolutionnaire*. La Fédération a même groupé les ouvriers italiens en *Section italienne du Parti ouvrier.*

L'année suivante, au Congrès de Tullins, 21-22 octobre

1890, de nouveaux Groupes sont annoncés ou en formation à *Beaurepaire, La Croix-Rouge, Crolles, Chaparaillan, Coublevie, Allevard, Saint-Agnès, Villard-Bonnet, Jallieu, La Tour-du-Pin, Vizille.*

Les Syndicats ouvriers de la boulangerie, carosserie, cartonnerie, chapellerie, chauffeurs-mécaniciens, employés du gaz, maçons, mégissiers, métallurgistes, palissonniers, mégissiers, palissonniers en couleur, plombiers-zingueurs, mouleurs, menuisiers, gantiers, tailleurs d'habits, se sont constitués à Grenoble et leurs militants principaux sont également adhérents aux Groupes du Parti ouvrier.



Dr Greffier

A *Vienne,* la Bourse du Travail, fondée en 1891, abrite 6 ou 7 syndicats: chapeliers, tisseurs, cardeurs, mouleurs, peintres, maçons-terrassiers. A *Voiron,* les Syndicats de métallurgistes, tisseurs en soie, menuisiers, mouleurs, terrassiers, inaugurent, en 1898, une Bourse du Travail et, quelque temps après, une *Maison du Peuple* pour abriter les groupes ouvriers socialistes. A *Vinay,* un syndicat d'ouvriers nacriers s'est constitué; à *Rives,* les métallurgistes se sont syndiqués, et, à *La Motte-d'Aveillans,* les mineurs.

Les principaux militants de la Fédération étaient à cette époque: A. Girard, Béraud, Fay (Th.), F. Dognin, P. Mistral, le docteur Greffier, Zévaès, à Grenoble; Buisset, à Rives; Brenier, Monod, Morel et les frères Noyaret, à Vienne, Raval, Bertrand, Charrat, Baret, Allard-Jacquin, à Voiron; Cartier, à Tullins; Magnat, à La Motte-Saint Martin; Ber-

thet, Sayettat, Girard, Jeymond, à Vizille; Micol, Gauthier, à Lancey; François Charvel, à Notre-Dame-de-Vaulx; Passet, à Entre-deux-Guiers; Jules Thiercelin, Thévenon, Pradelles, Guisard, Lemonie, etc.

C'est au moment des premières tentatives d'unité venant après l'entrée de Millerand au ministère. La Fédération de l'Isère, par l'organe de son Conseil fédéral, et par résolution du Congrès de Tullins, avait donné son approbation au manifeste Guesde-Vaillant contre la participation socialiste au pouvoir bourgeois.

Elle avait pris une réelle importance, la bourgeoisie commença à s'émouvoir. A Grenoble, à l'approche des élections municipales de 1900, la coalition de tous les partis se noue pour empêcher le Parti ouvrier de pénétrer à l'Hôtel de Ville; la liste socialiste entière recueille 4.500 suffrages. Dans le département, à Saint-Marcellin, à Voiron, à Vienne, etc., les militants rivalisent d'ardeur. C'est toute une période de lutte ardente jusqu'en 1902; les adversaires du socialisme jettent la boue et distribuent injures et calomnies contre les militants poursuivant leur œuvre d'émancipation ouvrière; des ouvriers sont renvoyés, d'autres privés de leur gagne-pain, on atteint d'autres dans leur commerce. *Le Droit du Peuple* est assailli de procès de toute nature; le 27 novembre 1901, son gérant Dijon et le citoyen Mistral, auteur d'un article dénonçant certains abus du militarisme à Grenoble, sont traduits devant la Cour d'assises de l'Isère mais ils sont acquittés. Rien n'abattit la foi des militants de la Fédération.

D. La scission. — La trahison zévaésiste. La lutte pour le journal.

Mais l'entrée de Millerand au ministère a provoqué une douloureuse surprise. La Fédération édite en brochures les discours de Zévaès et Guesde au Congrès Japy et les répand

à des milliers d'exemplaires; cependant, les Groupes n'ont pas fléchi. *Saint-Marcellin, La Mure,* d'autres suivent le Parti ouvrier grenoblois renouvelant sa solidarité avec le P. O. F.

Jules Guesde vient à Grenoble le 30 octobre 1900 avec Zévaès et Lucien Roland; ils visitent les Groupes, pas un Groupe de la Fédération ne faiblit. Une tentative de constitution de Fédération autonome, tentée par Parsons, n'a aucun succès; deux embryons de groupes, *Union des Travailleurs socialistes indépendants,* à Grenoble, et un *Comité républicain socialiste,* à Vienne, seuls répondent à son appel et se fédèrent à la Fédération autonome du Rhône. A *Vienne,* le Groupe du P. O. F. tient bon et de nouveaux Groupes se créent sous l'action de la Fédération à *Saint-Symphorien, Pont-de-Cherruy, Pont-Evêque, Heyrieux, Pont-en-Royans, Les Abrets, Sillans.*

Le Congrès de la salle Wagram voit se consommer la scission entre éléments ministérialistes et révolutionnaires. La Fédération de l'Isère approuve ses délégués, solidarisés avec ceux du P. O. F. Les Groupes envoient tous des ordres du jour de félicitation et de solidarité. A *Bourgoin,* au *Versoud, Dolomieu, Saint-Egrève,* les Groupes se constituent dès 1901 et aux élections cantonales la Fédération enregistre les succès de Mistral, à Grenoble-Est, et Morel, à Vienne, élus conseillers généraux, et de Dognin, à Grenoble-Sud, au Conseil d'arrondissement. Le docteur Greffier n'est battu qu'à 200 voix au canton nord de Grenoble; le département est sillonné en tous sens par les propagandistes et les Groupes s'ajoutent aux Groupes à *Pontcharra,* à *Allevard,* à *La Chapelle-du-Bard.*

Les efforts de Parsons sont infructueux, il a quelques adhésions isolées à La Motte-d'Aveillans, il y donne une conférence le 14 avril 1901, où il trouve Dognin, Girard et Zévaès, l'unité révolutionnaire y est acclamée.

La période électorale législative trouve une Fédération départementale fortement organisée. La lutte fut âpre, pas-

sionnée, dans les cinq circonscriptions où bataillent les cinq porte-drapeaux du Parti. Un effort formidable fut tenté à Grenoble contre Zévaès, abattu par l'homme de la Grande-Chartreuse, malgré 2.700 voix gagnées de 1898 à 1902 ; dans l'ensemble du département, les voix socialistes avaient doublé.

L'échec de Zévaès devait avoir de tristes conséquences. Au lendemain de sa défaite, il trahissait le Parti ouvrier, ce Parti ouvrier à qui il devait tout ; en juin 1902, il s'empare du *Droit du Peuple*, le retourne contre ses fondateurs ; les militants éprouvés de Grenoble surmontent leur écœurement, ils fondent pour se défendre et pour reprendre le bon combat *Le Socialiste de l'Isère*, publié hebdomadairement jusqu'en mars 1903, époque où Zévaès abandonne *Le Droit du Peuple*, en faillite, pour fonder un autre quotidien destiné à défendre sa politique personnelle, l'*Ami du Peuple*, dont l'existence fut fugitive.

La Fédération relève *Le Droit du Peuple*, avec, comme rédacteur en chef, Paul Mistral jusqu'en 1910, où il cède la rédaction en chef à J.-L. Chastenet, employé des postes révoqué à la suite de la grève des P. T. T. de 1909. Les autres rédacteurs sont Labat, A.-H. Dumas, un vieux collectiviste du Gard, le docteur Greffier, P. Béraud, Raffin-Dugens, Giray, Michalon.

Les principaux collaborateurs sont Jules Guesde, Jean Jaurès, Maurice Allard, Compère-Morel, Henry Nivet, Brizon, Hubert Rouger, Bræmer, Mistral, Brenier, Raffin-Dugens.

Alexandre Zévaès fonde une Fédération indépendante, sa trahison désorganise les Groupes, les militants se découragent, se dispersent, et commence alors une période de luttes intestines et héroïques pour la poignée de vieux socialistes comme Dognin, Béraud, le docteur Greffier, Girard, Mistral, etc.

Il fallut leurs efforts persévérants pour redonner à la Fédération force et vigueur.

Les vieux Groupes, ceux de *Pont-de-Beauvoisin*, *Bour-*

gein, Voiron, etc., restent de solides noyaux; tous les samedis et dimanches, Greffier, Mistral, Dognin, Fay, Ribaud, parcourent le département pour sonner le ralliement. Les communes de *Crolles, Chichiliane, Domène, La Mure, Saint-Egrève, Eybens, Saint-Simon-de-Bressieux, Vizille, Pierre-Chatel, Saint-Jean-le-Vieux, La Salle-en-Beaumont, Saint-Lattier, Saint-Maurice-en-Trièves, Lalley, Tréminis, Allemond, Livet, Bourg-d'Oisans,* cinquante autres communes reçoivent la visite des orateurs fédéraux.

Zévaès recrute pour sa Fédération, il trouve toujours en face de lui ceux qu'il a trahis; il conférencie à Vinay, c'est Dognin et Ribaud lui reprochant sa conduite; il se trouve à Saint-Georges-de-Commiers, c'est Dognin et Greffier qu'il rencontre; il va à Voiron, c'est Mistral se dressant devant lui.

Raffin-Dugens est frappé de mesure disciplinaire par l'Académie, trois conseillers départementaux démissionnent pour protester contre cette mesure administrative, ils sont réélus triomphalement avec Raffin. Zévaès poursuit sa besogne divisionniste, il convoque, pour le 8 février 1903, un Congrès autonome à Grenoble, tenu sous la présidence de Viviani: les militants du Parti ouvrier se rendent à la conférence, Zévaès et Viviani sont assiégés à la sortie dans le café attenant à la salle de réunion.

Durant plusieurs années, ce sera la lutte sans merci, la Fédération organise des réunions où elle convoque Zévaès, celui-ci se dérobe; il prend sa revanche à la conférence donnée par Jules Guesde, Dubreuilh et U. Gohier, le 7 juin 1903, où, après avoir tenté de se défiler, il vient avec ses acolytes organiser le boucan et empêcher Guesde d'être entendu par les 3.500 auditeurs présents.

Le 28 juin, le Conseil fédéral, composé de: Allard-Jacquin, conseiller municipal de Saint-Martin-d'Hères; P. Béraud, de Grenoble; Bellot, de Domène; Buisset, de Rives; Cartier, de Tullins; E. Chatain, de la Terrasse; Eug. Charlier, de Saint-Egrève; M. David, de la Tronche; Dognin, de

Grenoble; F. Ferrand, de Pont-de-Beauvoisin; Joseph Ferrand, conseiller municipal de Claix; F. Fay, de Grenoble; A. Girard, docteur Greffier, de Grenoble; J. Magnat, de la Motte-Saint-Martin; P. Mistral, conseiller général; Monot, de Saint-Siméon-Bressieux; Pommier, conseiller municipal de la Tour-du-Pin; J. Ribaud, de Grenoble; J. Ravat, de Voiron; Sayetat, de Vizille, décide de profiter de l'élection sénatoriale complémentaire du 26 juillet pour adresser au collège sénatorial une déclaration socialiste soutenue par le docteur Greffier, candidat de protestation contre les manœuvres de Zévaès, allié avec les radicaux



Buisset, député
Photo Manuel.

Greffier n'eut que 7 voix.

Le huitième Congrès départemental se tint les 5 et 6 septembre 1903, à Grenoble. La Fédération compte 33 groupes adhérents, dont 23 fonctionnent régulièrement ; 3 l'ont quittée. Trente groupes sont représentés au Congrès, présidé par le docteur Greffier. On y étudie la situation du *Droit du Peuple,* l'ordre du jour du Congrès de Reims, on réélit le Conseil fédéral et on décide d'opposer la candidature de P. Mistral à celle de Zévaès, présentée à l'élection complémentaire nécessitée par l'élection au Sénat de M. Gustave Rivet, député de la Vallée (première circonscription de Grenoble).

La campagne électorale fut d'une violence inouïe. La candidature Mistral est soutenue par le Conseil central de l'U. S. R., Paul Constans et Thivrier, députés de l'Allier,

Bouveri, député de Saône-et-Loire; elle reçoit des adresses et des souscriptions des Fédérations de l'Ain, du Gard, de la Haute-Vienne, de la Seine, de la Loire, de la Gironde, de Seine-et-Oise, etc. Des réunions tumultueuses eurent lieu à Vizille, où, sous la présidence d'un bureau socialiste, Dognin fustigea le renégat; les femmes socialistes offrirent à *Alexandre Tourneveste* des fleurs jaunes. A Allevard, même réception. Mistral poursuivait sa courageuse campagne de moralité et de salubrité publique. Dognin, Giray, pourchassaient Zévaès.

Malheureusement, le résultat ne couronna point les efforts des militants du Parti ouvrier. P. Mistral rassembla 868 voix. Ses remerciements aux électeurs disaient: « *Si le scrutin de dimanche semble condamner passagèrement la probité et paraît donner une prime à la trahison, j'ai le ferme espoir que les travailleurs finiront par se ressaisir et il ne diminue en rien notre foi en le socialisme, elle ne s'en trouve qu'attristée, les événements ne tarderont pas, mieux que nous, à dissiper l'équivoque.* »

La prophétie de P. Mistral ne tarda pas à se réaliser: en moins de deux ans, Zévaès trahissait tour à tour les radicaux et les socialistes indépendants.

L'année suivante, le 20 mars 1904, la Fédération tenait son Congrès à Grenoble, dans la salle de la Chenoise, sous la présidence de Paul Lafargue, après une belle réunion à l'Eldorado. Cinquante-deux délégués représentaient les Groupes de *Goncelin, Visille, Pont-de-Claix, Rives, Voiron, Saint-Egrève, La Tronche, Laval, Grenoble, Pont-de-Beauvoisin, Saint-Paul-de-Varces, La Motte-d'Aveillans, La Motte-Saint-Martin, Le Versoud, Entre-deux-Guiers, Domène.*

Les Groupes de *La Mure, La Terrasse, Notre-Dame-de-Vaux, Chapareillan, Pontcharra, La Tour-du-Pin, Claix*, disloqués mais en voie de reconstitution, s'étaient fait excuser.

Aucune trace de découragement; les vieux lutteurs ne

désespéraient point du socialisme, ils affirmèrent intrépidement leur fidélité et leur volonté de reconquérir le département; tous se déclarèrent résolus à poursuivre encore plus vigoureusement l'œuvre d'affranchissement comme étant le but — disent les comptes rendus du Congrès — du Parti Socialiste de France.

Les séances furent consacrées à analyser les causes de l'échec dans l'élection de la Vallée:

« *L'équivoque n'était pas encore dissipée, Zévaès apparaissait encore aux yeux de beaucoup comme socialiste, les travailleurs non organisés, les électeurs socialistes ne s'étaient pas rendus compte de la trahison, les vives attaques des militants de la Fédération avaient valu à Zévaès de nombreux suffrages des adversaires du socialisme.* »

On y examina les moyens pour l'extension du *Droit du Peuple* et le docteur Greffier se vit confier le secrétariat fédéral.

Malgré tout, le Parti était affaibli par les divisions socialistes et il ne put donner l'effort utile aux élections municipales de 1904. A Grenoble, il y eut une vague de découragement dans le corps électoral, un tiers d'abstentions; la liste réactionnaire du Conseil sortant trouva en face d'elle une liste de radicaux alliés aux amis de Zévaès. Au premier tour, il y eut quinze élus radicaux et un conseiller sortant; au deuxième tour, les amis de Zévaès furent battus par les candidats du Conseil sortant. Ce fut pour Zévaès un effondrement. La réunion donnée par lui au cours de la période électorale était privée, il fallait montrer patte blanche pour y être admis, ce qui ne l'empêcha point d'être troublée et le discours de Zévaès couvert de huées.

Les propagandistes reprennent la besace et parcourent le département, distribuant à profusion journaux et brochures, recrutant patiemment une à une les adhésions, reconstituant péniblement des embryons de Groupes.

Cependant les yeux commençaient à s'ouvrir et dans un

Congrès autonome cantonal convoqué par Zévaès ce dernier était battu en brèche par ses propres amis. Au premier tour, sa candidature au Conseil général de Grenoble-Sud obtenait 8 mandats contre 8 au pharmacien Martin, désigné au deuxième tour par 11 mandats contre 5.

Alexandre Zévaès ne s'incline pas; dans un Congrès tenu à Domène, présidé par le radical G. Rivet, à l'élection duquel il avait contribué, il se fait sacrer candidat au Conseil général et il bat le citoyen Martin.

Une première scission se fit dans les rangs zévaesistes; du reste ils commencent à s'éclaircir.

Le 1er octobre, une grande fête pour l'anniversaire du *Droit du Peuple* était couronnée de succès, les travailleurs de Grenoble se reprenaient et revenaient au Parti; Lafargue et Vaillandet, ancien maire révoqué de Bourges, furent acclamés; le lendemain, au banquet, de nombreuses délégations du département s'étaient rendues à l'appel du Parti ouvrier grenoblois.

E. Le Congrès d'Amsterdam. Nouvel élan du socialisme. L'Unité socialiste.

Le Congrès d'Amsterdam condamne le ministérialisme et invite les socialistes français à réaliser leur unité.

Les décisions de l'Internationale furent accueillies avec enthousiasme dans l'Isère; les pourparlers d'unité furent facilités par l'expulsion de Zévaès de la Fédération autonome qu'il avait fini par organiser. Le 6 mars 1905, cette dernière votait un ordre du jour acceptant les décisions de l'Internationale et se déclarant prête à se rallier à l'unité socialiste.

Le secrétaire fédéral de la Fédération autonome, Rambaud, [illegible] en pourparlers avec celui de la Fédération du Parti [illegible], et une première réunion unitaire se tenait le 10 mai [illegible] prenaient part: Béraud, David, F. Dognin,

F. Fay, A. Girard, Dr Greffier, P. Mistral, du Parti Socialiste de France; H. Girard, Jallifier, Martin, Michalon, Policand, Rambaud, de la Fédération autonome. L'accord se réalisait l'Assemblée se constituait en Commission provisoire d'unification avec le Dr Greffier et A. Rambaud comme secrétaires.

Le 20 mai, les socialistes de Grenoble constituaient la Section unifiée de Grenoble avec le bureau suivant : A. Rambaud, secrétaire; P. Mistral, trésorier; Mémet, David, J. Giroud, Girard, Ferrier, Jullifier, Odrat, Telmat, membres.

Le Congrès départemental d'unité fut décidé, il se réunit les 29 et 30 juillet 1905, salle de la Chenoise, à Grenoble. Etaient représentés les Groupes de *Grenoble,* par Ferrier, Telmat, J. Giroud, Conche, Mary-Poix, Routin, Camand, Satre; *Voiron,* par Filhol, Pierre Brizon, Girier; *Vizille,* Louis Guinet; *Coublevie,* Michalon; *Bourgoin,* Brussatori; *Domène,* Coquet et Bellot; *Rives,* Louis Villerand; *Eybens,* Ch. Barbier; *La Motte-Saint-Martin,* Magnat; *Entre-deux-Guiers,* François Pierreton; *La Motte-d'Aveillans,* V. Oddoux; *Notre-Dame-de-Vaux,* Barret; *Saint-Egrève,* Charlier et Thermat; *Susville,* Casimir Bonnet; *La Tronche,* Jules Roulet; *La Terrasse,* Gaston Chatain; *Vinay,* Fabre; *Pont-en-Royans,* A. Girard; *Izeaux,* Richard; *Tullins,* Cartier; *Pontcharra,* Blanc; *Saint-Siméon-de-Bressieux.*



GIRAY
Ancien député
Photo Manuel.

Groupes excusés : *Pont-de-Beauvoisin, Charnècles, Pont-de-Claix, Goncelin, Saint-Paul-de-Varces, Saint-Quentin,*

Sassenage, La Tour-du-Pin, qui avaient envoyé des adresses d'adhésions.

Le Congrès du 13 octobre 1907, donne lieu à une belle manifestation, salle du Gymnase Municipal, avec Marcel Cachin et Mistral.

Le Congrès réunit 60 delégués de 30 Groupes, la Fédération en compte 44; il se prononce pour les modifications aux statuts du Parti, pour l'entente avec les organisations syndicales et pour une action parallèle avec elles, pour la R. P. et adopte, sur la question du militarisme, la motion de l'Yonne, à l'unanimité.

De nouveaux Groupes ont surgi à *Dolomieu, Saint-Jean-de-Moirans, Lancey, Massieu* et à *Jarcieu,* où un vieux militant du P. S. R. de Lyon, dauphinois d'origine, Giray, plus tard député, a recruté des adhésions dans une quinzaine de communes de son canton.

La Fédération organise des tournées de propagande avec Vincent Carlier, député de Marseille; puis Wilm, Jules Nadi, de la Drôme, etc.; elle constitue des agglomérations cantonales sur la proposition de Giray, de Jarcieu, et du Groupe de Rives.

Pendant la crise viticole, la Fédération se solidarise par l'organe de son Conseil fédéral avec *les gueux du Midi,* et lorsque le 140e d'infanterie, en garnison à Grenoble, est désigné pour aller occuper les départements du Midi insurgé, *Le Droit du Peuple* s'adresse aux soldats du 140e en leur demandant, à eux fils d'ouvriers et de paysans, de ne pas commettre le crime de tirer sur les vignerons affamés.

Le Procureur poursuivit, pour cet article, *Le Droit du Peuple* et son gérant le vieux militant Béraud; le procès vint le 27 novembre 1907 devant la Cour d'Assises de l'Isère; Aldy, député de Narbonne, était au banc de la défense; son éloquente plaidoirie, et aussi l'émouvante déposition de Ferroul, produisirent une forte émotion sur le jury, un verdict d'acquittement fut rendu. Le soir eut lieu une imposante

nifestation avec le concours de Aldy, Cachin et Ferroul. Ils tirèrent les conclusions socialistes de la crise viticole et furent ovationnés.

F. Les victoires électorales. Les résultats de 40 années de propagande.

Aux élections municipales de 1908, le Parti socialiste était représenté dans une dizaine d'Hôtels de Ville et possédait 4 municipalités.

Des adhérents individuels assistaient au Congrès : Jouffray, conseiller municipal de *Noyarey;* Ducros, de *Saint-Ismier;* Goulier, de *Voreppe.*

L'unité s'était réalisée facilement dans tout le département, sauf à Voiron où de légères difficultés entre le *Groupe du Parti ouvrier* et le Groupe *l'Unité,* furent rapidement aplanies grâce à Brizon.

Le règlement de la Fédération unitaire fut adopté par le Congrès du 29-30 juillet; l'Assemblée vota deux résolutions: une protestant contre les persécutions dirigées contre les professeurs, comme Pierre Brizon, et une autre internationaliste contre la guerre.

Le bureau fédéral fut composé de: Béraud, Dognin, F. Fay, A. Girard, H. Girard, Dr Greffier, L. Martin, P. Mistral, Pont, Rambaud, Torrat.

Au Congrès suivant, tenu le 17 décembre 1905, et auquel prirent part 100 délégués, la Fédération décida de présenter 4 candidats aux élections sénatoriales: Jaurès, Guesde, Lafargue et Vaillant, sur les noms desquels s'affirmèrent 31 délégués sénatoriaux (Jaurès, 36). Le même Congrès avait décidé de présenter des candidats aux élections législatives dans toutes les circonscriptions; le Parti Socialiste retrouva 12.000 voix.

L'anniversaire de la Révolution russe avait été célébré le

22 janvier 1906, dans plus de 40 communes de l'Isère, par des meetings et réunions auxquelles avaient participé Ducos de la Haille, P. Brizon, J. Nadi, de la Drôme; Rambaud, Mistral, Jean Voillot, conseiller général du Rhône; Michalon, Dognin, Dr Greffier, etc.

Après le premier tour de scrutin aux élections législatives de 1906, les candidatures du Dr Greffier et P. Mistral furent retirées en faveur des candidats républicains les plus favorisés, dans la troisième de Grenoble et celle de Saint-Marcellin.

Celle de Brizon, dans la deuxième de Grenoble, contre le clérical Pichat et le socialiste rénégat Cornand, fut retirée purement et simplement; la Fédération déclarant qu'elle était prête à se rallier à toute candidature républicaine, susceptible de faire l'union républicaine pour abattre Pichat, autre que celle de Cornand.

La Fédération avait maintenant franchi la passe difficile et si, aux élections cantonales de 1907, Mistral et Dognin succombèrent à Grenoble sous la coalition de tous les autres partis, si les résultats ne furent pas encore brillants, du moins l'œuvre d'organisation va se développer normalement et progressivement.

Mais voici bientôt les élections législatives de 1910, elles donnent lieu à une campagne admirable; des candidats socialistes sont présentés dans 7 circonscriptions sur 8, ils recueillent près de 30.000 suffrages dans tout le département: P. Mistral et Raffin-Dugens à Grenoble; Brenier à Vienne, sont élus députés; Buisset échoue à deux cents voix seulement à Saint-Marcellin.

Ces succès encourageants redoublèrent l'ardeur des militants; Mistral, Raffin-Dugens et Brenier visitèrent leur arrondissement, fortifièrent et développèrent les formations socialistes existantes, en constituèrent de nouvelles; ils furent à la disposition de la Fédération, elle les envoya sur les divers points du département apporter l'appui de leur parole

autorisée aux militants dévoués de la première heure, lutteurs obscurs dans les campagnes les plus reculées ; aussi aux élections législatives de 1914, après une vive campagne contre le militarisme et la loi de 3 ans, doublée d'une forte propagande socialiste, non seulement Brenier, Mistral et Raffin voyaient renouveler leur mandat, mais les électeurs de Saint-Marcellin et de La Tour-du-Pin envoyaient Buisset et Giray les rejoindre au Palais-Bourbon.

La Fédération de l'Isère permettait toutes les espérances, la conquête du département était en bonne voie, elle avait surmonté ls pires obstacles lorsque la guerre vint.

A la veille de la guerre, la Fédération comptait 118 Sections, près de 1.800 cotisants.



CHASTANET
Adjoint au maire de Grenoble

En plus des vieilles Sections, de nouvelles s'étaient constituées à : *l'Albenc, Saint-André-le-Gaz, Allemond, St-Antoine, Beaucroissant, La Batie-Mongascon, St-Denis, St-Blaise-de-Buis, Brignoud, St-Bonnet-de-Chevagne, St-Barthélemy-de-Beaurepaire, Le Buisse, Claix, Chassieu, Corbelin, Chuzet, Crémieu, La Cote-Saint-André, Chatte, Charavines, Communay, Chimilin, Dolomieu, Decines-Charpieu, Eylens, Feysin, Faverges, Grand-Lemps, Le Gua, Goncelin, Garès, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Joseph-de-Rivière, Saint-Jean-de-Soudain, Jarcieu, Saint-Jean-de-Moirans, Saint-Laurent-du-Pont, Lancey, Laval, Laffrey, Morestel, Saint-Martin-de-la-Cluze, La Motte-Saint-Martin, Saint-Martin-de-Clelles, La Mure, Merlas,*

Saint-Martin-le-Vinout, Saint-Marcellin, Massieu, Marennes, Noyarey, Nicolas, Oz-en-Oisans, Péage-de-Vizilles, Pontcharra, Pont-de-Claix, Pont-de-Beauvoisin, Saint-Priest, Pusignan, Saint-Pierre-d'Allevard, Pact, Roybon, Ruy, Roussillon, Susville, Saint-Symphorien-d'Ozon, Saint-Sorlin-de-Morestel, Le Sône, Sardieu, Trept, Tencin, Voulnaveys, Vézeronce, Vif, Venerieu, Vinosc, Saint-Victor-de-Cessieu.

De nombreuses coopératives existaient: *la Solidarité des Abrets, l'Union coopérative d'Allevard-les-Bains, l'Aurore des Travailleurs, à La Bâtie-Mongascon; l'Union des Travailleurs, à Corbelin; la Famille, à Domène; l'Avenir, au Grand-Lemps; l'Aurore sociale, à Izeaux; l'Union des Travailleurs, à la Motte-d'Aveillans; la Revanche prolétarienne, à Renage; la Prolétarienne, à Bourgoin; l'Union fraternelle, à Voiron; l'Avenir, à Saint-Symphorien; l'Union ouvrière, à Dolomieu; à Grenoble, deux coopératives de consommation.*

Pendant la guerre, les Groupes ruraux désorganisés par la mobilisation n'eurent qu'une existence nominale; mais la propagande socialiste ne fut pas interrompue grâce à l'organe fédéral *Le Droit du Peuple* devenu aujourd'hui, grâce au dévouement des militants de l'Isère, un grand journal vivant, combattif, très informé, dont le tirage monte sans cesse, étendant l'influence du Parti socialiste dans le département.

Grâce au labeur acharné de P. Mistral, Giraud, A. Ricard, J.-L. Chastanet, Ravanal, Barbaret, Bourgeois, Aurouze, Jacquemet, Guillet, Estachy, Grémin, le journal est appuyé d'une œuvre socialiste l'*Imprimerie Nouvelle,* édifiée avec la contribution des camarades, elle est la propriété du Parti.

La Commission exécutive de la Fédération, pour 1919-1920, est composée de Giraud, remplaçant au secrétariat le bon docteur Greffier, décédé en décembre 1917, dont la vie toute d'abnégation fut tout entière consacrée à la cause de la Révolution sociale: A. Ricard, trésorier; Bourgeois, secrétaire adjoint; V. Gremin, Raffin-Dugens, J.-L. Chastanet, P. Mistral, Ravanet, Estachy et Barbaret.

La Fédération a deux élus au Parlement: Buisset et P. Mistral; six au Conseil général: Buisset, Giray, F. Dognin, Mistral, Dr Ricard et Giraud; quatre au Conseil d'arrondissement de Grenoble: Allemand, Auguste Beau, Roudet, Raffin-Rémy. A Grenoble, 24 socialistes entrent à l'Hôtel de Ville; Mistral est élu maire; J.-L. Chastanet et A. Ricard, adjoints; à la Motte-d'Aveillans, le Dr Ricard est maire; à Vizille, Berthet; à Rives, Buisset; à Voiron, Ravat; à Gières, Bois; à Izeaux, Gaillard.

La propagande intense a repris dans tout le département travaillé avec méthode par les militants de la Fédération, dont le secrétaire fédéral est Guillet, instituteur.

Fidèles à la ligne de conduite tracée par les premiers pionniers du Socialisme dans l'Isère, les militants de l'heure présente sont restés sur le terrain de classe, ils peuvent examiner avec fierté le chemin parcouru. Le Socialisme révolutionnaire et internationaliste défendu, au Congrès de Marseille de 1879, par le délégué de Grenoble, est plus que jamais celui qui est propagé dans l'Isère, et la Fédération Socialiste ne tardera pas à occuper une place marquante dans les rangs de l'Internationale ouvrière.

Pour s'en convaincre, il suffira de parcourir les résultats électoraux au cours des trente dernières années et ceux de 1919, où s'affirme fièrement la force nouvelle du Socialisme dauphinois.

G. L'action électorale socialiste dans le Département.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

ÉLECTION 1889 (994 voix).

Grenoble: X..., 994 voix.

ÉLECTION 1893 (1.150 voix).

2e de Grenoble: Lagardette, socialiste, 1.150 voix.

ÉLECTION 1898 (11.120 voix).

2e de Grenoble: A. Zévaès, socialiste, 7.198 voix (élu).
3e de Grenoble: J. Lacave, socialiste, 1.733 voix.
Saint-Marcellin: Teulon, socialiste, 2.164 voix.
2e La Tour-du-Pin: Biolet, socialiste, 364 voix.
1re de Vienne: Nachury, socialiste, 661 voix.

ÉLECTION 1902 (21.366 voix).

1re de Grenoble: Dognin, socialiste, 4.329 voix; Gustave Rivet, radic., 7.710 voix (élu); Lucas, nationaliste, 3.816 voix.

2e de Grenoble: A. Zévaès, socialiste, 9.808 voix; Vallier, radical, 4.865 voix; Pichat, clérical, 9.015 voix (élu au deuxième tour par 12.879 contre 10.934 à Zévaès).

3e de Grenoble: Dr Greffier, socialiste, 1.491 voix; E. Dufour, radical-socialiste sortant, 3.273 voix; Vogeli, ancien député, républicain, 5.881 voix (élu).

Saint-Marcellin: Girard, socialiste, 2.138 voix; Jourdan, nationaliste, 7.075 voix; Chenavaz, radical, sortant, 9.089 voix.

2e de Vienne: Morel, socialiste, 3.600 voix; Christophe, radical, sortant, 6.250 voix; Buyat, radical, 6.576 voix; Revoay, radical-socialiste, 1.400 voix.

ÉLECTION 1906 (11,931 voix).

1re de Grenoble: F. Dognin, socialiste, 884 voix.

2e de Grenoble: P. Brizon, socialiste, 3.906 voix; Pichat, sortant, 7.215 voix; Capitan, républicain, 4.063 voix; Cornand, socialiste indépendant, 6.332 voix.

3e de Grenoble: Dr Greffier, socialiste, 559 voix.

Saint-Marcellin: P. Mistral, socialiste, 3.182 voix; Chenavaz, radical, sortant, 8.722 voix; Marchand, progressiste, 7.191 voix.

1re de La Tour-du-Pin: A. Rambaud, socialiste, 588 voix.
2e de La Tour-du-Pin: Michallet, socialiste, 1.137 voix.
1re de Vienne: Rollin, professeur, socialiste, 1.437 voix.
2e de Vienne: Filhol, socialiste, 202 voix.

ÉLECTION 1910 (29.496 voix).

1re de Grenoble: Raffin-Dugens, socialiste, 3.351 voix; Berthelon, socialiste indépendant, 3.052 voix; Ducrozet, socialiste, 747 voix; Diday, libéral, 4.754 voix. — Raffin-Dugens, élu au deuxième tour par 7.842 voix, contre Diday, libéral, 5.556 et Bergès, radical, 1.471.



Congrès départemental de la Fédération Socialiste de l'Isère, sous la présidence de Paul Lafargue

2e de Grenoble: P. Mistral, socialiste, 4.247 voix ; Zévaès, 2.990 voix ; Cornand, député sortant, socialiste indépendant, 2.981 voix ; Micoud, radical-socialiste, 1.871 voix ; Dijon, progressiste, 8.540 voix. — Mistral élu au deuxième tour par 11.737 voix contre 10.076 à Dijon, progressiste.

3e de Grenoble: Dr Ricard, socialiste, 2.104 voix ; Lilaz, radical, 4.763 voix ; Richard Blanc, socialiste indépendant, 1.637 voix. — Léon Perrier, radical, 5.216 voix (élu au deuxième tour par 7.616 contre 6.598 à Lilaz).

Saint-Marcellin: Buisset, socialiste, 4.215 voix ; Chenavaz, radical, sortant, 5.355 voix ; Dubarle, progressiste, 4.842 voix ; Dorly, radical-socialiste, 3.520 voix. — Au deuxième tour, Dorly se désiste en faveur de Buisset qui obtient 6.198 voix contre 6.343 à Dubarle (élu).

1re de La Tour-du-Pin: F. Dognin, socialiste, 3.811 voix ; Janin, indépendant, 5.351 voix ; Perreau, libéral, 1.002 voix ; Rajon, député radical, sortant, 5.512 voix. — Dognin se désiste en faveur de Rajon qui est battu, au deuxième tour, par Janin, 8.318 voix et 7. 249.

2e de La Tour-du-Pin: Rochet, socialiste, 3.040 voix ; Chanoz, député radical, sortant, 6.250 voix (élu).

1re de Vienne: Brenier, socialiste, 8.728 voix ; Buyat, député sortant, 7.889 voix ; Bossu, 877 voix. — Brenier élu au deuxième tour par 9.155 voix contre 8.366 à Buyat.

ÉLECTION 1914 (34.002 voix).

1re de Grenoble: Raffin-Dugens, socialiste, 4.698 voix ; Zévaès, 3.407 voix ; Bovier-Lapierre, radical, 3.260 voix ; Vielhomme, libéral, 1.725 voix. — Raffin-Dugens élu au deuxième tour par 6.922 voix contre 6.742 à Zévaès.

2e de Grenoble: P. Mistral, socialiste, 7.600 voix ; Diday, libéral, 5.442 voix ; Rosset, radical, 3.940 voix ; Général Daloz, 3.516 voix. — P. Mistral élu au deuxième tour par 11.485 voix contre 9.518 à Diday.

3e de Grenoble: Dr Greffier, socialiste, 1.834 voix ; Correard, 940 voix ; Rivier, 3.019 voix ; Léon Perrier, radical-socialiste, sortant, 6.840 voix (élu).

Saint-Marcellin: Buisset, socialiste, 5.348 voix ; Dubarle, député sortant, progressiste, 7.127 voix ; Vallier, radical, 5.081 voix. — Buisset élu au deuxième tour par 9.763 voix contre 8.268 à Dubarle.

1re de La Tour-du-Pin: J.-L. Chastanet, socialiste, 2.730 voix ; Rajon, radical, 6.117 voix ; Recoura, libéral, 3.627 voix ; Pouyade, radical, 2.408 voix ; Commandant Perreau, 272 voix.

2e de La Tour-du-Pin: Giray, socialiste, 3.221 voix ; Chanoz, 4.315 voix ; Parcot, républicain indépendant, 2.304 voix ; Perrain, républi-

cain socialiste, 2.201 voix. — Giray élu au deuxième tour par 6.216 voix contre 5.449 à Chanoz.

1re *de Vienne:* Brenier, socialiste, 7.041 voix; Buyat, 6.496 voix; Duguain, libéral, 3.614 voix; Chaumartin, 128 voix; Bossu, 158 voix. — Au deuxième tour, Brenier est élu par 8.504 contre 8.450 à M. Ollier.

2e *de Vienne:* Servoz Gavin, socialiste, 1.530 voix; Martin Barzuns, socialiste indépendant, 2.638 voix; Plissonnier, député sortant, 9.987 voix (élu).

ÉLECTION 1919 (29.594 voix).

Liste socialiste. — Buisset, 29.808 voix; J.-L. Chastanet, 29.520 voix; Giraud, 29.202 voix; Giray, 29.781 voix; Hussel, 29.315 voix; Michalon, 29.271 voix; Mistral, 30.551 voix; Raffin-Dugens, 29.310 voix.

Moyenne: 29.594 voix.

Le quotient électoral était de 13,823 voix, le nombre de votants 111.879. Sont élus: Buisset et Mistral.

ÉLECTIONS CANTONALES

En 1895, les socialistes présentent, au Conseil général, à Grenoble: Ribaud, 368 voix; Saunier, 826 voix.

Au Conseil d'arrondissement, à Grenoble: Dognin (premier tour), 903 voix; deuxième tour, 939 voix.

ÉLECTIONS DE 1898.

A Grenoble: Dognin, 1.388 voix.

Au Conseil d'arrondissement:

A Grenoble: Girard, 683 voix; Ribaud, 977 voix.

ÉLECTIONS DE 1901.

A Grenoble: P. Mistral, 1.572 voix (élu au deuxième tour); Dr Greffier, 1.321 voix contre 1.577 à Gontard, nationaliste (élu)

A Vienne: Morel, 1.510 voix (élu) contre 1.363 à Couturier, opportuniste.

Au Conseil d'arrondissement:

A Grenoble: Dognin, 2.649 voix (élu).

ÉLECTIONS DE 1904.

La Mure: J. Magnat, 453 voix.

ÉLECTIONS DE 1907.

Grenoble Est: P. Mistral, 745 voix (battu).
Rives: Buisset, 1.500 voix (élu).
Vienne: Brenier, 1.472 voix (élu).
Au Conseil d'arrondissement :
Grenoble: Dognin, 913 voix au premier tour, 1.826 voix au deuxième tour (battu).
Saint-Pierre du Pont. J. Passet, 367 voix.
Grenoble Nord: A. Rambaud, 244 voix.

ÉLECTIONS DE 1910.

Grenoble: Dognin, 730 voix au premier tour, contre Zévaès, et 1.443 voix au deuxième tour.
Voiron: Magnin, 1.654 voix au premier tour; élu au deuxième tour avec 2.088 voix.
Vienne Sud: Sentillon, 906 voix.
Vizille: Raffin Dugens, 670 voix au premier tour et 823 au deuxième.
Saint-Symphorien: Dussert, 880 voix.
[illegible]: Micot, 612 voix.
Au Conseil d'arrondissement :
Vienne: Trabet, 1.280 voix (élu).
Vif: Allemand, 526 voix (élu).
Crémieu: Mignot, 230 voix.

ÉLECTIONS DE 1913.

Grenoble Est: P. Mistral, 1.327 voix.
Grenoble Nord: Chastanet, 303 voix.
Vienne: Brenier, 1.531 voix (réélu).
Rives: Buisset, 1.603 voix (réélu).
Au Conseil d'arrondissement :
Sassenage: Roudet, 680 voix (élu).

ÉLECTIONS DE 1919.

Conseil général :

Grenoble: P. Mistral, 1320 voix (élu).
Bourgoin: Giray, 2.050 voix (élu).
La Mure: Docteur Ricard, 1.388 voix (élu).
Grenoble: F. Dognin, 2.176 voix (élu).

Rives: Buisset, 1.880 voix (élu).
Voiron: Michalon, 1.738 voix (battu à quelques voix).
Sassenage: Giraud, 317 voix.

Conseil d'arrondissement:

Sassenage: Roudet, 872 voix (réélu).
Vif: Allemand, 510 voix (réélu).
La Mure: Raffin-Rémy, 1.624 voix (élu).
Grenoble: A. Beau, 1.940 voix (élu).

En juin 1920, le citoyen Giraud est élu au Conseil général, par 546 voix, dans le canton de Sassenage, en remplacement de M. Dumolard, décédé.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le Parti affronta pour la première fois la lutte sur le terrain municipal aux élections de 1896: à Grenoble avec une liste incomplète qui obtint 1.800 voix; à Voiron avec une liste partielle qui eut quelques élus.

Il y eut des minorités socialistes dans les Conseils municipaux de Grenoble, Montalieu, Vercieu et Voiron.

ÉLECTIONS DE 1900.

A Grenoble c'est une liste entière que présente le Parti socialiste, 4.500 suffrages lui viennent; des minorités socialistes dans plusieurs communes.

ÉLECTIONS DE 1904.

A Vienne, Brenier est élu conseiller municipal; aux élections complémentaires de 1906, sa liste passe tout entière, il est élu maire.

A Claix et à Gières, les socialistes prennent possession des mairies en 1904 les listes socialistes élues: à Vizille, 3 élus; Susville, 2; Izeaux, 2; Tullins, Saint-Quentin, Voiron, Entre-Deux-Guiers, Chapareillan, il y a un élu; à Eybens, la liste socialiste groupe 50 voix. En tout: 3 maires, 3 adjoints, 44 conseillers municipaux.

ÉLECTIONS DE 1908.

A Vienne, Brenier et sa liste élus par 3.200 voix contre 1.500 à la liste opposée. A Grenoble, la liste socialiste obtient de 3.420 à 2.368 voix; à Saint-Egrève, 15 élus avec Martin-Morel au premier tour et le

seizième socialiste au deuxième tour; à Coublevie, La Motte-Saint-Martin, les listes socialistes sont élues.

A Pont-de-Beauvoisin, 3 élus avec 236 voix; au Péage-de-Roussillon, un élu avec 185 voix sur 335 votants; à Saint-Jean-de-Soudain, 3 élus.

A Sillans, les quatre candidats socialistes obtiennent de 91 à 63 voix; à Moirans, 100 voix; à Domène, 210 à 148 voix sur 432 votants.

En tout: 71 conseillers municipaux, dont 4 maires, 6 adjoints.

Elections de 1912.

Des listes socialistes sont présentées dans 15 communes, des candidats socialistes se trouvent dans 18 communes sur des listes de coalition; au premier tour, 58 conseillers municipaux socialistes élus; au deuxième tour, 48; au total, 126. Une moyenne de 17.500 voix, 7 maires, 12 adjoints. Les municipalités conquises ou conservées sont celles de: Vienne (Brenier, maire), Coublevie (Gaillard, maire), Cognet (Rostaing, maire), Gières (Blanc, maire), La Motte-d'Aveillans (Ricard, maire), Saint-Agrève (Martin, maire), Susville (Bonnet, maire), Saint-Joseph-de-Rivières (Vial, maire). A Voiron, 9 élus avec une liste de R. P. (Barret et Magnin, adjoints socialistes). A La Mure, 6 élus (le docteur Bethoux, adjoint socialiste); à Tullins, 3 élus; à Moirans, un élu; à l'Albenc, etc., etc.

Elections de 1919.

Grenoble: la liste socialiste obtient 4.995 voix, 24 élus (P. Mistral élu maire, J.-L. Chastanet premier adjoint et A. Ricard quatrième adjoint).

Vienne: la liste socialiste est battue.

Vizille: la liste socialiste est élue (Berthet, maire).

Rives: la liste socialiste est élue (Buisset, maire).

La Motte-d'Aveillans: liste socialiste élue (Docteur Ricard, maire; Jules Battail, Combe Fred-Marin, adjoints).

Crémieu: liste socialiste élue (Rapillard, maire).

Poliénas: liste socialiste élue (Antoine Olivet, maire).

Saint-Symphorien-d'Ozon: liste socialiste élue (Dussert, maire).

Voiron: liste socialiste élue en majorité (Ravat, maire; Charles, adjoint).

Gières: socialistes en majorité (Auguste Bois, maire; A. Grivet, adjoint).

Claix: socialistes en majorité (Blanchon, maire).

Izeaux: socialistes en majorité (Bois, maire).

Le Parti a 20 municipalités et des élus dans une trentaine de localités. A Faverges, un adjoint, Vallin; La Motte-Saint-Martin, Jean Magnat, adjoint; à Saint-Barthélemy-de-Séchilienne, Frédéric Fiat, adjoint; Saint-Marcellin, Saint-Roman, Susville, Pontcharra, Domenet, Les Abrets, Roybon, Notre-Dame-de-Vaux, etc., etc.

Aux élections sénatoriales, la liste socialiste obtint: Giray, 166 voix; Ravat, maire de Voiron, 123; Dussert, maire de Saint-Symphorien, 119; Marius Beau, conseiller municipal de Saint-Marcellin, 116.

H. **Quelques militants.**

F. Dognin, né en 1867, à Yenne (Savoie), fut un des fondateurs du Parti ouvrier grenoblois et de la Fédération départementale, dont il fut secrétaire de sa fondation 1897-1911, avec une seule interruption d'un an en 1904-1905.

Très combattif, il sema à pleines mains le grain socialiste dont Zévaès cueillit les moissons.

Elu conseiller d'arrondissement, puis battu, il fut élu conseiller général de Grenoble, en 1919, dans le canton précédemment occupé par Zévaès.

Dognin fut la cheville ouvrière de toutes les organisations socialistes; il fut de ceux que rien ne décourage et sa fidélité au Socialisme lui a valu l'estime et l'affection de tous ses camarades.

P. Mistral, né à La Morte (Isère), le 19 septembre 1872. (Voir biographie: *La France Socialiste,* 1re partie, page 372.)

Réélu député en 1914 dans la deuxième de Grenoble; réélu sur la liste socialiste en 1919. Elu maire de Grenoble et conseiller général.

Membre de la C. A. P. du Parti socialiste, il est aujourd'hui un des meilleurs militants de l'Internationale ouvrière.

J.-B. Giray, né à Jarcieu (Isère), le 13 octobre 1866; fils d'un républicain, ancien compagnon du Tour de France, ouvrier cordonnier comme lui; travaille à Lyon à 17 ans; l'année suivante est à Paris où il fréquente les réunions publiques;

soldat, maître cordonnier aux colonies, il quitta sa situation à la libération de sa classe. Il travaille à Lyon, où il donne son adhésion au Parti socialiste révolutionnaire (blanquiste) et milite avec A. Farjat, Bonnard, Jacquet, Léon, ancien communard. Fit des tournées dans le sud-est où il fut secrétaire général de la Libre-Pensée régionale; administrateur de la Bourse du Travail de Lyon; participe et soutient les grèves de Clermont-Ferrand, Saint-Bel, Voiron. Candidat au Conseil municipal de Lyon, en 1893, puis à la députation dans le Ve arrondissement.

Retourné à Jarcieu pour raison de santé, devient un militant actif de la Fédération de l'Isère; fonde des groupes et se fixe à Bourgoin-Jallieu en 1913.

Candidat à la députation en 1914, est élu au deuxième tour. Refuse la candidature à la mairie de Bourgoin, fut élu, en 1919, conseiller général du canton avec 300 voix de plus qu'aux élections législatives, où il avait gagné mille voix au Parti dans la circonscription.

Brenier (Joseph), né à Vienne, le 23 avril 1876 (Voir photo: *La France Socialiste,* page 342); entre à l'usine dès l'âge de 12 ans; d'abord comme petit employé, puis comme ouvrier tisseur; en 1894, il était secrétaire du Syndicat et dirigeait la grève du tissage viennois. Son activité dans les groupes syndicaux et politiques le fit congédier de l'usine où il était devenu premier employé, au lendemain de sa participation aux élections municipales de 1900.

Avec sa femme et son frère, il fonda un petit atelier qui prospéra. Il resta fidèle à sa classe et à son Parti. Conseiller municipal de Vienne depuis 1904, il était réélu deux ans après en tête de la liste socialiste et devenait le premier magistrat de sa ville natale. En 1907, conseiller général, réélu maire en 1908 et 1912, député en 1910 et 1914.

Travailleur infatigable, modeste, dévoué, plein de bon sens et de sincérité, doué des fortes qualités qui sont l'apanage de la classe ouvrière du Dauphiné.

Dr GREFFIER se fixa dans l'Isère en 1896, était un bon radical. Séduit par l'idéal socialiste et par la vigueur de ses militants, il donna son adhésion au Parti ouvrier, dont il fut le soldat ardent, dévoué, désintéressé.

Il fut bientôt parmi les membres du bureau fédéral, puis propagandiste, secrétaire fédéral pendant la guerre. Il représenta, à un grand nombre d'élections, le Socialisme. Elections municipales, cantonales, législatives, sénatoriales, il acceptait toujours les candidatures les plus rebutantes, et se souciait peu d'être élu. Chaque campagne était pour lui une occasion de propagande, le reste lui était indifférent. Sa bonne humeur et sa foi socialiste le faisaient aimer de tous.

Il est mort le 7 décembre 1917, comme il avait vécu : courageux, intègre, bon ; son souvenir demeure pur en la mémoire de tous les militants de l'Isère et également de tous ceux qui le connurent.

RAFFIN-DUGENS, né le 3 décembre 1861, à Saint-Pierre-d'Allevard (Isère). (Voir biographie : *La France Socialiste*, 1re partie, page 378.)

Elu en 1910, Raffin-Dugens fortifia l'élément socialiste dans sa circonscription par de nombreuses conférences ; aussi fut-il réélu, en 1914, contre Alexandre Zévaès.

Raffin-Dugens fut battu, en 1919, par le système électoral nouveau ; plein de fougue et de passion, Raffin-Dugens est un excellent cœur et un militant convaincu.

J.-L. CHASTANET, né le 19 novembre 1882, à Meyssac (Corrèze), commis des P. T. T., prit une part active aux grèves des postiers en 1909, cela lui valut d'être frappé de révocation. Adhéra au Parti socialiste dès 1900, fit partie de la C. A. P. en 1909-1910. Il fut candidat du Parti aux élections législatives de 1910, dans la dix-septième circonscription des Batignolles.

Rédacteur en chef du *Droit du Peuple*, a fait, de 1911 à 1914, de nombreuses conférences de propagande et créé, à

Grenoble, une école socialiste dont les cours sont très suivis.

Plusieurs fois porte-drapeau du Parti socialiste, il mena de vigoureuses campagnes de propagande. Elu conseiller municipal de Grenoble, en 1919, fut choisi par ses camarades comme premier adjoint au maire.

BUISSET, né à Rives-sur-Fure, le 10 juin 1870, fut un des premiers adhérents du Parti dans cette localité.

Petit commerçant, son adhésion au Socialisme influença favorablement la population de Rives, elle en fit bientôt un conseiller municipal, puis un conseiller général. Choisi par les Groupes de l'arrondissement de Saint-Marcellin, son robuste bon sens, ses qualités de jugement lui valurent un nombre considérable de suffrages. Il faillit être élu en 1910; il le fut en 1914 et aux élections de 1919 il était réélu député. Il est maire de Rives, conseiller général.

Fédération du Jura

A. Premières manifestations de la pensée socialiste. — Les Coopératives. — L'École de Saint-Claude.

Bien que Victor Considérant soit né dans le Jura, il n'y laissa pas trace d'une action personnelle et l'idée fédéraliste de la Fédération Jurassienne a davantage influencé le Socialisme dans le Jura syndicaliste, coopératif et socialiste.

Les premières manifestations de la pensée socialiste furent provoquées par Roussel, de Besançon; c'était au lendemain de la scission de Châtellerault entre broussistes et allemanistes, en 1888, et le P. O. S. R. essayait d'organiser de vastes associations régionales. Roussel avait trouvé des disciples dans César Mandrillon, ouvrier lapidaire de Septmoncel — lieu d'origine du jurisconsulte Dalloz — et Henri Ponard, de ıt-Claude. Cette dernière localité fut le berceau du Solisme dans le Jura et un véritable foyer d'organisation ıvrière rayonnant sur toute la région. La Fédération socia- du Jura, et aussi le mouvement coopératif de cette ré-, connu sous le nom d' « *École de Saint-Claude* », s'iden-ıt avec la vie d'un homme qui fut toujours un militant blicain.

Henri Ponard est né le 8 août 1861, à Saint-Claude. Fils paysans originaires d'un petit hameau juché au flanc ne montagne dominant un ravin au fond duquel court entueusement la petite rivière de la Bienne, ce républicain iste devait, toute sa vie durant, conserver une rigidité rincipes et une solidité dans l'effort qui font penser aux

assises inébranlables de ce Haut-Jura si pittoresque, qu'il n'a jamais quitté.

Ponard ne connut que l'école primaire — comme tous les principaux militants du Jura. Fils et neveu d'ardents républicains, il entre dans la vie militante à 16 ans. Ouvrier tourneur travaillant à la fabrication des tuyaux de pipes, il vit en plein milieu de l'artisannerie san-claudienne. Actif et épris d'idéal, il adhère, dès 1880, à la Franc-Maçonnerie, à la Loge *Le Réveil de la Montagne* — où se trouvaient, à cette époque, groupés les partisans de la République vraiment démocratique des Poupin et des Reybert — dont il fut le secrétaire à son retour du régiment.

1887 amène la période du boulangisme. Au côté de Ponard, un autre homme fait ses débuts dans la politique républicaine : Vuillod, l'homme-canon, devenu depuis député, sénateur radical et...... trésorier-payeur à Madagascar. Le Ministre opportuniste Spuller vient inaugurer, à Saint-Claude, la statue de Voltaire. En opposition à ce ministre, Vuillod acclame Boulanger. Ponard résiste à la folie boulangiste. Saint-Claude est entre les mains d'une municipalité opportuno-réactionnaire. Ponard, Reybert, Marcel Secrétant, Aimé Ponard, Alexandre Bouillet, Honoré Colin, Louis Faivre, Jules Latour, Louis Potard, César Chambard, Jules Mermet (dit Magistrat) constituent, en prévision des élections législatives de 1889, une Fédération démocratique. La lutte politique est surtout ardente à Saint-Claude contre les éléments de la municipalité opportuniste. De 1888 à 1890, les militants de la Fédération démocratique polémiquent dur dans la presse régionale. Ponard y participe et écrit dans le *Petit Bourguignon* édité à Dijon, et l'*Echo de la Montagne*. Vuillod, semblant être revenu à une plus nette conception de l'esprit républicain, a lâché le boulangisme. Une liste composée de radicaux et de socialistes, dont les principaux militants sont les citoyens cités plus haut, est opposée à la liste des conseillers municipaux sortants. Elle passe tout entière

aux élections de 1892. L'oncle de Ponard étant sur la liste démocratique, ce dernier n'était pas candidat. Et le nouveau Conseil municipal choisit Vuillod comme maire de Saint-Claude. Deux mois après, en juillet 1892, le nouveau maire est élu conseiller général. De l'accession de cet homme politique du Parti radical à l'Assemblée départementale devait survenir la rupture entre radicaux et socialistes de Saint-Claude.

Dès cette époque, les conceptions socialistes des premiers militants du Jura établissent la distinction de doctrine destinée à les séparer des concepts individualistes des républicains radicaux.

Le Conseil général du Jura a à se prononcer sur une concession de tramway. Les socialistes san-claudiens soutiennent l'idée de l'exploitation par le département. Vuillod vote pour la concession à une entreprise privée. D'où froissements au sein de la Fédération démocratique.

Le 22 septembre 1892 est fêté le Centenaire de la proclamation de la République. Vuillod en profite pour exhaler, en public et dans un discours, sa haine à l'égard d'un fonctionnaire républicain ayant l'audace de montrer de l'indépendance. Le même jour, les éléments socialistes de la Fédération démocratique se réunissent et constituent le premier Groupe socialiste du Jura.

La réunion a lieu le 22 septembre 1892, au Café Rochet. Y prennent part: Ponard (Henri), Ponard (Louis), Bouillet (Alexandre), Colin (Honoré), Bouillet (Louis), Faivre (Louis), Perrin (Auguste), Ponard (Aimé), Perrin (Emile), Ponard (Sylvain), Latour (Jules), Secrétant (Marcel), etc.

De suite est créé un Cercle du Travail nettement socialiste.

Des dispositions sont prises pour étendre le rayon d'action des militants socialistes de Saint-Claude et la *Fédération socialiste du Jura est fondée en octobre* 1892, avec le concours de Charlot et de Marpaux, de Dijon. Elle donne son

adhésion à la Fédération de l'Est et au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Jean Allemane.

Ponard, las de batailler au sein du ***Réveil de la Montagne*** avec l'élément bourgeois, et convaincu qu'il n'y a rien de bon à attendre des Loges au point de vue socialiste, a quitté la Franc-Maçonnerie. Il va se consacrer tout entier à l'œuvre de coopération et de défrichement socialiste, non seulement dans le département du Jura, mais aussi dans le département de l'Ain.

Dès 1881, et en dehors de tout parti politique, une petite coopérative d'alimentation avait été fondée à Saint-Claude par quelques éléments socialisants ayant à leur tête une des plus belles figures du mouvement ouvrier san-claudien, Honoré Colin. Naturellement cette coopérative ne tarda pas à être administrée par des militants socialistes; mais cette administration était bridée dans ses suggestions et ses initiatives par une Assemblée générale qui, dès la réalisation des premiers bénéfices, décide de s'allouer des dividendes.



Henri PONARD
Maire de St-Claude, Conseiller général

Cette coopérative, *La Fraternelle*, jusqu'en 1885, répartit les bénéfices sociaux de la façon suivante: 50 o/o en ristourne à la fin de l'année aux actionnaires proportionnellement à leurs achats; 25 o/o au fonds de réserve et 25 o/o aux actions libérées.

En 1885, modification de la répartition des bénéfices : 40 o/o au fonds de réserve, 60 o/o aux actionnaires et, en

1892, seulement 20 o/o au fonds de réserve. Mais la constitution du Groupe P. O. S. R., en 1892, va avoir une influence sur les destinées de *La Fraternelle*.

B. La Fédération Socialiste. — L'Imprimerie. Les Journaux. — La Coopération socialiste.

La Fédération socialiste avait besoin d'une imprimerie pour sa propagande, elle tente un emprunt auprès de cette coopérative. Adoptée par le Conseil d'administration, la demande d'emprunt est rejetée par l'Assemblée générale en janvier 1893.

L'imprimerie fut montée quand même avec le concours de citoyens dévoués à la cause du Socialisme.

En collaboration avec Paul Reygrobellet et Pailler, d'Oyonnax (Ain), un journal socialiste hebdomadaire était créé. *Le Montagnard* devenait donc l'organe de la Fédération socialiste du Jura et des Groupes épars dans le département de l'Ain.

Le premier numéro parut le 1er janvier 1893.

A sa fondation, avaient été conviés quelques radicaux d'avant-garde, mais c'est par erreur que Vuillod est cité dans la monographie de la Fédération de l'Ain, comme ayant collaboré au *Montagnard*. Les quelques radicaux ayant répondu au premier appel s'éliminèrent d'eux-mêmes devant la pensée socialiste nettement affirmée par les socialistes comme Ponard.

Grâce au *Montagnard*, la politique d'introduction socialiste au sein de *La Fraternelle* est facilitée.

De leur côté, les éléments semi-bourgeois de la coopérative résistent. Ils tentent à leur tour de débarquer les socialistes du Conseil d'administration. L'Assemblée générale ne les suit pas. Pour assurer le capital social déjà réalisé s'élevant à 17.000 francs et que les sociétaires réacteurs voulaient par-

tager, le Conseil socialiste fait voter l'achat d'une maison pour faciliter le développement des services de la Société. Son avenir est assuré et les bourgeois quelque peu désemparés.

Cependant, les partisans de la répartition d'une partie des bénéfices sont toujours la majorité. Ponard et ses amis redoublent de propagande. De nouveaux ouvriers entrent à *La Fraternelle* et enfin, le 8 novembre 1896, la transformation des bases statutaires de la « Frat » est décidée : l'École de Saint-Claude est fondée. L'esprit de solidarité se substituait à l'égoïsme individuel.

Cette transformation repose sur les quelques articles fondamentaux et *irrévisables* suivants :

1° « Tous les bénéfices nets réalisés, prélèvement fait de la part qui sert à rémunérer le capital (emprunt et actions libérées) sont intégralement versés à la caisse sociale ;

2° « Le fonds de réserve et tous les fonds qui y seront ultérieurement ajoutés constituent un capital social et impersonnel ;

3° « Au cas où la majorité ou l'unanimité même des sociétaires contreviendrait, en les violant, aux précédentes dispositions, la minorité contre la majorité, *la commune de Saint-Claude* contre l'unanimité auront le droit et le devoir de s'emparer de tout l'actif social — la minorité pour continuer l'œuvre en son nom, *la Ville pour en constituer un service public ou une œuvre de bienfaisance.* »

Les bénéfices nets réalisés, prélèvements faits de la part qui sert à rénumérer le capital (emprunts et actions libérées), sont désormais intégralement versés à la caisse sociale avec les destinations suivantes : 20 o/o à la caisse de secours ; 30 o/o à la caisse de retraite et 50 o/o au fonds de réserve pour l'amortissement des emprunts ; le remboursement partiel des actions et le perfectionnement de la Société.

Cette conception de la Coopération tenait au cœur des socialistes de Saint-Claude ; elle fut renforcée par les opinions

divergentes émises par Rochefort et Allemane sur l'organisation de la Verrerie Ouvrière.

Cette conception nouvelle de la Coopération permit le développement si intense des œuvres socialistes de la région san-claudienne.

La Fraternelle fut l'axe de toute la vie prolétarienne du Jura.

C'est toujours à elle et à ses militants qu'ont eu recours les travailleurs dans leurs mouvements.

En 1906, lors des grandes grèves du prolétariat pipier et diamantaire — malgré les manœuvres dissolvantes de quelques anarchisants ennemis de *La Fraternelle,* — c'est encore chez elle que les travailleurs trouvèrent asile, après avoir été chassés des locaux communaux par la municipalité radicale appuyée par toute la réaction, les pouvoirs publics et 800 gendarmes.

C'est grâce à *La Fraternelle* que l'*Imprimerie Ouvrière* put se développer; avec son fonds de réserve fut édifiée une splendide *Maison du Peuple,* dont les travaux s'élevèrent au demi-million, où se réunissent les groupements ouvriers, Parti socialiste et Syndicats, et comprenant les services d'épicerie, de mercerie, de lingerie, de chapellerie, de cordonnerie, de boulangerie et de vin — en un mot tout le nécessaire à la consommation des coopérateurs.

Aujourd'hui, la *Maison du Peuple* a son café, son restaurant, son théâtre coopératifs. Une Université populaire, une Bibliothèque très suivie, des groupements d'agrément: fanfare, chorale, gymnastique, groupe littéraire, section des pupilles où les enfants des travailleurs font leur éducation musicale et sociale.

Enfin, en 1912, *La Fraternelle* fit construire de vastes immeubles sur les bords de la Bienne où les travailleurs trouvèrent, en nombre, des logements à bon marché. Elle ouvrit de nombreuses succursales dans les localités voisines de Saint-Claude et même dans l'arrondissement de Poligny. La

Société-mère, *La Fraternelle* de Saint-Claude, servit de modèle à toutes les coopératives créées dans la région jurassienne et franc-comtoise.

De *La Fraternelle* sortirent toutes les œuvres ouvrières, coopératives de production, et elle aida au développement des Syndicats ouvriers.

Les premières organisations syndicales de Saint-Claude furent: la Chambre syndicale des Ouvriers diamantaires, fondée en 1884; la Chambre syndicale de l'article de Saint-Claude, formée par les ouvriers des ateliers de fabrication des pipes, tabatières, objets au tour, de tabletterie, en corne, en bruyère, etc. Ensuite le Syndicat du bâtiment puis celui des lapidaires, et, plus tard, ceux des employés, métallurgistes, habillement, etc., etc.

Enfin des coopératives ouvrières de production complétèrent l'organisation économique des travailleurs de Saint-Claude. Ce furent: 1° la Coopérative des Ouvriers diamantaires de Saint-Claude et d'Avignon, fondée en 1892, et répartissant 50 o/o des bénéfices, dont 25 o/o au capital et 25 o/o au prorata du travail produit, tout en allouant 20 o/o au fonds de réserve et 30 o/o à la caisse des retraites.

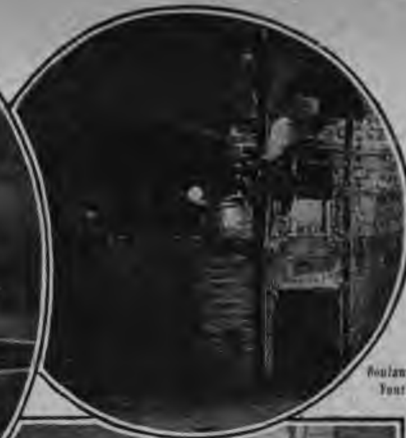
Cette coopérative, comme on le voit, répartit des bénéfices. C'est, pour nos camarades jurassiens, une coopérative à bases capitalistes bien que ses membres soient au Syndicat ouvrier et qu'elle fasse preuve, très souvent, d'esprit de solidarité.

Elle groupe 160 sociétaires et marche sur un chiffre d'affaires annuel de 5 à 6 millions.

2° La Coopérative « Le Diamant », fondée en janvier 1897, à bases communistes, ne répartissant aucun bénéfice, groupe aujourd'hui plus de 400 ouvriers diamantaires, possède les plus belles tailleries de diamants de France. Imbue des principes de *La Fraternelle*, cette coopérative possède un capital socialisé de 1.500.000 francs. Le compte actions est à part. Chaque sociétaire ne peut posséder que 200 francs d'actions



Coopérative *La Pipe* à St-Claude



Boulangerie Fournil



Imprimerie de la Maison du Peuple, à Saint-Claude.





Diamanterie de la Serre

et n'a droit qu'au remboursement de ses actions en cas de démission ou d'exclusion.

Le chiffre annuel d'affaires atteint 2.000.000 de francs.

Les membres sont salariés à raison de 10 o/o au-dessus de la tarification syndicale. Ils sont assurés contre la maladie et les accidents par un secours journalier de 6 francs; contre le chômage par un secours ne pouvant être au-dessous de 50 francs par semaine. Une caisse d'assurance chirurgicale les met à l'abri des opérations coûteuses. Un secours assure aux orphelins l'apprentissage gratuit d'un métier. Une allocation de 750 francs est versée aux ayants droit des décédés. Enfin, *dès maintenant,* les sociétaires sont assurés de toucher, à 50 ans d'âge et après 25 ans de sociétariat, une retraite de 600 francs. A 50 ans, on a aussi droit à la retraite *proportionnelle* avec 10 années de sociétariat. Les *invalides* sont considérés comme ayant atteint l'âge de la retraite.

La Coopérative verse aussi pour tous ses membres les cotisations à la Caisse des Retraites ouvrières et paysannes.

3° La Coopérative *La Pipe,* fondée en 1906, eut bientôt son usine modèle avec machines, outils perfectionnés, et force électrique et où coopérateurs hommes et femmes produisent en complète harmonie, les premiers accomplissant les travaux de dégrossissement et les deuxièmes donnant le travail délicat de raffinement de l'objet fabriqué. La Coopérative *La Pipe* roule sur un chiffre d'affaires de 1.300.000 francs par an.

Elle compte une centaine de sociétaires, tous travaillant dans l'usine. Chacun d'eux ne peut détenir plus d'une action de 500 francs. Tous ont les mêmes devoirs et les mêmes droits. Le capital-actions et socialisé, y compris les immeubles, outillage, matériel (propriété sociale), s'élève déjà à 400.000 francs.

Ne répartissant aucun bénéfice, elle assure aussi ses sociétaires contre la maladie et contre le chômage. Tout le personnel a la gratuité des interventions chirurgicales. Chaque

sociétaire est titulaire d'un compte à la Caisse nationale des Retraites pour la Vieillesse sur lequel, chaque année, la Coopérative fait des versements aux fins de constitution de retraite à 55 ans. Les cotisations exigées par la loi sur les retraites ouvrières et paysannes sont aussi entièrement payées par la Société. En cas d'invalidité survenant avant l'âge de la retraite, une rente de 600 francs est servie. Une indemnité est aussi versée aux ayants droit en cas de décès.

4° Une petite Coopérative de tabletiers (fabrication d'objets en corne : services à salade, etc.) et une autre petite Coopérative diamantaire existent aussi à Saint-Claude.

Toutes sont administrées exclusivement par des ouvriers. L'esprit socialiste de la non-répartition des bénéfices en fin d'année en a assuré le succès et permis le développement.

Parmi les principaux administrateurs de ces Coopératives de production, citons d'intègres militants socialistes comme : Gustave Grappin, Arsène Gros, Félix Mermet, Jules Bouvard, Louis Perrier, Samuel Vuillet, etc., etc.

Une Coopérative de tournerie fonctionne aussi très bien à Lavans-les-Saint-Claude.

Une Coopérative de lapidairerie existe à Septmoncel depuis 1919. Cette dernière est administrée par Léon et Alphonse Mandrillon, dignes fils de César Mandrillon, le vieux paysan premier porte-drapeau socialiste aux élections législatives dans le Jura.

Henri Ponard, infatigable, convaincu, se consacra inlassablement à l'œuvre d'organisation ouvrière et socialiste, s'attachant plus particulièrement au développement de l'esprit de solidarité animateur de la Coopérative de Saint-Claude.

En 1890, il prend part, au nom du Groupe socialiste de Saint-Claude, avec Roussel, Marpaux, de Dijon, au Congrès régional d'où sortit la Fédération du P. O. S. R. de l'Est, dont il fut un des secrétaires.

Il fut un des principaux rédacteurs du journal *Le Monta-*

gnard, imprimé à Saint-Claude et rayonnant sur l'Ain et le Jura. Avec Roussel, Henri Ponard parcourt les deux départements faisant conférences sur conférences, dressant des groupements et des syndicats. Le 10 décembre 1897, la Fédération de l'Est se scinde en Fédérations départementales.

Celle du Jura a pour secrétaire Henri Ponard.

C. **Le premier candidat. Le Socialisme à Morez. Les Sociétés.**

Aux élections de 1893, César Mandrillon est le premier candidat sosialiste présenté à St-Claude où il obtint 492 voix.



MANDRILLON
Premier candidat socialiste

A Morez, en 1895, se forme le *Groupe d'études sociales* sur l'initiative des ouvriers lunetiers Colin, Toitôt, Thevenin. Quelques années plus tard, il se transformera en *Cercle du Travail* et comptera une cinquantaine d'adhérents, parmi lesquels : Marius Morel, Henri Toitôt, Louis Lacroix, Jules Benoit et Henri Lissac, plus tard maire, conseiller général et député.

En 1898, des jeunes ouvriers constituèrent un *Groupe de Jeunesse socialiste*, dont Arthur Danrez est le secrétaire.

En 1897, le Groupe jette les bases d'une Coopérative *La Famille ;* elle prend une rapide extension et arrive à répartir

plus d'un million de denrées, produits et marchandises. En 1912, *La Famille* fait l'acquisition d'un immeuble pour y installer une Maison du Peuple à l'exemple de Saint-Claude.

D'autres Groupes socialistes apparaissent à *Poligny*, à *Lavans-les-Saint-Claude*, à *Dôle* et à *Lons-le-Saunier*.

Tous ces groupements évoluant dans un milieu économique de petite artisannerie ou d'élevage, avaient une conception fédéraliste du mouvement ouvrier, et étaient opposés au centralisme des organisations nationales. Unitaires, ils désiraient l'union de tous les socialistes au sein d'un grand parti, dont les bases auraient été les confédérations départementales avec la plus grande autonomie pour chaque groupement.

Cette pensée fédérale fut exposée par Henri Ponard au Congrès de la salle Japy, elle fut reprise et lancée, sous la forme des Fédérations autonomes, en 1899-1900.

Aux élections de 1898, Marpaux est candidat à Saint-Claude, où il groupa 3.305 suffrages.

La Fédération autonome du Jura se constitua en 1900, sous le titre de: *Fédération ouvrière socialiste révolutionnaire du Jura.*

Elle comprenait: 1° les Groupes socialistes suivants: *Saint-Claude,* Groupe du Parti ouvrier, Cercle du Travail, Groupe de Jeunesse socialiste; *Morez,* Cercle du Travail, Groupe socialiste, Jeunesse socialiste; *Lavans-les-Saint-Claude,* Groupe socialiste; *Dôle,* Groupe d'études sociales; *Septmoncel,* Groupe socialiste; *Champagnole,* Groupe révolutionnaire; 2° les Syndicats suivants: *Saint-Claude,* Ouvriers lapidaires, Ouvriers diamantaires, Article de Saint-Claude; *Dôle,* Ouvriers du bâtiment; *Poligny,* Syndicat des Travailleurs réunis;

3° Les Coopératives: *Saint-Claude,* Production: Ameublement, Diamantaires, Lapidaires; Consommation: La Fraternelle; *Lons-le-Saunier,* Production: Ouvriers tailleurs; *Morez,* Consommation: La Famille; *Lamoura,* Coopérative de consommation l'Espérance.

4° Sociétés de Libre-Pensée de *Saint-Claude* et *Morez.*

Les principaux militants de la Fédération socialiste étaient: Henri Ponard, Jules Mermet, Chevassus Donat, René Nicod, Fernand Millet, Henri Gros, Louis Regad, de Saint-Claude; Lucien Vuillemot, de Poligny; César Mandrillon et Albin Lançon, de Septmoncel; Claude Renaud, Joseph Erbé, de Lons-le-Saunier; Jules Elisée, Delacroix, de Lamoura; Henri Toitôt, Charles Girod-Gouverneur, Henri Lissac, Louis Lacroix, Marius Morel, Hyacinthe Terrasse, Zéphirin Thevenin, Auguste Chavin, Arthur Danrez, de Morez; Luquet, Sigrand, Charles Grasz, de Dôle.

En 1900 la liste socialiste se présente au complet à Morez et fait élire sept des siens, dont Henri Lissac au premier tour de scrutin. Arrivés au Conseil municipal, les socialistes poussèrent à la réalisation des réformes inscrites à leur programme municipal: cantines scolaires, création d'un asile de vieillards.

En 1904, Henri Lissac est réélu au premier tour et, au deuxième tour, une liste de coalition socialiste et radicale est élue, dont 10 socialistes. Henri Lissac est élu premier adjoint au maire.

En 1908, contre la coalition radicale et libérale, la liste socialiste entière est élue: 23 conseillers. Henri Lissac est nommé maire; Edouard Lamy, premier adjoint; Arthur Danrez, deuxième adjoint. La municipalité socialiste s'attache à des œuvres sociales; elle perfectionna les services municipaux d'assistance et de prévoyance sociales, transféra l'asile de vieillards dans un immeuble mieux adapté. Quelques mois après son élection comme deuxième adjoint au maire, Arthur Danrez était révoqué de sa fonction par M. Clemenceau, pour avoir affiché lui-même l'affiche intitulée « Gouvernement d'assassins ». Marius Morel fut élu en son remplacement. Danrez n'en continua pas moins sa collaboration active à l'œuvre municipale tout en se donnant entièrement, en dehors de ses heures de travail, à la besogne d'éducation socialiste par la plume, et à celle d'organisation des

ouvriers moréziens, dont il resta le secrétaire jusqu'au moment où, en août 1909, il fut appelé par les travailleurs du diamant au poste de propagandiste pour la France et la Suisse de l'Alliance Universelle des ouvriers diamantaires. D'ailleurs Danrez n'a jamais cessé de militer au sein de la Fédération socialiste, dont il est aussi le secrétaire général.

En 1902, la Fédération avait présenté Henri Ponard aux élections législatives dans l'arrondissement de Saint-Claude, où il montra une fois de plus ses qualités de propagandiste désintéressé. Il réunit 2.333 voix.

D. La P. S. F. — Les Congrès fédéraux. — L'Unité. Le mouvement électoral.

La Fédération s'affilia au Parti Socialiste Français, dont les tendances générales étaient les siennes. Et, lorsque survint l'unification des forces socialistes, le Jura unioniste adhéra avec lui à la Section française de l'Internationale ouvrière.

Au 9e Congrès fédéral, tenu en juin 1905, à Morez, la Fédération enregistra et ratifia l'unité en acclamant le compte rendu de son délégué L. Coupette, au Congrès du Globe et en lui votant, sur la proposition d'Henri Ponard, des félicitations, et en le nommant, à l'unanimité, délégué de la Fédération au Consenl national.

Ce Congrès fut un des plus importants de la Fédération, par le nombre des délégués venus représenter plus de vingt groupements — malgré la complexité des moyens de communication dans la région montagneuse — et aussi par les décisions qui y furent prises.

Les séances furent présidées par Girod-Gouverneur, de Morez, et par le Dr Meslier, député de Paris, délégué au Conseil national. Après le vote d'une adresse de souvenir à la mémoire de Jean Donier, l'adoption du rapport financier

trésorier Charles Meunier, le Congrès entendit un rap-
rt, fortement documenté, présenté par Henri Ponard, sur
retraites ouvrières, démasquant l'esprit particulariste de
campagne Mabilleau contre l'organisation nationale du
·vice des retraites.



Bureau Bourse du Travail de St-Claude

ALLARDET, ROSSET, ROLLIN, DANREZ

Le Congrès, en conclusion de la discussion sur le rapport
nard, vota, à l'unanimité, l'ordre du jour suivant :

.e Congrès, envisageant les méthodes les plus pratiques d'établis-
·ent des retraites ; considérant qu'au point de vue démocratique ??

commune doit être prise comme organisme de distribution de la prime des retraites recevant de l'État la subvention budgétaire prévue et allouée pour tous les vieillards et correspondant au nombre des retraités qu'elle peut avoir à sa charge; déclare qu'elle complètera ces ressources, venues de la collectivité nationale, par d'autres mesures qu'elle recherchera dans son propre budget et, pour éviter le développement d'un fonctionnarisme onéreux, les receveurs municipaux seront chargés du paiement des primes des retraites.

L'organe de la Fédération, *Le Jura Socialiste,* dont René Nicod est secrétaire de rédaction, et Charles Grasz, administrateur, a succédé à *La Montagne* comme, elle-même, avait succédé au *Montagnard* à la suite de procès intentés par des adversaires rudement flagellés. Il est imprimé à Oyonnax (Ain), où a été transportée l'imprimerie ouvrière, afin qu'elle puisse rendre des services aux deux Fédérations.

Il est en ce moment en pleine prospérité avec un tirage important, de nombreux abonnés et dépositaires dans le Jura.

La fusion des organisations socialistes a entraîné des évasions de députés: Augagneur, Viviani, etc., sous le prétexte des déclarations tapageuses de Gustave Hervé. Les socialistes du Jura sont loin d'être favorables à la thèse hervéiste; mais, profondément unitaires, ils le marquent dans l'ordre du jour suivant:

La Fédération déclare que les députés qui ont failli à leurs engagements en violant le contrat d'unité auquel ils avaient souscrit se sont mis en dehors du Parti et n'ont plus le droit de parler en son nom; elle n'accepte pas comme valables les prétextes invoqués et les considère comme des transfuges. Elle compte que les militants des Fédérations auxquelles appartiennent les élus ne voudront pas se solidariser avec eux et considèrent comme un devoir de rester dans la grande famille internationale.

Envisageant les élections législatives de 1906, le Congrès fixe la direction fédérale par le vote de la motion ci-après:

Le Congrès est résolu à opposer, dans la mesure du possible, dans chacune des circonscriptions électorales de la Fédération, un can-

didat du Parti aux candidats bourgeois. En ce qui concerne les désistements, la Fédération se conformera aux décisions du prochain Congrès national du Parti.

Le soir, Coupette, Ponard et le Dr Meslier présidèrent un banquet au *Cercle du Travail,* et parlèrent, dans la salle de la Gymnastique, devant près d'un millier de personnes accourues des environs, malgré la pluie battante. L'unité socialiste avait amené un regain d'activité. Ponard, Meslier donnèrent, au cours de 1905, de nombreuses conférences; Marius Moutet, conseiller général du Rhône, Pierre Renaudel, Ernest Tarbouriech, parlèrent à Morbier, Saint-Laurent, Champagnole, Longchaumois, Abbaye-du-Granvaux, Château-des-Prés, Chaux-des-Prés, Fraisans, Fort-du-Plasne, Lac des Rouges-Truites. Plus de quarante réunions en tout. Et soit dans le centre industriel de Fraisans où règne la Société des Forges de Franche-Comté, soit dans les milieux ruraux où les paysans se sentirent attirés aux réunions socialistes, partout le Socialisme fut accueilli avec sympathie.

Aussi, au Congrès extraordinaire tenu le 24 décembre 1905, à Lons-le-Saunier, la Fédération décide de présenter, aux élections sénatoriales de janvier 1906, des candidatures d'affirmation de principe et demanda aux délégués sénatoriaux de se compter sur les noms de: Jean Jaurès, Jules Guesde, Edouard Vaillant. Pour le deuxième tour, les candidats républicains désireux de solliciter les voix socialistes devront s'engager: 1° à défendre, au Sénat, la liberté et l'extension des libertés syndicales; 2° à voter la R. P.

Pour les élections législatives, des candidatures seront présentées dans trois arrondissements sur quatre: ceux de Poligny, Saint-Claude et Lons-le-Saunier. Pour l'arrondissement de Dôle, vu le défaut d'organisation et les difficultés de la propagande, mandat libre fut laissé au bureau fédéral d'agir au mieux.

La Fédération s'était, à ce moment-là, augmentée des Groupes de *Salins, Conliège, Arlay, Les Rousses, Sellières.*

Parmi les délégués du Congrès de Lons-le-Saunier : Henri Ponard, Arthur Danrez, Cardinal, Erbé, Daguier, Dumalanède, Gros, Ch. Lacroix, Etienne Achard, Lucien Gouin, Edmond Chavanne, Dunod, Benoit, Gala, etc., etc.

Les Congrès d'arrondissement désignèrent leur candidat courant janvier et, dès février, plus de cent conférences avaient été données dans les arrondissements de Lons-le-Saunier, Poligny et Saint-Claude par les candidats socialistes. Ils obtinrent :

Lons-le-Saunier : Henri Ponard, 1.987 voix.

Poligny : Maurice Rouget, 383 voix.

Saint-Claude : Ernest Tarbouriech, 2.764 voix (1).

L'année 1907 ne vit aucun événement marquant au point de vue politique. Tout le travail du Parti et des militants fut appliqué au lancement du projet de fondation de la Maison du Peuple de Saint-Claude.

Mais le Congrès fédéral a invité tous les socialistes du Jura à tenter un vigoureux effort pour rentrer dans les Hôtels de Ville où *le Socialisme peut réaliser une œuvre municipale utile à la cause des travailleurs.*

A *Saint-Claude,* une liste est présentée aux élections de mai 1908 ; elle obtint de 680 à 943 voix ; maintenue au deuxième tour, elle a 13 sièges sur 27, avec une moyenne de cent voix de majorité. Henri Ponard est élu deuxième adjoint au maire.

A *Morez,* la liste ouvrière mène un rude combat : 522 à 656 voix au premier tour, avec 2 élus ; au deuxième tour, 21 élus avec 655 voix de moyenne. L'Hôtel de Ville est encore aux mains des socialistes qui élisent maire, Henri Lissac ; adjoints, Edouard Lamy et Arthur Danrez.

A *Grande-Rivière :* 4 élus au premier tour ; 2 au deuxième ; total : 6 sur 10, municipalité conquise. Dans les 15 autres

(1) Voir Photo et Biog. *La France Socialiste,* tome I, page 163.

communes, sur des listes de coalition, les socialistes enlevaient des sièges de conseillers municipaux.

Dôle	10 candidats sur une liste	de coalition de	27 noms.	10 élus au	1er tour
Chassal	1 —	—	10 —	1	—
Chevry	1 —	—	16 —	1	—
Lajoux	1 —	—	10 —	1	—
Lamoura	3 —	—	12 —	3	—
Septmoncel	8 —	—	21 —	4	—
Lavans-lès-Saint-Claude	4 —	—	12 —	2	—
Salins-du-Jura	4 —	—	23 —	2	—
Molinges	1 —	—	12 —	1	—
La Rixouse	1 —	—	12 —	1	—
Vaux-lès-St-Claude	1 —	—	10 —	1	
Jeurre	1 —	—	10 —	1	—
Moirans	1 —	—	10 —	1	—
Saint-Laurent	1 —	—	10 —	1	—
Poligny	3 —	—	21 —	»	—

Au 2e tour : Septmoncel, 4 élus ; Lavans-lès-Saint-Claude, 2 élus ; Salins-du-Jura, 1 élu ; Poligny, 1 élu.

Total : 36 élus au premier tour, 44 au deuxième tour ; soit 80 élus dont 2 maires, 4 adjoints répartis dans 18 assemblées municipales.

Au Congrès fédéral de 1909, tenu à Poligny, les socialistes du Jura se préoccupent de la question agraire. Ernest Tarbouriech, esprit scientifique cultivé, conscience loyale, politique honnête et probe, a longuement étudié le problème agraire ; il a observé au cours de la centaine de réunions faites dans les milieux ruraux ; il ne veut pas séparer la propagande agraire de la doctrine générale du Socialisme. C'est le fruit de son travail qu'il développe devant le Congrès dans un rapport consciencieux et documenté. Ses conclusions aboutissent au développement des Coopératives de petits producteurs et des Syndicats d'ouvriers agricoles. Elles sont adoptées, et Tarbouriech mandaté par le Conseil fédéral, réuni le 11 janvier 1910, pour aller les défendre au Congrès national de Saint-Etienne ; sa motion devint également celle des Fédérations de l'Ain, du Doubs et des Deux-Savoies.

E. Les premiers succès électoraux. L'action socialiste.

L'année 1910 fut une année d'élections, et la Fédération du Jura s'y prépara activement. A Saint-Claude, l'idée socialiste a fait du chemin et les travailleurs commencent à se rendre compte des avantages qu'ils ont à avoir dans les assemblées des élus ouvriers. Tarbouriech double presque dès le premier tour son chiffre de voix de 1906. Il réunit 4.996 suffrages le 24 avril et est élu député du Jura par 6.731 voix sur 12.104 votants au scrutin de ballottage du 8 mai.

Dans l'arrondissement de Dôle, les Groupes appellent Henri Ponard pour faire une œuvre de défrichement socialiste dont le vieux pionnier, toujours sur la brèche, s'acquitte à merveille, et 1.544 voix répondent à son appel. Dans l'arrondissement de Poligny, Vuillemot obtient 505 voix, augmentant de 200 le chiffre de 1906.

Dans l'arrondissement de Lons-le-Saunier, le défaut de ressources de la Fédération ne lui a pas permis de présenter un candidat. Les militants de cet arrondissement n'en souscrivent pas moins pour aider à la lutte dans les trois autres circonscriptions.

Quelques mois plus tard, les socialistes de Saint-Claude présentèrent Henri Ponard au Conseil général; il obtint 901 voix. Dans le canton de Dôle, Lucien Sigrand recueillit 261 suffrages, et, à Morez, Henri Lissac enlève le siège de conseiller d'arrondissement avec 1.223 voix.

Il n'y avait pas un an qu'Ernest Tarbouriech représentait à la Chambre le Jura socialiste qu'un mal implacable avait raison de sa constitution délicate; il meurt le 10 janvier 1911, unanimement regretté par la Fédération, dans les rangs de laquelle il laissait un grand vide.

Pour pourvoir à son remplacement, une élection eut lieu le 26 mars 1911. Les socialistes de Saint-Claude font appel à un militant de valeur ayant joué un grand rôle à la Chambre

comme rapporteur de la Représentation proportionnelle au cours de la législature 1906-1910, battu dans son département. Alexandre Varenne se met à la disposition de la Fédération, et, malgré le mauvais temps et l'impraticabilité de communications, il mène campagne à côté des militants du Jura. Jamais lutte n'a été menée avec autant d'ardeur. Une campagne abjecte est dirigée contre Varenne par les radicaux et les libéraux. Les premiers ne peuvent oublier leur défaite de 1910; les seconds accusent Varenne d'être franc-maçon et le dénoncent dans les campagnes encore croyantes comme un suppôt de l'anticléricalisme sectaire et haineux. Le Parti donne de toutes ses forces; malgré cela, Varenne arrive troisième au premier tour avec 2.873 voix. La calomnie a fait son œuvre. Cependant, en face de l'attitude ignoble des radicaux et des francs-maçons soutenant un politicien cynique, la Fédération se cabre. Toutes les Sections demandent le maintien de la candidature socialiste au deuxième tour. Jaurès, Compère-Morel, Mistral, Cabannes, Maxence Roldes pour le Groupe parlementaire et la C. A. P. Ponard, Klemczynski, Danrez, Faton, Mandrillon, Nicod, Reffay (Léonce), Mermet (Jules) pour la Fédération, soutiennent Varenne et partout opposent l'idée socialiste aux palinodies des adversaires. Cet effort ne parvient pas à conserver le siège. Mais la Fédération obtient un beau succès socialiste avec 3.118 voix, augmentant de 245 ses suffrages du premier tour, bien que les trois candidats fussent restés en présence.

La municipalité socialiste de Morez est réélue en 1912, elle continue à gérer les affaires municipales dans l'intérêt de la classe ouvrière, met à l'étude des projets: marché couvert, bains-douches et hôtel des postes. Les deux premiers étaient mis en adjudication à la veille de la guerre, qui interrompit également les travaux de construction de l'hôtel des postes.

L'industrie de la lunetterie subit une crise par suite de la rapacité des intermédiaires; les ouvriers travaillent en fa-

nulle et n'arrivent pas à lier les deux bouts. Henri Lissac prend l'initiative du mouvement en vue de limiter les appétits des intermédiaires. Pendant la guerre, la municipalité ouvrière transforme la mairie en un immense magasin et, en présence des exigences des boulangers, les fours sont réquisitionnés. En novembre 1914, Albert Thomas se rendit à Morez pour se rendre compte de l'outillage; un groupement fut constitué sur l'initiative de la municipalité. Un prélèvement sur les bénéfices fut consenti sur les insistances du maire, et la ville encaissa 180.000 francs, aide précieuse pour traverser la période de guerre.

A Saint-Claude, les treize conseillers municipaux socialistes élus en 1908 deviennent majorité en cours de mandat. Le plan des réformes municipales va entrer dans la voie des réalisations. Le maire et le premier adjoint sont radicaux. Qu'importe! la nouvelle majorité ne rencontre de leur part qu'une très faible opposition à l'application des décisions prises au Conseil municipal. Aussi c'est la laïcisation de l'hôpital, l'amélioration des services hospitaliers et les soins médicaux gratuits; l'augmentation des secours d'assistance aux veillards; la gratuité des fournitures scolaires dans les écoles; le dédoublement des classes surchargées des écoles primaires par la création de cinq postes nouveaux d'instituteurs; le fonctionnement des cantines scolaires; la mise en régie du pensionnat et la réforme générale du collège, comportant la suppression des



Henri LISSAC
Maire de Morez, ancien député

classes élémentaires et la gratuité de l'enseignement secondaire et professionnel pour tous les enfants de Saint-Claude; la reprise de l'établissement des bains et son exploitation en régie directe par la commune; la régie de l'enlèvement des boues et immondices; l'achat de terrains pour l'aménagement spacieux de certains quartiers de la ville.

Et les socialistes ont tout un plan de longue haleine. Mais toute la classe des petits commerçants bourgeoisants prend peur. La suppression des classes élémentaires du collège les a atteints dans leur mesquin esprit de classe et, aux élections de 1912, toutes les voix réactionnaires, radicales, voire même radicales-socialistes vont à une liste radicale modérée. Six socialistes seulement sont réélus sur 27 conseillers. L'antagonisme des adversaires annihile toute leur initiative. Les classes primaires du collège sont rétablies pour les petits bourgeois qui ne veulent pas aller à l'école publique, la gratuité de l'enseignement secondaire n'est plus accordée que sur demande spéciale... et une gestion hybride et désastreuse du budget municipal met la ville dans le... pétrin.

F. Fédération Jurassienne. — Ses Congrès. Ses Journaux. — L'action syndicale.

Courant 1910, les Groupes du Doubs ont proposé la constitution d'une Fédération Jurassienne réunissant les socialistes de l'Ain, du Doubs et du Jura; leur proposition est adoptée et la Fédération Jurassienne constituée le 4 décembre 1910, au Congrès de Lons-le-Saunier, présidé par Danrez et où l'ensemble des Groupes du Doubs, du Jura et de l'Ain sont représentés.

La Fédération de l'Ain désirant conserver son autonomie, seuls le Jura et le Doubs constituent la Fédération Jurassienne. *Le Jura Socialiste* fait place à *La Franche-Comté Socialiste,* devenu l'organe hebdomadaire de la nouvelle

Fédération. Le même jour, on décide l'impression du journal à l'Imprimerie Coopérative de Besançon. Bougeot et Henri Perrin, de Besançon, en assureront l'administration et le secrétariat de rédaction. Les citoyens Léon Renaux, Henri Ponard, Ernest Klemczynski, Arthur Danrez, Henri Perrin, Minjoz, docteur Baigue, tous militants de la Fédération, devront assurer à tour de rôle la rédaction de l'article de fond.

Le siège social de la Fédération passa à Besançon, avec Théophile Bougeot comme secrétaire, Léon Baumgartner et Etienne Arnaud comme trésoriers.

La permanence de Ponard à la propagande fut envisagée puis abandonnée, faute de ressources pécuniaires.

Mais comme à la suite des grèves de Saint-Claude de 1906, Klemczynski, orateur remarquablement doué, avait été appelé dans le Jura pour y organiser les Syndicats, il apporte un concours efficace à la Fédération Jurassienne.

Sa propagande amena aux idées socialistes de nouveaux éléments et contribua à leur vulgarisation dans les deux départements.

La nouvelle Fédération comptait 26 Groupes et 790 membres.

La Fédération Jurassienne tint son deuxième Congrès à Dôle, le 1er septembre 1912, sous la présidence de Gaston Lévy, délégué permanent, assisté de Ponard et Klemczynski.

L'assemblée des socialistes franc-comtois s'y montra ardemment attachée à faire triompher la R. P., comme en témoigne le vote à l'unanimité des deux ordres du jour suivants, reflétant également la pensée d'éviter cependant toute équivoque et tout confusionnisme.

Le premier, présenté par Klemczynski, du Groupe de Saint-Claude :

Le Congrès, estimant que la campagne anti-proportionnaliste fournit le plus souvent l'occasion de dénaturer et de calomnier l'atti-

tude du Parti dans la réforme électorale et que cette campagne ne saurait se faire impunément,

Décide qu'en cas de réunion publique anti-proportionnaliste le Comité fédéral devra faire diligence pour qu'un délégué du Parti soit appelé à préciser contradictoirement la pensée socialiste dans cette question.

Il insiste pour que cette intervention ait lieu dans toutes les circonstances possibles, afin de détruire de dangereuses équivoques et de contribuer à l'éducation socialiste dans des conditions particulièrement favorables.

Le deuxième, du Groupe socialiste de Besançon :

Le Congrès, précisant l'attitude du Parti pour les élections générales prochaines, dans le cas où la réforme électorale serait repoussée par le Sénat, approuve et fait sienne la résolution du Groupe définitif de R. P. qui importe essentiellement au Parti socialiste ;

Considérant qu'il appartient par conséquent d'arracher au Sénat, avant la fin de l'année, une décision sur la proposition de R. P. adoptée par la Chambre,

Le Groupe de Besançon estime :

1° Que, dans les élections partielles, le Parti socialiste devrait pratiquer la discipline proportionnaliste ;

2° Que le Groupe socialiste au Parlement devrait proposer à la majorité proportionnaliste de ne procéder au vote sur l'ensemble du budget qu'après l'adoption par le Sénat de la R. P. ;

3° Qu'au cas où, malgré tous nos efforts, les prochaines élections législatives auraient lieu selon le mode majoritaire, une entente devrait intervenir pour grouper tous les proportionnalistes et concentrer les voix, dans chaque circonscription, sur un candidat proportionnaliste unique, à la condition que la Chambre ainsi élue se sépare aussitôt la R. P. votée.

L'après-midi, après un échange de vues sur le poignant problème du militarisme, et aussi sur les inquiétudes provoquées par la loi de trois ans, le Congrès traduit ses sentiments en mandatant les délégués aux prochaines assises de la Section française de l'Internationale Ouvrière pour insister, à propos de la motion Keir Hardie-Vaillant, afin d'obtenir du Bureau international des précisions nouvelles sur « *l'as-*

sociation intime des prolétariats des nations civilisées, afin d'enrayer efficacement les conflagrations possibles ».

La Fédération Jurassienne s'était superposée aux deux Fédérations du Jura et du Doubs, elle n'eut qu'une courte existence, et les deux Fédérations départementales décidèrent de reprendre leur autonomie dans un Congrès tenu le 28 septembre 1913, à Lons-le-Saunier.

A ce Congrès, présidé par le citoyen Lavaud, député de Paris, la Fédération Jurassienne votait un ordre du jour félicitant le citoyen Jaurès pour sa campagne de clarté politique et de probité intellectuelle et l'engageant à persévérer dans son attitude courageuse et loyale, estimant indispensable pour le Parti Socialiste de dégager nettement sa doctrine de conceptions toujours néfastes à la cause prolétarienne.

Il s'agissait de la série d'articles dans laquelle Jaurès montrait que le socialisme n'avait aucun rapport avec la théorie du sabotage systématique et de la chaussette à clou.

Cet ordre du jour, présenté par Minjoz, de Besançon, fut voté par tous les délégués du Jura.

La fondation de la Fédération Jurassienne avait été dictée par la pensée de créer dans la région l'unité ouvrière sur ses trois terrains d'action: politique, syndicaliste et coopératif. Le versement fédéral effectué par le citoyen Tarbouriech, député de Saint-Claude, faisait espérer l'organisation d'une permanence à la propagande permettant de porter la parole socialiste dans les coins les plus reculés de la Franche-Comté. La mort prématurée de ce généreux militant ne permit pas la réalisation d'un tel plan. Au contraire, l'organe hebdomadaire de la Fédération Jurassienne, trop peu informé et rayonnant sur une trop grande étendue, ne donnait satisfaction qu'aux seuls militants. D'autre part, la situation financière de la Fédération et de *La Franche-Comté Socialiste* ne permettait pas la mise à six pages. La séparation — nous l'avons vu — était décidée, malgré la franche et cordiale

collaboration qui s'était établie entre les Groupes des deux départements.

Le Doubs conserva *La Franche-Comté Socialiste* Et la Fédération du Jura, réorganisée le 26 octobre 1913, à Saint-Claude, prit ses dispositions pour publier derechef son organe particulier.

L'*Union des Syndicats ouvriers Ain-Franche-Comté* venant aussi de se dissoudre pour fonder trois Unions départementales, en conformité des décisions confédérales, son propagandiste, le citoyen Ernest Klemczynski, fut élu secrétaire de la Fédération socialiste du Jura et administrateur de son nouvel organe *Le Jura* (socialiste, coopérateur, syndical), dont le premier numéro parut le 29 novembre 1913.

Le Parti se prépare aux élections législatives de 1914. Des Congrès d'arrondissement sont organisés. Chacun d'eux est appelé à désigner un candidat par une consultation des Groupes, en appliquant la représentation d'un mandat par dix ou fraction de dix cartes du Parti. L'assemblée des Groupes de l'arrondissement de Saint-Claude, réunie le 22 février 1914, investit de la candidature le citoyen Henri Lissac Cette désignation est ratifiée par le Congrès fédéral, tenu à Champagnole le 8 mars suivant. Puis, pour affirmer la vitalité du Parti et profiter de la campagne électorale pour intensifier la propagande, sont désignés comme candidats : Danrez (Arthur), à Lons-le-Saunier ; Gindre (Auguste), à Poligny.

Entre temps, Ernest Klemczynski a quitté le Jura. La lutte n'en est pas moins ardente dans les trois circonscriptions où des candidats sont présentés. Le Comité fédéral se dépense abondamment. Ponard... encore Ponard assume la charge du secrétariat fédéral, assisté par Danrez. Et Lissac est élu député de Saint-Claude, au deuxième tour de scrutin, par 6.196 voix contre 5.174 au candidat radical, arrivé derrière notre ami au premier tour, mais ayant maintenu sa candidature. Gindre et Danrez ont fait une belle campagne de principe et apporté des adhésions au Parti.



De gauche à droite : Maisons d'habitation ; Maison du Peuple ; Immeubles ; Salle du Théâtre de la Maison du Peuple ; Rue de la Poyat ; Scène du Théâtre de la Maison du Peuple.

Il faut aussi signaler le Congrès fédéral tenu le 28 juin 1914, à Saint-Claude, sous la présidence du citoyen Barabant, député de Dijon et délégué du Parti. Sont présents certains des meilleurs militants du Jura : Ponard, Danrez, Lissac, Grosbon, Mermet (Jules), Mermet (Félix), Chevassus-Donat, Baudoin, Schwenk, Julien (Léon), Alardet, Mouillard, Brunet (Henri), etc., etc.

La Fédération peut enregistrer à ce Congrès 19 Groupes, dont plusieurs sont intercommunaux, avec 611 adhérents contre 549 en 1913.

Les questions de l'alcoolisme, de la vie chère, de l'impérialisme furent l'objet d'un examen sérieux.

Tout un plan d'organisation de la propagande est arrêté. La cotisation versée par le député devait en permettre la réalisation... si la guerre n'avait pas immobilisé les militants.

La guerre déclarée, la Fédération socialiste et les organisations coopératives du Jura n'en subsistent pas moins. Les vieux : Donat-Chevassus, Jules Mermet, Ponard en tête se mettent à la disposition de tous les opprimés. Un Comité de vigilance est créé à Saint-Claude pour donner tous renseignements utiles aux ayants droit des allocations, aux soldats, aux mutilés. Nos camarades participent à toutes les œuvres de solidarité organisées. La Fédération régionale des Coopératives est d'un secours puissant pour assurer le ravitaillement. Quant à la Fédération socialiste, de plein cœur avec la Défense nationale, elle ne se laisse à aucun moment entraîner par la vague de chauvinisme et apporte son appui aux Fédérations du Parti qui reprochent au Gouvernement de fermer les yeux aux occasions de paix. Elle affirme sa pleine solidarité avec les socialistes indépendants d'Allemagne s'élevant avec courage contre la vague impérialiste et réclame la reprise des relations internationales entre les socialistes de tous les pays.

Avec la démobilisation, la propagande va reprendre. Dan-

rez est nommé secrétaire fédéral. Ce jeune militant va s'attacher à la réorganisation des Sections socialistes et de l'Union départementale des Syndicats.

G. La Jeunesse Socialiste des forces ouvrières jurassiennes.

Peu à peu, les Groupes reprennent vie. Le 13 avril 1919, un Congrès fédéral a lieu à Saint-Claude. Quinze Groupes sont représentés. De nombreux socialistes isolés ont envoyé des renseignements sur leur localité. Le citoyen Eugène Benoit, avocat à Lons-le-Saunier, a apporté son adhésion au Parti au début de la guerre, préside les débats. Après avoir étudié les questions du journal fédéral et de la propagande à réorganiser, le Congrès s'applique à un examen consciencieux du Programme national du Parti élaboré par la C. A. P. en vue du Congrès National de Paris (20, 21 et 22 avril). Et, une fois de plus, s'affirme le souci du travail pratique des socialistes jurassiens. A l'unanimité, le Congrès vote la motion suivante :

La Fédération Jurassienne est prête et attend la Révolution.

Aussi approuve-t-elle dans ses principes et dans ses prévisions générales le programme élaboré par la Commission. Elle y relève cependant des lacunes et des imprécisions.

Convaincus, à l'allure accélérée que prennent les événements, que la Révolution va incessamment gagner l'Ouest de l'Europe, les militants de la Fédération adjurent le Parti de ne pas se laisser prendre au dépourvu.

Il faut, dès maintenant, *bâtir en théorie et techniquement* la société socialiste de demain.

La Fédération du Jura insiste sur la nécessité et l'urgence de cette tâche, tâche d'étude approfondie, et elle propose au Parti réuni en Congrès ***de nommer une*** *Commission, composée de Techniciens-Théoriciens* (Français ou Socialistes étrangers sollicités, — un voyage d'études en Russie s'impose), ***qui sera chargée de mettre debout, clairement dans les principes et minutieusement dans les détails de***

[illegible] Ce travail devra être [illegible] du Congrès d'avril 1919. [illegible] du Jura réuni de nouveau en Congrès [illegible]

[illegible] constitution administrative [illegible] de la *Fédération des Etats-Unis* [illegible] les différents Etats collectivistes.

[illegible] civilisateur de la France [illegible] encore remplir le pays de la [illegible]

[illegible] l'éventualité, peut-être [illegible] profonde et rapide. [illegible] vue — mais à ce point de vue [illegible] par la Commission constitue une [illegible] programmes similaires antérieurs. [illegible] des généralités, mais des déci- [illegible] minutieusement et technique- [illegible] fait apporter.

Dé[illegible] ADMINISTRATIVE. — En ce qui concerne la décen- [illegible] dans le Programme en une seule [illegible] la Fédération du Jura défend résolument sa *conception fédé- [illegible]* de l'Etat futur quel qu'il soit, et quelle que soit la rapidité [illegible] qui le feront succéder à l'Etat napoléonien actuel.

[illegible] principe sera : organisation synthétique. Plus de Pouvoir, quel qu'il soit, délégué de haut en bas, mais l'Administration, comme la représentation, *de bas en haut* par groupements organiques succes- [illegible] *la Commune, la Fédération de Communes, la Région, l'Etat.*

A la base, LA COMMUNE, cellule vivante de toute l'organisation. Agrandie (pas de communes de moins de 2.000 habitants), autonome, elle possède plein pouvoirs de gestion, d'administration, de police intérieure. Elle fait *œuvre coopérative* de répartition (alimentation, vêtement, combustible); elle fait *œuvre industrielle* de production (habitations à bon marché, éclairage, forces hydrauliques, forêts) jusqu'à l'avènement du régime socialiste intégral.

Le Conseil municipal, élu pour six ans, renouvelable par tiers tous les deux ans (R. P., suffrage des deux sexes).

Ensuite, LA FÉDÉRATION DE COMMUNES OU CANTONS (cantons actuels très agrandis), correspondant à un « pays » d'unité géographique et économique — sans chef-lieu. Congrès trimestriel de trois jours des représentants communaux (tous présents, si possible — sinon mandats), se tenant tour à tour dans une commune ou dans l'autre. Rôle du Congrès intercommunal : élaboration de projets intercommunaux, qui seront *exécutés par les communes* intéressées ;

élaboration de projets plus étendus, soumis ensuite au Parlement régional, et qui seront *exécutés par la Région.*

Au-dessus, LA RÉGION, avec *Parlement régional* siégeant trimestriellement (un mois après les Congrès cantonaux; session de quatorze jours). Le P. R. est mixte: composé mi-partie de représentants mandatés et non élus des F. de C., mi-partie de représentants mandatés et non élus des groupements économiques constitués:

Groupements: patronal industriel, ouvrier industriel, patronal agricole, ouvrier agricole, commercial, des fonctionnaires, des étrangers résidant dans la région et qui participeront ainsi, dans une mesure justifiée, à la vie publique du pays dans lequel ils vivent et produisent, — jusqu'à la socialisation intégrale des moyens de production et d'échange.

Le rôle du P. R. est essentiellement *économique:* il a pour but constant le développement toujours plus grand des ressources de la Région. Et il est, par voie de conséquence, *administratif.* La Région possède un chef-lieu et une administration, administration tout entière « issue » des Communes et Fédérations de Communes, nommée et contrôlée par elles (aucun fonctionnaire de l'Etat). La Région a un budget.

La superficie approximative de la Région sera celle de cinq départements actuels moyens, mais ses limites pourront ne pas coïncider avec les anciennes limites départementales, non plus qu'avec les limites provinciales de l'ancienne Monarchie. Par exemple, la Région de Franche-Comté comprendrait le Doubs, le Jura, la partie sud-est de la Haute-Saône, le territoire de Belfort jusqu'au seuil de Valdieu, le canton de Cuiseaux (Saône-et-Loire), la région jurassique de l'Ain (Bugey, Valromey, Pays de Gex).

La Région constitue le Collège électoral-unité, prévu pour l'élection de la Chambre nationale.

Les attributions respectives de la Commune et de la Région devront être soigneusement étudiées.

En haut, l'ETAT.

Suppression de la Présidence de la République.

Exécutif: Pouvoirs réduits: aux Affaires extérieures, aux Echanges internationaux et nationaux, aux Transports, aux Monopoles (départage à étudier avec la Région et la Commune), à l'Instruction publique, Milice et Police.

Législatif: Chambre unique, élue au suffrage universel des deux sexes avec R. P., pour six ans, renouvelable par tiers tous les deux ans.

La Fédération, soucieuse et légitimement fière du grand rôle

qu'aura bientôt à jouer la classe ouvrière, ne peut approuver le paragraphe du Programme ainsi libellé :

« Le Parti socialiste déclare que les ressources doivent être cherchées :

« Dans...

« Dans l'établissement de monopoles fiscaux, portant de préférence sur les objets de luxe ou de consommation inutile et même dangereuse, comme l'*alcool.* »

Ce serait une honte. L'interdiction absolue de la production, de la vente et de la consommation de l'alcool et des essences nocives — maintien des boissons fermentées — voilà le point de vue socialiste.

La Fédération appelle enfin l'attention du Congrès sur l'urgence d'une *Refonte complète de l'Enseignement.*

L'Enseignement sera *intégral,* l'intégralité considérée comme conséquence du droit de l'individu de se développer entièrement et du droit de la collectivité d'exiger de chacun tout ce qu'il peut donner ; il sera *unifié aux trois degrés* (un seul ministère) et *National,* mais largement décentralisé et adapté — plus particulièrement en ce qui concerne l'Enseignement supérieur technique et l'Enseignement secondaire technique — aux nécessités régionales.

La Réorganisation et la Gestion de l'Enseignement seront confiées — sous le contrôle de l'Etat et des Régions — à la corporation des Universitaires.

Une étude préparatoire approfondie sera confiée aux Universitaires du Parti.

L'Enseignement tendra à devenir *international* par le travail en collaboration des Universités de tous les pays civilisés ; par l'échange international des étudiants ; par la mise au point d'une langue unique simplifiée, dont l'étude sera rendue obligatoire dans tous les pays fédérés.

L'Internationale des Peuples doit être aussi l'Internationale de la Pensée et de la Science humaine.

La Fédération demande enfin au Parti de réfléchir à une question intimement liée à cette réorganisation totale de l'Enseignement : la formation d'un *cadre nombreux de Techniciens et d'Ingénieurs,* issus du Peuple et restés au Peuple. C'est pour nous, socialistes, un devoir impérieux, une nécessité inéluctable de l'envisager et de l'exiger.

Cette motion, soutenue au Congrès national du Parti par Paul Grosbon, alors trésorier fédéral du Jura, et Henri Ponard, retint l'attention de la Commission des résolutions, elle se traduira par la désignation d'une Commission permanente chargée d'élaborer le travail demandé par le Jura.

H. La Fédération du Jura après le conflit mondial. Chiffres éloquents. — Leçon d'organisation.

Deux autres Congrès fédéraux sont tenus en 1919 par la Fédération du Jura. Au 31 août, la Fédération est plus forte qu'en 1914. Sept cents cartes déjà ont été délivrées aux Sections. Les versements opérés par le citoyen Lissac, député, à la caisse électorale, ont été de 10.234 francs. Les dettes électorales et du journal sont payées et l'avoir de la Fédération s'élève à 8.094 francs.

Le format du *Jura,* réduit pendant la guerre, est agrandi dès le 18 octobre 1919.

Le 26 octobre, à Lons-le-Saunier, est organisé un Congrès pour examiner la situation de la Fédération en face des élections législatives et de la nouvelle loi électorale.



Arthur Danrez
Secrétaire fédéral

Le Groupe de Saint-Claude préconise la présentation d'une liste complète. La majorité des Sections du Jura se prononce pour une liste partielle, pensant ainsi grandir les chances du Parti dans l'obtention du quotient nécessaire pour avoir droit au siège correspondant à ses forces électorales. Si la représentation proportionnelle existait, ce siège lui reviendrait. Les citoyens Lissac, député sortant, et Benoit, du Groupe de Lons-le-Saunier, sont choisis à la presque unanimité des mandats pour représenter le Parti aux élections législatives.

Les adversaires disposent de la puissance financière, de la presse. Le temps est insuffisant pour parcourir toutes les communes. Cependant, Danrez, Ponard, Galantus, Lissac et Benoit font une belle campagne de principe et répondent à l'accusation de bolchevisme par une rude défense de la Révolution russe. Les militants socialistes gagnent des voix partout où ils peuvent prendre contact avec le public et apporter la contradiction aux réactionnaires du radicalisme et du Bloc national. Mais le scrutin bâtard de la loi votée au Parlement et les élections brusquées de Clemenceau donnent la victoire aux pires réactionnaires du Jura.

Nos amis obtiennent cependant au 16 novembre :

		Lissac	Benoit
Arrondissement de	Lons-le-Saunier..	2.108	2.352
—	Dôle	1.827	1.717
—	Poligny	1.226	1.254
—	Saint-Claude	3.250	3.209
	Soit......	8.411	8.532

Il est intéressant de comparer les divers résultats de 1902 à 1914 avec ceux de 1919 :

CIRCONSCRIPTIONS	VOIX en 1902 1er tour	VOIX en 1906 1er tour	VOIX en 1910 1er tour	VOIX en 1911 1er tour	VOIX en 1914 1er tour
DÔLE					
Dufourg.	95	»	»	»	»
Henri Ponard	»	»	1.544	»	»
LONS-LE-SAUNIER					
Henri Ponard	»	1.987	»	»	»
Arthur Danrez.	»	»	»	»	2.271

CIRCONSCRIPTIONS	VOIX en 1903 1er tour	VOIX en 1906 1er tour	VOIX en 1910 1er tour	VOIX en 1911 1er tour	VOIX en 1914 1er tour
POLIGNY					
Lucien Vuillemot	112	»	505	»	»
Gindre	»	»	»	»	351
Maurice Rouget	»	383	»	»	»
SAINT-CLAUDE					
Henri Ponard	2.333	»	»	»	»
E. Tarbouriech	»	2.764	4.996	»	»
A. Varenne	»	»	»	2.873	»
H. Lissac	»	»	»	»	4.271
TOTAUX.	2.540	5.134	7.045	2.873	6.893

Voix en 1919: Votants, 53.325; quotient, 13.332; moyenne, 8.471.

Les élections législatives de 1919, malgré la perte du siège de Saint-Claude, enregistrent pourtant une progression légère des voix socialistes dans le département.

Aux élections cantonales, la bataille est engagée dans quatre cantons:

Canton de Saint-Claude.

Henri Ponard, 1.770 voix au premier tour, 2.002 au deuxième. Elu conseiller général.

Jules-Elisée Delacroix, 1.852 voix. Elu conseiller d'arrondissement.

Louis Faton, 1.747 voix au premier tour, 1.832 au deuxième. Elu conseiller d'arrondissement.

Canton de Morez.

Henri Lissac ne se représente pas et le siège de conseiller général est perdu.

U. Cottet, candidat au Conseil d'arrondissement, obtient 993 voix au premier tour, 1.009 au deuxième. Elu.

Cretin-Maitenaz, candidat au Conseil d'arrondissement, obtient 980 voix au premier tour, 1.012 au deuxième. Elu.

Canton de Moirans.

Bouillet, candidat au Conseil général, 406 voix.

Tournier, candidat au Conseil d'arrondissement, 508 voix au premier tour, 531 au deuxième. Elu.

Buffet, candidat au Conseil d'arrondissement, 575 voix au premier tour, 507 au deuxième. Elu.

Les Élections Municipales

Les résultats de 1912 avaient été les suivants:

Saint-Claude: 27 candidats, 916 voix, 3 élus au premier tour et 3 au deuxième. Total: 6.

Morez: 23 candidats, 753 voix. Tous élus.

Septmoncel: 12 candidats, 243 voix. Tous élus.

Chassal: 10 candidats, 70 voix. Tous élus.

A Bois-d'Amont, 5 candidats socialistes, 51 voix; à Morbier, 6 élus socialistes; Vaux-les-Saint-Claude, un élu socialiste; Foncine-le-Haut, un élu; Arbois, 3. Dans ces quatre dernières communes, les socialistes furent élus sur des listes de coalition.

Le 30 novembre 1919 non seulement le Parti garde les municipalités de 1912, mais en conquiert de nouvelles.

Saint-Claude, Morez, Moirans, Septmoncel, Lamoura, [illegible]sal, Vaux-les-Saint-Claude, Villard-Saint-Sauveur, [illegible]hancia, villes industrielles et communes rurales de la mon[illegible]gne, sont entièrement administrées par les militants socia[illegible]tes du Jura.

[illegible]onard est maire et conseiller général de Saint-Claude.

[illegible]enri Lissac est maire de Morez.

[illegible]llet, Albin Lançon, César Mandrillon, Jules-Elisée

Delacroix, Fernand Dalloz, Jules Vincent, Vaillat, Puthod sont maires des autres communes.

A Dôle, une forte minorité socialiste, 12 sur 27, entre au Conseil municipal avec le citoyen Emile Gros comme adjoint au maire radical.

Quelques socialistes pénètrent aussi dans certains autres Conseils municipaux du Jura. A Levans-les-Saint-Claude Jacques Rocher est adjoint.

En tout, plus de cent élus municipaux.

Et pour la première fois, dans le Jura, des délégués sénatoriaux socialistes jouent un rôle important. Aux élections sénatoriales du 11 janvier 1920, 73 voix s'affirment sur le nom du citoyen Lissac et, au deuxième tour de scrutin, assurent la défaite des candidats réactionnaires et gouvernementaux.

La Fédération du Jura a participé au Congrès de Strasbourg, où Danrez est intervenu pour adjurer le Parti de quitter le terrain des discussions de tendances pour entrer d'urgence dans la voie constructive de préparation de la société de demain, en collaboration avec la Fédération des Coopératives et la Confédération Générale du Travail.

Une entière sympathie et une parfaite communion d'idées groupent les militants de la coopération, du syndicalisme et du Parti socialiste. Tous se rencontrent d'ailleurs sur les trois terrains. Ce bon accord produit les meilleurs résultats. L'exemple de Saint-Claude s'impose. Le Groupe socialiste de Dôle a organisé une permanence où ses membres peuvent se rencontrer plusieurs fois par semaine. Un concert littéraire, donné par la Jeunesse socialiste de Saint-Claude, a entraîné la création d'un Groupement artistique à la Bourse du Travail. Les organisations de Lons-le-Saunier ont ouvert un Cercle coopératif. Bien que Lucien Vuillemot, le vieux militant de Poligny, soit mort en 1919, la Cave commune où les vignerons sont associés marque dans ce milieu rural la pénétration de la pensée socialiste. Huit mille syndiqués sont grou-

pés dans une Union départementale, avec comme secrétaire Galantus, syndicaliste de valeur et militant éprouvé, appelé dans le Jura par les organisations ouvrières elles-mêmes. Les coopératives de consommation étendent de plus en plus leur rayon d'action et augmentent sans cesse leur chiffre d'affaires avec le Magasin de Gros. *La Fraternelle, Maison du Peuple* de Saint-Claude, reste l'âme de tout ce mouvement. Déjà un certain nombre de coopératives ont fusionné complètement, elles sont devenues ses succursales, pour le plus grand profit du développement et de l'administration.

Le résumé des opérations de 1919 accuse pour *La Fraternelle* un chiffre d'affaires de 2.024.771 fr. 35.

L'exercice 1919 donna 185.021 fr. 27 de bénéfice brut, soit un bénéfice net de 143.191 fr. 87, ainsi répartis :

Au capital socialisé, 50 %	71.595 95
A la Caisse des Retraites, 20 %	28.638 37
— Secours, 30 %	42.957 55

Au 20 janvier 1920, la situation des capitaux, après l'inventaire, était la suivante :

Capital action	148.363 65
— socialisé	343.463 91
— Caisse des Retraites	90.934 52
— Caisse des Secours	90.559 81
Fonds d'amortissement sur immeubles	46.646 63
— matériel	50.828 10
Réserve pour pertes et impôts	37.632 05
Total égal au capital net	808.428 67

A l'actif, le compte immeubles et matériel s'élève à : 1.163.011 fr. 21.

L'argent placé au compte courant par les sociétaires représente 807.153 fr. 07.

La *Maison du Peuple* vient de lancer un emprunt de 400.000 francs, remboursable en vingt ans par voie de tirage au sort, avec intérêt net de 5 %.

Cet emprunt obligataire diminuera le chiffre du compte courant et donnera plus d'assise au capital prêté. Après avoir, au cours de 1919, créé une succursale à Champagnole, repris la coopérative l'*Union des Familles* de Moirans, organisé à Saint-Claude le service de boucherie et de charcuterie, acheté plusieurs immeubles, *La Fraternelle* s'est pourvue, en 1920, d'un camion automobile, elle ouvre des succursales nouvelles à Chassal, Molinges, Vaux et lance cet emprunt pour se libérer des propriétaires et installer tous ces nouveaux services dans ses propres immeubles.

Ayant remis son imprimerie d'Oyonnax aux socialistes de l'Ain, elle en a installé une nouvelle à Saint-Claude.

Quant à la Fédération locale des Coopératives (production et consommation), elle a complété l'œuvre de la *Maison du Peuple* par l'acquisition d'un magnifique parc sis aux Avignonnets, à 800 mètres de la ville. Cette propriété de huit hectares est le refuge de plein air des coopérateurs socialistes de Saint-Claude. Dans la belle saison, chaque semaine ils peuvent, dans des pique-niques fraternels, s'y distraire en famille. C'est le lieu des fêtes champêtes. Et c'est dans les immeubles de ce « Grand Air » de la montagne qu'une « pouponnière » est installée par nos amis depuis le 28 juin 1920.

L'avenir aidant, d'autres œuvres suivront.

Saint-Claude se trouve situé à une extrémité du département, rendant difficile l'accès dans les trois autres arrondissements ruraux. Malgré cela, le rayonnement de ce foyer de vie nous donne la certitude d'un développement certain de la Fédération. Elle atteint plus de mille cotisants dans ses Groupes de Saint-Claude, Morez, Poligny, Lons-le-Saunier, Moirans, Dôle, Malinges, Lavans-les-Saint-Claude, Morbier, Lajoux, Septmoncel, Lamoura, Long-Chaumois, Saint-Laurent,

Salins, Vaux-les-Saint-Claude, Cinquétral, Foncine-le-Haut, Ravillolles, Arinthod, Champagnole, Bois-d'Amont, Clairvaux, Fraisans, Chassal, Saint-Lupicin.

Son organe, *Le Jura,* de *729 abonnés* en 1914 est passé à 1.100 abonnés et il tire à 3.000 exemplaires.

Le Jura tient une place originale dans le Parti, l'esprit de ses organismes aura certainement la sienne dans l'organisation de la société socialiste.

Fédération de la Loire

A. Les grèves. — La Commune de Saint-Etienne. Le Congrès de Marseille. — Les Chambres syndicales.

Les origines du mouvement ouvrier et socialiste dans la Loire remontent aux premières heures et se confondent avec la naissance des organisations ouvrières en France.

La première Internationale comptait des adhérents à Saint-Etienne en correspondance active avec le Groupe parisien et celui de Lyon dès 1865.

En 1869 éclate la grève aux Charbonnages de la Loire, la troupe est envoyée contre les grévistes, les manifestations sont excitées par les agents provocateurs; le 16 juin, à la Ricamerie, les chassepots partent, treize ouvriers sont tués, plus de cinquante personnes, dont des femmes et des enfants, sont blessées; c'est une illustration du libéralisme impérial. Cette tuerie retentit douloureusement dans les cœurs des premiers socialistes, elle contribua à l'afflux d'adhésions qui parvinrent au Bureau parisien de l'Internationale, venues des milieux ouvriers de la région lyonnaise.

L'Empire s'effondre dans la boue de Sedan, la République est proclamée à Paris, elle fut accueillie avec enthousiasme à Saint-Etienne par la population ouvrière; au 31 octobre, de grandes manifestations eurent lieu à Saint-Etienne et, quelques mois après, lorsque Paris proclama la Commune, les socialistes et les républicains avancés de l'*Alliance Républicaine* et du *Club Révolutionnaire,* siégeant dans la rue de la Vierge, réclament la proclamation de la Commune et le

renouvellement du Conseil municipal, composé de républicains modérés.

Le journal radical *L'Eclaireur* marque sa défiance pour l'Assemblée de Versailles et sa confiance dans les députés de Paris, il ne va pas cependant jusqu'à se solidariser avec le mouvement parisien; les Clubs envoient des délégations au Conseil municipal et lui arrachent la promesse de démission. Le 24, à 10 heures du soir, une manifestation populaire envahit l'Hôtel de Ville; le maire et le préfet résistent. La foule est maîtresse de la Mairie toute la nuit, le matin elle s'est accrue, à midi des coups de feu partent, un ouvrier passementier, Eugène Filton (1), est tué; le préfet, M. de l'Espée, le général, le substitut sont prisonniers; des coups de feu abattent le préfet, il avait tiré — affirme-t-on dans la foule — sur Filton et plusieurs insurgés. La garde nationale constitue une Commission municipale, qui fait occuper la gare, les diverses administrations, la Préfecture, s'empare du télégraphe et lance des proclamations au peuple au nom de la Commune de Saint-Etienne. Pendant trois jours la garde nationale garda la Mairie mais, à l'annonce de l'échec de l'insurrection lyonnaise, la Commission se disloqua, le mouvement s'effrita et le général obtint l'évacuation de la Mairie, faisant ensuite procéder à de nombreuses arrestations, malgré les promesses faites par lui.

En 1873 il existait à Saint-Etienne un groupe de l'Internationale dont le chef agissant était Gillet; à Roanne également; ils participèrent au Congrès clandestin régional des Internationaux, tenu au restaurant du Chat, dans la banlieue de Saint-Etienne. Quelque temps après, ils participèrent au deuxième Congrès, le 15 août 1873, à Lyon; ils furent poursuivis et condamnés, Gillet à deux ans de prison et Ayèle, de Roanne, à un an.

Quelques années après, les Groupes renaissaient. A Saint-

(1) Eugène Filton est enterré dans son village de Maclas, canton de Pélussin.

Etienne, le Cercle *L'Union des Travailleurs* se constitue et siège 9, rue de la Banque; les ouvriers tonneliers se syndiquent. A Roanne existe une *Chambre syndicale des Ouvriers réunis*. A Saint-Etienne, les premiers militants sont: Ava-Cottin, délégué au Congrès de 1879 à Marseille, l'ouvrier aiguiseur Pierre Coupat (1).

Au lendemain du Congrès de Marseille, il se forme à Roanne un Comité ouvrier dont l'adhésion fut publiée par l'*Egalité*, de Jules Guesde, et à une élection municipale de 1879 des candidats ouvriers sont acceptés à Roanne sur une liste républicaine. A Saint-Etienne, Coupat, Joly et Ava-Cottin rendent compte, le 29 février, du Congrès de Marseille, dans une réunion présidée par Collin, avec pour assesseurs Gillier, Burckbuchler et Ricard; les résolutions collectivistes sont adoptées. A Roanne, il en est de même, après une conférence privée ou prirent la parole Deparis, Calais, Moncorjer et Creusille, président de la réunion.

Il existait également à cette époque la *Chambre syndicale des Mineurs de la Loire,* dont le siège était 16, place du Peuple, à Saint-Etienne; des Chambres syndicales de mouleurs sur cuivre et sur fer, du bâtiment, des mineurs et de la teinture, à Saint-Chamond. Il y avait aussi un syndicat féminin, la *Chambre syndicale des Dames réunies,* de Saint-Etienne.

Au Congrès régional de l'Est, après le Congrès de Marseille, les Groupes de la Loire sont représentés et ils ne sont pas les derniers à adhérer au programme collectiviste de Jules Guesde.

C. Les premiers collectivistes. Campagnes électorales. — Les premiers militants.

En 1880, le mouvement prend corps; 45 signatures de Saint-Etienne figurent au bas du programme des collecti-

(1) Devenu ministre du Bloc national.

vistes publié par l'*Egalité,* mais Roanne, quelques semaines plus tard, annonce 150 adhésions, parmi lesquelles Joubert. Rivot, Moncorger, Deparis, Donjon, Creusille, Ch. Fouilland, fondateurs de la *Fédération collectiviste des Travailleurs roannais.* Le 9 novembre 1880, les travailleurs de la Chambre syndicale des Ouvriers réunis, à Roanne, tiennent une réunion pour mandater un délégué au Congrès national du Havre, deux tendances s'y manifestent, une corporative et modérée, l'autre socialiste révolutionnaire; le collectiviste révolutionnaire Donjon est désigné par 153 voix contre 123 au citoyen Calais. Le mandat du citoyen Donjon est formel: « *Si les délégués des Groupes récemment créés sont exclus du Congrès, le délégué doit se joindre à eux pour tenir un Congrès séparé nettement socialiste.* » La Chambre syndicale des Plâtriers et Maçons confia elle aussi son mandat à Donjon.

Paule Mink et P. Coupat avait donné quelques jours avant (30 octobre) une conférence, à la salle Valentine, à laquelle assistèrent 2.000 personnes.

A Saint-Etienne, le 18 mars avait été fêté par un « Banquet de l'*Egalité* » et le vote d'une adresse à Jules Guesde et à la rédaction du journal.

P. Coupat et L. Crozier fondaient la *Jeunesse Socialiste Révolutionnaire.* Le 21 avril 1880 a lieu une conférence organisée par le *Cercle de la Concorde,* avec Marie Guiscard et Charvet, de *La Vraie République,* elle fut mouvementée par suite de l'intervention de P. Coupat développant les théories collectivistes révolutionnaires. A l'issue de cette réunion en ut tenue une autre où, après une conférence d'Ava-Cottin, fut fondé le Parti ouvrier, sous le nom de *Cercle-Union des Travailleurs.* Les militants principaux étaient Ava-Cottin, Coupat, Gillier, Delorme, Nébaud, Pérel, Duret, Dufour, Crozier, Couturier, citoyennes Pétheval et Victoire. Il existait également un *Cercle du Travail,* dont la Commission ...nait Roussel, président, Rousset, Sabatier et Grégoire.

secrétaires. Enfin, le *Groupe d'Etudes sociales Sud-Est* avait également vu le jour. Ces organisations assistèrent au Congrès régional collectiviste révolutionnaire du 14 juillet, de Lyon, où furent délégués pour Saint-Etienne, Roanne et Saint-Chamond, Marie Deshommes, Dupoizat, citoyenne Gillet, Coupat, etc.

Au Congrès du Havre, Coupat représenta l'élément collectiviste et fut parmi les délégués qui tinrent le Congrès socialiste de la rue de Fécamp, en opposition aux Barberettistes de la salle Franklin. Saint-Chamond avait aussi donné son adhésion au collectivisme.

A Roanne, les socialistes affrontent pour la première fois la bataille électorale en 1881, où ils obtiennent 600 voix aux élections municipales, puis 800 aux élections législatives et, à une élection municipale complémentaire, dans un seul quartier, 492.

A une élection cantonale du 1er août 1880, les socialistes de Saint-Etienne avaient posé la candidature de Nourrit, ancien forçat déporté de juin 1848; sans réunion ni l'appui d'aucun journal, il obtint 450 voix.

Deux ans plus tard, la candidature de l'ouvrier Rondet obtenait, à Saint-Etienne, en avril 1882, le chiffre de 2.242 suffrages sur 4.881 votants.

Coupat et Gallier donnaient des réunions de quartier à Saint-Etienne et inauguraient un local commun où se tenaient les réunions des Groupes socialistes et des Associations ouvrières groupées en *Syndicat fédératif*.

En 1882 éclate, à Roanne, une grève des tissages, 3.000 ouvriers chômèrent pendant 42 jours; Jules Guesde donne des réunions au profit des grévistes, il ouvre une souscription dans son journal *Le Citoyen*. Le Comité de grève fait une émission de 20.000 billets de 1 franc mis en circulation et garantis par le Syndicat des tisseurs; ces billets furent admis en paiement par la plus grande partie des commerçants, et cela permit une grande victoire ouvrière.

La grève était victorieuse le 26 mars, les billets remboursés un mois après la date d'émission. Mais le patronat prit sa revanche et de nombreux ouvriers furent renvoyés peu à peu des métiers.

C. Le P. O. F. à Roanne. — Les possibilistes à Saint-Étienne. — La propagande anarchiste. — Le premier Mai.

Un nouveau Groupe d'études sociales, *Le Drapeau Rouge*, était éclos à Roanne, dont le secrétaire était J. Mure et, dès ses premières réunions, il prenait parti pour *l'Egalité* de Jules Guesde contre *Le Prolétaire* de P. Brousse.

En octobre 1882, Jules Guesde est attendu dans la Loire; il donne des conférences à Saint-Etienne et à Roanne où il fait la conquête définitive du Parti ouvrier de cette dernière ville, resté fidèle au P. O. F. jusqu'en 1901. En 1883, le 10 mars, Jules Guesde préside encore à Roanne, après une conférence mémorable, les assises du Parti ouvrier local, dont l'importance croît dans la ville.

Parmi les meilleurs militants dans cette dernière cité, Charles Fouilland (1), délégué au Congrès du P. O. F. tenu à Roubaix en 1884 à son retour il fut arrêté, condamné à 16 mois de prison pour propagande révolutionnaire; incarcéré, il fit 16 mois en cellule malgré les avis favorables du préfet et de la direction de la prison.

A Saint-Etienne, les groupements suivent une autre direction et échappent à l'influence de Jules Guesde, malgré la présence — du reste peu prolongée — d'un de ses plus fidèles lieutenants, Max Braemer.

Aux élections municipales du 23 avril 1882, le Parti ou-

(1) Voir photographie tome I. Les Fédérations (Fédération de l'Allier).

vrier avait présenté 4 candidats, ils obtinrent : Delorme, 292 voix ; Cretin, 289 ; Chuzeville, 289, et Chollet, 287 voix.

Les Groupes de Roanne s'appelaient : *La Jeunesse socialiste, Le Vengeur, L'Avant-Garde révolutionnaire, L'Union des Femmes socialistes, L'Egalité ;* leur siège social était rue de la Berge ; les militants en étaient : J. Mure, Dulin, Poizat, Duranton, Aulas, Fouilland, Buche, Chanteret, Delorme, Calais, etc.

Au Congrès de Saint-Etienne, les délégués de Roanne prennent position avec le P. O. F. définitivement constitué à Roanne même ; mais Pierre Coupat reste avec Brousse et Malon et devient, à partir de ce moment-là, un possibiliste fidèle entraînant avec lui les éléments socialistes de Saint-Etienne, Goudefer, Joly, Gomichon, etc. Saint-Chamond reste également adhérent à la Fédération des Travailleurs socialistes de France et participe, en 1886, à la conférence des possibilistes de la salle de la Redoute.

Mais si les éléments pondérés et réfléchis suivent Coupat, le virus anarchiste a pénétré à Saint-Etienne, où Régis Faure et Botel mènent une active campagne, ils sont en relation étroite avec les compagnons du journal *Le Droit Social,* de Lyon, et impliqués dans le procès des anarchistes de Lyon en janvier 1883.

La propagande anarchiste ne tarde pas à produire ses effets pernicieux dans le prolétariat stéphanois : cependant il donnera 3.207 suffrages à Goudefer aux élections législatives de 1889. Mais les Groupes ne tardent pas à se dissoudre, les rivalités éclatent, les compétitions personnelles compliquent les divisions et les exacerbent durant de longues années.

Les Groupes de Roanne firent paraître, en 1886, quelques numéros d'un petit journal de propagande, *Le Déshérité ;* parmi ses collaborateurs : Jules Guesde, Fournier, d'Amplepuis et G. Farjat, de Lyon. Ils organisèrent une série de réunions avec Jules Guesde au profit des grévistes de Decaze-

ville; avec Antide Boyer et Camélinat, députés, à la salle Venise.

Toutes ces réunions eurent le plus grand succès et furent le prélude du succès électoral prêt à s'affirmer.

Aux élections municipales de mai 1888, le premier tour met en ballotage favorable les 12 candidats du Parti: Nicolas Besacier, 1.795; Rémy Dubruy, 1.765; Louis Aular, 1.762; Barge, 1.749; Odin, 1.746; Genette, 1.745; Gosselin, 1.745; Narbout, 1.736; Ch. Fouilland, 1.736; Butty, 1.736; Arthaud, 1.731; Chanteret, 1.721 voix; ils sont élus au deuxième tour. Dix-huit mois après, en octobre 1890, la liste socialiste bat à une élection complémentaire les radicaux; Ch. Fouilland et Butty sont élus adjoints au maire. Le maire, Aubayer, refuse de confier des délégations aux adjoints socialistes.

Le 1er mai, en 1890, fut célébré par des manifestations à Saint-Etienne, à Roanne, à Saint-Chamond et à Firminy. Le chômage fut général dans les charbonnages de la Loire. A Roanne il revêtit une ampleur exceptionnelle. Une imposante manifestation conduite par Fouilland et les conseillers municipaux socialistes se rend à la mairie porter le cahier de revendications ouvrières; les rues et les places sont envahies par les gendarmes, les fantassins, les chasseurs, des barrages sont forcés; Fouilland, l'écharpe à la main, assure la circulation et son sang-froid évite les collisions de la foule avec les militaires.

En récompense, il est suspendu de ses fonctions, puis révoqué. Le mouvement ouvrier se développe à Roanne et, en 1896, l'Hôtel de Ville est conquis par le Parti ouvrier avec, pour premier maire socialiste, Augé.

A Saint-Etienne, les Groupes se sont reconstitués, les uns sont adhérents à la F. T. S. F., les autres sont indépendants; Charpentier, élu député en 1893, appartient aux groupes indépendants; à Roanne, Augé obtient 2.524 voix dans la première, et Rocher 3.052 dans la seconde circonscription.

Le P. O. F., de Roanne, constitue des Groupes à Bussières,

à Chazelles-sur-Lyon, au Coteau, à Lorrette, après des conférences de Zévaès, Fouilland, Darancy, Micon; à Roanne, le P. O. F. a créé des Groupes dans chaque Section cantonale, reliés entre eux par l'*Agglomération Roannaise* du Parti ouvrier.

Les militants de Saint-Etienne ont créé un cercle nouveau, *Union des Travailleurs.* A Rive-de-Gier et à Saint-Chamond, un Groupe d'études sociales. A Saint-Etienne, il y a trois ou quatre groupements. Le *Comité d'Union socialiste,* le *Parti ouvrier des Deux-Suds.*

Aux élections de 1898, quatre candidatures socialisfes sont présentées. Dans la première de Saint-Etienne, Berlier obtient 5.538 voix, et dans la deuxième Piger réunit 2.437 suffrages.

A Roanne, dans la première, Augé, 6.080 voix; dans la deuxième, Butty, 928 voix.

D. Les divisions socialistes. — Le confusionnisme briandiste. — La Fédération du P. O. F. et la Fédération autonome.

Mais voici le Congrès Japy, l'ère des divisions, elles s'accentuent; Briand est venu flairer le vent; les Groupes de Saint-Etienne, où militent Crozier, Sagnol, Mure, Tissot, etc., ont amené à eux les Groupes de Chazelles, du Coteau, de Saint-Chamond, de Rive-de-Gier, d'Izieux; ils ont créé, à Saint-Etienne, une foule de Groupes : le *Réveil social,* l'*Union socialiste des Etudes,* l'*Union socialiste du canton de Montaud,* l'*Union des Travailleurs,* le *Cercle d'Union socialiste,* la *Jeunesse socialiste,* où Briand fait la pluie et le beau temps. Ils forment une Fédération autonome de la Loire.

Ils essaient de provoquer la division à Roanne où, avec une poignée de dissidents, ils ont constitué un Groupe d'études sociales l'*Union des Travailleurs.* Ils fondent un journal, *La*

Sociale, qui publie des articles de Briand. Augé, maire de Roanne, ne tarde pas à montrer son désir d'évasion des cadres organisés de la classe ouvrière; élu député en 1902, il quitte le Parti ouvrier. Des grèves éclatent à la Roche-Molière, à la Ricamarie, à Firminy; les diverses organisations socialistes envoient leurs militants, mais la grève est vaincue; de nombreux ouvriers sont renvoyés par les Compagnies.

Augé participe à la fondation du Groupe dissident; des discussions éclatent au Conseil municipal où Darancy, adjoint, et Micon, conseiller municipal, mènent la vie dure au maire en lutte ouverte contre son Parti; il refuse la Bourse du Travail pour une conférence de Paul Constans sur le 18 mars. La majorité de l'Agglomération Roannaise se sépare du P. O. F. à la suite d'Augé, malgré la venue de Guesde à Roanne, en avril 1901 et en 1902. A Saint-Etienne, une poignée de militants résistent au confusionnisme millerandiste: Argaud, Besson, Ferdinand Faure, Jourjon, ont entrepris la téméraire tentative de sauver le Socialisme dans la Loire et ils vont porter la contradiction à Briand, élu député aux élections de 1902. Ils le rencontrent dans toutes ses réunions. Ils fondent un Groupe U. S. R. à La Ricamarie et à Grand-Croix; ils constituent un Groupe de Jeunesse à Saint-Etienne et forment, avec les éléments de Roanne restés fidèles au P. O. F. réunis au sein de la Section Roannaise du P. S. de F., la Fédération d'Unité Socialiste Révolutionnaire, dont Ferdinand Faure devient le secrétaire. La Section Roannaise fut réorganisée sous la présidence de Bracke; elle siège rue de la Berge, 117, salle Mathieu; ses débuts furent pénibles, il fallut rallier les militants découragés par les défections et les trahisons.

La Fédération compte 8 Groupes et 180 cotisants.

Delorme essaie de désorganiser la Fédération et tente de provoquer la rupture. F. Faure a été délégué au Congrès de Reims du P. S. de F. Delorme publie une note dans son journal *Le Peuple,* désavouant l'attitude de F. Faure, au

nom de la Fédération sans en avoir reçu le mandat; mais les Groupes de Roanne, Chazelles, Lorette, La Ricamarie, déjouèrent la tentative, en approuvant F. Faure, en renouvelant leur confiance au P. S. de F. et en convoquant un Congrès pour le 1er novembre 1903.

Le député socialiste Piger s'est séparé de Briand et se rapproche de la Fédération révolutionnaire. Cette dernière se réunit en Congrès à la date indiquée ou assistèrent: Daval, de *La Ricamarie;* Garin, de *Lorette;* Blanc et Dubouchet, de la *Jeunesse de l'Est;* Cernize, de *Chazelles;* Faure, de *Roanne,* Argaud, Raymond, du Groupe central de *Saint-Etienne.* Le mandat de Faure, à Reims, fut approuvé à l'unanimité.

Il s'était tenu, le 5 octobre 1901, un Congrès des Jeunesses socialistes de la Loire où avaient participé des jeunes socialistes de Saint-Etienne, Saint-Chamond, Firminy, Lorette, Grand-Croix, Roanne, Le Chambon, Chazelles. Le projet de constituer une Fédération régionale avec les Groupes de Junieu, de Saône-et-Loire et du Rhône, n'eût aucune suite.



F. Faure
Adjoint au maire de Saint-Etienne

La Fédération autonome s'est constituée, elle a rassemblé un certain nombre de Groupes indépendants de toute organisation centrale; c'est la période de luttes entre socialistes; jusqu'en 1905, c'est une bataille ouverte, elle se poursuit avec âpreté; à Saint-Etienne, il y a une municipalité socialiste indépendante avec le maire Ledin; elle inaugure la Bourse du Travail en février 1904 et organise le Congrès de la Fédé-

ration autonome; la conférence de Jaurès et Briand fut troublée par les militants de l'U. S. R. et des bagarres eurent lieu à la Bourse, agrémentées de charges policières.

Cependant, le Parti Ouvrier se réorganise à Roanne après les conférences d'Ed. Vaillant (13 mars 1904) et de Jules Guesde (17 septembre 1904), dans cette ville.

Jules Guesde et Bouveri donnent, le lendemain, une conférence à Saint-Etienne. Le 26 novembre de la même année, Piger et F. Faure rendent compte des décisions du Congrès international d'Amsterdam. Anthelme Simon, du Parti socialiste indépendant, demande la parole et se déclare prêt avec ses amis à se soumettre à l'arbitrage du Bureau Socialiste International au sujet de la réalisation de l'unité socialiste.

E. L'unification socialiste. — L'épuration. L'organisation. — Les élections.

Le 2 mai 1905, au lendemain du Congrès d'unité du Globe de Paris, Ferdinand Faure écrit à Sagnol, secrétaire du P. S. F., en le conviant à des pourparlers unitaires, espérant les voir accepter, la Fédération du P. S. F. de la Loire ayant été représentée au Congrès unitaire de Paris.

Le secrétaire Sagnol répondit qu'il soumettrait la proposition au Congrès fédéral. Le Congrès autonome se tint effectivement le 27 juin. Augé, Aristide Briand et Charpentier, députés, y assistèrent. L'Assemblée donna mandat à une Commission composée de Soulageon, Paoli, Bernier, Turlan, d'étudier les moyens d'adhérer à l'unité.

La Fédération du Parti Socialiste de France prit alors l'initiative de la convocation d'un Congrès départemental. Il se réunit le 2 juillet pour constituer la Fédération départementale de la S. F. I. O. Etaient représentés: *Rive-de-Gier* par Blanc; Etudes sociales de la *Rochetaillée* par Carrot; Section

de *Roanne* par Darancy et Magnin; Cercle d'études sociales de *Grand-Croix, vallée de Gier,* par Goubert; Groupe de *Lorette* par Joubert; Etudes sociales de *La Ricamarie,* par David et Varrand; Etudes sociales de *Chazelles* par Pradier et Blanc; Section stéphanoise de *Saint-Etienne* par Besson, Conquis (jeune), Piger, député, Faure, Duchasseint, Jourjon, Gay, Courbon et Perroton.

Les séances furent présidées par Pierre Renaudel, délégué du Conseil national. Le Congrès étudia l'ordre du jour de Limoges, se prononça sur le militarisme, pour la motion insurrectionnelle de Vaillant, donna son adhésion définitive à la S. F. I. O., décida de présenter aux élections sénatoriales la candidature de protestation du socialiste italien Tullio Cavalazzi, expulsé par le Gouvernement français.

Le bureau fédéral fut ainsi composé: F. Faure, secrétaire; Duchasseint, trésorier; Blanc, archiviste; Carrot, Besson, Conquis aîné, Daval, Jourjon, Courbon, Conquis jeune, Jacquemart, Chauvet et Bonnefoy.

Dix-huit délégués sénatoriaux s'affirmèrent sur le nom de Cavalazzi et le conseiller général Soulageon souleva, à ce sujet, un vif incident à l'Assemblée départementale. Briand avait engagé les délégués qui suivaient son inspiration à voter pour le député Levet, battu par le progressiste D[r] Reymond.

Cependant, les dirigeants de la Fédération autonome étaient pressés par certains de leurs militants d'adhérer à l'Unité socialiste; d'autre part, les élections de 1906 approchaient et il pouvait être dangereux pour les députés Augé, Briand et Charpentier, de trouver en face d'eux des candidats socialistes ayant l'appui des militants autorisés et du Parti Socialiste tout entier; ils firent des avances à la Fédération, au Parti, Bracke et de Pressensé furent délégués pour présider le Congrès en vue d'unifier définitivement toutes les forces socialistes de la Loire.

Il se tint le 17 décembre 1905. Il y eut une affluence inusitée de délégués: 87 porteurs de 92 mandats, 1.822 adhérents

ayant demandé leur carte du Parti pour 1906. 23 :
étaient présentes :

Roche-la-Molière, délégués : Moulin et Terrasson ; *Colombe,* Delzin-Vaas ; *Le Chambon-Feugerolles,* I *Rive-de-Gier,* Raynaud et Blanc ; *Saint-Etienne,* . Briand, Charpentier, Piger, députés ; Vittone, Lab) Besset, Delorme, Pons, Fabre, Mure, Avon, Philit, P. Jousse, Pérel, Ducoin, Chevalier, Soulageon, conse néral ; Paoli, Laurençon, Gidrol, Besson, Ferdinand Conquis aîné, Conquis jeune, Founeyron, Jacqueman jon, Monnier ; *Roanne,* Lefebvre, Ch. Retrus, Simo et Micon ; *Sorbiers,* jon ; *La Talaudière,* *Lorette,* Dumont ; *I* Vachon, Pichon, I Brioude, Chafiangeon *Génis-Terrenoire,* Torgue, Desgranges pentier ; *Saint-Ma* *Coaillieux,* Mazoyer *Priest,* Touron et G *Izieux,* Berthelon ; *B* Vaas et Henry ; *E* Trambouze ; *Saint-Cl* Granjon, Matheret e *Grand-Croix,* Romey bert, Brottier ; *Villar* lier, Mirabel, Pons a gnol et Lassallière ; *Genest-Lerpt,* Petit et Delhomme ; *Terrenoire,* Malmazet et Lacoste ; *Roch* Carot et Flachat ; *Chazelles-sur-Lyon,* J. Perret et Bracke présida la première séance et de Pressensé la de



VARNIER
Ancien secrétaire fédéral

Les débats furent animés, mais sans violences. O de présenter des candidats aux élections sénatoriales ;

mina l'attitude à prendre au deuxième tour, le désistement avec discipline républicaine fut voté par 69 voix contre 26 au retrait pur et simple, proposé par Ferdinand Faure.

Prirent part aux discussions : A. Simond, Lefebvre, A. Briand, Paoli, Piger, Conquis aîné, Charpentier, Bracke, F. Faure, Jacquemard et Mazoyer.

. L'Unité socialiste était complète ; c'était bien tous les socialistes de la Loire qui s'étaient assemblés et avaient délibéré en commun sans trop de heurt, ce fut salué comme un véritable événement et on pouvait croire à la fin des dissensions.

Aux élections sénatoriales, Vittome, Micon, Laurençon, Bonfiles et Louison, candidats du Parti, recueillirent respectivement 108-108, 106-106 et 105 voix.

Dans son numéro du 26 janvier 1906, l'organe officiel *Le Socialiste de Paris* annonçait les candidatures suivantes pour la Loire : dans la première de Saint-Etienne, Aristide Briand ; dans la deuxième, Piger ; dans la troisième, Charpentier ; dans la quatrième, Soulié. Dans la première de Roanne, Augé ; dans la deuxième, Vaas, cultivateur. Dans la première de Montbrizon, Monnier, tisseur ; dans la deuxième, Rambaud (Benoit), ingénieur.

Le bureau fédéral nommé au Congrès du 17 décembre, composé de Ferdinand Faure, Besson, Delorme, Pétrus Faure, Lassallière, Péret et Soulié, convoqua un Congrès pour ratifier les candidatures.

Ce Congrès se tint le 1er avril 1906 ; il y eut de vives discussions soulevées par un ordre du jour relatif à la réception d'un ministre à Roanne, à laquelle avaient participé les députés socialistes.

M. Aristide Briand devenait bientôt ministre. La majorité de la Fédération entendit laisser libres les Sections de la première circonscription de Saint-Etienne de voter ou de faire voter pour le transfuge. Cette décision amena la rupture.

Ferdinand Faure et Soulageon avaient proposé une candi-

dature socialiste en opposition à celle de M. Briand ; appuyés par la minorité de la Fédération, ils en appelèrent devant l'organisme central du Parti. Les élections ne permirent pas au corps électoral de se prononcer en pleine clarté.

Piger renonça à poser sa candidature.

Aristide Briand fut réélu par 12.164 voix de toutes couleurs, contre 6.945 à M. de Montauzon. Dans la deuxième de Saint-Etienne, il y eut trois candidatures socialistes : celle de Ledin (Jules), maire de Saint-Etienne, candidat briandiste, 4.100 voix ; Sagnol, adjoint au maire, conseiller général, 1.349 voix ; Soulageon, conseiller général, 1.312 voix. Au deuxième tour, M. J. Ledin fut élu par 8.166 voix contre 6.410 au progressiste. Dans la troisième de Saint-Etienne, Charpentier, député sortant, briandiste, réélu par 10.045 voix contre 8.761 à son concurrent progressiste.

Dans la quatrième de Saint-Etienne, Soulié, socialiste indépendant, 3.185 voix ; Bourgeat, socialiste unifié, 155 voix.

Dans la première de Roanne, le socialiste Augé, 10.596 voix, fut battu par le progressiste Gilbert Laurent, 12.164 voix.

Dans la deuxième de Roanne, Waas, socialiste, 854 voix.

Dans la deuxième de Montbrizon, F. Faure, socialiste, 301 voix.

Le Conseil national du Parti Socialiste, assemblé à Paris, déclara qu'en entrant au pouvoir M. A. Briand s'était mis en dehors du Socialisme.

La Commission chargée d'étudier le cas de la Loire avait fait voter par le Conseil les conclusions du rapport Jules Uhry, tendant à prononcer la dissolution de tous les Groupes et à la reconstitution de Sections locales avec tous les militants qui répondraient à la convocation des délégués du Conseil National. Lauche et Maxence Roldes furent désignés avec la mission de constituer définitivement la Fédération unitaire. Lauche et Maxence Roldes se rendirent dans la Loire. Ils convoquèrent à l'Hôtel de Ville de Saint-Etienne,

le 22 juillet 1906, les militants stéphanois qui se réunirent sous la présidence de Perreton, assisté de Pons, Laurençon, Besson; une Commission provisoire fut nommée pour la rédaction des statuts de la Section stéphanoise qui se constitua le 28 juillet. Cette Commission convoqua le Congrès départemental. Lauche et Maxence Roldes constituèrent de la même manière les Sections de Roanne, Firminy, La Ricamarie, Rive-de-Gier, Grand-Croix, où existaient plusieurs Groupes.

Le Congrès unitaire se réunit le 9 septembre 1906, à la Bourse du Travail de Saint-Etienne, avec les délégations suivantes:

Saint-Etienne: Soulageon, Michard, Verrier, Jourjon, Perroton, Mongour, Terrier;

Roanne : Basset, Darancy ; *Panissière :* Coquard ; *Chazelles:* Piégay; *Rive-de-Gier:* Massa; *Grand-Croix:* Sigaud; *Saint-Chamond :* Ferrand et Devedeux ; *Unieux :* Paillon ; *Saint-Genest-Lerpt:* Dovedey et Petit (Pierre); *Roche-la-Molière:* Terrasson; *Saint-Paul-en-Jarrez:* Virieux.

Maxence Roldes présida aux débats; le projet de statuts rapporté par Ferdinand Faure, au nom de la Commission provisoire fut adopté. Le Congrès examinant le mandat à donner au délégué au Congrès national de Nancy, se prononça: sur le Syndicalisme, pour la motion du Nord; sur le militarisme, pour la motion Vaillant; pour la non-adhésion à la Franc-Maçonnerie. La Commission exécutive fut formée de Besson, secrétaire; Pons, trésorier; Laurençon, archiviste; Aigueperse, Ferdinand Faure, Jourjon, Exbrayat, Michaud, Perroton, Terrier, Verrier, Soulageon.

Désormais, la Fédération unitaire va poursuivre sa route débarrassée des éléments confusionnistes et des politiciens arrivistes habiles à se servir du Parti, au lieu de le servir.

Trois mois plus tard, 12 Sections se faisaient représenter au Congrès de Saint-Chamond, le 14 octobre 1907, sous la présidence de Marius Moutet, conseiller général du Rhône, assisté de F. Faure et de Piger.

Le Congrès suivant se tint à Rive-de-Gier le 31 décembre 1906, sous la présidence de Bayard, conseiller municipal de Chazelles, assisté de Coquard, de Pannissière, et Robert, de Saint-Paul; on y approuva le compte rendu de mandat de Besson, délégué à Limoges, et la gestion financière du trésorier Pons; Faure et Besson conservèrent le secrétariat de la Fédération.

On annonce la venue de Briand au Festival de musique organisé pour le 9 juin 1908; la Fédération organisa, à cette occasion, une conférence avec Maxence Roldes, Pierre Renaudel et Francis de Pressensé; 5.000 manifestants les accompagnent à travers la ville en chantant l'*Internationale*. Devant la Préfecture, on conspue copieusement l'ancien anarchiste repenti; des collisions se produisent avec la police, Roldes et Renaudel sont un moment arrêtés puis relâchés. Quelques semaines plus tard, les socialistes de la Bourse du Travail de Rive-de-Gier promettent une pareille réception à Charpentier qui devait venir, accompagné de Viviani.



ERNEST LAFONT
Député

Ferdinand Faure consacre ses dimanches à la propagande; il donne des conférences à Cottance, Montchal, Essertine-en-Donzy, Rozier-en-Donzy; les délégués permanents Poisson, Renaudel; les délégués du Conseil National Lucien Roland, Ducos de la Haille; les députés du Parti Paul Constans, Bouveri, viennent apporter l'appui de leur autorité aux socialistes de la Loire.

Des groupes se constituent en plein fief briandiste, à la Talaudière, à Terrenoire; d'autres éclosent au Chambon, à Firminy, après des conférences d'Ernest Lafont; à La Ricamarie où se tint un Congrès départemental, le 1er novembre 1907, présidé par Nadi, et où on lança le premier numéro du journal hebdomadaire *Le Socialiste* de la Loire, et à celui de Saint-Etienne tenu le 15 mars 1908 en vue des élections municipales, la Fédération compte déjà 16 sections fonctionnant et 3 en formation; elle a 600 adhérents cotisants.

Elle commence à voir croître son influence et les batailles électorales marquent les résultats de son action.

Aux élections cantonales de 1907, elle avait obtenu les résultats suivants:

Conseil général.

Saint-Etienne nord-est: 1.082 voix à Soulageon.
Saint-Etienne nord-ouest: 357 voix à Benoit Pons.
Chambon-Feugerolles: 1.743 voix à Patouillard.
Firminy: 649 voix à Piger.
Rive-de-Gier: 524 voix à Blanc.

Conseil d'arrondissement.

Saint-Etienne sud-ouest: 852 voix à Ferdinand Faure.
Saint-Etienne nord-est: 1.345 voix à Perroton.
Saint-Chamond: 769 voix à Martin.

Le 20 janvier 1908 a lieu une élection au Conseil général dans les cantons de Saint-Etienne, en remplacement de l'indépendant du Socialisme, Ph. Dumas, décédé. La Fédération présente Ferdinand Faure.

Voici les résultats du scrutin au premier tour: Ferdinand Faure, 798 voix; Jullien, socialiste indépendant, 771 voix; Paulet, réactionnaire, 1.673 voix; Tiblier, radical, 528 voix; le patronnage de Briand n'avait pas suffi au candidat de l'indépendance pour le faire élire.

Au deuxième tour, Ferdinand Faure obtint 1.798 voix et le réactionnaire Paulet fut élu par 2.047 voix.

Aux élections municipales de 1908, à Saint-Etienne, le Socialisme unifié est représenté par ses listes dans les quatre cantons; il obtint près de 3.000 voix: canton sud-est de 879 à 942; canton nord-ouest de 364 à 432; canton sud-ouest de 863 à 905; canton nord-est de 547 à 659.

A Saint-Chamond, la liste socialiste réunit de 257 à 554 voix; à Izieux, 170 voix; à la Roche-la-Molière, 8 candidats, 110 voix; au Chambon, 27 candidats, 900 voix; à Grand-Croix, la liste de 23 candidats obtient 470 voix.

A Chazelles, liste incomplète de 12 candidats, 340 voix et 2 élus au deuxième tour.

A Firminy, 27 candidats, 1.200 voix; au deuxième tour 6 candidats dont 5 élus avec 1.600 voix.

A Rive-de-Gier, 27 candidats, 170 voix; au deuxième tour il y a 2 élus socialistes.

A Unieux, 23 candidats, 500 voix; au deuxième tour il y a 5 élus socialistes.

A Roanne, la liste obtient de 2.210 à 2.600 voix; au deuxième tour il y a 17 candidats socialistes élus sur une liste de coalition.

A la Ricamarie, la liste socialiste est élue tout entière avec 400 voix de majorité.

F. De 1910 à 1920. Les élections truquées de 1919.

Enfin pour les élections législatives de 1910, le Congrès fédéral tenu le 23 janvier 1910, sous la présidence d'Ernest Lafont, avait décidé de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions et déclaré *que tout en réservant l'attitude à prendre en vue du deuxième tour, les voix socialistes seraient refusées aux indépendants.*

Le dit Congrès avait désigné les 8 candidats. En fait, la

campagne électorale eut lieu dans 7 circonscriptions, et encore fut-elle incomplète dans la deuxième de Montbrizon.

Jean Lorris, dans la première de Saint-Etienne, obtint 2.504 voix contre Briand, unique candidat de toutes les bourgeoisies.

Ferdinand Faure, dans la deuxième de Saint-Etienne, obtint 1.344 voix.

Ducerf, dans la troisième de Saint-Etienne, obtint 1.323 voix.

Ernest Lafont, dans la quatrième de Saint-Etienne, arrive en tête avec 4.957 voix, et, maintenu au second tour, il est battu par le clérical Baudoint à une centaine de voix.

Charles Fouilland est candidat dans la première de Roanne, 2.405 voix et A. Besson, dans la deuxième de Montbrizon, obtient 450 voix.

Les élections cantonales de juillet 1910 ne donnèrent aucun résultat en raison de la masse d'abstentions; Cellier et Paoli rallièrent 755 et 863 voix au premier tour, à Saint-Etienne, et Paoli 2.207 voix au deuxième tour; à Firminy, Gessent fut élu conseiller d'arrondissement.

Aux élections municipales de 1912, 2.500 voix socialistes à Roanne où la municipalité est perdue; mais à Firminy 18 socialistes élus au deuxième tour, et Lafont devient maire; à Unieux, la municipalité est également socialiste. Au Chambon, où la liste socialiste obtient 910 voix au premier tour; les socialistes sont victimes, au deuxième tour, d'une friponnerie radicale; ils font coalition avec les radicaux, ceux-ci sont élus, mais laissent battre les socialistes par les progressistes; ils prennent leur revanche à l'élection cantonale du 7 juillet 1912, faisant élire le socialiste Brunon, conseiller général du Chambon.

A la Ricamarie, les 23 candidats socialistes, 450 voix, conservent 7 élus seulement au deuxième tour; à Chazelles, 410 voix ; à Rive-de-Gier, 2 sièges perdus ; à Montbrison, 160 voix ; à Roche-la-Molière, 400 voix; à Saint-Etienne, 2.500 voix;

à Saint-Genest-Lerpt, 1 élu. Au total : 50 élus dans 5 communes, contre 46 élus en 1908 dans 6 communes.

L'élection d'Unieux fut un succès. Gessent, conseiller d'arrondissement et Velade, tête de liste, luttaient contre leur patron Holtzer. Il y eut 17 élus au premier tour et 6 au deuxième.

La Fédération se développe, des sections sont créées à Montbrison, Saint-Galmier, Mably, Saint-Paul-de-Vézelin, Fraisses, Sury, le Comtal, Feurs, grâce à l'activité de Ferdinand Faure, Varnier, Besson, Ernest Lafont, Gessent, maire d'Unieux, Gouttebaron, de Roanne, etc., et aussi à la diffusion des idées socialistes par le journal l'*Action Ouvrière et Paysanne*, rédigé par Ferdinand Faure.

Aux élections de 1914, huit circonscriptions sont pourvues de candidatures par la Fédération socialiste.

Dans la première de Saint-Etienne, contre Aristide Briand, Ferdinand Faure se dresse hardiment et trouve 2.886 voix, n'empêchant pas, naturellement, la réélection de Briand, 9.878 voix, mais marquant ainsi un premier point dans la voie de la désaffection ouvrière pour l'*aventurier*.

Dans la deuxième de Saint-Etienne, un radical Durafour a conquis des sympathies ouvrières, le socialiste Jourjon sonne le ralliement des consciences socialistes : 1.010 voix.

Dans la troisième, Charpentier se présente concurremment au progressiste M. Blaise Neyret, maire de Saint-Etienne, élu au deuxième tour. Le candidat socialiste a obtenu au premier tour 1.335 voix et s'est retiré purement et simplement au deuxième.

Dans la quatrième circonscription, Firminy, Chambon-Feugerolles, Ernest Lafont reprend sa campagne de 1910. Avec son activité remarquable il sillonne le Forez, multiplie les réunions et, après avoir obtenu 9.335 voix au premier tour et mis en ballottage le député clérical sortant, il est élu au deuxième par 11.261 voix contre 10.584. A Montbrison Lépine avait été élu l'année précédente, où il a fui ; Besson

dont la candidature posée en affirmation de principe n'avait pu faire campagne obtient 165 voix, et dans la deuxième de Montbrison c'est 648 suffrages au candidat socialiste Ledin.

Enfin, à Roanne, les candidats socialistes obtiennent : Terrenoire, 4.557 voix dans la première, contre Gilbert Laurent, et, dans la deuxième, 1.254 voix socialistes vont à Reymond.

Au total : 21.190 voix sur 144.606 suffrages exprimés.

Aux élections de 1919, la liste socialiste obtient les voix suivantes : E. Lafont, 21.886, élu ; F. Faure, 20.575 ; Raimond, 20.438 ; Chevalier, 20.446 ; Masson, 20.417 ; Le Griel, 20.546 ; Bailly, 20.429 ; Faure, mineur, 20.403 ; moyenne : 20.640 voix sur 132.011 votants.



Albert Sérol
Maire de Roanne

Aux élections municipales, à Saint-Etienne, 14 élus socialistes sur une liste de coalition et Ferdinand Faure devient premier adjoint de la cité stéphanoise, avec Descos et Le Griel, adjoints.

Roanne est reconquise par le Parti socialiste. Albert Sérol devient maire ; Jouhannet, adjoint.

Au Chambon, 22 sièges sur 25, B. Brunon, maire ; à Unieux, 22 sur 23, Maillard, maire, Trioler et Chalendron adjoints ; à Firminy, 21 élus, parmi lesquels le Dr Guiraud, M. Faure, adjoints ; à Roche-la-Molière, 16 élus, Terrasson et P. Martin, adjoints ; à Chazelles-sur-Lyon, 8 sièges sur 23. Pierre Cernize, adjoint ; à Chalieu, 6 sur 2[illegible] Ferd. Disson, adjoint ; à Dance, 5 sur 10, Claude Chaume, adjoint ; à Rive-de-Gier, 8 élus ; à Lhorme, 8 ; à Regny, 6 ; à Feurs, 2 ; à Fraisses, 1 ;

à Saint-Germain-Laval, 1 ; à Andrezieux, 1, etc. ; en tout près de deux cents conseillers municipaux dans plus de vingt localités.

La Fédération a un journal, *Le Peuple,* qui, après avoir paru quotidiennement pendant deux mois, a continué après les élections sa publication hebdomadaire.

Fédération de la Haute-Loire

Ce fut en 1871, dans le bassin de Sainte-Florine, qu'une grève d'une certaine ampleur et de nature quelque peu violente, marqua le premier mouvement ouvrier dans la Haute-Loire. Les chômeurs réclamaient la réglementation du travail. Ce mouvement avorta; il fut suivi de manœuvres de sabotage qui aboutirent à de nombreux renvois du bassin houiller.

En 1884, les ouvriers mineurs abandonnent encore le chantier, leur mouvement se termine, ctte fois-ci, par un succès. La durée du travail est fixé à 10 heures, montée et descente comprises, pour les ouvriers du fond. La même année, les mineurs envoient des leurs au Conseil municipal, et nomment une municipalité ouvrière.



ANDRIEUX
Ancien secrétaire fédéral

En 1891, une nouvelle grève donne naissance au Syndicat des Mineurs, et, quelques années plus tard, à la suite d'une réunion donnée par Chauvière et Thivrier père, un groupe se forme et donne son adhésion au P. S. O.

En 1900, une municipalité socialiste occupe l'Hôtel de Ville de Sainte-Florine, elle a pour maire L. Parrasols, militant dans le Puy-de-Dôme. Ce dernier provoque l'adhésion du Groupe socialiste à la Fédération autonome d'Auvergne. Vers la même époque, un paysan socialiste, Andrieux, forme le

Groupe de Lempdes, également affilié à la Fédération d'Auvergne, tout en ne cachant pas ses sympathies pour la Gauche socialiste et le P. S. D. F.

Mais l'action des Groupes de Sainte-Florine et de Lempdes fut circonscrite au bassin minier, à cause du peu de facilités de communications avec l'ensemble du département.

A Brioude, il exista, à un moment, un Groupe socialiste, mais il était disparu au moment où s'unifièrent les forces socialistes françaises.

A cette époque, la propagande des délégués permanents, pénétrant en Haute-Loire, provoqua l'éveil et détermina la fondation du Groupe du Puy, où adhérèrent par la suite des professeurs qui furent d'excellentes recrues pour le Parti.

La Fédération socialiste départementale remonte à 1904-1905. A la suite d'une conférence donnée au Puy par Ducos de la Haille, quelques socialistes jusque-là isolés organisèrent une tournée de conférences dans le département, avec Pierre Renaudel ; elle aboutit à la constitution de la Fédération, dont le premier Congrès se tint au Puy, le 17 septembre 1905. Le Groupe des originaires de la Haute-Loire à Paris, s'employa de façon très active à l'organisation du Congrès constitutif de la Fédération.

Représentée pour la première fois au Congrès de Chalon, elle n'a cessé depuis d'envoyer ses délégués à tous les Congres nationaux du Parti.

Elle a tenu dix Congrès de 1905 à 1914; pendant la guerre elle a repris son action en 1917 et a réuni cinq Congrès, dont deux extraordinaires, de 1917 à 1920. Les délégués ont tenu leurs assises tour à tour au Puy, Auzon, Lempdes, Le Puy, Sainte-Florine. Les décisions de ces Congrès se sont toujours inspirées des Congrès nationaux et internationaux, elles n'admirent aucune ingérence du Parti dans les Syndicats ou Coopératives, tout en estimant qu'il doit marcher en liaison avec la C. G. T., avec respect réciproque de l'autonomie des deux organisations.

La Fédération fut dès le début pour la R. P., dont elle demanda l'application à la délégation permanente.

La Fédération se prononça pour l'amendement Keir Hardie-Vaillant et pour la motion de Stuttgard; elle a fait campagne contre « *la politique de fastes et de dilapidation* » dénoncée par Jaurès. Dès que ses militants eurent réorganisé la Fédération, elle prit position avec la Gauche du Parti, parmi les premiers minoritaires.

La Guerre n'a pas épargné la Fédération; le Groupe du Puy, dont tous les membres étaient mobilisés, a subi de douloureuses pertes, celles de Félix Charvet agrégé des lettres, ancien élève de Normale supérieure; Batut professeur de l'Ecole Normale, tombé en 1914, en Lorraine, et, enfin, le camarade Quampeig, ancien candidat aux élections législatives, enlevé quelques jours avant l'armistice. Trois jeunes hommes de valeur ainsi fauchés à la fleur de l'âge; ce fut pour les militants de la Fédération la plus cruelle des épreuves.



J.-B. Bory
Secrétaire fédéral

Le premier secrétaire fédéral fut, de 1905 à 1908, Adolphe Odru, professeur agrégé d'anglais, plein de fougue et d'enthousiasme; son antimilitarisme lui a valu maintes persécutions qui ne l'ont pas, du reste, découragé. Les secrétaires fédéraux furent, après lui, Andrieux et J.-B. Bory.

La Fédération fut visitée par les délégués permanents, Maxence Roldes, Nadi, etc.

Elle a pris part à quelques batailles électorales: en 1914,

dans le canton d'Auzon, le candidat socialiste au Conseil d'arrondissement, Faugère, conseiller municipal d'Auzon, arrive en tête au premier tour et échoue au second, les radicaux laissant élire le réactionnaire.

Aux dernières consultations du suffrage universel, faute de ressources, la Fédération ne put opposer aucune liste socialiste aux listes bourgeoises, les dépenses d'une campagne électorale en plein hiver, dans un département aussi difficile à parcourir, n'étant pas à la portée des modestes bourses du noyau de militants qui constituent l'avant-garde socialiste. Cependant, la municipalité d'Auzon est conquise, 9 conseillers sur 12; André, maire; Faugère, adjoint. A Sainte-Florine, 5 conseillers socialistes sur une liste de coalition.

En 1914, à la veille de la mobilisation, la Fédération s'entremet entre les Syndicats de Sainte-Florine et ceux du Puy pour constituer une union départementale. Après une réunion de Monatte, la date du Congrès constitutif avait été fixée au 2 août 1914.

L'idée fut reprise au lendemain de la démobilisation par Forestier, des typos, qui réussissait à mettre sur pied l'Union locale du Puy et l'Union départementale des Syndicats reliant entr'eux 12 Syndicats avec un effectif de 400 adhérents.

La Fédération compte, en 1919, des Groupes à *Auzon, Craponne, Langeac, Lempdes, Le Puy, Sainte-Florine, Brioude,* avec un effectif de 160 cotisants.

Quelques Militants

ANDRIEUX, secrétaire du Groupe socialiste de Lempdes, fils d'un proscrit, milita dès son jeune âge dans les rangs de la Fédération du Puy-de-Dôme; fut un de ceux qui appelèrent Ducos de la Haille et les orateurs socialistes dans le département; fut souvent le délégué de la Fédération dans les Congrès nationaux; mobilisé, officier au front, croix de guer-

re, chevalier de la Légion d'honneur; candidat au Conseil général dans le canton d'Auzon, arrive en tête au premier tour, battu au deuxième par la coalition de tous les partis; militant éprouvé au jugement sain et au bon sens du montagnard avisé.

FAUGÈRE, ouvrier mineur, adjoint au maire d'Auzon; un des meilleurs militants du bassin de Sainte-Florine; convictions solides, esprit lucide et clair, jouit de la plus grande popularité dans les milieux ouvriers, sur lesquels il a un grand ascendant.

BAYARD (Arthur), secrétaire du Groupe de Sainte-Florine, excellent propagandiste, se dévouant sans marchander à la cause ouvrière, plein d'ardeur, qualités de cœur et militant d'avenir.

AMBLARD (Jean), délégué mineur; le type du vieux militant des premiers groupements, aux convictions inébranlables, ancien conseiller municipal de Sainte-Florine.

J.-B. BORY, fils d'un vieux républicain anticlérical, élevé au Lycée du Puy, répétiteur au Collège d'Issoire, fut un des premiers dreyfusards, batailleur, adhère à la Ligue des Droits de l'Homme et, dès la fondation, à la Fédération socialiste; s'est attelé à l'œuvre de défrichement et d'éducation socialistes; est devenu le secrétaire fédéral et se consacre avec zèle au développement de la Fédération.

Fédération de la Loire-Inférieure

Le premier groupement socialiste fut fondé, en 1880, à Nantes, par Queltier qui recruta ses adhérents parmi les membres du *Cercle démocratique*. C'étaient Fleuranc, Paon, Lecoq, Lapanne-Joinville, Rigaud, Allaire, Piron, les frères Bernard, Guhier, Deniaud, Hervé, Mary, Saumon, Le Guillauton, etc. Le groupe s'appelait *Cercle d'études sociales*. Le cercle participa aux élections municipales avec une liste qui obtient environ 2.000 voix. Quelque temps après il disparut après s'être réuni deux fois en janvier et en novembre 1882 pour envoyer son adhésion à l'*Egalité*, de Jules Guesde, et à la suite du Congrès scissionniste de Roanne pour en approuver les décisions. En 1883, une conférence de Jules Guesde, au théâtre de la Renaissance, eut un grand retentissement; le surlendemain, Jules Guesde réfuta victorieusement, salle Leduit, M. Edouard Champury, rédacteur au *Phare de la Loire*, et fit acclamer le collectivisme par l'auditoire. A la suite de ces réunions, un Comité socialiste se fonda spontanément et publia aussitôt un journal, *l'Exploité*, qui n'eût que 13 numéros. Queltier fut l'âme du groupe, il remua profondément les milieux ouvriers de la grande ville et fut en butte aux tracasseries policières. Il fut poursuivi et condamné à 65 jours de prison pour avoir protesté contre le maire, M. Normand, qui l'avait révoqué et avait la prétention, au sein du Conseil municipal, de se réclamer du Parti ouvrier. Queltier donnait des réunions de quartier se dépensait sans tenir compte de son état de santé; il mourut de la phtisie et de misère.

En 1888, le Comité socialiste avait pris de l'importance, les ouvriers suivaient sa direction politique; les radicaux offrirent l'alliance aux élections municipales avec huit places aux

socialistes sur leur liste. Dans une réunion où les délégués ouvriers du Congrès national des Syndicats, tenu au Bouscat (Bordeaux), rendirent compte de leur mandat, le principe de l'alliance fut admis. Le Comité socialiste réclama douze candidats, ils furent accordés par les radicaux. Quatre socialistes furent élus, mais ils se trouvèrent cinq au Conseil municipal; un jeune militant des cercles républicains, ancien adjoint au maire, Ch. Brunellière, qui s'était toujours proclamé socialiste, élu parmi les radicaux, rédacteur à la *Revue Socialiste,* donna publiquement son adhésion au Parti Ouvrier Français.

Après les élections municipales, il y eut une courte période de relâchement, le Comité socialiste s'effrita; au Conseil municipal, Ch. Brunellière et Rigaud, conseillers municipaux, faisaient de l'action, ils déposaient des vœux socialistes en faveur des huit heures, des organisations syndicales, etc. Le 14 juillet 1889, une grandiose manifestation eut lieu sur la grande place, des milliers de travailleurs allèrent clamer leur foi socialiste devant la Préfecture, conduits par Colombes, secrétaire de la Bourse du Travail, et Ch. Brunellière.



Ch. Brunellière
Fondateur du Parti Ouvrier Nantais
Photo Manuel.

Un groupement socialiste se forma dans le sixième canton en 1890; il organisa des causeries à la suite desquelles naissaient des groupes de quartiers, reliés entre eux par le *Comité central socialiste,* d'où sortit, le 5 novembre 1890, le *Parti ouvrier Nantais.*

En 1892, au cours d'une réunion donnée par Paul Lafargue, présidée par Ch. Brunellière, Aristide Briand fit ses débuts politiques en se déclarant socialiste et en critiquant Jules Guesde, soulevant un tumulte qui ne lui permit pas de continuer. L'année suivante, la grève générale à Nantes, conduite avec tact et courage par le socialiste Désiré Colombi, affola la bourgeoisie nantaise, elle fut longue à se remettre de ses émotions.

A la suite des élections de 1893, où la campagne électorale avait permis une série de réunions où les principes du collectivisme furent hautement affirmés, on constitua, dans chaque canton de la ville, un Comité socialiste cantonal; ces Comités se groupèrent en Fédération socialiste Nantaise, en janvier 1894, adhérente au Parti Ouvrier Français. Elle vécut jusqu'en 1898, envoyant ses militants dans la région porter la parole socialiste parmi les paysans.

Le mouvement ouvrier avait pris une place considérable à Nantes, toutes les corporations s'étaient groupées fortement ; près de cinquante Syndicats ouvriers adhéraient à la Bourse du Travail fondée en 1892; aussi ce fut avec joie que socialistes et syndicalistes reçurent à Nantes: du 14 au 20 septembre 1894, les délégués de la France ouvrière et socialiste tenant le douzième Congrès du P. O. F., qui donna à la France paysanne son premier programme agraire, et le sixième Congrès de la Fédération nationale des Syndicats qui fût tout entier absorbé par la discussion sur la grève générale dont Aristide Briand fut le défenseur avec Fernand Pelloutier; elle fut votée par 65 voix contre 37 et amena la sortie de la minorité.

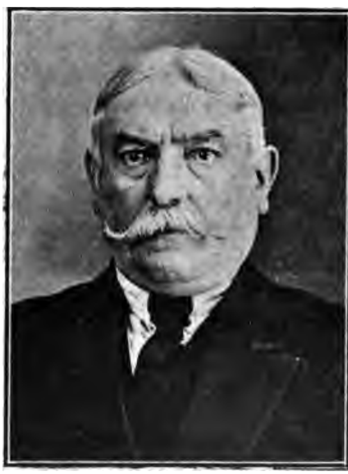
A Saint-Nazaire, les Syndicats ouvriers fondèrent, en 1893, la Bourse du Travail.

A Saint-Nazaire il existait, depuis 1891-1892, un groupe politique socialiste indépendant dont le rôle était marquant. Aristide Briand en fut un des principaux militants.

En 1896, vint se fixer à Saint-Nazaire Henri Gautier, né à

Nantes le 11 avril 1865, venant de Paris où il avait, dès l'âge de 16 ans, donné son adhésion au Syndicat de la chaudronnerie et s'était affilié au P. O. S. R.

Henri Gautier réorganisa le Syndicat des Chaudronniers de Saint-Nazaire et devint plus tard secrétaire de la Bourse du Travail, puis de l'Union locale des Syndicats. Les élections législatives de 1898 divisèrent profondément le monde ouvrier nazairien, la lutte contre l'opportuniste Gasnier était très vive, une coalition se noua pour le renverser à laquelle participèrent les radicaux, le groupe indépendant et les éléments ouvriers de la Bourse du Travail; cette politique aboutit à l'échec de Gasnier et à l'élection de M. Anthime Ménard, réactionnaire. Henri Gautier protesta contre cette politique, et il fonda le Groupe « les Egaux » et le fit affilier au P. O. S. R.



H. GAUTIER
Conseiller général

La Bourse du Travail prit de l'extension; les Syndicats, sous l'impulsion d'Henri Gautier, comptèrent bientôt plus de 2.000 adhérents. Une *Maison du Peuple* fut fondée en 1899 à Saint-Nazaire et, l'année suivante, une autre coopérative vit le jour, *La Maison du Peuple* de Penhoët.

Aux élections municipales de 1900, Henri Gautier et un autre socialiste furent candidats, recueillirent plusieurs centaines de voix, se désistèrent au deuxième tour et firent campagne pour les radicaux et les firent élire.

Henri Gautier est chassé de tous les ateliers, il se réfugie à la *Maison du Peuple* de Penhoët, dont il devient le gérant.

A Nantes, l'agitation ouvrière continue, le nombre des militants socialistes et celui des syndiqués s'est accru, la bourgeoisie se défend.

En 1903, aux obsèques du militant socialiste Gauley, tué le 14 juin par les cléricaux, provoqua une émouvante manifestation derrière son cercueil accompagné par 20.000 personnes.

La propagande de Ch. Brunellière et des militants socialistes avait fait naître à Champenay, à Pornic, à Saint-Nazaire, à Saint-Clair, à Men-Penouet, des groupes socialistes et organisés des syndicats de colons des vignes à Complants dans les milieux vignerons. Les colons des vignes à Complants mettent en valeur une propriété restée sous la forme primitive créée à l'époque féodale. Des parcelles de terre furent cédées à perpétuité à un colon et à sa descendance à charge pour lui de planter en vigne, d'entretenir et de remettre au propriétaire et à sa descendance une redevance. Cette redevance primitivement fixée à un sixième de la récolte est devenue un cinquième, puis un quart et parfois un tiers que le colon doit complanter et payer la redevance au propriétaire usufruitier du bien-fonds. Tous les efforts du propriétaire tendent à exproprier le colon de sa part de propriété lorsque les maladies, comme le phylloxera, l'obligent à arracher la vigne. De là une source d'abus. Brunellière défendit vigoureusement les colons qu'il tenta d'organiser et d'amener au Parti socialiste.

Les militants de la Fédération nantaise étaient en relation avec ceux des départements bretons, aussi songèrent-ils à entreprendre l'œuvre de défrichement socialiste dans la vieille Armorique. Ils rêvèrent de groupes, cercles d'études, coopératives et syndicats, unis dans le mouvement ouvrier régional. Une Commission fut nommée. Elle adressa l'appel suivant :

FÉDÉRATION SOCIALISTE DE BRETAGNE

CONGRÈS SOCIALISTE RÉGIONAL

Se tenant a Nantes les 3 et 4 Mars 1900

Aux Comités, Groupes d'Etudes sociales, Syndicats et Coopératives socialistes de Bretagne

Nantes, le 12 février 1900.

Au Secrétaire et aux Membres du...

Chers Camarades,

La Fédération socialiste Nantaise, sur la proposition de la Commission d'organisation du Congrès, a fixé le Congrès régional au samedi 3 et au dimanche 4 mars prochain.

Ce délai lui a semblé nécessaire pour permettre à tous les Groupes politiques et corporatifs adhérant aux principes essentiels du Socialisme de nommer leurs délégués et de prendre toutes leurs dispositions pour se faire représenter.

La Commission d'organisation et la Fédération Nantaise s'adressent d'une façon toute spéciale aux Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers de Bretagne pour les engager à faire adhésion au Congrès de Nantes.

En effet, l'heure est venue où le Dogme socialiste, élaboré par nos grands penseurs, doit passer définitivement dans les faits; la classe ouvrière doit donc, non seulement penser et parler, mais aussi agir comme classe organisée, consciente de ses droits et de son rôle historique.

Elle est arrivée à sa majorité et son premier acte, pour s'émanciper de la tutelle bourgeoise, est de faire entrer ses organisations coopératives dans le Parti socialiste. Elle apportera à celui-ci son intelligence et son cœur et fera entendre sa volonté formelle de faire disparaître les rivalités stériles d'écoles et de personnalités pour consacrer toutes les forces du prolétariat organisé à la lutte féconde pour la transformation sociale qui doit substituer le Régime socialiste au Régime capitaliste et agrarien.

Camarades,

Nous nous adressons à tous les Groupements attachés aux principes essentiels du Socialisme (qu'ils soient politiques ou corporatifs)

et nous donnons rendez-vous à leurs délégués à Nantes, le 3 mars prochain, pour la constitution définitive de la Fédération Socialiste de Bretagne.

Le Congrès s'ouvrira à 9 heures, le samedi 3 mars, pour la vérification des pouvoirs; il tiendra ensuite quatre séances: le samedi, à 2 heures de l'après-midi et à 8 heures du soir; le dimanche, à 9 heures du matin et à 2 heures de l'après-midi, pour la discussion de son ordre du jour, qui reste ainsi fixé:

1° Formation de la Fédération Socialiste de Bretagne;
2° Adoption des statuts;
3° Organisation de la propagande socialiste en Bretagne.

Le dimanche soir, à 8 heures, salle de la *Fédération Socialiste Nantaise*, réunion des membres des Comités et Groupes d'Études sociales adhérant à la Fédération socialiste nantaise, des Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers et de la Coopérative d'économie, pour prendre connaissance des résolutions du Congrès.

A 11 heures du soir, punch offert par les Groupes nantais aux délégués des autres villes de Bretagne.

Pour la Commission d'organisation du Congrès:

Ch. BRUNELLIÈRE, secrétaire général de la *Fédération Socialiste Nantaise*; BERNARD, secrétaire adjoint: DEJEANJEAN, trésorier.

N.-B. — Envoyer les adhésions au citoyen Ch. Brunellière, 1, rue Mazagran, Nantes.

Les adhésions affluèrent, 18 comités ou groupes socialistes, 70 organisations coopératives ou syndicales furent représentées. Les Groupes de Morlaix (Finistère), de Rennes (Ile-et-Vilaine) et Lorient (Morbihan) envoyèrent leur adhésion.

La Fédération de Bretagne tint sept Congrès:

1er Congrès, 3-4 mars 1900, à Nantes;
2e — avril 1901, à Morlaix;
3e — 1er-2 novembre 1902, à Rennes;
4e — 25-27 décembre 1903, à Lorient;
5e — 23-24 avril 1905, à Saint-Brieuc;
6e — 7-8 avril 1906, à Brest;
7e — 7-8 juillet 1907, à Saint-Brieuc.

La Fédération de Bretagne adhéra au Parti socialiste français sans rompre les relations avec les autres organisations nationales; elle se déclara autonome, disait-elle, pour aboutir plus rapidement à l'unité de toutes les forces socialistes françaises. Elle fusionnait dans son sein, à côté des anciens groupes du P. O. F., les Groupes *l'Avant-Garde* et *l'Eclaireur* du deuxième canton de Nantes; *Les Egaux,* de Saint-Nazaire; le *Comité ouvrier socialiste révolutionnaire* et le *Groupes d'études sociales* de Rennes, fondés sous l'action des allemanistes et adhérents au P. O. S. R., et les *Comités et Groupes socialistes* de Brest et de Morlaix qui étaient indépendants.

La Fédération poursuivit son but unitaire; elle fit appel aux Fédérations autonomes pour la constitution d'une organisation socialiste unique en France.

Elle se rencontra avec les Fédérations autonomes de l'Yonne, des Bouches-du-Rhône, de la Somme, etc. Elle se détacha du P. S. F. pour reprendre son entière autonomie.

Avec ces Fédérations elle devait provoquer un Congrès des Fédérations de province; elle ne donna pas suite à cette idée, les organisations centrales ayant constitué l'unité à l'appel de l'Internationale à Amsterdam. Mais des défections se produisirent, le virus briandiste pénétra à Nantes et à Saint-Nazaire où il provoqua des divisions; à la veille des élections législatives de 1906, les socialistes briandistes essayèrent d'introniser Millerand à Nantes, sa candidature fut même posée au sein de la Fédération nantaise, le 6 décembre 1905, par le socialiste Portais; par 96 voix contre 42 elle fut repoussée, et Brunellière désigné comme candidat à la grande fureur des républicains bourgeois. M. Sibille, dans une affiche qui voulait être spirituelle, félicita ironiquement la Section nantaise d'avoir sauvé la République et la lutte de classes. Portais et ses amis quittèrent la Fédération et constituèrent des Comités qui ne cessèrent depuis de lutter contre le Parti socialiste.

Le septième Congrès de la Fédération de Bretagne, tenu à

Saint Brieuc, décida la séparation en cinq Fédérations départementales des Côtes-du-Nord, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure et du Morbihan, émettant le vœu non réalisé de constituer entre elles une Confédération socialiste bretonne. Elle comptait à ce moment-là 1.500 cotisants.

Le premier Congrès de la Fédération S. F. I. O. de la Loire-Inférieure se tint à Saint-Nazaire, le 12 janvier 1908, avec 21 groupes représentés.

Le deuxième Congrès, le 28 mai 1909, à Nantes, avec 21 groupes représentés.

Le troisième Congrès, le 30 janvier 1910, à Saint-Nazaire, avec 21 groupes représentés.



LE GOÏC

Le quatrième Congrès, le 2 avril 1911, à Le Pellerin, avec 22 groupes représentés.

Le cinquième Congrès, le 28 janvier 1912, à Nantes, avec 23 groupes représentés. Le sixième Congrès, en 1913, à Ancenis; et le septième, à Nantes, en 1914, sous la présidence de Jaurès.

Elle comptait, au 31 décembre 1913, 510 cotisants dans les Groupes de Nantes, Saint-Nazaire, Ancenis, Châteaubriant, Basse-Indre, Vallet, Le Pellerin, La Montagne, Pornic, Trignac, Couesnon, Blain, Le Gavre, Trans, Monzeil, Passay et Nort.

Les militants de la Fédération qui entourèrent Brunellière et lui succédèrent : Fernand Le Goïc, né à Lorient, le 9 mars 1881, professeur aux Écoles pratiques de Brest, Nantes, fut plusieurs fois l'objet de sanctions disciplinaires pour ses opinions socialistes ; milita à Saint-Chamond, Brest, Nan-

tes, etc. Actif, tenace, à nouveau déplacé et envoyé à Rennes, fit élire la liste socialiste à Douarnenez où ses camarades le nommèrent maire; Pageot, Nouhin, Narrière, Héry, Guérin, Ménard, Swob, Francis Laporte, Niaulin, Bonnin, Richard, Saon, Morilleau, Joui, Delarbre, de Nantes; Henri Gautier, Bretonnière, Mantelet, Fleury, Le Mouel, Daydié, Escurat, de Saint-Nazaire ; Nicolas, de Saint-Nazaire-Penhouet ; Chéreau, de Le Gavre; T. Leduc, de Mouzeil; Julien Héas, de Trans; Perrigaud, Emile Bricaud, de Blain; Giraud, de Le Landreau; Moger, du Pornic; Barraut et Feuillatre, de Vallet; Védrines, de Le Pellerin; Pétard, de la Basse-Indre; Dénécheau, de Nort; Florent, Brochet, d'Ancenis; Langlet, de Châteaubriant; J. Lefort, de La Montagne; Monet, du Pornic; Joncheret, de Trignac; Guesné, de Couesnon; Baptiste Hervé, de Verton; Jules David, de Paimbœuf; Thirion, de Saint-Mars-du-Désert.

La Section de Saint-Nazaire a édifié de belles coopératives que nous avons cité plus haut, et Adrien Lodet et une poignée de militants socialistes fondèrent, à Nantes, la Coopérative *L'Economie,* qui leur échappa par suite de manœuvres de Portais, directeur du journal *Le Combat* et transfuge du Parti.

Ils fondèrent également *L'Imprimerie Ouvrière,* et sous leur inspiration s'est fondée aussi la *Fabrique coopérative de Conserves alimentaires.*

La fondation de la Bourse du Travail de Nantes fut décidée dans une réunion de socialistes et de syndiqués, le 27 octobre, et inaugurée en 1892.

En 1914, elle comptait 63 Syndicats adhérents avec un effectif de 8.364 syndiqués. L'action des Syndicats depuis 1912 se poursuit parallèlement à celle du Parti socialiste; la défection des Briandistes de la Fédération nantaise opéra, comme à Saint-Nazaire, un rapprochement avec les organisations socialistes, rapprochement susceptible de produire les meilleurs effets pour l'avenir du Socialisme et de la classe ouvrière.

Les organisations socialistes nantaises ont eu leur **journal**; d'abord *Le Réveil Social* rédigé par Brunellière, puis, en 1908, *Le Travailleur de l'Ouest,* rédacteur principal Henri Jaulier; ensuite *Le Semeur,* fondé en 1911, rédacteurs : Le Goïc (1), citoyenne Bonnin, Héry, etc., etc. A nouveau, *Le Travailleur de l'Ouest* à la veille de la guerre.

La Fédération Nantaise édita des brochures de **Brunellière.** *Les Souffrances de la Classe ouvrière, Causes et Remèdes, l'Echo du Peuple, La Classe ouvrière devant le Socialisme,* et une brochure de L. Riboul, *Prolétaire, debout;* et les Bibliothèques socialistes de Nantes écoulent, depuis trente ans, des milliers de brochures du Parti.

SUR LE TERRAIN ÉLECTORAL

Élections législatives

1re de Nantes. — Brunellière	3.691	En 1889. .	3.691
1re de Nantes. — Brunellière	2.660		
2e de Nantes. — Colombes	1.268	En 1893. .	6.115
1re de Saint-Nazaire. — Abraham	2.187		
1re de Nantes. — Brunellière	5.570	En 1898. .	5.570
1re de Nantes. — Brunellière	5.866		
2e de Nantes. — Blanchard	2.079	En 1902. .	8.088
3e de Nantes. — Labassière	143		
1re de Nantes. — Brunellière	4.625		
Ancenis. — Lesur	92	En 1906. .	5.852
1re de Saint-Nazaire. — H. Gautier	1.135		
2e de Nantes. — René Mabannes	2.157		
3e de Nantes. — Nicouleau	629	En 1910. .	4.27
1re de Saint-Nazaire	1.490		
1re de Nantes. — Swob	1.811		
2e de Nantes. — Brunellière	1.411		
3e de Nantes. — Guérin	1.036		
Ancenis. — Héas	2.234		
Chateaubriant. — Moulin	215	En 1914. .	12.
Paimbœuf. — Lefort	1.259		
[illegible] de Saint-Nazaire. — Gautier	3.183		
[illegible] de Saint-Nazaire. — Joncheret	966		

(1) [illegible]nu maire de Douarnenez (Finistère).

En 1919, la liste socialiste composée, dans la *première circonscription:* Gautier, 9.963 voix; Berthelot, ajusteur, 8.855; René Gomichon, polisseur, 8.793; et Eugène Le Roux, directeur de Coopérative, 8.650; soit une moyenne de 9.065 voix.

Dans la *deuxième circonscription:* Héas, propriétaire, 3.788 voix; Héry, tonnelier, 3.760; Lefort, ouvrier, 3.676; Blancho, boucher, 3.679; Dalby, typographe, 3.623; soit une moyenne de 3.708 voix. Au total, dans les deux circonscriptions une moyenne de 12.717 voix sur 131.038 votants.

Élections cantonales

Il y eut, en 1901, un candidat socialiste dans le sixième canton de Nantes. Portais, 2.379 voix, en 1908, dans le septième canton; Brunellière, 931, et, en 1910, à Vallet, 1.161 voix.

En 1919, Henri Gautier fut élu conseiller général à Saint-Nazaire, et Escurat, conseiller d'arrondissement.

Élections municipales

Nantes (1881) premier canton, 308 voix; troisième canton, 166; quatrième canton, 467; cinquième canton, 150; sixième canton, 165; au total: 1.256 voix.

Nantes (1892), liste du P. O. F.: quatrième canton, 668; sixième canton, 659; total: 1.327 voix.

Nantes (1896), liste socialiste P. O. F.: 3 élus au deuxième tour dans le sixième canton; total: 2.714 voix.

Nantes (1900): premier canton, 1.065 voix; deuxième, 815; troisième, 518; quatrième, 1.600; cinquième, 555; sixième, 1.308 (1 élu), 2 élus au deuxième tour; total: 5.861 voix.

Nantes (1908): 10 candidats socialistes élus sur liste de coalition radicale et socialiste.

Saint-Nazaire (1908), liste socialiste: 680 voix section Ville, et 180 section Penhouet; total: 860 voix.

La Chapelle-Teulin: 1 élu socialiste, 221 voix; *Le Gaon:* 1 élu socialiste, 274; *La Montagne:* listè socialiste, 299; *Indret:* 1 élu socialiste, 229; *Trans:* 1 élu, 107; *Mouzeil:* 1 candidat, 129; *Sion:* 1 candidat, 230 voix.

Nantes (1912): premier, 324 voix; deuxième, 429; troisième, 408; quatrième, 758; cinquième, 444; sixième, 470; total: 2.833 voix.

Saint-Nazaire (1912): au premier tour, 2.500 voix; au deuxième tour, liste R. P.

Mouzeil: 1 élu socialiste; Basse-Indre: liste socialiste, élu Alphonse Pétard, maire; au Pellerin, à Trans, Vay, etc., des candidats socialistes groupèrent des chiffres appréciables de suffrages.

En 1919, à Nantes, il y eut 5 élus socialistes.

A Trignac, 20 candidats sur 23 de la liste socialiste furent élus avec Lambert, ouvrier ajusteur, comme maire; Caniet, ouvrier ajusteur, Joncheret, mécanicien-électricien, adjoints.

A Saint-Nazaire, il y eut 4 élus socialistes, au premier tour, dans le quartier de Penhoët; dans la première section, la liste socialiste arriva en bonne posture, Gautier, le plus favorisé, obtint 2.033 voix. Maintenue au deuxième tour, elle eut 2 élus parmi eux Gautier; en tout 6 élus.

Ch. Brunellière, profondément affecté par la santé de son fils prisonnier de guerre, fut frappé de congestion cérébrale Il est mort en mars 1917. Une foule immense et recueillie suivit le cercueil de celui qui fut un grand honnête homme, u. socialiste sincère et convaincu dont l'existence de lutte et d sacrifices peut servir d'exemple. Le souvenir de sa vie austère toute de travail et d'abnégation restera impérissable pour le nombreux militants qu'il forma. Quelques jours avant sa mort, il présida une conférence de Lucien Roland.

A La Montagne, 2 élus; à Châteaubriant, 2; à Saint-Jean-de-Boiseau, 1.

Le Bureau fédéral de 1920 est composé de Ernest Dalb_ conseiller municipal de Nantes, secrétaire fédéral; Jean Ba—

lac, secrétaire adjoint; Raymond Laporte, trésorier; Paul Héry, trésorier adjoint.

Les principaux militants sont: H. Gautier, Le Mouel, Blancho, Norange, Pageot, Nouin, Humeau, Sureau, Laporte, Caron, Héry, Girard, Jules Lefort, Crémet, Bretonnière, Dalby, Ribrac, citoyenne Marie Bonnier, etc.

La Fédération a, en 1920, reconstitué ses Sections de Nantes, avec 4 Groupes: Chantenay, Doulan, Les Ponts, Le Centre; Saint-Nazaire, avec 2 Groupes: Saint-Nazaire-Ville, Pentroet; Ancenis, Paimbœuf, La Montagne, Vallet, Trignac, Pornic, Virton, Rezé, Pont-Rousseau, Basse-Indre, Châteaubriant, Danges, Blain-Saint-Nazaire, Saint-Joachim, Clisson, Le Pellerin, Caveran, Montoir.

Fédération de Loir-et-Cher

A la faveur du mouvement qui accompagna la Révolution de 1848, se créa à Blois à cette époque, la Société « Les Amis du Peuple ».

Ce petit groupe, dont nous ne connaissons pas la composition et dont nous ne rappelons l'existence que parce qu'il s'intitulait fort bravement pour l'époque : « Club socialiste », ne paraît avoir eu qu'une courte existence ; il n'exerça pas d'influence sur le mouvement ouvrier blésois, car, dès juillet 1848, son secrétaire, qui signait « J. Beschebien l'aîné », se lamentait sur l'indifférence des membres qui ne répondaient pas aux convocations mensuelles.

Aucune organisation à tendance avancée ne semble avoir existé en Loir-et-Cher avant l'arrivée au pouvoir des républicains et surtout la rentrée des amnistiés de la Commune.

A Blois, les premiers groupements ouvriers : Chambre syndicale des cordonniers, les Ouvriers réunis, se constituèrent en 1876.

Leur vie toute corporative d'abord, ne tarda pas à verser dans la mutualité et la coopération. Leur action politique fut nulle.

Ils eurent des délégués au Congrès national de Saint-Étienne en 1882, au Congrès de Rennes en 1884, et étaient en relation avec les organisations ouvrières de la région : Tours, Poitiers, Cholet, Trélazé, etc.

A Blois, leur propagande se borna à la fondation, vers 1886, d'un groupement à tendance vaguement socialiste, avec des éléments non-ouvriers, recrutés surtout au sein de la Société de libre-pensée de la ville.

L'action des militants, toujours plus ouvrière que politi-

que, ne s'étendit aux milieux ruraux que pendant les périodes électorales, grâce à la propagande anticléricale.

Ce fut ce terrain de lutte que trouva Arthur Rozier à son arrivée dans le département.

Arthur Rozier (1), militant de l'Aube, journaliste et orateur de talent, venait prendre la direction du petit organe le *Progrès du Loir-et-Cher,* qui menait depuis quelques années le combat républicain.

Sous l'impulsion de son rédacteur, les campagnes ébauchées quelque temps auparavant s'accentuèrent et les Syndicats ouvriers blésois surtout profitèrent de l'active propagande du journal : chocolatiers, bûcherons, des employés, ouvriers de la chaussure purent soutenir à ce moment de dures luttes contre leurs employeurs. La grève des chocolatiers (1893) se termina par une victoire complète.

Arthur Rozier organisa 21 Sections du Syndicat des Bûcherons, dans tous les centres forestiers du département.

Les bûcherons du Loir-et-Cher résistèrent victorieusement à la prétention des marchands de bois qui voulaient leur retirer le bénéfice du *callot.*

Deux fois poursuivi par le président du Syndicat patronal et par un autre gros marchand de bois, Arthur Rozier fut deux fois condamné par le tribunal correctionnel.

Le mouvement ouvrier ne fut pas circonscrit à Blois et la région de Vendôme, dans sa partie industrielle, profita de la propagande de Rozier. Rozier fut activement secondé par un militant à toute épreuve, Lantenant, adhérent de la Première Internationale en 1868. Successivement s'organisèrent les Syndicats du Bâtiment, des Cheminots, des Employés et de la Métallurgie. Les éléments avancés de la petite ville, groupés en Comité central socialiste adhérant à la F. T. S. F. se recrutaient dans ces Syndicats et dans la Loge maçonnique. C'est

(1) Arthur Rozier avait dû quitter l'Aube après avoir connu la correctionnelle, la prison et le boycottage des patrons bonnetiers.

grâce à leurs efforts que, sous la conduite de Lantenant, Leleu. Dalmont, etc., ils entrèrent à l'Hôtel de Ville de Vendôme en 1896.

A Blois, Rozier prit la direction du petit groupe politique « l'Avant-Garde », fondé quelques années auparavant et composé d'éléments républicains avancés. Bientôt un bon petit noyau de militants à tendances socialistes entourèrent le leader possibiliste.

La campagne menée à Blois en 1896 permit, à la suite d'une coalition avec les radicaux, à Arthur Rozier, Collinet, du Syndicat des Employés, Potier, Deschamps, du Syndicat du Bâtiment, Bouquet, du Syndicat des Cordonniers, d'être élus conseillers municipaux de Blois.

A l'Hôtel de Ville, ils marquèrent leur passage par la création du Conseil des Prud'hommes, Cours professionnels, d'une Bourse du Travail, subventions aux Syndicats ouvriers, création d'un restaurant populaire administré par la ville, construction d'une crèche, lutte contre la Compagnie du Gaz.

Arthur Rozier contribua largement, par sa parole et ses écrits, à l'élection du général Riu à la députation, radical dont l'attitude à la Chambre fut marquée par le vote des lois scélérates.

Il mena de même plusieurs grandes campagnes pour l'élection du radical-socialiste Treignier, campagne où le groupe l'Avant-Garde s'engagea à fond à la suite de Treignier qui une fois élu tourna le dos aux socialistes.

A Vendôme, le broussiste Leleu fut élu conseiller général en 1897 ; à sa mort, Rivière, conseiller municipal de Villiers, le remplace. Pierre Lantenant et Mallangeau, maire de Saint-Ouen, qui adhérèrent plus tard à l'Unité, furent élus conseillers d'arrondissement.

Arthur Rozier quitta Blois en 1897 ; après son départ, la lutte fut des plus pénibles pour les militants blésois, qu'il laissait quelque peu désemparés.

Les quelques profits péniblement acquis par les élus municipaux socialistes, toujours discutés, surtout après le départ de Rozier, disparurent à la suite de l'élection au Conseil municipal, en 1900, d'une municipalité bourgeoise. Les subventions furent supprimées et la Bourse du Travail fermée. Le dévoué camarade Pottier, qui s'était dépensé sans compter pour ces organisations ouvrières, devait en mourir peu de temps après, laissant les siens dans la misère.

Malgré cet affaiblissement de l'action socialiste dans le Blésois, la petite phalange des militants ne se découragea pas et continua la lutte en liaison avec les éléments du Vendômois, où Lantenant militait toujours activement, et qui s'étaient emparés du journal *Le Progrès*.

Les groupes du département suivirent de près les mouvements de cette période si troublée du développement du socialisme en France. Ils avaient des délégués à la salle Japy, les camarades Dalmont et Rivière; ils en avaient aussi à la salle Wagram. Les socialistes vendômois suivirent les directives du Parti Socialiste de France. Les polémiques sur la tactique générale du Parti continuant après la réunion de Japy, resserrèrent les liens qui unissaient les organisateurs du département, et de ces discussions, qui se terminèrent au Congrès de Vendôme, sortit la Fédération socialiste du Loir-et-Cher, adhérente au Parti unitaire et représentée au Comité général.

Par la suite, la Fédération devint autonome et resta indépendante jusqu'à l'Unité.

A ce moment, un Congrès eut lieu à Vendôme, sous la présidence d'Amilcar Cipriani, et la Fédération fut définitivement réorganisée.

Les principaux militants en étaient Alfred Péricat, Henri Dalmon, Richard, du Parti possibiliste, Lantenant, du P. S. de F., et Besnard-Ferron, adhérent du P. O. F.

La lutte continuait toujours assez dure pour les militants et sans grands résultats pour le développement du Parti, sur-

tout à la suite de la disparition du *Progrès,* dont le rédacteur était Emile Chauvelon.

A la suite de la grève du journal *Le Carillon*, Henri Richard, du Syndicat des Imprimeurs, avec trois autres camarades, fondaient l'*Imprimerie Ouvrière* sur des bases nettement communistes.

Un vigoureux effort des militants remit *Le Progrès* sur pied et le fit imprimer à l'Imprimerie Ouvrière.

L'Imprimerie Ouvrière est aujourd'hui bien installée; malgré la campagne sourde des réactionnaires contre elle elle s'est



JEAN LORRIS

développée sous l'impulsion de son dévoué directeur Richard. Tous les associés ont des droits égaux et une participation égale au travail et au produit.

A cette époque, la situation politique était assez confuse dans le département. Chaque groupe était envahi par des éléments qui n'avaient de socialiste que l'étiquette et se ser-

vaient du Parti au moment des luttes électorales au profit de la bourgeoisie.

Les bons militants s'épuisaient en efforts trop souvent stériles pour faire sortir les organisations de cette stagnation où elles s'enlisaient.

C'est à ce moment que le Conseil d'administration du *Progrès* fit appel au concours de Jean Lorris.

Ce dernier avait milité dans l'Yonne avec la petite phalange restée légendaire des fondateurs et amis du *Pioupiou,* il prit d'abord, sur les conseils des camarades de Vendôme, la direction du *Progrès.*

Actif, entreprenant, doué d'un rare talent d'orateur, possédant au plus haut point les qualités du journaliste, Lorris fut tout à fait l'homme de la situation.

Il parcourut en quelques mois le département d'un bout à l'autre, faisant causeries et conférences dans les centres comme dans les coins les plus reculés, tout en menant dans son journal de vigoureuses campagnes, dont quelques-unes, comme celle en faveur des soldats brimés par les majors, celle contre les garde-chasses, etc., etc., sont encore dans toutes les mémoires dans le Loir-et-Cher.

En quelques mois, l'humble organe local prenait la tête de la presse départementale et les sections voyaient doubler et leur nombre et celui des adhérents au Parti.

Dans le Vendômois, le tirage du *Progrès* quadrupla et les adhésions affluèrent au secrétariat fédéral.

Des Sections furent créées à Thenay, Seurs, Pont-Levoy, Onzain, Sargé, Villiers, et, vers la fin de 1906, la Fédération de Loir-et-Cher votait au Congrès de Blois (2 décembre), sous la présidence de Jean Allemane, son adhésion à l'Unité. Lorris était nommé secrétaire fédéral.

Parmi les délégués au Congrès : Octave Gauthier, de Thenay ; Samson, de Pont-Levoy ; Mialaret, David, Berthier ; Danger et Blesbois, de Blois ; Péricat et Dalmon, de Vendôme ; Besnard-Ferron, de Villiers.

La vieille Bourse du Travail indépendante de Blois, reléguée depuis 1900 dans le petit local du quai de la Saussaye, sous la garde de son secrétaire, le dévoué Jean Thomas, venant de disparaître, Lorris et les militants mirent sur pied, en 1908, la Maison du Peuple pour donner asile aux Syndicats et au Parti socialiste.

Aux élections municipales de 1908, la classe ouvrière blésoise alla toute seule au combat en présentant une liste composée uniquement de 15 membres de la Section. Le plus favorisé fut Jean Lorris avec 608 voix. Si le succès ne couronna pas ses efforts, les résultats obtenus, qui faisait du Parti l'arbitre des élections, firent beaucoup pour la propagande.

De très bons résultats furent également obtenus à Vendôme, Seur, Thenay, Pont-Levon, Villiers, etc.

La Maison du Peuple était doublée d'une Coopérative de consommation.

Cet embryon d'organisation fondé suivant l'article resté célèbre « avec 30 pièces de 100 sous des militants », put dès sa création aider plusieurs Syndicats en grève: maçons, ouvriers en chaussures, employés de tramways.

Mais l'élan ouvrier ne put se soutenir et le plan bien conçu qui devait réunir dans cette Coopérative: épicerie, vins en gros, charbons et s'étendre à la fabrication de la chaussure, ne put être mené à bien. L'organisation ne devait pas, malgré le dévouement des camarades et en particulier d'Armand Noulin, survivre beaucoup au départ de son fondateur.

Le *Progrès* étant resté la propriété des actionnaires qui l'avait remis à flot, ne pouvait être revendiqué par le Parti. En 1909, l'administration échappant au contrôle des sections, évinça Lorris de la direction. Le Comité fédéral se réunit et décida la création du *Travailleur du Centre*, création ratifiée par le Congrès fédéral de décembre, tenu sous la présidence de Marius André.

Le Travailleur, créé et soutenu par les Sections du Parti, les Syndicats cégétistes et les Coopératives socialistes qui y avaient tous tribune, rédacteurs et délégués, devait, dans la pensée de son fondateur, rayonner d'abord sur la région (3 ou 4 Fédérations), sa propagande devait embrasser la Touraine et l'Orléanais.

Par la suite, vivement attaqué tant à droite que par la gauche anarchiste, il ne devait pas tarder à disparaître.

Quelques mois après, Lorris quittait le département pour aller combattre, dans la Loire, Aristide Briand.

La propagande fut menée ensuite par un militant du Jura : Klemczinski, qui prit la direction du *Progrès*, et par le camarade Besnard-Ferron, secrétaire fédéral.

Klemczinski, orateur éloquent, propagandiste infatigable, Besnard-Ferron, petit vigneron au dévouement à toute épreuve, poursuivirent inlassablement la besogne organisatrice et souvent ingrate, ils ne se rebutèrent point et, à la veille de la guerre, le Loir-et-Cher commençait à s'orienter vers le Socialisme. Des Sections avaient été fondées à Freteval, Saint-Hilaire, Thoré, Naveil, Montoire, les Sections de Blois, Seurs, Thenay furent reconstituées.

A Blois, grâce au dévouement inlassable de Maurice Olivier, du Gard, la *Maison du Peuple* est remise debout ; Klemczinski, ardent autant que prudent, orateur séduisant, connaissant admirablement les aspirations de la classe ouvrière, aussi bien que celles de la paysannerie, mena avec Besnard-Ferron une campagne de propagande intense. Quatre-vingt-quatre communes furent visitées. Le retentissement fut considérable dans le département.

En 1914, le Parti présenta deux candidats socialistes aux élections législatives et obtint de bons résultats avec Klemczinski à Romorantin et Ernest Piriou à Vendôme. Ce dernier luttait contre Rivière, ancien membre du Parti. Klemczinski obtint 3.320 voix et Ernest Piriou 1.470.

La guerre enleva à la vie militante une partie des fédérés. Pendant la mobilisation de Besnard-Ferron, le secrétariat fédéral fut occupé par un dévoué et consciencieux militant, Frédéric Rivière, employé des Contributions indirectes, qui a tenté de maintenir debout les Sections du Parti.

Le Progrès, grâce au dévouement de son secrétaire rédacteur, Alfred Péricat, remplissant depuis dix ans gratuitement ses fonctions, survécut à la tourmente.

Lantenant, Grenet, Chauvelon, Etienne Bouchet, de Montrichau, Emile Renard, de Villiers, Mullet, de Thoré, David, de Seurs, Malaret, de Sarget, tinrent courageusement tête, dans leur région, à l'audace sans borne des nationalistes et des chauvins.



BESNARD-FERRON
Secrétaire fédéral

A la libération des vieilles classes, Besnard-Ferron reprend son poste de secrétaire fédéral.

La propagande est à partir de ce moment ininterrompue. De 113 adhérents en 1918 elle passe à 800 en 1920.

Le Congrès fédéral du 1er novembre 1919 décide qu'une liste socialiste affrontera la lutte.

Soixante-quatre communes seulement sur 279 purent être visitées.

Les résultats furent les suivants :

INSCRITS : 80.417. — VOTANTS : 58.490. — QUOTIENT : 14.101.

Liste Union nationale. — Moyenne : 15.177 voix. ***Un élu.***

Liste Républicaine radicale. — Moyenne : 18.601 voix. *Trois élus.*

Liste radicale socialiste. — Moyenne : 12.051 voix.

Liste socialiste. — Moyenne : 8.143 voix. Besnard-Ferron, viticulteur, 8.272 ; Tessier (Gaston), ouvrier typographe, 8.243 ; Sylvain Chevet, cultivateur, 8.074 ; Gustave Giraudet, professeur, 7.985.

Résultats électoraux

Elections Municipales 1908

Nos camarades vendômois eurent la majorité à Vendôme sur une liste de Bloc républicain.

Les camarades Lantenant, Péricat, Richard, Piriou, Dalmon, Surmont, Bigot, Mallangeau, Berthet, Vincent, Barrault, furent élus au second tour avec 3 républicains socialistes indépendants.

Lantenant fut élu maire.

A *Villiers,* cinq socialistes unifiés, dont le secrétaire fédéral, Besnard-Ferron, furent élus au premier tour.

Elections municipales 1912

Trois candidats à *Blois* sur liste coalition (1.800 voix) ; 7 élus socialistes à *Vendôme;* 4 élus à Freteval ; 200 voix à *Sargé;* 135 à *Saint-Hilaire;* 6 élus à *Saint-Ouen;* 3 élus à *Villiers.*

Elections municipales 1919

Presque partout nos amis furent battus.

A *Vendôme,* la liste du Bloc national, après une campagne abominable de calomnies, ravit à nos camarades socialistes les 7 sièges qu'ils détenaient.

A *Villiers,* le secrétaire de la Fédération, conseiller municipal depuis 1900, perd son siège au ballottage.

A *Saint-Romain, le citoyen Chevet, candidat aux élections législatives,* est élu maire par le Bloc républicain.

[illegible] Barrat, membre de la Section de [illegible] est élu maire.

[illegible] membre de la Section de Vendôme, est élu maire.

[illegible] la liste socialiste a la majorité. Nos camarades [illegible] et [illegible] sont maire et adjoint.

[illegible] plus de 25 membres de la Fédération ont été élus conseillers municipaux.

Elections cantonales 1913

[illegible] n'a pas affronté la lutte.

Elections cantonales 1919

Dans le canton de C[illegible], le citoyen Marcel Charbonnier obtient [illegible] voix contre 1.200 au candidat radical.

Dans le canton de *Vendôme*, le 16 décembre, le citoyen Besnard-Ferron obtient 1.152 voix contre 1.314 accordées, par suite de fraudes électorales, au candidat des profiteurs de la guerre, M. Leroymarmier.

L'élection est annulée par le Conseil d'Etat et, le 19 septembre 1920, Besnard-Ferron est élu par 1.481 voix contre 791 à son concurrent.

Fédération du Lot

Vers 1890, à Cahors, se constituèrent presque simultanément un Groupe socialiste du Parti ouvrier et deux Chambres syndicales, une de maçons et tailleurs de pierre, et l'autre de mineurs-terrassiers.

Le Groupe était en correspondance avec le Dr J. Bach, de Toulouse. Sous son inspiration, il adhéra au P. O. F. Il en fut de même de celui de Figeac, qui apparaît deux ans plus tard.

En 1897-1898, Landrin constitue un *Comité socialiste révolutionnaire* à Cahors, et à Gigonzac un bon militant, Paul Louit, constituait également un *Groupe socialiste* adhérent, comme le Comité socialiste révolutionnaire, au P. S. R.



HOLZER

Lucien Roland, après une conférence à Cahors, avait réorganisé le Parti ouvrier cadurcien.

Des militants et des petits groupes existèrent par la suite à Labathude, à Camburat, Puybrun, Cardaillac. Lorsque se produisirent les divisions socialistes, après le Congrès Japy, les socialistes du Lot furent désemparés ; à Cahors ils se séparèrent, les uns sympathisant avec le P. S. F., les autres avec l'U. S. R.

La Fédération Autonome, inspirée par le Groupe des origi-

naires du Lot à Paris, revendiqua les Groupes de Cahors: *Parti ouvrier* et *Jeunesse*, les *Comités républicains socialistes* de Cardaillac, Labathude, Vayrac et Figeac.

La Fédération d'unité socialiste révolutionnaire, fondée par Pierre Myrens, annonça qu'elle renouait la tradition de l'embryon de Fédération du P. O. F., fondée en 1892, par les Groupes de Cahors, Souillac et Figeac, et elle tint, le 6 septembre 1902, son dixième Congrès départemental avec les Groupes de *Cahors* (U. S. R.) où militaient Antraygues, Vincent, Bedou et Alaux; de *Camburat*, délégué Nioul; de *Carjac*, délégué Bonnafoux; *Bretonoux, Saint-Céré, Souillac,* représentés par Juma, Marot, Dourmes, Fenouil, Picquié.



ANTRAYGUES.

Après une tournée de conférences de Pierre Myrens et Espinas, les Groupes de St-Céré et Souillac, la Jeunesse socialiste U. S. R., de Cahors, et le Groupe paysan U. S. R., de Bio, avaient envoyé leur adhésion au P. O. F. ou à l'U. S. R.

Aux élections municipales de 1904, Antraygues, frère du militant cadurcien, était élu, comme candidat socialiste, conseiller municipal de Camburat; à Cadillac, la liste socialiste obtenait 130 voix.

Aux élections de 1893, les militants de Cahors s'étaient affirmés, au nombre de 137, sur le nom de Bessière, et, en 1898, le candidat socialiste avait obtenu 506 voix.

L'unité socialiste se réalisa à l'appel lancé par J. Marty, secrétaire du Groupe, et Armand Bourgade, secrétaire de la Jeunesse Socialiste de Cahors, et, le 20 août 1905, le Congrès

unitaire, tenu au café de Bordeaux, réunit les délégués de neuf Groupes et dix Syndicats. Ils présentèrent, aux Elections législatives de 1906, les candidatures de l'ouvrier typographe L. Doizié, à Cahors, où il recueillit 498 suffrages, et de Bar, négociant, qui en obtint 349 à Figeac.

Le XII[e] Congrès départemental se tint à Figeac le 14 octobre 1906 où furent représentés les Groupes de Cahors, Cuzac, Figeac, Felzins, Cardaillac, Souillac, Saint-Céré. Le bureau fédéral fut composé d'Antraygues, Vincent, Girma, Alaux, Servan, Marty.

Aux élections de 1908, les listes municipales obtinrent de 165 à 327 voix à Souillac, sur 708 votants, 40 voix à Felzins et 4 candidats à Figeac, 215 voix, avec un élu au deuxième tour.



SERVAN

Doizié avait mené une active campagne avec des moyens limités ; en 1910, il fut à nouveau chargé de porter le drapeau socialiste et, après une série de réunions électorales qui eurent le plus grand succès, il obtint 2.313 voix. Candidat une troisième fois en 1914, il recueillait cette fois-ci 5.735 suffrages, tandis que M. de Monzie était élu par 12.688 voix. A Figeac, même progrès électoral, le candidat socialiste Espinas obtenant 2.142 voix. Enfin, en 1919, la liste socialiste du Parti, composée de Doizié, typographe, Espinas, instituteur, Charpentier, excellent journaliste d'opinions avancées qui déserta au cours de la guerre le Parti radical pour donner

son adhésion au Socialisme, ralliait une moyenne de 8
suffrages.

Le mouvement syndical est très faible. La Bourse du
vail de Cahors, fondée en 1892, comptait, en 1914, à
une dizaine de Syndicats avec un effectif total de 400
diqués.

De 1912 à 1914, Dupas et Lafage publièrent un hebd
daire, *Le Rappel Socialiste*. Les 111 cotisants socialist
1913 étaient devenus 352 en 1919.

Les principaux militants sont Antraygues, Servan, Del
Holzer, Muxart.

Fédération de Maine-et-Loire

A. Les premiers Socialistes. Les vieilles organisations.

Bien que paraissant peu disposées à recevoir le grain socialiste, les populations de Maine-et-Loire furent travaillées de bonne heure par la propagande des premiers militants, et au pays de la Chouannerie, à Cholet, se firent jour les premières tentatives d'organisations ouvrières.

De bonne heure s'était formée, dans cette dernière ville, une Chambre syndicale des Tisserands ; avec les Chambres syndicales d'Angers et de Trélazé, où les ouvriers ardoisiers s'étaient organisés (1), elle se fit représenter au Congrès ouvrier de la Fédération de l'Ouest, à Rennes, en 1880.

Aux Elections législatives de 1881, les candidatures ouvrières, dans la première d'Angers et dans la deuxième, obtinrent respectivement 275 et 351 voix, à un moment où l'organisation syndicale en était à ses premiers pas.

La Fédération des Travailleurs Socialistes de France (broussistes) envoya ses orateurs et tenta de développer le mouvement, d'une certaine importance aux environs de 1884, puisque l'ouvrier cordonnier J. Chrétien fut élu conseiller municipal d'Angers par une section électorale de la ville où 1.484 voix votèrent pour les socialistes.

A Saumur, quelques années plus tard, se formèrent d'abord un Syndicat ouvrier puis le Comité républicain socialiste, adhérent à la F. T. S. D. F.

(1) **Trélazé fut toujours un centre de républicanisme. Au Coup d'État de 1881, il y eut plus de cent proscrits.**

Aux élections législatives de 1885, une liste socialiste fut présentée avec Ménard, 1.115 voix, Guesné, 1.109, Roux. 1.058, Vaidy, comptable, 1.055, Mariez, 1.088, Chiron, 1.045, Dufour, 991, Joffrin, 990.

Louis Ménard, ouvrier de carrière, fut candidat quelques années plus tard au Conseil général et faillit battre le sénateur réactionnaire dans le canton sud.

Louis Ménard est aujourd'hui secrétaire de la Bourse du Travail d'Angers et toujours membre du Parti.

A Cholet, aux Elections municipales de mai 1888, sept socialistes entrèrent au Conseil municipal. Le Syndicat des Tisserands avait créé des filiales dans les communes du Choletais à Begrolles, Gesté, Garde, Moulerrier, Le May, La Renaudière, La Romagne, St-Philbert-en-Mauge, Saint-Macaire, Saint-André-de-la-Mante, Tourlandry, La Tessouaille, qui adhéraient, par le Syndicat de Cholet, à la F. T. S. D. F.



MENARD

Au Congrès de Châtellerault, où se consomma en 1890 la scission entre les Broussistes et les Allemanistes, les délégués de Maine-et-Loire, Audinet, d'Angers, et Lodonnos, de Cholet, restèrent avec la fraction possibiliste, comme avaient fait leurs prédécesseurs au Congrès de Saint-Etienne, huit années auparavant.

A Angers, les premiers Groupes s'appelaient *Les Egaux Angevins, Les Prolétaires*. Puis, quelques années plus tard, se fonda *Le Réveil socialiste*, d'abord indépendant, puis adhérent au P. S. R.

A Cholet, les socialistes avaient formé le Cercle *L'Emancipation des Travailleurs,* dont l'activité donna naissance à la Coopérative *La Paix sociale,* et, dès 1891, Cholet eut sa Bourse du Travail, Angers l'année suivante.

Aux Elections législatives de 1893, les candidats socialistes obtiennent : Durand, 3.215 voix à Angers, et Gilard, 449 voix à Baugé.

Après les élections de 1898, où le candidat socialiste David obtint 2.306 voix dans la première circonscription d'Angers, des embryons de Groupes existaient à *Nueil-sous-Passavent,* à *Doué-la-Fontaine,* à *Segré.*

Les Groupes *L'Avenir du Citoyen, Les Egaux Angevins* et *Les Prolétaires* prirent l'initiative de constituer une Fédération autonome d'Anjou-Poitou qui songea un moment à grouper, avec les Groupes du Choletais, ceux de la Saintonge et de la Vendée.

A Angers, sous l'inspiration du blanquiste Barillier, le Groupe *Le Réveil socialiste,* où militait également Drouet, donna son adhésion au Comité révolutionnaire central P. S. R. et, l'année suivante, au moment de sa constitution, Auguste Pauvert envoyait à l'unité révolutionnaire P. S. D. F. l'adhésion du Groupe de Saumur.

En 1904, les socialistes d'Angers font liste commune avec les radicaux contre la liste chouanne ; ils sont représentés au Conseil municipal, leur Groupe est adhérent au P. S. F. et à la Fédération autonome Anjou-Poitou.

B. L'Unité socialiste. — Les Elections. Les Journaux.

Au moment de l'unité socialiste, le P. S. F. prit l'initiative des pourparlers par une lettre adressée au secrétaire du *Réveil Socialiste,* adhérent au P. S. D. F., signée du secrétaire du Groupe *L'Union Socialiste,* d'Angers, « *afin, était-il dit,*

de travailler ensemble sans arrière-pensée au triomphe de nos idées communes qui sont socialistes ».

Le Réveil Socialiste répondit par la nomination d'une Commission composée de Barillier, Greffier et Renault, pour entrer en relations avec le Groupe *L'Union Socialiste* et aussi avec un autre groupement formé sous le titre *Le Rempart*.

Le 25 mai 1905, la réunion préparatoire avait lieu à Angers, à laquelle prirent part les délégations des Groupes convoqués, aboutissait à la délibération suivante :

Les délégués des Groupes socialistes d'Angers : l'*Union Socialiste*, du P. S. F. ; *Le Réveil Socialiste*, du P. S. de F. ; *Le Rempart de l'Anjou*, du P. S. R., réunis rue du Cornet, 33, déclarèrent réaliser l'unité socialiste dans la ville d'Angers.

Ils saluent la reconstitution des forces socialistes en France et s'engagent à travailler de toute leur énergie pour arriver enfin à l'entente de l'organisation politique et de l'organisation syndicale, conditions nécessaires et indispensables de la victoire définitive de la classe ouvrière.

Pour le *Rempart d'Anjou* :
A. CHARAZE.

Pour l'*Union Socialiste* :
CASTIN.

Pour le *Réveil socialiste* :
A. BARILLIER.

La Commission mandatait la Fédération d'Anjou pour donner son adhésion à la S. F. I. O., en invitant tous les Groupes à adhérer à la Fédération départementale.

Un des meilleurs artisans de l'unité socialiste fut Ernest Bellier.

Le 23 juillet 1905, la Fédération Anjou-Poitou se réunissait en Congrès à Saumur et se proclamait Fédération de Maine-et-Loire adhérente à la S. F. I. O. Son bureau fédéral était composé d'Henri Humeau, secrétaire fédéral à Cholet, Lecoq, trésorier à Angers, et Jules Réveillard, de Segré, secrétaire à la propagande.

Aux élections législatives de 1906, le socialisme s'affirma

dans deux circonscriptions, où les candidats menèrent une active campagne.

Le petit journal de la Fédération, *Le Cri Social*, dont le rédacteur est Louis Marsais, porta la bonne parole dans un milieu réfractaire. *Le Cri Social* vécut trois ans, il succomba sous les poursuites du patronat. Dans la première d'Angers, Louis Maurice obtint 3.312 voix; Rebeillard, avocat, trouva seulement 386 suffrages à Cholet.

L'année suivante, la Fédération compte des Groupes à Angers, Cholet, Saumur, Trélazé, où le mouvement socialiste s'est développé, Gennes, Segré. Les deux Chambres syndicales de tailleurs de pierre et des hommes de peine de Saumur, ainsi que la Coopérative *La Laborieuse*, de la même ville, envoient des délégués au Congrès départemental extraordinaire de la Fédération, le 21 avril 1907, où furent nommés membres du Conseil fédéral: Grossein, secrétaire, Guilbault, secrétaire adjoint, Dereure, trésorier, Gardère, trésorier adjoint, Chéreau, archiviste, Guérin, Arnaud, Bordier, Moreau, Rouxel, Crénaud. Mais, à Angers, l'unité socialiste n'était qu'apparente; il existait encore deux Groupes, sous les anciens titres de *L'Union Socialiste* et *L'Avenir du Citoyen*, continuant à vivre en mauvaise intelligence. Maxence Roldes fut envoyé en conciliateur par la C. A. P. du Parti Socialiste. Le 19 janvier 1908, l'arbitre ayant prononcé la dissolution des deux Groupes, constitua la Section Angevine avec tous



BELLIER

les socialistes signataires de la déclaration de principe du Parti.

La Section unitaire inaugura sa fondation par une conférence de Paul Constans, député de l'Allier, au Cirque-Théâtre d'Angers, sous la présidence de Rompion, conseiller municipal d'Angers, assisté de Vest, conseiller municipal de Trélazé, Reveillard, ancien candidat du Parti, et Vaslin, secrétaire.

Dès lors, le Parti est définitivement fondé et la Fédération de Maine-et-Loire peut poursuivre sa route, débarrassée de toute entrave à son développement.



Doigros

Les élections municipales de 1908 permirent aux socialistes d'Angers de trouver 2.500 voix dans les quatre sections, en provoquant le ballottage dans trois; ils eurent leur représentant au Conseil municipal, trois élus au deuxième tour, dans la troisième section. La campagne municipale avait donné l'occasion à Maxence Roldes de faire dans les divers quartiers de la ville cinq conférences de vulgarisation socialiste, très suivies elles ne furent pas indifférentes au résultat.

A Trélazé, où Prabonneau et Louis Ménard ont développé le mouvement syndical, les ouvriers ardoisiers et allumetiers faisaient élire tout entière la liste socialiste. L'Hôtel de Ville fut conservé en 1912 par une nouvelle victoire, mais à Angers, la même année, le Parti perdait trois sièges; il en gagnait cinq à Saumur.

Aux Elections législatives de 1910, la lutte est vive entre les républicains et le réactionnaire Montprofit, aussi le candidat socialiste Rompion ne rassemble que 823 voix ; à Cholet, Vest trouve 2.364 voix.

La Fédération crée cette année-là deux nouveaux groupements, ceux de Durtal-Villevêque, Nueil-sous-Passavent.

Aux Elections législatives de 1914, Marsais obtenait 1.172 voix dans la première d'Angers. Dans la deuxième, 107 socialistes se comptaient sur Tournié et 256 sur H. Planche dans la première de Cholet. Au total, 1.535 voix dans l'ensemble du département.

C. Après la guerre. — Les résultats électoraux. Les Effectifs. — Les Militants.

A celles de 1919, la liste socialiste, est composée de Chevalley, 6.284 voix ; Doignon, commis des P. T. T., 6.183 ; Bellier, employé, 6.123. Les candidats socialistes visitèrent seulement une trentaine de communes. A Trélazé, ils obtinrent 403 voix contre 149 en 1914. A Angers, 3.200 contre 1.600 aux républicains, et, dans la deuxième circonscription, ils obtinrent 1.800 voix avec deux conférences seulement, une à Segré et une à Cholet.

La Fédération ne présenta pas de candidats aux élections cantonales. Aux élections municipales, ses listes obtinrent : 3.200 voix à Angers, 370 à Saumur, 170 à Doué, 330 à Segré, 125 aux Ponts-de-Cé.

A Trélazé, berceau du mouvement ouvrier dans la région angevine, les 27 candidats socialistes furent réélus et la première municipalité socialiste de Maine-et-Loire était ainsi conquise définitivement. En 1912, 13 élus sur 27 ; en 1919, 27 élus. Le maire fut le camarade Billot ; adjoints : Vest et Greffier.

A Saumur, les socialistes assuraient, avant la guerre, la

publication d'un petit organe hebdomadaire, *L'Anjou Socialiste*.

A Angers, la Fédération fonde, en juillet 1919, de concert avec les Syndicats et les Coopératives, le journal *L'Effort Social*, qui tire à 4.000 exemplaires.

La Bourse du Travail d'Angers compte en 1914 trente-trois Syndicats, avec 1.841 adhérents, et celle de Cholet dix-neuf Syndicats, avec 1.500 adhérents.

Au point de vue coopératif, la Coopérative *L'Avenir*, d'Angers, fondée en 1896, et dont Bellier (Ernest) est l'actif directeur, se développa rapidement. En 1914, son chiffre d'affaires était près d'atteindre le million.

En 1918, les militants socialistes secondèrent Ernest Bellier et fondèrent *L'Union des Coopérateurs de l'Anjou*, fusionnant cinq Sociétés, avec douze succursales en ville et un chiffre d'affaires de cinq millions.

La Fédération a reconstitué plusieurs de ses Sections, celles de :

1. Angers, secrétaire Gillet.
2. Saumur, secrétaire Chrisostome.
3. Cholet, secrétaire Brandeau.
4. Trélazé, secrétaire Le Corre.
5. Chemilié, secrétaire Botté.
6. Les Ponts-de-Cé, secrétaire Tournier.
7. Doué-la-Fontaine, secrétaire Sauzeau.
8. Longué, secrétaire Chavannet.
9. Segré, secrétaire Montcharmond.
10. Meignié-le-Vicomte, secrétaire Bernard.

Parmi ses principaux militants : L. Ménard, Louis Doignon, Ernest Bellier, Soutif, secrétaire adjoint de la Fédération, Boutin, trésorier fédéral, Le Corre, trésorier adjoint, Louis Chevalley, secrétaire fédéral, excellent propagandiste et rédacteur en chef de *L'Effort Social*.

Fédération de la Manche

Le plus ancien groupe du département fut fondé à Cherbourg, en 1898, par les Blanquistes, sous le nom de « Groupe socialiste révolutionnaire », il avait parmi ses militants des ouvriers cordonniers fondateurs du Syndicat de cette corporation dans la même ville; mais ce Groupe disparut peu de temps après.

Quelques années après se constituèrent, à Cherbourg et à Equeurdreville, deux petits noyaux socialistes, sous le titre de Groupe socialiste indépendant et Groupes d'études sociales, ils se rattachèrent à la Fédération de Basse-Normandie et adhérèrent au Parti Socialiste Français.



V. Pinchon

Au Congrès de la Fédération de Basse-Normandie, tenu au lendemain de la fondation de l'unité socialiste à Flers-sur-Orne, sous la présidence d'Edouard Vaillant et Jean Longuet, le 14 octobre 1905, cinq Groupes de la Manche furent représentés : ceux de *Cherbourg, Granville, Octeville, Remilly-sur-Lozon* et *Beauchamp*. La plupart de ces groupes avaient été fondés par la propagande d'Ernest Poisson, secrétaire de la Fédération. Il y avait eu également un petit groupe à Tourlaville dont l'action fut fort limitée.

Pendant les quelques années qui suivirent l'unité, les militants firent souvent appel aux orateurs du Parti : Ernest Poisson, Jean Longuet, Rosselin, d'Amiens, visitèrent les communes et fondèrent des Groupes à *Avranches*, où le premier secrétaire fut le citoyen Lempoignant ; à *Villedieu*, citoyen Satrin ; à *Pontorson*, citoyen Cluset ; le Groupe de *Granville* fut réorganisé avec le citoyen Satrin, secrétaire.

Enfin le 21 décembre 1906, après une conférence à Saint-Lô, où Renaudel mit en fuite son contradicteur, un journaliste républicain, un Groupe fut fondé avec Leprovost comme secrétaire ; le lendemain, Renaudel eut maille à partir, à Kérantrech, avec un avocat, M. Barberon, dont la contradiction facilita le recrutement du Groupe de Saint-Lô, où 42 adhésions parvinrent après ces deux conférences. Ce fut la première fois que l'*Internationale* fut chantée à Saint-Lô.

Aux élections cantonales de 1907, Dupont, candidat socialiste à l'élection au Conseil général à Octeville, groupa 226 suffrages, et à Cherbourg, comme candidats au Conseil d'arrondissement, Sigrand, 478 suffrages, et V. Pinchon, 465.

Au Congrès du 15 mars 1908, à Cherbourg, la Fédération réunie pour envisager l'attitude qu'elle prendrait aux élections municipales, comptait les Groupes de Cherbourg, Octeville, Equeurdreville, Beauchamp, Granville et Villedieu, qui avaient envoyé des délégués. Le Groupe de Saint-Lô s'était dispersé à la suite des poursuites intentées aux principaux membres.

Gustave Hervé était venu faire une tournée et avait conquis une grande partie des militants ; Maxence Roldes et Rouanet firent également une série de conférences.

Aux élections municipales, les 30 candidats de la liste socialiste, à Cherbourg, rallièrent 175 voix ; à Tourlaville, 1 candidat, 132 voix ; à Granville, 2 candidats, 70 voix ; à Villedieu, 1 candidat, 108 voix ; à Octeville, 1 candidat, 218 voix ; à Equeurdreville, avec Juhel et Mars, il y avait une petite minorité socialiste agissante depuis 1904, un élu bon

militant, H. Mars; en 1908, la liste socialiste eut 572 voix, la majorité au Conseil et H. Mars fut le premier maire socialiste de la Manche.

La visite de Gustave Hervé avait poussé les militants vers la fraction extrémiste du Parti socialiste.

Au Congrès fédéral tenu le 15 avril 1908, à Granville, sous la présidence de Victor Dejeante, député de Paris, la question des alliances au deuxième tour de scrutin fit l'objet d'un débat passionné. Par 6 voix contre 6 et une abstention, la motion disant que *le devoir socialiste était contraire à la discipline républicaine* fut repoussée.



BURNOUF

Le retrait pur et simple, proposé par la Section de Tourlaville, fut votée par 11 voix contre 2.

Enfin l'ordre du jour suivant était également voté au sujet de l'action parlementaire:

Invite les élus: 1° à voter contre les réformes restreignant la liberté des minorités agissantes (lois sur l'exercice du droit de grève, arbitrage obligatoire, etc.); 2° à n'accorder leur vote aux réformes indifférentes (impôt sur le revenu) qu'après avoir exposé la solution socialiste; 3° de ne voter les réformes qui, en régime bourgeois, paraissent améliorer les conditions du prolétariat qu'après avoir indiqué que le prolétariat n'a pas de reconnaissance à avoir à la bourgeoisie, les réformes consenties n'étant que la conséquence de l'évolution industrielle et de la pression des organisations ouvrières sur le Parlement.

Le bureau fédéral fut composé de L. Dupont, secrétaire; Laplace, secrétaire adjoint; Burnouf, trésorier; Houlette, trésorier adjoint.

Les délégués au Congrès de Granville étaient : Burnou Paquet, Launay, Levallois, Juhel, Houlette, Jahin, Grés Cluset, H. Lemesle, G. Lemesle.

Le même Congrès avait décidé qu'il présenterait parto des candidats ; mais, aux élections législatives de 1910, présence des difficultés, une seule candidature s'affirme, ce de Burnouf qui obtint, à Cherbourg, 731 voix.

Aux Elections municipales de 1919, les socialistes d'*Eque dreville*, où le mouvement avait grandi, consolidèrent défi tivement leur conquête précédente ; 17 socialistes étant s tants, la liste entière de 23 fut élue, avec H. Mars, Juh Laplace, Ledentu, Laven Mahaut, Mabire, Tréhel, I febvre, etc. ; à ***Cherbourg*** socialistes entrèrent au C seil municipal : Allanic, p fesseur à l'École d'Industr Agneray, A. Burnouf, sec taire général de l'Union Syndicats, élu adjoint au m re ; Morel, Porquet, Rat Tonnetti ; à ***Octeville :*** V. P chon, L. Dupont, Mail Weiss, Lejuez, Lefilliatre rent également élus cons lers municipaux.



Allanic

La Fédération a tenu divers Congrès à Octevi Cherbourg (trois), Eque dreville. Elle comptait, en 1914, des Sections à Cherbou Equeurdreville, Tourlaville, Beauchamp, Saint-Lô, Follig Octeville, Pontorson, Avranches ; ses militants furent pa les fondateurs, à Cherbourg, Equeurdreville, Octeville, Coopératives « La Prolétarienne » et la « Maison du P ple » de Cherbourg, aux environs de 1910 ; ils aidèrent,

1919, à la naissance de la Coopérative ouvrière du Bâtiment de cette dernière ville. Aux élections municipales de 1912, les socialistes obtinrent 721 voix à Cherbourg, 346 à Octeville et 353 à Equeurdreville. Un journal commun au Parti et aux Syndicats, *L'Avenir de la Manche,* fut fondé en 1910 et a repris sa publication après la guerre.

Aux Elections législatives de 1914, c'est Dupont qui est candidat à Cherbourg, où les voix de 1910 sont doublées, et c'est 1.697 suffrages que le candidat socialiste recueille.

Au renouvellement législatif de 1919, la liste composée de Allanic, professeur à l'Ecole Pratique de Cherbourg, et Agneray, avocat, obtiennent 11.164 et 10.957 voix, donc une moyenne de 11.060 voix contre 60.942 au bloc national réactionnaire dont tous les candidats sont élus. Le quotient 8.402 n'ayant pas joué.

Les organisations ouvrières possèdent une *Maison du Peuple* d'une valeur de 150.000 francs; cinq magasins de répartition de denrées; une imprimerie avec trois presses, deux machines à composer et un important matériel. Deux Coopératives de production, Bâtiment et Dockers, fonctionnent.

La Fédération compte un conseiller général, H. Mars, maire d'Equeurdreville, la première cité conquise par le socialisme, 23 élus.

A Cherbourg, 7 socialistes, élus sur une liste de bloc, siègent au Conseil municipal, et un adjoint socialiste, le camarade H. Burnouf.

A Octeville, 6 élus sur 12, le maire est le socialiste Dupont.

A Tourlaville, la liste socialiste obtient 250 voix.

Fédération de la Marne

A. La Naissance du Mouvement. Les Groupes du P. O. F.

Il faut remonter en 1880 pour retrouver les origines du mouvement ouvrier dont les premières manifestations se produisirent à Reims, où existaient, à cette époque, la Chambre Syndicale de l'Industrie lainière, tisseurs et fileurs et l'*Union des Travailleurs*, dont les principaux militants étaient *Léon Thiéry, Baudelot, Charlemagne.*

Il existait également un Syndicat des ouvriers du bâtiment, très nettement corporatistes, aussi furent-ils dénoncés par les deux autres organisations comme traîtres à la classe ouvrière pour « *avoir pris contact avec les Barberetistes, avec ceux qui se firent les complices des sinistres égorgeurs de* 1871 », dans une réunion tenue le 24 octobre 1880 à la salle des Volets verts.

Un groupe collectiviste révolutionnaire s'était fondé la troisième année, en mars, avec Léon Thiéry, Arnould, Mézière jeune, Baudelot, Mézière aîné, Dubœuf, Alphonse Gillet, Charlemagne, Martin, Vaucouleurs, Blasier, Cornichon, Migeot, Defforge.

Ce groupe organisa une conférence de Jules Guesde le 29 septembre 1880, conférence qui eut une grande répercussion dans le milieu ouvrier où elle recruta des adhésions au groupe.

Les Chambres syndicales organisèrent quelque temps après une conférence avec Chabert, le 14 novembre 1880.

Jules Guesde avait, par son passage, laissé des disciples; ils fondèrent une petite publication « *La Défense des Tra-*

vailleurs, fort répandue dans les milieux ouvriers rémois, elle soutint énergiquement le programme du P. O. F. et propagea vaillamment la doctrine du Socialisme scientifique de K. Marx, introduite en France par J. Guesde.

Le cinquième Congrès ouvrier national des Syndicats siégea à Reims, où il fut suivi par la population ouvrière avec le plus vif intérêt.

Aux Elections municipales de 1892, trois candidats ouvriers affrontèrent la lutte électorale et firent appel aux suffrages de la classe ouvrière: Florion jeune, 272; Foureau, 231; Fournier, 226.

Le Parti ouvrier s'était organisé en groupes de canton, d'autres groupements s'étaient formés: *L'Espoir social, Le Cercle collectiviste, La Défense des Travailleurs.* Ils se réunissaient en Assemblée plénière, salle des Volets verts, 15, rue Neuve.

Aux élections de 1884, les candidats ouvriers avaient obtenu environ six cents suffrages, aussi aux législatives de 1885 le Parti ouvrier avait sa liste, il donna des conférences dans les principaux centres du département; un jeune ouvrier horloger, Etienne Pedron, en était le propagandiste.

La liste obtint: César, ouvrier sabotier, 1.810; Etienne Pedron, 1.681; Galleau Mignon, 1.594; Rousseau, 1.333; Maupoix, ouvrier tanneur, 1.223; Lachenay, ouvrier caviste, 1.223.

A la suite de la campagne électorale, naissait à Epernay le *Parti Ouvrier* où militaient Lachenay et Rousseau, proscrit de décembre; Etienne Pedron, propagandiste infatigable, parcourut le département, multiplia les réunions à Reims où le mouvement prit une telle extension qu'il commença à apeurer la bourgeoisie rémoise, et lui fit prendre des dispositions de combat contre les militants. Etienne Pedron était devenu le secrétaire général du *Parti Ouvrier Rémois*, qui, aux élections municipales, présenta une liste de 11 candidats.

Etienne Pedron, 1.874 voix; Bourguère, tisseur, 1.690; César, sabotier, 1.689; Copieau, maçon, 1.653; Dauphinot,

tisseur, 1.653; Dizangremelle, fileur, 1.648; Joly, cordonnier, 1.645; J.-B. Lacrique, scieur de bois, 1.640; A. Lejeune, employé de commerce, 1.632; Royer, fourreur, 1.625; Subercazes, cordonnier, 1.624.

La liste s'affirma collectiviste révolutionnaire et ses orateurs parlèrent d'expropriation et en appelèrent aux « suffrages de classe ».

Jules Guesde, E. Pédron, Camélinat donnèrent des conférences à Reims et à Epernay. Celle de Guesde, le 6 novembre 1886, à Epernay, fut tumultueuse, des contradicteurs se présentèrent, ils furent mis en déroute et une grande manifestation suivit la réunion. Ces conférences accélérèrent le mouvement.

En décembre 1887, au cours d'une démonstration dans les rues de Reims contre Jules Ferry, Etienne Pédron fut arrêté et traduit en correctionnelle, où il défendit les théories collectivistes, malgré la partialité du président qui voulait l'empêcher de parler. Aux côtés d'Etienne Pédron à Reims, se trouvaient les militants Jolly, Wargnier et l'ouvrier typographe Pérot, qui continua l'œuvre de Pédron lorsque celui-ci, traqué par le patronat, dut quitter la ville de Reims; à Epernay, Richard, un autre élève de Pédron, développa le mouvement.

B. La Fédération du P. O. F. — Les dissidences.

En 1894, le Parti ouvrier rémois convoqua à Reims, en décembre, le Congrès du Parti ouvrier de la Marne auquel assistèrent les groupes de *Reims, d'Epernay,* les *Syndicats du bâtiment* de ces deux villes et une dizaine de militants isolés parmi lesquels Grandvallet. La Fédération du Parti ouvrier tint annuellement son Congrès: à Reims, en décembre 1895, à Bazancourt, en décembre 1896, à Epernay, le 26 décembre 1897, à Reims le 29 janvier 1899.

Elle fit naître des groupes du P. O. F. à *Ay, Avenay, Boursault, Damery, Dizy, Dormans, Heutregiville, Magenta, La Villa*. A Reims, le P. O. F. avait trois groupes : l'*Action*, la *Défense des Travailleurs*, le *Drapeau Rouge*.

Aux élections législatives de 1899, le candidat du Parti ouvrier à Epernay, Mathis, avait obtenu 5.600 voix.

La Fédération voyait croître son influence, elle fondait de nouveaux Groupes à *Sézanne, Vitry-le-François, Venteuil, Port-à-Binson*, les divisions socialistes et la lutte entre les organisations nationales n'eurent qu'un faible écho dans la Marne.

A Reims, un groupe socialiste indépendant, l'*Union Socialiste de la Marne*, avait été fondé par Guernier et un jeune étudiant, André Morizet (1), à la suite d'une conférence de Parsons.

Les militants de ces groupes créèrent quelques petits groupes à *Fismes*, à *Suippe*, et tentèrent la constitution d'une Fédération autonome.

Les deux fractions luttèrent et s'opposèrent l'une à l'autre dans Reims, au plus grand détriment de l'idée socialiste.

La vieille Fédération dominait exclusivement dans le département, elle appela à la rescousse E. Vaillant, Sembat, Lucien Roland, Jules Guesde, Landrin, Zévaès, Chauvière, Chauvin; la Fédération autonome fit également venir des orateurs; elle prit l'initiative de convoquer un Congrès de tous les groupes socialistes de la Marne sans distinction d'école. Il se réunit le 31 décembre 1900 à Reims, les délégués des groupes du P. O. F., constituant la grande majorité de la [...]ion, se refusèrent à la constitution de la Fédération uni[...] les délégués de la minorité fondèrent la Fédération auto[...] dont Hubert fut le secrétaire et Brisfert, trésorier. [...]tion de la Fédération autonome s'exerça surtout dans [...]te ville.

(1) Aujourd'hui maire de Boulogne-sur-Seine.

Des groupes se constituèrent dans la vallée de la Suip où militait Bourgeois; au cours de 1901, à Avize, égaleme un groupe du P. O. F. se constitua, ainsi qu'au Mesnil-s Oger. Les socialistes du P. O. F. d'Epernay présentèr la candidature de Roussel, maire d'Ivry, aux élections lég latives de 1902; il obtint 4.250 voix.

L'attitude de Mirman, député, compliquait la situat et achevait de jeter le trouble et la confusion dans l'e des travailleurs. Le 25 janvier 1903, il fut vivement pri partie par J. Ranty, du groupe d'unité révolutionnaire, d une conférence qu'il donnait avec Ferdinand Buisson.



PÉROT

Le 15 mars 1903, la Fé ration du P. O. R. tient Congrès à Reims, avec jeante, député, et Rous maire d'Ivry; la Fédérat autonome organise pour même jour une confére publique avec le docteur M lier. Les orateurs des d Fédérations prirent la pa à la même tribune sans i dent et sans ordre du jou la clôture de la réunion. Epernay le P. O. avait, 1896, tenté la publicat d'un journal, *Le Petit Sp nacien,* qu'il fit réappara à deux reprises en 1900, s pouvoir le faire vivre.

Grandvallet et quelques militants avaient fondé un n veau groupe à la *Villa d'Ay,* et au Congrès de la Fédérat du P. O. F., tenu le 6 septembre 1903 à Avize, 20 grou étaient représentés avec un effectif de 280 adhérents. La Fé ration autonome accusait un effectif de 150 cotisants. A Ep

nay, le Parti ouvrier avait fait élire le docteur Péchadre au Conseil général qui, une fois élu, se sépara du socialisme.

La vieille Fédération comptait parmi ses militants : Pérot, Richard, Grandvallet, Duval, Paté, Fossier, Lobet, Tourte, Nérée, Mathis, Bertrand, Masson ; elle a pour secrétaire A. Richard ; pour trésorier L. Paté, membres du Bureau fédéral ; Masson, conseiller de la Villa ; Grandvallet, conseiller municipal de la Villa ; Bertrand. La Fédération autonome fut efficacement aidée dans sa propagande par André Morizet et Louis Révelin, professeur, qui, à l'élection législative complémentaire du 3 décembre 1904, à Reims, obtient 3.800 voix. Elle fonda un journal hebdomadaire l'*Avant-Garde,* qui vécut quelques mois en 1905.

C. L'Unité socialiste.

L'unité survient. Dès janvier 1905, les divisions s'effacent, l'accord se réalise après des réunions préparatoires à Reims et à Epernay, les 12 et 22 janvier entre les membres de l'Union Socialiste (P. S. F.) et la Section du P. S. de F.

Le Congrès de la Fédération du P. S. D. F. réuni à Magenta le 16 avril 1905, donne mandat à ses délégués au Congrès de Paris de voter l'unité sur les bases définies à Amsterdam et charge ses groupes d'inviter la Fédération autonome et un groupe du P. O. S. R. existant à Reims de réaliser l'unité dans la Marne.

A. Richard, secrétaire général du P. S. D. F., écrivit aux secrétaires du P. S. F. et à celui du P. O. S. R. les convoquant à une réunion pour le jeudi 11 mai 1905 au café Américain de Reims.

Les groupes *Union Socialiste* et la *Section Rêmoise* effectuèrent leur jonction, celui du P. O. S. R. ne répondit pas à la convocation ; il disparut peu après. La Commission exécutive de la section rémoise unifiée fut composée de : Pérot,

secrétaire; Kilisky, Maillet, secrétaires adjoints; Vallaud, trésorier; Hourdeaux, Brisfert, Charlier, Fenaux, Hubert, Lejay, Rousseau, Veilland, membres.

Le Congrès unitaire, tenu le 21 mai 1905, sous la présidence de René Chauvin et Louis Révelin, rassemble les groupes de ***Sépanne, Reims, Mesnil-sur-Oger, Epernay, la Villa, Magenta, Ay*** du P. S. D. F., ***Reims*** et ***Fismes*** du P. S. F. L'unité fut proclamée et le Bureau fédéral composé de Richard, secrétaire fédéral, Fossier, secrétaire adjoint, Richon, trésorier, Timbal, trésorier adjoint, Bertrand, archiviste.



GRANDVALLET

La Fédération fonctionne normalement, elle créa des groupes à ***Boursault, Bagneux, Broye, Venteuil, Châlons, Damery, Dormans, Fère-Champenoise, Magneux, Mardeuil, Vertus,*** et reconstitua ceux de *Sauvage* et *Vitry-le-François*. Elle tint régulièrement ses Congrès tous les ans, à Fismes, Mesnil-sur-Oger, Châlons, la Villa d'Ay, Epernay, Reims.

C. Les Vignerons. — Les Coopératives. Le Mouvement syndical.

C'est d'Epernay et des environs que partit le mouvement des travailleurs de la vigne, exploités par les gros commerçants de Champagne. Il prit péniblement naissance en 1890, grâce aux efforts de R. Lamarre, résidant à Damery; il

publia une brochure, la *Révolution Champenoise,* qui fit beaucoup de bruit à l'époque et préconisant la création d'un Syndicat de tous les propriétaires vignerons pour exproprier les négociants du monopole de Champagne. Il fit des conférences dans tous les villages et de la propagande à l'aide d'une feuille hebdomadaire publiée sous le même titre que celui de sa brochure (1).

Il créa en 1893, à Damery, une Coopérative vinicole; en 1897, elle vendait des produits sous le nom de « *Pur Champagne* » et ensuite après son adhésion au P. O. F. elle vendit le « *Champagne des Trois Huit* ». La Coopérative disparut en 1904. C'est à cette époque que se fonda la Fédération viticole avec Périn et les deux Moreau d'Ay, pour lutter contre la fraude. Grandvallet chercha, par une campagne de presse dans les journaux socialistes : *La Lumière* (dont Révelin était le rédacteur en chef en 1906) et *La Défense des Travailleurs* (en 1909), à orienter la paysannerie vigneronne vers l'organisation socialiste.

Toutes ces campagnes furent vaines, mais le malaise persiste et s'aggrave en janvier 1911, l'émeute gronde en Champagne, des actes de sabotage se perpétrent à Damery, Venteuil, Hauvillers et Ay, le champagne coule à flots dans les caves et dans les rues, de nombreuses arrestations ont lieu, des mois de prison sont distribués, la situation prend un caractère de gravité qui oblige le Parlement à intervenir et à voter la loi du 10 février. Le Syndicat des ouvriers vignerons, préconisé par Grandvallet et par les socialistes, est enfin organisé en 1914, sous une forme régionale et se transforme ensuite en organisation départementale, tandis que grâce aux efforts méritoires d'un militant socialiste dévoué et persévérant, l'ouvrier caviste Cholet, tous les cavistes d'Ay et d'Epernay adhèrent à leur organisation syndicale en 1919.

---

(1) La propagande de Lamarre n'avait rien de socialiste et au point de vue coopératif fut même critiquée par Ch. Gide. Lamarre, par la suite, adhéra au parti.

C'est encore d'Epernay qu'est parti le mouvement d'organisation syndicale des travailleurs du chemin de fer sur le réseau de l'Est, complètement anéanti après la grève de 1898. En 1902 à peine 152 syndiqués sur 30.000 agents. Grâce à l'activité de trois militants de la Villa d'Ay: L. Paté, J. Lobet, — qui devait devenir le premier député socialiste de la Marne et le secrétaire général de l'organisation syndicale du réseau,— et Grandvallet, les Syndicats se réorganisèrent et à la veille de la grève des cheminots en 1910, il y a 20.000 syndiqués. Grandvallet fut révoqué après 27 ans de service à la Compagnie et obligé de quitter la Marne pour aller trouver à Paris un nouveau gagne-pain. Après la grève, l'organisation syndicale faiblit, mais grâce aux efforts d'une pléiade de militants, comme Lobet, Imbert, Gaston Quencez, Doyen, Fossier, etc., elle est aujourd'hui debout plus vivante que jamais.



LOBET

Photo Manuel

E. Sur le terrain électoral.

Élections législatives

Années	Circonscriptions	Candidats	Voix socialistes	Totaux
1881.	Reims.	. . . .	800	800
1885.	Scrutin de liste. . .	Pedron, Césarete .	1.478	1.478
1898.	Epernay.	Mathis	5.600	5.600
1902.	Epernay.	Roussel.	4.254	5.161
	1re Reims	Pérot.	523	
	2e Reims.	Hinghels	15	
	3e Reims.	Bourgeois.	369	

Années	Circonscriptions	Candidats	Voix socialistes	Totaux
1906.	1re Châlons	L. Paté	1.147	8.789
	Epernay	Pierre Myrens	1.972	
	1re Reims	Pérot	553	
	2e Reims	L. Revelin	4.356	
	3e Reims	Grandvallet	502	
	Sainte-Ménehould	Tourte	173	
	Vitry-le-François	Fossier	89	
1910.	Epernay	Collignon	2.000	5.266
	1re Reims	Pérot	1.101	
	2e Reims	Rousseau	2.165	
1914.	Epernay	Grandvallet	4.181	8.355
	1re Reims	Pérot	1.613	
	2e Reims	Lhermitte	2.458	
	3e Reims	Fauvel	103	
1919.	Scrutin de liste	Cholet	10.743	Moyenne : 10.532 sur 69.475 votants
	—	Lobet	10.754	
	—	Denis	10.587	
	—	Grandvallet	10.612	
	—	Saint-Omer	10.455	
	—	Lhermitte	10.301	
	—	Bagarre	10.278	

Un élu : Lobet.

Élections cantonales

Années	Cantons	Candidats	Votants	Voix	Total à chaque Election
1898.	Epernay	Péchadre	4.328	2.154 Elu	2.154
1901.	Avize	Tourte	»	302	905
	Epernay	Richard	»	157	
	Ay	Masson	»	446	
1904.	Epernay	Richard	»	161	161
1907.	Epernay	Thommain	4.300	726	3.902
	Ay	Grandvallet	4.435	503	
	Fère Champ.	Merkel	1.500	107	
	Sézanne	Bon	2.200	296	
	2e Reims	Pérot	3.649	790	
	3e Reims	L. Rousseau	3.505	816	
	4e Reims	P. Jolly	3.405	510	
	1re Reims	Fontaine	3.460	154	
1913.	Epernay	J. Doyen	4.602	712	2.084
	Dormans	Saint-Omer	1.945	572	
	Avize	Tourte	2.021	299	
	Estenay	Maret	1.364	203	
	Montmart.	Chéry	1.359	298	

Élections municipales

Années	Localités	Votants	Voix socialistes	Nombre d'Elus
1881.	Reims	»	1.200	»
1896.	Épernay . . .	»	»	3 élus au 2e tour.
	La Villa d'Ay.	»	»	5 élus 1er tour, section d'Ay.
1899.	Boursault. . .	152	53	»
1900.	Ay.	»	»	2 élus au 2e tour,
	Boursault. . .	155	60	Liste de 6 candidats.
	Avenay. . . .	»	»	3 élus au 2e tour.
	Magenta . . .	»	»	5 élus 2e tour, 1 adjoi[nt] Bertault.
	La Villa d'Ay.	»	»	6 élus 1er tour, 1er adjoi[nt] Noel.
	Reims	18.600	700	»
	Épernay . . .	»	1.680	»
	Damery . . .	»	70	»
	Dormans. . .	»	»	»
	Port-Binson. .	»	»	»
1904.	Reims	»	400	»
	Épernay . . .	4.026	250	»
	La Villa d'Ay.	401	364	7 élus 1er tour, 1 adjo[int] Rossé.
	Sézanne . . .	»	»	3 élus, liste coalition.
	Vindey. . . .	»	»	1 élu. liste coalition.
	La Villa d'Ay.	401	270	7 élus 1er tour, par pro[tes]tation réélus (1).
1908.	La Villa d'Ay.	411	282	6 élus, 1 adjoint, Rossé.
	Sézanne . . .	»	350	3 élus, liste concentrati[on]
	Épernay . . .	4.002	360	Moyenne de la liste.
	Reims	»	2.400	3 élus 2e tour R. P.
	Fismes. . . .	»	»	1 élu, liste concentratio[n]
	Magneux. . .	»	»	3 élus, liste concentratio[n]
	Châlons . . .	»	950	»
	Fère-Champ. .	»	110	»
	Avize	»	100	»
	Ay.	»	120	»
	Bagneux . . .	»	20	»
	Fismes. . . .	»	130	»
	Vitry.	»	250	»
	Magenta . . .	»	140	»

(1) Les élus de la Villa d'Ay avaient démissionné pour protester cont[re la] majorité du Conseil d'Ay.

Année	Localités	Votants	Voix socialistes	Nombre d'Elus
1912.	Reims	18.600	2.800	6 élus R. P., adj. Rousseau.
	La Villa d'Ay.	»	300	8 élus, adjoint Chatelain.
	Avize.	»	160	4 élus, liste concentration.
	Damery. . . .	»	»	7 élus, maire Malin.
	Coucemain. .	»	»	1 élu, liste concentration.
	Mardeuil . . .	»	»	1 élu, liste concentration.
	Sézanne . . .	»	453	2 élus, liste concentration.
	Vindey. . . .	»	»	1 élu, liste concentration.
	Vauciennes. .	»	»	1 élu, liste concentration.
	Vertus	»	142	1 élu R. P.
	Le Mesnil. . .	»	139	1 élu au 2e tour.
	Saint-Just-Sauvage .	»	52	1 élu au 2e tour.
	Fismes. . . .	»	160	»
	Saint-Brice . .	»	111	»
	Châlons . . .	»	900	»

Élections municipales 1919

COMMUNES	MAIRES	ADJOINTS	CONSEILLERS MUNICIPAUX	
Reims	»	Louis Denis Louis Rousseau	**16 conseillers municipaux** . .	16
Epernay	»	»	**Louis Cholet, secrétaire fédéral**	1
Châlons-s-Marne.	»	»	**Nicol, Vadel, Moineau, Rodenburger, Haffner.**	5
Vitry-le-François .	»	»	**Haubert, Hannot, Couvreux, Francart**	4
Blacy	»	»	**Simon**	1
La Villa d'Ay. .	»	Chatelain	**Masson, Lobet, Emond, Lejail, Aubert, Imbert.**	6
Damery	Armand Malin	Yvonnet	**Guisthel, Giret, Genel, Bouillot, Garet, Pichard.**	6
Boursault . . .	»	»	**Feurny, César St-Omer, Dagonnet.**	3
Sézanne	»	»	**A. Bon**	1
			A reporter. .	43

COMMUNES	MAIRES	ADJOINTS	CONSEILLERS MUNICIPAUX
			Report . 43
Marcilly-sur-Seine	»	»	Henri Mari, P. Bette. . . 2
Cumière. . . .	»	»	Perrin, Cadle, Arnould . . . 3
Bagneux. . . .	»	»	Paul Pluot. . . 1
Mareuil-en-Brie.	Chevy	»	» 1
Œuilly.	Jérôme Guillebert	»	Bourgeois, Bardeux, Pompon, Rasselet, Joly, Vincent . . . 7
Magenta. . . .	»	Alfred Cholet	Neveux, Gaillard, Daul, Weirhaye, Boulier . . . 6
Dizy.	»	Gaston Raulet	Becquet, Lebrun, Leblond . . . 6
			Total. . 67

En 1904, le total des voix socialistes aux élections municipales fut de 914 et 11 élus dans 3 communes.

En 1908, le total des voix socialistes aux élections municipales fut de 5.200 et 16 élus dans 5 communes.

En 1912, le total des voix socialistes aux élections municipales fut de 4.600 et 30 élus dans 9 communes.

En 1919, le total des voix socialistes aux élections municipales fut de 6.200 et 67 élus dans 16 communes.

La Fédération socialiste de la Marne a 665 cotisants en 1919 dans ses sections de Avize, Châlons-sur-Marne, Damery, Boursault, Epernay, Fismes, La Villa d'Ay, Saint-Brice, Dormans, Oger, Magenta, Venteuil, Vertus, Vitry-le-François, Sainte-Menehould, la Ferté-Montmirail.

F. Quelques militants.

Étienne Pédron. Voir biographie *La France Socialiste* 1re partie, tome I, page 157.

Henri Pérot, ouvrier typographe, militant probe et actif, milite à son Syndicat, à la Bourse du Travail, au Parti ouvrier, fondateur de la Coopérative *La Populaire,* dont il fut l'administrateur, secrétaire de la Section rémoise, secrétaire fédéral, fondateur de la chorale *La Prolétarienne,* conseiller prud'homme et conseiller municipal de Reims, mort en 1917, après une vie militante de 27 années au service du Parti, fut l'âme du mouvement socialiste dans la Marne, auteur d'une chanson : « Les Propagandistes ».

J.-P. Grandvallet, né à Boursault, le 3 décembre 1870, ouvrier mécanicien, entré au Parti socialiste à 20 ans ; il milite dans des organisations syndicales dont il est un des principaux réorganisateurs, ex-conseiller municipal d'Ay, révoqué du chemin de fer pour avoir pris part à la grève de 1910, propagandiste, plusieurs fois candidat du Parti, membre de la Commission administrative permanente. Trésorier du Parti. Auteur de brochures : *Le Manuel du Cheminot* et *La vérité sur la grève des Cheminots.*

André Morizet. — Voir biographie *La France Socialiste* 1re partie, tome I, page 155.

L. Révelin. — Voir biographie *La France socialiste* 1re partie, tome I, page 161.

Guernier, militant syndicaliste actif, administrateur excellent, secrétaire de la Bourse du Travail. Conseiller municipal socialiste de Reims, un des artisans de l'unité socialiste en 1905.

J. Lobet, un des meilleurs militants du Syndicat des chemins de fer, contribua puissamment à sa réorganisation

et à son développement. Conseiller municipal de la Vi d'Ay depuis 1912, secrétaire de l'Union des Syndicats du seau de l'Est depuis 1911. Député de la Marne.

LOUIS CHOLET, ouvrier caviste, organisateur du Syndic de sa corporation; secrétaire de l'Union des Syndicats de Marne; secrétaire de la Fédération socialiste et conseill municipal d'Epernay. Né à Avize, le 13 juin 1877; poursui par la haine des riches exploiteurs de Champagne, est un nimement estimé des travailleurs.

RICHARD, d'Epernay, ouvrier tapissier, milita activeme comme propagandiste de la Fédération du Parti ouvrier 1894 à 1906. Constitua des groupes et se consacra à l'œu d'organisation.

MATHIEU, ouvrier bourrelier, milite depuis 1895 à Ep nay, puis à Reims, où il vient d'être élu conseiller munici

MAILLET, ouvrier serrurier, rentre au Parti en 1898 à Ep nay, puis à Reims, où modestement il se consacre avec vouement à toutes les œuvres du Parti.

Fédération de la Haute-Marne

premier groupe socialiste du département fut fondé en
par le député socialiste Renou, avec l'aide de Bresson et
brayat, sous le nom de Groupe d'Etudes sociales; il
rait au P. O. S. R. et était composé d'une vingtaine
iérents. Il manifesta peu son existence, puis se disloqua.
1 1901, quelques-uns des anciens membres du Groupe
ides sociales, parmi lesquels Lacoste, Morel-Larché, Hui-
d, reconstituèrent le Groupe de Chaumont. Maxence
les et André Morizet répondirent à l'appel du groupe,
l'adhésion au Parti Socialiste de France fut donnée le
iovembre 1902.

ne deuxième visite de Maxence Roldes en 1903 donna
egain d'activité au groupe où militaient Larché, Morel et
gnard, conseiller municipal. Les militants de Chaumont,
s des propagandistes de l'Aube, constituèrent des groupes
ogent, à Biesles, Arc-en-Barrois où fut également fondé
Syndicat de bûcherons. Ces groupes constituèrent une
ération du Parti Socialiste de France le 13 décembre
, en un Congrès tenu à Chaumont. Lacoste en était le
taire général; P. Larché, secrétaire adjoint; Parrat, tré-
r; Chaussenier, trésorier adjoint; Bosc, archiviste; Mo-
délégué au journal. André Morizet était le représentant
Fédération au Conseil national. A la suite de réunions
Delory et L. Dubreuilh, des groupes furent fondés à

binet 340 à Langres et L. Croisé 1.600 à Vassy. Aux élections municipales de 1900, Exbrayat, Humblot, Martin, Huignard et Bresson étaient élus conseillers municipaux à Chaumont.

A la veille des Elections législatives de 1906, la Fédération comptait 145 cotisants répartis dans les groupes de Chaumont, Nogent, Arc-en-Barrois, Varennes, Fayl-Billot, Biesles. Ses militants étaient Lucien Morel, Auguste Parrat, Auguste Lacoste, de Chaumont, Louis Momut, de Nogent ; Francisque Parrat, Noémie Bosc, Robinet, Somme.

Le Congrès du 4 mars 1906, à Chaumont, décida de présenter trois candidats aux élections législatives et se prononça en faveur de la discipline républicaine au deuxième tour, avec engagement réciproque.

La Fédération présenta Lucien Morel, ouvrier gantier, qui obtint 733 voix dans la première circonscription de Chaumont ; Lucien Robinet, agriculteur, 350 voix dans la deuxième de Langres, et Louis Croisé, sabotier, conseiller municipal de Palis (Aube) dans l'arrondissement de Vassy où 1.788 suffrages et 2.871 furent acquis au candidat socialiste.

La Fédération eut une période d'activité, elle appela les délégués permanents du Parti : ceux de l'Aube, Osmin, Corgeron, les députés Adrien Veber, Dejeante, qui donnèrent des conférences et au Congrès du 7 octobre 1906, tenu à Nogent-en-Bassigny, elle comptait plus de 400 cotisants.

En 1907, aux élections cantonales, L. Morel rallia 301 voix à Chaumont ; Parison 69 à Vassy ; Bourier-Douché 424 à Nogent ; Foissey 303 à Doulaincourt ; Briquet 217 à Joinville. L'année suivante, aux élections municipales, la liste entière socialiste à Nogent-en-Bassigny obtenait 220 voix et 4 élus ; à Joinville, 5 candidats 90 voix ; à Mandres, 6 candidats 65 voix ; à Doulaincourt, 3 candidats 90 voix ; à Vassy, 3 candidats 70 voix ; Bourbonne-les-Bains, 9 candidats 60 voix ; Saint-Dizier, 2 élus sur une liste de coalition. Au deuxième [illegible] ...gent-en-Bassigny, les 12 candidats socialistes ob-

tenaient 300 voix et un troisième élu entrait au Conseil municipal.

Au Congrès du 28 octobre 1909, tenu à Langres, où s'était constitué un groupe, la Fédération adopte comme organe fédéral *La Défense des Travailleurs de Champagne,* de Troyes, qui publia une édition spéciale pour la Haute-Marne.

Aux diverses Elections législatives des candidatures socialistes ont été posées dans les circonscriptions de Chaumont, Langres et Vassy, et voici les résultats comparés :

	1910		1914		1919	
CHAUMONT.	Parat. . .	555	L. Morel.	937	Evrard, réd. P.T.T.	6.321
LANGRES. .	Duville. .	160	Valton. .	100	Mathieu . . .	6.151
VASSY . .	L. Croisé.	1.733	Gelly. . .	1.600	Monnot . . .	6.115
		2.448		2.637	Moyenne.	6.199

La Fédération avait, à la veille de la guerre, 8 sections : *Chaumont, Langres, Nogent-en-Bassigny, Bourbonne-les-Bains, Doulaincourt, Saint-Dizier, Vassy, Joinville;* une feuille hebdomadaire fut fondée en 1912, *L'Egalité Socialiste.* Elle comptait 7 élus municipaux. Le mouvement syndical est peu développé, bien que la Bourse du Travail de Chaumont existe depuis 1903. En 1911, les socialistes de Saint-Dizier inaugurèrent, le 11 février, la Bourse du Travail avec Vertial de la Fédération des Métaux, Louis Croisé, Maillet, des Métallurgistes, Marcel Cachin, délégué permanent du P. S., et Honoré, de Bettaincourt.

Aux élections municipales de 1912, les candidats socialistes avaient obtenu à Chaumont 891 voix; à Langres 676 voix. Il y eut 4 élus socialistes au Conseil municipal de Nont; 1 à Doulaincourt.

A celles de 1919, les groupes socialistes présentaient des listes indépendantes dans les principaux centres du département et obtenaient :

A Chaumont, 6 sièges, dont celui de 2e adjoint (Manu, adjoint, Evrard, Billon, Gross, Morel, Raymond).

A Saint-Dizier, 12, dont celui de 2e adjoint occupé p Mathieu.

A Nogent, 4, dont un d'adjoint (Rücklin).

A Osne-le-Val, 3 ; à Langres, 1 ; à Daulincourt, 1 ; à Vrai court, 5.

D'autre part, ils décidaient de s'abstenir aux élections Conseil général et du Conseil d'arrondissement.

Actuellement, les principaux militants sont : Evrard, M rel, Franconin, Billon, Mathieu et Monnot.

Elle compte 7 sections, avec un effectif de 500 adhérent

L'Union départementale groupe 6.000 adhérents, a de Bourses du Travail : Saint-Dizier, secrétaire Mathieu. Chaumont, secrétaire Lucien Morel et trésorier Thaillard.

Fédération de Meurthe-et-Moselle

Le P. O. F. avait fondé à Nancy un groupe socialiste révolutionnaire qui présenta aux Elections législatives de 1898 la candidature Schuh, elle rassembla 2.079 voix.

Ce groupe eut beaucoup de peine à se maintenir, la propagande ayant toujours été difficile dans cette région voisine de la frontière. Ce voisinage a permis d'y développer l'équivoque chauvine et les calomnies contre les socialistes « agents de l'étranger » ; d'autre part, le haut patronat des forges et des mines y est fortement organisé, les travailleurs n'ont aucune liberté et sont sous l'emprise du haut capitalisme, de ses économats et de ses prêtres militants.

Les seigneurs de Briey ont recruté une main-d'œuvre étrangère qui équivalait avant la guerre à 75 % d'ouvriers étrangers, italiens, etc. Il était malaisé d'organiser ces éléments en raison des difficultés du langage et des précautions patronales. Dès qu'un ouvrier s'occupait de politique ou de syndicalisme, il était promptement expulsé.

Les fondateurs du Groupe du P. O. F. étaient des militants de la région du Nord : Lechevin, Borrieux et Pollet, venus s'établir à Nancy, et un jeune étudiant en médecine, Georges Klotz. La campagne dreyfusarde donna quelque regain d'activité au groupe par l'adhésion de Prenant, professeur à la faculté des lettres, et Keller, ingénieur.

Une Université populaire vit le jour, une *Maison du Peuple* fut fondée grâce au concours d'un généreux philanthrope, Charles Keller. A cette Maison du Peuple et à son Université populaire collaborèrent les grands artistes Prouvé et Gallé.

Malheureusement le cas Millerand amena la scission. Bo-

nieux et ses amis vont au P. S. de France, Lechevin et ses camarades aux Fédérations autonomes.

Une tournée de conférences fort réussie de Jules Uhry crée des Groupes à *Pont-à-Mousson* et à *Lunéville;* avec Klotz et les frères Brot, il organise les camarades isolés dans diverses communes et fonde la Fédération autonome du P. S. F. D'autre part, Varède fonde des groupes à *Lunéville* où militent Richard, Kempf et Midon; à *Chavigny,* Bigeon et Martin; à *Ludres,* Fauconnier, Maxence Roldes et Dejeante vinrent les soutenir et il se constitua en 1903, le 15 août, dans une Assemblée générale tenue à Nancy, une Fédération d'unité révolutionnaire adhérente au P. S. de France.

Aux élections municipales de 1904, les socialistes de Chavigny ont 8 élus au premier tour et 4 au deuxième.

La Fédération du P. S. de France de Lorraine tient son Congrès à Saint-Max le 10 juillet 1904 et adhère aux théories insurrectionnelles et antipatriotiques de Gustave Hervé. La Fédération autonome de Lorraine, dans son Congrès de 1904 à Pont-à-Mousson, se proclame unitaire et adresse un appel à tous les socialistes de Meurthe-et-Moselle.

Cet appel n'est pas entendu, les principaux militants de la Fédération révolutionnaire versant de plus en plus dans l'antiparlementarisme et Varède, ancien propagandiste des Ardennes, fixé à Nancy, capable d'amener à l'organisation de bons éléments, incline à l'anarchie.

La grève du bassin de Longwy met aux prises les militants des deux Fédérations; les événements prirent un caractère violent, un ouvrier fut tué par la troupe; des manifestations tumultueuses ne furent apaisées que par l'intervention du ministre de la Guerre Berteaux, allant en personne enquêter à Longwy et prenant des décisions contre les chefs militaires.

La Fédération du P. S. F. essaya de se mettre en relation avec celle de l'U. S. R.; cette dernière refusa d'entrer en pourparlers et son secrétaire Louis Ludmann fit connaître qu'elle refusait de s'unir avec elle au sein du P. S. unifié.

mai 1905, la Fédération de Lorraine du P. S. F., Congrès de Saint-Nicolas-du-Port, où avaient été conous les groupes socialistes sans distinction, prit acte n-adhésion de la Fédération U. S. R. et constitua la on unifiée de Lorraine, adhérente à la S. F. I. O. stitua son bureau avec : Lechevin, secrétaire; Courcrétaire adjoint, et Pollet, trésorier. Elle décida la on d'un organe *Le Travailleur Socialiste de Lor-*

é une tentative du Conseil national en vue de rameles socialistes, quelques bons militants quittèrent le ur faire cause comec les antiparlemen-

te devint âpre et le ent fut enrayé dulques années.

:tion législative comire du 8 octobre :essitée par la mort Brice, député de la de Nancy, la Fédé: Lorraine présenta ature de Jules Uhry lta 1.327 suffrages. n fut élu. Aux élec:islatives de 1906, rède se présenta à i il ne trouva que



Dr STRACK

contre de Wendel et Lebrun; à Nancy, le papetier recueillit 379 voix, et, à Lunéville, 72 voix seuleffirmèrent sur le nom de Baugmartner.

igrès national de 1907 tint ses assises à Nancy, il eut épercussion dans la région; il réconforta les militants èles au Parti. *Le Travailleur* pouvait annoncer quel-

ques semaines après la naissance de groupes à *l*
Laxou, Faulx, Bouxières-aux-Dames, Dieulouard ‹
geville. Les groupes de *Lunéville* et *Chavigny* avaie
la Fédération.

Aux élections municipales, une liste socialiste pı
Nancy obtint de 1.161 à 1.402 voix. A Lunéville, 7
obtiennent 1.575 voix sur une liste de coalition et
3 candidats 87 voix. Vadez, instituteur de l'Ain, per:
le Gouvernement en raison de ses opinions socia
nommé à Nancy. Avec Marcel Brot, ils prennent la
du mouvement et d‹
l'extension au journ
vailleur.



Mme MARTIN-KOURTZ

A Nancy, les
fondèrent une Co
l'*Humanitaire*. Des
furent organisées
bassin de Briey ; l
pes se reconstitué
à peu, les adhésioı
rent ; le tirage dı
monta.

A une élection
complémentaire, er
Toul, le candidat
Lévy eut près de

A celles de 1919,
trouve 1.176 voix à
militent toujours Klock, Lechevin, Chalbos. Le 7
élection complémentaire à Toul où trois candidats
sollicitent les suffrages ; la Fédération présente G.
dernier donne quelques réunions et obtient 790 voi
dération groupe en 1913 plus de trois cents memb
engage la lutte aux élections législatives de l'anné‹
avec trois candidats : Poirson, 1re de Nancy, ‹

avid, 2e de Nancy, 499 voix; Doley, 3e de Nancy, voix.

nouveaux groupes se constituent à *Audun-le-Roman, basle, Homécourt, Longwy, Villerupt* et aux élections latives de 1919, les voix socialistes de 1914 sont accrues. lles passent de 3.376 à 18.125, moyenne obtenue par la du Parti, composée de Doley, avocat, 18.720; Roger, rier coiffeur, 18.106; Strack, docteur en médecine, 17.668; rtner, cheminot, 17.603; Petitjean, pharmacien, 17.429; ng, métallurgiste, 17.801; Dilly, forgeron, 18.029. Il y a 87.614 votants.

st-ce le réveil? Oui, c'est le réveil puisque quelques aines après, aux élections municipales, le socialisme enistre ses premiers succès électoraux.

Neuves-Maisons, le maire et tout son Conseil apparment au Parti socialiste. Dans les bourgs industriels d'*Ho-ourt* et de *Chaligny,* les listes ouvrières passent entièret, installant des municipalités socialistes. A Dombasle, élus socialistes, dont 1 adjoint sur 23. A Foug, 5 élus soistes entrent à la mairie.

a Fédération de Meurthe-et-Moselle est maintenant sorla période de stagnation, grâce aux efforts intelligents oués de deux militants sérieux et de valeur :

e docteur Strack qui rend sympathique le socialisme dans milieu ingrat et réfractaire de Nancy, où il est né le rs 1887. Le docteur Strack est conseiller municipal de ville et secrétaire fédéral.

a citoyenne Martin-Kourtz, née à Saint-Dié le 24 no- 1891, rédactrice au journal fédéral *L'Est Socialiste,* ble propagandiste qui répand les idées socialistes et beaucoup à leur propagation; elle a fondé une section ine du Parti socialiste à Nancy.

Fédération de la Meuse

La Fédération de la Meuse est la plus jeune Fédération du Parti puisqu'elle est née à la suite des élections législatives de novembre 1919.

Avant la guerre, il existait dans le département deux groupes dont les adhérents étaient peu nombreux, un à Bar-le-Duc, l'autre à Verdun.

Le principal militant en vue était Henri Frémont, qui a quitté le Parti socialiste et est devenu le directeur d'un journal bourgeois.

Il avait pris l'initiative de former une Fédération socialiste de la Meuse dont le Congrès constitutif devait se tenir le 2 août 1914, sous la présidence de Gaston Lévy.

Jusqu'en novembre 1919, il n'y eut pas de manifestation marquante du mouvement ouvrier; l'Union départementale des Syndicats, qui réunissait quelques milliers de syndiqués, avait été anéantie par la guerre.

Après l'armistice, l'Union des Syndicats se reconstitua avec, pour secrétaire, Albert Ehlinger.

Albert Ehlinger se rencontra avec un militant socialiste, originaire de l'Orne, Maurice Lebel, ancien adhérent du Groupe d'Alençon en 1902, et ensuite membre du Groupe de Saint-Lambert (15e Section de la Seine), venu se fixer à Bar-le-Duc.

Ehlinger et Lebel, au cours de 1919, rassemblèrent quelques camarades de travail et reconstituèrent le Groupe socialiste de Bar-le-Duc.

Ils résolurent de profiter de la campagne électorale pour parler de Socialisme dans la Meuse de Poincaré et pour essayer de constituer des groupes du Parti.

La petite phalange était composée d'adhérents résolus et dé-

voués. Elle conçut cette téméraire entreprise d'opposer une liste ouvrière à la liste républicaine et à la liste réactionnaire.

Voici les résultats : Albert Ehlinger, outilleur, 3.449 voix ; Dormoy, chaisier-menuisier, 3.281 voix ; Donot, restaurateur, 3.029 voix ; Roussel, plâtrier, 3.157 voix.

La moyenne était donc de 3.270 voix ; celle de la liste Maginot de 19.070, et celle de la liste Ferrette, 17.626.

Quatre Groupes furent constitués à Ligny-en-Barrois, Abainville, Tronville, Vaucouleurs.

Aux élections municipales, la jeune Fédération fit entrer cinq de ses membres au Conseil municipal de Vaucouleurs, et trois à l'Hôtel de Ville de Bar-le-Duc.



LEBEL
Secrétaire fédéral

En février 1920, le délégué permanent Lucien Roland visita la Meuse, accomplit une excellente tournée de propagande et présida le premier Congrès fédéral de la Meuse.

La Fédération compte plus de 400 cotisants, dont 200 à Bar-le-Duc.

Ses principaux militants sont, aux côtés de Lebel et Ehlinger : à Bar-le-Duc, Maublanc, professeur de philosophie au Lycée ; Chrétien et Brèche, des Cheminots ; Robert, des P. T. T. ; Hohmann, secrétaire de la Section locale ; et la citoyenne Pimpaud, secrétaire adjointe ; Michel, de l'Union départementale des Syndicats ; Valentin, etc.

Les conditions de lutte sont particulièrement difficiles dans la Meuse, où la réaction d'un côté et la préfecture de l'autre,

Fédération du Morbihan

.vant l'unité un seul groupe existait dans le Morbihan, le
)e d'*Union socialiste* de Lorient qui était indépendant
onna son adhésion à la Fédération socialiste de Breta-
Il fut l'organisateur du quatrième Congrès des groupes
:inq départements bretons, dont la Fédération Nantaise
pris l'initiative et qui se tint à Lorient les 25 et 27 dé-
ıre 1903. Ce n'est qu'à partir de la fondation de l'Unité
l'action du Groupe de Lorient commence à se manifes-
Les orateurs du Parti Socialiste Français d'abord, en-
ceux du Parti Socialiste unifié appelés par les socia-
; de Lorient, Baco, Le Floch, visitèrent le département
:s Groupes se fondèrent à *Cléguerec, Locminé, Le Palais*
.e-Isle), *Caudan, Kériado, Hennebont, Pontivy, Vannes.*
ıx Elections législatives de 1902, la candidature socialiste
:omani avait eu 1.887 voix à Lorient (première circons-
ɔn).
Lorient, un Syndicat des ouvriers de l'Arsenal s'était
.tué; ceux des livreurs de café et des meuniers égale-
D'autres organisations syndicales naissantes furent pa-
sées dans leur essor par la propagande anarchiste. A
nebont, le mouvement syndical eut beaucoup de peine à
re, la grève malheureuse de 1906 ayant amené le départ
illeurs militants ouvriers et le découragement s'étant
des travailleurs. Cependant, une poignée de syndica-
naintenait le Syndicat des Forges malgré la pression
directeur qui était maire de la localité.
a Coopérative socialiste avait surmonté la tourmente;
.orient, un moulin coopératif s'était créé, à Vannes une
:rie coopérative vivait difficilement et le mouvement

syndical était embryonnaire, à *Kerentrech* et à *Kériado* les socialistes inspiraient les coopératives; telle était la situation en 1907, lorsqu'au Congrès de Saint-Brieuc, les 7 et 8 juillet, l'autonomie du département fut votée.

La Fédération Socialiste du Morbihan se constitua en Fédération départementale au Congrès de Vannes, tenu le 15 décembre 1907, avec les groupes de *Lorient* 30 membres, *Caudan* (30), *Pontivy* (7), *Cleguerec* (30), *Locminé* (7), *Vannes* (10), *Hennebont* (10).

La Fédération tint annuellement ses Congrès départementaux à Vannes le 15 décembre 1907, à Caudan le 15 avril 1908, à Locminé le 4 avril 1909, à Lorient le 16 janvier 1910, à Lorient le 9 avril 1911, à Lochrist le 14 juillet 1912, à Lochrist-Inzinzac en 1913 et à Port-Louis et Kériado en 1914.

En 1909, la section de Lanester fut érigée en commune et la section de Caudan devint celle de Lanester; des groupes furent fondés par la suite à *Auray, Port-Louis, Belle-Isle*, et ceux de *Kériado* et *Pontivy* furent réorganisés.

Les Elections législatives de 1906 avaient cependant démontré que la propagande socialiste ne se poursuivait pas en pure perte, puisque le docteur Loisel avait rassemblé 2.326 voix dans la 1re de Lorient, et Le Floch 2.591 dans celle de Pontivy. Celles de 1910 ne permirent à Hubert Lagardelle de retrouver que 1.423 suffrages à Lorient.

En 1914, ce furent : 2.302 voix dans la 1re de Lorient sur le nom de Philippot ; 1.753 dans la 2e de Lorient, sur le nom de Bonneau, qui répondirent à l'appel des candidats du Parti. Dans la 3e de Lorient, la candidature d'affirmation socialiste Moreau obtint 309 voix.

Enfin aux Elections de 1919, la liste socialiste composée de Svob, directeur du Moulin coopératif de Lorient 7.428 ; L. Cren, instituteur 7.691 ; Baco, agent technique à l'arsenal 7.202 ; Allanic, tailleur de pierre 7.202 ; Champeau, administrateur colonial 7.162, soit une moyenne de 7.326 voix, avec 2.962 voix de plus qu'en 1914.

Le quotient était de 13.165. La liste républicaine Naïl 979 eut 5 élus et la liste réactionnaire 45.308 eut 3 élus.

Les batailles électorales municipales de 1908-1912 avaient mis aux socialistes de s'affirmer au nombre de 600 à Lo- en 1908 et de faire entrer en 1912 3 élus au Conseil icipal de Lorient.

En 1908, à Caudan, 583 voix, et à Kériado 90. Sept socia-istes furent élus au deuxième tour à Caudan; à Cleguerec 00 voix à la liste socialiste sur 1.000 votants, 3 élus.

En 1909, la nouvelle commune de Lanester élisait 20 socia-stes sur 23 avec 700 voix; Le Halpert était élu maire, Le vétat et Le Roy adjoints.

Aux élections cantonales, les divers résultats furent les uivants :

1907: Matré à Lorient, 786;

1919: Le Halpert à Pont-Scorff, 1.137 voix au premier et 1.468 au deuxième tour.

Avant la guerre, la Fédération avait 26 élus municipaux: 20 à Lanester, 3 à Lorient et 3 à Cleguerec. Elle comptait 12 groupes: à *Lorient, Kerentrech, Lanester, Pontivy, Van-nes, Cleguerec, Locminé, Lochrist, Hennebont, Quiberon, Port-Louis, Ploemeur* où les socialistes eurent la majorité aux tions municipales de 1912 dans les deux quartiers de La r et Lauveur et faillirent enlever la municipalité. Parmi les militants: Le Halpert, Cren, Deprez, Aillerie, Bizien, Rousseau, Baco, Le Bourgo, Bonneaud, etc.

Si le mouvement est lent dans ce département, alors que toute la Bretagne le socialisme remue fortement les opulations de pêcheurs et de cultivateurs, cela est dû à puissance cléricale, dont l'emprise est très forte sur les ravailleurs de la terre et de la mer de ces régions encore hées à leur noblesse et à l'Eglise. La lutte est circonscrite re anticléricaux et cléricaux et la pénétration du socialisme s les milieux ouvriers de Lorient et d'Hennebont fut con-rariée par la propagande anarchiste, d'une part, et par les

représailles terribles à Hennebont, où elles anéantirent le mouvement ouvrier.

Cependant les militants ne s'y découragent point. Ils firent venir à de multiples reprises les délégués permanents du Parti et la Fédération fut sauvée grâce aux deux vaillants petits organes socialistes l'*Eveil Socialiste* qui vécut 4 mois en 1909, rédigé par Baco, Le Bourgo, Marzin, et *Le Rappel du Morbihan*, hebdomadaire fondé en 1911 par Svob, Bonneaud (secrétaire fédéral à l'époque), Le Bourgo, Cren, etc.

Cette dernière publication eut jusqu'à 450 abonnés répandus un peu partout et permit à la Fédération de se survivre malgré toutes les difficultés et les insurmontables obstacles que trouvent les militants dans ce milieu ingrat, que le Parti cependant finira par arracher à la domination capitaliste et cléricale.

La Fédération compte en 1920 des élus municipaux : 9 à Lorient ; 5 à Ploemeur (les 4 de la section de Larmor et 1 dans la section ville) ; le Conseil municipal de Lanester est tout entier socialiste, 23 élus, avec Pierre Rogal maire, Le Dévétat et Le Gallo, adjoints.

Le Bureau fédéral est composé de *Louis Cren*, instituteur, né le 15 juillet 1881, à Lorient, militant socialiste depuis sa sortie de l'École Normale, fondateur en janvier 1905 du premier Syndicat d'instituteurs, adhère au Parti socialiste en 1906, crée une Coopérative en 1907, présida le fameux Congrès de Chambéry, secrétaire général de la Fédération des Syndicats d'instituteurs ; prêcha la résistance aux injonctions ministérielles, candidat au Conseil municipal en 1912 à Ploemeur, fut battu à 10 voix, mais en 1919, il entre au Conseil de cette grosse commune rurale avec 4 autres camarades. Secrétaire de la Fédération Socialiste en 1914. Envoyé aux bataillons d'Afrique au début de la guerre pour des discours contre le Cellicisme, au front gagne les galons de capitaine et citation à l'ordre de l'armée, fait prisonnier en 1915, traduit 2 fois en Conseil de guerre en Allemagne, re-

prend à l'armistice son poste de secrétaire fédéral, excellent propagandiste, tel est le secrétaire fédéral qui a à ses côtés d'autres bons militants : *Poulain,* ouvrier à l'Arsenal, secrétaire adjoint ; *Levert,* ouvrier à l'Arsenal, conseiller municipal de Lorient, trésorier ; *Pallery,* retraité, conseiller municipal de Lorient, archiviste.

Les autres bons militants et propagandistes collaborateurs du bureau fédéral sont : Lesage, professeur au Lycée, conseiller municipal de Lorient ; Svob, directeur du Moulin coopératif ; Soufflet, ouvrier à l'Arsenal ; Baco, surveillant technique, conseiller municipal de Lorient ; Vivier, professeur de philosophie ; Le Nevanic, professeur d'histoire ; Auffret, professeur de philosophie ; Grandchamp, surveillant technique ; Délépine, professeur ; Rollo et Guyot, professeurs.

La Fédération comprend 12 sections avec 16 groupes.

Section de *Lorient,* 3 groupes : Lorient intra-muros, Kerentrech, Merville.

Section de *Lanester,* 2 groupes : Kerenster et chantiers de Caudan.

Section de *Plœmeur,* 2 groupes : Larmor-Plœmeur, Lauveur-Plœmeur.

Sections de *Kériado,* de *Port-Louis,* d'*Auray,* de *Vannes,* de *Locminé,* d'*Hennebont,* de *Quiberon,* de *Pontivy,* de *Cleguerec.*

Fédération de la Nièvre

A. Les premiers Educateurs. Les origines du mouvement prolétarien. Les premiers Militants.

La Nièvre, qui avait donné le jour à des hommes comme Saint-Just et Chaumette, fut un des départements où la Révolution de 1789 laissa le plus de ferments républicains. La République de 1848 y fut accueillie avec enthousiasme par les populations éprises d'indépendance et de liberté.

Les principaux propagandistes des idées socialistes, dans la Nièvre, avant l'avènement de la IIIe République, furent:

Claude Tillier, le célèbre écrivain dont les pamphlets remuèrent profondément les milieux populaires nivernais. Né à Clamecy, le 11 avril 1801, il est mort à Nevers le 12 octobre 1844;

Jules Miot, né à Autun le 14 septembre 1809, mort à Adamville, près Paris, le 9 mai 1883. Maire et conseiller général de Moulins-Engilbert, élu député à l'Assemblée législative le 13 mai 1849, déporté en Algérie après le 2 décembre, élu membre de la Commune de Paris le 26 mars 1871;

Claude-Ferdinand Gambon, né à Mourgues le 19 mars 1820, avocat, nommé juge suppléant à Cosne, en 1846, il y proclame la République en 1848 à la tête d'une manifestation populaire; élu, en avril 1848, représentant du peuple par la Nièvre, déporté après les événements de juin 1848, le 13 novembre 1849; amnistié dix ans après, il continue son opposition à l'Empire, refuse de payer l'impôt, laisse saisir et vendre sa vache par le fisc; candidat aux élections législatives dans la Nièvre, le 8 février 1871, il obtient 24.484 voix. Elu le

même jour député de la Seine, il fait cause commune avec l'insurrection parisienne du 18 mars. Après son élection comme membre de la Commune de Paris, il est condamné par les tribunaux versaillais et se réfugie à l'étranger, d'où il ne reviendra qu'après l'amnistie;

MALARDIER, élu représentant du peuple, en 1848, par la Nièvre; il fut blessé le 2 décembre 1851, aux côtés de Schoelcher, sur la barricade où fut tué Baudin. Candidat dans la première circonscription de Nevers, en 1869, puis en 1871, il obtint 18.898 voix;

Félix PYAT, né en 1810, mort en 1880. Elu, en 1849, par la Nièvre à l'Assemblée Nationale.

Ferdinand Gambon et Mallardier furent les disciples de Louis Blanc d'abord, puis ceux de Benoît Malon, dont ils propagèrent les idées sociales.

La résistance au Coup d'Etat de 1851 provoqua, dans la Nièvre, de véritables émeutes; les paysans, armés de fourches et de faux, parcoururent les villages et tentèrent de s'organiser en armée républicaine pour marcher sur la Capitale. Ces émeutes furent réprimées par la force, et le Gouvernement du futur Napoléon III fit procéder à de nombreuses arrestations. Le nombre des déportés fut considérable ; à Clamecy seulement, il y eut 12 déportés ou emprisonnés, en vertu de la loi de Sûreté générale. L'opposition révolutionnaire au Coup d'Etat se manifesta surtout dans le nord du département, dans les circonscriptions de Clamecy et de Cosne-sur-Loire, où la répression fut particulièrement rude. Il y eut même des exécutions dans les villes de Clamecy et de Neuvy-sur-Loire.

Le premier mouvement d'origine prolétarienne devait naître aussi dans cette région. Il fut marqué surtout par les grèves des *flotteurs de l'Yonne* et par les démonstrations des ouvriers de la Puisaye, aux environs de Neuvy-sur-Loire. En 1871, l'annonce de la proclamation de la Commune créa une vive effervescence, plusieurs villages s'agitèrent, mais la

présence de « l'armée de l'ordre », et l'absence de renseignements précis sur l'insurrection parisienne, paralysèrent le mouvement. La campagne en faveur de l'amnistie, l'élection de Blanqui à Bordeaux, la campagne électorale sur le nom de « l'enfermé », à Lyon, eurent de profonds échos dans les centres d'agitation de la Nièvre et, lorsque Gambon rentra à Cosne, après l'amnistie, la faveur populaire le porta aux élections du 25 juin 1882, où il fut élu député de l'arrondissement par 8.023 voix.

La campagne ardente de tous ces militants avait provoqué la création, dans les principaux centres républicains, de *cercles* politiques avancés, qui se réunissaient clandestinement, mais qui se disloquèrent à mesure que se fortifiait le parti radical. Le socialisme, renaissant des cendres de la Commune, était représenté dans les campagnes comme un épouvantail et le spectre rouge apeurait les républicains dont les pères avaient fait le coup de feu pour la République sociale. Aussi, lorsqu'arrivèrent les élections législatives de 1885, les socialistes n'obtinrent point le succès qu'ils étaient en droit d'espérer.

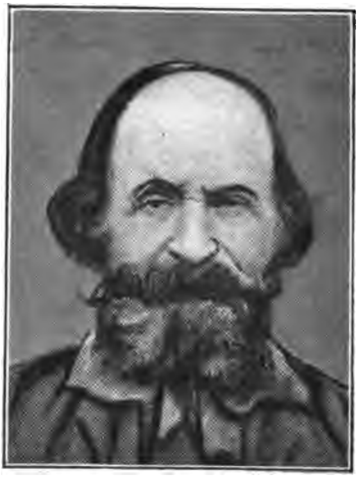
La liste socialiste, composée de Gambon, député sortant, Félix Pyat, ancien député de la Nièvre, Louis-Philippe Desmergès, Eugène Protot, ancien ministre de la Justice de la Commune de Paris, Georges Tillier, fils du célèbre pamphlétaire nivernais, devait être battue! Gambon obtint 5.570 voix; Félix Pyat, 3.208; L.-P. Desmergès, 2.879; E. Protot, 2.850 et G. Tillier, 2.805.

La Nièvre a donné le jour à deux autres militants socialistes qui jouèrent un rôle important dans la fraction possibiliste, l'un, Jules *Caumeau,* né à Cosne, qui fut un des premiers élus Broussistes de la Capitale et devint vice-président du Conseil municipal de Paris, où il mourut aux environs de 1900; l'autre, *E. Lavy*, né à Nevers, secrétaire et chef de cabinet de Millerand, député de la Seine, de 1889 à 1898.

Aux Elections législatives de 1889, la candidature socia liste de Thuriau à Nevers obtint 2.234 voix.

A celles de 1893, deux candidats socialistes se présentèrent au corps électoral : Louis-Philippe *Desmergès*, dans la circonscription de Cosne, où il rallia, après une vigoureuse campagne, 2.954 voix, et *Thuriau*, représentant de commerce, dans la première circonscription de Nevers, où 1.013 suffrages s'affirmèrent sur son nom.

A dater de cette époque, c'est dans le sud du département que l'agitation ouvrière se fait sentir avec le plus de vigueur. Les verriers de Saint-Léger-des-Vignes et les bûcherons groupés en syndicats soutiennent de longues grèves. Dans la région des Amognes, à l'est de Nevers, les revendications des grévistes trouvent l'appui de deux militants énergiques : *Léon Desnoyers*, boulanger à la Fermeté, actif, dévoué, infatigable, et Victor Locquin. Victor Locquin, né à Saulieu (Côte-d'Or) en 1845, décédé à Nevers le 15 janvier 1906, était docteur en droit et avait exercé la profession d'avocat à Nevers. Il s'était ensuite retiré à Balleray, dont il était maire, et où il s'adonnait avec passion à l'agriculture. Doué d'une haute culture, d'une vive intelligence et d'un noble caractère, il était un lointain disciple de Fourier. La crise


Ph. Desmergès

effroyable qui sévissait sur le prolétariat rural, l'affaire Dreyfus, la veulerie des radicaux l'orientèrent délibéremment vers le Parti socialiste. Il adhéra, en 1902, à la Fédération de la Nièvre, dont il devint bientôt l'un des militants les plus écoutés. Il contribua à l'extension du journal et à la fondation de la *Maison du Peuple* de Nevers (1902).

Il avait quatre fils. L'un d'eux s'était fait inscrire à la Fédération dès 1901, c'était notre camarade Jean LOCQUIN, né à Nevers en 1879, alors licencié ès lettres et en droit, et, depuis, devenu docteur ès lettres. Orateur et écrivain précis, d'une logique implacable et persuasive, il se concilie toutes les sympathies.

Vers la même époque, un jeune avocat, docteur en droit, originaire de Thianges, L.-H. ROBLIN (1), né en 1877, se proclamait socialiste et se dévouait également à l'organisation des syndicats de bûcherons de sa région, et vers 1904, adhérait à la Fédération Socialiste. Elu maire de la commune de Thianges en 1904, il fut élu député l'année suivante et son dévouement proverbial lui acquit une grande popularité dans tout le département où il gagna aux idées socialistes, par son autorité personnelle, une grande partie des travailleurs des campagnes. Sa mort prématurée, en 1916, causa un vide immense dans les rangs du Parti socialiste nivernais.



EUGÈNE LAURENT
Ancien député

Un autre excellent militant s'était révélé à Nevers : Eugène LAURENT. Né à Jouet-sur-l'Aubois (Cher) en 1863, ouvrier plombier, il se fixa à Nevers, où il ne tarda point à prendre une place importante dans les milieux politiques; orateur populaire, au jugement sain et juste, propagandiste infatigable, il fut parmi ceux qui s'attelèrent avec le plus de zèle à l'œuvre ingrate du recrutement et de l'organisation.

(1) Voir photo et biog. *La France Socialiste*, tome I, page 381.

B. Les premiers Groupes. — Le P. O. S. R. La Fédération. — Les Fondateurs.

Le premier groupe socialiste fut celui de Nevers, fondé en 1894. Il comptait un nombre respectable d'adhérents, grossi par les adhésions individuelles des militants du département. Le groupe donna son adhésion au P. O. S. R. et, dans une réunion tenue en novembre 1896, décida d'organiser une Fédération départementale qui fut fondée le 13 février 1897 par les citoyens Angelard, ouvrier du P. L. M.; Arthur Combemorel, typographe ; Bondoux (Eugène), ouvrier sabotier ; Bouchard, typographe; J.-B. Berthier, géomètre; Bailly, typographe; Louis Coulon, comptable; J.-B. Dariaux, typographe; A. Danjean; Goiffon, mécanicien au P. L. M.; Louis Franc, ouvrier sellier; Zéphyrin Gravier, avoué; Eugène Laurent, ouvrier plombier; Georges Lacour, ajusteur; Legros; Etienne Rigaud, comptable; Rué et Vilars.

Parmi ces fondateurs de la Fédération, il convient de signaler, en dehors d'Eugène Laurent : 1° Arthur COMBEMOREL. Né en 1864, de famille pauvre, s'instruisant en apprenant le métier de typographe, il adhéra au syndicat en 1887, en devint l'administrateur et le secrétaire, et fonda la Bourse du Travail de Nevers, dont il fut le secrétaire. Militant convaincu, il se donna tout entier à l'œuvre d'éducation de la classe ouvrière; 2° J.-B. DARIAUX, également typographe et fils de ses œuvres, se dépensa sans compter au Syndicat, au journal, à la Fédération.

La Fédération, substituée au groupe de Nevers, reçut les adhésions du Syndicat des Amognes (bûcherons et ouvriers agricoles), de la Fermeté et du Syndicat des bûcherons de Chantenay-St-Imbert, dont les aspirations étaient socialistes.

Un Congrès fut réuni pour examiner la situation politique départementale en vue des élections législatives. Il se tint en mars 1898 et arrêta un programme. Il décida que la Fédération socialiste ne présenterait qu'un seul candidat avec le

programme du P. O. S. R. Ce fut Arthur Combemorel qui fut désigné. Il obtint 1.757 voix dans la première circonscription de Nevers. A Cosne, 410 voix s'affirmèrent sur le nom de Ph. Desmergès sans aucune propagande.

Léon Desnoyers, de la Fermeté, fut le candidat des Syndicats de bûcherons et rallia 2.152 voix dans la première circonscription de Nevers.

La Fédération songea alors à organiser le département; elle utilisa un organe hebdomadaire l'*Observateur du Centre* mis à sa disposition par son imprimeur et dont les premiers collaborateurs socialistes furent: Arthur Combemorel et J.-B. Dariaux, typographes, Eugène Laurent, J.-B. Berthier.



COMBEMOREL.

Ces militants donnèrent des réunions de propagande et fondèrent, en 1898, les Groupes de *Marzy* et *Plagny*.

Au deuxième Congrès départemental qui se tint à Nevers le 23 décembre 1899, la Fédération avait des Groupes constitués à *Arquian, Clamecy, Chantenay, Châteauneuf-Val-de-Bargis, Fourchambault, Urzy,* en plus des Groupes de *Nevers, Marzy* et *Plagny.*

C. La Fédération et le P. S. F. Nouveaux Groupes.

Cette année-là fut celle du Manifeste commun des organisations du P. O. F. et du P. S. R. Le Bureau de la Fédération, convoqué d'urgence le 12 août 1899, avait protesté

contre la déclaration Guesde-Vaillant à propos de l'affaire Dreyfus et envoyé à J. Jaurès un ordre du jour de sympathie et de félicitations pour « *sa courageuse campagne menée pour la Justice et la Vérité* ». Aussi, à son Congrès du 23 décembre 1899, la Fédération accentua-t-elle sa direction en se séparant du P. O. S. R. et en se proclamant Fédération autonome. La Fédération s'était fait représenter au Congrès de la salle Japy, par Combemorel et Gravier, à celui de Paris, salle Wagram, par Combemorel, et à celui de Lyon, par Coulon.

Après le Congrès de Lyon, elle adhéra au Parti Socialiste Français à la suite d'une conférence donnée par J. Jaurès à Nevers, le 21 octobre 1901. Le lendemain, Jaurès parla dans le centre ouvrier de Guérigny. Ces deux conférences eurent un profond retentissement dans tout le département et déterminèrent un véritable courant de sympathie vers la Fédération Socialiste, qui est restée depuis lors fidèle au socialisme démocratique de Jean Jaurès, aux idées défendues toute sa vie par le grand tribun et continuées au cours de la guerre par ses disciples.

De nouveaux groupes socialistes furent constitués à *Guérigny* et à *la Machine*. A Paris, un groupe très actif de Nivernais donnèrent leur adhésion à la Fédération.

Les résultats de l'organisation et de la propagande ne tardèrent pas à se faire sentir. A chaque nouvelle consultation électorale, les voix des candidats de la Fédération augmentaient.

Eugène Laurent, candidat au Conseil général dans le canton de Nevers, en juillet 1898, obtenait 1.469 voix sur 4.065 votants.

Aux élections sénatoriales de 1900, la Fédération jetait un coup de sonde dans le collège sénatorial et son candidat, Gravier, recueillait 24 voix. La même année, pour déloger la municipalité progressiste de Nevers, les socialistes formaient une alliance avec les radicaux; la liste de coalition républi-

caine fut battue, mais les 10 candidats socialistes qu'ell
prenait obtinrent de 2.141 à 2.084 voix.

Aux élections cantonales de 1901, trois candidatur
cialistes au Conseil d'arrondissement furent présenté
les de Paul Roussillon, dans le canton de Pougues (830
Pougaud, dans le canton de Saint-Pierre-le-Moûtie
voix), et Gabriel Bonnin, dans le canton de Decize (475

Aux élections législatives de 1902, le candidat so
Bordereau obtint 2.614 voix à Cosne, et E. Laurent
dans la première circonscription de Nevers.

En 1904, la Fédération commence à enregistrer se
miers succès; Eugène
rent, socialiste, candid
Bloc des Gauches, e
conseiller général de N
par 3.448 voix; Po
conseiller d'arrondis
de Saint-Pierre-le-M
par 1.347 voix, et P.-H
nier, conseiller d'arro
ment de Pougues-les
par 2.345 voix.



J.-B. Dariaux

Les élections muni
de 1904 n'avaient don
cun résultat appréci
Nevers; la liste de c
tration radicale et so
avait obtenu de 2.783
2.734 voix et avait été
Dans le département, les socialistes avaient apporté un a
bénévole aux listes radicales contre les listes réaction

Mais voici qu'une Election législative complément
lieu, le 10 septembre 1905, dans la deuxième circonsc
de Nevers. L.-H. Roblin y affiche hardiment le prog

du Parti Socialiste qu'il défend avec habileté. Il est élu député au ballottage par 6.231 voix sur 9.456 votants.

La constitution de l'Unité socialiste n'amène aucune modification dans l'organisation du Parti socialiste nivernais qui adhère, avec le Parti socialiste français, à la S. F. I. O.

Au Congrès de Rouen (avril 1905) la Fédération est représentée par les citoyens Victor Locquin, Jean Locquin et Pierre Roblin. Au Congrès de Limoges 1906, par le citoyen Jean Locquin.

Aux élections sénatoriales de 1906, Eugène Laurent groupe 85 suffrages sur son nom et, aux élections législatives de la même année, la Fédération va à la bataille dans les cinq circonscriptions de la Nièvre. Elles donnèrent lieu, dans tout le département, à une propagande d'ensemble qui devait produire ses fruits : 15.907 suffrages allèrent aux candidats socialistes et L.-H. Roblin fut réélu dès le premier tour.

D. La Propagande. Les Congrès. Les Journaux.

La Fédération a pris de l'importance, son organisation se développe, des groupes se constituent, après les élections législatives de 1906, à Imphy, Prémery, Varennes-les-Narcy, Tannay, Armes, Sardy-les-Epry, Villiers-sur-Yonne, Clamecy, Dornecy, La Machine, Cossaye, où B. Vadez, Eug. Laurent, J.-B. Dariaux avaient donné des conférences. Le concours de L.-H. Roblin, de Jean Locquin, ceux de Maxence Roldes, J. Allemane, Betoulle, Gustave Rouanet, permettent l'organisation de grandes manifestations. Une des plus importantes réunions publiques fut celle donnée par Pressensé à Nevers, en 1904.

Plus tard, ce sont Gustave Rouanet, Compère-Morel, P. Renaudel, J. Nadi, Cabrol, Mauger, Hubert-Rouger, Barthe, qui viennent participer à la propagande ininterrompue de la Fédération.

En 1910, c'est Jean Jaurès qui, pour la seconde fois, se rend à Nevers, où se pressent pour l'acclamer des foules accourues de tous les points de l'arrondissement.

Les élections municipales de 1908 affirment le succès grandissant de la Fédération. Les socialistes pénètrent dans les Conseils municipaux, des Hôtels de Ville sont conquis au Parti. Celles de 1912 consolident les positions conquises et font tomber entre les mains des administrateurs socialistes de nouvelles mairies.

En 1912, la Fédération abandonne l'*Observateur du Centre* et fonde un hebdomadaire vivant, dont elle a la pleine propriété, le *Socialiste Nivernais,* avec L.-H. Roblin, Jean Locquin, Eugène Laurent, Paul Cornu, Henri Gamard, René Plard, P. Destray, Docteur Emile Bramard comme principaux collaborateurs ou rédacteurs. C. Amiot et Etienne Roussillon en sont les administrateurs.



J. Locquin, député
Photo Manuel.

Le secrétaire fédéral est aujourd'hui Etienne Roussillon. Né à Fourchambault en 1873, ancien ouvrier métallurgiste, ancien commerçant, militant assidu et dévoué, il assure la trésorerie du Groupe de Nevers depuis 1903. Il appartient à la Fédération depuis 1901, et fut conseiller municipal de Nevers de 1912 à 1919.

Le seul grand Congrès International auquel la Fédération se soit fait directement représenter fut celui de Bâle (novembre 1912). Elle y était représentée par le citoyen Jean Locquin.

Depuis 1897, la Fédération a tenu tous les ans son Congrès annuel à Nevers, sauf pendant la guerre, où son Conseil fédéral se réunit à la veille des Assemblées du Parti. Au cours des hostilités, un seul Congrès se tint, en septembre 1918. Albert Thomas vint faire deux conférences, l'une à Imphy, l'autre à Nevers, au mois de février 1918.

Aux Elections législatives de 1914, la Fédération est à l'apogée de sa puissance : la Nièvre envoie trois socialistes au Parlement : L.-H. Roblin, Eug. Laurent et Jean Locquin. Le département qui, en 1848, votait pour les rouges, la Nièvre des Gambon, des Félix Pyat, des Claude Tillier, des Malardier a repris sa place d'avant-garde et les masses paysannes se sentent invinciblement attirées vers le socialisme. Sans l'épouvantable conflit qui s'est abattu sur l'Europe, la Nièvre était tout entière acquise aux idées de transformation sociale et d'affranchissement du travail.

E. Après l'armistice. — Les forces socialistes.

Aux élections législatives de 1919, la Fédération présenta une liste entière avec Eugène Laurent, Jean Locquin, Dr Bramard, H. Gamard, E. Bondoux (1). Jean Locquin fut seul élu.

Aux élections cantonales, elle maintint ses positions à Decize, Fours et Pougues-les-Eaux, et les élections municipales marquèrent un progrès sensible.

La Fédération compte en 1920 plus de 1.800 adhérents répartis dans 45 groupements : Nevers, Clamecy, Cosne, Imphy, Decize, Guérigny, Premery, Boisgibault, La Charité, Plagny, Saint-Amand-en-Puisaye, Varenne, Sardy, Villiers, La Machine, Fourchambault, Saint-Pierre-le-Moûtier, Chantenay, Châteauneuf, Marzy, Tannay, Fours, Montambert, Saint-Léger, Garchizy, Balleray, Charrin, Lanty, Verneuil, Luzy, Urzy, etc., etc.

---

(1) Voir plus loin les résultats.

Elle a un élu à la Chambre: Jean Locquin.

3 au Conseil général: Jean Locquin, Henri Gamard, Pierre Moine.

3 aux Conseils d'arrondissements: Alfred Compain, Gabriel Bonnin et Ruhlmann.

16 maires: Amiot, maire de Lanty; Ch. Bidolet, maire de Charrin; R. Baret, maire de Saint-Ouen; Dachet, maire de La Machine; L. Gaujour, maire de Trois-Vesvres; Dr Faucher, maire de Fourchambault; Laudet, maire de Savigny-Poil-Fol; J. Locquin, maire de Balleray; Lachouette, maire de Montambert; Marion, maire de St-Seine; J. Leblanc, maire de Champvert; Nord, maire de Garchizy; Nourry, maire de Saint-Léger-des-Vignes; Germain Sèvre, maire d'Urzy; Thévenot, maire d'Imphy; Breuzin, maire de Dampierre-sous-Bouhy.



ROUSSILLON
Secrétaire fédéral

160 conseillers municipaux.

Les socialistes de Decize ont fondé, le 2 mai 1920, la Coopérative de consommation *L'Abeille*, et les socialistes de la Nièvre adhèrent en majeure partie aux Coopératives de la localité. Presque tous les membres du Parti adhèrent aux Syndicats, ce qui permet des relations continues et cordiales entre l'organisation syndicale et l'organisation socialiste.

Sur le triple terrain de lutte coopératif, syndical et politique, les socialistes nivernais accomplissent en étroite union leur devoir, et malgré les échecs inévitables du mois de novembre 1919, ils ont conservé une robuste foi dans l'avenir,

ils continuent leur propagande et ils comptent bien, à la première occasion, prendre leur revanche sur le Bloc que la démagogie nationaliste, autant que l'iniquité du nouveau mode de scrutin, a momentanément dressé contre les défenseurs les plus clairvoyants de la classe ouvrière et paysanne.

LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DE 1905 A 1920

Élections législatives

Circonscription	1906 Candidats socialistes	Voix	1910 Candidats socialistes	Voix
Cosne	J.-B. Dariaux	2.740	E. Laurent	4.570
Clamecy	B. Vadez	1.014	Gauthier	3.605
Château-Chinon	A. Combemorel	243		
1re de Nevers	E. Laurent	6.411	Goïffon	3.378
2e de Nevers	L.-H. Roblin, député sortant (ÉLU)	5.499	L.-H. Roblin (ÉLU)	6.059

Circonscription	1914 Candidats socialistes	Voix au 1er tour	Voix au 2e tour
Cosne	E. Laurent	5.605	9.047 (élu)
Clamecy	Gauthier	1.967	»
Château-Chinon	Dr Bramard	3.781	»
1re de Nevers	J. Locquin	5 960	9.760 (élu)
2e de Nevers	L.-H. Roblin	6.943 (élu).	»

1919. — Scrutin de liste

Suffrages exprimés, 64.399. — Majorité, 32.200. — Quotient, 12.879

Liste bloc national, moyenne 31.961, 4 élus.

Liste d'anciens combattants, moyenne 6.169

Liste socialiste :	Voix	
Jean Locquin, élu au quotient	22.229	moyenne 22.027.
Dr Bramard	22.202	
E. Laurent	21.983	
Gamard	21.952	
Bondoux	21.773	

Il y eut 10.000 votants de moins qu'en 1914.

Comparaison

En 1885, moyenne. 3.462 voix		En 1906 . . . . . 15.907 voix
1893, total. . . 3.967 —		1910 . . . . . 17.612 —
1898. . . . . . 4.679 —		1914 . . . . . 24.256 —
1902. . . . . . 6.065 —		1919 . . . . . 22.027 —

Élections sénatoriales du 11 janvier 1920

	1er tour
Eugène Laurent	129 voix
Pierre Laudet	109 —
Pierre Moine.	132 —

Elections cantonales

Conseil général

	1907 :		
Canton	de Pougues-les-Eaux, J.-B. Dariaux	1.207 voix
—	de Dornes, P. Cantat	485 —
—	de Cosne, Pontaut	818 —
—	de St-Pierre-le-Moûtier, Pougaud.	1.069 —
	1910 :	
—	de Nevers, E. Laurent, conseiller sort., réélu.	3.622 —
—	de Decize, L.-H. Roblin, élu.	1.977 —
—	de Fours, Dr Delarras, élu	1.011 —
	1913 :	
-	de Pougues-les-Eaux, Henri Gamard, élu. . .	1.815 —
	1919 :	
	de Pougues-les-Eaux, Henri Gamard, réélu. .	2.278 —
	de Decize, Pierre Moine, élu	1.723 —
	de Fours, Jean Locquin, élu	892 —

Conseil d'arrondissement

	1907 :	
	de Decize, B. Vadez, élu	1.390 —
	de la Charité, Bordereau	540 —
-	— Travaux	509 —
	1910 :	
	de St-Pierre-le-Moûtier, S. Pougaud, réélu. .	» —
–	de Pougues-les-Eaux, Ph. Meunier, réélu. . .	» —
	1919 :	
—	de Pougues-les-Eaux, Alfred Compain, élu. .	2.373 —
-	de Decize, Gabriel Bonnin, élu	1.870 —
—	Châtillon-en-Bazois, Ruhlman, élu.	1.059 —

Elections municipales

1908

8 élus socialistes à Thianges, Roblin, maire; 7 élus socialistes à Balleray, Jean Locquin, maire; Cercy-la-Tour, liste socialiste 16 élus, municipalité conquise; Saint-Léger-des-

Vignes, liste socialiste élue; Verneuil, 9 socialistes (sur 12) élus; Livry, liste socialiste élue; Druy-Parigny, liste de bûcherons socialistes élue; Azy-le-Vif, majorité de bûcherons socialistes; Arquian, 5 socialistes élus; Tracy-sur-Loire, 5 socialistes élus; Prémery, 5 socialistes élus; Challuy, 5 socialistes élus; Champvert, 5 socialistes élus; St-Amand-en-Puisaye, 2 socialistes élus; Varenne-les-Nevers, 1 socialiste élu; La Machine, 1 socialiste élu; Beaumont-la-Ferrière, 1 élu. A Nevers, sur une liste d'union socialiste, les 13 candidats du Parti obtiennent de 1.091 à 870 voix.



1912

La Fédération présente des candidats dans 28 communes. Elle a 16 listes socialistes complètes et des candidats sur 12 listes de coalition.

Elle a 9 élus socialistes à Nevers sur la liste de concentration, 177 élus au total dans le département, répartis dans 28 Assemblées municipales. Elle compte [illegible]o municipalités, dont

6 élues par des Conseils entièrement socialistes et 4 par des Conseils à majorité socialiste. Ces 10 municipalités occupent les mairies de Marzy, Guérigny, Balleray, Ouroüer, Thianges, Druy-Parigny, Champvert, Saint-Léger-des-Vignes, Langeron, Montambert.

Voici le tableau des résultats de 1912 :

LOCALITÉS	NOMBRE de Sièges	NOMBRE de Candidats socialistes	NOMBRE d'Elus socialistes au 1er tour	VOIX socialistes	NOMBRE de Candidats socialistes au 2e tour	NOMBRE d'Elus socialistes au 2e tour	TOTAL des Elus socialistes
Nevers	27	11	5	3.100	6	4	9
Challery	12	12	5	160	7	»	5
Marzy	12	8	8	180	»	»	8
La Charité	23	1	»	365	1	1	1
Tracy-s-Loire	12	3	»	130	3	3	3
Arquian	12	8	»	120	8	3	3
Alligny-Cosne	12	12	»	»	12	2	2
Guérigny	23	13	13	500	»	»	13
Balleray	10	10	10	»	»	»	10
Ourouer	10	10	10	»	»	»	10
Thianges	10	10	6	»	3	3	9
Druy-Parigny	10	10	10	»	»	»	10
Decize	23	23	2	400	4	4	6
Champvert	12	12	6	»	2	2	8
St-Léger-des-Vignes	21	21	1	»	20	20	21
Fours	12	3	3	»	»	»	3
Corancy	12	3	3	»	»	»	3
Prémery	23	8	4	»	4	4	8
Clamecy	23	12	2	»	3	3	5
Langeron	10	10	10	»	»	»	10
Montambert	10	10	10	»	»	»	10
Montigny-aux-Amognes	12	6	»	»	6	6	6
Pougues-les-Eaux	16	1	1	»	»	»	1
Saint-Ouen	10	10	3	»	2	2	5
Sermoise	10	10	»	»	2	2	2
Chiddes	10	10	»	»	2	2	2
Sougy	10	10	1	»	»	»	1
Pouilly-s-Loire	16	16	1	»	2	2	3
			114			65	177

Fédération du Pas-de-Calais

A. La naissance du mouvement prolétarien. — Les grèves. — Les fondateurs des organisations ouvrières. — Les premières feuilles socialistes.

L'organisation politique de la classe ouvrière a vu le jour à Calais avec la fondation, en 1882, du Parti ouvrier, et son organisation syndicale à Lens avec la constitution, quelques années plus tard en 1888, du premier Syndicat des mineurs.

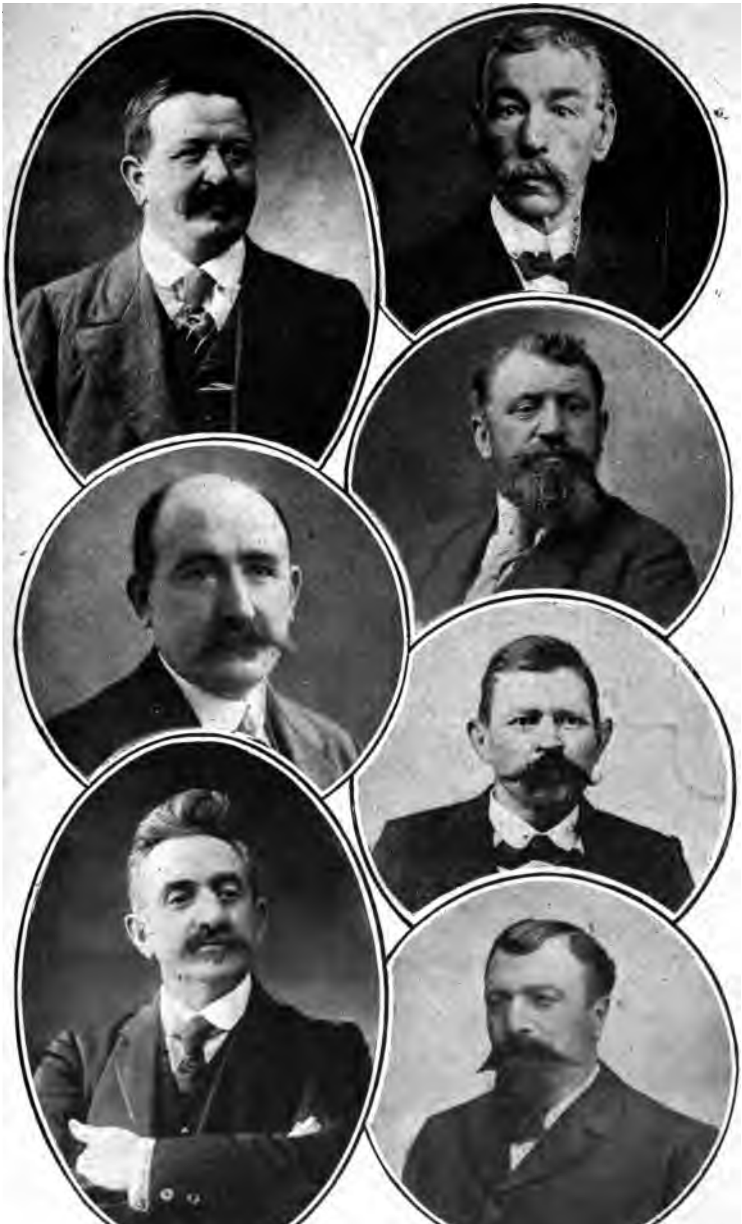
Les fondateurs du Parti ouvrier furent, à Calais, Alfred Delcluze et Salembier, et O. Delcourt, ouvrier mineur, à Avion.

Les premiers militants des Syndicats des mineurs furent: E. Basly (1), ouvrier mineur à Denain; A. Lamendin, ouvrier mineur à Liévin; Florent Evrard, ouvrier mineur à Denain (Nord), puis à Meurchin (Pas-de-Calais); Casimir Beugnier, ouvrier mineur à Mazingarbe, puis à Oignies; H. Cadot, ouvrier mineur à Bruay; Lernould, Mathé, ouvriers mineurs à Hénin-Liétard; Moncomble, Chopin, ouvriers mineurs à Lens.

Le Parti ouvrier calaisien fut fondé après la séparation de Saint-Etienne-Roanne par les délégués du Nord qui étaient les adeptes fervents de *L'Egalité* et avaient épousé les idées défendues par Jules Guesde, Paul Lafargue, Deville, etc.

Le P. O. F. avait constitué ses premiers bataillons dans le Nord et ses militants avaient créé, en 1882, un journal *Le Forçat*, dont Delcluze et Delcourt étaient les correspon-

(1) Voir photo et biog. *La France Socialiste*, tome I. page 336.



De gauche à droite : Soriaux, ancien député ; Florent Evrard, Fédération syndicale des Mineurs ; Maes, député ; Mailly ; Delcluse, ancien député ; Beugnet, Fédération syndicale des Mineurs ; Delcourt, ancien maire d'Avion.

dants, fort répandu dans la région calaisienne et dans les centres miniers.

Le Parti Ouvrier Calaisien grandit rapidement et, en 1883, il avait son journal spécial, imprimé à Lille, sous le titre de *Le Travailleur*.

C'est en septembre et octobre 1882 que Henri Carette, G. Delory et d'autres militants firent les premières réunions à Lens, Liévin, Hénin-Liétard, d'où sortirent les premiers éléments organisateurs du mouvement ouvrier, qui dota cette corporation de la première Fédération syndicale des ouvriers de la Mine. A Avion, le Groupe du Parti ouvrier fut fondé en 1886; le Syndicat et la Coopérative en 1889.

Le Parti ouvrier calaisien s'était subdivisé en une vingtaine d'organisations de quartiers qui recrutèrent de nombreux ouvriers.

En 1884, les grèves d'Anzin firent sortir des puits des milliers d'ouvriers en révolte contre les « *seigneurs de la mine* » ; les incidents se multiplièrent; Basly prit la tête du mouvement et, par son courageux exemple, lui donna son véritable caractère de revendication de classe. La grève dura de longs mois. E. Basly fut chassé de la mine. Il ne trouve aucun emploi, tous les ateliers lui étant fermés; il ouvre un petit cabaret, vend des journaux ouvriers et développe l'organisation syndicale.

Aux élections législatives, en 1885, son attitude énergique l'ayant signalé à l'attention publique et au monde ouvrier qui s'éveille, il est porté sur la liste socialiste patronnée par Henri Rochefort et est élu (avec Camélinat) député de Paris.

Ce sont les premiers élus que la classe ouvrière envoie au Palais Bourbon.

Aux grèves tragiques de Decazeville, Basly est présent; mettant son écharpe, entre les mineurs et la force armée, il dénonce du haut de la tribune les bénéfices scandaleux des « rois du charbon », qu'il met en parallèle avec la misère des mineurs.

Deux ans après, en 1887, ce sont les grèves des tullistes de Calais, jetés hors de l'atelier par la rapacité patronale. A. Delcluze, Salembier et quelques autres militants ont organisé le Syndicat l'Union française des Ouvriers tullistes, comme ils organisent la résistance; poursuivi, Delcluze est condamné et emprisonné à Béthune.

Pendant qu'il est en prison, il est élu, avec Salembier, en 1888, au Conseil municipal de Calais.

L'agitation croît sans cesse dans tout le bassin houiller et dans toute la région calaisienne.

Aux élections législatives de 1889, A. Delcluze est candidat à Calais et obtient 2.276 voix. A Paris, Basly est battu et retourne dans le Pas-de-Calais.

En 1891, le 22 février, à une élection complémentaire, les mineurs présentent E. Basly dans la première de Béthune où il est élu par près de 15.000 voix; un an après, presque jour pour jour, le 21 février 1892, c'est Arthur Lamendin (1) que les « gueules noires » envoient rejoindre Basly au Palais Bourbon; pendant 25 ans, cette confiance aux deux ouvriers mineurs ne se démentira pas, se renouvellera à chaque scrutin.

B. Le 1er Mai à Calais. — La scission à Calais. Les Elections.

Alfred Delcluze est élu délégué au Congrès de la Fédération nationale des Syndicats, comme il est délégué au Congrès International, à Paris, en 1889. La manifestation du 10 février 1889 fut, à Calais, d'une surprenante grandeur; la pétition fut remise à l'Hôtel de Ville par les délégués des Syndicats et du Parti ouvrier, accompagnés des conseillers municipaux socialistes, et un grand meeting clôtura la mémorable journée.

(1) Voir photo et biog. *La France Socialiste*. tome I, page 366.

La manifestation du Premier Mai, en 1890, fut plus impressionnante encore; tout le prolétariat calaisien chôma, 20.000 travailleurs prirent part aux cortèges, démonstration vivante d'une force ouvrière insoupçonnée de la bourgeoisie. Il en fut de même l'année suivante pour le Premier Mai; dans le Nord, ce fut le Premier Mai sanglant de Fourmies.

Le *Parti ouvrier calaisien* reçut, en 1890, les délégués de la Fédération nationale des Syndicats assemblés dans cette ville, du 14 au 19 octobre, au sein du quatrième Congrès National à l'issue du Congrès du P. O. F. tenu à Lille quelques jours avant.



SALEMBIER, ancien député
Photo Manuel.

Aux élections municipales de 1892, il y eut des élus ouvriers à Calais.

A Boulogne, un Groupe du P. O. F. se constitue la même année.

Aux élections législatives de 1893, Basly et Lamendin furent réélus sans difficultés et, dans la première d'Arras, le candidat socialiste O. Delcourt obtenait 2.315 voix, tandis que Delcluze, à Calais, sonnant le ralliement des forces ouvrières, obtenait 5.377 voix.

En 1896, la mairie de *Calais* passait aux mains des socialistes avec Salembier, maire; Charles Dutertre, Henri Saigne, Fuchs, adjoints, et vingt-huit de leurs camarades; seule, la section électorale du canton nord avait élu 6 réactionnaires.

A Lens, la liste Basly était battue; à Liévin, l'était aussi celle de Lamendin; à Avion, quelques socialistes pénétrèrent à l'Hôtel de Ville: Delcourt, Leroux, etc.

En 1898, Delcluze et Gambon sont élus conseillers généraux de Calais. La municipalité socialiste rencontra toute sorte de difficultés créées, d'une part, par l'Administration préfectorale, et par les divisions ouvrières qui s'étaient produites au sein du Parti ouvrier local. Après deux années de lutte, la municipalité démissionna, suivie du Conseil municipal.

Le *Parti ouvrier* était partagé en deux fractions rivales; elles affrontèrent séparément la lutte à l'élection municipale complémentaire de 1898; Salembier et trois de ses camarades furent réélus; Delcluze et vingt-trois autres candidats de sa liste entrèrent à la mairie, où Delcluze fut élu maire en remplacement de Salembier.



CADOT, député

Photo Manuel.

Le vieux *Parti Ouvrier Calaisien* était en majorité avec Salembier, Ernest Sauvage, secrétaire général du vieux Syndicat des ouvriers tullistes (poste qu'il conservera jusqu'à sa mort), Darsby, Dutertre, Henri Saigne. Il s'est séparé du P. O. F. et s'est proclamé indépendant.

Alfred Delcluze a avec lui Thomas, Guilbert, Manouvrier; ils réorganisent le P. O. F. et constituent un *Comité central* qui, avec les militants restés fidèles, forment une dizaine de groupes aux noms symboliques :

Le Groupe *Karl Marx*, le Groupe *La Bastille*, le groupe *Les Huit Heures*, le Groupe *Aline Valette*, *La Nouvelle France;* des Groupes de quartiers, celui des *Basses-Communes*, celui du *Nord*, du *Petit-Courgain*, du *Petit-Paris*.

Les Syndicats des cordonniers et celui des tailleurs d'habits sont adhérents au P. O. F.

Le premier résultat de la division ouvrière fut la perte de la mairie en 1900. Salembier, Sauvage, Villemant et Delvart furent les seuls socialistes élus, et la mairie passa aux mains du réactionnaire Basset.

C. Les Groupes du Département. La Grève des tullistes.

A Avion, O. Delcourt a organisé une dizaine de groupes dont les ramifications s'étendent dans toute la ville où la population ouvrière est tout entière acquise aux méthodes du P. O. F.

D'autres groupes du P. O. F. se sont formés à *Carvin, Arras, Courrières, Fouquières-les-Lens* (3 groupes), *Hénin-Liétard* (5 groupes), *Lillers, Rouvroy, Béthune, Barraques-Sangatte, Montigny-en-Gohelle, Oignies, Boulogne-sur-Mer, Burbure.*

L'importante coopérative *L'Avenir Béthunois* est dirigée par les militants du P. O. F.

A *Lens*, 3 groupes: *Les Eclaireurs, Les Martyrs* et *L'Emancipation.*

A *Liévin*, le Groupe *Les Préaux* et le Syndicat *La Revanche des Mineurs.*

A Calais, la scission a produit les plus fâcheux effets; le vieux Parti ouvrier calaisien a ses quinze ou vingt Groupes en bataille contre ceux du P. O. F. Les Syndicats du bâtiment, des métallurgistes, des teinturiers-apprêteurs, des perceurs en carton et le vieux Syndicat des tullistes sympathisent avec le vieux *Parti ouvrier* devenu indépendant.

C'est en 1900 que se produisit la grande grève des tullistes; plusieurs milliers d'ouvriers quittèrent les métiers, le 3 novembre, pour n'y retourner que dans les premiers jours de

février 1901. Les grévistes réclamaient la journée de huit heures et une augmentation de salaire de 20 o/o. Le patronat ne céda pas sur l'augmentation de salaire, mais il consentit à ramener la durée de la journée de travail de 12 heures à 10 heures.

De nombreux renvois furent signifiés aux ouvriers, les militants du Syndicat ou du Comité de grève furent pourchassés sans pitié; de jeunes syndicalistes, comme Louis Orient, Martin, etc., furent mis à l'index et restèrent plus de deux ans pour reprendre l'exercice de leur profession, tous les ateliers leur étant fermés.

Le Syndicat, de 3.000 adhérents, descendit à 350; mais les militants ne perdirent pas courage, Salembier, A. Boulanger ne laissèrent pas tomber l'arme syndicale; le Syndicat se reconstitua, rassembla peu à peu ses anciens adhérents et il reprit bientôt toute son influence sur la classe ouvrière, ayant reconquis ses effectifs.

D. La Fédération du P. O. F. et la Fédération autonome. — Les Militants. — Les Groupes. — L'action anarchiste.

La scission du Congrès Wagram entraîne une scission plus grave pour l'union socialiste départementale. Tandis que Delcluze et Gambon, conseillers généraux; Delcourt, maire d'Avion; Merlin, Prévost, Durieux, Pranger, Mathé, Goudermez, Vaast, Norange, Caron, restaient de cœur avec le P. O. F. et maintenaient leur groupement dans cette organisation; Basly et Lamendin, avec Florent Evrard, Henri Cadot, Casimir Beugnet, Raoul Evrard, Dégraeve, Tournay, Guibert, Mailly, Sellier, H. Leclercq, G. Fouquet, Salembier, adoptaient l'idée des Fédérations autonomes et fondaient, avec divers éléments du Nord, Delesalle, Dr Desmons, Maurice Monier, Leleu, maire d'Erre, Brasseur, d'Aniche, Escoffier,

de Douai, Desmaretz, en 1900-1901, la Fédération autonome du Nord et du Pas-de-Calais, dont le bureau fédéral était ainsi composé : secrétaire général, Maurice Monier ; membres : Basly, Brasseur, Escoffier, Leleu, Florent Evrard, Raoul Evrard, C. Beugnet, Desmaretz.

En 1901, elle comprenait, dans le Pas-de-Calais, 20 groupes du Parti ouvrier indépendant : à *Calais* 6 groupes et un groupe de Jeunesse à *Lens,* dont Raoul Evrard était le président. Un groupe d'études et un groupe de jeunesse à *Liévin,* et des groupes à Loison, Meurchin, Bully-Grenay, Carvin, Oignies, Courrières, Marquise, Wingles, Arras, et les originaires à Paris.



FERRAND, député

Photo Manuel.

La Coopérative l'*Union ouvrière calaisienne,* les Syndicats des tullistes, des métallurgistes, et des teinturiers - apprêteurs adhéraient également à la Fédération socialiste. Ce fut la lutte ouverte et des déchirements fratricides. Aux élections législatives de 1902, le P. O. F. présente des candidats dans presque toutes les circonscriptions. Il réunit 8.917 voix sur 9 candidats.

La Fédération Socialiste autonome présente Basly, Lamendin, Cadot, Degay et obtient 37.636 voix.

De nouveaux militants sont venus de joindre aux anciens : Lefebvre, Ferrand, Jourdain, Bachy, Dacheville, Goudemetz, Equitter, Hein, A. Fouquet, Dehay, Lerat, Dumont, G. Dumoulin, Choquet, militent dans les rangs du P. O. F., et Cresson, Leclercq, Déboutez, Bertin (Edmond), Delplanque, Voltaire, Darras, Richez, Cartigny, C. Virel et M. Virel apportent leur concours à la Fédération Socialiste autonome.

Les groupes du P. O. F. appuient leur action sur celle de la Fédération du Nord dont les conférenciers : G. Delory, Samson, Ghesquière, C. Verecque apportent leur concours aux militants du Pas-de-Calais. Le *Réveil du Nord,* quotidien de Lille, répandu dans les Flandres, est à la disposition de la Fédération autonome du Nord et du Pas-de-Calais, mais *Le Travailleur,* de Lille, a repris ses publications pour les groupes du P. O. F.

A *Hénin-Liétard, Fouquières-les-Lens, Béthune, Lens, Vendin-le-Viel, Noyelle-Gadault, Calais, Harnes, Avion,* les réunions des deux organisations se succèdent.



RAOUL EVRARD, député

Photo Manuel.

Le 25 octobre 1903, après une conférence d'Edouard Vaillant, les sections ont adhéré à l'*unité socialiste révolutionnaire,* elles se réunissent sous la présidence de Delory et décident de convoquer un Congrès pour fonder la *Fédération révolutionnaire* du Pas-de-Calais.

Le Congrès se tint à Hénin-Liétard, salle Hardouin, le 17 décembre 1903. Quatorze sections avaient envoyé des délégués : *Béthune, Avion, Lens, Billy-Montigny, Calais, Fouquières-les-Lens, Vimy, Coudekerque-Branche, Hénin-Liétard, Harnes, Lilliers, Noyelle-Gadault, Condé* et *Boulogne-sur-Mer.* Sept sections excusées. Parmi les délégués : Delcluze, ancien maire de Calais, conseiller général ; Delcourt, maire d'Avion ; J. Waast, A. Caudron, délégué mineur ; Fouquet, Lefebvre, Ferrand, Lafont, etc.

C'est à cette époque que l'action anarchiste dirigée par

Benoît Broutchoux produisit ses effets dissolvants. De nouveaux Syndicats furent fondés en opposition aux anciens. La lutte fut rude, quelquefois violente, mais le gros des masses ouvrières resta avec les anciens de la Fédération syndicale.

E. Les Elections municipales de 1904. A Calais. — A Boulogne.

Aux élections municipales de 1904, Basly, Lamendin, Delccurt sont réélus avec leurs listes entières aux mairies de Lens, Liévin, Avion. A Auchel, Merlin arrive avec une majorité de conseillers. Il est nommé maire, mais doit démissionner un an après par suite d'une élection partielle qui le mit en minorité dans son Conseil, la Compagnie ayant gagné un ou deux conseillers, il avait perdu la majorité.

A *Calais*, il y a quelques élus socialistes du Parti Ouvrier calaisien, élus avec des radicaux; ces derniers prennent la municipalité.

Quatre ans plus tard, Salembier rentrait à l'Hôtel de Ville avec 10 socialistes et 14 radicaux; il était élu maire avec 2 adjoints radicaux et 2 adjoints socialistes Dutertre et Saigne

Delcluze a évolué vers le socialisme indépendant et Salembier a donné son adhésion à l'unité socialiste, mais de nouvelles divisions déchirent le Parti Ouvrier calaisien et en 1912, il y a deux listes socialistes en présence: Celle de Salembier a 12 élus et celle du Dr Perrin en a 9. Aussi, malgré la majorité socialiste, une municipalité radicale est chargée d'assumer le pouvoir.

A *Boulogne*, le *Comité républicain* et le *Comité d'action démocratique et sociale* dirigent la politique locale et c'est sur leur liste que sont élus les socialistes Denempont, Chochoy, Sauvage. Chochoy fut adjoint au maire de 1904 à 1908. En 1908, une liste socialiste est présentée; elle obtient

près de 2.000 suffrages; les radicaux refusèrent l'entente avec les socialistes, ceux-ci, par crainte de voir arriver les réactionnaires, se retirèrent et portèrent leurs voix sur la liste radicale.

En 1910 Chochoy est élu conseiller général de Boulogne et Pierre Myrens, député; le Parti socialiste offre la R. P. aux autres partis, les radicaux refusent; au 2e tour, 17 conservateurs, 1 républicain socialiste et 14 socialistes étaient élus. Chochoy fut premier adjoint et pendant la guerre, il assuma les lourdes fonctions de maire.

F. L'Unité socialiste. — La Fédération. Ses Effectifs. — Ses Congrès. — Ses Militants.

Mais revenons à la période qui vit s'unifier en France toutes les forces socialistes au sein de la Section française de l'Internationale Ouvrière.

L'Unité socialiste semblait difficile à réaliser dans le Pas-de-Calais après la période de luttes particulièrement vives de 1900 à 1905; cependant elle s'accomplit sans trop de secousses.

Une Commission d'initiative, dont Ferrand et Salembier furent les inspirateurs, convoqua une réunion préparatoire à la mairie de Lens, le 27 mars 1905. Cette réunion aboutit à la convocation d'une Assemblée plénière qui se tint au même Hôtel de Ville, où 72 délégués se déclarèrent, au nom de leurs organisations, résolus à organiser l'Unité socialiste sur les bases du Congrès de Paris et décidés à former une Fédération Socialiste départementale du Pas-de-Calais.

L'Assemblée désigna Salembier, Ferrand, Lerroux, Montreuille, Rougerie, avec mission d'élaborer un règlement fédéral et de convoquer le Congrès unitaire.

Il eut lieu le 23 juillet 1905, sous la présidence de G. Delory, à Lens. Le projet de règlement fut adopté sans modi-

fications, l'adhésion à la S. F. I. O. ratifiée et le premier Conseil fédéral ainsi composé :

Secrétaire général : Salembier, conseiller municipal de Calais ; trésorier : Ferrand.

Membres : Beugnet, conseiller municipal ; Dehay, marchand de journaux ; Montreuille, instituteur ; Rougerie, secrétaire de mairie de Lens ; Degreux, conseiller municipal ; Pioteix, secrétaire de mairie de Liévin ; Lerroux, conseiller municipal ; Moignier, conseiller municipal *d'Avion ;* Dupuy, représentant de commerce à *Béthune ;* Sorriaux, conseiller municipal à *Courrières.* Dans le département, les groupes rivaux à Lens, Arras, Liévin, Hénin-Liétard, Harnes s'amalgament sans trop de difficultés ; quelques réfractaires quittent le Parti, mais, dans l'ensemble, la fusion bienfaisante s'opère presque partout, sauf à Calais, où les rivalités persistent et maintiennent la séparation des éléments socialistes en deux fractions.



GEORGES BARTHÉLEMY, député

Photo Manuel.

Au Congrès du 4 mars 1906, à Montigny-en-Gohelle, tenu sous la présidence de Houssin, maire de Montigny, assisté de Sorriaux, de Courrières, et Delcourt, la Fédération du Pas-de-Calais est en plein élan, grâce aux efforts méritoires et persévérants de Ferrand et d'Evrard ; l'union commence à produire ses effets bienfaisants, les ferments anarchistes sont étouffés et les antiparlementaires n'ont plus de prise sur les milieux ouvriers.

Elle a une trentaine de sections organisées et près de

douze cents cotisants. Trois Coopératives : l'*Ouvrière d'Avion*, l'*Avenir Béthunois* et l'*Union de Calais* aident puissamment la propagande fédérale.

Quatre candidatures sont ratifiées, celles de Basly, Lamendin, Delcourt et Degay. Pour les autres candidats, mandat libre est laissé aux organisations des circonscriptions d'agir au mieux des intérêts du Parti.

Des 4 candidats socialistes qui affrontent la lutte (1) : Basly, Lamendin furent réélus, et Degay à Calais ne fut battu au second tour qu'à 150 voix par le réactionnaire Dussaussoy.

De jeunes éléments sont venus seconder les vieux cadres : R. Evrard, fils du vieux militant syndicaliste F. Evrard ; R. Briquet (2), avocat à Arras ; Chochoy, adjoint au maire de Boulogne ; Blassèle, cheminot à Béthune ; Tellier, directeur de la fabrique de chaussures du M. D. G. à Lillers ; Larus, maire de La Bourse ; Quéva, maire de Cuinchy ; Destombes, de Carvin ; C. Bernard, instituteur à Lens ; C. Mouton, employé à Lens ; J. Coquelle, à Lens.



GEORGES RICHARD, député

Photo Manuel.

Dans le III Congrès, tenu à Avion, en octobre 1906, la Fédération se prononça résolument contre l'Hervéïsme et pour l'entente cordiale avec la C. G. T. et le Parti socialiste, chaque organisation gardant son autonomie.

---

(1) Voir page 453 détails électoraux.

(2) Voir photo et biog. *La France Socialiste*, tome I, page 343.
Raoul Briquet, député, en mission à Bapaume, fut tué dans la mairie par l'explosion de bombes laissées par les Allemands.

Aux élections cantonales de 1907, Basly et Lamendin allaient siéger au Conseil général et aux élections municipales de 1908, 16 municipalités sont enlevées de haute lutte dans les principales villes ouvrières du département. (1)

La Fédération a tenu depuis sa réunion d'Avion, en 1906, ses Congrès à : 1. Boulogne (1907); 2. Liévin (1907); 3. Auchel (1908); 4. Frévent (1909); 5. Béthune (1910); 6. Lillers (1911); 7. Lens (1912); 8. Hénin-Liétard (1913); 9. Lens (1914); 10. Béthune (1914).

De 1913 à 1914, Raoul Evrard fonctionna comme délégué permanent fédéral. Sa propagande méthodique et ordonnée contribua beaucoup au développement que prit à cette époque la Fédération du Pas-de-Calais et à l'influence politique prépondérante dans le département.

En 1906, elle avait 30 sections et 1.100 cotisants.
En 1910, elle avait 47 sections et 2.813 cotisants.
En 1911, elle avait 52 sections et 2.837 cotisants.
En 1912, elle avait 60 sections et 2.550 cotisants.
En 1913, elle avait 70 sections et 3.75 cotisants.
En 1914, elle avait 77 sections et 4.600 cotisants.
En 1919, elle avait 115 sections et 11.950 cotisants.

Au 30 juin 1914, la Fédération avait les 77 sections suivantes :

Ablain-St-Nazaire, Armes, Angres, Aunoy-sur-Lens, Arras, Auchel, Avion, Auchy, Aix-Noulette, Barlin, Barraques, Bouvigny, Bully-Grenay, Bruire-le-Sec, Berclau, Beuvry, Béthune, Billy-Montigny, Billy-Berclan, Boulogne-sur-Mer, Bailleul, Burbure, Calais, Courblain, Carvin, Courrières, Cummelhy-Bois-St-Maur, Couchy-la-Tour, Chocques, Caumont, Desires, Douvrin, Drocourt, Dainville, Dourges, Divion, Eleu-dit-Leauwette, Fouquières-les-Lens, Fresincourt, Givenchy-la-Bassée, Givenchy-en-Gohelle, Hames, Hénin-Liétard, Hersin-Coupigny, Houdin, Haisne, La Bassée, La-

(1) Voir page 447 détails électoraux.

punoy, Leforest, Lens, Liévin, Lillers, Libercourt, Soissons-Lens, La Bourse, Marquise, Meurchin, Maresquel, Montigny-en-Gohelle, Neux-les-Mines, Noyelle-sur-Lens, Mazingarbe, Oignies, Ostilères, Rimbert, Rinxent, Rouvroy, Selves, Sains-en-Gohelle, Sallaumines, Souchez, Vendin-le-Vieil, Vimy, Verquigneul, Wimilles, Wingles.

Elle avait sur ses contrôles les élus suivants :

Députés : Basly, Briquet, Cadot, Lamendin, Sorriaux.

Conseillers généraux : Basly, Lamendin (Lens); Briquet (Vimy); Chochoy (Boulogne).

Conseillers d'arrondissement : Martin (Calais), Larue (Cambrin), Sorriaux (Carvin), Florent Evrard (Lens-Est).



CÉSAR BERNARD, député

Elle avait les municipalités socialistes avec les militants dont les noms suivent comme maires:

Basly, à Lens; Delcourt, à Avion; Hazart, à Aunay-sur-Lens; Desmulier, à Beuvry; P. Tournay, à Billy-Montigny; E. Quéva, à Cuinchy-la-Bassée; Monvoisin, à Douvrin; Larue, à La Bourse; Dacheville, à Fouquières-les-Lens; Choquet, à Harnes; Léonce Trezdez, à Meurchin; Delplanque, à Sallaumines; Alexandre, à Sains-en-Gohelle; A. Cartigny, à Wingles; Dubois, à Hulluch; Debert, à Bénifontaine; Lefin, à Méricourt; Kinziger, à Chocques.

Des minorités socialistes dans les Conseils municipaux de: Hénin-Liétard, Noyelles-sous-Lens, Carvin, Courcelles-les-Lens, Dourges, Berclau, Mazingarbe, Béthune, Burbure, Annezin, Boulogne, Calais.

Ses journaux : *La Bataille Socialiste,* devenu ensuite *Le Prolétaire,* tirait à 5.000 exemplaires ; *Le Réveil,* de Boulogne, à 3.000 ; *L'Action Sociale de Calais,* à 3.000 ; *Le Citoyen,* à Lens, à 4.000.

Le Bureau fédéral était composé de Ferrand, secrétaire fédéral ; trésorier : Merlin ; secrétaire adjoint : Rougerie ; délégué permanent : Raoul Evrard.

Membres : A. Amat, A. Prévost, E. Quéva, H. Leclercq, A. Chochoy, L. Blassèle, H. Caron, A. Tellier. L. Destombes, Salembier, Sorriaux, Briquet

G. Les Coopératives.

L'Ouvrière, d'Avion, fondée en 1898, par Delcourt, Duployez et Lerroux, vendait à mille familles en 1914. Son chiffre d'affaires dépassait un million 200.000 francs avec succursales à Billy-Montigny, Sallaumines, etc.

L'Avenir Béthunois, de Béthune, fondée en 1899-1900, par Alfred Prévost, Pignon, Morel.

L'Union de Calais, fondée aux environs de 1900, par Salembier, Hennuin, ouvrier tulliste, Saigne, ouvrier typo, etc., etc., commença par une petite boulangerie installée rue de Vendée, et groupant quelques familles ouvrières ; elle se développa peu à peu ; en 1906, elle avait son magasin d'épicerie ; en 1908, elle avait pris une grande extension, elle faisait construire une salle de spectacle, une brasserie, des salles de réunions pour les organisations ouvrières, avait ses fours, ses magasins et aujourd'hui, son chiffre d'affaires dépasse quatre millions. Salembier fut le premier administrateur général. Parmi les administrateurs d'aujourd'hui, Louis Orient, conseiller municipal, Lefèvre et Auguste Boulanger, conseiller municipal et secrétaire du Syndicat des ouvriers tullistes depuis 1918.

D'autres Coopératives se sont fondées sous l'impulsion des

militants socialistes : *L'Ouvrière de Sallaumines* (succursale de l'*Ouvrière* d'Avion).

Les Clairvoyants, de Bailleul-sur-Berthouet.

La Boulangerie fédérale *La Délivrance,* de Barlin.

La Ruche, de Bully-Grenay.

L'Union carvinoise, de Carvin.

La Solidarité, de Chocques.

Le Jalon Démocratique, de Dainville.

L'Union, de Farbus.

La Lumière de Méricourt, La Prévoyante, de Fouquières-les-Lens.

La Clairvoyante, d'Harnes-les-Lens.

La Lumière, d'Hersin-Coupigny.

Les Travailleurs, d'Houdain.

L'Egalité, de La Bourse.

L'Alliance Lensoise, L'Economie, Cercle des Coopérateurs, de Lens.

La Prolétarienne, L'Union Fraternelle, de Liévin.

La Maison du Peuple et *La Cordonnerie Coopérative,* de Lillers.

L'Union des Travailleurs, de Maisnil-les-Ruitz.

L'Union, de Nœux-les-Mines.

La Fourmillière, de Noyelles-sous-Lens.

La Prévoyante, d'Oignies.

Le Réveil, d'Olhain-Fesnicourt.

L'Emancipation, de Pelves-Reux.

L'Espérance, de Puisieux.

Les Travailleurs, de Rinxent-Hydrequent.

L'Emancipatrice, de Rouvroy-Nouméa.

L'Avenir, de Ruitz.

La Revanche Sociale, de Souchez.

La Clairvoyante, de Vimy.

H. La Fédération syndicale des Mineurs.

C'est E. Basly qui fonda le premier noyau syndical à Anzin (Nord) en 1884. Quelques temps après, une grève éclata, elle fut vaincue, et 144 militants furent chassés, mis à l'index et ne purent que très longtemps après se réembaucher dans la région.

La terreur patronale fut telle que pendant plusieurs années l organisation syndicale sommeilla dans le bassin minier.

En 1889, le réveil se produisit dans le Pas-de-Calais, à Lens, à Bruay, à Béthune des syndicats se constituèrent.

A cette époque, les ouvriers mineurs descendaient dans les puits de 2 à 4 heures du matin pour ne remonter au jour qu'à 4 ou 5 heures du soir. Le salaire moyen de l'ouvrier mineur proprement dit était de 4 fr. 38 à 4 fr. 80 au maximum.

Les galeries souterraines étaient mal aérées, le travail mal organisé, le mineur s'anémiait, s'épuisait au fond, et le fardeau du travail était exténuant.

Les ouvriers étaient traités comme un troupeau, malmenés et terrorisés; ils n'avaient aucune garantie contre les accidents du travail, aucune garantie non plus pour la veuve et les orphelins, lorsque le chef de famille était tué au fond de la mine.

12 pour 100 seulement des ouvriers arrivaient à remplir les conditions des règlements draconiens pour obtenir une misérable retraite annuelle de 288 francs, encore fallait-il qu'ils fussent reconnus incapables de tout travail par le médecin de la Compagnie.

H. Cadot, de Bruay, Casimir Beugnet, Florent Evrard, A. Lamendin, Cordier furent parmi les premiers militants des premières sections syndicales du Pas-de-Calais.

En 1889, éclata une grève générale dans tout le bassin, elle mit fin aux « longues coupes » et aboutit à un relèvement de salaires de 20 o/o.

La grève de 1891 fit aboutir de nouvelles revendications, elle régla la péréquation des salaires, dont la moyenne était faite jusqu'à ce moment de hauts et bas salaires. Les prix de tache étaient établis de telle sorte, que les hauts salaires étaient réservés aux hommes des Compagnies, à ceux qui étaient réfractaires à l'organisation syndicale ou se faisaient les mouchards de leurs camarades. Les bas salaires étaient le lot des adhérents au Syndicat et de ceux qu'on soupçonnait susceptibles de suivre les directives syndicales en cas de grève.

En 1893 éclata une nouvelle grève douloureuse et pénible. Le Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais rayonnait à ce moment-là sur tout le bassin, il devenait une force inquiétante pour les puissantes Compagnies qui attendaient avec impatience le moment favorable pour essayer de détruire l'organisation syndicale.

Le Syndicat réclamait aux Compagnies une augmentation des salaires de 10 0/0, avec un minimum de 5 fr. 50 et la délivrance chaque quinzaine au Syndicat du bordereau, copie des carnets de paye pour permettre le contrôle des salaires.

Les Compagnies refusèrent, ce fut la grève; les populations minières luttèrent avec courage et abnégation, la grève fut vaincue.

500 ouvriers, considérés comme des meneurs, furent congédiés; la plupart avaient 20 années de service à la mine; 1.584 personnes, femmes, enfants, vieux parents furent réduits à la famine, impossibilité pour eux de se faire réembaucher par les Compagnies solidaires. Comme pour les 144 d'Anzin, les puits du Pas-de-Calais leur furent interdits de longues années durant.

Après la grève, la terreur redoubla; les Compagnies firent preuve d'une rigueur qui touchait de près à la barbarie. les dirigeants des sections syndicales furent plus particulièrement visés; les vieux ouvriers proches de l'âge de la retraite

furent sacrifiés ; leurs agents menaçaient quotidiennement ceux qui étaient soupçonnés de sympathie pour le Syndicat, jetant l'épouvante dans la population ouvrière terrorisée. Le Gouvernement se mettait aux ordres des richissimes Compagnies.

Le 10 novembre 1893, le Procureur général près la Cour de Douai, rédigeait, sur l'ordre du Gouvernement, un rapport dans lequel il établissait que les Syndicats des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais étaient en contravention avec la loi de 1884 sur quatre points. Et il concluait qu'il y avait lieu « *d'exercer des poursuites, que jamais les poursuites ne pourraient se placer sur un meilleur terrain, ni dans un meilleur moment, étant donné que les ouvriers étaient découragés par les coupes sombres* — exagérées selon moi, ajoutait le Procureur général — *que les Compagnies exécutent dans les rangs de leurs ouvriers, et qu'on pouvait être certains que les ouvriers protesteraient très timidement.*

Pendant sa transmission de la Chancellerie à la Présidence du Conseil, le rapport du magistrat s'égara, et le lendemain matin, il paraissait dans les journaux socialistes ou d'extrême-gauche, avec des manchettes : « *Attentat du Gouvernement contre le Syndicat des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Le Gouvernement aux ordres de la Féodalité minière.* »

Une interpellation eut lieu à la Chambre, le Gouvernement recula, et les Syndicats du Nord et du Pas-de-Calais restèrent debout.

Tous les principaux députés socialistes de l'époque : Jules Guesde, Jaurès, Millerand, Viviani, A. Briand allèrent dans le Pas-de-Calais, faire des réunions, encourager le prolétariat minier, ou apporter l'appui de leur parole aux militants, en grand nombre dans la prison de Béthune, qui regorgeait de prisonniers.

La terreur se prolongea quatre ou cinq années, paralysant le développement de l'organisation ouvrière, mais le Syndicat avait pris racine et l'organisation socialiste germait.

Bientôt, grâce à Basly, à Cadot, à Lamendin, à Florent Evrard, à Casimir Beugnet, à Sorriaux, les sections syndicales se réorganisent, grandissent et bientôt la Fédération syndicale groupe des milliers d'adhérents aux environs de 1898-1900.

Les mineurs soutinrent encore, pour les relèvements de salaires, les grèves de 1902 et 1906, mais les conséquences en furent moins douloureuses, l'organisation syndicale étant devenue une force avec laquelle les Compagnies étaient contraintes désormais de compter.

Lorsque la guerre éclata, les mineurs du Pas-de-Calais avaient, grâce à l'action syndicale, aux grèves presque toujours nécessitées par les résistances patronales, conquis de meilleures conditions de travail. Meilleur aménagement de la mine, salaires augmentés, garanties contre l'accident, la maladie, de sérieux relèvements du taux de leurs retraites.

Pendant la guerre, et après, les sections syndicales agirent en plein accord avec les organisations socialistes, faisant marcher de pair l'organisation corporative et l'organisation politique du prolétariat, les complétant par l'organisation coopérative.

Le prolétariat minier, groupé sous cette triple forme, est en pleine puissance, malgré le mauvais coup tenté en mai 1920 par les sournoises Compagnies, avec la collaboration du Gouvernement de M. Millerand.

Rien ne peut désormais ni briser, ni effriter cette puissance. L'effort ininterrompu du Syndicat a eu pour résultat de faire porter les salaires à un taux rémunérateur moyen de 25 fr., les retraites atteignent 1.500 fr., l'application stricte de la loi de 8 heures. Le Syndicat fait surveiller et organiser les travaux souterrains par ses délégués mineurs dévoués et compétents, et gérer ses caisses de secours par des administrateurs élus sous ses auspices.

Les ouvriers mineurs du Pas-de-Calais disent fièrement qu'ils sont à l'avant-garde de l'armée révolutionnaire, ils sont

tous syndiqués et près de 15.000 d'entre eux sont membres du Parti socialiste.

Ils poursuivent leur route vers plus de justice sociale et combattent pour l'émancipation totale du prolétariat et pour l'avènement de la République du Travail.

I. Pendant et après la guerre.

Pendant la guerre, le Pas-de-Calais subit l'invasion. Ses militants tinrent héroïquement tête aux Commandantur et Basly résista stoïquement aux exigences des officiers du Kaiser.

A Paris, les réfugiés furent organisés par Ferrand et Raoul Evrard en relations avec la partie non occupée du département, ils maintinrent debout l'organisation fédérale jusqu'au jour de la libération.

Lorsque le jour de délivrance arrive, Basly, qui a été déporté en Allemagne, est revenu en France; beaucoup de militants sont morts sous la domination prussienne et le député Sorriaux est décédé dans les geôles allemandes.

La Fédération se réorganise rapidement; dans le courant de 1919, elle a retrouvé plus de 11.000 adhérents répartis dans plus de cent Sections. A la fin du premier trimestre 1920, elle comptait plus de 16.000 adhérents.

Aux élections législatives, sa liste entière est élue dans le premier secteur. Elle a 8 élus au Conseil général: Basly, (*Lens-Est*), Dupuich (*Lens-Ouest*), Ferrand (*Vimy*), Morel (*Béthune*), Leclercq (*Carvin*), Beltrémieux (*Houdain*), Havenne (*Norrent-Fontas*), Larue (*Cambrin*).

Elle conquiert des Hôtels de Ville nombreux et son recrutement progresse rapidement. Dès le premier semestre 1920, elle comptait un total de 150 Sections avec un effectif de 13.500 membres.

Enfin, à Calais, l'Union socialiste s'est cimentée depuis avril 1919 entre les éléments du Parti ouvrier et ceux de

l'Action sociale. Aux élections municipales, il n'y a plus de dissidents et la liste unique socialiste groupe 7.500 suffrages et a 7 élus : Louis Orient, A. Boulanger, Ovide Martin, Lejeune, Lefebou, Melle, et le vieux militant Delvart, depuis décédé, ce qui permet d'augurer favorablement pour l'avenir du Socialisme dans cette cité.

La Fédération du Pas-de-Calais est en voie de devenir une des plus puissantes du Parti.

Elections municipales 1908

COMMUNES	Nombre de candidats socialistes	Nombre de voix	Nombre de socialistes élus sur des listes socialistes	Nombre de socialistes élus sur des listes de coalition	Total des élus au 1er tour	Total des élus au 2e tour	Total des élus socialistes	Maires socialistes	Adjoints socialistes
Avion	23	1.181	23	»	23	»	23	1	2
Annequin	18	605	»	»	»	»	»	»	»
Auchel	11	123	»	»	»	»	»	»	»
Auchy-la-Bassée	6	277	1	»	1	5	6	1	»
Allouagne	21	202	»	»	»	1	1	»	»
Ablain-Saint-Nazaire	2	86	»	»	»	»	»	»	»
Barlin	20	485	6	»	6	»	6	»	»
Béthune	20	596	»	»	»	»	»	»	»
Beuvry	12	409	5	»	5	»	5	»	»
Billy-Berclau	16	»	»	11	11	»	11	1	»
Billy-Montigny	8	91	»	»	»	»	»	»	»
Boulogne-sur-Mer	20	2.704	»	»	»	»	»	»	»
Bouvigny-Boyeffles	7	114	3	»	3	2	5	1	»
Bully-Grenay	13	»	»	»	»	»	»	»	»
Calais	24	»	»	3	3	12	15	1	1
Carvin	11	»	»	7	7	4	11	»	»
Cauchy-à-la-Tour	12	90	»	»	»	1	1	»	»
Chocques	16	150	»	»	»	»	»	»	»
Curvichy	12	190	9	»	9	3	12	1	1
Eleu-dit-Leauwette	12	48	8	»	8	1	9	1	1
Frémicourt	12	89	8	»	8	»	8	1	1
Prévent	10	268	»	»	»	»	»	»	»
Harnes	23	480	»	»	»	7	7	»	»
Hénin-Liétard	13	1 644	»	»	»	»	»	»	»
Hersin-Coupigny	5	650	5	»	5	»	5	»	»
A reporter	346		48	21	79	36	125	8	

COMMUNES	Nombre de candidats socialistes	Nombre de voix	Nombre de socialistes élus sur des listes socialistes	Nombre de socialistes élus sur des listes de coalition	Total des élus au 1er tour	Total des élus au 2e tour	Total des élus socialistes	Maires socialistes	Adjoints socialistes
Report . . .	346		48	21	79	36	125	8	6
Labourse	12	195	12	»	12	»	12	1	1
Libercourt.	4	93	»	»	»	»	»	»	»
Liévin.	27	3 980	27	»	27	»	27	1	2
Lens	27	4 000	27	»	27	»	27	1	2
Lillers.	18	550	»	»	»	»	»	»	»
Loison	16	183	16	»	16	»	16	1	1
Mainil-les-Ruitz	4	»	»	4	4	»	4	»	»
Maresquel.	7	83	»	»	»	2	2	»	»
Mazingarbe	23	576	22	»	22	1	23	1	2
Meurchin	16	401	16	»	16	»	16	1	1
Montigny-en-Gohelle. . . .	23	368	»	»	»	»	»	»	»
Nœux-les-Mines	10	694	»	»	»	»	»	»	»
Noyelles-sous-Lens.	16	180	»	»	»	»	»	»	»
Rouvroy.	23	250	»	»	»	»	»	»	»
Sailly-la-Bourse	3	144	»	»	»	»	»	»	»
Sains-en-Gohelle.	12	220	»	»	»	6	6	»	»
Sallaumines	20	376	13	»	13	»	13	1	1
Vermelles	3	250	»	»	»	»	»	»	»
Verquigneulles.	6	110	»	»	»	»	»	»	»
Vincy.	16	128	»	»	»	»	»	»	»
Wingles.	21	325	11	»	11	9	20	1	2
	654		212	25	237	54	291	16	18

Au total, 291 conseillers municipaux dans 26 communes, 16 maires, 18 adjoints.

J. Elections Municipales 1912

La Fédération eut des candidats dans 68 communes. Elle conserva les municipalités de Lens, Sallaumines, Avion, Bully, Montigny, Cuinchy-la-Bassée, Labourse, Meurchin, Wingles; perdit celles de Liévin, Mazingarbe, Calais; mais elle installa ses élus dans les Hôtels de Ville de Harnes, Beuvry, Douvrin, Chocques, Fouquières-sous-Lens, Sains-en-Gohelle, Aunay-sous-Lens, Hulluch, Méricourt. Elle eut 17 municipalités et un total de 397 conseillers municipaux dans une trentaine de communes.

Elections municipales 1919

COMMUNES	NOMBRE de sièges	NOMBRE de Conseillers municipaux socialistes	NOMS DES MAIRES	NOMS DES ADJOINTS
1 Avion	23	23	Devienbourg.	Alfred Coulain. Auguste Crépin.
2 Annequin	16	16	Dénéchal.	Ernest Meurillon.
3 Aunay-sous-Lens	16	16	Aimable Hazard.	Clovis Gondin.
4 Auchy-la-Bassée	»	7	»	Pierre Monard.
5 Anquin-les-Mines	»	9	J.-B. Forestier.	»
6 Auchel	27	27	Henri Merlin.	Jules Cordier. Justin Chrétien.
7 Allouagne	23	12	George Richard.	»
8 Angres	»	4	»	»
9 Ablain-Saint-Nazaire	12	12	Victor Lherbiès.	Adolphe Acart.
10 Billy-Montigny	»	»	Tournay.	Beloy. Braun.
11 Billy-Berclau	16	11	Augustin Renou.	Louis Audant.
12 Bully-Grenay	23	23	J.-B. Dupuich.	Charles Buisine. Louis Guilly.
13 Beuvry	»	16	Demuliez.	Leblanc. Jules Weppe
14 Bouvigny-Boeffles	»	6	»	Henri Hennebelle.
15 Bruay	27	27	Henri Cadot.	Véry. Deloffre.
16 Burbure	27	21	Léon Paveau.	Léon Villette.
17 Barlin	23	23	Monsouret.	Dambrin. Duterrier.
18 Boulogne-sur-Mer	»	6	»	»
19 Courrières	23	23	Sorriaux.	Debarge.
20 Colonne-Ricouart	»	23	Louis Destombes.	Elie Coulers.
21 Carvin	23	22	Marcel Paget.	Léon Thiével. J.-B. Dieudonné.
22 Courcelles-lès-Lens	21	21	Victor Leprete.	Louis Lucas. François Gardin.
23 Chocques	16	16	Henri Hechter.	Emile Baux.
24 Cauchin-Légal	16	9	Ed. Vacheux.	Louis Ponmard.
25 Cauchy-à-la-Tour	16	16	Planhau.	Jules Leleu.
26 Cuinchy	16	16	Emile Queva.	Aimé Queva.
27 Calais	»	7	»	»
28 Comblain-Chatain	»	2	»	»
29 Dourges	»	9	Arthur Wartelle.	Louis Marchand. François Autern.
30 Divion	23	23	Isidore Lanney.	Achille Bodelet. Léon Lemaire.
31 Douvrin	21	11	J.-B. Liévet.	Charles Buisine. Louis Guilly.
32 Estrée-Gauchy	»	10	Marius Caron.	Louis Lesieur.
33 Estrée-Blanche	»	2	»	»
34 Fouquereuil	»	9	Gilbert.	»
35 Ferray	12	8	Leon Debrue.	Arthur Opigez.
36 Fresnicourt	12	12	Bretemieux.	Victor Bauchet.
37 Floringhem	»	10	Ph. Duhantois.	Constant Delmert.
38 Grenay	23	13	François Beaucamp.	François Solingues. Léon Gassart.
39 Gignies	»	21	Fd Pantigny.	Gronier-Usmar. Constant Caboche.
40 Gleu	»	12	Armand Fresny.	J.-B. Wimets.
41 Guernes	»	9	G. Dumlgny.	Victor Gaquière.
42 Gosnay	»	»	Demuliez.	»
43 Gonneheim	»	3	»	»

COMMUNES	NOMBRE de sièges	NOMBRE de Conseillers municipaux socialistes	NOMS DES MAIRES	NOMS DES ADJOINTS
44 Hénin-Liétard	»	»	Charlen.	»
45 Hallecourt	12	12	Warenbourg.	Gustave Deleau.
46 Hersin-Coupigny	23	23	Constenoble.	J.-B. Dubois. Elie Demey.
47 Houchin	12	12	Albert Botin.	Edmond Sauret.
48 Houdain	»	»	»	Léon Caron.
49 Harnes	23	23	Choquet.	Virel. Soissons.
50 Isbergues	23	23	Aimé Vasseur.	Chevalier. Manier.
51 Haisnes-s-la-Bassée	12	12	Juste Descamps.	Gaston Bocquet.
52 Labuissière	»	12	Paul Marq.	Aimé Cadot.
53 Lapugnoy	»	13	Cyr Bouchar.	Gustave Roussel.
54 Liévin	27	27	Léon Degreau.	Jules Bedart. Goulet Silas.
55 Lens	30	30	E. Basly.	Henri Pruvost. Alfred Monpelt.
56 Leforest	»	10	»	Courment Léger.
57 Loos-en-Gohelle	23	23	Fortuné Caron.	Abel Brougniart. Henri Faurez.
58 Lillers	»	22	Alph. Tellier.	Fernand Cernez Louis Defontaine.
59 Labourse	»	16	Achille Sarrue.	Léon Vagniez.
60 Marles-les-Mines	»	3	»	»
61 Meurchin	»	»	Trodez.	»
62 Montigny-en-Gohelle	»	»	Chopin.	»
63 Méricourt	23	23	Michel Richard.	Lancelle. Hélot.
64 Mazingarbe	»	16	Alph. Decatoire.	Auguste Leroux. Ch. Duterge.
65 Mesnil-Lesruitz	»	11	Jules Caron.	Félix Carle.
66 Noyelles-Godault	21	21	Henri Buffet.	Ignace Galon. Chevalier Benoit.
67 Nœux-les-Mines	23	23	Meusauret.	Edouard Viard. Henri Beaussart.
68 Noyelles-s-Lens	»	3	»	»
69 Noyelles-l.-Vermelles	»	3	»	»
70 Ouchy-les-Esdin	»	4	»	»
71 Outreau	»	»	Gournay.	»
72 Oisy-le-Verger	16	16	Boutreuille.	Henri Caudron.
73 Rebreuve	»	9	Delplanque.	Eugène Landry.
74 Sallaumines	23	23	Delplanque,	Jacques Souart. Clotaire Chopin.
75 Sains-en-Gohelle	23	23	Jérémie Cocu.	Gaston Dupuich. Georges Bellet.
76 Sabreuvière	12	12	Blanchart.	Charles Massart.
77 Sozinckem	12	12	Vincent.	A. Libessart.
78 Sauchy-l'Estrée	»	»	»	»
79 Sailly-Labourse	»	11	Emile Essique.	François Facon.
80 Soisson	»	»	»	»
81 St-Paul-s.-Thernoise	»	2	»	»
[illegible] rquigneul	12	12	Emile Lemoine.	Auguste Tailliez.
[illegible] melles	23	23	Beaumont.	Decorre. Camus.
[illegible] erquin	16	16	Turbiez.	Seaillerez.
[illegible] in-lès-Béthune	»	11	»	»
[illegible] igle	21	21	Aug. Catenne.	François Paul. Jules Cloisse.

La Fédération socialiste engagea la lutte dans 137 communes où elle eut des candidats.

Au total, elle possède 35 Conseils au complet, 33 communes où elle a la majorité, 18 communes où elle a des minorités dans les Conseils municipaux. En tout, 1.147 conseillers municipaux dans 86 communes, 68 maires, 93 adjoints.

Elections cantonales 1907-1919

Conseil général

CANTONS	NOMS des CANDIDATS SOCIALISTES	VOIX socialistes en 1907	VOIX socialistes en 1910	VOIX socialistes en 1913	VOIX socialistes en 1919
Calais sud-ouest. .	Salembier.	»	3.166	»	»
Calais.	»	»	»	»	»
Cambrin	Quéva.	»	3.310	»	»
Carvin	Sorriaux	»	3.388	»	»
Desvres.	Oger	»	526	»	»
Boulogne sud . . .	Chochoy	»	3.200	»	»
Lens-est.	Basly.	7.288	»	»	»
Lens-ouest	Lamendin.	7.649	»	»	»
Vimy.	R. Briquet.	»	5.233	»	»
Vitry-en-Arbois . .	Courmont.	»	901	»	»

Conseil d'arrondissement

CANTONS	NOMS des CANDIDATS SOCIALISTES	VOIX socialistes en 1907	VOIX socialistes en 1910	VOIX socialistes en 1913	VOIX socialistes en 1919
Lens	Florent Evrard . .	Elu.	»	»	»
Norrent-Fontes . .	Merlin	2.432	2.297	»	»
Vimy	R. Briquet.	2.448	»	»	»

En 1919 : 2 élus à Lens, 1 à Vimy, 1 à Béthune, 1 à Carvin, 1 à Houdain, 1 à Cambrun, 1 à Norrent-Fontas.

En tout 8 conseillers généraux, 7 conseillers d'arrondissement.

Résultats des Elections législatives de 1889 à 1919

CIRCONSCRIPTIONS	1889 Élections générales			1891 Élections complémentaires			1892 Élections complémentaires			1893 Élections générales			1898 Élections générales		
	Candidats	Voix obtenues par les socialistes 1er tour	2e tour	Candidats	Voix obtenues par les socialistes 1er tour	2e tour	Candidats	Voix obtenues par les socialistes 1er tour	2e tour	Candidats	Voix obtenues par les socialistes 1er tour	2e tour	Candidats	Voix obtenues par les socialistes 1er tour	2e tour
1re d'Arras . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	Delcourt .	2.345	»	»	»	»
2e d'Arras . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1re de Béthune .	»	»	»	E. Basly .	8.895 Elu	»	»	»	»	E. Basly .	14.614 Elu	»	E. Basly .	14.228 Elu	»
2e de Béthune .	»	»	»	»	»	»	A. Lamendin .	6.083	8.731 Elu	A. Lamendin .	12.212 Elu	»	A. Lamendin .	11.940	»
3e de Béthune .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	Merlin . .	1.740	»	Merlin . .	2.353	»
4e de Béthune .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
5e de Béthune . (créée en 1914)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1re de Boulogne.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2e de Boulogne.	A. Delcluze. .	2.276	»	»	»	»	»	»	»	A. Delcluze .	5.361	5.846	A. Delcluze . Degay . .	4.918 2.319	8.007
3e de Boulogne.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Arr. de Montreuil	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1re de St-Omer.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2e de St-Omer .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Arr. de St-Pol	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

CIRCONSCRIPTIONS	1902 Élections générales — Candidats	1902 Voix obtenues par les socialistes — 1er tour	1902 — 2e tour	1906 Élections générales — Candidats	1906 Voix obtenues par les socialistes — 1er tour	1906 — 2e tour	1910 Élections générales — Candidats	1910 Voix obtenues par les socialistes — 1er tour	1910 — 2e tour	1914 Élections générales — Candidats	1914 Voix obtenues par les socialistes — 1er tour	1914 — 2e tour
1re d'Arras . . .	Delcourt U. S. R.	3.792	»	»	»	»	R.Briquet	5.908	9.524 Elu	R.Briquet	9.094	11.795 Elu
2e d'Arras . . .	Pelez. . . U. S. R.	487	»	»	»	»	»	»	»	G. Barthélemy.	4.600	»
1re de Béthune .	Merlin. . U. S. R.)	784	»	»	»	»	Merlin . .	5.718	»	Merlin . .	2.856	»
2e de Béthune .	E. Basly.	15.525 Elu	»	E. Basly .	12.333 Elu	»	E, Basly .	15.739 Elu	»	E. Basly .	9.051 Elu	»
	P. Norange U. S. R.	792	»									
3e de Béthune .	A. Lamendin.	10.932 Elu	»	A. Lamendin .	11.205 Elu	»	A. Lamendin .	12.404 Elu	»	A. Lamendin .	14.131 Elu	»
	Goudemetz. . U. S. R.	102	»									
4e de Béthune .	Cadot . .	8.062	7.806	Cadot . .	8.513	8.537	Cadot . .	9.727	»	Cadot . .	12.016	»
	Callevaert U. S. R.	16	»									
5e de Béthune . (créée en 1914)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	Sorriaux .	5.099	6.513 Elu
1re de Boulogne.	Cropart U.S.R.	»	»	»	»	»	P. Myrens	3.794	7.022 Elu	P. Myrens	5.611	»
2e de Boulogne.	A. Delcluze .	2.898	»	Degay . .	5.383	9.496	Degay . .	3.122	»	Salembier	4.430	5.880 Elu
	Degay . .	3.117	»	Delcluze, ind. 2.466	»	»						
3e de Boulogne.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Arr. de Montreuil.	Van Waerabergue. U.S.R.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1re de St-Omer.	Fremaux. U. S. R	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2e de St-Gmer .	Picavez. . U. S. R.	36	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Arr. de St-Pol.	Denèse. . U. S. R.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		46.553			37.634			56.412			66.888	

1919

Elections générales

1er Secteur

Basly	65.470
Cadot.	64.407
R. Evrard . .	63.285
Maës, mineur.	63.305
Ferrand . . .	62.626
G. Barthélemy	64.047
Bernard César.	62.626
Georges Richard	62.604

Tous élus contre 54.790 au Bloc National

2e Secteur

Chochoy . . .	16.704
Baudoin . . .	16.442
Haloo.	16.167
Lejeune . . .	16.229
Merlin	16.103
Obeuf	15.892

Bloc National élu avec 56.571 voix.

1er Secteur

Moyenne . . . 67.850

2e Secteur

Moyenne . . . 16 259

Total . . 84.106

Fédération du Puy-de-Dôme

A. La Chambre syndicale des Typos. Les pionniers de l'Idée socialiste. Le P. S. R.

Sous l'Empire, les travailleurs étaient en petite partie groupés dans des Sociétés de secours mutuels à Clermont-Ferrand.

Cependant, en 1872, la corporation des ouvriers typographes était presque unanimement réunie dans une Société mutuelle qui présenta aux patrons une série de revendications corporatives qui, après de laborieux pourparlers, furent acceptées.

En 1881, quelques typographes appartenant à cette Société, fondèrent une Chambre syndicale, ce fut le premier groupement et le point de départ du mouvement ouvrier dans la capitale de l'Auvergne, puis dans la région.

Vers la même époque, se fonda un groupe de libre-pensée où milita un ouvrier socialiste venant de Moulins, l'ouvrier chapelier Gilbert Morel, futur secrétaire de la Bourse du Travail et l'un des initiateurs du mouvement socialiste, mort en 1915.

Gilbert Morel, secondé par Bassin, typographe, se livra à une active propagande et créa en 1892 le Comité socialiste révolutionnaire central (P. S. R.).

Parmi les premiers militants du groupe: Parassols, publiciste; Roussat, chapelier; Guichard, professeur à la Faculté (depuis passé aux indépendants du socialisme); Jean Desbordes; P. Leclerc, typographe; J. Orfeuvre, cordonnier; J. Claussat, étudiant en médecine (1); Lassauzet, F. Dionnet,

(1) Voir photo et biog. *La France Socialiste*, tome I. page 347.

en tout une douzaine de membres. Le secrétaire était Gilbert Morel ; le trésorier, Rancé.

Le Groupe se rattacha à la *Ligue d'action révolutionnaire pour la conquête de la République sociale,* et y délégua pour le représenter Parassols.

Dès cette époque, une ardente campagne fut menée à la fois sur le terrain politique et sur le terrain syndical. 12 Syndicats furent créés et adhérèrent à la Bourse du Travail de Clermont-Ferrand, fondée en 1891-1892.

Une élection partielle au Conseil municipal a lieu en avril 1893 ; le Groupe présente Gilbert Morel, Coutel et Goton. 700 à 900 voix s'affirment sur leurs noms.

A St-Eloy-les-Mines, un militant énergique et actif, Conchon, avait fondé la Chambre syndicale des mineurs et le Groupe d'Etudes sociales qui adhéra au P.O.F. après les conférences de Jules Guesde et Paul Lafargue.

A *Thiers,* en mai 1894, se constituent la Chambre syndicale de la coutellerie et le Comité socialiste révolutionnaire après une conférence de H. Turot et Degay, ainsi que deux autres groupes à *Jumeaux* et *Brassac-les-Mines.*



G. CONCHON

Le 1er Mai fut célébré pour la première fois en Auvergne en 1893, à Clermont-Ferrand.

Le 10 juillet de la même année, le Comité de Clermont s'affilie à l'*Agglomération des socialistes du Centre,* dont le siège est à Montvicq (Allier).

B. Les premières campagnes électorales. La Fédération d'Auvergne.

En août 1893, le Comité révolutionnaire de Saint-Eloy-les-Mines décide de présenter Conchon aux élections législatives dans la deuxième de Riom; 3.700 voix répondent à son appel.

Le Comité socialiste révolutionnaire de Clermont avait grandi, il dirigeait l'action socialiste dans le département d'où lui étaient venues de nombreuses adhésions; il rayonnait également en Haute-Loire, où s'était fondé, dans l'arrondissement de Brioude, le Groupe de Sainte-Florine qui présenta Parassols aux élections législatives.

En juillet 1895, Gilbert Morel est candidat au Conseil d'arrondissement dans le canton sud-ouest de Clermont et rassemble plus de 900 voix.

Vers la fin de 1896, le Comité socialiste révolutionnaire de Clermont-Ferrand, qui dirige plus que jamais l'action socialiste départementale, entre en pourparlers avec les socialistes de l'Allier et du Cher et a une place dans leur journal: *Le Tocsin Populaire*.

A partir de cette époque, l'action s'étend davantage, le mouvement socialiste prend corps et se développe dans le Plateau Central.

Aux élections législatives de 1898, Conchon est à nouveau candidat dans la 2e de Riom, où il gagne plus de 2.000 voix sur le résultat précédent. Il obtient 5.692 voix.

L'édition spéciale du journal de l'Allier, sous le titre de: *Tocsin d'Auvergne*, répand dans les campagnes les idées socialistes.

La Fédération Socialiste d'Auvergne se fonde à Clermont en 1897, et tient ses Congrès suivants à Thiers, Beaumont, Olliergues, Saint-Eloy. Par le canal de la Fédération du Centre, dont le siège est à Commentry (Allier) les socialistes du Puy-de-Dôme sont rattachés au P. S. R. jusqu'en 1900.

De nouvelles adhésions sont venues au Comité de Clermont, des groupes se sont fondés. Parmi les nouvelles recrues, celle d'Alexandre Varenne.

Alexandre Varenne, journaliste et avocat de talent, était de cœur avec Jaurès et il fut des premiers à suivre son inspiration. Sous sa vigoureuse impulsion, secondé par Parassols, il orienta les socialistes vers les thèses du grand tribun. La Fédération quitte le C. R. C. sur la question de la participation socialiste au pouvoir.

La Fédération autonome d'Auvergne est fondée aux environs de 1900. Elle créa et réunit dans son organisation fédérale le Comité socialiste révolutionnaire de Clermont-Ferrand, le Groupe Union socialiste de Thiers et les Comités socialistes d'Angerols, Auzat-sur-Allier, Beaumont, Châteauneuf-les-Bains, Celles, Jumeaux, Olliergues, Saint-Gervais-d'Auvergne, et le Groupe d'Etudes sociales de Vertaizon.

A Saint-Eloy-les-Mines, une scission se produisit, le gros du Groupe resta adhérent au P. O. F., quelques dissidents formèrent un Comité socialiste adhérent à la Fédération autonome. En 1900, à Clermont, une liste incomplète (14 sur 28) fut présentée, composée de socialistes et de radicaux. Au second tour, sur la liste de coalition, il y eut 3 élus dont 2 socialistes : Guichard et Jean Desbordes.

Aux Elections législatives de 1902, Alexandre Varenne, sans presque faire campagne, avait obtenu 7.800 voix dans la deuxième de Riom ; à Thiers, la candidature socialiste Dunaud trouva 4.274 voix ; à Ambert, la candidature socialiste Baudouin rallia quelques centaines de suffrages.

Mais les divisions socialistes existaient en Auvergne comme partout, et le Groupe de Saint-Eloy-les-Mines, qui avait fait entrer une minorité socialiste à l'Hôtel de Ville, essayait d'amener à l'unité socialiste révolutionnaire les militants du Puy-de-Dôme ; il était en relations avec un groupe révolutionnaire de Thiers et avec le concours des militants de la Fédération de l'Allier, Thivrier, Constans, et l'appui du

2 octobre de la même année, conseiller d'arrondissem
1.731 voix contre 739 au radical et 506 au réactionna

La Fédération autonome d'Auvergne présenta au
tions de 1904 :

Aux municipales : à Clermont, une liste incompl
obtint 1.600 voix et eut 4 élus au 2e tour : J. Desbord
joint, G. Morel, Pellet, Montel, conseillers municipau

A Thiers, à une élection complémentaire du 27 no
1904, la liste socialiste obtint une moyenne de 1.400 vo
un élu au premier tour et passa tout entière au deu
avec une moyenne de 2.000 voix.

Au Conseil d'arrondissement, elle fit élire Bernar
dans le canton de Thiers (1.019 voix au premier tour,
736 au radical et 1.112 au progressiste) au secon
par 1.933 voix contre 1.801 au maire radical de Thie
1905, à une élection complémentaire au Conseil munic

Tocsin d'Auvergne et utilisé la *République Socialiste* du sénateur Chantagrel, avait pour organe le journal l'*Ami du Peuple,* de Clermont-Ferrand, rédigé par Alexandre Varenne (1).

La constitution de l'unité socialiste devait produire des effets bienfaisants, mais elle rencontra d'abord quelques obstacles à Clermont-Ferrand et à Thiers, où les groupes rivaux luttaient avec âpreté les uns contre les autres.

C. L'Unification socialiste.
La Fédération du Puy-de-Dôme.

A Clermont-Ferrand, diverses entrevues eurent lieu entre les délégations des divers groupements, ce ne fut pas sans heurt, mais les deux Fédérations ayant, par l'organe de leur bureau fédéral respectif, adhéré aux résolutions d'Amsterdam, une réunion composée de délégués des deux organisations eut lieu le 28 mai 1905. Elle aboutissait au vote de la résolution suivante publiée par l'*Ami du Peuple,* l'*Equité* et le *Combat de l'Allier :*

Les délégués des Fédérations du Puy-de-Dôme (P. S. D. F.) et d'Auvergne (P. S. F.), réunis en Commission d'unification le 28 mai 1905, déclarent, conformément aux résolutions du Congrès de Paris, les Fédérations du Puy-de-Dôme et d'Auvergne dissoutes. La Commission remplira, jusqu'au Congrès qui sera tenu à Clermont-Ferrand le dimanche 2 juillet, les fonctions de Comité fédéral.

Le Bureau provisoire est constitué : Louis Parassols, secrétaire; Vedel, secrétaire adjoint; Vergeade, trésorier; Limouzin, trésorier adjoint.

Les Comités et Groupes qui adhéraient aux organisations dissoutes seront convoqués au Congrès où ils devront se faire représenter par délégation ou par mandat, chaque groupe ayant droit à deux délégués, mais à une seule voix.

Les Comités et Groupes qui ne se seront pas fait représenter au

---

(1) Voir photo et biog. *La France Socialiste,* tome I, page 164.

Congrès, seront considérés comme n'acceptant pas l'unité et seront rayés du contrôle du Parti.

La Commission fédérale décide de porter ces résolutions à la connaissance de tous les Comités et Groupes socialistes des Fédérations et du Conseil national.

La Commission d'organisation convoqua le Congrès qui se tint à la date fixée le 2 juillet 1905, à l'Hôtel de Ville de Clermont-Ferrand, sous la présidence du docteur Thivrier, député de l'Allier, assisté de Balladier, Rougon, Dr Claussat et L. Parassols.

Étaient représentés les Comités et Groupes de: Aubière, Brennat, Brioude, Clermont-Ferrand, Groupe d'action socialiste révolutionnaire, Comité socialiste révolutionnaire, Comité républicain socialiste, Montferrand, Durtol, Mezel, Olliergues, Pont-du-Château, Plauzat, Sainte-Florine, Saint-Éloy-les-Mines, Comité socialiste révolutionnaire, Groupe d'action socialiste, Thiers, Comité socialiste révolutionnaire, Comité de propagande socialiste.



PARASSOLS

Groupes absents : Beaumont, Brassac-les-Mines, La Bourboule et Royat.

Au cours de la discussion des statuts, le citoyen Monat, de Thiers, fit voter une motion disant que les Sections socialistes pouvaient adopter le titre qui leur plairait: Groupe, Unité, Cercle, Etudes sociales, avec faculté d'ajouter républicain socialiste ou socialiste révolutionnaire, à condition toutefois de faire suivre du sous-titre *Parti Socialiste, Sec-*

tion française de l'Internationale ouvrière. Cette motion fut adoptée par 11 voix contre 4 et une abstention.

Une grosse discussion eut lieu au sujet de l'attitude à prendre aux élections. Le citoyen Paret, du Comité socialiste révolutionnaire de Clermont-Ferrand, défendit une motion « interdisant l'alliance, même au second tour, avec le parti bourgeois ». Combattu vigoureusement par A. Varenne, la motion intransigeante fut repoussée par 8 voix contre 5 et 3 abstentions. Paret et Roussat, délégués du Comité socialiste révolutionnaire de Clermont-Ferrand, déclarèrent que leur Groupe quittait le Parti socialiste unifié et, malgré les objurgations de Thivrier, se retirèrent du Congrès.

Le bureau fédéral fut ainsi composé : L. Parassols, secrétaire ; A. Vedel, secrétaire adjoint ; G. Morel, trésorier ; Limouzin, trésorier adjoint ; Meulin, Bourbon, Monat, Orfeuvre, Rougon et Poction, ce dernier en remplacement de Paret désigné au début de la séance avant son départ.

Deux ordres du jour, un de Varenne et un de Vedel, furent adoptés : le premier contre la guerre ; le second envoyant le salut fraternel de la Fédération aux révolutionnaires russes.

La Fédération se constituait avec un effectif de 280 adhérents. A Thiers, les difficultés de fusion s'aggravèrent. Le Groupe d'Etudes Sociales et de propagande déclarait, au lendemain même du Congrès départemental d'unité, qu'il n'adhérait pas au Parti Socialiste Unifié tant que certaines personnalités du Comité Socialiste Révolutionnaire en feraient partie. La Fédération envoya Parassols en médiateur, mais ses efforts furent vains. Elle trancha la question dans le Conseil fédéral du 13 août 1905, en prenant acte de la déclaration maintenue du Groupe d'Etudes Sociales, et en invitant les socialistes de Thiers à donner leur adhésion au Comité Socialiste Révolutionnaire adhérent à la Fédération. Le deuxième Congrès unitaire se tint à Thiers, le 7 janvier 1906, dans une salle de la Mairie. Il y eut 13 Groupes représentés.

Le Congrès décida d'admettre, sous le contrôle de la Fédération, le journal *L'Ami du Peuple*, fondé par le citoyen Alexandre Varenne. Il décida également de présenter des candidats aux Elections Législatives dans trois circonscriptions au moins, et se prononça pour la discipline républicaine au second tour, avec engagement réciproque des candidats républicains.

Le Congrès clôtura ses travaux par le vote de l'ordre du jour suivant :

Le Congrès repousse comme une monstruosité l'emploi de l'armée dans les grèves, et affirme également avec la même énergie, sa volonté de préserver le prolétariat du fléau de la guerre et sa résolution bien nette de ne pas laisser toucher à l'indépendance nationale.

Aux Elections législatives de 1906, la Fédération engagea la bataille électorale à Thiers, avec Alexis Vedel, coutelier, qui rassembla 1.050 voix ; dans la première de Clermont-Ferrand, le candidat socialiste Gilbert Morel, représentant de commerce, obtint 2.583 voix ; et dans la deuxième de Riom, la belle campagne électorale d'Alexandre Varenne fut consacrée par un très grand succès : 9.153 voix le désignèrent comme candidat au deuxième tour. Les concurrents obtenaient : Lecoq, 5.664 ; Deschamps, radical, 2.456 ; et Laville, député sortant, 2.311. Au deuxième tour, Alexandre Varenne était élu par 11.149 voix contre 6.050 à Laville.

D. Les Congrès. — Les manifestations. Les batailles électorales. — Les Groupes fédérés.

Pour fêter le premier élu socialiste du département, une grande manifestation eut lieu à Clermont-Ferrand, avec le concours de Jaurès ; de tous les points du département socialistes et républicains accoururent y prendre part.

La population ouvrière de Saint-Eloy-les-Mines, depuis longtemps conquise au Socialisme, réclamait le Congrès fé-

déral. La Fédération réalisa son désir en convoquant pour le 30 septembre 1906, à Saint-Éloy, les assises départementales du Socialisme.

Duchet, maire et conseiller d'arrondissement, entouré de son Conseil municipal, reçut les délégués du prolétariat auvergnat à l'Hôtel de Ville où siégea le Congrès; Alexandre Varenne répondit, au nom des congressistes, aux souhaits de bienvenue du maire.

La Fédération comptait à ce moment 23 Groupes ou Comités, dont 17 furent représentés : Clermont-Ferrand, Groupe d'action, par Giraud, Leclerc et Jacquin; Aubière, par Bourbon; Beaumont, Durtol, par Pichon; Vertaizon, par Georges Forest; Mézel, par Parassols; Pont-du-Château, par le Dr Claussat; Plauzat, par Paul Lermier; Montaigut-en-Combraille, par Bideau, Gimel et Saulnier; Lapeyrousse, par Landrieve et Tourneaud; Moureuille, par Grobost et Robin; Youx, par Roche; Saint-Eloy-les-Mines, par Balladier, A. Varenne et Grand; Thiers, par Monat, adjoint au maire; Brassac-les-Mines, par Albert Paulin; Olliergues, par Gilbert Conchon; Charbonnier-les-Mines, par Forest.



LECLERC

Le Congrès délibéra sur l'ordre du jour du Congrès national et vota, en conclusion de ses délibérations, l'ordre du jour suivant :

Considérant que dans l'état actuel, il n'est pas possible d'établir des rapports constants entre la C. G. T. et le P. S.;

Considérant qu'il n'est pas possible de confondre le mouvement

syndical et le mouvement socialiste, est d'avis qu'il y a lieu dans certaines circonstances telles que le 1er Mai, par l'envoi de délégations, d'établir une entente momentanée entre la C. G. T. et le P. S. pour assurer le succès de ces manifestations.

Il se prononça pour la R. P., reprit le texte du Congrès de Thiers sur le militarisme et renouvela son bureau fédéral avec L. Parassols, Leclerc, secrétaires; P. Forest et Limouzin, trésoriers.

Après le Congrès de Saint-Eloy, la Fédération se livra à un gros effort de propagande, la saison d'hiver étant très rigoureuse est l'époque la meilleure pour pénétrer dans les milieux ruraux, les militants se dévouèrent et parcoururent le Massif Central donnant des réunions, des causeries, allant malgré la neige trouver les paysans, leur distribuant des brochures, leur faisant connaître et aimer le Socialisme; ces efforts furent récompensés par une éclosion de groupes et de multiples adhésions parvinrent à la Fédération. Aussi, au Congrès départemental (le quatrième) qui se tint en 1907, à Brassac-les Mines, le rapport du secrétaire fédéral annonce que le chiffre des adhérents est passé de 300 à plus de 800, et le nombre des Sections de 19 à 41.

Le 18 mai 1907, à l'occasion des Fêtes fédérales de Gymnastique, la Fédération radicale annonce une manifestation en l'honneur du président du Conseil, Clemenceau; la Fédération Socialiste fit paraître un manifeste dans lequel, tout en affirmant sa sympathie pour les Sociétés de Gymnastique, elle protestait contre la manifestation politique et dénonçait aux travailleurs l'attitude de Clemenceau, Briand et Viviani, « *dont le gouvernement opprimait les petits fonctionnaires, révoquait les plus ardents républicains, s'autorisant des paroles de ceux qui les révoquent, applique les lois scélérates à certains membres de la C. G. T., et dont l'attitude confirmait la faillite des promesses électorales: recul dans l'application des lois laïques, enterrement des retraites ouvrières, main-*

tion des Conseils de guerre, abandon et nouvelles concessions de mines ».

Le Conseil fédéral faisait appel aux républicains sincères et leur demandait d'adhérer au Socialisme. Il faisait venir Marcel Cachin, puis Compère-Morel en tournée ; à l'occasion de l'anniversaire de Juin 1848, il organisait, à Clermont-Ferrand, une belle manifestation où furent conviés et où se rendirent des délégués de tout le département, qui acclamèrent un vigoureux ordre du jour de solidarité avec les vignerons du Midi en révolte contre les Pouvoirs publics.

Aux Elections cantonales de la même année, le Dr Claussat était élu conseiller général de Chateldon par 1.253 voix ; Varenne obtenait 999 voix à Pontaumur ; Duchet était réélu conseiller d'arrondissement, à Montaigut-en-Combraille, par 2.125 voix ; Aujardias et Dubost obtenaient 173 et 184 voix dans un canton de Thiers, où la municipalité socialiste refusa de patronner des candidats désignés par le Groupe ; elle patronna des candidats socialistes indépendants ; Dessapt et Barges, 1.288 et 1.262 voix à Saint-Rémy-sur-Durolle ; le Dr Mailly, 789 voix, à Clermont-Ferrand sud-ouest ; et Silvin, 405 voix, à Veyre-Monton.

Une élection législative partielle a lieu en 1908, le 8 mars, dans la deuxième de Clermont-Ferrand ; Parassols récolte 1.947 suffrages contre 1.551 à Cluzel, 6.034 à Cournol et 9.267 à A. Fabre qui est élu.

Mais ce fut aux élections municipales de 1908 que la Fédération engagea une grande bataille.

Saint-Eloy-les-Mines fut définitivement conservé au Parti ; les Hôtels de Ville de Chateldon, Celles, Durmignat, Paslières, Puy-Guillaume furent enlevés d'assaut par les listes du Parti.

A Orcines, 1 élu ; à Cébazat, 1 élu ; à La Roche-Blanche, 1 élu ; à Montaigut, 1 élu ; à Moureuilles, 5 élus ; à Vertaizon, 2 élus ; Le Quartier, 5 élus, 149 voix ; à Lachaux, 2 élus ;

Lapeyrousse, 4 élus; Viscontat, 1 élu; Boutar (deuxième tour); Saint-Rémy-sur-Durolle, 7 canc 185 voix; Montaigut, 3 élus; Le Mont-Dore, 1 élu, ; La Bourboule, 2 élus, 274 voix; Pérignat-sur-Allier, listes élus sur liste de coalition; Charbonnières-les-V 4 candidats, 2 élus; Saint-Jean-des-Ollières, 4 (4 élus sur liste de coalition; Tallendes, 1 élu, 95 v 3 candidats, 100 voix; Aubières, 9 candidats, 90 v son, 7 candidats, 145 voix; Olliergues, 181 voix; 6 candidats, 354 voix; La Sauvetat, 3 candidats, Cournon, 175 voix; Chamalières, 4 candidats, 117 v ringues, 4 candidats, 70 voix; Pontgibaud, 3 (0 voix; à Clermont-Ferrand, la liste socialiste obte bert Morel) 2.008 suffrages et une moyenne de 1. Elle n'eut aucun élu.

Le Congrès fédéral de 1908, qui étudia l'ordre du j Congrès National de Toulouse, demanda la suppressi R. P. dans l'élection de la Commission administ: la Parti, étant entendu que la minorité serait représentée qu'elle atteindrait le tiers des votants si la délégation c Fédération avait au moins trois mandats. La Fédérati prononça pour une motion unitaire.

Le 7 mars 1909, nouvelle bataille législative; cette fc dans la première de Clermont-Ferrand où le radical M fut élu contre le candidat du Parti, Ceccaldi, qui obtint 1. voix. A une élection sénatoriale qui avait eu lieu le 5 vier 1909, le candidat socialiste, Gilbert Conchon, avait ob 199 voix.

Et voici les élections générales de 1910. Dans son Cong de 1909, la Fédération avait décidé d'engager la lutte d le plus grand nombre de circonscriptions possibles; quatre circonscriptions furent pourvues de candidats socialistes.

A Ambert, le candidat du Parti, Demay, 3.281 voix; à Issoire, J. Uhry, 1.701; à Clermont-Ferrand (deuxième),



Réunion du Conseil fédéral du Puy-de-Dôme 12 Octobre 1913

Parassols, 2.734 ; et dans la deuxième de Riom, Varenne augmente son chiffre de suffrages de 1906 ; il obtient 8.182 voix, mais est battu par M. Maison, candidat de droite. A une élection municipale complémentaire du 29 mai 1910, à Clermont-Ferrand, les 7 candidats socialistes obtinrent 1.853 voix.

Quelques mois plus tard, en juillet 1910, les candidats socialistes sont présentés à Clermont-Ferrand sud-ouest, Morel, 298 voix ; Clermont-Ferrand nord, Paulin, 274 ; et à Montaigut-en-Combraille, Michel est élu conseiller général par 2.033 voix.

Au Conseil d'arrondissement, des candidats sont en ligne dans les cantons de Clermont-Ferrand sud, Montchanin, 338 voix ; Olliergues, Demay, 1.036 (élu) ; Chateldon, Soanin, 1.320 (élu) ; Saint-Germain-Lembron, Moriat, 146 ; Ardes-sous-Couze, Barbat-Pélissier, 189 voix.

La bataille pour les élections municipales de 1912 fut très vive ; partout les adversaires firent effort pour déloger les socialistes des Hôtels de Ville ou les empêcher d'y entrer. Des candidats socialistes furent présentés dans 51 communes ; des listes socialistes dans 31 ; les municipalités de Saint-Eloy-les-Mines, Chateldon, Durmignat, Puy-Guillaume furent conservées ; celles de Montaigut-en-Combraille, Youx, Saint-Victor-Monvianeix, Olliergues, Lachaux furent conquises ; celles de Celles et Paslières furent perdues. A Clermont-Ferrand, 6 candidats, sur une liste de concentration, obtinrent 3.100 voix au deuxième tour. Au total, 133 élus dans 31 communes.

Le décès de M. Chamerlat, député de l'arrondissement de Thiers, avait provoqué, en mai 1911, une élection complémentaire ; la Fédération présenta le Dr Claussat qui enlevait brillamment le siège, au deuxième tour, par 12.345 voix, après avoir obtenu 9.466 voix au premier tour contre 7.413 au radical Guillemain et 2.224 à un candidat indépendant, Cotillon.

NOMS DES COMMUNES	NOMBRE de Conseillers à élire	NOMBRE de Candidats socialistes	NOMBRE d'Elus au 1er tour	MOYENNE des voix obtenues au 2e tour	NOMBRE de Candidats au 2e tour	NOMBRE d'Elus au 2e tour	TOTAL des Elus aux 2 tours	MUNICIPALITÉS gagnées	MUNICIPALITÉS perdues	OBSERVATIONS
Clermont-Ferrand	30	8	»	3.320	6	2	2	»	»	Liste de coalition
Saint-Eloy-les-Mines.	23	23	23	1.280	»	»	23	conservée	»	Liste entière
Montaigut-en-Combraille . . .	16	16	10	260	3	3	13	1	»	—
Durmignat	12	12	5	150	7	2	7	1	»	—
Youx	12	12	4	146	8	3	7	1	»	—
Chabreloche	16	16	»	190	»	»	»	»	»	—
Saint-Victor-Montraner	12	13	12	n'ont pas envoyé les résultats				1	»	—
Moureu[illegible]le	»	»	»			—		»	1	—
Auzat-Saint-Allier	21	21	»	208	»	»	»	»	»	—
Ardes-Saint-Couze.	12	4	»	90	1	»	»	»	»	Liste incomplète
Cournon	16	8	»	145	3	»	»	»	»	—
Aubière.	21	8	»	90	»	»	»	»	»	—
Billom	21	3	»	250	»	»	»	»	»	—
Olliergues.	16	12	12	260	»	»	12	conservée	»	Liste de coalition
Lachaux	16	7	3	190	6	2	2	»	»	—
Saint-Remy	24	5	5	780	»	»	5	»	»	—
Olmet	12	4	2	170	3	»	2	»	»	—
Sermentizon	12	5	»	130	»	»	»	»	»	—
Vertaizon	16	5	1	220	»	»	1	»	»	—
Saint-Ours-les-Roches	12	1	1	200	»	»	1	»	»	—
Yronde et Buron	12	3	1	135	2	»	1	»	»	—
La Roche Blanche	12	4	1	160	2	»	1	»	»	—
Brassac-les-Mines	21	6	»	230	3	1	1	»	»	—
Meissex.	16	5	»	220	2	1	1	»	»	—
Lamontgie	12	3	1	155	»	»	1	»	»	—
Mezel.	12	4	1	170	2	»	1	»	»	—
Bas-et-Lezas.	12	1	1	225	»	»	1	»	»	—
Thiers	23	1	»	814	»	»	»	»	»	Liste incomplète
Picherande	12	1	»	n'ont pas répondu au questionaire.					»	—
Puy-Guillaume	16	7	»			—			»	Liste de coalition
Sallède	12	4	2			—			»	—
Chateldon	»	»	»	»	»	»	»	conservée	»	—
Puy-Guillaume	12	12	12	»	»	»	12	conservée	»	—
Celles	12	12	»	»	»	»	»	»	Perdue	—
Paslières	12	12	»	»	»	»	»	»	Perdue	—

Le huitième Congrès fédéral qui se tint à Aubière, en 1911, fut consacré à l'examen de la question agraire; il adopta le rapport Claussat concluant à la création de Syndicats et de Coopératives agricoles de petits propriétaires. Il renouvela le bureau fédéral avec Paulin, secrétaire général, et Bati trésorier.

Le neuvième Congrès tint ses assises le 15 septembre 1913, à Saint-Éloy les Mines, où il inaugura le nouvel Hôtel de Ville, construit par la Municipalité socialiste, et donna lieu à une manifestation populaire à laquelle prirent part: P Constans, maire de Montluçon; Prat, maire de Commentry; les 90 délégués des 45 Sections délibérèrent sous la présidence d'Alexandre Varenne. Parmi les délégués: le Dr Claussat, Paulin, Junker, Jean Varenne, Daviet, Pierre Laval, Legros, Vaple, Babiot, Duchet, Morel, Limoges, etc.

Le Bureau Fédéral fut composé de: Paulin, secrétaire fédéral; A. Batisse, trésorier; Villedieu, secrétaire adjoint; [illegible], trésorier adjoint.

Commission administrative: Chambon, Douris, Mathias, Vigier, Crozet, Maillot, Barraud, Leclerc, Manducher, Tournaud, Verdier.

La Fédération était en pleine prospérité à la veille des Élections Législatives de 1914. Elle avait organisé une belle campagne contre le militarisme et la loi de 3 ans, en affirmant qu'il était d'autres moyens plus efficaces pour assurer la défense nationale; aussi, aux élections générales du 26 avril 1914, reconquerrait-elle de haute lutte les deux sièges de la deuxième de Riom et de Thiers.

Dans la deuxième de Riom, Alexandre Varenne obtenait 7.262 voix au premier tour et était élu au deuxième par 10.392 voix contre 8.550 à M. Mangerel; le député sortant qui avait battu Varenne 4 ans avant, n'avait obtenu que 1.847 voix au premier tour.

A Thiers, Claussat triomphait dès le premier tour étant élu le 26 avril par 9.525 voix contre 7.342 à M. Thave et 1.728 à M. Huguet.

Dans la première de Riom, le candidat de la Fédération, Junker, luttant contre le puissant Clémentel, obtenait 1.549 voix; à Issoire, un jeune militant, secrétaire fédéral, A. Paulin, menait une excellente campagne et ralliait 3.651 suffrages sur le programme du Parti.

C'était donc près de 22.000 voix socialistes dans le département. Ce fut une victoire, présage d'autres victoires plus grandes si la guerre n'était pas venue.

Voici la liste des Sections socialistes du Puy-de-Dôme à la veille de la guerre, avec leur secrétaire:

1. Aubière, secrétaire: Brugières, rue Côte-Blatin.
2. Ardes-sur-Couze, secrétaire: Daviet.
3. Apchat, secrétaire, Terme, menuisier.
4. Auzat-sur-Allier, secrétaire : Emile Costet.
5. Bort, secrétaire: Victor Delorme.
6. Boutaresse, secrétaire: Lhéritier.
7. Blanzat, secrétaire: Pierre Boisset.
8. Brennat, secrétaire: Moissin.
9. Brassac-les-Mines, secrétaire: Vidal-Dumazet.
10. Billom, secrétaire: Pouyet, galochier.
11. Celles, secrétaire: Antonin Laroye.
12. Cournon, secrétaire: Pierre Farnoux, cultivateur.
13. Châteldon, secrétaire: François Servajean.
14. Chabreloche, secrétaire: Gourbeyre-Nerquiol.
15. Charbonnières-les-Vieilles, secrétaire: Chevalier-Guyot.
16. Charbonnières-les-Varenne, secrétaire: Sahut-Chansard, cons. m.
17. Cunlhat, secrétaire: Pouyet, instituteur.
18. Chamaltières, secrétaire: J.-B. Vaissières.
19. Durmignat, secrétaire: J.-B. Andrivon.
20. Eglise-Neuve, secrétaire: Bergeron.
21. Clermont-Ferrand, secrétaire: Francisque Andanson.
22. Jumeaux, secrétaire: Victor Magaud, mineur.
23. Lamontgie, secrétaire: Alphonse Fradet.
24. Lapeyrouse, secrétaire: Alexis Tournaud, conseiller municipal.
25. Lachaux, secrétaire: Bigay.
26. Marat, secrétaire: Demay.
27. Montaigut-en-Combraille, secrétaire: Fois Duranthon.
28. Moureuille, secrétaire: Eugène Lefour.
29. Mezel, secrétaire: Aussourd.
30. Messeix, secrétaire: Baraduc, instituteur.

31. Olliergues, secrétaire : Demay, maire, conseiller **général.**
32. Olmet, secrétaire : Cyprien Theillol.
33. Palladuc, secrétaire : André Bost.
34. Paslières, secrétaire : Claude Dozolme.
35. Puy-Guillaume, secrétaire : Joseph Lotiron.
36. Riom, secrétaire : Isnal.
37. Ris, secrétaire : Rossignol-Dedieu.
38. Sauviat, secrétaire : Fontlupt.
39. Sallèdes, secrétaire : Isidore Coupat.
40. Saint-Dier, secrétaire : Legros, ébéniste.
41. Saint-Eloy-les-Mines, secrétaire. Emile Pabiot.
42. Saint-Germain-Lembron, secrétaire : Doucet, imprimeur.
43. Saint-Rémy-sur-Durolle, secrétaire : Léonard Dessapt.
44. Sermentizon, secrétaire : Genller-Liovingut.
45. Saint-Ours-les-Roches, secrétaire : Jean Labourier.
46. Saint-Jean-des-Ollières, secrétaire : Fougères.
47. Saint-Jullien-de-Coppel, secrétaire : Philippe Bathol.
48. Tallendes, secrétaire : Terrasse, propriétaire.
49. Thiers, secrétaire : Greliche.
50. Volloré-Ville, secrétaire : Etienne Gilbertas.
51. Vertaizon, secrétaire : J.-B. Dumas.
52. Yronde et Buron, secrétaire : Grave-Gorce.
53. Youx, secrétaire : Ollivier.

Le Congrès ordinaire s'était tenu le 11 janvier 1914, à Riom, et le Congrès extraordinaire du 5 juillet de la même année, tenu à Clermont-Ferrand, adopta la motion Keir Hardie-Vaillant.

E. Les Elections de 1919.

La guerre a désorganisé la Fédération du Puy-de-Dôme ; mais, grâce aux efforts des camarades non mobilisés : Manducher, Roux, Barrachin, Villevaud, et en particulier Jacquin qui assuma la charge de secrétaire fédéral et Dionnet celle de trésorier, de nombreuses Sections se maintinrent avec un petit noyau de militants ; puis, les militants du Massif Central sont de rudes lutteurs, et les paysans d'Auvergne une fois qu'ils ont donné leur adhésion à un idéal ne

l'abandonnent pas facilement; aussi est-ce avec confiance qu'on peut envisager l'avenir du Socialisme dans le Puy-de-Dôme. Déjà, en 1919, près de mille adhérents avaient rejoint le Parti socialiste organisé et les élections brusquées de M. Clemenceau n'empêchaient point les succès socialistes.

Aux élections législatives, la liste du Parti Socialiste était composée d'Alexandre Varenne, 34.721 voix; Dr Claussat, 33.386; Barrier, facteur des P. T. T., 32.212; Darteyre, médecin, 32.089; Demay, commerçant, 31.754; Leclerc, 31.465; Paulin, coupeur, 31.241; soit une moyenne de 32.409 voix; le quotient étant de 15.607 avec un total de 111.873 votants, la liste socialiste eut 2 élus; ce furent Alexandre Varenne et le Dr Claussat. Malgré la guerre, le Parti socialiste gagnait plus de 10.000 voix sur 1914; il représente d'ores et déjà le tiers du corps électoral départemental.



PAULIN
Secrétaire fédéral

Aux élections cantonales de 1919, les dépenses nécessitées par les campagnes législatives et municipales empêchèrent la Fédération d'engager la lutte dans de nombreux cantons. Au Conseil général le siège de Chateldon fut conservé par Claussat réélu triomphalement; celui de Montaigut-en-Combraille par Michel réélu sans concurrent; ceux d'Olliergues et St-Amand-Tallende par Demay et Darteyre. Malgré une violente campagne du bloc national, Varenne enleva le siège de Clermont sud-ouest. Enfin, Cluzel à Veyre-Monton; Béchon à Saint-Rémy-sur-Durolle; Moreau à Bourg-Lastic, furent élus. Au total, 8 sièges dont 4 gagnés.

D'autre part, dans le canton de Jumeaux, A. Paulin obtenait 914 voix contre 1.040 au bloc national; à Thiers, Mallaret, 1.328 voix contre 1.440; à Clermont sud, Charpotier, 629 voix, gagnant 400 voix sur le précédent scrutin.

Au Conseil d'arrondissement les sièges des cantons de: Montaigut, Chateldon, Sauxillanges, ainsi que les 2 sièges de Saint-Rémy-sur-Durolle, étaient conservés par Blanc, Soanin Bougheon.

Bourasset était élu à Jumeaux, et Chevalier à Saint-Dier; soit 7 sièges.

A Thiers, Massoptier et Hugonnet obtenaient 1.412 et 1.387 voix, et Margot, à Clermont nord, 530 voix; tous trois n'étaient battus qu'à quelques voix, ainsi que Defradas à Olliergues.

Aux élections municipales, la lutte fut engagée dans de nombreuses communes, soit avec des listes purement socialistes, soit avec des listes de coalition, ou encore avec des listes incomplètes et des candidatures isolées.

A Youx, Durmignat, Paslières, Chateldon, Ris, Lachaux, Olliergues, Brenat, Augerolles, Montaigut-en-Combraille, Saint-Victor-Montvianeix, Saint-Rémy-sur-Durolle, Saint-Amand-Tallende, Charbonnier-les-Mines, les mairies restèrent aux mains des socialistes avec des majorités accrues.

Les municipalités de Celles, Arcousat, Lapeyrousse, Messeix, Auzat-sur-Allier, Saint-Sandoux, La Roche-Blanche, Le Montel-de-Gelat, furent conquises.

Des élus socialistes pénètrent dans les Conseils municipaux de Thiers (7 élus), Volvic (6 élus), Aubières (3 élus), Blauzat (3 élus), Cebazat (2 élus), Mézel (2 élus), Brassac-les-Mines, Vertaizon, Domaize, Saint-Victor-la-Rivière, Saint-Dier, Jumeaux, Saint-Ours-les-Roches, Tallende, Billom, Lamontgie, Champeix, Aulnat, Ternant, etc.

Dans de nombreuses communes, si le succès ne couronna point l'effort des militants, des chiffres importants de suffrages se portèrent sur les listes socialistes.

A Clermont-Ferrand, la liste socialiste obtint une moyenne de 2.500 voix avec un gain de 1.000 suffrages sur le scrutin de 1912.

A Saint-Eloy, à la suite d'incidents locaux, il y eut deux listes socialistes en présence : celle de Duchet, ancien maire, et celle de la Section socialiste. Ce fut cette dernière qui fut élue avec, pour maire, le citoyen Blanc.

Aux élections sénatoriales, la Fédération présenta une liste complète : Darteyre, 166 voix ; Michel, 157 ; Demay, 146 ; Bourasset, 94 ; au deuxième tour, Darteyre, seul maintenu, 208 voix ; au troisième tour, sa candidature fut retirée.

A leur démobilisation, A. Paulin et Villedieu ont repris leurs fonctions de secrétaire général et de secrétaire adjoint ; Dionnet et Leclerc assument celles de trésorier et de trésorier adjoint, en remplacement des bons camarades A. Batisse et Veyssière tués au front et unanimement regrettés.

Les Congrès fédéraux de 1919 et 1920, tenus à Clermont-Ferrand, ont constaté la croissance des effectifs : 1,000 adhérents en 1919 et 1.700 en 1920.

Fédération du Rhône

A. Lyon révolutionnaire. — Les insurrections. Les luttes républicaines.

L'insurrection des « *Canuts* » en 1831 et celle des Mutualistes lyonnais en 1834 furent les premiers épisodes du mouvement révolutionnaire ayant un caractère économique après la grande Révolution bourgeoise de 1789-93.

L'insurrection des tisseurs de 1831, révéla les conditions lamentables de la classe ouvrière, la lutte fut acharnée, la répression atroce; pendant trois jours les 21, 22 et 23 avril, les insurgés furent les maitres de la ville, arborant leur fière devise: « *Vivre en travaillant ou mourir en combattant* ». En 1834, les tisseurs se réunissaient au sein de la « *Société du devoir mutuel* », ils réclamaient une amélioration de salaire qui leur fut refusée; ils décidèrent la cessation du travail, le gouverneur militaire déclara qu'il ne tolérerait pas l'arrêt des métiers, les quartiers ouvriers se hérissèrent de barricades; les mutualistes combattirent 48 heures avec succès, sous la conduite de l'intrépide Lagrange. Le troisième jour, les derniers combattants, acculés dans l'Eglise des Cordeliers, furent massacrés sans pitié au nombre de 480.

En février 1848, les Communistes Cabétiens et les révolutionnaires proudhoniens connus sous le nom de « Voraces » disputèrent le pouvoir communal aux bourgeois républicains. Le Préfet, Emmanuel Arago, eut de la peine à triompher de leur action énergique et ne put éviter l'élection à la Constituante de cinq ouvriers, dont trois étaient socialistes: le Canut Greppo, l'un des chefs de l'insurrection de 1831; Joseph Benoit, canut, et le marmiton Pelletier. L'an-

née suivante, les révolutionnaires Lyonnais tentèrent de couper la voie du chemin de fer pour empêcher les troupes, envoyées au secours du Pape par le Prince président, d'arriver à Rome. En juin 1848, un mouvement insurrectionnel éclata à Vaise pour seconder le mouvement parisien; il fut étouffé. Au Coup d'Etat de décembre 1851, la résistance s'organisa dans tous les quartiers du centre où les arrestations furent plus nombreuses que dans les autres grandes villes où s'élevèrent des protestations contre Napoléon. Après l'attentat d'Orsini, 27 arrestations eurent lieu à la Croix-Rousse, en vertu de la loi de Sûreté générale.

Dès 1866, une forte section de la 1re Internationale fut fondée à Lyon, elle envoya Bondy, Richard, Schettel, Secrétan au premier Congrès International de Genève. L'année suivante, à Lausanne, au 2e Congrès de l'Internationale, 28 septembre 1867, Lyon, Villefranche-sur-Saône, Neuville-sur-Saône sont représentés. Ce furent les membres de la Section de l'Internationale qui proclamèrent la République à Lyon le 4 septembre 1870, à 7 heures du matin, avant même la chute de l'Empire à Paris, ils hissèrent le drapeau rouge sur le dôme de l'Hôtel de Ville. Challemel-Lacour ne parvint à le faire abattre que deux mois plus tard.

Après la bataille de Nuits-St-Georges, en décembre 1870, où les légions des mobiles lyonnais furent décimées, les internationalistes tentèrent de renverser l'autocrate préfet et de reprendre l'Hôtel de Ville.

Les officiers socialistes de la Garde nationale firent battre le rappel dans les faubourgs; le commandant Arnaud, chef d'un bataillon de la Croix-Rousse, ayant voulu s'opposer à cette mesure révolutionnaire, fut saisi par ses hommes et conduit à la salle de la Perle pour être jugé par le peuple; condamné à mort, il fut immédiatement exécuté sur le champ de manœuvre de Clos-Jouve. Plusieurs des exécuteurs furent fusillés, dont Deloche, l'énergique internationaliste; un plus grand nombre furent envoyés à la Nouvelle-Calédonie.

Le 24 décembre, à l'appel de Bakounine, Cluseret, Saigne, les ouvriers occupés aux chantiers nationaux se rendirent sur la place des Terreaux, armés de leurs instruments de travail, pelles et pioches et envahirent l'Hôtel de Ville défendu par les bataillons réactionnaires des quartiers bourgeois; ces derniers battirent en retraite. Mais le mouvement n'eut pas de suite, les révolutionnaires s'étant retirés pendant la nuit.

A l'annonce de la proclamation de la Commune de Paris, la population ouvrière de Lyon est en ébullition; à la Guillotière, le peuple monte la garde autour du drapeau rouge, les délégués des bataillons de la garde nationale s'assemblent au Palais Saint-Pierre, les bataillons des Brotteaux, de la Croix-Rousse et de la Guillotière se préparent, une foule énorme envahit les rues, la place des Terreaux; au Conseil municipal, la proposition est faite de proclamer la Commune de Lyon, le Conseil hésite, dehors les ouvriers crient : « A bas Versailles! Vive la Commune !» Le préfet Valentin convoque les bataillons réactionnaires qui ne bougent pas; une Commission municipale, avec cinq conseillers municipaux est nommée, le drapeau rouge flotte au grand balcon de l'Hôtel de Ville, le Préfet est arrêté, on acclame Garibaldi, commandant en chef de la Garde nationale.

Mais la défection de la Commission nommée, amène la fin du mouvement communaliste.

Le 30 avril, les électeurs étaient appelés par décret du Gouvernement de la Défense nationale à élire des conseillers municipaux. Les socialistes lyonnais déclarent que, considérant la Commune de Paris comme le seul Gouvernement légal, ils sont résolus à empêcher le scrutin de s'ouvrir dans les sections de vote.

Dès le matin, des tentatives eurent lieu dans divers quartiers; elles échouèrent partout sauf à la Mairie de la Guillotière, où les gardes nationaux socialistes, sous la conduite du capitaine d'artillerie Joseph Brugnot, résistèrent jusqu'au

lundi matin contre les troupes régulières, il fallut employer le canon pour déloger les insurgés. Les morts furent nombreux des deux côtés. Pour encourager les soldats à monter à l'assaut, le Procureur de la République, Louis Andrieux, vint les haranguer, à cheval, en chapeau haut de forme. Pendant l'agonie de la Commune de Paris, une nouvelle démonstration fut tentée en sa faveur, elle n'eut d'autre résultat que de provoquer de nombreuses arrestations dont celle du jeune Camille Camet, l'initiateur du mouvement, lequel de retour du bagne militaire, devait prendre une part active au mouvement socialiste local.

B. **Les anarchistes. — Les premiers militants socialistes. — Les Chambres syndicales. — L'agitation socialiste.**

En 1873, le gouvernement poursuit de ses persécutions les membres de l'Internationale; il invente le « Complot de Lyon » pour lui servir de prétexte à l'arrestation des militants de la région échappés aux répressions précédentes.Rogeret, Audouard, Anglade, Schettel, Boriasse, J.-B. Deville, Serre, Durieux, Gouttenoire de Lyon sont emprisonnés et condamnés au procès d'avril 1874. Les deux groupes de l'Internationale siégeaient l'un à la Croix-Rousse, l'autre à la Guillotière, au café de la Belle-Boule; Camet Camille récolta cinq ans de prison; Gouttenoire et Boriasse 3 ans; Deville 2 ans; Durieu, Anglade, Schettel, Rogeret, six mois de prison, tous privés pendant cinq ans de leurs droits civiques.

A Berne, au Congrès International de 1876 (octobre), Lyon avait envoyé un délégué.

Au 2e Congrès National Ouvrier tenu à Lyon en 1878, au Théâtre des Variétés, cinq délégués lyonnais votèrent les résolutions collectivistes défendues par Dupire, Ballivet, Calvinhac et Thierry, sous l'inspiration de « l'*Egalité* » de Jules

Guesde. L'année suivante, Brugnot, ouvrier typographe, est délégué au Congrès de Marseille, où il est un des signataires de la résolution collectiviste qui triompha dans le Congrès ouvrier. Jules Guesde et Benoît Malon allèrent à Lyon dès 1877. Les résolutions collectivistes avaient été votées à Marseille par la majorité de la délégation lyonnaise. A son retour, elle les propagea avec l'aide d'un groupe d'anciens internationalistes auxquels s'étaient joints de nouveaux adeptes, parmi lesquels Placet, ouvrier tisseur, Gabriel Farjat, ouvrier tisseur. Après l'invalidation de Blanqui, à Bordeaux, ce dernier forma en 1880, à la Croix-Rousse, le Comité de l'Amnistie plénière, dans le but de présenter aux élections du vieux faubourg révolutionnaire la candidature du glorieux « enfermé ».



GABRIEL FARJAT
Fondateur du P. O. F. lyonnais

5.700 suffrages allèrent à Blanqui au premier tour de scrutin; il fut battu au second tour par la trahison des radicaux, malgré le désistement de leur candidat Ferrer et le refus de Jules Roche à l'offre de candidature qui lui avait été faite.

Aux élections complémentaires du 26 octobre 1879, le socialiste Garel avait été élu conseiller municipal de Lyon.

Il existait à ce moment les groupes *Le Parti Ouvrier*, siégeant 7, rue du Port-du-Temple; le *Cercle d'Etudes sociales*, 18, rue Villeroi, dans le 2e canton; le *Groupe Socialiste du 1er arrondissement*. Le *Comité ouvrier socialiste du 3e canton*, 108, rue Sainte-Elisabeth, rue Garibaldi actuelle-

ment; le *Parti ouvrier de la Croix-Rousse*. Ces groupes avaient fondé, le 29 février 1880, la Fédération lyonnaise du Parti Ouvrier dans une réunion plénière donnée à la salle du Théâtre des Variétés, sous la présidence de Sanslaville, lequel devint anarchiste, assisté de Lyon et de Vincent, et au cours de laquelle Rogelet, Merle, Guyat, Charvet, Brugnot et Gabriel Farjat avaient fait acclamer les résolutions de Marseille et voter les statuts de la Fédération locale, à laquelle adhéraient, en plus des groupes socialistes, les Chambres syndicales, comme celle des plâtriers, qui siégeait 16, rue de la Barre, au café Duverrier, ainsi que d'autres associations corporatives et coopératives.

Les associations syndicales avaient également formé la Fédération Ouvrière Lyonnaise où militaient des socialistes comme Brugnot, Dupoizat, Audouard, Schettel.

Entre temps s'était constituée une Société coopérative *Le Droit social*, dont le but était de faire paraître sous ce titre un journal quotidien régional.

Plusieurs centaines de collectivistes, communistes, anarchistes et proudhoniens de Lyon, Saint-Etienne, Grenoble, Tarare, Rive-de-Gier, Vienne, Roanne avaient pris des actions. Les rédacteurs étaient Gabriel Farjat, Charrieu, Brugnot, F. Bachelard, Deville, Lyon, Rogelet, Louis Ratier, Sanslaville, Bruyère, Bourgeois, Cubert. Malheureusement, la lutte entre les diverses tendances compromit la réussite de l'œuvre. La fraction anarchiste s'empara du Conseil d'administration fit paraître le journal hebdomadairement, lutta vigoureusement en faveur des idées libertaires et créa le puissant mouvement anarchiste révolutionnaire qui fit trembler pendant plusieurs années la bourgeoisie de la région lyonnaise et inquiéta sérieusement celle de la France entière. C'est comme gérant du *Droit Social* que Cyvoct fut condamné à mort, rendu responsable de l'attentat du Théâtre Bellecour, « provoqué, — disait le monstrueux jugement — par un article anonyme inséré dans le journal dont il était le gérant ».

L'année suivante 1883, eut lieu le grand procès des 44 où furent impliqués avec Bernard et Bordat, anarchistes lyonnais, Antoine Desgranges et Liégeon, de Villefranche, les militants libertaires de Vienne, Saint-Etienne, Marseille, Emile Gautier, de Paris, et Pierre Kropotkine, arrêté en Savoie. Ces deux derniers, avec Bernard et Bordat, furent condamnés à cinq ans de prison.

Mais les militants socialistes ne restaient pas inactifs. Le 18 mars 1880, ils fêtaient l'anniversaire de la Commune, par un banquet au restaurant Capet et par plusieurs réunions le soir, dans les principaux centres ouvriers. Le 21 avril, réunion Paule Minck à l'Alcazar ; le 7 juillet ils organisaient, au Théâtre de la Croix-Rousse, le Congrès de la Fédération de l'Est au cours duquel fut approuvé le programme collectiviste révolutionnaire rédigé par Guesde et Karl Marx. Sanslaville, la citoyenne Platres et Gabriel Farjat, délégués des tisseurs, furent les orateurs lyonnais; Jules Guesde, Benoît Malon et Gabriel Deville fondèrent le journal l'*Emancipation* dont le siège fut 6, quai de la Guillotière, il parut quotidiennement du 31 octobre 1880 à fin novembre.

Le Parti Ouvrier Lyonnais décide l'organisation d'une série de conférences sur le collectivisme et demande à Jules Guesde de s'en charger. Celui-ci accepte. La première conférence eut lieu à la Croix-Rousse où la salle de la Perle ne fut pas assez vaste pour contenir l'affluence des auditeurs. Jules Guesde donna une série d'exposés magistraux du collectivisme et planta de solides racines du mouvement socialiste; il parla le lendemain 16 novembre, au Cercle des Travailleurs des Broteaux, puis à la Guillotière, au Théâtre des Variétés, ensuite à la salle Célérier et enfin à Villefranche. Cette semaine de propagande décida de l'orientation du socialisme lyonnais, elle conquit au socialisme de fervents adeptes, au Parti Ouvrier Français des militants à toute épreuve et à Jules Guesde de fidèles disciples.

C. L'agglomération lyonnaise du P. O. F. — Les candidatures socialistes. — Les groupes socialistes.

A la suite de ces réunions, on constitue l'agglomération lyonnaise du Parti ouvrier; Gabriel Farjat, secrétaire; Bonnardel, Brugnot, Machon, Bachelard, membres de la Commission. A la même époque s'étaient fondés des groupes blanquistes, parmi les militants: Adrien Farjat, frère de Gabriel.

Ces groupes firent venir Louise Michel et Paule Mink à Lyon où elles donnèrent des conférences avec un grand succès.

A peine formée, l'agglomération lyonnaise du P. O. F. entra en lutte contre la coalition bourgeoise, en déclarant qu'elle entendait « *batailler sur le terrain de classe en vue de la prise du pouvoir politique pour réaliser l'expropriation économique de la classe capitaliste* ».

Deux élections partielles lui en fournirent la première occasion. Dans le 1^er^ arrondissement, Rogelet, ouvrier mécanicien, obtint 1.360 voix, contre le radical Roger Ballue, élu par 11.695 voix. Félix Pyat, candidat aux mêmes élections dans cet arrondissement, obtint 2.402 voix. Dans le 6^e^ arrondissement, la lutte contre la réaction permit au radical socialiste Brialou d'être élu grâce aux 1.768 voix socialistes qui s'étaient au premier tour affirmées sur le nom de Brugnot, ouvrier imprimeur.

Les deux candidats du Parti Ouvrier, Rogelet et Brugnot, défendirent résolument le programme général du Parti en exposant nettement ses considérants collectivistes révolutionnaires.

L'année suivante, à une élection partielle pour le Conseil général dans le 3^e^ canton, 535 suffrages ouvriers allaient au candidat socialiste.

Le 5 mars 1882, Guesde est encore à Lyon, où il parle en faveur des grévistes de Roanne, au Théâtre des Variétés, à

et participa à la fondation du Parti ouvrier français.

Lyon fut désigné comme siège du Conseil national, dont premier bureau fut formé par les lyonnais Brugnot, Bu: nac, Oudot, Gabet et Gabriel Farjat, ce dernier remit l'anr suivante son mandat de secrétaire général à Henri Carrette, Roubaix, où siégea le Congrès annuel du P. O. F.

Il existait également à Tarare, un noyau de socialist 21 avaient signé le programme des collectivistes français s'étaient organisés en « Cercle collectiviste », ainsi qu'à lefranche, où le groupe avait vu le jour au lendemain d conférence de Jules Guesde.

Des groupements blanquistes s'étaient créés à Lyon étaient eux aussi au début très actifs, très remuants; leurs rangs militaient Bonnard, Adrien Farjat, J. Michel, galdin, Maret, Morson.

En 1883, les membres du Parti Ouvrier se joignirent pour former une section lyonnaise de la « *Ligue pour lition des armées permanentes* », laquelle avait pour préconiser le remplacement des armées de caserne milices nationales, selon les vues de Blanqui.

Une grande réunion fut organisée à l'Alcazar avec cours de Eudes, Chauvière, E. Roche et Cambier démissionnaire; elle eut un succès énorme et d ... par l'éloquence chaude des orate

leton, d'intervenir auprès du pouvoir central afin qu'il prenne des mesures en faveur de la corporation des tisseurs. Profitant de cette agitation, G. Farjat fit paraître le *Lyon Socialiste,* dans lequel fût expliqué au point de vue socialiste la raison du chômage, conséquence fatale de la transformation de l'outillage industriel et de l'organisation capitaliste de la production. Cette propagande frappa fortement les cerveaux ouvriers et créa un courant révolutionnaire accentué par les articles publiés par Bonnard et Adrien Farjat, dans le *Branle-Bas,* feuille publiée à cette époque par le groupe blanquiste. Cette campagne socialiste, menée en commun, permit la formation d'une liste de coalition pour les élections législatives du 4 août 1885. Brugnot, Rogelet, G. Farjat y représentaient le Parti Ouvrier; Bonnard et les instituteurs Maret et Monon, les blanquistes.

Les autres candidats étaient le conseiller municipal Bartolino, Henri Rochefort, Ernest Roche et Leblanc, typographe. La campagne électorale fut improvisée, les bulletins de vote furent distribués dans quelques sections électorales seulement de Lyon et de la banlieue; le résultat fut le suivant :

Ernest Roche 3.802; Bartolino 3.800; Rochefort 3.795; Gabriel Farjat, tisseur, 3.415 ; Bonnard, ouvrier peintre, 3.245 ; Leblanc, typo, 3.222 ; Rogelet, comptable, 3.220 ; Mazet, instituteur, 3.176; Brugnot, ouvrier imprimeur, 3.150; Monon, instituteur, 2.937. La liste réactionnaire faillit être élue, elle obtint 41.000 voix au premier tour. Au deuxième tour, l'appoint socialiste fit élire les candidats de la liste républicaine.

D. Les Syndicats. — Les manifestations ouvrières. Les journaux socialistes.

En 1886, G. Farjat provoque une séparation des deux éléments composant le puissant syndicat des tisseurs lyonnais, petits patrons façonniers et « compagnons ». Ces derniers

s'organisèrent dans un Syndicat spécial, sous le titre de : *Syndicat des Tisseurs fédérés,* lequel, lors de la convocation à Lyon d'un Congrès purement syndical, dans le but de faire approuver la loi de 1884, fit une propagande active dans la région pour faire échouer le projet approuvé par les organisations Barberettistes. Lorsque ces derniers choisirent Lyon pour siège de leur Congrès, où seuls les représentants des Syndicats devaient être admis, à l'exclusion de tous les délégués des groupes d'études sociales admis dans les Congrès précédents, ils ignoraient la puissance d'action de la nouvelle organisation syndicale des tisseurs purement ouvriers et furent fort surpris de trouver une délégation lyonnaise de quarante délégués dont la majorité était composée de travailleurs gagnés aux doctrines collectivistes par la propagande menée depuis plusieurs années par Jules Guesde et les propagandistes locaux.

La lutte fut chaude entre les représentants des deux tendances pressentant toute l'importance des décisions à prendre, car il ne s'agissait pas seulement de se prononcer sur l'acceptation de la loi de Waldeck-Rousseau, mais aussi sur la création d'une Fédération Nationale des Syndicats ouvriers.

Pendant cinq séances un débat passionné eut lieu au sujet de la loi récente : Weyssier, Gruhier et les barberettistes la défendirent avec habileté et passion ; mais J.-B. Lavaud, Blondeau, Heippenheimer, Léon Martin et G. Farjat, enlevèrent le vote qui donna 74 voix pour la non-soumission à la loi, 29 pour et 7 abstentions.

Battus sur cette question, les barberettistes furent écrasés lors de la nomination des membres de la Fédération des Syndicats ouvriers de France. Lyon fut désigné comme siège du premier Conseil National de l'organisation et G. Farjat élu comme secrétaire général. En 1887, le 27 août, eurent lieu des élections municipales, le Parti socialiste obtint un contingent important de voix et il fit élire deux des siens dans les deux Sections de la Guillotière, Choux et Picornot. Ce der-

nier était un facteur des postes qui avait été suspendu par le Ministre Granet du Cabinet Goblet, pour avoir été candidat, en avril, aux élections municipales; le Ministre Rouvier le révoqua pour avoir formé un Syndicat de postiers. La Guillotière l'envoya siéger au Conseil municipal.

Les membres lyonnais du Conseil National de la première Fédération Française des Syndicats ouvriers étaient tous socialistes, mais appartenaient à différentes fractions du Parti; dans le but d'atténuer l'acuité de la lutte, alors ardente entre les différentes écoles, ils prirent une intiative encore presque ignorée. Un organe d'union ouvrière et socialiste fut créé en 1888, *L'Egalité Sociale;* ce journal hebdomadaire avait quatre pages dont chacune était réservée à des rédacteurs désignés par les diverses fractions socialistes lyonnaises: Brugnot, Bessy, Ch. Labrosse, Victor Chocolat, Placet et Gabriel Farjat pour le Parti Ouvrier Français ; Bonnard, Delange, J.-Michel Prégaldin pour le Parti Socialiste Révolutionnaire Blanquiste ; Bourde, Drevet et Perronin pour les socialistes indépendants qui avaient, à la suite de réunions de Clovis Hugues et Camélinat, fondé deux ou trois Comités socialistes; on y réserva même une place aux libertaires Bernard, Bordat, Blonde, Ramey. Cette tentative de rapprochement entre militants rendit plus facile la propagande, évita les entraves de la polémique qui avait nui au développement de la jeune Fédération syndicale et rendit plus fructueux les résultats.



V. Darme

majorité d'éléments ruraux. Les résultats furent l(

Vaillant, socialiste révolutionnaire, 14.706 vo:
opportuniste, 28.102; Monthellet, radical socialis

De retour de la Conférence internationale de I
il avait été délégué par le Congrès corporatif d(
1888, Gabriel Farjat organisa à Lyon la démon:
près des Pouvoirs publics.

Elle eut lieu le 9 mars 1889 et eut un succès c(
Plus de 20.000 ouvriers en costume de travail déf
les rues de la cité et accompagnèrent les délég
Mairie et à la Préfecture, où elles présentèrent l
revendications des travailleurs.

Elles furent reçues par le maire Gailleton et p
Cambon; à ce dernier, Gabriel Farjat adressa
suivantes:

L'effet produit fut prodigieux, cette manifestation ne fut pas sans lendemain, elle devait se renouveler avec plus d'ampleur lors du 1er Mai.

Aux élections générales de 1889, la lutte fut vive entre boulangistes et anti-boulangistes, le confusionnisme révisionniste obscurcit les cerveaux ouvriers et faussa les résultats. Le mot d'ordre du manifeste Guesde-Vaillant: *Ni Ferry, ni Boulanger,* signé par le Conseil National du P. O. F. et du P. S. R., fut entendu à Lyon par le Parti Ouvrier et les blanquistes. Couturier, candidat du Parti ouvrier, est élu dans la cinquième circonscription. Dans le deuxième arrondissement, G. Farjat a également pris position contre les uns et contre les autres; il obtint 1.559 voix. Les candidats de la bourgeoisie étaient: M. Thevenet, ministre de la Justice, candidat opportuniste, et le boulangiste Boubée, procureur général démissionnaire.



JEAN VOILLOT, ancien député
Photo Manuel.

Sur le même terrain d'opposition, dans la 2e de Villefranche, le blanquiste Lachize était élu. Dans la 4e de Lyon, Clovis Hugues, socialiste indépendant, obtenait 2.610 voix; dans la 9e de Lyon, Brugnot obtint 2.037 voix. En tout 17.444 suffrages socialistes dans le Rhône.

A la fin de l'année 1889 fut fondée une feuille socialiste révolutionnaire hebdomadaire, dont le rédacteur principal fut Ad. Farjat. Cet organe aida fortement à l'organisation du 1er mai, lequel fut très important à Lyon pendant six ans au moins. La manifestation de 1891 fut la plus formidable

des démonstrations françaises de ce jour-là ; à trois heures de l'après-midi, plus de 60.000 ouvrières et ouvriers, réunis en une masse compacte sur la place du Marché de la Guillotière, forcèrent les rangs des cuirassiers qui voulaient canaliser le cortège et ne se répandirent dans la ville que sur les conseils de G. Farjat les haranguant hissé sur les épaules d'un groupe de militants.

Le 23 novembre 1891, la réunion plénière de l'Agglomération Lyonnaise du P. O. F. comprenait plus de 400 militants, parmi lesquels, aux côtés du vieux Brugnot, G. Farjat, Drevet, Rogelet, Payan, Placer, Bessy-Placet, se trouvaient de nouvelles recrues : Camille Camet, le condamné du procès de Lyon ; le jeune Étienne Rognon (1), ouvrier sculpteur, militant d'avenir ; V. Darme, Joseph le Tessier, Gauthier, Giraud. La Bourse du Travail fut fondée cette année-là. Le D^r^ Gailleton, maire de Lyon, en fit la remise, en janvier 1891, aux Syndicats ; les conseillers municipaux socialistes Fagot et Colevarc prirent la parole, ainsi que Gabriel Farjat et Peronin ; ces derniers au nom des Syndicats ouvriers. Le Conseil d'administration fut formé par Péronin, citoyenne Vincent, secrétaires ; Laforest, trésorier ; G. Farjat, délégué à la propagande. Ils appartenaient tous aux diverses organisations socialistes.

Furent successivement secrétaires pendant les premières années : Péronin, Beausuzet, G. Farjat, Thozet, Guerry. Elle comptait, en 1914, 88 organisations syndicales avec un effectif de 12.852 adhérents.

E, Les rivalités socialistes. — L'action socialiste. Les Groupements.

Mais la bonne harmonie entre guesdistes et blanquistes ne dure pas ; la période de dissensions est ouverte aux élections

(1) Voir photo et biographie *La France Socialiste*, tome I. page 381.

de 1889; elle durera près de 15 ans; c'est une période de discussions interminables et de rivalités entre les deux organisations; elle fut parfois âpre, et l'antagonisme éclata avec plus de vigueur pendant les périodes électorales.

Au moment de l'affaire Dreyfus, la fraction blanquiste lyonnaise se divisa; une grande partie suivit Rochefort et devint nationaliste; l'autre resta fidèle à Vaillant et au P. S. R., mais resta aussi en lutte ouverte avec le P. O. F. au grand détriment du Socialisme.

Aux élections de 1893, le Parti ouvrier présenta des candidats dans sept circonscriptions de Lyon et dans les deux circonscriptions de Villefranche.

Le P. S. R. présente des candidats dans trois circonscriptions de Lyon; les indépendants dans une à Lyon et une à Villefranche.

Circonscriptions	Candidats du P.O.F.	voix	Candidats blanquistes ou indépendants	voix
1re de Lyon.	Bontoux.	264	»	
2e —	»	»	Méjas, P. S R., blanquiste. .	641
3e —	Drevet. .	761	Bonnard, P. S. R. . . .	1.050
4e —	Bavoux .	578	»	
5e —	Couturier	2.593	»	
6e —	Montvert.	1.950	»	
7e —	»		Colliard, indépendant. .	2.498
8e —	Delharpe.	3.001	Delagrange, blanquiste .	777
9e —	Nony . .	4.391	»	
2e de Villefranche.	Desigaud.	1.005	Lachize, blanquiste. . .	4.096
1re —	Liégeon .	324	»	
		14.867		9.062

Furent élus : Couturier au 2e tour avec 2.961 voix; Lachize, à Villefranche.
Bonnard obtint 2.265 voix au 2e tour.

Le Parti Ouvrier Français s'était peu à peu imposé; il avait organisé la classe ouvrière lyonnaise, amené à ses méthodes et à ses conceptions ses meilleurs militants.

A ceux de la première heure étaient venus s'adjoindre l'ouvrier menuisier Jean Voillot; avec Etienne Rognon et

[illegible] piliers de l'organisation et les vulga[illegible] durant 30 ans : Perroncel, G. Mar[illegible] Marmonnier, Voidier, Maillard, Guy [illegible] un véritable réseau dont les gro[illegible] pour l'action. Ceux des *Brotteau*[illegible] de *Vaise*, de *La Chaumière*, de *Serin*, [illegible] des *Charpennes* et *Croix-Luiret*, le *Po*[illegible] ceux de la *Croix-Rousse*, de la *Guillotière* [illegible] de 20 foyers socialistes dont le rayo[illegible] sur toute la ville.

[illegible] agglomérations environnantes, à *Villeu*[illegible]*banne*, *l'Arbresle*, *Anse*, [illegible]*rare*, *Soucière-en-Jarret*, [illegible] *Fons*, le P. O. F. a jeté [illegible] bases de belles organisatio[illegible]



G. Marro
Conseiller municipal de Lyon

A *Oullins*, deux groupes [illegible] disputent l'influence sur [illegible] classe ouvrière : le Cercle d[illegible]tudes sociales indépendant [illegible] la Jeunesse collectiviste, adh[illegible]rente à l'Agglomération Lyo[illegible]naise du P. O. F.

L'affaire Dreyfus bat s[illegible] plein, elle passionne le pays [illegible] Lyon, dreyfusards et an[illegible]dreyfusards sont plusieu[illegible] fois sur le point d'en ve[illegible] aux mains ; les retentissant[illegible] conférences de Bernard L[illegible]zare, de Pressensé, et surto[illegible] celles de Jean Jaurès remuent profondément l'opinion lyo[illegible]naise ; des professeurs de l'Université, des jeunes gens de [illegible] classe bourgeoise sentent s'éveiller en eux le désir de co[illegible]naître les idées socialistes, ils éprouvent le besoin de se ra[illegible]procher de la classe ouvrière, le grand tribun a créé autour [illegible]

Socialisme l'atmosphère de sympathie favorable à l'éclosion de groupes socialistes indépendants.

Il y eut un véritable emballement à Lyon, des groupes, des cercles surgirent sur divers points de la ville; parmi les adhérents beaucoup de citoyens pleins de bonne volonté, mais aussi une tourbe de politiciens ne songeant qu'à utiliser le courant pour se hisser au pouvoir. Les militants convaincus de ces groupes adhérèrent par la suite à l'unité socialiste, dont ils furent parmi les meilleurs militants.

Ces groupes étaient sans lien entre eux, c'était pour la plupart des Comités politiques; c'est à cette époque que le citoyen Colliard forma quelques groupements sous le vocable de « L'Alliance socialiste ». C'est de ces groupes que sortirent Augagneur et les députés Normand et Fort.

Aux élections législatives de 1898, l'élément du P. O. F. domina et c'est à lui qu'alla la confiance du plus grand nombre des électeurs socialistes.

Elles avaient donné les résultats suivants:

Circonscriptions	Candidats du P.O.F.	voix	Blanquistes	voix	Alliance socialiste	voix
1re de Lyon.	Peronin . .	883	»	»	»	»
3e —	Drevet. . .	497	Bonnard.	3.457	»	»
4e —	Marietton .	1.060	Florent. .	1.372	Masson.	698
5e —	Krauss . .	2.227	»	»	»	»
6e —	Novel. . .	1 225	Giray . .	821	»	·
7e —	V. Darme .	1.048	»	»	Colliard.	2.407
8e —	Pinchon. .	1.751	»	»	»	»
9e —	A. Simond	4 622	»	»	»	»
1re de Villefranche.	Silvestre. .	1.709	»	»	»	»
2e —	Palix . . .	10.089	»	»	»	»
		25.112		5.650		3.105

Dans la 3e circonscription de Lyon : Ponat, indépendant, 607 voix.

Krauss et Palix, candidats du P. O. F., furent élus députés, ainsi que Colliard et Bonnard.

Palix, une fois élu, se signala par son zèle à s'affranchir de l'organisation qui l'avait fait élire; Bonnard siégeait à la

Chambre depuis une élection complémentaire en mai 1895 où il fut candidat blanquiste révolutionnaire, il se dévoya dans le plus lamentable nationalisme. Colliard, Palix et Krauss donnèrent leur adhésion au Groupe d'Union socialiste de la Chambre.

Les éléments blanquistes qui n'avaient pas abandonné la tradition révolutionnaire et avaient préféré le socialisme de Vaillant au nationalisme de Rochefort, se réunissaient au « Comité révolutionnaire communiste central » ; ses principaux militants étaient le cordonnier Giray, futur député de l'Isère ; Grousseau, Besset, Boisson, Barillon, Sabatier, Champeymond, Jarnizon, Guetat, Meyer, Combes, Giraud. Ils donnèrent des réunions avec Landrin, Ebers, Sembat, Henri Turot et Ed. Vaillant, et firent des persévérants efforts pour reconstituer leur parti affaibli par la scission.



M. MOUTET, député
Photo Manuel.

Au Congrès du Gymnase Japy, en 1899, les délégués des groupes indépendants avaient promis de faire adhérer leurs organisations à l'Union.

Le Parti Ouvrier essaya vainement d'entamer des pourparlers, ils n'aboutirent point par le peu d'empressement des groupes indépendants. Ce fut alors la lutte entre P. O. F. et Indépendants, prolongeant celles de jadis entre P. O. F. et blanquistes. Vers cette époque commence la période d'influence de V. Augagneur qui s'annexa, comme principal lieutenant, Colliard ; d'autres militants, dans les rangs indépendants, furent parmi

les meilleurs artisans de l'Unité socialiste : Marius Moutet, futur député ; E. Lévy, professeur ; Marietton, dont la première candidature fut soutenue par le P. O. F. ; Picard, Maurice Vial, le Dr G. Lévy, Garnier, Cuzin.

Le manifeste Guesde-Vaillant, lors de l'entrée de Millerand au Ministère, la scission du Congrès Wagram trouva les P. O. F. lyonnais inébranlables. Etienne Rognon, Jean Voillot, Victor Darme, G. Marro, luttèrent avec vigueur et maintinrent intacte la vieille organisation. Au Congrès de l'Arbresle, le 12 mars 1901, elle comptait 34 groupements. Ce Congrès fit appel au Conseil national, afin de venir préparer l'unité lyonnaise dont les P. O. F. lyonnais comprirent toujours, à travers la mêlée, l'impérieux besoin.

Jules Guesde, Paul Lafargue, Lucien Roland répondirent à l'appel de l'Agglomération Lyonnaise et donnèrent, aux Folies-Bergère de grandes réunions devant des auditoires vibrants. Augagneur s'était emparé de la mairie en 1900. Ce fut une période difficile, il y eut de vives querelles et les réunions étaient toujours troublées ; la venue de Viviani, en 1902, provoqua une scission au groupe *l'Union socialiste ;* le gros du groupe, en protestation contre les paroles de Viviani célébrant la victoire des radicaux contre la liste socialiste de la Guillotière, adhéra à la Fédération d'Unité socialiste révolutionnaire composée, en presque totalité, de P. O. F., auquel s'était adjoint le petit groupe du Parti socialiste révolutionnaire. Guilhaudon représentait au Comité fédéral les anciens indépendants ralliés ; après le Congrès de Commentry, tous les anciens membres du groupe Union socialiste, parmi lesquels Edouard Arnaud, adhéraient au P. S. D. F.

F. La Fédération du P. S. D. F. et celle du P. S. F. Les Indépendants. — L'Unité socialiste.

Une Fédération autonome adhérente au P. S. F., dont les principaux militants étaient Imbert, Poncet (Paul), **futur** député de Paris ; **Dreyer, Gadou, Georges Lévy, futur** dé-

pale de Lyon : Augagneur, Manus, Marietton, Colliard, Sylvestre, Jeantil, Carrel, avait constitué une dizaine de Comités à Lyon et avait, avec elle, les groupes républicains socialistes de Anse, Oullins, Villefranche, Thisy.

Etienne Rognon, J. Voillot, étaient à la tète de la Fédération du P. S. de F. qui avait ses vingt groupes lyonnais, plus ceux de *Villeurbanne, Givors, Tarare, Saint-Fons, Le Quincieux, La Demi-Lune.* Jules Guesde est encore à Lyon en février 1903, à la veille du Congrès fédéral, dont les assises se tinrent à St-Fons, sous la présidence de Gustave Delory. Les principaux militants étaient, autour de J. Voillot, secrétaire fédéral : Chaix, trésorier ; Et. Rognon, délégué à la propagande ; Sornin et Berret, conseiller municipaux de St-Fons ; Perroncel et Froumajon, conseillers municipaux de Villeurbanne ; G. Marro et Victor Darme. Le 5 avril, la Bourse du Travail organisa une belle fête de solidarité au profit du bon militant Guiat, frappé de cécité, sans ressources. Mistral, conseiller général de Grenoble, et Duc-Quercy présidèrent la fête.


Dr Lévy, député
Photo Manuel.

Le 1er Mai, pélerinage sur la tombe de l'ancien secrétaire socialiste de la Bourse du Travail, Thozet, et grande réunion, à la Brasserie du cours Morand, par E. Rognon professant, à cette époque, des cours de collectivisme dans une série de causeries éducatives.

A leur retour du Congrès National du Parti Socialiste Français tenu à Bordeaux, les délégués des socialistes indépendants

sont blâmés par une partie de leurs mandants; de vives protestations se sont élevées contre la présence prolongée de Millerand au gouvernement bourgeois, que de nombreux militants socialistes indépendants lyonnais déclarèrent « être complètement passé à l'ennemi ».

Jules Guesde, Lucien Roland, Bracke, Vaillant, Sembat, Duc-Quercy, Louis Dubreuilh, P. Constans, vinrent à tour de rôle entretenir l'agitation socialiste et préparer le rapprochement.

Le courant confusionniste est endigué et les militants convaincus du P. S. F. comprennent la nécessité de l'union sur le terrain socialiste.

Un meeting contre les atrocités de Torre Annunziata est organisé par les socialistes italiens, auquel participe le P. S. de F. par son délégué E. Rognon.

Le groupe de Tassin-La Demi-Lune avait convoqué les orateurs des deux tendances à venir exposer leur point de vue. Seuls Rognon et Marro s'y étant rendus, le groupe adhéra au P. S. de F. du Rhône et reçut le Congrès du 14 février 1904. La Commission exécutive comprend: J. Voillot, secrétaire; Douchez, trésorier, en remplacement du regretté Léon Chaix, le vieux trésorier du P. O. F., décédé le 8 septembre 1903; Ernest Lafont, futur député de la Loire; Michaloud, Rognon, Discret, Barratin, Gabriel Marro, Ed. Arnaud, Froumajon, Gervat (André).

Augagneur et Colliard font tous leurs efforts pour entraver l'œuvre d'unité; déjà une forte fraction de leurs adhérents avaient affirmé leurs convictions collectivistes et manifesté leur désir de se séparer d'eux; après le Congrès d'Amsterdam, les manœuvres d'Augagneur et de Colliard, ces deux frères siamois de l'indépendance et de l'assiette beurrisme, se font plus pressantes; elles rencontrent une sérieuse résistance dans l'opposition des de Pressensé, Moutet, E. Lévy, Marietton.

Au Congrès d'unité du Globe, à Paris, 23-25 avril 1905.

Les délégués lyonnais du P. S. F. étaient Colliard, E. Lévy, Maurice Vial, de Pressensé, Marietton; ceux du P. S. de F., Léon Mathieu et Étienne Rognon. Dès leur retour à Lyon, MM. Rognon et Mathieu convoquent, en Assemblée plénière, l'Agglomération Lyonnaise, elle acclame l'unité.

Les délégués de la Fédération autonome: Pressensé, Marietton, E. Lévy, en font autant, mais se heurtent aux atermoiements des amis d'Augagneur, ces derniers ne montrant qu'un faible enthousiasme pour l'unité.

Le 5 mai 1905, Léon Mathieu, secrétaire de l'Agglomération Lyonnaise du P. S. de F., adresse une lettre au citoyen Maurice Vial, secrétaire de la Fédération autonome, l'invitant à nommer une délégation et proposant que les deux délégations désignent les secrétaires provisoires et recherchent les mesures propres à assurer le fonctionnement de l'unité.

Après une réunion mouvementée, l'unité était repoussée, à une faible majorité, par les Augagneuristes. Ce fut la scission; de Pressensé, Moutet, Marietton, furent suivis par de nombreux militants; ils se séparèrent du maire de Lyon et de ses suiveurs.

Les délégués de la minorité de la Fédération autonome participèrent, le mercredi 15 mai 1905, avec les délégués du P. S. de F. et des groupes indépendants, à une réunion commune pour prendre connaissance d'une communication du citoyen Brisac, au nom de la majorité du P. S. F., se refusant à entrer à l'unité.

Après avoir repoussé la combinaison proposée, consistant à organiser une Fédération indépendante de toute organisation centrale, les délégués présents: Voillot, Rognon, Mathieu, du P. S. de F.; Cuzin, pour les groupes indépendants; Marius Moutet, conseiller général, et E. Lévy, pour la minorité de la Fédération autonome, décidèrent de se constituer en Commission d'initiative et communiquèrent à la presse la décision suivante:

PARTI SOCIALISTE

(Section française de l'Internationale ouvrière)

Les délégués des organisations lyonnaises de l'ancien Parti Socialiste de France, des Groupes de la Fédération autonome, de l'ancien Parti Socialiste Français, des Groupes indépendants de Lyon adhérents à l'Unité socialiste,

Après avoir pris connaissance de la communication du citoyen Brisac au nom de certains membres de l'ancienne Fédération du Rhône demandant l'union locale des Groupes socialistes sans adhésion à l'organisation nationale et internationale du Parti,

Décident :

1° Qu'il n'y a pas lieu d'accepter cette proposition et de revenir sur la parole que se sont donnés réciproquement, au Congrès de Paris, les organisations socialistes ;

2° Qu'il y a lieu de constituer la Fédération du Rhône du Parti Socialiste S. F. I. O. sur les bases des résolutions du Congrès de Paris ;

3° Nomment une Commission provisoire ayant pour secrétaires : Mathieu, pour l'ancien P. S. de F. ; Geoffroy, pour les Groupes de la Fédération autonome de l'ancien P. S. F. ; Cuzin, pour les Groupes indépendants, auxquels devront s'adresser les groupes et militants isolés voulant adhérer au Parti ;

4° De faire part à tous les Groupes de la région de cette décision ;

5° De convoquer, pour le dimanche 25 juin, un Congrès départemental du Parti ;

6° D'organiser une grande réunion publique, le samedi 24 juin, à l'ancienne salle du Cirque Rancy, avec le concours assuré de Jean Jaurès, Marcel Sembat, Paul Constans, Francis de Pressensé.

5.000 citoyens se pressaient, le samedi 24 juin, à l'ancien Cirque Rancy, où Jean Jaurès et Paul Constans furent acclamés aux cris répétés de : Vive l'Unité ! Vive la Sociale ! Ce fut un véritable triomphe.

Le lendemain matin lorsque Marius Moutet, conseiller général, ouvrit la séance du Congrès, plus de cent délégués étaient présents représentant la quasi unanimité des groupes du département : les six arrondissements de Lyon, les groupes de Villeurbanne, Oullins, Villefranche, Sain-Bel, l'Arbresle, Tarare, Craponne, Montrottier, Saint-Fons, Saint-

ıphorien-d'Ozon, Neuville, La Demi-Lune, le Réveil ru- du Beaujolais, représentant 1.034 adhérents, déclarèrent .r à tour, au milieu de l'enthousiasme grandissant, qu'ils :ifiaient l'initiative prise par la Commission d'organisation fondèrent la Fédération unitaire.

Le projet de règlement fut adopté sans difficultés; une ıotion d'Etienne Rognon contre le tsarisme fut acclamée et e bureau fédéral fut ainsi composé: L. Cuzin, secrétaire fédéral; Poizat et Picandet, secrétaires adjoints; Douchez, trésorier; Geoffroy, trésorier adjoint; Novel, archiviste.

L'unité était réalisée; elle fut féconde pour le Socialisme.



Dr Grandclément
Maire de Villeurbanne

La Fédération unitaire n'a pas tardé à prendre, dans le Parti, la place lui revenant; son influence grandit d'année en année et elle conquiert la confiance de la classe ouvrière lyonnaise reconnaissant de plus en plus le Socia lisme comme pouvant se lui apporter sa totale éma cipation. Tous les ans, la F dération a tenu régulièrem son Congrès; elle s'est ɪ occupée de conquérir le partement; ses secrétaire déraux furent : Cuzin, E ne Rognon, V. Darme trésoriers: Gauthier, Chaix, Douchez.

Ses principaux militants sont: Etienne Rognon, Ma Manus, députés; Jean Voillot, Marius Moutet, cor généraux; le Dr Grandclément, maire de Villeurbanne ron, E. Lévy, professeur; V. Darme, G. Marro,

Dr G. Lévy, Calzan, Devaux, Chevalier, Péchier, Souchon, Malaval, Colomb, Barquer, Durand.

Elle compte plus de deux mille adhérents répartis dans ses Sections de *Lyon, l'Arbresle, Anse, Alix, Bron, Bourg-de-Thizy, Caluires, Charmey, Caluire, Craponne, Champagne, Cours, Givors, Grandes, Neuville-sur-Saône, Oullins, Pommiers, Pierre-Benite, Sain-Bel, Saint-Genis-les-Allières, Saint-Pons, Saint-Clément-sur-Valsons, Tarare, Thizy, Vaux-en-Velin, Venissieux, Villefranche, Villeurbanne.*

Elle publie, depuis 1911, son journal hebdomadaire *L'Avenir Socialiste,* en pleine voie de prospérité, et elle a fondé, la même année, une Coopérative *L'Unitaire,* 127, rue Boileau, où elle reçut, dans ses splendides salles, en 1912, les délégués de la Section française de l'Internationale ouvrière réunis en Congrès National. Le Congrès donna lieu à une grandiose manifestation. Jules Guesde, Édouard Vaillant, Jean Jaurès, fondateurs vénérés du Socialisme, entourés des délégués de la France socialiste et des représentants des prolétariats d'Allemagne et de Bohême, Muller et Nemecz, furent escortés, dans les rues de Lyon, par une foule évaluée à plus de quarante mille personnes.

G. Les résultats

Voici, du reste, le tableau électoral de 1900 à 1914; c'est comme le thermomètre du degré d'influence du socialisme rédempteur sur les populations ouvrières de la Région lyonnaise:

Elections municipales 1900

1er *arrondissement.* — P. O. F.: Péronin, 883 voix; Aiglon, 818; Lespine, 767; Benathy, 762; Darmoux, 752; Gauty, 750; Batoud, 730; Connery, 725.

2e *arrondissement.* — Union P. O. et Blanquistes: Mary Gill, 706 voix; Raysier, 704; Picard, 205; Colongy, 205; Laurier, 204; Beynier, 202; Maleytton, 201; Montau, 201.

[illegible] *arrondissement.* — Union P. O. F., Indépendants et Blanquistes: [illegible] (P. O.), 2.436 voix; Molaret (P. O.), 2.363; Tixier (I.) [illegible], Richerand (I.), 2.220; Grousseau (B.), 2.170; Nachury (I.) [illegible] (B.), 2.133; Champeymond, 2.131; Besson (B.), 2.107; [illegible] (B.), 2.105, Péronin (P. O.), 2.096; Janizou (B.), 2.095; [illegible] (B.), 2.062; Chaix (P. O.), 2.025; Novel (P. O.), 1.974; [illegible] (P. O.), 1.[illegible].

[illegible] *arrondissement.* — P. O. F.: Thomas, 126 voix; J. Voillot, 121; [illegible] 121, Thery, 118; Beynier, 116.

Indépendants: Fort, 1.165 voix; Simond, 1.157; Simonet, 1.079; [illegible], 1.07[illegible]; Marius, 1.052; Trillat, 1.010.

[illegible] *arrondissement.* — Blanquistes: Giray, 378 voix; Meyer, 322; [illegible] 317; Devolue, 317; Jacquet, 311; Sourdieux, 308; Combes, [illegible], [illegible], 30[illegible], Joraquois, 300.

P. O. F., Indépendants: Marietton, 3.287 voix; Voidier (P. O.), [illegible] (I.), 3.100.

[illegible] *arrondissement.* — P. O. F.: Darme, 1.759 voix; Voillot, 1.407; Giraud, 1.388; Th[illegible], 1.347; Gauthier, 1.346; Marro, 1.296; Fouant, [illegible]; Marmda[illegible], 1.2[illegible]; Bory, 1.271.

Indépendants: Augagneur, 3.411 voix; Fagot, 3.048; Curtelin, 2.932; Labonnier, 2.796.

Ce fut la liste Augagneur qui eut 40 élus radicaux ou socialistes indépendants. Il y eut 8 progressistes.

Élections 1904

1er *arrondissement.* — P. O. F. et Indépendants: Vicat (I.), 624 voix; Cognet (P. O.), 237; Ponton (I.), 112; Forestier (P. O.), 83.

2e *arrondissement.* — Unité socialiste: Arnaud, 2.011 voix; Moutet, 1.998; Vial, 1.805; Cuzin, 1.790; Olagnier, 1.724; Moine, 1.695; Chapolard, 1.664; Antoine, 1.664.

3e *arrondissement.* — Blanquistes: Thévenot, 726 voix; Giray, 719; Rousset, 703; Legouty, 697; Milliat, 676; Charbonnier, 672; Bernard, 667; Guitat, 666; Tamuzon, 663; Tronchet, 659; Durgniat, 656; Devolué, 655; Blum, 653; Marmes, 653; Pelletier, 653; Sabatier, 643.

Concentration: Marro (P. O.), 11.364 voix; Rognon (P. O.), 11.323; Richeraud (I.), 11.430; Tixier (Rad.), 11.519.

4e *arrondissement.* — P. O. F.: Delanque, 199 voix; Marion, 195; Masson, 181; Dumas, 179; Micheloud, 170.

Indépendants: Fort, 3.757 voix; Manus, 3.571; Gadoud, 2.965.

5e *arrondissement.* — P. O. F. et Indépendants : Marietton (I.), 5.396 voix; Voidier (I.), 5.257; Novel (P. O.), 4.869; Roustan (I.), 4.777.

6e *arrondissement.* — Concentration: Augagneur, 7.246 voix; Falconier, 6.947; Curtelin, 6.903; Piaton, 6.711; J. Voillot (P. O.), 6.447.

Il y eut au Conseil municipal: E. Rognon, J. Voillot, G. Marro, Novel, du P. O. F.; Ed. Arnaud, du P. S. de F.; Moutet, élus; 47 radicaux ou indépendants, 2 progressistes.

Dans le département: 4 élus à Tassin-la-Demi-Lune; à Villeurbanne, 0 élus; à Villefranche-sur-Rhône, 1 élu; à La Demi-Lune, la liste socialiste obtient 58 voix; à Oullins, la municipalité socialiste indépendante fut élue; à Thizy et à Tarare, des minorités socialistes entraient au Conseil.



G. Calzan
Secrétaire fédéral

1908.

Ce sont maintenant des listes du Parti socialiste unifié qui vont à la bataille.

Dans le 1er arrondissement: de 381 à 681 voix; dans le 2e : de 2.018 à 3.040 voix; dans le 3e : de 3.825 à 5.150 voix; dans le 4e : de 962 à 1.348 voix; dans le 5e: de 1.748 à 1.939 voix; dans le 6e: de 1.128 à 1.513 voix; soit une moynnne de 11.800 voix; les travailleurs commencent à rejoindre le Parti socialiste. Il y eut à l'Hôtel de Ville de Lyon 2 socialistes, 42 radicaux et 10 progressistes.

A Villeurbanne, la liste socialiste arrive en tête avec 1.900

[illegible] est en ballottage favorable dans trois Sections [illegible] liste indépendante et est élue au deuxième tour.
A Oullins, la liste socialiste obtient 400 voix contre la liste [illegible] à Givors, 400 voix socialistes ; à Villefranche, les [illegible] du Parti obtiennent 700 voix ; à La Mulatière, [illegible] candidats socialistes, 303 voix 1 élu ; à Neuville, 9 élus [illegible] deuxième tour : à Vaux-en-Velin, 6 élus socialistes ; à [illegible] Rambert, 218 voix ; à Pierre-Bénite, 7 candidats, 10[illegible] [illegible] La Demi-Lune, 300 voix ; à Craponne, 140 voix. En [illegible] élus municipaux, avec les trois municipalités de Vi[illegible] où le Dr Grandclément est élu maire, à Saint-Fons [illegible] Vaux en Velin.

1912.

Dans le 1er arrondissement, la liste socialiste obtient 508 voix ; dans le 2e, 1.202 voix ; dans le 3e, 3.019 voix ; dans le 4e, [illegible] voix ; dans le 5e, 1.800 voix ; dans le 6e, 4.803 voix.

Il y eut 11 élus : E. Rognon, Ed. Arnaud, etc. ; 32 radicaux [illegible] progressistes.

Les municipalités de Saint-Fons et Villeurbanne sont triomphalement réélues. A Gaudrin, 291 voix et 6 élus ; à Bron, 6 élus au deuxième tour ; à Pierre-Bénite, 132 voix et 5 élus au deuxième tour ; à Neuville, 419 voix et 12 élus au deuxième tour ; à Sain-Bel, 273 voix et 6 élus ; à Pommiers, 1 élu ; à Saint Rambert, 2 élus.

A Oullins, la liste du Parti, 686 voix et 2 élus au deuxième tour ; à Givors, la liste obtient 1.117 voix et 1 élu au deuxième tour ; à Bourg-de-Thizy, 587 voix ; à Cours, 778 voix ; à l'Arbresle, 435 voix et 3 élus ; à Venissieux, 310 voix.

A Villefranche, à Sourcieux, Craponne, La Mulatière, Vaux-en-Velin, municipalités perdues, etc., les listes obtinrent des contingents respectables de voix, mais furent battues.

En tout, il y eut 14 listes socialistes au premier tour, en comptant 6 listes des 6 arrondissements de Lyon et 8 com-

munes et 15 listes de coalition: 19.457 voix en moyenne; 49 élus au premier tour et 35 au second. Total: 84 conseillers municipaux socialistes dans 12 Conseils municipaux.

Les Elections cantonales

1904.

Conseil général			*Conseil d'arrondissement*		
Cantons —			Cantons —		
2e de Lyon.			1er de Lyon.		
4e —	M. Moutet.		3e —		
6e —			5e —		
8e —			7e —		
10e —			9e —		
Villeurbanne.	J. Voillot .	4.436			

1907.

Conseil général			*Conseil d'arrondissement*		
Cantons —			Cantons —		
1er de Lyon.	Ed. Arnaud.	2.131	4e de Lyon.	Mances . .	1.749
3e —	Bodin. . .	915	6e —	Hébert . .	351
5e —	Marietton .	1.358	8e —	Ferrier . .	1.418
7e —	V. Darme .	1.111	Villeurbanne	Baratin . .	4.388
1er de Villefranche.	Jacquet . .	196	Givors . . .	Draskot . .	378
Saint-Genis-Laval. .	Colomb. .	793	Anse. . . .	Dubost . .	211

1910.

Conseil général			*Conseil d'arrondissement*		
Cantons —			Cantons —		
2e de Lyon.			1er de Lyon.		
4e —	Moutet . .	2.223	3e —		
6e —	Genin . . .	557	5e —		
8e —	G. Marro .	240	7e —		
10e —			9e —		
Villeurbanne	J. Voillot .	5.556	Saint-Genis-Laval. .		
Givors . . .			1re de Villefranche.		
Anse. . . .	Dubost . .	130			

Il y eut comme élus Marius Moutet et Jean Voillot au Conseil général; Manus au Conseil d'arrondissement.

1913.

Conseil général	*Conseil d'arrondissement*
Cantons	Cantons
1er de Lyon.	2e de Lyon.
3e —	4e —
5e —	6e —
7e —	8e —
9e —	10e —
Saint-Genis-Laval.	Villeurbanne
1re de Villefranche.	

Elections législatives (1902)

Circonscriptions	Parti ouvrier français		Blanquistes	
1re de Lyon.	Forestier.	96	»	»
2e —	»	»	»	»
3e —	Froumajon.	388	»	»
4e —	E. Rognon.	627	Florent	4[illegible]
5e —	Martin.	161	»	»
6e —	X.	89	Boisson	8[illegible]
7e —	G. Marro.	186	»	»
8e —	O. Thozet	507	»	»
9e —	Leghouy.	546	»	»
10e —	J. Voillot.	700	»	»
1re de Villefranche.	Perroncel.	103	»	»
2e —	»	»	»	»
		3.402		56[illegible]

Circonscriptions	Alliance socialiste		Indépendants	
1re de Lyon.	»	»	Imbert.	305
2e —	Affre	966	Arnaud	594
3e —	»	»	Moutet.	702
4e —	Commes.	652	Voidier	770
5e —	»	»	Krauss.	3.780
6e —	»	»	Marietton	3.446
7e —	»	»	Colliard	6.185
8e —	»	»	»	»
9e —	»	»	»	»
10e —	»	»	De Pressensé.	4.042
1re de Villefranche.	»	»	»	»
2e —	»	»	Palix.	10.093
		1.618		29.929

De Pressensé, Krauss et Palix furent élus députés; Colliard fut réélu.

Elections législatives (1906)

CIRCONSCRIPTIONS	NOMS DES CANDIDATS	VOIX socialistes
1re de Lyon	Arnaud	320
2e —	E. Arnaud, adjoint au maire.	3.101
3e —	Gabriel Marro, mécanicien .	2.145
4e —	Etienne Rognon, sculpteur .	2.558
5e —	Marius Moutet, avocat. cons. général.	1.862
6e —	Marietton, avocat, conseiller général . .	2.960
7e —	J. Voillot, menuisier, conseiller général .	882
8e —	A. Marc Bonnel	788
9e —	Raymond Daly, avocat . . .	972
10e —	F. de Pressensé, député sortant . .	6.128
1re de Villefranche . . .	Daudet, vigneron.	1.357
Total	. . . .	23.173

Au deuxième tour, Marietton est élu par 5.860 voix contre le député sortant Fleury Ravarin 5.541, et Ed. Arnaud faillit battre avec 5.126 voix le progressiste Gaud, élu avec 5.541 voix.

Pressensé est réélu. Etienne Rognon est élu trois ans plus tard par la 4e circonscription, le 7 mars 1909, au premier tour de scrutin avec 4.153 voix sur 8.194 votants.

1910.

CIRCONSCRIPTIONS	NOMS DES CANDIDATS	VOIX socialistes
1re de Lyon	Charvet	441
2e —	Cuzin	1.708
3e —	J. Voillot	1.363
4e —	E. Rognon	6.158
5e —	Manus	1.219
6e —	Marietton	3.068
7e —	Guerry	1.160
8e —	Duplan-Chaffey	4.463
9e —	Legouhy.	1.764
10e —	De Pressensé.	5.757
1re de Villefranche . . .	Merlin.	1.201
2e — . . .	Renard	1.861
Total	. . . .	30.163

E. Rognon est élu au premier tour, et il faut déplorer l'échec de l'éminent de Pressensé.

En revanche, Marietton est réélu, au deuxième tour, par 5.270 voix, et Manus, nouvel élu, par 2.827 voix.

1914.

CIRCONSCRIPTIONS	NOMS DES CANDIDATS	VOIX socialistes
1re de Lyon	Charvet	416
2e —	Deveau	1.189
3e —	E. Arnaud	3.520
4e —	E. Rognon	6.569
5e —	Manus	1.818
6e —	Marietton	3.764
7e —	V. Darme	1.695
8e —	S. Goujat	1.142
9e —	Dr G. Lévy	3.781
10e —	Jean Voillot	6.400
1re de Villefranche . .	Daudet	481
2e —	Jean Lorris	4.304
Total	. . . .	34.779



Cuminal
Adjoint au maire de Lyon

Etienne Rognon est élu au premier tour. Au deuxième, Marietton est réélu par 5.488 voix ; Manus par 2.747 voix, et Jean Voillot est élu par 8.478 voix contre 4.655 au progressiste sortant Berlié.

Ed. Arnaud n'est battu qu'à 200 voix, obtenant 5.405 voix contre 5.603 à Augagneur, élu. Colliard, mis en ballottage par V. Darme, n'est élu péniblement qu'au deuxième tour.

La présente monographie était rédigée à la veille de la

guerre. Pendant l'effroyable cataclysme déchaîné dans l'Europe durant 58 mois, les militants lyonnais se sont efforcés de maintenir l'organisation fédérale. De nouveaux militants ont joué un rôle prépondérant, parmi lesquels Calzan (1), professeur; Cuminal, directeur de l'École primaire supérieure (2).

La Fédération, sous l'inspiration de ces deux derniers et de quelques nouveaux militants, a évolué vers la tendance extrémiste, dont elle est un des principaux noyaux.

Les résultats des élections de novembre-décembre 1919 ont été des plus encourageants et démontré que le Socialisme dans le Rhône comme dans le monde entier, poursuit sa route vers son but final l'émancipation des travailleurs.



G. Biron
Conseiller municipal de Lyon

Les Elections législatives 1919

Il y eut 156.075 votants, le quotient électoral était de 12.859. La liste socialiste obtint :

Etienne Rognon, député sortant, 41.556 voix (élu).

Marius Moutet, député sortant, 41.158 voix (élu).

---

(1) Calzan, né en 1876. à Bourg (Ain), fit ses études en Allemagne, à Leipzig et Breslau, professeur au Lycée de Lyon, secrétaire de la Fédération des locataires, secrétaire de la Fédération socialiste.

(2) Paul Cuminal a écrit de nombreux articles de revues, brochures, volumes, etc., *La Destinée d'un Faubourg* (Orléans 1898), *Etudes sur le Mausolée du Bourg* (Lyon 1907), *Une ancienne Université française* (1907), *Questions Lyonnaises* (1908-1909), *Pour Lyon collectiviste*, *Carnet d'un Universitaire*, *Les Bons Testaments lyonnais*. *Pour la Beauté de Lyon*. *De la Reconstitution des Régions ruinées par la guerre*, *Lettre à Calzan sur la Coopération*, *Rapport sur l'action socialiste municipale*. *Leçons de Science morale*, et son dernier volume *Clartés philosophiques*, exposé des fondements de la morale.

Dr Georges Lévy, médecin, 39.905 voix (élu).
Jean Voillot, député sortant, 39,026 voix.
Cuminal, directeur de l'Ecole primaire supérieure. 38.527 voix.
Calzan, professeur au Lycée, 38.625 voix.
Branche, comptable, 38.211 voix.
Legouhy, représentant de commerce, 37.708 voix
Dumas, ingénieur-chimiste, 37.684 voix.
Marchand, tisseur, 37.276 voix.
Dreyer, sculpteur sur bois, 37.099 voix.
Daudet, viticulteur, 36.834 voix.
La moyenne est de 38.525, trois fois le quotient; 3 élus: Rognon, Moutet, Lévy.

Les Elections municipales 1919

Le Conseil municipal de Lyon est composé de 23 socialistes, 13 radicaux, 17 progressistes, 4 socialistes indépendants.

Parmi les élus du Parti: E. Rognon, G. Marro, Emmanuel Lévy, O. Biron, M. Moutet, G. Lévy, Cuminal, Calzan.

La municipalité est élue par la coalition des socialistes avec les radicaux.

Fédération de Saône-et-Loire

A. La Commune du Creusot. — Les Chambres syndicales. — Les émeutes de 1882. — Les premiers groupes.

C'est au Creusot qu'il faut rechercher le premier réveil des consciences ouvrières. En janvier 1870, l'Empire est encore debout, les combats sanglants d'Aubin et de la Ricamarie datent de quelques mois à peine lorsque la grève éclate aux usines du Creusot. L'inspirateur et l'âme du mouvement est un ouvrier mécanicien de 29 ans, venu de Roubaix, affilié à la première Internationale, Adolphe-Alphonse Assi qui devait être nommé l'année suivante, membre de la Commune de Paris, déporté à l'île Ducos, où il mourut conseiller municipal de Nouméa.

La grève dura 8 jours, elle faillit prendre une tournure tragique; elle se termina par la défaite de la classe ouvrière, mais c'est à la suite de cet épisode qu'apparaissent les militants socialistes, parmi lesquels un autre ouvrier mécanicien dont le rôle politique fut important, J.-B. Dumay.

Au 4 septembre 1870, le peuple s'empare de la Mairie, prononce la déchéance de l'Empereur, dont les bustes volent en éclats, proclame la République, et installe au pouvoir municipal des ouvriers parmi lesquels J.-B. Dumay, choisi comme maire, voit son mandat confirmé par le commissaire de la République naissante.

Les événements du 18 mars 1871 ne sont connus au Creusot que le 21; ils produisent sensation. La Garde Nationale s'assemble, les ouvriers s'agitent, mais le 25 la nouvelle parvient que Lyon, Saint-Etienne ont proclamé la Commune.

ans, J.-B. Dumay, debout sur une chaise, proclame la déchéance du Gouvernement de Versailles et célèbre solennellement l'avènement de la Commune.

Le triomphe spontané du mouvement n'eut malheureusement pas de lendemain, vingt-quatre heures plus tard, renforcé d'éléments solides, le parti de l'ordre bourgeois triomphait à nouveau en s'emparant de la mairie. La Commune du Creusot avait cessé de vivre.

J.-B. Dumay fut condamné par contumace par les tribunaux versaillais aux travaux forcés à perpétuité. Quinze ou seize ans après, Paris en faisait un élu au Conseil municipal en 1887, et député de Belleville en 1889. Il fut plus tard nommé administrateur de la Bourse du Travail de Paris.

Pendant quelques années, ce fut le silence dans les centres ouvriers, la saignée de mai 1871 avait affaibli la classe ouvrière dont le réveil ne se manifesta que quelques années après.

En 1878, une grève éclate cette fois à Montceau-les-Mines, les mineurs ont déserté les puits et font preuve de la plus grande solidarité; nombre d'entre eux donnent leur adhésion à l'Internationale et jettent les bases du Syndicat des Mineurs de Saône-et-Loire qui deviendra si puissant par la suite.

De nombreuses arrestations, de nombreuses victimes : ce fut une pluie de condamnations.

J.-B. Dumay, retour d'exil après l'amnistie de 1880, avait repris au Creusot sa besogne de militant, secondé par Sourdeau (Roger) de la même ville, Mange, de Chalon, Vitteaut, Bonnet, Gomot, Voisin, Merzet père, les fondateurs du Syndicat des mineurs de Montceau, Gadand, de Couches.

Ces militants firent naître les groupes de *Chalon, Couches, Blanzy, le Creusot.* En réalité, ces premiers groupements étaient composés d'un nombre restreints d'adhérents, douze à quinze par noyau, mais parmi eux les ouvriers les plus instruits, les plus énergiques, les mieux préparés à la direction des organisations syndicales sur le point de naître.

A Blanzy, à la suite d'une conférence donnée le 15 novembre 1880, par J.-B. Dumay, la Chambre syndicale décide d'envoyer un délégué au Congrès du Havre; au dernier moment, le délégué ne peut partir et le mandat est envoyé à Paule Mink.

Après la scission entre mutualistes-corporatistes et socialistes au Congrès du Havre, les travailleurs réunis des Chambres syndicales du Creusot adressèrent au Congrès socialiste un télégramme publié par l'*Emancipation* de Lyon, dans lequel ils déclarèrent être de cœur « avec les socialistes contre les ministériels barberettistes et les Lyonnais mutualistes à la solde du gouvernement ».

Aux élections cantonales du 1er août 1880, J.-B. Dumay obtint 1.200 voix au Creusot.

Mais la tyrannie patronale, la violence de la pression sur les consciences, ont exaspéré les ouvriers, ainsi poussés dans les bras de l'anarchie.

Le journal *Le Droit Social*, de Lyon, est aux mains des compagnons, il a de nombreux adeptes au Creusot, à Blanzy, à Montceau, parmi lesquels se distingue Dupoizat qui sera compromis dans le procès des anarchistes de Lyon, en 1883.

A Montceau, à Blanzy, le prolétariat est étroitement tenu sous le joug patronal, doublé du fanatisme clérical; la domination de Chagot est brutale à un tel point qu'elle provoque en 1882 une explosion de révolte. Plusieurs centaines d'hommes armés de fourches, de triques, de revolver se ruent par les chemins, brisant les croix, décapitant et renversant les statues religieuses, envahissant les domaines, faisant prisonniers des propriétaires, des curés, des fonctionnaires, des maires, des notaires, des gardes champêtres. Un jeune homme de 19 ans, Guélaffe, a été chargé de faire sauter une croix à la dynamite. Un des organisateurs lui remet un revolver. Les gendarmes surgissent autour de lui, il tire son revolver et blesse deux agents de l'autorité. Celui qui a remis le revolver à Guélaffe est le même individu qui a prévenu la

gendarmerie. C'est un agent provocateur du nom de Brenin. Guélaffe est condamné à 20 ans de travaux forcés. Le procès de la bande noire s'est jugé à Chalon ; parmi les avocats : Laguerre, dans toute la force de son talent, et un jeune avocat, Alexandre Millerand, soutenait énergiquement la classe ouvrière.

Ce soulèvement violent des passions, qui répandit une grande frayeur dans les milieux bourgeois, fut réprimé sans douceur ; la révolte ouvrière amena des arrestations nombreuses, des poursuites, des condamnations et un redoublement de la terreur patronale dans les fiefs capitalistes des Schneider et des Chagot.

Le silence se fit à nouveau, les premiers militants se réunirent clandestinement et travaillèrent au développement de l'organisation syndicale.

A Chalon, le groupe se reconstituait sous le nom de « Groupe républicain socialiste » ; à Couches-les-Mines, la « Fédération des travailleurs socialistes » réunissait quelques dizaines de militants adhérents du P. O. S. R. ; à Montceau, les socialistes se réunissaient au Groupe d'Etudes sociales, où de nouveaux militants sont nés à la vie politique : Jean Bouveri (1), Merzet fils, Claude Forest (Vir Bonus), Meulien, Philippe Maître, Philippe Dessolin, J.-M. Laurent, Genevois, Barry, etc., etc.

Le Syndicat des mineurs de Montceau, avec Chalmandrier, Gomot, Bouveri, Merzet fils, a pris un développement inespéré ; à Blanzy, le Syndicat suit l'exemple de Montceau. Un bon militant, Goujon, a remis sur pied le groupe socialiste et une Jeunesse socialiste ardente se constitue. Aux élections cantonales de 1883, le citoyen Bonnot obtient 1.004 voix contre 1 095 à son concurrent radical élu conseiller général de Montceau.

Au Creusot, les militants ont réorganisé le groupe et le Syndicat aux environs de 1898. Tout ce mouvement inquiète

(1) Voir photo et biog. *La France Socialiste*, tome I, page 340.

le Schneider qui guette son heure pour détruire les libertés syndicales et politiques de la classe ouvrière.

B. Les grèves au Creusot, Montceau. — L'exode. La tuerie de Chalon. — Les municipalités socialistes.

En 1899, la grève éclate au Creusot; elle est longue et douloureuse, le patronat croit son heure venue, il espère vaincre la classe ouvrière par la famine; la grève des mineurs éclate à son tour à Gueugnon, au Creusot, à Montceau, où elle prend un caractère menaçant. Les orateur du Parti sont appelés : Maxence Roldes, Sorgue, les députés socialistes haranguent tous les jours des foules frémissantes faisant le serment de vaincre ou de mourir.



Mellies
de la Fédération syndicale des Mineurs

Le Gouvernement de la République envoie des troupes occuper militairement les usines et le carreau des mines, la protection du patronat est assurée.

Un soir, au Creusot, deux gamins forcent un barrage de gendarmes. Ceux-ci les brutalisent. La foule s'encolère alors. Les gendarmes sont submergés, dépassés. La foule se trouve face à l'infanterie Les baïonnettes luisent sinistrement dans la nuit. Le commissaire de police fait faire la première sommation... puis la deuxième... La foule n'a pas reculé d'un pas. Le troisième roulement de tambour retentit... Ce va être le massacre. Mais un homme a surgi entre la

troupe et la foule. C'est Roldes. Il parle, de sa voix haute, étoffée, dont tous les mots portent au loin dans le tragique silence. Il parle aux soldats; il parle à la foule. Il rappelle aux ouvriers que le calme, le sang-froid sont leur plus grande force; qu'ils déjoueront ainsi la manœuvre du grand Patron que l'épouvante semée par un massacre ferait triompher; il leur dit qu'ils ne sont pas seuls, que tout le Parti socialiste veille sur eux. Et la foule le suit, s'éloigne des baïonnettes. Le conflit terrible est évité. La défaite aussi est évitée. (1)

C'est alors que l'idée de l'exode est lancée, les travailleurs en grève annoncent leur départ pour Paris; un premier convoi se met en route, ils sont des dizaines de mille prêts à suivre ce nouveau chemin de la Croix, affolant la bourgeoisie qui sent de nouveau le frisson de la peur. Les pouvoirs publics s'émeuvent, l'annonce de l'entrée de Millerand au Gouvernement suscite toutes les espérances et amène toutes les désillusions.

Le gouvernement de Waldeck-Rousseau offre l'arbitrage, les ouvriers acceptent. La sentence arbitrale semble leur donner raison contre le patronat refusant de reconnaître le Syndicat, puisqu'il est admis que les Syndicats ouvriers nommeront des délégués pour discuter avec ceux du patronat.

Cette reconnaissance de la puissance ouvrière transporte de joie les prolétaires, ils consentent à reprendre leur travail sur la promesse formelle qu'il n'y aura pas de renvoi pour faits de grève.

Mais les promesses gouvernementales ne seront pas tenues par la puissance capitaliste. Au Creusot, les mises à pied succèdent aux renvois, les meilleurs militants sont les premiers frappés et les Schneider refusent de désigner les délégués qui devaient prendre contact avec ceux du Syndicat.

A Montceau, les administrateurs du Syndicat vivent dans des transes perpétuelles, les coupes sombres sont largement pratiquées, les chômages injustifiés, les violations répétées

(1) *Les Hommes du Jour* (27 avril 1912) : *Maxence Roldes*, par B. Mayéras.

des libertés syndicales poussent les travailleurs à une nouvelle grève, où le patronat espère prendre sa revanche.

L'ingénieur de Morgue avait même annoncé qu'il purgerait la Compagnie de 1.800 militants ?

Elle éclate à nouveau à la fin de 1900 à Gueugnon, à Couches, à Montceau, à Blanzy. Des grèves se produisirent également à Digoin et à Chalon. Dans cette dernière ville, les manifestations sont l'objet de provocations policières habituelles, la troupe fait usage de ses armes : 3 morts, de nombreux blessés, la République bourgeoise fait aussi bien que l'Empire. La tuerie de Chalon porte au paroxysme l'exaltation et l'exaspération du prolétariat de Saône-et-Loire. A Montceau, les puits et les ateliers sont déserts, la troupe est sous les ordres d'un fanatique clérical, le général de la Pommeraye, qui accumule les provocations. Bouveri, Meulien, Petit, Merzet fils prennent la tête du mouvement. « *C'est la résurrection de la classe ouvrière depuis 20 ans couchée dans sa servitude comme en un tombeau* », écrit Jaurès. Les ouvriers se sont emparés, aux élections de 1900, des municipalités de *Blanzy, Montceau, Sanvignes, Montchanin, Saint-Vallier, Saint-Cernin*. A *Chalon*, 7 socialistes siègent au Conseil municipal, 2 au *Breuil*. Les listes socialistes avaient été battues au *Creusot* et à *Couches*, bien qu'elles eussent obtenu de nombreux suffrages.



MERZET
de la Fédération syndicale des Mineurs

La grève de Montceau se prolongea de longs mois, la soli-

darité fut admirable, les Syndicats firent des prodiges d'organisation dans la résistance, les soupes populaires fonctionnèrent, distribuant jusqu'à 15.000 repas gratuits par jour.

Le directeur des mines de Blanzy, M. Coste, fit montre d'une intransigeance arrogante; le Gouvernement s'interposa, sur la demande du Congrès National des mineurs tenu à Lens, la grève prit fin après un référendum qui décida la reprise du travail, la Compagnie ayant fait quelques concessions aux revendications grévistes.

Cependant 430 ouvriers furent congédiés.

Au Creusot, la direction organisa, avec les mouchards, un Syndicat jaune qui entrava du mieux qu'il pût l'œuvre de revendications ouvrières des organisations rouges.

C. **L'élan syndical. — La Fédération socialiste. Les Groupes. — Les Congrès.**

Mais, de ce grand mouvement, l'organisation syndicale sortit renforcée: 18 syndicats restèrent debout, groupant près de 8.000 cotisants dans l'*Union des Syndicats de Saône-et-Loire*. Ceux de Montceau restèrent les plus puissants. A ses côtés, ceux des mineurs: *La Comaille, Blanzy, La Chapelle, Epinac, Montceau, Montchanin, Perrecy*. Des Syndicats métallurgistes au *Creusot, Montchanin, Gueugnon,* enfin à *Chalon,* les Syndicats des maçons, des plâtriers, des tuiliers, menuisiers, sabotiers fondèrent la Bourse du Travail en 1902.

Le Parti socialiste fut emporté dès ce moment-là dans un superbe élan. En dehors de Montceau, le Creusot, Blanzy Couches, une floraison d'autres groupes se produisit à : *Ciry-le-Noble, Digoin, Ecuisses, Gourdon, Montchanin, Montcenis, Saint-Sernin-du-Bois, Sanvignes, Saint-Léger-sur-Dheune, Perrecy-les-Forges, Pouilloux, Saint-Vallier*. Le secrétaire de la Fédération des Syndicats était Chalot.

La Fédération Socialiste de Saône-et-Loire se constitua

le 20 janvier, dans un Congrès tenu à la Mairie de Montceau-les-Mines, auquel prirent part les délégués de seize groupes représentant 700 cotisants.

Le Congrès décida que la Fédération garderait son autonomie, poursuivrait l'accord entre les diverses écoles socialistes et l'unification de toutes les forces socialistes sur le terrain révolutionnaire de la lutte de classe.

Après le Congrès tenu à la salle Wagram, voici en quels termes le Comité fédéral rendait compte des Congrès National et International :

FEDERATION SOCIALISTE AUTONOME de SAONE-et-LOIRE

Aux Citoyens, Groupes d'études sociales et Syndicats du département de Saône-et-Loire.

Citoyens,

Le Comité fédéral du département doit vous rendre compte de son action et des actes des délégués de la Fédération aux Congrès international et national des organisations socialistes révolutionnaires.

Congrès International.

Au Congrès International nous avons obtenu la création d'un Comité international pour assurer, aux décisions des Congrès, une exécution plus certaine et plus régulière.

Le prolétariat des deux mondes ne peut donc que se réjouir de la reconstitution de cette Internationale nouvelle qui donnera une puissante impulsion au Parti socialiste mondial par l'intermédiaire de cet organe directeur.

Question ministérielle.

Dans le grand débat qui s'est élevé sur la brûlante question de la participation ministérielle, notre politique inflexible a remporté une nouvelle victoire et la motion Kautsky, condamnant cette participation et désapprouvant ce que l'unanimité du Parti socialiste international considère avec nous comme une déviation dangereuse pour le socialisme, l'a rendu à tout jamais impossible.

Congrès National.

... Congrès National, malgré la violation du pacte commun renfermé ... le règlement édicté par l'unanimité du Comité général, malgré

la protestation immédiate de vos délégués qui, voyant se briser entre leurs mains neuf mandats sur dix, se sont élevés les premiers et avec la plus vive indignation pour protester contre ce qu'ils considéraient, à juste titre, comme une spoliation à leur égard; ceux-ci sont restés au poste que vous leur aviez confié, tenant à accomplir jusqu'au bout leur devoir de représentants des prolétaires de Saône-et-Loire, en demandant au Congrès de flétrir les auteurs responsables des massacres de Chalon, et leurs complices.

Si nous n'avons pu, sur ce point, obtenir la satisfaction complète que nous espérions tous, à vous d'en rechercher les responsabilités.

L'Unité socialiste.

Il a cependant été décrété par ce Congrès, et nos vœux ont trouvé là pleine et entière satisfaction, que l'unité socialiste devra, dans le délai de six mois, être un fait accompli.

Il nous appartient de concourir à cette œuvre nécessaire entre toutes, et nous vous convions à en poursuivre en commun la réalisation.

Mais cette unité, pour être durable, doit être établie sur des principes inébranlables.

Il ne faut pas que l'unité du Parti soit l'origine d'une méthode nouvelle ouvrant, aux ambitions ardentes, un large champ de déviations successives aux principes organiques du Socialisme. Seule la doctrine socialiste révolutionnaire, seul le principe intangible de la lutte de classes, sur le terrain d'opposition irréductible aux gouvernements bourgeois, peuvent assurer de larges et solides bases à l'unité de toutes les forces socialistes et ouvrières de France.

Il nous appartiendra donc de présenter, au prochain Congrès, un projet dans ce sens, ou d'appuyer celui qui se conformera le plus aux traditions révolutionnaires dont nous nous réclamons.

Pour cette grande œuvre à accomplir, nous comptons sur le concours de tous, sûrs que nous sommes qu'il ne nous fera pas défaut.

Montchanin-les-Mines, le 11 novembre 1900.

Le Comité fédéral de Saône-et-Loire:

Le Secrétaire général. L. Journoud; *le Secrétaire adjoint:* Bretin; *le Trésorier:* Gadand.

Les membres du Comité fédéral: G. Bras, conseiller municipal de Saint-Sernin; Larieppe, conseiller municipal de Montceau; Caillon, Groupe d'Autun; Loudenot, Groupe de Gourdon; Vitteaut (Cl.), Jeunesse socialiste de Montceau; Câteau, Groupe de Saint-Vallier; Goujon fils, adjoint au maire de Montceau. délégué de la Fédération au Comité général.

Les principaux militants de la Fédération étaient : L.-J. Bouveri, maire de Montceau; Chalmandrier, Merzet, Desseslin, Boulie, Meulien, Chalot, Goujon, Ducarouge, conseiller municipal de Digoin; Chambosse, maire de Sanvignes; Merle et Michon, adjoints; Budin, maire; Tespenot et Marizy, adjoints à Saint-Vallier; Couturier, maire et Coury, adjoint à Blanzy; Bretin à Chalon, etc., etc.

Le 8 septembre 1901, elle fédéra les municipalités socialistes de Saône-et-Loire dans un Congrès tenu à la mairie de Sanvignes et aux discussions amicales auxquelles prirent part les élus socialistes de Sanvignes, Montchanin, Blanzy, Saint-Eugène, Montceau Perrecy, Ciry-le-Noble, Saint-Vallier, Saint-Romain-sous-Versigny, Digoin.



Théo Bretin
Ancien député, maire de Chagny

A une élection complémentaire législative du 4 août 1901, Montceau envoie J. Bouveri à la Chambre des députés et Cl. Forest au Conseil général.

La Fédération tint ses autres Congrès le 27 juillet 1900 au Creusot; le 28 avril 1901, à Montchanin; le 9 février 1902, à Blanzy; le 22 février 1903, à Autun.

Le plus ancien Groupe, celui de Couches-les-Mines, reste adhérent au P. O. S. R. tout en faisant partie de la Fédération qui, dans son septième Congrès départemental, tenu le 20 mars 1904 à Sanvignes, donna son adhésion au Parti socialiste de France par 20 voix et 6 abstentions.

Votèrent pour l'adhésion : *Blanzy, Chalon, Montceau, San-*

vignes, Saint-Vallier, Saint-Cyr, Saint-Sernin-du-Bois, Mesvres, Originaires de Paris.

S'abstinrent les mandats de Montchanin et d'Autun.

Les groupes de Couches, Chagny, Ciry-le-Noble, Saint-Léger étaient excusés.

Le Congrès fut précédé d'une grande manifestation de la part de la population de Sanvignes, accompagnant les délégués avec la fanfare locale *Le Réveil Social.*

Parmi les délégués : Bouveri, député ; Claude Forest, conseiller général ; Chambosse, maire de Sanvignes ; Bretin aîné, de Montchanin ; Théo Bretin, instituteur de Chalon, dix ans plus tard élu de Saône-et-Loire ; Bouvard, Caumeau, Lavaud, Brigaud, de Blanzy ; Desbrosses, de Montchanin ; G. Bras et Dumey, de Saint-Sernin ; Caillon, du Creusot ; Merzet, Dessolin, Maitre, Genevois, de Montceau ; Lafont, de Mesvres ; Magnol et Vacher, de Saint-Vallier ; Vannier, groupe des originaires de Saône-et-Loire à Paris. La Fédération comptait d'autres militants : Merle, Jeanniard, Cotenet, Delay, Mouron, André, Cognard, Larcher, Geudreau, Fougeron, etc...

Aux élections de 1902 la Fédération présente des candidats dans quatre circonscriptions : Jean Bouveri est triomphalement réélu par 13.910 voix contre 4.292 au nationaliste Choucary, dans la 1re de Chalon. David en obtient 1.757 dans la 2e de Chalon. Ary Mathieu, candidat du Parti socialiste dans la 1re d'Autun, contre le modéré Germain Périer, rassemble 3.411 suffrages et contre le roi de l'acier Schneider qui est réélu ; le socialiste Gadand obtient 3.421 voix.

La Fédération fit paraître un organe hebdomadaire, *Le Socialiste de Saône-et-Loire,* dont la publication, commencée en 1903, se poursuivit jusqu'au début de la guerre, avec Claude Forest comme secrétaire de rédaction.

Aux élections municipales de 1904, les listes socialistes sont élues ou réélues, à Montceau 3.340 voix contre 2.264 (Bouveri, maire, Claude Forest et Jean Lardy, adjoints) ; Saint-

Vallier, 1.010 voix contre 354 aux nationalistes; Sanvignes, Blanzy, Digoin où Ducarouge (1) est élu maire; Ciry-le-Noble, Montchanin, Saint-Jean-de-Vaux, Genouilly-sur-Guye, Mercurey, où Ph. Raquillet est élu maire ; Charrecey, A. Montorgueil; 3 élus socialistes à Chalon.

L'unité socialiste réalise les vœux des socialistes de Saône-et-Loire, ils la saluent dans des ordres du jour votés par tous les groupes et une délégation de la Fédération composée de Bouveri, Théo Bretin, Ph. Dessolin, Bretin aîné, Genevois, Conin, Journoud, Raquillet, Vannier, demande au Congrès unitaire de la Salle du Globe la tenue du premier Congrès national de la S. F. I. O. à Chalon-sur-Saône.



MERLE, ancien député
Photo Manuel.

Le Parti socialiste unifié accepte l'invitation et la Fédération dans son huitième Congrès départemental de Saint-Vallier, tenu le 21-22 août 1905 à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Bracke et Willm, prirent toutes les dispositions pour la réception des délégués de la France socialiste qui tinrent leurs assises à Chalon les 29, 30, 31 octobre et 1er novembre 1905.

La Fédération comptait au Congrès de Saint-Vallier, 41 délégués porteurs de 61 mandats, représentant 20 groupes et 1.490 adhérents. Elle décida la publication de son journal *Le Socialiste de Saône-et-Loire,* et la participation à la lutte dans huit circonscriptions aux élections de 1906.

(1). Voir photo et biog. *La France Socialiste*, tome I, page 353.

Le Congrès de 1906 se tint à Digoin, celui de 1907, le 30 juin, à Louhans.

Au Congrès de Louhans, 1907, la Fédération compte une partie de ses éléments conquis aux idées insurrectionnelles, dont le principal propagateur est Ph. Raquillet, cependant le vif débat sur l'attitude des socialistes en temps de guerre est clos par l'ordre du jour suivant :

Considérant que le militarisme est le résultat du régime bourgeois;

Que l'antagonisme des intérêts capitalistes de nation à nation, cause avouée de toute guerre, existera autant que le régime bourgeois;

Que le militarisme actuel est la sauvegarde de la bourgeoisie capitaliste, que ce mal ne disparaîtra qu'avec le régime qui l'a engendré;

Déclare:

1° La propagande anti-militariste n'est que le corollaire indispensable de la propagande socialiste ou anti-capitaliste;

2° Que le devoir de tout socialiste est d'abord, et avant tout, d'organiser fortement le prolétariat en parti de classe pour empêcher à jamais les guerres et triompher du pouvoir bourgeois.

Le Bureau fédéral fut composé de Raquillet, secrétaire général; secrétaire adjoint: Bras; trésorier: Barry; trésorier adjoint: Genevois; Merzet, Lafond, Raquillet, Bretin, Bras, Ridet, Gadand, Jeanniard, David et Futin constituèrent la Commission de propagande.

Le Congrès vota un énergique ordre du jour de solidarité avec les vignerons du Midi et de félicitations aux soldats du 17e qui, à Béziers, refusèrent de tirer sur les paysans révoltés. La Fédération a tenu ses Congrès suivants: 15 et 16 août 1908 à Tournus; 14 mars 1909 à Epinac; 9 janvier 1910 à Palinges; 26 mars 1911 à Chagny; celui de 1912 à Macon, celui de 1913 à Chalon, celui de 1914 à Cluny.

Elle organisa de belles démonstrations contre la guerre au moment du conflit marocain. Le même jour, tous les groupes, au nombre de 40 à ce moment-là, se réunirent à la même heure et envoyèrent le même ordre du jour de protes-

tation, tandis que ses orateurs parlaient simultanément dans dix meetings publics au même moment : au Creusot, à Montceau, à Chalon, à Chagny, à Paris-l'Hôpital, à Laives, à St-Gervais-sur-Couches, à Sanvignes, à Epertully et à Palinges.

Les élus municipaux ont, dans les Hôtels de Ville occupés par eux, développé l'enseignement public, créé de nombreux cours, assuré la gratuité des fournitures scolaires, installé des cantines pour les enfants des écoles, donné de l'extension aux œuvres d'assistance, soutenu les organisations syndicales avec qui elles entretiennent les meilleurs rapports.

Le Parti socialiste et les Syndicats fondés par lui, respectent mutuellement leur autonomie, mais mènent parallèlement le combat prolétarien.



G. Bras, ancien député
Photo Manuel.

Les militants ouvriers sont dans les Coopératives qui furent créées dès le début du mouvement, comme ils sont dans les Syndicats et la plus grande cordialité règne dans les rapports entre les différentes formes de l'organisation ouvrière.

A Montceau, fut inauguré en 1909 un bel édifice : la Maison du Syndicat des Mineurs, œuvre de la classe ouvrière.

Voici quelques résultats électoraux qui donnent la preuve de l'emprise réelle de la Fédération sur le corps électoral. Les circonscriptions rurales commencent à s'éveiller de leur torpeur, elles viendront elles aussi au Socialisme.

Les Elections législatives

CIRCONSCRIPTIONS	CANDIDATS SOCIALISTES	VOIX OBTENUES en 1906		VOIX OBTENUES en 1910		VOIX OBTENUES en 1914	
		1er tour	2e tour	1er tour	2e tour	1er tour	2e tour
1re DE MACON	Vanier	260	»	»	»	»	»
	Bonin	»	»	166	»	»	»
2e DE MACON	Leduc	95	»	»	»	»	»
	Gadand	»	»	2.482	»	»	»
	Futin	»	»	»	»	2.716	»
1re D'AUTUN	G. Crémieux	1.151	»	»	»	»	»
	Fesneau	»	»	1.787	»	»	»
2e D'AUTUN	Gadand	3.692	»	»	»	»	»
	Lafond	»	»	2.201	»	»	»
	G. Bras	»	»	»	»	3.072	9.636 ELU
1re DE CHALON	Bouveri	11.835 ELU	»	13.921 ELU	»	12.280 ELU	»
2e DE CHALON	Journoud	619	»	»	»	»	»
	David	»	»	1.963	»	»	»
	Théo Bretin	»	»	»	»	4.255	7.564 ELU
1re DE CHAROLLES	Raquillet	135	»	»	»	»	»
	Lardy	»	»	1.105	»	»	»
	Bonin	»	»	»	»	1.355	»
2e DE CHAROLLES	Bretin	1.181	»	»	»	»	»
	Ducarouge	»	»	6.948	7.655 ELU	»	»
	P. Merle	»	»	»	»	4.953	5.996
LOUHANS	Theo Bretin	»	»	»	2.543	»	»
	Ridet	»	»	»	»	1.998	»
		18.968		30.573		30.629	

1919	
Inscrits	177.800
Suffrages exprimés	118.603
Majorité absolue	59.302
Quotient	13.178
MOYENNE	
Liste concentration bloc national	63.413
tout entière élue	
Liste All. rép	4 585
Liste des combattants	13.107
Liste socialiste	35.473
Liste socialiste	
J. Bouveri	38.307
Theo Bretin	36.515
Sabre	35.548
G. Bras	35.368
P. Merle	34.854
David	34.743
Duragnon	34.724
Girard	34.661
Gendre	34.542

Élections cantonales

1904

Conseil d'arrondissement

Cantons	Candidats	Voix au 1er tour	Voix au 2e tour
Montceau	Gilardot	Elu	»
Digoin	Ducarouge	Elu	»

1907

Conseil général

Cantons	Candidats	Voix au 1er tour	Voix au 2e tour
Montceau	Cl. Forest	3 425 (élu)	»
Digoin	Ducarouge	623	»
Mesvres	A. Lafond	219	»
Epinac	Théo. Bretin	226	»

1910

Conseil général

Cantons	Candidats	Voix au 1er tour	Voix au 2e tour
Autun	Fesneau	390	»
Montcenis	Clerc	716	»
Chagny	André	716	»
Chalon (nord)	Potonnier	475	»
Palinges	Boucausaud	391	398
Toulon-s/-Arroux	Chambosse	1.049	»
Tournus	Futin	448	»

Conseil d'arrondissement

Cantons	Candidats	Voix au 1er tour	Voix au 2e tour
Epinac	Beney	111	»
Mesvres	Lafond	181	»
Buxy	Quincy	1.050	1.853 (élu)
Montceau	Louvrier	2.285 (élu)	»
Digoin	Boulet	761	828
La Guiche	Berlaud	291	»

1913

Conseil général

Cantons	Candidats	Voix au 1er tour	Voix au 2e tour
Montceau	Forest	2.817 (élu) .	»
Digoin	Allard	812 . . .	»
Mesvres	Fourrier	177 . . .	»
Epinac.	Fesneau	700 . . .	»
La Guiche	(Croizat)	»	»
Chalon (sud). . .	David	261 . . .	»
Mont-St-Vincent .	Cognard	191 . .	»
Cuisery.	Girard	340 . . .	»

Conseil d'arrondissement

Cantons	Candidats	Voix au 1er tour	Voix au 2e tour
Buxy.	Quincy	1.563 (élu) .	»
Montcenis	Barnay..	655 . . .	»
Chagny			
Chalon (nord) . .	Large.	»	»
Palinges	Boucansaud. . . .	342 . . .	»
Toulon-s/-Arroux.	Tillier	743 . . .	»
Tournus			
Montceau	Dr Laroche. . . .	» (élu) .	»

Élections municipales

1908

Municipalités conquises ou conservées.

Montceau-les-Mines, 3.500 voix; Saint-Vallier, 785; Sanvignes, 605; Blanzy, 503; Digoin, 635 (15 élus sur 21); Ciry-le-Noble, Montchanin, Saint-Jean-de-Vaux, Genouilly, Epinac, 8 élus, 560 voix.

Conseils municipaux avec minorité socialiste: Cuisery, 150 voix 1er tour, 1 élu au 2e; Saint-Hélène, 111 voix, 2 élus sur une list de coalition; Charbonnat-sur-Arroux, 4 élus, 96 voix sur une liste de coalition; Saint-Gilles, 78 voix au 1er tour, 2 élus par 79 voix au 2e.

Listes socialistes présentées :

A Chalon, 1.036 voix ; à Palinges, 200 ; à Tournus, 171 ; à Mesvres, 145 ; à Louhans, 112.

1912

Municipalités conservées ou conquises.

Montceau-les-Mines, Saint-Vallier, Sanvignes, Digoin, Perreuil, Moroges, Epertully, Ciry-le-Noble.

A Chalon, les socialistes firent alliance avec les radicaux. Au 2e tour, 4 élus. La lutte fut engagée dans 30 communes, avec listes entières dans 14. Il y eut 251 élus dans 17 Conseils municipaux, dont 6 entièrement socialistes, 2 à majorité socialiste et 9 minorités.

(Voir page 531 le tableau des principaux résultats.)

1919

Municipalités conservées.

Montceau, Saint-Vallier, Sanvignes, Moroges, Epertully.

Municipalités conquises.

Chagny, Montchanin-les-Mines, Epinac-les-Mines, Saint-Firmin, Blanzy, Saint-Sernin-du-Bois, Antully, Créot.

Conseils municipaux avec des minorités socialistes.

Chalon, 3 élus ; Mellecey, Sennecey, Martigny, etc., etc.

En tout 194 élus municipaux dans 18 Hôtels de Ville.

Election sénatoriale 1919

Jean Bouveri est élu sénateur.

⁂

A la déclaration de guerre, la Fédération avait 3 élus à la Chambre des députés : Jean Bouveri, Théo Bretin, Georges Bras.

NOMS DES COMMUNES	NOMBRE de Candidats à élire	NOMBRE de Candidats socialistes	NOMBRE d'Elus au 1er tour	VOIX obtenues	NOMBRE de Candidats 2e tour	NOMBRE d'Elus au 2e tour	TOTAL des Elus socialistes	MUNICIPALITÉS gagnées	MUNICIPALITÉS perdues	OBSERVATIONS
Montceau-les-Mines	27	27	27	3.060	»	»	27	»	»	—
Saint-Vallier	23	23	»	580	23	23	23	»	»	—
Sanvignes	23	23	23	530	»	»	23	»	»	—
Digoin	23	23	23	806	»	»	23	»	»	—
Perreuil	12	12	12	115	»	»	12	gagnée	»	—
Moroges	12	7	7	147	»	»	7	gagnée	»	—
Palinges	16	16	1	240	1	1	2	»	»	—
Chalon-sur-Saône	27	27	»	750	7	4	4	»	»	Coalition au 2e tour
Blanzy	23	23	»	300	23	»	»	»	»	—
Tournus	23	23	»	146	2	2	2	»	»	Coalition au 2e tour
Martigny-le-Comte	12	12	»	113	4	1	1	»	»	—
Epertully	10	10	10	45	»	»	10	»	»	—
Créot	10	10	»	32	5	1	1	»	»	—
Cuissery	16	16	»	78	5	2	2	»	»	—
Laisy	12	12	»	182	»	»	»	»	»	—
Le Creusot	30	4	»	2.300	»	»	»	»	»	—
Bourbon-Lancy	23	1	»	292	1	»	»	»	»	—
Chagny	23	4	»	292	2	»	»	»	»	—
Montchanin	23	5	3	645	2	2	5	»	»	Coalition au 2e tour
Cery-le-Noble	16	6	»	62	»	»	»	»	»	—
Paris-l'Hôpital	10	4	»	10	»	»	»	»	»	—
Sennecy-le-Grand	16	10	»	112	»	»	»	»	»	—
Laives	12	3	2	140	1	1	3	»	»	—
Autun	27	8	»	588	»	»	»	»	»	—
Châtenoy-le-National	10	2	»	36	»	»	»	»	»	—
Farges	10	1	1	48	»	»	1	»	»	—
Clessé	10	4	»	45	4	2	2	»	»	—
Saint-Berain-sur-Dheune	12	4	2	122	»	»	2	»	»	—
Saint-Firmin	12	4	»	110	»	»	»	»	»	—
Le Roussel	10	1	»	31	»	»	»	»	»	—
			111			39	150			

Au décès de François Ducarouge, le mineur Pierre Merle avait été élu en 1913 député de la 2e circonscription de Charolles. Il fut battu à quelques voix en 1914.

G. Bras, devenu député, fut remplacé au secrétariat fédéral par G. Nouelle, professeur de l'Ecole professionnelle de Chalon. Pierre Merle et Munier, de Chatenoy, secrétaires adjoints; Louis Barry et Genevois, trésorier et trésorier adjoint.

Nouelle, Merle, Barry, Genevois mobilisés, ce fut Munier qui assura intérimairement le secrétariat de la Fédération, qui tint ses Congrès en 1915 à Montchanin; en 1916 à Génélard: en 1917 à Chagny; en 1918 à Blanzy et à Montchanin en 1919. Les vieux militants David, de Chalon, Merzet et Meulien, de Monteeau sont toujours sur la brèche; de nouvelles recrues sont reçues, des anciens ont été démobilisés, des forces neuves et ardentes sont entrées dans la lutte.

Duragnon organise les cheminots de Chagny, Epinac, Autun, Etang. Thomas devient secrétaire permanent des métallurgistes du Creusot, enfin réorganisés, grâce à l'action des secrétaires venus de Paris, Lyon, etc. Ponsard, à Montchanin, Levêque et Sergent, à Chalon, donnent une vive impulsion au recrutement syndical. Plus de 28.000 cartes confédérales sont distribuées. Le Syndicat des instituteurs, avec Marie, S. Guillot, René, Gorgereau, Girard, Jannenot, Lachaux, soutenu par Théo Bretin, adhérent du Syndicat, est grossi d'adhérents nouveaux: les P. T. T. et les Indirectes s'organisent syndicalement.

Aux élections législatives, la liste est ainsi composée: Jean Bouveri, Théo Bretin, Georges Bras, députés sortants; Pierre Merle, ancien député; David, secrétaire de la Bourse du Travail de Chalon; Duragnon, du Syndicat de Chagny; Gendre, du Syndicat de Macon; Girard, horticulteur à Cuisery; Marius Sabre, cultivateur-vigneron à Moroges.

Deux équipes furent instituées; elles ne purent visiter que

100 communes sur 584. Si l'alliance radicale-réactionnaire ne s'était pas réalisée, la liste socialiste arrivait en tête. Elle fut battue. Mais la Fédération est plus puissante que jamais.

La Fédération après la guerre et les élections de 1919 est dans la situation suivante :

Elle a comme élu au Sénat : Jean Bouveri.

Au Conseil général : Claude Forest, canton de Montceau; Laville, canton de Gueugnon.

Au Conseil d'arrondissement : Dr Laroche (Montceau), Quincy (Buxy).

Comme maires : J. Bouveri à Montceau, avec pour adjoints Cl. Forest et Didier; Théo Bretin à Chagny, avec pour adjoints Gasser et Berthier père, cheminot retraité; Pierre Merle à Sanvignes.

Elle groupe plus de 2.500 adhérents dans les 53 localités suivantes: *Anost, Autun, Aulin, Blanzy, Bourbon-Lancy, Boulanges, Le Creusot, Chalon-sur-Saône, Chagny, Ciry-le-Noble, Cuisery, Créot, Chatenoy, Cluny, Digoin, Dennevy, Epinac, Ecuisses, Epertully, Génélard, Givry, Issy-l'Evêque, Louhans, La Guiche, Lugny, Laives, Lamotte-St-Jean, Mâcon, Moroges, Montceau-les-Mines, Montchanin, Montcenis, Mercurey, Mesvres, Martigny-le-Comte, Marcigny, Ozenay, Palinges, Pouilloux, Perreuil, Paris-l'Hôpital, Rully, Saint-Vallier, Sanvignes, Sernecay, Saint-Agnan, Saint-Léger-du-Bois, Saint-Gilles, Saint-Pantaléon, Saint-Etienne-en-Besse, Savigny, Saisy, Tournus, Roussillon, Antully, Saint-Gengoux-le-National, Buxy, Saint-Marcel, Saint-Loup-de-la-Salle, Navilly-sur-Doubs, Gueugnon, Etang, Toulon-sur-Arroux.*

Les principaux militants sont autour de Jean Bouveri, Théo Bretin, G. Bras, Merle, Lafond, Meulien, Gadand, Merzet, Cl. Forest, Chambosse, Cottenet, Fesneau, Frétiaux dans l'Autunois; Gonnot, Lacroix, Boucassaud dans le Charolais; Ridet, Girard dans le Louhannais; Futin, Chapuis, Jeandet,

Potonnier dans le Mâconnais ; David, Saunier, Broux, Jandot, André dans le Chalonnais.

La Fédération de Saône-et-Loire, avec la pleïade de ses militants pleins de foi, d'ardeur combative et de dévouement, constituera une des plus puissantes formations de combat du Socialisme français.

Fédération de la Haute-Saône

A. Les premiers groupes. — La Fédération. Ses groupements.

La Haute-Saône est un département peuplé de paysans petits propriétaires ruraux, sauf à l'est où se trouve la région minière de Ronchamp-Champagney, et le centre usinier d'Héricourt.

Les politiciens radicaux ont toujours eu une grande influence sur les paysans, aussi le Socialisme n'y est-il éclos que tardivement. La première tentative de groupement se produisit, en 1899, à Lure, où Eugène Cotin, dessinateur à l'usine Grünn, fonda un petit groupe socialiste qui invita, à l'occasion des élections municipales de mai 1900, les socialistes de Lure à s'affirmer sur le nom de J. Jaurès; 83 bulletins socialistes furent annoncés au dépouillement.

Le Groupe de Lure s'était affilié, le 3 février 1900, à la Fédération du Doubs et Haut-Rhin (U. S. R.). Après une conférence de Victor Dejeante, le Groupe socialiste adhéra à l'Alliance communiste franc-comtoise avec les Groupes de Besançon et Montbéliard.

En 1900, au mois de juillet, était né le Groupe socialiste d'Héricourt, et l'action de Cotin et des militants de Lure faisait apparaître, l'année suivante, des Groupes socialistes et des Syndicats ouvriers à Ronchamp, Plancher-les-Mines et Port-sur-Saône.

Le mouvement ouvrier était trop bien parti, il pouvait aller loin, il fallait l'arrêter et le patronat n'y manqua point; en mai 1902, il accule à la grève les ouvriers de Lure, elle dure deux mois, aboutit à l'échec désiré, les meilleurs mili-

tants sont contraints de quitter le pays. Eugène Cotin, mis à l'index dans tous les établissements métallurgiques, dut à son tour partir.

La Coopérative survécut au naufrage, grâce au dévouement d'un bon militant, Antoine Lamielle; mais le Groupe dispersé ne reprit son action qu'en 1907, secondé par le puissant Groupe de Saint-Loup-sur-Semouse.

A Saint-Loup, le mouvement syndical fut le premier à naître en 1894, année où se constitua le Syndicat de l'ameublement dû à l'initiative du militant Louis Bourg.

Ce Syndicat reçut l'adhésion d'Albert Jacquey, sculpteur sur bois, aux Usines réunies.

Après une grève de trois mois, en 1897, Albert Jacquey est renvoyé de l'usine Walser; il trouve du travail dans une autre et devient secrétaire du Syndicat.

Nouvelle cessation de travail en 1903, puis en 1905, renvoi de Jacquey; le patronat doit le réintégrer après une grève de solidarité de cinq jours.

Une tournée de conférence de Maxence Roldes dans la Haute-Saône avait déterminé la formation de Groupes socialistes à Champagney, Ronchamp, Aillevillers et Fontaine-les-Luxeuil; avec les Groupes de Lure et Saint-Loup-sur-Semouse, ils constituèrent l'embryon d'une Fédération départementale.

En juillet 1907, les groupes et militants du canton de Saint-Loup firent une première manifestation de leurs sentiments socialistes en présentant la candidature d'Albert Jacquey contre celle de M. Gay, directeur et gros actionnaire des Usines réunies.

Albert Jacquey obtint la majorité dans cinq communes du canton et principalement à Aillevillers, Saint-Loup, Magnoncourt; mais le patron fut élu.

Quelques mois après l'élection, Albert Jacquey et six de ses camarades étaient renvoyés de l'usine.

Eugène Cotin rentre à Lure en 1907; il rassemble les dél

gués des groupes et, le 8 décembre, la Fédération de la Haute-Saône, adhérente à la S. F. I. O., était constituée. Le siège fixé à Lure y demeura jusqu'en 1913. Le premier secrétaire fédéral fut Eugène Cotin.

En janvier 1908, une tournée de P.-Marius André et Vincent Carlier reconstitue les Groupes de Lure et Aillevillers. Jules Nadi, à son tour, visite la Haute-Saône et ses réunions fortifient les Groupes de Ronchamp, Champagney, Fontaine. Les Groupes fédérés prirent part aux élections municipales de 1908 : au premier tour dans cinq communes ; au deuxième tour dans deux sans avoir d'élu. Cotin, à Lure, obtint 384 suffrages.

Le 9 août 1908 eut lieu, à Lure, le Congrès fédéral, sous la présidence de Jacquey ; le Congrès confirma Cotin dans ses fonctions de secrétaire et Beluche, typographe, fut nommé trésorier.

Au Congrès de 1909, tenu également à Lure le 8 août, la Fédération comptait 305 cotisants et 7 groupes ; ceux déjà nommés avec le nouveau Groupe de Luxeuil où se tint le Congrès de 1910, le 10 avril.

L'année 1910 fut néfaste pour la jeune Fédération ; elle présente la candidature de Cotin, secrétaire fédéral, dans la deuxième de Lure contre le député sortant, le radical Mathis, et un candidat réactionnaire, le D^r^ Causeret. Le candidat socialiste fit dix réunions, ne recueillit que 608 suffrages et provoqua le ballottage ; il se retira au deuxième tour en faveur du candidat radical qui fut élu.

La même année, des grèves se produisirent aux usines d'ameublement Gay, à Saint-Loup, et aux Mines de Ronchamp ; leur issue malheureuse tua dans l'œuf les débuts de l'organisation syndicale et entraîna la disparition des groupes socialistes.

Les ouvriers de l'ameublement soutinrent héroïquement, pendant trois mois, la lutte contre le patronat cupide et insolent. Après l'échec de la grève, la direction de l'usine ré-

[illegible] se débarrasser des « meneurs » ; elle s'acharna plus particulièrement contre les frères Jacquey. Renvoyés de l'usine, soutenus par leurs amis, ils restèrent dans la région, malgré les manœuvres patronales. Albert Jacquey, secrétaire du Syndicat de l'ameublement, se fit marchand de vins, et [illegible] Jacquey, directeur d'une saboterie.

Mais la Fédération se ressentit du choc, elle ne retrouva [illegible] adhérents en 1910, et, en 1911, au Congrès du [illegible] tenu à Saint-Loup, elle ne compte plus que 50 cotisants. L'année suivante la Fédération, dont les groupes ont demandé 68 cartes, ne se fait plus représenter au Congrès National, disparaît bientôt, les Groupes ayant sombré par suite de l'indifférence des militants lassés, découragés.



P. Petitot
Secrétaire fédéral

Albert Jacquey, lui, ne se découragea pas, et, dès la fin de 1913, il avait repris contact avec les socialistes de Lure, Luxeuil, Fontaine et Aillevillers. Au début de 1914, ils avaient décidé de reconstituer les Groupes et la Fédération avec Albert Jacquey comme secrétaire.

Le siège de la Fédération devait être fixé à Saint-Loup.

La guerre empêcha la réalisation de ce projet.

En 1918, l'arrivée de deux jeunes militants démobilisés provoqua le réveil du mouvement socialiste et syndical.

Jean Lagelée, ouvrier mineur, né le 15 février 1894, mutilé de guerre, ancien secrétaire du Groupe socialiste d'Épinac, est venu se fixer à Ronchamp où il s'attache à l'œuvre du

groupement syndical; entouré de mineurs socialistes du Nord et du Pas-de-Calais, il travaille la région et son action crée les Syndicats de métallurgistes et du textile à Ronchamp, Champagney, Lure, Vesoul, Gray; il reconstitue le Groupe socialiste de Ronchamp qui donne son adhésion à la Fédération du Haut-Rhin-Belfort organisée par Frossard.

L'autre militant est Paul Petitot, né à Langres le 2 janvier 1890, employé de bureau des chemins de fer de l'Est, fondateur en 1909 du Groupe socialiste de Langres, délégué au Conseil national de la Fédération de la Haute-Marne, collaborateur à la *Défense des Travailleurs* de l'Aube, au *Réveil des Travailleurs* de la Haute-Marne, et fondateur, en 1913, de *L'Egalité Socialiste* de la Haute-Marne, dont il est le secrétaire de rédaction.

Démobilisé en 1916, nommé à Vesoul, il appartient en 1917 à la fraction minoritaire et le 1er avril 1918, avec l'aide d'un vieux cheminot républicain, Albert Mantion, il fonde le Syndicat de Vesoul. En 1919, il y a 1.000 adhérents au Syndicat de Vesoul, et les Syndicats de Port-d'Atelier et d'Aillevillers s'organisent à leur tour.

Paul Petitot collabore à la *Tribune des Cheminots* et au *Petit-Comtois;* il est secrétaire du Conseil d'administration de la Coopérative des Employés de chemins de fer de Vesoul qu'il fait adhérer à la F. N. C. C.

Sur la convocation de Jean Lagelée, 10 Syndicats comptant 2.410 cotisants (mineurs, métaux, textile, cheminots, etc., de Vesoul, Gray, Lure, Ronchamp, Champagney), se réunirent en Congrès le 8 septembre 1918, à Ronchamp, et constituèrent l'*Union des Syndicats* de la Haute-Saône.

Louis-Oscar Frossard, délégué de la C. G. T., présida le Congrès syndical, assisté de Mack, secrétaire de l'Union départementale du Haut-Rhin, et de Petitot.

Jean Lagelée fut élu secrétaire de l'Union départementale, le vivant hebdomadaire *Germinal,* créé par Frossard, fut adopté comme organe officiel.

A la fin du Congrès, Petitot organisa, avec le concours de Lagelée et Frossard comme orateurs, une réunion socialiste présidée par Mack, à l'issue de laquelle furent jetées les bases de la nouvelle Fédération Socialiste de la Haute-Saône.

Quelques jours plus tard, le 17 septembre, profitant de la présence à Vesoul de Charles Bellino, secrétaire de la Fédération du Doubs, Petitot réunit une vingtaine de camarades et les décide à former la Section socialiste de Vesoul, dont l'extension fut rapide ; des 22 adhésions du début, elle compte cent cotisants à la Fédération du Haut-Rhin au cours de 1919.



LAGELÉE, maire

Le 6 juillet, le Congrès fédéral de Belfort, sous la présidence de Mantion, de Vesoul, prend le titre de Fédération du Haut-Rhin et de la Haute-Saône.

Le 3 septembre 1919, Mantion fonde à Port-d'Atelier, avec l'aide de Millefert, le Groupe socialiste de cette localité, avec 20 adhérents et Millefert, secrétaire.

Le 5 octobre 1919, Paul Petitot et Jean Lagelée réalisent leur vœu en provoquant un Congrès des Groupes et militants socialistes du département au siège de la Section de Vesoul, où, sous la présidence de Grandvallet, délégué de la C. A. P., et de René Naegelen, secrétaire de la Fédération du Haut-Rhin, la Fédération Socialiste de la Haute-Saône est définitivement fondée avec 6 Groupes et 300 cotisants.

Champagney: 25 cotisants; secrétaire: Triffault.
Héricourt: 20 cotisants; secrétaire: Bos.
Lure: 80 cotisants; secrétaire: Galmiche.
Port-d'Atelier: 20 cotisants; secrétaire: Millefert.
Ronchamp: 60 cotisants; secrétaire: Jean Lagelée.
Vesoul: 75 cotisants; secrétaire: P. Petitot.
Militants isolés: 20 à Gray, Saint-Loup, Aillevillers, etc.

Le siège est fixé à Vesoul, avec P. Petitot secrétaire fédéral, J. Lagelée secrétaire adjoint, délégué à la propagande.

Le premier Conseil fédéral réuni à Vesoul, le 2 novembre 1919, sous la présidence de Lagelée, désigna les candidats aux élections législatives.

Jean Lagelée, ouvrier mineur, secrétaire du Groupe socialiste de Ronchamp, permanent de l'Union des Syndicats.

Louis Bos, ouvrier métallurgiste, secrétaire du Groupe d'Héricourt.

Paul Grosjean, commis des postes, vice-président de la Fédération des mutilés de Vesoul.

Joseph Fillion, secrétaire du Syndicat des cheminots de Gray.

B. **Les Elections de 1919.**

La Fédération engagea la campagne électorale législative par une tournée de propagande du 4 au 15 novembre, avec le concours de Rucklin, Naegelen, Lagelée, Bos, Grosjean, Fillion, Tykoczinski, Petitot, Mantion, Zengerlin (Alfred) et Jeandel. *Héricourt, Champagney, Faucogney, Luxeuil, Aillevillers, Saint-Loup, Arc, Gray, Jussey, Port-d'Atelier, Port-sur-Saône, Vesoul, Lure, Plancher-les-Mines, Mont-de-Plancher et Ronchamp furent visités.* Cec propagandistes reçurent le meilleur accueil.

Trois listes étaient en présence: la liste d'Union des républicains (liste radicale) comprenait Renoult, Morel, députés sortants, Peureux et Prébois, trois avocats et un industriel;

La liste d'Union nationale républicaine (liste du bloc national ou réactionnaire) comprenait About, cheminot mutilé, le Dr [illegible], l'industriel Gay et le comte de Menthon. Les résultats furent les suivants:

Inscrits : 73.772; votants : 53.238; suffrages exprimés: 51.780; majorité absolue: 25.895; bulletins nuls: 1.317.

Les quatre candidats du bloc national sont élus, au premier tour, avec 27.369, 26.869, 26.767, 26.849 voix.

Les quatre radicaux obtiennent: 19.094, 18.891, 18.600, 18.760 voix. (Renoult, vice-président de la Chambre, président de la Commission de l'armée; Paul Morel, sous-secrétaire d'Etat à la liquidation des stocks, maire de Vesoul, sont battus.)

Les quatre socialistes recueillent: Lagelée, 5.285 voix; Bos, 4.964; Grosjean, 5.066; Fillion, 4.973. Total: 20.288 voix. Moyenne: 5.072 voix.

Les socialistes obtinrent la majorité dans huit communes: Amoncourt, Arc-les-Gray, Champagney, Plancher-les-Mines, Ronchamp, La Côte, Malbouhans, Saint-Loup.

Aux élections municipales, la Fédération engagea la bataille dans 14 communes; 4 municipalités furent conquises en totalité: Amoncourt, 10 élus; Ronchamp, 23 élus; en majorité, Champagney, 19 élus; Grattery, 5 élus. Il y eut 7 élus à Saint-Loup; 5 à Héricourt; 4 à Vesoul; 2 à Dampierre; 1 à Port-sur-Saône; 1 à Ancier; 1 à Arc. En tout, 78 conseillers municipaux, dont 5 adjoints et 4 maires: Jean Lagelée à Ronchamp, H. Simonin à Champagney, Léon Jacquey à Saint-Loup, Martial Déxet à Amoncourt.

Aux élections cantonales, Jean Lagelée obtint 1.155 voix contre 1.355 à Mathey, républicain de gauche, élu conseiller général, et Grosdemouge, adjoint socialiste, 1.086 voix contre 1.416 au progressiste Vendrely, élu conseiller d'arrondissement.

Aux élections sénatoriales, sur les noms de: Emmanuel Réard, sous-chef de gare, conseiller municipal d'Arc; Amédée

Simonot, docteur en médecine, conseiller municipal de Saint-Loup; H. Simonin, maire de Champagney, s'affirment 19 et 20 voix de délégués sénatoriaux.

Ces trois candidats avaient été désignés au Conseil fédéral tenu le 28 décembre 1919, à Vesoul, sous la présidence de Léon Jacquey.

Du rapport du secrétaire fédéral P. Petitot, il ressort que la Fédération a plus que triplé son effectif; elle comprend neuf groupes, la période électorale ayant amené la constitution des Groupes de Gray, Aillevillers, Saint-Loup.

C. La propagande, le développement de la Fédération.

La Fédération se développe; elle participe activement à la vie du Parti et organise contre la vie chère un grand meeting à Vesoul, le 27 mai 1920, avec René Nicod, député de l'Ain, et Le Trocquer, conseiller municipal de Paris; comme plus tard elle organisa une fructueuse tournée de propagande avec le concours du camarade Aussoleil, député de la Corrèze, où des centaines d'auditeurs assistèrent, et de nombreuses adhésions furent recueillies.

Du 1er au 5 octobre 1919, les Groupes de la Haute-Saône avaient retiré 185 cartes à la Fédération du Haut-Rhin; dès après leur constitution en organisation départementale, ce furent 385 cartes nouvelles réclamées à l'organisme central, portant à 570 l'effectif fédéral. Cet effectif est passé, au 30 juin 1920, à 740 membres ainsi répartis: Vesoul, 160; Ronchamp, 100; Gray, 100; Héricourt, 80 (y compris un Groupe de Jeunesse socialiste); Saint-Loup, 60; Champagney, 60; Lure, 50; Aillevillers, 50; Port-d'Atelier, 40; Grattery, 10.

Le secrétaire fédéral est Paul Petitot, et le trésorier Lucien Guernec, employé des Contributions directes. Ce dernier fut

pour l'avenir.

Fédération de la Sarthe

Aux environs de 1884 fut fondé, au Mans, un Groupe appelé *L'Egalité* qui recevait son inspiration du journal rédigé par Jules Guesde. Parmi les adhérents de ce Groupe, Leroyer, ouvrier cordonnier; Blank, coupeur en chaussures; Hermet, cordonnier; Jules Lépine, employé; G. Robelet, employé.

Le Groupe *L'Egalité* présenta une liste socialiste aux élections législatives de 1885, sur laquelle figuraient Simon Dereure, ancien membre de la Commune, ouvrier cordonnier, et Raoul Fréjac, tous deux rédacteurs au *Socialiste* du Parti ouvrier de Jules Guesde et Paul Lafargue. La liste socialiste troubla la quiétude bourgeoise; elle n'eut cependant que 800 voix dans l'ensemble du département, la plus grande partie au Mans. La guerre fut déclarée au Groupe *L'Egalité*, il s'évanouit après les élections.

Dix ans plus tard, en 1894, se fonde un nouveau groupe. Sur l'initiative de Richer, secrétaire de la Bourse du Travail, quelques ouvriers se réunirent et fondèrent le Groupe socialiste *L'Avant-Garde*, il ne recruta aucun adhérent et se disloqua rapidement. Mais en 1895, une note publiée par la presse locale invita les socialistes manceaux à constituer un Comité socialiste largement ouvert à tous les socialistes, laissant à chacun ses préférences d'école; l'appel fut entendu et le *Groupe central socialiste* fondé. Il eut pour premier secrétaire Maillard. Le Groupe grandit assez rapidement; il se livra à une active propagande au Mans et organisa une série de réunions avec Ludovic Plais, de la F. T. S. F. de Tours; Alexandre Zévaès, du P. O. F.; René Chauvin, député de

Paris, originaire de la Sarthe; et Gérault-Richard des socialistes indépendants.

En février 18[illegible], à la suite d'une conférence de Maillard et Gérault-Richard à La Flèche, un groupement fut constitué; mais l'enthousiasme qui suivit la conférence n'eut aucun prolongement, quelques mois après le groupe avait disparu.

Les socialistes du Mans publièrent, à cette époque, une feuille hebdomadaire, *Le Peuple Manceau*, faute de subsides elle disparut après trois mois d'existence.

En 18[illegible], à la veille des élections municipales, une scission se produisit au Groupe central socialiste. Quelques membres, partisans d'une alliance avec les radicaux, se retirèrent et fondèrent le *Groupe républicain socialiste*, dont le citoyen Oyon fut nommé secrétaire.



Olivier Heuzé
Secrétaire fédéral

Le *Groupe central socialiste* présenta une liste de dix candidats, ils obtinrent une moyenne de 1.000 voix, tandis que les citoyens Beuché, Beauvais, Cavelier, Deschamps, Ménard, Oyon, Paumier et Riguet, du *Groupe républicain socialiste*, étaient élus conseillers municipaux sur la liste de coalition radicale et socialiste.

En mars 1897, nouvelle scission au *Groupe central socialiste* et constitution d'un nouveau groupement le *Comité révolutionnaire socialiste*, dont Maillard fut le secrétaire.

Le Groupe central disparut et un petit groupe fut également constitué à la même époque, *L'Egalité sociale;* il adhéra au P. O. F.

Le Comité révolutionnaire socialiste adhérait au P. S. R. et le Groupe républicain socialiste à la Confédération des socialistes indépendants.

Le Comité révolutionnaire socialiste organisa, en mars 1897, une réunion publique avec Édouard Vaillant et Arthur Groussier, elle eut un légitime succès et lui amena de nouveaux adhérents.

De 1896 à 1900, le Groupe républicain socialiste, avec l'aide de ses élus municipaux, agita les milieux populaires de la ville; il organisa, en 1896, un Congrès des travailleurs socialistes tenu salle Gigon, avec le concours de Lavy, député de Paris. En 1900, le Groupe républicain socialiste était le plus influent et le plus nombreux.

Aux élections législatives de 1898, les trois Comités socialistes s'étaient réunis au sein de l'*Alliance socialiste du Mans,* en vue de prendre part à la bataille électorale; mais, faute de ressources, ils renoncèrent à présenter des candidats et se bornèrent à l'affichage, au Mans, d'un manifeste affirmant les principes socialistes. Au second tour, l'Alliance socialiste publia un appel en faveur du radical Rubillard, « dont elle était l'adversaire résolue », et assura ainsi l'échec de l'opportuniste Bollée.

Les élections municipales de 1900 rapprochèrent les socialistes manceaux; le Groupe *l'Egalité sociale* étant disparu, les deux autres groupements établirent d'un commun accord une liste de 27 candidats, ils affichèrent le programme socialiste et recueillirent 1.300 voix.

Au lendemain de la bataille électorale, les deux Groupes fusionnèrent et formèrent le *Comité socialiste* du Mans qui a aujourd'hui ses vingt années d'existence. Maillard et Oyon furent les premiers secrétaires. A une élection complémentaire municipale, Oyon, candidat du Comité, obtint 2.093 voix.

L'année suivante, en vue de soutenir la candidature au Conseil d'arrondissement du citoyen Oyon, le Comité socia-

se créa un organe, *Le Réveil Social de la Sarthe*. A travers des vicissitudes, tantôt hebdomadaire, tantôt mensuel, *Le Réveil* vécut jusqu'en août 1914, grâce aux sacrifices des militants. Royer obtint 545 suffrages dans le premier canton du Mans, en juillet 1901. Au cours de la même année, le Comité socialiste adhéra à la proposition du citoyen Louis Crétois, président de la Libre-Pensée. Ayant donné de nombreuses conférences de propagande dans le département, Crétois proposait d'organiser une série de réunions de quartiers en ville, puis dans le département.

Les réunions de quartiers contribuèrent à diffuser la doctrine socialiste au Mans; mais celles données dans le département rencontrèrent un milieu ingrat et fermé; les efforts tentés en vue de constituer des groupes ne furent pas couronnés de succès, et, se trouvant dans l'impossibilité d'organiser une Fédération départementale, le Comité socialiste du Mans donna son adhésion, en 1902, à la Fédération Socialiste de la Basse-Normandie.

Cette même année, la campagne pour les élections législatives permet à la propagande de trouver un écho plus favorable. Le citoyen Léon Deschamps, professeur au Lycée, accompagné des militants manceaux, visita les principales communes de la première circonscription du Mans; 2.700 suffrages s'affirmèrent sur son nom récompensant les militants de l'effort de propagande donné.

Le Comité socialiste adhérait au P. S. F.; il se prononça à l'occasion du mandat à donner aux délégués de la Fédération au Congrès de Bordeaux, pour la proposition Maillard et Crétois, réclamant l'exclusion de Millerand, *exclusion qu'il a lui-même provoquée en faisant abandon des idées essentielles de notre Parti, notamment lors des dernières discussions au Parlement sur les questions religieuses et militaires.*

La même année, en juin 1903, le Comité socialiste avait appelé au Mans Francis de Pressensé. L'éminent orateur de-

vait parler sur les conclusions de l'affaire Dreyfus. Les nationalistes se rendirent en masse à la réunion, elle fut troublée par des scènes de violences, des coups furent échangés, et la troupe dut intervenir pour mettre fin à la bagarre.

A la suite de cette réunion, un attentat, dont l'auteur resta inconnu, fut perpétré contre le citoyen Oyon. Une bombe explosive fut déposée contre sa petite boutique d'épicier et la détruisit en partie, l'explosion ne fit heureusement aucune victime, mais seulement des dégats matériels.

Aux élections municipales de 1904, une scission se produisit au groupe du Mans. Oyon avait proposé une alliance avec les radicaux; combattue, la proposition fut repoussée. Oyon et ses amis donnèrent leurs démissions et tentèrent de créer un nouveau Groupe. La Fédération socialiste de la Basse-Normandie et Sarthe refusa l'adhésion. Le Groupe vécut quelques années, puis disparut.



CH. BARBIER

Au cours de 1904 se fonda le Groupe de la Ferté-Bernard représenté, avec celui du Mans, au Congrès de la Basse-Normandie, tenu le 22 janvier 1905, à la salle des Concerts, au Mans. Ce Congrès délégua Léon Hoyer, trésorier du Groupe du Mans, au Congrès national du P. S. F., à Rouen, avec mandat de voter en faveur de la réalisation de l'unité socialiste. Mais l'unité ne fut pas acceptée par tous les socialistes manceaux, et Léon Deschamps, n'acceptant pas la nouvelle charte du Parti socialiste unifié, quitta avec quelques amis le Groupe du Mans.

Ces divisions gênèrent considérablement l'action socialiste et influencèrent défavorablement les élections de 1906 dans la première circonscription du Mans, où le candidat du Parti, Dr Clausse, n'obtint plus que 1.750 voix.

Au Congrès fédéral de Flers (Orne), Barbier, O. Heuzé et L. Hoyer, délégués du Mans, réclamèrent la constitution d'une Fédération Sarthe et Orne; le Congrès refusa la jonction de l'Orne, mais accepta le principe de la Fédération de la Sarthe, l'organisme départemental étant prévu par les statuts du Parti; et en octobre 1906, le Congrès de la Basse-Normandie, tenu à Lisieux, consacra définitivement la séparation.

Le Congrès constitutif de la Fédération de la Sarthe se tint le 6 janvier 1907, au Mans, sous la présidence d'Ernest Poisson, délégué permanent. Aux deux Groupes du Mans et de la Ferté-Bernard s'étaient joints les nouveaux noyaux de La Flèche, Le Lude, Connerré et Pontvallain. Les statuts votés, le bureau fédéral fut ainsi constitué : secrétaire, Olivier Heuzé ; secrétaire adjoint, Charles Barbier ; trésorier, Léon Hoyer ; trésorier adjoint, Ad. Chouin.

Marcel Cachin alla prendre la parole dans les réunions organisées par le bureau fédéral ; les conférences suivantes par Olivier Heuzé firent surgir deux nouveaux Groupes, en 1907, un à Lavaré et l'autre à Mayet ; ce dernier se désorganisa, vu l'impossibilité de trouver un militant comme secrétaire.

Le deuxième Congrès fédéral se tint le 21 juillet 1907, à La Ferté-Bernard, sous la présidence de Gustave Hervé. Sur l'antimilitarisme, le Congrès se prononça presque unanimement en faveur de la motion votée par la majorité du Parti à Limoges, et délégua O. Heuzé et L. Hoyer au Congrès de Nancy.

Le soir du Congrès, Gustave Hervé fit une fort bonne conférence de doctrine collectiviste, mais son nom seul avait produit l'effet d'un épouvantail sur la population, et quelques jours après, à la suite de diverses brimades et tracasseries aux

principaux militants, le Groupe de la Ferté tomba en léthargie.

Aux élections municipales de 1908, le Groupe du Mans est affaibli ; il se ressent de la scission de 1904-1905, les indépendants forment, en accord avec des éléments radicaux, une liste en opposition au Conseil sortant ; le Groupe du Parti, faute de ressources et de concours, ne peut présenter qu'une liste de candidats, sans pouvoir assurer une distribution régulière de bulletins de vote.

Malgré cela, Olivier Heuzé, arrivé en tête, obtint 780 voix ; l'ensemble de la liste une moyenne de 600.

Un redoublement d'activité dans le département succéda à ces élections ; avec le concours des délégués permanents, Marcel Cachin, Maxence Roldes, Ernest Poisson, des grandes tournées furent faites ; dans l'intervalle Olivier Heuzé et Crétois se prodiguaient inlassablement ; aussi 1908-1909 virent-ils naître les Groupes de Bessé-sur-Braye, La Chatre et Saint-Michel-de-Chavaignes ; et aux élections législatives de 1910, deux circonscriptions sont touchées par la propagande socialiste. Celle du Mans (première) où Guiller, de Flers, après une vigoureuse campagne, retrouve 1.841 voix ; et celle de Saint-Calais, où le candidat socialiste Fontaine trouve 737 voix.

Au scrutin de ballottage dans la première du Mans, la candidature Guiller fut retirée.

La grève des Cheminots de 1910 eut de profondes répercussions sur l'organisation du Parti au Mans. Des perquisitions furent opérées à la Bourse du Travail et au domicile du secrétaire fédéral Olivier Heuzé ; elles eurent un résultat négatif. Mais des poursuites furent engagées contre Richer, secrétaire de la Bourse ; Henri Barbin, secrétaire du Syndicat des chemins de fer, et Chevalier, secrétaire du Syndicat des Chauffeurs-Mécaniciens.

Les inculpés furent traduits devant la Cour d'Assises de la Sarthe. Après les dépositions de Raoul Briquet et Ernest Lafont et les brillantes plaidoiries de Me Ligneul, avocat, et

de Mᵉ Jules Uhry, un triple verdict d'acquittement fut rendu par le jury aux applaudissements des socialistes et des syndicalistes qui avaient suivi avec passion les péripéties des poursuites et du procès.

Aux élections municipales de 1912, le Groupe socialiste du Mans s'efforçait de faire adopter par les autres partis le principe de la représentation proportionnelle, le parti de la municipalité sortante et les réactionnaires s'y refusèrent. Une liste composée de républicains dissidents et de socialistes fut présentée avec dix places en blanc pour la part de ceux qui s'étaient refusés à accepter la proposition de justice électorale. La liste de la municipalité sortante fut réélue par 5.000 voix contre 3.000 à la liste incomplète de représentation proportionnelle.



BARBIN

Olivier Heuzé, Crétois, Barbier, Hoyer poursuivirent sans se lasser leur apostolat dans les milieux ruraux lents à s'éveiller au Socialisme. A l'aide du petit journal fédéral, *Le Réveil*, la doctrine libératrice fut propagée jusque dans les milieux les plus reculés. Jules Nadi et René Cabannes constituent le Groupe de La Ferté et en créent deux nouveaux à Vibraye et St-Michel.

Aux Elections Législatives de 1914, deux candidatures effectives sont posées ; dans la première du Mans, Barbin obtient 3.090 voix, battant dans la ville du Mans les trois candidats républicains. La campagne de Barbin imposa le respect aux adversaires du Parti et marqua la marche en vant de l'idée socialiste. Au deuxième tour, Barbin se retira de la lutte.

Le progressiste d'Aubigny, candidat des réactionnaires, fut élu.

A Saint-Calais, Olivier Heuzé menait campagne dans des conditions difficiles contre M. Ajam, alors sous-secrétaire d'Etat à la Marine marchande. Malgré les obstacles de toutes sortes, l'insuffisance de ressources, l'impossibilité d'une campagne complète, il obtint 1.750 voix.

Enfin, deux candidatures de sonde étaient posées par la voie des journaux dans la deuxième du Mans, où 250 voix s'affirmaient sur le nom de Cochet, et dans la deuxième de La Flèche, 166 voix sur celui de Biais.

Les 5.000 voix recueillies dans l'ensemble du département donnèrent une vigueur nouvelle à la Fédération, elle faisait ses préparatifs pour l'intensification de son action lorsque la guerre éclata.

La catastrophe mondiale eut naturellement comme conséquence l'arrêt du recrutement et interrompit la vitalité des groupements. Celui du Mans continua cependant son œuvre en l'adaptant aux circonstances. Il installa dans le local de ses réunions un *Foyer* où les poilus permissionnaires purent se recréer et se procurer toutes les publications socialistes, brochures, livres, journaux. Il secourut les familles des camarades mobilisés et des réfugiés venus au Mans. Son intervention dans toutes les œuvres d'assistance sociale prépara favorablement le terrain pour la reprise de la propagande socialiste après la signature du traité de paix.

Aussi, malgré les difficultés de tout ordre, grossies par l'étendue du département, les élections de 1919 trouvèrent la Fédération prête au combat. Sa liste, aux élections législatives, fut composée de :

Barbin, employé aux chemins de fer, 13.545 voix.

Olivier Heuzé, typographe, rédacteur de *La République Sociale*, 12.320 voix.

Gasnot, cultivateur, 12.644 voix.

Allonneau, professeur au Prytanée, 12.071 voix.

[illegible] Maurice, pharmacien, 12.305 voix.

[illegible] moyenne de 12.578 voix sur 83.144 votants, soit [illegible] 7.558 voix, presque le triple des voix obtenues [illegible]

[illegible] élections municipales, le Groupe du Mans présenta [illegible] incomplète avec quelques éléments radicaux et, mal[illegible] du Conseil républicain sortant avec les pires [illegible], il réussit à faire élire quatre socialistes : Bar[illegible] premier tour : O. Heuzé, Pottier et Horpin, au [illegible]tage.

Dans le département, des élus socialistes dans les com[illegible] Lavaré, Vibraye, La Chartre, Château-du-Loir.

[illegible] élections cantonales, dans le troisième canton du [illegible] Bardin mit en ballottage le sénateur Lebert et, au [illegible] tour, il ne lui manqua que 200 voix pour le battre.

Le journal de la Fédération, *La République Sociale de l'Ouest*, a repris sa publication, avec Olivier Heuzé comme secrétaire de rédaction ; le tirage du journal se développe et la propagande fédérale en est facilitée.

La Fédération de la Sarthe, entièrement reconstituée, groupe 500 adhérents dans ses douze Sections : Le Mans, 250 ; Château-du-Loir, 110 ; La Flèche, 35 ; Sablé, 25 ; Champagné, 25 ; Connerre, 25 ; La Ferté-Bernard, 20 ; La Chartre, 20 ; Pruillé-l'Eguillé, 20 ; Lavaré, 10 ; Saint-Michel, 10 ; Bessé, 10.

D'autres sections sont en formation. La Fédération, qui a quintuplé ses effectifs d'avant-guerre, a accru son influence et, malgré les difficultés d'un milieu rural inféodé aux vieilles traditions, elle se prépare pour les luttes futures.

Fédération des Deux-Savoies

A. Premières apparitions du Socialisme. Le Groupe français de Genève.

On retrouve en feuilletant la collection des journaux socialistes de la période de renaissance du Socialisme, *L'Egalité,* de Jules Guesde, *L'Emancipation,* de Benoit Malon, ou *Le Prolétaire,* de Paul Brousse, les traces d'une ébauche d'organisation ouvrière à Chambéry et à Evian vers 1880.

A Chambéry il exista, à un moment donné, un grand *Cercle des Travailleurs* qui comptait 300 adhérents, parmi lesquels quelques-uns se réclamant du Socialisme; c'était l'époque de l'omnipotence opportuniste des Serratier et Chevallay. et à une élection municipale il y eut une tentative de candidature ouvrière; elle dut être retirée devant la « *monstrueuse pression de l'administration* » dit un communiqué signé R. S. dans *L'Emancipation* du 1er novembre 1880.

Le même journal signale un réveil de bon augure à Evian-les-Bains, où la Chambre syndicale des Travailleurs réunis, dont le secrétaire s'appelait Elisée Promel, adhère au Parti ouvrier et délègue Paule Minck au Congrès national du Havre. Mais ces groupements n'existent pas longtemps, et ce n'est qu'une quinzaine d'années plus tard qu'apparaissent les premiers *Groupes d'Etudes sociales de Chambéry et Thonon-les-Bains,* fondés dans ces milieux ingrats à la suite de conférences de Jules Guesde et Zévaès; ces groupes adhèrent au P. O. F. et entretiennent des relations avec le Parti ouvrier de l'Isère; ils présentèrent, aux élections de 1898, deux candidats: J. Bron, 306 voix, à Thonon, et Michelon, 334, à Saint-Julien.

portes enfoncées, bientôt l'usine flambe, la colère populaire est déchaînée. Une instruction est ouverte, la Chambre des mises en accusation poursuit à la fois les meurtriers et les victimes, les fils Crettiez et sept ouvriers qui sont inculpés de pillage et comme incendiaires, parmi eux un ouvrier blessé de sept chevrotines de carabine.

L'affaire vient devant les assises d'Annecy le 24 novembre 1904. Willm, E. Lafont et A. Briand sont au banc de la défense. Aristide Briand s'adresse aux jurés : « *Le meneur, c'est le bouc émissaire de toutes les grèves. Savez-vous, Messieurs, ce que c'est qu'un meneur? Tenez, moi qui vous parle, j'en suis un, j'ai été souvent dénoncé comme tel pour être allé dans les grèves porter aux travailleurs, qui m'en avaient prié, l'appui de mes conseils, le concours de ma parole...* »

Le jury rendit le verdict d'acquittement général qu'avait provoqué la magistrature de classe.

C. La Fédération des Deux-Savoies. Les Groupes. La Propagande.

Après le Congrès Japy, le Groupe de Chambéry se sépara du P. O. F., et, avec ceux de Genève et d'Annemasse et celui des originaires, le *Groupe républicain socialiste savoisien* de Paris, ils constituèrent l'embryon d'une Fédération Socialiste des Deux-Savoies.

Des Groupes du P. S. F. se formèrent à *Annecy* et *Albertville* et, en 1902-1903, après des conférences d'Edgard Milhaud, à *Aix-les-Bains, La Roche-sur-Foron, Les Deux-Seyssel, Chamonix, Cranves-Sales,* naquirent d'autres noyaux.

A l'aide d'un petit journal rédigé de Genève, *L'Eclaireur Savoyard,* par Edgard Milhaud, François Belly, originaire du Gard, Lavanchy et Périllat, et par René Nicod, de l'Ain, et imprimé à l'Imprimerie ouvrière d'Oyonnax, les militants

socialistes convoquèrent un Congrès d'unification pour le dimanche 25 juin 1905, à Annecy.

Le Congrès eut lieu à la date indiquée, rue de la Filature, à la salle des Syndicats. Le Groupe d'Annemasse désigna Carle et Morel comme délégués; les Deux-Seyssel, François Belly et Servais; Aix-les-Bains, Cottin; Chambéry, Jean Costa et Mothe (Julien); Cranves-Sales, Emile Bernard et Buffod; Genève, Argence, Caillard, Pellevat, Magnat; La Roche-sur-Foron, Perrotin, Paris (Jean), Lavanchy; le Comité fédéral, Ed. Milhaud et Desmur.

V. Snell représenta le Parti socialiste suisse et René Nicod, rédacteur de *L'Eclaireur Savoyard,* les Fédérations de l'Ain et du Jura.

Le Congrès vota la proposition suivante sur l'action électorale du Parti, que ses délégués au Congrès de Chalon eurent pour mission de défendre.

1° *Touchant le premier tour de scrutin, amendement aux motions Vaillant et Révelin:*

Dans les circonscriptions où le Parti socialiste se trouvera dans l'obligation de renoncer à poser des candidatures, il invitera les électeurs socialistes à ne voter que pour les candidats républicains qui auront pris l'engagement public et formel d'appuyer de toute leur énergie un programme de réformes que le Congrès national aura à arrêter. Ce programme s'inspirant des résolutions et des déclarations de principes votées dans les Congrès du Parti radical et radical-socialiste dans ce qu'elles ont de commun avec le programme minimum du Parti socialiste, aura pour base les points suivants: établissement de retraites ouvrières et paysannes; assurance contre le chômage; développement et extension à toutes les catégories de travailleurs des lois sur les accidents du travail; réduction de la durée légale de la journée de travail à huit heures, et, à défaut, extension de la loi des dix heures à toutes les catégories d'ouvriers et d'employés; réforme de la justice militaire et suppression des conseils de guerre; nationalisation des chemins de fer, des mines, des forces hydrauliques, des assurances, des raffineries de sucre et de pétrole, des grandes meuneries; émancipation économique des communes pour faciliter la municipalisation des services puublics communaux; suppression des impôts sur les

portes enfoncées, bientôt l'usine flambe, la colère populaire est déchaînée. Une instruction est ouverte, la Chambre des mises en accusation poursuit à la fois les meurtriers et les victimes, les fils Crettiez et sept ouvriers qui sont inculpés de pillage et comme incendiaires, parmi eux un ouvrier blessé de sept chevrotines de carabine.

L'affaire vient devant les assises d'Annecy le 24 novembre 1904. Willm, E. Lafont et A. Briand sont au banc de la défense. Aristide Briand s'adresse aux jurés : « *Le meneur, c'est le bouc émissaire de toutes les grèves. Savez-vous, Messieurs, ce que c'est qu'un meneur? Tenez, moi qui vous parle, j'en suis un, j'ai été souvent dénoncé comme tel pour être allé dans les grèves porter aux travailleurs, qui m'en avaient prié, l'appui de mes conseils, le concours de ma parole...* »

Le jury rendit le verdict d'acquittement général qu'avait provoqué la magistrature de classe.

C. La Fédération des Deux-Savoies. Les Groupes. La Propagande.

Après le Congrès Japy, le Groupe de Chambéry se sépara du P. O. F., et, avec ceux de Genève et d'Annemasse et celui des originaires, le *Groupe républicain socialiste savoisien* de Paris, ils constituèrent l'embryon d'une Fédération Socialiste des Deux-Savoies.

Des Groupes du P. S. F. se formèrent à *Annecy* et *Albertville* et, en 1902-1903, après des conférences d'Edgard Milhaud, à *Aix-les-Bains*, *La Roche-sur-Foron*, *Les Deux-Seyssel*, *Chamonix*, *Cranves-Sales*, naquirent d'autres noyaux.

A l'aide d'un petit journal rédigé de Genève, *L'Eclaireur Savoyard*, par Edgard Milhaud, François Belly, originaire du Gard, Lavanchy et Périllat, et par René Nicod, de l'Ain, et imprimé à l'Imprimerie ouvrière d'Oyonnax, les militants

socialistes convoquèrent un Congrès d'unification pour le dimanche 25 juin 1905, à Annecy.

Le Congrès eut lieu à la date indiquée, rue de la Filature, à la salle des Syndicats. Le Groupe d'Annemasse désigna Carle et Morel comme délégués; les Deux-Seyssel, François Belly et Servais; Aix-les-Bains, Cottin; Chambéry, Jean Costa et Mothe (Julien); Cranves-Sales, Emile Bernard et Buffod; Genève, Argence, Caillard, Pellevat, Magnat; La Roche-sur-Foron, Perrotin, Paris (Jean), Lavanchy; le Comité fédéral, Ed. Milhaud et Desmur.

V. Snell représenta le Parti socialiste suisse et René Nicod, rédacteur de *L'Eclaireur Savoyard*, les Fédérations de l'Ain et du Jura.

Le Congrès vota la proposition suivante sur l'action électorale du Parti, que ses délégués au Congrès de Chalon eurent pour mission de défendre.

1° *Touchant le premier tour de scrutin, amendement aux motions Vaillant et Révelin:*

Dans les circonscriptions où le Parti socialiste se trouvera dans l'obligation de renoncer à poser des candidatures, il invitera les électeurs socialistes à ne voter que pour les candidats républicains qui auront pris l'engagement public et formel d'appuyer de toute leur énergie un programme de réformes que le Congrès national aura à arrêter. Ce programme s'inspirant des résolutions et des déclarations de principes votées dans les Congrès du Parti radical et radical-socialiste dans ce qu'elles ont de commun avec le programme minimum du Parti socialiste, aura pour base les points suivants: établissement de retraites ouvrières et paysannes; assurance contre le chômage; développement et extension à toutes les catégories de travailleurs des lois sur les accidents du travail; réduction de la durée légale de la journée de travail à huit heures, et, à défaut, extension de la loi des dix heures à toutes les catégories d'ouvriers et d'employés; réforme de la justice militaire et suppression des conseils de guerre; nationalisation des chemins de fer, des mines, des forces hydrauliques, des assurances, des raffineries de sucre et de pétrole, des grandes meuneries; émancipation économique des communes pour faciliter la municipalisation des services puublics communaux; suppression des impôts sur les

denrées de première nécessité et des quatre vieilles contributions, rétablissement d'un impôt fortement progressif sur le revenu et d'un impôt fortement progressif sur les successions.

2° Touchant le scrutin de ballottage :

Au second tour de scrutin, le Parti socialiste, dans les circonscriptions où ses candidats auront été évincés, n'incitera les électeurs à voter que pour les candidats qui auront pris l'engagement public et formel d'appuyer de toute leur énergie ce programme de réformes.

Seuls des intérêts primordiaux que ferait apparaître le résultat général du premier tour de scrutin pourraient autoriser des exceptions.

Le Congrès vota également une motion contre les partis coloniaux qui, par leurs antagonismes, peuvent conduire à la guerre et demandant qu'afin d'établir sur des bases de solidarité inébranlables, la paix des peuples, les Partis socialistes français et la Social Démocratie allemande se concertassent en vue du maintien de la paix.

Les statuts fédéraux furent adoptés. En voici le texte :

PARTI SOCIALISTE

Section Française de l'Internationale Ouvrière

FÉDÉRATION DE SAVOIE

Article premier. — La Fédération est fondée sur les principes suivants :

« Entente et action internationales des travailleurs ; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste communiste. »

Art. 2. — La Fédération est adhérente au Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière. Elle en accepte les principes, le règlement et la tactique.

Art. 3. — La Fédération se compose de groupes permanents d'études sociales et d'action politique et d'adhérents individuels. Les membres de chaque groupe doivent être porteurs de la carte du Parti et

acquitter leur cotisation au profit de l'organisation centrale et de la Fédération. Le montant de cette cotisation est de 1 fr. 50.

Il ne peut y avoir d'adhérents individuels que dans les localités où il n'existe encore aucun groupe

Le montant de la cotisation d'adhérent est de 3 francs.

Les salariés membres de la Fédération devront appartenir au Syndicat ouvrier de leur profession.

Art. 4. — La Fédération se réunit en Congrès chaque année, dans la quinzaine qui précède le Congrès national.

A toute époque, le Comité fédéral pourra, avec l'approbation de la majorité des groupes consultés par referendum, convoquer un Congrès extraordinaire.

Chaque groupe a droit à une représentation proportionnelle au nombre de ses membres cotisants. Il aura un mandat jusqu'à 20 membres, deux mandats de 21 à 40 membres, et ainsi de suite de 20 en 20 membres cotisants.

Le Congrès désigne les délégués de la Fédération au Congrès national ses délégués (titulaire et suppléant) au Conseil national. Il fixe le siège du Comité fédéral.

Art. 5. — Le Comité fédéral administre les affaires de la Fédération dans l'intervalle des Congrès. Il se compose des délégués des groupes (titulaires et suppléants). Les délégués titulaires sont choisis parmi les membres des groupes représentés; les délégués suppléants, parmi les membres du groupe de la localité où siège le Comité fédéral.

Chaque groupe aura un délégué titulaire (et un délégué suppléant) jusqu'à 20 membres cotisants; deux délégués titulaires (deux délégués suppléants) de 40 à 90 membres, et ainsi de suite de 40 en 40 membres.

Les groupes doivent désigner leurs délégués dans la quinzaine qui suit le Congrès.

Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont choisis par le groupe de la localité où siège le Comité fédéral, parmi ses membres. Le Comité fédéral désigne son trésorier.

Art. 6. — Dans l'intervalle des Congrès, il pourra être procédé à des consultations directes de la Fédération par vote de referendum.

Il sera répondu par oui ou non.

Le referendum s'adresse aux membres des groupes, c'est-à-dire que dans le résultat final la voix de chaque membre cotisant est représentée. Les groupes fonctionnant comme sections de vote.

Le referendum est de droit chaque fois qu'il est demandé par deux membres du Comité fédéral ou par un groupe.

A dater de cette époque, la Fédération fonctionne et participe à la vie du Parti. Elle prit même, au début, un vigoureux essor.

Les persécutions dont étaient victimes les instituteurs de l'Ain eurent leur répercussion en Savoie. Le Conseil fédéral, nommé au Congrès d'Annecy, publia l'ordre du jour suivant:

Le Comité fédéral de la Fédération socialiste des Deux-Savoies, réuni en Assemblée extraordinaire le 3 juillet ;

Considérant les mesures administratives dont viennent d'être frappés les instituteurs de l'Ain ;

Reconnaissant, d'après les faits établis, que ces mesures sont dirigées contre les opinions politiques de ces instituteurs ;

Proteste avec la plus grande indignation contre les agissements d'un gouvernement prétendu républicain qui méconnaît les principes élémentaires des Droits du citoyen, qui abuse ignominieusement de la force du pays pour arrêter le progrès des idées et préparer, en terrorisant les fonctionnaires, le terrain favorable à la réaction.

La Fédération socialiste des Deux-Savoies fait un pressant appel à tous les citoyens socialistes et républicains pour arrêter par tous les moyens possibles la trahison du gouvernement Rouvier.

En conformité avec cet ordre du jour, le Comité fédéral demande aux groupements d'organiser, le plus tôt possible, des réunions publiques de protestations. Il tient à leur disposition des conférenciers.

Des réunions furent organisées par les Groupes avec les orateurs de la Fédération: E. Milhaud, Carle, Morel, Bernard, François Belly, Magnat et Caillard; ils parlèrent, avec Henri Ponard, secrétaire de la Fédération du Jura; Ch. Grasz, secrétaire de la Fédération de l'Ain, et René Nicod, rédacteur de *L'Eclaireur*, à Oyonnax, Annemasse, Saint-Julien, La Roche-sur-Foron, Morzine, Saint-Jeoire, Saint-Michel-de-Maurienne, Faverges, Cluses où un groupe fut formé. La tournée de propagande socialiste se continua à Chenevoz, Fillinges, Saint-Jean-de-Maurienne où un groupe fut constitué; Chamonix, Argentières, Modane, Sallanches où Belly fonda un nouveau groupe. En un an, la Fédération

avait 18 groupes : à *Aix-les-Bains, Annecy, Annemasse, Argentières, Bonneville, Chambéry, Cluses, Cranves-Sales, Faverges, Genève, La Roche-sur-Foron, Modane, Saint-Jean-de-Maurienne, Saint-Jeoire, Saint-Michel-de-Maurienne, Sallanches, Seyssel, Paris.*

C'est dans ces conditions que la Fédération arriva à son deuxième Congrès, qui précédait les élections législatives de 1906.

Le deuxième Congrès se tint le 14 janvier 1906, à Chambéry, salle des Sociétés, 61, place Saint-Léger, auquel prennent part les délégués de 17 groupements. Les Fédérations voisines s'y firent représenter : celle de l'Isère par le Dr Greffier ; l'Ain par R. Nicod ; la Section italienne de Genève par son secrétaire Barge.



COISSARD
Secrétaire fédéral de la Hte-Savoie

Les délégués étaient : Ed. Milhaud, Maïgnat, Lattard, Marion, Brun, Belly, Lavillat, Perrotin, Germain Fabre, Giraud, Deller, Goriot, Bruffod (Xavier), Fugier, Jean Jacquard, Gabriel Féliciani, Corletti, Bard, Bourgeat, Polycarpe, Milliox, Humbert Soligné, Grosyeux, Delemonteix, citoyenne Milhaud, Lavanchy, Caillard, Bally, Argence, Leroux, Pellevat, Duchérie, Perrey.

Le Congrès décida d'engager la lutte dans le plus grand nombre de circonscriptions possible et, en effet, au scrutin du 6 mai 1906, elle mettait en ligne neuf candidatures : cinq en Savoie et quatre en Haute-Savoie ; les résultats donnèrent :

Savoie:

Circonscription d'Albertville : Jacquin	312
1re circonscription de Chambéry : Mathieu ..	746
2e de Chambéry : F. Giraud	27
Moutiers : Perreti, typo	32
Saint-Jean-de-Maurienne : Grosyeux	386
	1.503

Haute-Savoie:

Circonscription d'Annecy : Caillard, ouv. tailleur	321
Circonscription de Bonneville : Argence	313
Circonscription de Saint-Julien : Paffe	37
Circonscription de Thonon : Ed. Magnat, des.	255
	926

En réalité, la campagne électorale se borna à quelques réunions seulement, faute de subsides, on ne put envoyer de bulletins que dans quelques centres, on se contenta d'envoyer le plus grand nombre possible de numéros du journal fédéral. Ce fut un coup de sonde qui permettait de savoir sur quels points la propagande pouvait être portée, avec les plus grandes chances de succès.

Il en fut de même deux ans après, aux élections municipales : 3 élus sur une liste de coalition à Annecy ; 130 voix à Annemasse, et 782 voix pour les 3 candidats socialistes à Aix-les-Bains sont les seuls résultats à signaler.

La Fédération continua sa marche difficile, rien n'a rebuté la poignée de militants qui persévèrent dans leur action qui finira bien par avoir raison de toutes les résistances. Elle a tenu ses Congrès régulièrement tous les ans à Aix-les-Bains, Chambéry, Annecy, Thonon. Ses secrétaires fédéraux ont été tour à tour après Edgard Milhaud, Argence, Albert Hug, Jacquier, Dalby, Favre, Dumollard.

D. **Résolutions de Congrès fédéraux. Les deux Fédérations.**

Aux élections de 1910, période de lassitude, elle ne présente qu'un candidat, Brun, à Annecy, où il obtient seulement 485 voix. Parmi les résolutions de ses divers Congrès, il convient de citer celles qu'elle présenta au Congrès de Saint-Quentin.

1° Sur les régies municipales (1) :

Le Congrès constate que depuis un certain nombre d'années les communes d'une série de pays: Angleterre, Allemagne, Autriche-Hongrie, Suisse, Italie, etc., se sont vigoureusement engagées dans la voie de la municipalisation, prenant en régie directe, non seulement les monopoles communément appelés services publics: eaux, gaz, électricité, tramways, etc., mais diverses industries, divers commerces de libre concurrence, ici la boulangerie, là la boucherie, la vente du poisson, la pharmacie, l'affichage, la construction et la location de logements populaires, etc.

Ce mouvement de municipalisation répond, dans une large mesure, au besoin de lutter contre le renchérissement de la vie. Les régies municipales, dans l'immense majorité des cas, livrent des produits ou des services de qualité supérieure à plus bas prix que l'industrie privée, en même temps qu'elles font des conditions de travail meilleures aux citoyens qu'elles emploient.

Toutefois, les régies municipales actuelles ne donnent pas la mesure de tous les avantages que comporte leur principe. Par les emprunts nécessaires à leur établissement, elles sont tributaires du capitalisme, et elles répercutent le tribut qu'elles lui paient jusqu'à complète extinction de leur dette sur le public consommateur et sur les employés. Et, ad'utre prat, elles sont influencées dans leur mode de gestion par les coutumes bureaucratiques des administrations dans les cadres desquelles elles pénètrent, et dans leur règlement de travail par les méthodes autocratiques de l'industrie capitaliste ambiante.

C'est le devoir du Parti socialiste de dégager les régies municipales de ces entraves et de ces défauts par un effort systématique en vue d'obtenir les résultats suivants.

1° Libérer les régies des règles bureaucratiques et leur donner pour

(1) Voir *France Socialiste*, 1re partie, pages 195, 196 et 233.

leur gestion, pour leurs emprunts, pour leur comptabilité, la souplesse d'allure indispensable à la bonne marche de services industriels;

3° Associer à la gestion, par des délégués spécialement élus à cet effet, les organisations des ouvriers et employés des régies et celles des consommateurs de leurs produits ou services;

3° Assurer aux ouvriers et employés des régies des conditions de travail dignes d'être données en exemple à l'industrie privée et susceptibles de réagir sur elle: journée de huit heures, observation rigoureuse du repos hebdomadaire et paiement de salaire le jour du repos, congés annuels avec solde, assurances diverses avec reversibilité des pensions sur les veuves et les orphelins, etc.

Mais le Congrès constate que l'amélioration de la condition du personnel des régies municipales ne pourra pas franchir certaines limites, tant que ces régies — ainsi d'ailleurs que les régies nationales et les coopératives — seront comme perdues dans la société capitaliste où l'exploitation du travail par le capital est la loi, et que le principe socialiste n'aura pas triomphé dans l'ensemble de la production et de l'échange.

C'est donc dans un esprit d'opposition radicale et intégrale à la société capitaliste régnante, que le Congrès convie tous les travailleurs, tous les socialistes à réclamer l'inauguration, en France, d'une politique résolument municipaliste, invite le groupe socialiste au Parlement à frayer la voie à cette politique par la réforme de la législation, et adresse aux municipalités et aux conseillers municipaux, qui se réclament du Parti, un pressant appel pour que, par leur vigilance et par leurs efforts de tous les instants, ils assurent le triomphe du municipalisme dans leur champ d'action.

2° Proposition sur le rachat des chemins de fer (1) :

Le Congrès socialiste de Saint-Quentin, considérant que les Compagnies de chemins de fer, par leur refus systématique et obstiné de réintégrer leurs travailleurs révoqués pour fait de grève, ont profondément blessé la conscience publique et posé avec acuité, devant l'opinion, le problème du régime des chemins de fer;

Considérant que depuis le rachat de l'Ouest, elles n'ont pas cessé de manœuvrer pour obtenir, non seulement la rétrocession de ce réseau à une compagnie fermière, mais encore la prorogation de leurs concessions;

Considérant qu'en leur Congrès du mois de janvier dernier, les

(1) Voir *France Socialiste*, 1re partie, pages 194 et 215.

cheminots de l'Etat ont pris résolument position, indiquant à l'ensemble de la classe ouvrière quelle doit être son attitude, par un ordre du jour ainsi conçu :

« Le Congrès, devant la campagne réactionnaire menée actuellement par la grande presse capitaliste contre l'exploitation des chemins de fer par l'Etat, dans le but évident de substituer une compagnie fermière à l'administration de l'Etat et d'empêcher le rachat des autres compagnies, se déclare plus que jamais partisan de la nationalisation de tous les réseaux.

« Il demande au Comité exécutif du Syndicat de répondre comme il convient aux requins de la haute finance. »

Aux élections municipales de 1912, à Annecy, 3 socialistes entrèrent à l'Hôtel de Ville et la majorité socialiste, 8 sièges sur 12, fut conquise à la Bridoire, qui fut la première municipalité socialiste en Savoie, dont le camarade Bovagnet fut le maire.



DUMOLLARD
Secrétaire fédéral de la Savoie

Après cette période d'assoupissement, le mouvement ouvrier et socialiste reprend quelque vigueur grâce à l'entrée au Parti de quelques valeureux instituteurs savoyards et quelques cheminots qui tentent de secouer les Syndicats en léthargie et la reconstitution des Groupes socialistes.

Dans la vallée du Giffre, la propagande socialiste pénètre comme dans la région montagneuse.

A Cluses, où depuis les événements de 1904 les Syndicats de l'industrie horlogère sont désorganisés, se marque un certain réveil et voici qu'en 1913, se forment les groupes de *Bonneville, Scionzier* et *Samoens*. La lutte électorale législ-

lative de 1914 ne donne lieu qu'à un engagement dans la 1re de Chambéry, où Navarre, après une brillante campagne groupe 2.361 suffrages.

Depuis la guerre, la Fédération des Deux-Savoies s'est scindée en deux.

Celle de la Savoie compte un effectif de 500 adhérents et les Sections de *Chambéry*, 80 membres; *Albertville*, 60; *Aix-les-Bains*, 40; *Argentine*, 40; *Arvillars*, 25; *La Bridoire*, 40; *Domesin*, 30; *Epierre*, 25; *Frontenex*, 20; *Mercury-Gemilly*, 25; *Moutiers*, 25; *Randens*, 13; *Saint-Beron*, 20; *Saint-Thibaud-de-Couz*, 20; *Saint-Jean-de-Maurienne*, *Saint-Michel-de-Maurienne*.

Les principaux militants de la Fédération sont : Mergier, professeur au Lycée de Chambéry; Favre, hôtelier; Labori, retraité des P. T. T. à Aix-les-Bains; J. Finas, instituteur à Saint-Béron; Turchet, commis des P. T. T. à Chambéry; J.-B. Meyrieux, forgeron à Arvillard; René Thomas, employé à Albertville; F. Christin, instituteur à Fonteneix; Vallin, cheminot à Chambéry qui secondent l'actif secrétaire fédéral Dumollard, instituteur à Chambéry.

Aux Elections Législatives de 1919, la liste socialiste a obtenu les résultat suivants :

Votants : 50.713. — Quotient : 9.982.

Dumollard, instituteur	5.870
Bevillard, méc. P. L. M.	5.818
Thomas, employé	5.472
Favre, hôtelier	5.197

Moyenne : 5.550.

Enfin des élus socialistes sont entrés en 1919 dans les Conseils municipaux de *La Bridoire*, *Argentine*, *Domesin*, *Saint-Béron*, *Epierre*, *Randens*.

La Fédération de la Haute-Savoie, fondée en 1919, a aujourd'hui des Sections à *Annecy*, *Annemasse*, *Bonneville*,

Bons, Evian-les-Bains, Cluses, Genève, Habère-Poche, La Roche-sur-Foron, Marnaz, Cervens, Sallanches, Samoens, Thonon-les-Bains, Veigy, Foncenex.

Le Bureau fédéral est composé de F. Coissard, industriel, secrétaire fédéral; Guillot, instituteur, secrétaire adjoint; Dépigny, instituteur, trésorier.

Les principaux militants sont : Edgard Milhaud, professeur de Faculté; Argence, tailleur à Genève; Songeon, professeur à Annemasse; Auguste Vaudaux, à Habère-Poche; Léger, à Evian; E. Gavard, à Findrol.

Les militants ont fondé une coopérative d'imprimerie en septembre 1919 au capital de 50.000 francs.

Aux Elections Législatives, la liste socialiste a obtenu :

Votants : 53.470. — Quotient : 13.201.

Léger, secrétaire de mairie	7.226
Passerat, commis des P. T. T.	7.079
Bouveyron, facteur P. L. M.	6.776
Encrenaz, employé de commerce............	6.247

Moyenne : 6.832.

Aux Elections municipales, 6 élus à Annecy, 3 à Evian et à Scionzier, et la municipalité de Mures conquise.

Les deux Fédérations ont conservé un lien entre elles par l'organe commun *Le Travailleur Savoyard*, fondé en 1906 à Chambéry, et auquel collaborent les militants des deux Fédérations.

Fédération des Deux-Sèvres

A. Les premiers militants. La Fédération Anjou-Poitou.

[illegible] furent fondés, en 1895, à Bressuire [illegible] par des militants du P. O. F., à la [illegible] de A. Zevaès et Crétois, du Mans. [illegible] à peu près à la même époque, il [illegible] Ces groupes étaient sans lien entre eux. [illegible] aux élections de 1898, deux candidats firent ap[illegible] socialistes. Mounier, à Niort (première) [illegible] et dans l'arrondissement de Bressuire. [illegible] bulletins au nom de Quillet, candidat [illegible]cialiste.

Les militants des premiers groupements étaient des em[illegible] des chemins de fer et quelques ouvriers; les principaux s'appelaient : Olagnier, mécanicien; Fouillet, Quillet, Lambert, Chessé, Henri Mounier, Chiron.

En 18[illegible], les militants de Thouars distribuèrent une feuille tirée au polycopie, intitulée *Peau d'âne* qui diffusait le Socialisme.

C'est après la campagne électorale de 1898 que le Socialisme recruta l'adhésion d'Henri de la Porte (1), fils de l'ancien sous-secrétaire d'État à la Marine, Amédée de la Porte, un des militants les plus probes et des plus convaincus du vieux parti radical, mort député de Niort.

A peine adolescent, Henri de la Porte donna son adhésion aux idées socialistes; instruit de la doctrine, excellent ora-

(1) Voir photo et biog. *La France Socialiste*. page 375.

teur, bon propagandiste, il entreprit dans le département une campagne de vulgarisation socialiste et rallia de bons éléments. De nouveaux groupes se constituèrent bientôt à Clussais, Coulonges-sur-l'Autize et Saint-Laurs.

Les Groupes de Bressuire, le Groupe d'Etudes sociales de Thouars adhèrent, en 1900, à la Fédération d'Anjou-Poitou-Vendée-Saintonge avec les Groupes d'Angers, Doué-la-Fontaine, Saumur, Segré (Maine-et-Loire), Châtellerault, Poitiers, Loudun.

B. **La Fédération des Deux-Sèvres. L'Unité révolutionnaire. — La Propagande.**

Henri de la Porte constitue, avec P. Pillot, une Fédération des Deux-Sèvres à laquelle donnent leur adhésion les Groupes de Niort, Fors, Mauzé, Aiffres, Coulonges-sur-l'Autize ; Groupes d'Etudes sociales de Saint-Laurs, de Vouillé, Clussais, Beauvoir-sur-Niort, Saint-Symphorien, Frontenay-Rohan-Rohan. Les principaux militants étaient, avec Henri de la Porte, Arbouin, maire de Gript ; Olagnier, de Thouars ; Pellet, Brunet et Bouchard, conseillers municipaux de Saint-Georges-de-Rex et de Saint-Symphorien ; Garnaud, maire de Granzay ; Moreau, d'Irleau ; Pausert, de Saumur ; Grelard, de Coulon. La Fédération était très activement menée par le bureau fédéral composé de Henri de la Porte, Paul Pillot, Henri Mounier, André Boisseau, Pierre Leydet, A. Chiron ; elle se servait, pour la propagande, d'un petit journal bi-hebdomadaire, *L'Echo des Deux-Sèvres,* mis à sa disposition par son imprimeur. Elle tenait des Congrès trimestriels.

Henri de la Porte orienta la Fédération vers l'aile gauche du Socialisme, il s'opposa vivement au ministérialisme de Millerand et, au Congrès de Lyon, c'est après le rejet de sa motion que les blanquistes et les Fédérations autonomes ré-

volutionnaires quittèrent la salle pour rejoindre le P. O. F. et fonder l'Unité socialiste révolutionnaire P. S. D. F.

Retour de Lyon, Henri de la Porte et Paul Pillot adressèrent un manifeste aux socialistes des Deux-Sèvres où ils rappelaient comment s'était formée la Fédération, le rapide succès de sa propagande.

Malheureusement la question ministérielle nous divisait encore, malgré les décisions formelles du Congrès, les amis de Millerand s'efforçaient de justifier une tactique qui devait nous mener rapidement à l'opportunisme électoral, à l'opportunisme gouvernemental et détruire la fierté de nos conceptions en annihilant notre volonté de transformer radicalement la société bourgeoise.

Ils rappelaient ensuite la scission du P. O. F., le rejet de la motion de la Porte au Congrès de Lyon et faisaient appel aux socialistes fédérés en concluant ainsi :

Nous avons estimé que l'unité n'était pas possible dans ces conditions et nous allons travailler avec votre concours à constituer l'unité à gauche, l'unité socialiste révolutionnaire, où viendront bientôt se fondre tous les socialistes.

Vive l'Unité véritablement socialiste !

Henri DE LA PORTE, P. PILLOT,
Membres du Conseil fédéral sortant, délégués au Congrès de Lyon.

Les groupes furent convoqués pour le dimanche 9 juin 1901, au siège du Comité socialiste de Niort, 68, avenue de Paris. Ils décidèrent l'adhésion au P. S. D. F. Aux élections législatives de 1902, deux candidatures socialistes furent présentées : Henri Mounier dans la première de Niort, où il obtint 1.220 voix contre 7.670 à l'opportuniste Disleau, 5.168 au royaliste et 1.901 à Blondel, socialiste indépendant, soutenu par les radicaux.

Dans la deuxième de Niort, Jules Garnaud, maire de Granzay, fut candidat. Sans réunion, avec une simple affiche-programme de l'unité socialiste révolutionnaire, il rallia 1.934 voix contre 5.578 au député radical Gentil et 4.601 au can-

didat réactionnaire. La Fédération partit d'un nouvel élan. Lucien Roland, délégué du Conseil central, accompagna Henri de la Porte dans la tournée auprès des groupes; tous ratifièrent en des ordres du jour motivés, l'adhésion à l'U. S. R. votée par le Congrès de Niort.

Puis les orateurs de la Fédération se mirent en campagne. Quarante-huit réunions furent organisées du 26 octobre 1902 au 9 juillet 1903 à Ardin, Aumière, Le Bourdet, Fressines, La Foye-Monjault, Brûlain, Marigny, Menigoute, Mazières-en-Gâtine, Chauray, Le Vanneau, Vallans, Saint-Symphorien, Vouillé, où soit des groupes, soit des militants isolés rejoingnaient les rangs de la Fédération. Dans vingt autres bourgs ou villages, la parole socialiste est portée et, en fin 1903, la Fédération comptait des Groupes à Niort, Coulon, Granzay, Gript, Irleau, Fressines, Marigny, La Foye-Monjault, Le Vanneau, Parthenay, Saint-Symphorien, Saint-Georges-de-Rex, Souché, Saint-Laurs, Vallans, Vouillé, Mauzé.

Quelques mois plus tard, le 22 novembre 1903, au Congrès de Niort, auquel sont délégués G. Delory, député du Nord, et Louis Dubreuilh, secrétaire du Conseil central, en plus des dix-sept groupes ci-dessus cités, d'autres ont été fondés ou reconstitués à Fors, Ardin, Saumur, Les Aubiers, Frontenay-Rohan-Rohan et à Bressuire et Thouars. Ces groupes ont rejoint la Fédération des Deux-Sèvres; elle commence à compter, plus de 300 cotisants sont inscrits sur ses contrôles. A Celles, Mougon, Villiers-aux-Bois, les militants isolés annoncent de nouvelles unités locales destinées à renforcer la Fédération.

Des dissentiments se sont élevés entre l'imprimeur de l'*Echo des Deux-Sèvres* et le Comité de rédaction, les rédacteurs, approuvés par la Fédération, se sont retirés du journal; ils font paraître le 1er octobre 1903, un nouvel organe grand format bi-hebdomadaire, le ***Socialiste de l'Ouest.*** Il devient l'organe fédéral et rayonne sur l'Anjou et la Vendée.

En 1904, la Fédération est en pleine prospérité; aux mili-

tants de la première heure, d'autres sont venus s'adjoindre. Audibert, Voilard, Madescher, Charbonnier, de Parthenay; Bouchard, d'Ardin; Magneron, du Vanneau; Armand, de La Foye-Monjault; Parsonneau, de Fressines; Adde, Alex. Ruillé, de Niort; Arsicault, conseiller municipal de Saint-Laurs; Doray, d'Aiffres; Suire, de Vouillé, et le futur collaborateur de G. Hervé à la *Guerre Sociale*, R. Perceau.

H. de la Porte est le rédacteur en chef du *Socialiste de l'Ouest*, de nombreux abonnements sont recueillis dans les milieux paysans. François Paris en est l'administrateur intelligent et dévoué. Aubry est le trésorier fédéral; Pierre Laidet, l'archiviste. La Fédération, pour étayer sa propagande dans les milieux ruraux, crée des bibliothèques paysannes dans divers centres pour répandre les brochures et les publications du Parti.

Aux élections de 1904, dans une réunion plénière tenue par le Parti ouvrier niortais, salle Rideau, rue Thiers, on décide de présenter deux candidats aux élections municipales, ils recueillent 719 et 679 voix. Les municipalités de Granzay et Gript sont conservées et la Fédération a des représentants dans 9 Conseils municipaux du départment; à Vouillé, la liste socialiste a 105 voix.

C. L'Unité socialiste. — Les Groupes. Les Elections.

L'Unité socialiste est facilement réalisée; elle était déjà un fait accompli dans l'ensemble du département, sauf à Parthenay, à Thouars et à Bressuire, où il existait deux groupes du P. S. D. F. et du P. S. F. A l'appel de la Fédération, les deux groupes de Parthenay se réunirent sous la présidence de Charbonnier, le 30 avril 1905, et décidèrent de « faire cause commune pour combattre sur le terrain de la lutte de classe ». Le 6 mai 1905, les deux groupes de Bres-

suire n'en faisaient plus qu'un après une réunion amicale et fraternelle.

Enfin, à Thouars, le 22 mai, 4 délégués du groupe du P. S. de F. et 4 délégués de l'Union socialiste du P. S. F. se réunissaient et quelques semaines plus tard, la section thouarsaise était à son tour unifiée.

Le Congrès départemental unitaire se tint le 25 juin à la salle Rideau, rue Thiers, à Niort, dans la plus complète harmonie. Henri de la Porte fut désigné comme candidat dans la 2e circonscription de Niort, et après une brillante campagne, où il poursuivit le député radical Gentil, opposant la thèse socialiste au pâle programme radical, il obtenait 3.750 voix. De nouveaux groupes apparaissaient à Mauzé, Le Vert, Le Bourdet, Saint-Florent.

Aux élections cantonales de 1907, la bataille s'engagea dans les centres suivants :

Conseil général :

2e canton de Niort : Ch. de la Porte, 994 voix.

Conseil d'arrondissement :

2e canton de Niort : Eug. Nieumont, 221 voix ;
Frontenay-Rohan-Rohan : H. de la Porte, 941 voix, élu ;
Beauvoir-sur-Niort : Arthur Birard, 375 voix.

Aux élections municipales de l'année suivante (1908), les listes socialistes récoltent de 346 à 568 voix à Niort ; 86 voix à Saint-Florent. Ils conservent leurs deux municipalités de Granzay et Gript, gagnent 4 sièges à La Foye-Monjault ; un élu à Mauzé ; 1 élu à Prissé ; 2 élus à Le Vanneau, et 1 élu à Frontenay-Rohan-Rohan.

Deux ans plus tard, ce sont les élections législatives de 1910. Henri de la Porte recommence sa campagne dans le Niortais ; il est élu député de la 2e par 6.551 voix et conseiller général de Frontenay-Rohan-Rohan par 912 voix.

Birard est élu conseiller général de Beauvoir; Charbonnier obtient 473 voix à Parthenay; Sabourin 438 à Mauzé, et Aucheron 452 voix à Prahecq.

La Fédération des Deux-Sèvres, à la veille de la guerre, avait fait réélire H. de la Porte au premier tour, par 6.343 voix et dans l'arrondissement de Bressuire, lors d'une élection complémentaire législative en 1913, son candidat Jouanneau, cheminot, avait recueilli 675 voix. Elle avait les municipalités de Granzay (Garnaud, maire); La Foye-Monjault (Béraud, maire); Usseau (Sabourin, maire); Fors (Grelet, maire); Saint-Symphorien (de la Porte, maire), et ses deux sièges de conseillers généraux conquis en 1910.

Elle comptait les groupes suivants :

GROUPES	SECRÉTAIRES
1. Arçais	Eug. Tardy, cons. mun.
2. Ardin	X...
3. Beauvoir	Bullault, cons. municipal.
4. Bressuire	Paraut.
5. Chauray	Chantecaille.
6. Epannes	Th. Richard.
7. Frontenay-Rohan-Rohan.	Cathelineau, cons. mun.
8. Granzay	Jules Fernand.
9. La Foye-Monjault	Lebrault.
10. La Crèche	Grousset, instituteur.
11. Le Bourdet	Arthur Birard.
12. Le Vanneau	Chataignier.
13. Mauzé	E. Arnault.
14. Melle	Boutin.
15. Niort	Vandier.
16. Aiffres	Buchereau, cons. mun.
17. Parthenay	Bonnet, boucher.
18. Sansais	Claude Riffault, cons, mun.
19. Saint-Florent	Astor.
20. Saint-Gelais	Veillaire.

GROUPES	SECRÉTAIRES
21. Saint-Laurs	Gustave Gaudin.
22. Saint-Maixent	Chaigneau.
23. Surin	Brenaudeau.
24. Thouars	Olagnier, mécanicien.
25. Usseau	Sabourin, maire.
26. Vouillé	Eug. Sucre, cons. munic.

D. Après la Guerre.

A la fin de la guerre, des dissentiments surgissent parmi les militants de la Fédération désorganisée pendant la grande catastrophe, l'attitude d'Henri de la Porte au Parlement, où il a pris position avec la fraction majoritaire, à laquelle il est resté fidèle jusqu'à la fin de la législature, soulève des critiques et aux élections législatives de 1919 Henri de la Porte quitte au dernier moment la Fédération Socialiste pour figurer sur la liste républicaine opposée à la liste réactionnaire qui triomphe par une moyenne de 39.873 voix contre 26.515 à la liste républicaine.

La liste du Parti socialiste est cependant constituée, les candidats socialistes dépourvus de moyens de lutte et de ressources, luttent héroïquement, ils rallient une moyenne de 4.850 suffrages et recueillent respectivement :

Barthélemy, employé des ch. de fer ..	4.915 voix.
Bricau, publiciste	4.871 voix.
Jallet, bourrelier	4.863 voix.
Olagnier, employé de ch. de fer	4.782 voix.
Charbonnier, mécanicien	4.769 voix.

Les élections municipales permettent à la vieille section Thouarsaise, renforcée d'éléments cheminots, d'enlever la mairie avec une liste de coalition. Quinze élus contre 8 aux

[illegible] conservateurs. Parmi les 15 **républicains**, 8 socialistes : le maire L. Chacun ; l'adjoint, le vieux **militant** Olagnier, les conseillers municipaux Hillaireau, **Dupont**, Allaire, [illegible] Bordier.

La Fédération compte 2 élus à *Saint-Laurs:* dont Gaudin ; à *Mauzé* : Coutureau ; à *Saint-Florent :* **Chabaud** ; à *Bressuire*, [illegible] ; à *Sainte-Gemme:* Jallet.

Grâce aux efforts et aux sacrifices multiples, les bons militants André Bricau, Barthélemy, Albert Boisseau, Dubreuil, Tours, Thézard, de Niort ; Olagnier, Dupont, de Thouars ; Gustave Gaudin, de Saint-Laurs ; Richard, Jallet, de Sainte-Gemme ; Charbonnier et Collet, de Parthenay ; Motillon, de Melle ; Lebrault, de La Crèche ; Baffey, de Saint-Florent ; Rousselot, Alleau, Cathelineau, Hélie, Arnaud, etc., etc., 17 sections ont été reconstituées : à ***Bressuire, Breloux, La Crèche, Chauray, Epannes, La Rochénard, Loubillé, Mauzé, Melle, Niort, Parthenay, Saint-Maixent, Saint-Florent, Saint-Laurs, Sainte-Gemme, Thouars,*** et la Fédération compte 500 adhérents, chiffre qui n'avait jamais été atteint.



André Bricaud
Secrétaire fédéral

Le succès du Bloc national sera éphémère, le milieu n'est pas foncièrement hostile aux idées socialistes, elles finiront par pénétrer dans ces milieux républicains. Dans les Deux-Sèvres aussi, le socialisme, c'est l'avenir.

Fédération de la Seine-Inférieure

A. Le milieu historique (1)

Sur le territoire du département de la Seine-Inférieure, vivait jadis la peuplade asiatique des Belges, dont la tribu des Velocasses créa Rouen, alors petite bourgade de huttes appelée Rotumac, du nom du chef Vélocasse.

Ce fut un pays d'invasion par excellence.

Son chef gaulois, Corrée, oublié de l'histoire, fût, bien longtemps après Vercingétorix, le dernier adversaire des Romains conquérants.

Les tribus romaines, utilisant les ressources admirables de l'embouchure de la Seine, créèrent une grande ville : Juliobonna, aujourd'hui Lillebonne, et construisirent Rotamagus, aujourd'hui Rouen.

Puis les Normands conquirent à leur tour le pays.

Lieu de rencontre des combattants pendant la guerre de Cent ans, commandé tour à tour par les Saxons anglo-normands et par les Français; le pays devint ensuite le champ de bataille des armées françaises et espagnoles. Henri IV, lui-même, y livra bataille avant d'avoir conquis le royaume de France.

L'invasion des Prussiens en 1870, après celle de 1814, ne lui fut pas épargnée.

C'est dire combien la race primitive s'est renouvelée de sang étranger.

Mais de toutes ces invasions fréquentes, les habitants ont contracté des habitudes de méfiance, de patience et de réserve.

(1) *Historique du Mouvement socialiste en Normandie*, par E. Lepez.

Longtemps, cependant, le caractère fut révolté et les seigneurs et les princes durent réprimer maintes révoltes.

C'est Rouen, la vieille ville, qui fut le théâtre de ces révoltes.

Sous la domination anglaise, en 1382, ce fut la révolte dite de La Harelle, contre les moines de l'abbaye de St-Ouen.

Richelieu, qui proclamait que si le peuple était trop à l'aise, il ne pourrait plus être tenu dans le sentiment du devoir, dut faire réprimer la revolte des Nu-Pieds, révolte qui s'étendit dans tout le département actuel.

En 1789, en juin, avant la prise de la Bastille, éclatait à Rouen, la révolte des Carabots, ayant à leur tête Bordier et Jourdain.

En 1830, dès l'annonce des Ordonnances, la garde nationale de Rouen prenait le chemin de Paris pour aller contribuer à ce qu'elle croyait être le rétablissement de la République.

En février 1848, Rouen proclama la République en même temps que Paris, et envoya des émissaires pour arrêter Louis-Philippe, dont on annonçait le passage dans l'Eure.

En décembre 1851, une barricade fut construite près de l'Hôtel de Ville, et une autre dans le faubourg Saint-Sever à Rouen, mais le mouvement fut vite réprimé.

Le Havre, ville neuve et plus cosmopolite, créée seulement en 1531, n'a pas d'histoire révolutionnaire. En 1793, sa municipalité manifeste son admiration pour Marat, en dénommant la ville : Le Havre-Marat, au lieu de Le Havre-de-Grâce qu'elle portait jusque-là. Le département de Seine-Inférieure est un des plus importants de France, il est à la fois agricole, dans la plupart de ses communes, maritime sur plus de 100 kilomètres de cotes, et industriel dans toutes les vallées des nombreuses rivières qui le parcourent.

Très riche, ce pays devrait avoir une population ouvrière relativement heureuse et émancipée.

Mais, en 1750, un Rouennais découvrit un moyen perfectionné, pour l'époque, de fabriquer de l'alcool, et cette

découverte d'Édouard Adam semble avoir été néfaste à ses concitoyens.

Rouen, Le Havre et tout le département de la Seine-Inférieure sont, en effet, de 1860 à 1914, les plus forts consommateurs d'alcool, au prorata du chiffre des habitants.

Aussi bien dans les campagnes que dans les villes, l'abus de l'alcool tue les individus, et dans toutes les classes de la société, le nombre de tuberculeux, de rachitiques et de fous est énorme.

A la campagne, l'alcool entre en ligne de compte dans le montant du salaire. Aussi, aucun Syndicat de travailleurs de la terre n'existe dans la région. Les patrons, presque tous fermiers, — même sur les grands domaines, les exploitants sont peu souvent propriétaires — sont rarement adhérents à des Syndicats agricoles. C'est l'égoïsme qui règne, la terre est très riche, les céréales sont abondantes, la culture du blé, de l'avoine, du sarrasin, du lin, du colza, de la betterave rapportent gros, surtout depuis la guerre, et, depuis 1916, un bon nombre de fermiers se rendent acquéreurs de la ferme dont beaucoup n'ont pas eu à acquitter les loyers à raison du moratorium.

Ce n'est que très lentement que pénètre dans la campagne même l'idée républicaine la moins « rouge ».

Depuis la Révocation de l'Edit de Nantes, les prêtres sont maîtres, la population protestante est très réduite et la forme de lutte la plus ardente est d'abord la lutte anti-religieuse.

Les Sociétés de libre-pensée se sont créées tout d'abord, en cachette et, c'est par elles, la plupart du temps, qu'il fut possible d'établir, plus tard, groupes socialistes et syndicats ouvriers.

B. **Premières tentatives d'organisation ouvrière**

A la suite du mouvement de 1848, se créent quelques Coopératives de production : une boulangerie à Dieppe, une au Havre, puis un tissage coopératif à Rouen, à Ry, en pleine

campagne — futur pays du Bovary de Flaubert — une Coopérative d'études. Mais tout cela disparaît rapidement, l'Empire détruit tout.

Cependant, sous l'Empire même, se créent des Sociétés de secours, et de travailleurs du livre à Elbeuf, à Rouen, au Havre, à Bolbec.

A la création de l'Internationale, la Seine-Inférieure a un correspondant, c'est Aubry, d'Elbeuf, un lithographe; et son petit apprenti Hardy, aujourd'hui bien que très âgé est encore secrétaire du Conseil des Prud'hommes de Rouen, après avoir été le fondateur de la Bourse du Travail de Rouen et de la Fédération des Chambres syndicales ouvrières du département.

Blanqui a fait un adepte: un intellectuel, Cord'homme, l'oncle de Maupassant, et que celui-ci caricaturise dans son roman *Boule-de-Suif*.

En 1870, Cord'homme se présentant comme socialiste est élu conseiller général de Rouen, quartier Saint-Sever, par 303 voix. Mais cette première victoire socialiste ne dura pas, après la guerre, ce fut un réactionnaire qui l'emporta, et ce n'est qu'en 1895 qu'un ouvrier, Orange, reconquit le siège, reperdu en 1901. Orange, radié du Parti socialiste, ne s'était pas représenté, et le candidat socialiste Halley, secrétaire de la Bourse du Travail, fut battu par le radical Soulier, qui détient encore le poste.

Cord'homme resta presque toute sa vie sans lien avec les groupements socialistes, il fut boulangiste au moment de la crise, mais il adhéra au groupe du Parti Ouvrier français, section de Rouen, en 1902, et ce groupement le présenta à la députation à Rouen, la même année, il recueillit 250 voix.

En 1871, Vaughan, blanquiste, le futur directeur de l'*Intransigeant* et de l'*Aurore*, est adjoint au maire à Darnetal où il travaille comme comptable.

⁂

Cependant, les ouvriers commencent à se grouper, malgré l'organisation patronale qui les traque.

Ces organisations ouvrières prennent position, malgré que, successivement, les « meneurs » soient obligés de s'expatrier; des organisations syndicales existent au Havre, à Bolbec, à Lillebonne, à Rouen, à Elbeuf. Elles se font représenter au Congrès national ouvrier de Marseille en 1879, et c'est au Havre que se tient le Congrès suivant.

Pendant le Congrès du Havre, les socialistes du Congrès scissionniste tenu salle de l'Union lyrique, Paule Mink et Coupat, de St-Etienne, donnent des conférences sur le socialisme et font des adeptes qui resteront. Dès ce moment, les propagandistes socialistes viennent souvent dans le département, ce sont: Jules Guesde, Jean Allemane, puis Paul Lafargue, Eugène Fournière, G. Rouanet, Paulard, plus tard Ferroul, Baudin, etc...

A Rouen, les Chambres syndicales organisent un *Cercle des Travailleurs* et une Bibliothèque populaire d'Etudes sociales en 1880. A Elbeuf, le *Cercle des Travailleurs socialistes* se fonde à la même époque, il compte 100 membres, parmi lesquels Aimé Lesage, délégué par les Syndicats au Congrès du Havre, à la suite d'une conférence de Léonie Rouzade et Paulard, au Cirque d'Elbeuf.

Une élection cantonale a lieu à Elbeuf; les Chambres syndicales et le Cercle des travailleurs présentent deux candidats collectivistes et révolutionnaires: Lechêne au Conseil général et Delaroquelle au Conseil d'arrondissement; ils obtiennent quelques centaines de voix.

Aux élections législatives de 1881, deux candidatures socialistes sont présentées dans la 1re de Rouen, 212 voix, et dans la 2e, 580 voix.

Le 26 février 1882, Chambres syndicales et Cercle des Travailleurs socialistes sont en pleine croissance, ils donnent une grande réunion au 27, rue du Cours, à Elbeuf, où ils décident la fondation du Parti Ouvrier. Au bureau: Bar-

rette, président; Troussier et Moutier, assesseurs; Trautwetter, secrétaire. Les orateurs sont nombreux: Barrette, Moulard, Victor Denis, Félix Moulard et Bellefontaine.

En 1888, des groupes socialistes naissent à Sotteville, Bondeville, Darnétal et dans la vallée industrielle de Maromme où existe un Syndicat des ouvriers et de l'industrie. Un vieux républicain des années impériales, l'ouvrier jardinier Cornillard, a donné son adhésion au P. O. S. R. Dans la salle des machines d'une usine en ruines, Cornillard convoque chaque dimanche le peuple de la vallée à venir assister à sa controverse politique avec le grand patron de l'endroit, M. Besselièvre fils.

En janvier 1888, au Havre, un alcoolique, nommé Lucas, tire deux coups de revolver sur Louise Michel, qui conférencie et il la blesse. La bonne Louise, cinq mois plus tard, demandait au Jury de Seine-Inférieure, d'acquitter Lucas, et l'obtenait.

Aux élections de 1889, les quelques rares groupes du département participent à la lutte contre Boulanger. Un ouvrier, nommé Lyonnais, se présente avec un programme vaguement teinté de socialisme verbal: originaire de la région de Neufchâtel, pays d'élevage de chevaux et de vaches laitières, il obtient le concours des cultivateurs de cette région et les voix des travailleurs des villes le font élire.

En 1893, dans la même région, sera élu le seul député radical du département ayant voté la plupart du temps avec les socialistes, M. Breton; l'instituteur, secrétaire de M. Breton, est le socialiste Lebossey.

Vers la même époque, un militant rouennais, Bazire, se révèle. C'est surtout dans sa propagande pour la création de Sociétés de libre-pensée qu'il est connu : il est encore à cette heure, le secrétaire national de ces groupements. Adhérent au Parti socialiste révolutionnaire, Bazire fut l'éducateur de bon nombre de jeunes militants qui devinrent, par la suite, d'excellents propagandistes.

Toujours vers cette année 1889, un militant de la coopération, Lucas, arrive au Parti socialiste, fraction allemaniste. Lucas, sera dans les années prochaines, l'un des principaux organisateurs des Coopératives, tout en tenant une place importante parmi les propagateurs de l'idée socialiste.

Puis, ce sera bientôt, toujours à Rouen, Fauconnet, comptable, doublé d'un poète, écrivain et orateur de talent, initiateur de la première association d'employés, appelée à devenir syndicat 10 ans plus tard : l'*Union philanthropique des Employés de Rouen*. Fauconnet adhère bientôt au Parti socialiste indépendant.

Au Havre, seules quelques organisations syndicales subsistent, l'organisation socialiste végète.

C. **Le premier Journal socialiste. Les premières affirmations socialistes.**

En 1890, un comptable de Rouen, Duclos, crée une petite feuille, *Le Salariat*, à laquelle collaborent les militants des groupes socialistes et des organisations syndicales, les ouvriers le lisent, et on fonde sur cet organe, les plus grandes espérances pour l'avenir du Parti Ouvrier. Mais un avocat politicien l'accapare et s'en sert pour se tailler un siège législatif.

Les socialistes d'Elbeuf démasquèrent Julien Goujon dans une réunion tenue dans cette ville, le 11 février 1891. Duclos, Crépin et Texier, conseiller municipal de Sotteville lui donnèrent la réplique et le mirent au pied du mur.

A l'élection complémentaire de fin février, dans les 2e et 3e de Rouen, les socialistes du Parti Ouvrier présentèrent contre Julien Goujon, radical, et Dautresme, opportuniste, la candidature ouvrière de Gahineau. Soutenue par Crépin et par Ferroul, député de l'Aude, elle rassembla 3.012 voix.

Dans la 3e circonscription, Cornillard porte pour la pre-

... cette circonscription le drapeau socialiste ... suffrages.

... plus tard, Julien Goujon entre au Parlement ... adhésion au groupe progressiste de Jules M... ...listes abandonnèrent le *Salariat*, dont l'ex... ... rapidement.

... générales de 1893, les socialistes rouennais ... présenter des candidats : Cornillard recueille ... dans la vallée du Cailly; Gislette, ouvrier tailleur ... son nom 5.000 suffrages dans la banlieue indus... et agricole de Rouen et Lucas, pharmacien, en obti... à Rouen Ville.

... suffrages viennent des électeurs radicaux; ils sont ... contre les opportunistes au pouvoir. Pendant 10 ans ... nombre augmentera peu, mais ils deviendront des suf... socialistes.

D. Nouveaux groupements. — La première Municipalité socialiste. — Nouveau journal. — La création de la Fédération.

Se sentant pris au sérieux, le Parti poursuit son agitation dans la région, multiplie les réunions de propagande, fait surgir de nouveaux militants.

En 1894, Hanriot crée, au Havre, le journal *Le Progrès*, qui paraît sans interruption jusqu'à la déclaration de guerre en août 1914.

Hanriot, militant énergique, crée le groupe allemaniste « *Ni Dieu, ni Maître* », et entouré de Laville et Fauny, ouvriers voiliers, Ch. Mark, le futur trésorier de la C. G. T., organise les syndicats ouvriers. Un représentant de commerce ancien peintre en bâtiments, renvoyé des chantiers pour ses opinions socialistes. — Genet, collabore à l'organi-

sation; il créera en 1907 la *Maison du Peupe* du Havre, qui existe encore et abrite les organisations ouvrières.

Montagne, aujourd'hui secrétaire des marins, vient bientôt après collaborer à l'organisation havraise.

D'autre part, un jeune avocat, Jennequin, crée le groupe *L'Union Socialiste,* qui adhère au P. O. F.

Pendant 12 ans, Jennequin défendra en correctionnelle et en cour d'assises, les militants traqués. Il le fera avec talent, courage et dévouement, puis, un beau jour, ne voyant pas venir assez vite le siège qu'il désire, il lâchera le Parti et se fera élire conseiller municipal et adjoint au maire du Havre, contre son ancien parti.



HANRIOT
Rédacteur en chef du *Progrès*

En 1892, Lucas avait créé à Sotteville-les-Rouen, la coopérative la *Solidarité Sottevillaise* qui, en 1920, possède 30 succursales et fait 8 millions d'affaires.

Lucas s'est rencontré à Sotteville avec un militant de grande valeur, Gahineau, comptable aux ateliers du chemin de fer de l'Ouest. Tous deux entreprennent la conquête de la municipalité. Ils y réussissent en 1896; ce sera la première municipalité socialiste du département, et il faudra attendre l'année 1920 pour enlever les seconde et troisième municipalités socialistes de Seine-Inférieure.

La première municipalité socialiste de Sotteville a pour maire Carlier, avec Lucas et Gahineau comme adjoints. La Compagnie des chemins de fer de l'Ouest licencie Gahineau parce qu'il se refuse à la servir au Conseil municipal.

En 1895, Paul Lafargue est en tournée
il en profite pour créer la Fédération Soc
Inférieure.

Ch. Vasseur en est le secrétaire; Lecomte
deux appartiennent au P. O. F., mais tou
département sont adhérents à la Fédératio
militants se sont levés. Des jeunes gens, Char
administrateur du journal *Les Temps Nou*
futur maire de Saint-Denis; Sarot, futur
beuge; Lebossey, un des plus brillants u
frères Lepez, qui, plus tard, militeront dan
l'Hérault, les Alpes, dans la Somme et dans
sel, Nos, Calinaud, puis Prévost, organisat
dans l'Eure, mort en fin 1919.

Et c'est une nouvelle recrudescence dans
travers le département. Aussi lorsqu'arrivèr
générales de 1898, la Fédération socialiste
électorale dans cinq circonscriptions.

A Elbeuf, l'un des frères Martin, que le

mier, et de beaucoup, des républicains. Mais, au second tour, républicains et royalistes font cause commune et Orange est battu, la société sauvée.

A Maromme, Cornillard obtient 2.700 voix.

Laville est présenté à Fécamp et Bolbec, il a 300 voix.

Jennequin en obtient 1.200 au Havre.

Les groupes encouragés reprennent l'agitation.

Bazire et Lucas créent l'*Union Socialiste*, hebdomadaire qui dura trois mois.

Mais, c'est le plein de l'affaire Dreyfus; les groupes socialistes se lancent dans la lutte antimilitariste. Ils créent avec l'expert Crépieux-Jamin, dès 1899, des sections de la Ligue des Droits de l'Homme à Rouen, au Havre, à Elbeuf, à Bolbec. A Rouen, au Havre, à Elbeuf et à Bolbec ce sont tous les soirs des batailles entre nationalistes et socialistes pendant de longs mois, jusqu'à ce que les bandes nationalistes cèdent la rue.



BAZIRE.
Fondateur de la Fédération

En 1899, au Congrès national de la salle Japy, Bazire, Hanriot, Jennequin et Leconte représentent les groupes du département.

Au 2[e] Congrès national de 1900, les Groupes de la Fédération sont ainsi représentés:

Fédération socialiste révolutionnaire, Groupe Union Républicaine socialiste du Havre, par Jennequin; *Comité républicain d'initiative de Sotteville*, par Texier; puis deux *Groupes d'Eu* et du *Tréport*, n'ayant aucune relation avec la Fédération et qui vont mourir dès après le Congrès, sont représentés par Salvador et Mallet.

Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, Groupe « Ni Dieu ni Maître » du Havre, par Henriot, ainsi que le *Groupe socialiste ouvrier d'Harfleur; l'Aurore révolutionnaire de Rouen*, par Blanchard; *Groupe La Revanche prolétarienne de Sotteville*, par Gruchy; *Parti socialiste révolutionnaire les Groupes l'Union communiste révolutionnaire de Rouen*, par Benoit; *l'Avenir social de Saint-Etienne du Rouvray*, par E. Lepez.

Au retour de ce premier Congrès unitaire — unité de peu de durée — les camarades de Rouen décidèrent de réorganiser la Fédération de Seine-Inférieure à peu près tombée par suite de la maladie de son secrétaire Vasseur. Ils en chargent Ernest Lepez.



ERNEST LEPEZ
Ancien Secrétaire fédéral

Lepez convoque un Congrès au Havre, salle Franklin, le 15 août 1900; onze Groupes et quatre Syndicats répondent à l'appel. Lepez est nommé secrétaire fédéral, il le restera jusqu'à son départ de la région; en 1903, Albert Lepez est nommé secrétaire adjoint, et Vasseur, trésorier.

En 1901, le Congrès fédéral se réunit à Oissel; il comprend treize Groupes et quatre Syndicats.

Le 21 janvier 1902, le Congrès fédéral, réuni sous les présidences d'Aristide Briand et de Pierre Renaudel, à Sotteville-les-Rouen, groupait quinze Sections et quatre Syndicats.

Ces groupements appartenaient à toutes les tendances, il s'y trouvait même un groupe libertaire. Les statuts de la

Fédération avaient été modifiés, afin de ne pas faire une obligation de l'action électorale.

La concorde la plus parfaite n'a cessé de régner cependant au sein de la Fédération, malgré tous les déchirements ultérieurs, au point de vue national, entre les différentes fractions du Parti.

A la fin de l'année 1900, sur les indications de Bazire, d'accord avec ses camarades, E. Lepez, secrétaire fédéral, allait solliciter Pierre Renaudel pour lui confier la représentation de la Fédération au sein du Comité général des organisations socialistes.

Pierre Renaudel, originaire de Seine-Inférieure, venait d'adhérer au Groupe du 9e arrondissement de Paris, du Parti socialiste révolutionnaire; il accepta la mission que la Fédération de Seine-Inférieure lui confiait et il l'a remplie pendant 10 ans. Dès lors, le futur député du Var fut fréquemment à Rouen et dans la région, apportant son précieux concours à la propagande fédérale.

Lepez jeune, Roussel, Caruel, Netter, Verghut, Matissart, Forchy, Judement, Lepez aîné, Buée et Huet créent l'Union artistique rouennaise et vont parcourir le département en donnant des concerts qui serviront de prétexte à des conférences dont Fauconnet, Lucas sont les orateurs.

Xavier Privas, Gaston Perducet, et même René Fauchois, rouennais d'origine, participent à ces concerts.

Le 21 mai 1901, Fauconnet et Lepez créent le journal *Le Peuple*. Ce journal connaîtra des fortunes diverses; remis à la Fédération, il dura jusqu'en 1904 et tira jusqu'à 3.000 exemplaires. Il était publié pour la région de Rouen; Fauconnet et Lepez en assumèrent la rédaction avec la collaboration de Leconte, Trochet, Cornillard, Lucas, Bazire; il recevait des leaders de Briand, Cipriani, Renaudel, Allemane, J.-B. Clément, Sébastien Faure, Jean Longuet. E. Buré était le rédacteur parlementaire du *Peuple*.

Délégués au Congrès National de



1er Plan : Buée Roussel A. Lepez Ba

2e Plan : Pressen Lucas Viche

3e Plan : Ph. Landrieu Barr

mbre 1902, à Tôt (Seine-Inférieure)



Cathala Duroq Tellier Allemane

viale

u Serre Héliès Svob

E. Les Elections municipales et législatives.

Aux élections municipales de 1900, le Parti présente des candidats à Sotteville où tous sont élus sauf un.

A Petit-Quevilly, Lucas et un vieux militant syndicaliste Alleaume sont élus avec quatre autres camarades; Lucas devient adjoint au maire.

A Grand-Quevilly, Boullet est élu.

Au Houlme, deux camarades sont élus, qui lâcheront le Parti aussitôt; à Notre-Dame-de-Bondeville, Cartier est élu: lorsque, 4 ans plus tard, il tiendra la municipalité, et qu'on lui promettra à la préfecture un siège de conseiller d'arrondissement, il lâchera le Parti. Son parent, Cornillard fils, l'imitera dès qu'élu à Malaunay il aura obtenu un poste d'adjoint.



Raoul Fauconnet

A Saint-Etienne-du-Rouvray, huit camarades sont élus; mais la lassitude et le départ de quelques-uns traqués par le patronat en fera fondre le nombre petit à petit.

A Rouen et au Havre, aucun élu.

Les résultats n'en sont pas moins un succès; Sotteville n'est plus seule commune à posséder des élus socialistes. Aussi la Préfecture commence à voir d'un mauvais œil les militants et elle traque tous les fonctionnaires connus pour appartenir au Parti.

... la Fédération décide de lutter dans trois circons-

criptions législatives: Le Havre, Rouen banlieue et Maromme.

Ses candidats sont: Philippe, imprimeur au Havre; Renaudel, vétérinaire, à Rouen; et Cornillard, jardinier, à Maromme.

La campagne fut acharnée; Philippe, Renaudel, Cornillard, Lepez, Fauconnet et Bazire firent plus de 150 réunions publiques.

Les journaux *Le Progrès* et *Le Peuple* furent tirés à 40.000 exemplaires.

La Fédération obtint 12.000 suffrages pour ses trois candidats.

Tous les candidats radicaux furent battus, même le député Ricard, ancien ministre de la Justice, député de Rouen depuis 20 ans.

Au deuxième tour, Philippe fut désisté en faveur de M. Siegfried qui venait d'être battu comme sénateur parce que dreyfusard. Elu, M. Siegfried devint et est resté le plus acharné adversaire du Socialisme et des socialistes.

Mais la campagne avait porté.

F. Les Organisations syndicales. — Les Grèves. Les Coopératives.

A Rouen, dès 1889, une Fédération des Chambres syndicales était née; dans l'espoir de pouvoir se mettre dans ses meubles, elle créa, la même année, une Coopérative de consommation. Mais les ouvriers ne viennent pas et la Coopérative rouennaise, pour ne pas mourir, passe en des mains bourgeoises.

De 1888 à 1895, Eug. Halley, secrétaire du Syndicat des cotonniers, est, avec Hardy, Leriche, Orange et Valois, l'âme de la Fédération syndicale.

En 1896, au sein de l'Exposition internationale de Rouen,

[illegible] camarades organisent une exposition ouvrière; les artisans exposent leurs travaux. L'organisation ouvrière a un [illegible] succès, et, avec les bénéfices réalisés, nos camarades [illegible] de 1896, la Bourse de Travail de Rouen.

[illegible] les ouvriers avaient présenté deux des [illegible] au Conseil municipal de Rouen: Orange et Valois. Ils [illegible] sur la liste républicaine. L'un d'eux, Valois, ré[illegible] la création d'un four crématoire, le second en pro[illegible] Ce four construit à Rouen, au début de 1899, chose curieuse, [illegible] Valois qui y fut le premier incinéré, le 21 avril 1899.

La Bourse du Travail de Rouen eut pour secrétaire: de septembre 1896 à juillet 1897, Thuillier; de juillet 1897 à [illegible] 1900, Leconte; de mai à juillet 1900, Briot; de juillet 1900 à octobre 1903, Eug. Halley. Les présidents de la Fédération syndicale rouennaise furent Leriche et Hardy. La Fédération des Syndicats du département, créée en 1896, eut jusqu'en 1905 Hardy comme président, et comme secrétaire: Benoit, Vasseur, E. Lepez et Gaston Halley.

Cette Fédération groupait, en 1903, 48 Syndicats, dont 32 à Rouen et sa banlieue, 12 au Havre, 1 à Lillebonne, Bolbec, Barentin et Deville.

Au Havre, les Syndicats recevaient asile dans le local municipal de Franklin. Ch. Mark devenait le secrétaire permanent de la Bourse du Travail, aidé de Laville, Fauny et Duchesnay. Et les organisations syndicales se développèrent.

Mais le Premier Mai 1901 des manifestations parcoururent la ville; la police intervint, il y eut des coups échangés, cela recommença le lendemain. La Bourse du Travail fut fermée.

Les camarades constituèrent alors la première ***Maison du Peuple***, 16, rue de la Fontaine, puis, quelques jours après, 9, rue Lemaistre, et enfin en 1907, 170, cours de la République.

Le patronat fort bien organisé, ne se tint pas pour battu et Mark, Hanriot, Laville, Fauny, Montagne et quelques autres connurent la correctionnelle, l'amende et la prison.

En 1900, se crée la Bourse du Travail d'Elbeuf, avec Faucaulnier comme secrétaire et Forster est l'un des plus actifs militants, avec Gardien et Martin.

A Oissel, l'ancienne ville forte des Normands envahisseurs, Mauduit reconstitue un groupe d'action.

En 1901, une grande grève des dockers éclate à Rouen, Mark vient prêter son concours; il est arrêté, des charges de cavalerie se succèdent. La grève réussit, mais les militants sont renvoyés. Le Syndicat qui a compté 2.000 membres est réduit à une poignée.

Fauconnet veut constituer une Coopérative de production pour les dockers; avec Lepez ils organisent la propagande; des fonds sont réunis, des clients trouvés, mais le découragement est si grand que les quelques militants dockers restant, renoncent à la lutte; et ce n'est que 4 ans plus tard que le Syndicat sera reconstitué.

En 1898 avait éclaté à Rouen une grève importante aux Etablissements de tissage Manchon frères; cette grève dura 6 semaines et fut victorieuse; deux ans plus tard, aux établissements Plantrou, à Oissel, une autre grève du textile s'était produite qui dura un mois et ne réussit pas, mais ces deux grèves avaient secoué la torpeur des ouvrières et ouvriers tisseurs. Koch, Halley, Benoît, Briot et Lepez en avaient profité pour recruter des syndiqués.

Dès la fin de la campagne électorale de 1902, une grève éclate à Malaunay, aux établissements Gartside. Lepez s'y rend avec Poulain, député des Ardennes; la grève est victorieuse et Lepez en profite pour créer un Syndicat, un groupe socialiste — où il recrute Harel — et une Société coopérative *L'Emancipatrice*.

Quelques jours après, c'est à Monville qu'éclate la grève, au tissage Lepicard, où les femmes gagnent 22 et 23 francs par quinzaine.

Lepez y est de nouveau délégué; la grève échoue, mais dure 5 semaines, pendant lesquelles le délégué crée un groupe

[illegible] un syndicat, puis la coopérative *L'Aurore*. Il y [illegible] militants : Pelletier, les demoiselles Haute- [illegible]. Mais avant la fin de la grève, Lepez tombe [illegible] Monville, et lorsqu'il rentre au Crédit Lyonnais, [illegible] cette maison de banque, où il est employé de- [illegible], le congédie ; le patron Lepicard, du tis- [illegible] Monville, le fait passer en correctionnelle où il est [illegible].

[illegible] des Syndicats ouvriers de Seine-Inférieure [illegible] un nombre total de 98 syndicats, avec 23.000 [illegible] à Rouen, Elbeuf, Sotteville, Malaunay, [illegible], Barentin, Deville, Aumale, Incheville, Tré- [illegible], Romilly, Lillebonne, Le Havre.

[illegible] les Bourses du Travail du département et l'Union [illegible] compterent plus de 30.000 adhérents.

[illegible] éclate la grève générale des travailleurs de [illegible] textile de la région rouennaise. En 5 jours, plus [illegible] grévistes sont groupés ; le patronat prend peur, [illegible] se multiplient, les charges de cavalerie se [illegible].

[illegible] de Sotteville, Gahineau, maire et Trochet, ad- [illegible] de leur écharpe, interdisent aux officiers sa- [illegible] de la commune socialiste, et par leur sang- [illegible] courage empêchent l'irréparable. La grève dure [illegible] ; Renaudel et Viche se dépensent, l'organisation syn- [illegible] grandit, la grève prend fin après un compromis qui accorde quelques avantages aux travailleurs dans la plupart des usines. Les Coopératives ont, durant ce temps, soutenu les grévistes de leurs deniers.

Après la campagne électorale de 1902, les électeurs se montrent furieux contre les petits commerçants qui ont contribué à l'élection des candidats nationalistes ; le vent souffle à la coopération.

A Amfreville-la-Mi-Voie, où un bon militant, Eugène Bénard, a créé un groupe socialiste, se constitue la Coopérative *L'Avenir*.

A Dieppedalle, Lorillon crée la Coopérative *L'Aube.*

Avec Leroy, Lucas crée à Elbeuf la *Novatrice* et une Coopérative de production *La Menuiserie Fédérale.*

Avec Hardy, Roussel, Bazire, Lepez, Lucas crée à Rouen la Coopérative de production *L'Imprimerie Fédérale.*

Avec David, Masselin, Bourdon, Leduc, Viche, Bazire, Trenel, Calinaud, Prévost, Fauconnet, les Lepez créent les Coopératives la *Laborieuse* et la *Libératrice.*

Avec Bion, Gaston Halley, Nos, Bénard, Lepez crée la *Ménagère,* coopérative de boulangerie.

Les travailleurs secouent un peu leur apathie.

Lepez organise une tournée de concerts-propagande des enfants de la Coopérative *Vooruit* de Gand. Le succès en est très grand, et compense les menues misères infligées aux militants.

Et, du 15 au 17 août 1902, se tient à Sotteville le 4e Congrès national de la Coopération socialiste de France. Le maire Gahineau, et Allemane, député, président.

La Fédération des Coopératives du Nord-Ouest, que Lucas avait créée en Juin 1901, avait organisé ce Congrès. C'est au cours de ce Congrès que les frères Lepez, au nom des Coopératives de Malaunay et Monville, proposent de prélever chaque année une cotisation de 1 franc par coopérateur pour créer des ateliers de production et pour coopérer à la propagande socialiste. Au Congrès coopératif de Nantes, en 1905, E. Lepez, représentant les mêmes Sociétés, appuiera la création d'un Magasin de Gros des Coopératives socialistes, et sera avec Lucas, de Rouen, et Héliès, de Paris, l'un des créateurs du M. D. G. dont il devait, en 1906, signer avec Héliès, aujourd'hui maire d'Issoudun, les pièces de constitution chez Me Leclerc, notaire à Charenton-le-Pont (Seine).

Au début de l'année 1903, un conflit éclate à la Coopérative la *Solidarité Sottevillaise.* La majorité nouvelle répudie le socialisme. Lucas crée sur l'heure une Coopérative nouvelle, la *Revanche Prolétarienne,* sur les bases de la ***Maison du Peuple*** de Saint-Claude.

En 1905, Leblond rétablit la Coopérative de production *L'Emancipation des Chaussonniers* de Pont-de-l'Arche, créée en 1902 par Lucas, après une grève au cours de laquelle Lepez et Renou avaient institué un Syndicat. A la même époque, se crée au Havre la Coopérative l'*Indépendante*.

Les verriers de la vallée de la Bresle commencent à secouer le joug, Viche et Delsant constituent au Tréport et à Incheville, Blangy, quelques organisations, mais là comme ailleurs, l'alcoolisme est le plus grand adversaire du socialisme.

G. La Fédération de 1902 à l'unité.

Déjà, depuis 1900, de nouveaux militants étaient venus s'ajouter aux anciens. Ce furent Viche, qui s'attacha à amener aux idées de progrès le Syndicat des typographes dont il était membre, et qui devint, par la suite, un des meilleurs militants de la Fédération ; puis Gotté, Victor, puis Allix, fondateur à Saint-André, dans l'Eure, du groupe international, puis Huvé, organisateur des travailleurs du peigne, à Ezy, dans l'Eure, puis Vauquier, qui organise Lillebonne.

Mark, Hanriot et Montagne, de leur côté, commencent à défricher Honfleur, Caen, Pont-Audemer, où Gosselin vient au Parti.

Au Congrès de Lyon de 1901, Hanriot et Renaudel avaient représenté la Fédération ; celle-ci décide de rester adhérente au Parti socialiste français, tout en continuant de grouper en son sein les groupes du département, en leur totalité.

Au Congrès de Tours, en 1902, la Fédération est représentée par Bazire, Lepez, Renaudel. Elle reste à l'extrême-gauche du Parti, et a déjà demandé l'exclusion de Millerand, qu'elle réclamera de nouveau au Congrès de Bordeaux en 1903, avec Fauconnet, Lepez, Texier et Renaudel comme délégués.

Au Congrès de la Fédération socialiste, assemblé à la Maison du Peuple du Havre en septembre 1902, 21 groupes sont représentés.

Lucas présente un rapport sur la coopération et le socialisme et Renaudel présente un rapport sur le socialisme et le programme agraire. Ces deux rapports adoptés, la Fédération décide de les publier en brochures. Elle publiera également, le mois suivant, en brochure, une conférence sur la « *Politique du Parti socialiste* » que vient de faire Jaurès au Cirque de Rouen, et, en décembre de la même année, la Fédération publiera la conférence faite par Sébastien Faure — dans la même salle — sur la « *Liberté de l'Enseignement* ».



GOTTÉ

En 1902, un policier nommé Baret, venant du Havre, où il dirigeait *La Cravache,* avait trouvé le moyen de s'introduire dans le Parti et de publier à Rouen l'hebdomadaire *Le Combat* pendant six mois.

Les militants chassèrent Baret, dont ils avaient été les dupes.

A Darnétal, avec le Syndicat du Textile, Pilache a fondé un Groupe socialiste ; à Fécamp, au Grand-Quévilly, à Graville-Sainte-Honorine, à Saint-Etienne-du-Rouvray, au Tréport, au Petit-Quévilly, les travailleurs ont également constitué des Groupes.

La Fédération devient une menace pour les dirigeants de la bourgeoisie ; Lepez est renvoyé, ainsi que nous l'avons vu plus haut, en correctionnelle ; Benoît fait une conférence aux

conscrits, il est poursuivi, perquisitionné, mis à l'index forcé de quitter Rouen.

Hanriot, au Havre, est à son tour poursuivi et condan à 2 mois de prison; les militants ne s'émeuvent pas, ils doublent d'ardeur et intensifient la propagande orale et écr

En 1903, la Fédération publiera la conférence faite en tobre 1902 à Limoges, par Fauconnet sur « l'*idée sy* *cale* ».

Aux élections législatives de 1902: 4 candidatures s présentées : 1re Le Havre: A. Philippe, 1.780 voix; 2e Rou P. Renaudel; 3e de Rouen: Braquehaes; 4e de Rouen: C nillard.

Les radicaux perdent leurs sièges législatifs en 1902, avaient — sauf un — perdu tous leurs sièges cantonaux renouvellement de 1901 où la Fédération socialiste, sans sultat appréciable, avait présenté E. Halley et Vasseu Rouen, Laville et Mark au Havre, Lucas à Grand-Couro et Cornillard à Maromme.

Leur journaliste, M. Dautresme, après son échec a élections législatives de 1902, décida de vendre son jourı *Le Petit Rouennais,* et de prendre du service dans les cad préfectoraux. (Nos camarades de Perpignan l'auront com préfet et les vignerons révoltés le chasseront de sa préi ture en 1907).

Avec Viviani, Renaudel, Fauconnet, M. Gayet, All Goulé, E. Lepez offre le rachat du *Petit Rouennais* pou Fédération Socialiste; mais M. Dautresme l'ayant cédé à Société de radicaux d'occasion, il est supprimé pour f: place au journal *La Dépêche*... qui n'a cessé, depuis sa cor ution, d'être à fond contre tout mouvement ouvrier et à ı orte raison socialiste.

Alors, la Fédération décide de faire campagne pour ·onds nécessaires à la création d'un journal socia ...sformer le *Peuple* en quotidien. Pendant 18 mois, ...amarades s'emploieront à cette œuvre; Renaudel pı

le secrétariat du *Peuple* et avec Viche et Lepez jeune fait chaque soir des réunions dans nombre de communes. Gotté devenu trésorier fédéral depuis 1901, prend la trésorerie du journal dont Fauconnet reste l'administrateur. E. Lepez, boycotté par le patronat, est obligé de s'expatrier; il quitte la Fédération en octobre 1903, et est remplacé au secrétariat par Viche, au Congrès de Bolbec.

Puis voici les élections municipales à Rouen; les groupes du P. S. F. et du P. O. S. R. présentent une liste complète de 36 candidats, parmi lesquels Bazire, Sonnette, Halley, E. Lepez, Fauconnet, Renaudel, Tabouret, Viche; elle recueille 650 voix. Au Havre, la liste socialiste obtient 1.200 voix. A Sotteville, Ernest Gahineau est élu par 1.812 voix, avec les camarades de liste en obtenant de 1.767 à 1.678 voix. Au Petit-Quevilly, pas un sortant n'est réélu, mais en revanche, quelques élus à Caudebec et à Elbeuf. A Saint-Etienne, les candidats ouvriers obtiennent de 424 à 461 voix. A Lillebonne, de 620 à 711 voix; à Oissel, 8 candidats; à Amfreville-la-Mi-Voie, 2 candidats.

En juillet 1904, élections au Conseil général.

Viche est candidat à Darnétal; Fauconnet, comptable, 4e canton de Rouen; Bazire, courtier, à Maromme; Duchesnay, ébéniste, au Havre 4e canton, et Renaudel, à Sotteville; Tulève, typographe à Rouen, 6e canton.

Dès le premier tour, tous les camarades sont battus, sauf Renaudel arrivant en tête des républicains; mais, au second tour, les radicaux donnent leurs voix au réactionnaire qui [illegible] élu avec 150 voix de majorité.

F[illegible]connet, très malade, quitte la région et s'en va mourir [illegible]ques mois après près de Nice, à Vence, et le Parti perd en lui une haute intelligence, un dévouement à toute épreuve. [illegible]rck, avait déjà dû quitter le Havre à la recherche d'une [illegible]ion; Sarot a groupé les métallurgistes, mais il a quitté [illegible]Deville, lui aussi, à la recherche d'un gagne-pain, car les [illegible]ons ne connaissent pas la liberté d'opinion en Norman-

die, et les ouvriers ne savent pas encore défendre les leu

Malgré l'effort réalisé, les résultats n'ont pas été suf sants pour créer *Le Peuple* quotidien, après tous les assa subis, un peu de découragement se manifeste, le *Peuple* he domadaire cesse sa publication le 14 août 1904, et Renau rentre à Paris.

Quelques mois de repos, l'entrée en lice de nouveaux mi tants, puis sur de nouveaux frais, la Fédération sociali retournera à la conquête de la liberté pour tous.

A la veille de la fondation de la section française de l'I ternationale ouvrière, la F dération comptait les Group suivants :



CHEVALLIER, Conseiller d'arrond'

1. Union socialiste roue naise ; 2. Le Combat de Sai Sever ; 3. Comité d'initiati électorale de Sotteville ; Union républicaine sociali du Havre ; 5. Ni Dieu, ni M tre, du Havre ; 6. Etudes s ciales du Petit-Quevilly ; 7. Réveil du Grand-Quevilly 8. Evolution de Lillebonn 9. Réveil social de Pont-A demer ; 10. Avenir Intern tional de Saint-André-d l'Eure ; 11. Réveil social Darnétal ; 12. Groupe de Mi-Voie ; 13. Oissel ; 14. Elbeuf ; 15. Caudebec ; 16. Pont-d l'Arche ; 17. Bolbec ; 18. Deville ; 19. Maromme ; 20. N.-D de- Bondeville ; 21. Monville ; 22. Malaunay ; 23. La Houlm 24. Barentin ; 25. Notre-Dame-de-Franqueville.

Après le départ de Lepez, le secrétariat fut confié à Vic et la trésorerie fédérale à Victor Gotté. Sur l'initiative Comité de Sotteville, la Fédération donne son adhésion

P. S. F. où siégeaient Jaurès, Briand, Viviani, Renaudel, Poisson, Uhry, Cipriani, etc...

La Fédération de Seine-Inférieure avait incorporé les groupes de l'Eure; elle envoya ses propagandistes défricher le terrain et participa aux campagnes électorales des militants de ce département.

C'est la Fédération de Seine-Inférieure et Eure qui organisa, à Rouen, le Congrès du P. S. F. à la salle du Cirque, où après trois jours de débats auxquels prennent part Jaurès, Revelin, Briand, Viviani, Renaudel, Poisson, Jean Longuet, le Congrès vota la résolution d'unification, répondant à l'invitation de l'Internationale à Amsterdam demandant aux socialistes français de réaliser leur unité. Au Congrès du Globe, la Fédération fut représentée par P. Renaudel, V. Gotté, Prévost et Bazire.

H. **L'Unité socialiste. — Les Congrès. L'action fédérale.**

La Fédération étant imprégnée de l'esprit unitaire, la fondation de la Section française de l'Internationale ouvrière fut accueillie avec joie par les socialistes de Seine-Inférieure.

Dès leur retour du Congrès de Paris, avril 1905, Gotté, Prévost et Renaudel, délégués de la Fédération, prièrent le Conseil fédéral de s'assembler en vue de l'unification définitive des forces socialistes départementales. Le Conseil fédéral, réuni le 28 mai 1905, votait les deux ordres du jour suivants :

La Fédération de la Seine-Inférieure et de l'Eure (ancien P. S. F.) décide de provoquer la réunion d'un Congrès d'unification auquel seront invités les groupements autonomes ou ayant appartenu à d'anciennes organisations dans les deux départements.

La Fédération propose que ce Congrès se tienne à Elbeuf le 18 juin. Elle charge, dès maintenant, les citoyens Alleaume, Enoé, Gotté de

[illegible] statuts qui pourra servir de base à la discussion [illegible]

[illegible] les Groupes de Marommc, d'Elbeuf, d'Ezy et [illegible]. Le Groupe socialiste rouennais a avisé, en outre, la Fédé[illegible]rait à une réunion unitaire *Le Réveil Social* des six [illegible] (ancien P. O. S. R.)

⁂

[illegible], en présence des défections qui viennent de se pro[illegible] Parti unifié, espère que les Fédérations sauront, s'il est [illegible] aux élus dépendant d'elles, les décisions prises en [illegible] libres discussions du Congrès d'unité, et les leur [illegible].

[illegible] toute autre attitude constituerait un manquement à [illegible] Fédérations ne voudront pas assumer les [illegible].

Le Congrès se tenait le 25 juin 1905, à Elbeuf. Pierre [illegible], J.-L. Breton, Louis Dubreuilh, représentaient le Conseil national de la S. F. I. O. et le groupe socialiste du Parlement.

Tous les groupements étaient représentés ou avaient envoyé leur adhésion à l'unanimité; les dispositions définitives, consacrant l'unité complète dans les deux départements de la Seine Inférieure et de l'Eure, furent adoptées par acclamations, et un ordre du jour vigoureux contre le militarisme international et le patriotisme capitaliste fut voté à l'unanimité. Hanriot, du Havre, et V. Gotté, de Rouen, furent désignés comme délégués du Conseil national.

Le Bureau fédéral fut ainsi composé: Secrétaire général: Viche; secrétaire adjoint: Enoé, en remplacement de Viche; trésorier: V. Gotté. Lorsque Enoé devint secrétaire, il est remplacé par Dufour au poste de secrétaire adjoint.

A partir de ce Congrès, la vulgarisation des idées socialistes fut entreprise dans les campagnes et bientôt de nouveaux groupes vinrent augmenter les effectifs fédéraux; les deux premiers furent ceux de Graville et Gisors.

Viche s'était spécialisé dans la propagande syndicale et fut appelé au secrétariat de la Bourse du Travail de Rouen, et remplacé au secrétariat de la Fédération par Enoé, qui remplit son mandat plusieurs années durant. En 1906, Tilloy remplaçait Gotté à la Trésorerie fédérale.

Aux élections législatives de 1906, la Fédération déclanche une vigoureuse offensive contre les forces de conservation sociale; à Rouen, Tilloy aida à renverser le célèbre Borgnet. Viche, quoique malade, accepte par devoir de prendre la suite de Renaudel, dans la circonscription du marquis de Pommereu; sa campagne acharnée contre la réaction, dans la partie rurale du pays, amena le tiers des votants à s'affirmer sur son nom.

A Elbeuf et au Havre, les candidats socialistes menèrent de bonnes campagnes de semailles, prélude de succès futurs, et Tilloy, un an après, enlevait le premier siège du Conseil d'arrondissement pour conquérir en 1910, définitivement, le canton de Sotteville-les-Rouen. Tilloy étant élu conseiller général, Delaville, adjoint au maire de Sotteville, vieux militant du Parti, fondateur du Groupe de cette ville en 1889, le remplaçait au Conseil d'arrondissement.



TILLOY
Maire de Sotteville-les-Rouen
Conseiller général

Vers le milieu de 1906, Ernest Poisson, jeune avocat de Caen, s'installe à Rouen. Il crée le journal hebdomadaire *Le Semeur,* dont la publication continua jusqu'en 1912, avec Tilloy comme rédacteur après le départ de Poisson en 1908.

En juillet 1907, Viche publie dans *Le Semeur* un télé-

gramme de Lepez lui annonçant la révolte du 17ᵉ. Les commentaires de Viche, approbateurs de la révolte, sont poursuivis en Cour d'assises. Viche, rédacteur, et Hébert, gérant du *Semeur*, sont condamnés chacun à trois mois de prison sans sursis.

En 1908, R. Desprès est secrétaire fédéral ; Leteurbé, secrétaire adjoint ; Tilloy, trésorier.

Pendant cette période, la propagande ne chôma point ; Tilloy parcourut les villes et les villages, faisant alterner les causeries éducatrices avec les conférences publiques, éveillant de nouvelles consciences socialistes. Bazire, le plus ancien militant de la Fédération, doublait sa propagande pour la Libre-Pensée de l'action pour le Parti socialiste ; Baudouin également participèrent à l'œuvre d'ensemencement socialiste.

A Fécamp, Lemierre, Richard, Legendre entreprennent de défricher la région ultra-cléricale.

A Rouen, Waroquier, l'organisateur de l'Association syndicale des Agents des Contributions indirectes, orateur de talent, adhère au Parti.

A Dieppe, Briard, instituteur, adhère au Parti avec quelques autres camarades. Briard sera bientôt la tête de Turc de l'Administration académique.

I. L'affaire Durand

C'est pendant cette période qu'eurent lieu les grèves importantes des dockers du Havre et de Rouen, et aussi la grève des charbonniers du Havre. C'est au cours de cette dernière grève qu'eurent lieu les incidents tragiques du 9 septembre 1910 et le meurtre de l'ouvrier jaune Dongé, au cours d'une rixe qu'il avait provoquée.

Le lendemain, Jules Durand, secrétaire du Syndicat des charbonniers et les autres membres du bureau fédéral furent appelés chez M. Ducrot, directeur de la Compagnie générale transatlantique, qui voulut exiger de Durand, la promesse

que le travail reprendrait ; devant le refus du secrétaire syndical, le Directeur proféra la menace suivante : *Vous le regretterez, Durand, n'oubliez pas qu'il y a eu l'assassinat d'un homme.*

Dans la huitaine suivante, Durand fut arrêté. Il ne fut pas accusé d'avoir pris une part quelconque à la rixe puisque Durand ne se trouvait pas sur les lieux du drame, mais d'avoir préparé et machiné l'exécution de Dongé.

Traduit devant la Cour d'assises de Rouen, avec les auteurs du meurtre, ces derniers se voyaient infliger une peine variant de 8 à 15 ans de travaux forcés ; Durand fut condamné à la peine de mort. Au prononcé du jugement, Durand se leva et dit : *Vous frappez un innocent,* et la veuve de la victime, présente à l'audience, ne put retenir ce cri : *Bien sûr que Durand est innocent de la mort de mon pauvre mari* (1)..



DESCHEERDER
Adjoint au maire du Havre

Le Comité de défense de Durand, dont Descheerder, aujourd'hui adjoint au maire du Havre, était président, fit la preuve qu'un véritable racolage de faux témoins avait été fait par le patronat et obtint des rétractations personnelles de deux des principaux témoins. Les débats furent conduits avec une partialité révoltante et le jury condamna impitoyablement l'innocent.

Les frères Boyer, trésoriers du Syndicat, également poursuivis, furent acquittés.

(1) *Publication de l'exposé de l'affaire Durand*, par le Secrétaire de la Section Havraise de la *Ligue des Droits de l'Homme.*

Après avoir attendu quarante jours le décret de grâce, [illegible] Durand devint fou quelques mois après et fut interné [illegible] asile où il est encore. Le père Durand mourut de [illegible]

[illegible] socialiste, l'Union des Syndicats, la Section de la [illegible] des Droits de l'Homme, participèrent à une campagne [illegible], le journal du regretté Hanriot (mort en 1916), [illegible] *du Havre*, en permet l'intensification, les brochures, les tracts, entraînèrent un mouvement d'opinion public [illegible] Cour de Cassation prononça la révision du jugement [illegible] ayant affirmé que Durand avait fait voter la peine de mort à Dongé, s'étant formellement rétractés en indiquant au conseiller rapporteur, chargé de l'enquête, dans quelles conditions on avait obtenu leur témoignage.



F. [illegible]
Secrétaire fédéral

Un des condamnés, Mathieu, s'est suicidé à l'île de Ré; Courlaide est mort à la Guyane et Lefrançois, dont l'innocence fut démontrée, — le Comité de défense en fournit la preuve, — bien qu'ayant accompli ses 8 années de travaux forcés, ne peut obtenir de rentrer en France. Ce qu'avait voulu atteindre le patronat, c'était par dessus la tête de Durand, le Syndicat, qu'il fallait détruire. Durand et les frères Boyer avaient fortement organisé les charbonniers et il fallait faire à tout prix disparaître cette source d'inquiétudes pour la Compagnie en brisant le syndicat redouté.

La Fédération socialiste de Seine-Inférieure a tenu ses Congrès à Rouen, Oissel, Le Havre, Lillebonne, Caudebec-les-Elbeuf, Fécamp, Petit-Quevilly, Grand-Quevilly, et en 1914, elle est devenue une puissance dont l'influence politique rayonne sur tout le département.

De 7 groupes qu'elle comptait à son origine, elle est passée à 28 sections à Rouen, Le Havre, Elbeuf, Sotteville-les-Rouen, Caudebec-les-Elbeuf, Darnétal, Deville, Dieppe, Fécamp, Grand-Quevilly, Petit-Quevilly, Graville, Maromme, Montivilliers, Mont-Saint-Aignan, Oissel, Notre-Dame-de-Bondeville, Orival, Saint-Etienne-du-Rouvray, Monville, Le Tréport, Saint-Valéry, Barentin, Malaunay, Grand-Couronne, Petit-Couronne, Froberville, Eletot, Bolbec.

A R. Desprès succèdent comme secrétaires fédéraux : Grémont, instituteur en 1910; Jean Desprès en 1912.

J. L'orientation fédérale de 1916 à 1920. La grève des Cheminots. — Les résultats.

Jusqu'en 1916, la Fédération est pour la thèse majoritaire de la défense nationale. Au Congrès de décembre, Gustave Courage représente 10 mandats minoritaires et Tilloy 21 majoritaires. Au Congrès national de 1917, c'est Courage qui représente 21 mandats, et Tilloy 10. En mars 1918, Courage est nommé secrétaire fédéral; Bachelet secrétaire adjoint; Duruflé, trésorier. Fin 1919, la Seine-Inférieure compte 2.030 adhérents au Parti. Gilles est nommé trésorier.

Au lendemain de la guerre, la Fédération a donc pris un essor nouveau; de jeunes militants: Paul Bazin, maire du Petit-Quevilly; Maurice Silvestre, maire de Maromme; Gustave Courage, l'actif secrétaire fédéral, sont venus apporter aux vieux militants Bazire, Gilles, Lepez, Gustave Descheerder, le concours de leur enthousiasme et de leur foi so-

cialiste. Aussi, est-ce avec entrain que la Fédération aborda les élections multipliées de novembre, décembre 1919.

Aux élections législatives, la campagne des candidats socialistes détermina un véritable courant en faveur des idées socialistes, plus de 40.000 suffrages, un tiers du corps électoral, c'est pour demain l'effondrement de la bastille bourgeoise que constituait la Normandie; aux élections cantonales, 3 élus au Conseil général : Bazin, Tilloy, Le Chapelain; 3 élus au Conseil d'arrondissement; 3 maires, 7 adjoints, 155 conseillers municipaux.

Gustave Courage et Bachelet, secrétaires fédéraux, ont été arrêtés pendant la grève des cheminots de 1920, sous le ridicule prétexte d'avoir comploté contre la sûreté de l'Etat, et 143 militants sont condamnés à 2 et 4 mois de prison sans sursis pendant qu'on en révoque plus de 300. Les persécutions n'arrêtent point l'idée et ce n'est ni par des emprisonnements, ni par des coups de fusil, qu'on l'empêche de faire son chemin.



BACHELET
Ancien secrétaire-adjoint fédéral

Depuis l'arrestation de Courage, le secrétariat fédéral est confié à Mellier.

La Seine-Inférieure vient au Socialisme, aucune force ne l'arrêtera.

Liste des Groupes et nombre de leurs adhérents en 1920

1. Amfreville-la-Mi-Voie	46	4. Caudebec-les-Elbeuf	[illegible]
2. Barentin	23	5. Cléon	[illegible]
3. Bapeaume	46	6. Petit-Couronne	[illegible]

7. Grand-Couronne	25	29. Grand-Quevilly	60
8. Darnetal	120	30. Rouen	260
9. Deville-les-Rouen	22	31. St-Aubin-Jouxte-Boul.	30
10. Dieppe	40	32. Sanvic	20
11. Elbeuf	85	33. St-Etienne-du-Rouvray	75
12. Fécamp	125	34. St-Nicolas-d'Aliermont	35
13. Froberville	30	35. St-Valéry-en-Caux	5
14. Gournay	50	36. St-Jean-du-Cardonnay	17
15. Graville	10	37. Sotteville-les-Rouen	150
16. Harfleur	65	38. Torcy-le-Grand	24
17. Le Havre	164	39. Torcy-le-Petit	17
18. Le Houlme	48	40. Le Tréport	50
19. Maromme	55	41. St-Pierre-les-Elbeuf	60
20. Malaunay	10	42. Serqueux	80
21. Martin-Eglise	20	43. Canteleu	9
22. Mont-St-Aignan	20	44. Bolbec	en formation
23. Montivilliers	20	45. Monville	en formation
24. Notre-Dame-Bondeville	31	46. Tourville-la-Rivière	20
25. Neuville-les-Dieppe	20	47. Dieppedalle	9
26. Oissel	112	48. Eletot	3
27. Orival	21	Total	2.447
28. Petit-Quevilly	190		

K. La Fédération sur le terrain électoral de 1905 à 1920. Elections sénatoriales.

En 1909, la Fédération présente cinq candidatures de principe : Bazire, Delaville, Gauthier, Lemeux, Pecqueux ; ils obtinrent de 15 à 18 voix devant le Collège sénatorial.

En janvier 1920, la Fédération renouvelle ses affirmations avec Tilloy 87 voix, Le Chapelain 76, Waroquier 72, Gilles 68, Allaume 67.

Les Elections législatives de 1905 à 1920

1906		Candidats	Voix
1re Circonscription	du Havre	Lecomte	807
2e —	du Havre	Goré	502
1re —	de Rouen	Tilloy	414
9e —	de Rouen	Pierre Viche	2.296
—	de Rouen	Martin	1.100
4e —	de Rouen	Oscar Sarot	538
		Total	5.657

1910	Candidats	Voix
[illegible] circonscription du Havre . . .	Nordet	1.232
[illegible] du Havre . . .	Le Chapelain	678
[illegible] du Havre . . .	Legendre	218
[illegible] de Rouen . . .	Waroquier	687
[illegible] de Rouen . . .	Tilloy	4.870
[illegible] de Rouen . . .	Poisson	1.874
[illegible] de Rouen . . .	Bazire	458
	Total.	10.017

1914	Candidats	Voix
[illegible] circonscription de Dieppe. . .	Leymarie	512
[illegible] de Dieppe. . .	Gicquet.	70
[illegible] du Havre . . .	Le Chapelain	2.775
[illegible] du Havre . . .	Lartigue	3.089
[illegible] du Havre . . .	Richard	310
[illegible] de Rouen. . .	Waroquier	837
[illegible] de Rouen . . .	Tilloy	4.890
[illegible] de Rouen . . .	Poisson.	4.336
[illegible] — de Rouen . . .	Bazire	3.704
[illegible]	Delaville	624
[illegible]	Courmont	736
	Total	21.888

1919

Scrutin de liste

Votants.		142.913
[illegible]		12.922
Liste du bloc national (tous élus)		95.622
Liste socialiste (aucun élu). . .	Bazin.	40.920
	Bazire	40.613
	Courage	41.063
	Descheerder.	40.266
	Gilles.	40.667
	Hauchecorne	40.465
	Le Chapelain	41.449
	Montagne.	41.039
	Poisson.	41.739
	Tilloy.	42.770
	Waroquier	41.118
	Moyenne.	41.101

Sauf quatre communes dans le canton de Buchy, la liste socialiste a eu des voix dans toutes les communes et une révélation fut le résultat obtenu dans les communes rurales.

Elections cantonales de 1907 à 1920

En 1907

Canton de Maromme : Bazire, 227 voix.
— de Sotteville : Tilloy, 1.552 voix ; élu conseiller d'arrondissement au 2e tour par 2.005 voix contre 1.160 à Magniez.
4e canton de Rouen : Viche, 300 voix.
6e canton de Rouen : Tulève, 420 voix.
Canton du Havre : Lartigue, 1.100 voix.
Canton du Grand-Couronne : Lucas, 560 voix.

En 1910

Conseil général

Canton de Sotteville.	Tilloy	1.970 (Elu)
6e canton de Rouen	Albert Lepez. . . .	515

Conseil d'arrondissement

Canton de Sotteville.	Delaville.	1.857 (Elu au 2e tour)

En 1913

Canton de Sotteville.	Delaville	2.295 (Elu)

En 1919

Conseil général

Canton du Grand-Couronne .	Bazin	1.751 (Elu)
— de Maromme	Meslier	1.287
— de Montvilliers. . . .	Groult.	563
— de Fécamp	Gissot	719
— de Sotteville.	Tilloy	2.714 (Réélu)
4e canton du Havre	Le Chapelain . . .	2.677 (Elu)
6e — du Havre	Fouré	214

Conseil d'arrondissement

Canton d'Elbeuf	Lebret.	3.512 (Elu)
— du Grand-Couronne .	Chevalier	1.605 (Elu)
— de Fécamp	Panchout	310
— de Sotteville.	G. Courage	2.778 (Elu)
2e canton du Havre	Montagne	501

Le 9 octobre 1920, au scrutin de ballottage dans le 4e canton du Havre, par 250 voix de majorité sur le candidat du Bloc national, le camarade Guittard, instituteur, est élu conseiller général en remplacement de Le Chapelain, démissionnaire par raison de santé.

Les Elections municipales de 1907 à 1920

Elections municipales 1908

[illegible] liste socialiste est réélue avec [illegible]

[illegible] élus sur une liste de coalition.

[illegible] 7 élus socialistes pour 383 [illegible]

[illegible] sur liste de coalition.

[illegible] 5 élus sur liste de coalition.

[illegible] 7 candidats obtiennent 553 voix.

[illegible] candidats obtiennent 530 voix.

[illegible] obtient 4.140 voix.

[illegible] Aignan, 3 candidats obtiennent 35 voix.

[illegible] la liste de coalition avec les socia- [illegible]

Elections municipales 1912

[illegible] Deville, Dieppe, Elbeuf, Fécamp, [illegible] Graville-Ste-Honorine, Le Havre, Lillebon- [illegible] Montivilliers, Mont-Saint-Aignan, Oissel, Pe- [illegible] Saint-Etienne-du-Rouvray, Sotteville- [illegible] etc., 25 listes sont présen- [illegible] 5 Conseils municipaux, dont un entièrement socialiste, celui de Sotteville-les-Rouen. A Darnetal, 5 élus, à Oissel 1, à Saint-Etienne-du-Rouvray, la liste ouvrière est élue. Au Havre, 3 socialistes élus sur une liste de R. P.

Elections municipales 1919

Municipalité conservée : Sotteville-les-Rouen, liste entière, Tilloy, maire.

Municipalités conquises : Maromme, 18 sur 23, Silvestre, maire ; Petit-Quevilly, liste entière, Bazin, maire ; Saint-Etienne-du-Rouvray, 10 élus socialistes sur 23 ; Grand-Quevilly, 6 élus sur 16 ; La Mi-Voie, 5 élus sur 12 ; Saint-Nico-

las-d'Aliermont, 2 sur 15; Ancourt, 2 sur 10; Darnétal, 1 sur 23; Barentin, 1 sur 23; tous ces élus présentés sur des listes socialistes.

Les listes socialistes de Oissel, Le Tréport, Martin-Eglise, Dieppe, Neuville, Rouen furent battues, ainsi que les listes socialistes incomplètes de Harfleur, Fécamp, Mont-Saint-Aignan, Gournay, Ferrière, Deville, Sanvic.

Au Havre, sur une liste de R. P. 11 conseillers socialistes sur 35 et un adjoint socialiste Descheerder. A Elbeuf, sur une liste de coalition républicaine, 12 élus socialistes sur 27, un adjoint socialiste; à Caudebec-les-Elbeuf, coalition républicaine, 10 élus socialistes sur 23, un adjoint socialiste; à St-Aubin, coalition républicaine, 9 élus sur 23; à Orival, coalition républicaine, 4 socialistes sur 12; à Monville, coalition républicaine, 1 sur 32; à Tourville, coalition républicaine, 5 sur 12; à Cléon, coalition républicaine, 3 sur 12; à St-Valéry, 1 sur 12; à Malaunay, liste coalition républicaine, 1 élu; à Froberville, 2 sur 12.



BAZIN
Maire de Saint-Etienne-du-Rouvray
Conseiller général

La Fédération engagea la lutte dans 23 communes, avec des listes socialistes, elle obtint 99 élus, ses groupes prirent part à des listes de coalition dans 10 communes, ils obtiennent 60 élus, au total: 3 maires, 7 adjoints, 159 élus socialistes dans 20 Hôtels de Ville.

Le 25 mai 1920, des élections municipales ont lieu à Tourville-la-Rivière. Le candidat socialiste fut élu par 63 voix

contre 37. Le Conseil fut ainsi composé de 6 socialistes et de 6 élus du Bloc national. Election complémentaire le même mois à Saint-Etienne-du-Rouvray, par suite de la démission du maire. Les 3 socialistes élus font passer la majorité à ces derniers qui ont 13 élus sur 23. C'est donc une nouvelle municipalité conquise au Parti.

L. L'œuvre d'une municipalité socialiste en Seine-Inférieure

E. Gahineau est le premier socialiste qui entre au Conseil municipal de Sotteville-les-Rouen, aux élections complémentaires du 19 juin 1887. Elu le 13 mai 1888, battu le 24 juillet 1892, il obtient à nouveau les suffrages de la population ouvrière le 10 mai 1896, avec Lucas, Carlier, Grisel, Delaville, Saunier, Texier, Hagron, Cresson, Annest, Lecesne, etc.



SILVESTRE
Maire du Petit-Quevilly

Carlier est élu maire ; Lucas et Gahineau sont adjoints.

En 1897, Carlier donne sa démission de maire et est remplacé par Gahineau. Aux élections du 13 mai 1900, 25 socialistes sont élus sur 27 candidats présentés, et l'administration est ainsi composée : Gahineau, maire ; Annest et Perroy, adjoints.

Depuis 1904, toute la liste socialiste est élue constamment.

Tilloy entre au Conseil en 1908. Il est désigné comme adjoint, mais ne peut cumuler cette fonction avec son emploi

ıstituteur; il est mis en demeure de démissionner par ıtorité supérieure; Delaville et Grisel assureront les fonc- ns d'adjoints jusqu'à leur décès.

Gahineau reste maire jusqu'en 1912, mais à cette époque n état de santé ne lui permet plus d'assurer ces fonctions, c'est Tilloy qui prend sa place qu'il conserve encore.

Pendant la guerre, il faut déplorer la mort de trois bons ilitants; c'est d'abord Grisel, décédé le 21 octobre 1915; ahineau, le 4 novembre 1917; et Delaville, le 18 novembre ı18.

Durant son séjour à la mairie, la municipalité socialiste de otteville a procédé à l'acquisition de l'Eldorado pour en ire une salle de fêtes, en même temps qu'une salle de réu- ons syndicales. Elle a également acquis le bois de la « Ga- nne » mis gracieusement à la disposition du public.

Elle a construit deux groupes scolaires: l'*Ecole Renan* et Groupe *Jean-Jaurès;* un Hospice de vieillards a été égale- ent installé; un abattoir moderne a permis de supprimer les eries particulières, dont l'hygiène avait quelque peu à souf- ir.

L'eau potable est distribuée dans la ville et pourra être rochainement mise à la disposition des habitants dans les gements particuliers.

La municipalité a également réorganisé le service des ıntines scolaires et institué la gratuité des fournitures clas- ques aux élèves de nos écoles communales. Elle a participé ısi à l'organisation de trois expositions ouvrières.

Fédération de la Somme

A. Avant 1885. — Les élections de 1885. La Coopérative "l'Union". Les premiers groupes.

Babeuf, liquidateur des biens nationaux à Roye, où il eut des démêlés avec la municipalité, puis administrateur du district de Montdidier ne fit pas de prosélytes dont le nom soit passé à la postérité, dans le département de la Somme; mais les origines du mouvement ouvrier en Picardie datent de l'époque où le Parti ouvrier en était à ses premiers pas dans la voie de l'organisation, quelques années après les tueries du Père-Lachaise et de Satory.

Cependant, il convient de signaler qu'un embryon de section de l'Internationale, ramification de celle de la rue des Gravilliers à Paris, s'était ébauchée à Amiens, en octobre 1864; elle n'eut aucune action, mais un de ses membres, Frédéric Petit, plus tard devint maire d'Amiens et sénateur de la Somme.

En 1878, une Chambre syndicale des ouvriers réunis, se forma à Amiens, et à la fin de la même année, un groupement syndical sous le même titre réunissait quelques ouvriers d'Ailly-sur-Somme, en même temps qu'à Moreuil quelques ouvriers se groupaient en Société coopérative.

Ces trois organisations furent les ancêtres de la Fédération Socialiste de la Somme et le point de départ du mouvement ouvrier; elles envoyèrent chacune un télégramme de sympathie au Congrès de Marseille, d'où sortit, en 1879, le Parti ouvrier.

L'année suivante, l'*Egalité*, de Jules Guesde, publie dans son numéro 1 de la 2e série, daté du 21 janvier 1880, le pre

gramme et adresse des socialistes révolutionnaires français; il porte les signatures de 31 citoyens d'Ailly-sur-Somme et dans son numéro du 25 février 1880, l'*Egalité* annonce la constitution du « *Groupe d'Etudes sociales d'Amiens* ».

Enfin, le 31 octobre de la même année, l'*Emancipation*, quotidien socialiste publié à Lyon, sous la direction de Benoît Malon, rendant compte de conférences socialistes, annonce la volonté des travailleurs des cantons de Boves, Corbie et Conty de s'organiser.

On retrouve trace de l'action de ces premiers groupements dans le compte rendu de conférences données successivement à Amiens, par Jules Guesde, Chabert et E. Fournière.

Les procès-verbaux des Congrès du Havre et de Saint-Etienne ne mentionnent point la présence de délégués picards mais on peut admettre que les premiers militants ouvriers optèrent au début pour la majorité de Saint-Etienne, puisqu'au Congrès possibiliste de Rennes, en 1884, les travailleurs d'Amiens étaient représentés.

En 1883, les socialistes de Lille imprimaient une édition spéciale de leur journal à l'usage des travailleurs d'Amiens et de Villers-Bretonneux; ce journal s'appelait *Le Citoyen*.

En 1884, Eugène Fournière donna une nouvelle conférence à Amiens, et aux élections du scrutin de liste de 1885 une liste de candidats socialistes affronta le suffrage universel.

Composée de 8 candidats, ils obtinrent respectivement : Quesnel, 1.334 voix; Arronsart, 1.334; Hamet, 1.203; Coutant, 1.189; Eug. Fournière, 1.117; Lefebvre, 1.111; Maissin, 1.105; Lecat, 1.060.

En 1888, une grève de tisseurs éclate, elle dure plusieurs semaines. *L'Homme Libre*, organe socialiste de Paris, organise une souscription en faveur des grévistes; il s'inscrit pour une somme de 500 francs. L'un de ses rédacteurs, Féline, est envoyé à Amiens et y demeure pendant un mois.

Avec le concours de Véchard, très populaire dans les milieux ouvriers, il fait des conférences quotidiennes et aide à la formation de syndicats et du Comité socialiste, transformé plus tard en Groupe l'*Union républicaine socialiste*. Une conférence faite à l'Alcazar, par Edouard Vaillant, du Comité révolutionnaire central, procure 300 francs de bénéfices pour les grévistes. Le Parti socialiste a l'honneur, avec Féline, Vaillant et Véchard, d'avoir fait les premiers efforts pour l'organisation syndicale.

Aux élections de 1889, la bataille boulangiste jette les socialistes d'Amiens contre le revisionnisme et la réaction; aussi ne présentent-ils pas de candidats, mais 4 ans plus tard, en 1893, leur candidat, Boucher, obtiendra 3.279 voix dans la 1re circonscription d'Amiens, et le socialiste Calais rassemblera 312 suffrages aux mêmes élections dans l'arrondissement de Doullens.



DUTILLOY

En 1890, Louis Besse, de l'agglomération parisienne du Parti ouvrier, après une campagne de conférences à Amiens et dans les environs, publie le 18-25 mai le *Peuple picard*, organe hebdomadaire républicain socialiste.

En mai, à une élection cantonale, Delcuppe, candidat socialiste, secrétaire de l'*Union républicaine socialiste*, obtient 601 voix.

Au Congrès syndical de Calais, en octobre, Louis Besse représente les organisations syndicales Amiénoises.

Sont représentés au 8e Congrès du Parti ouvrier, tenu à

Lille en novembre : Saleux : Comité d'action révolutionnaire ; Villers-Bretonneux : les Bonnetiers syndiqués.

En 1891, le P. O. S. R. d'Amiens avait un nombre important d'adhérents, ses militants jettent les bases d'une Coopérative d'alimentation, son développement considérable en fera ultérieurement une des plus importantes de France.

Il existait à ce moment-là à Amiens, *la Fédération locale des Syndicats ouvriers,* le groupe l'*Union démocratique* et le *Groupe des socialistes picards*, enfin un autre groupement, dont l'organe était *Le Réveil de la Somme*, fondé par Dutilloy ; c'est des efforts réunis de divers éléments appartenant à ces groupements que sortit, en 1892, la Coopérative. Charles Verecque était secrétaire des *Socialistes picards;* il s'adresse au fondateur du *Vooruit*, de Gand, pour lui demander encouragement et conseil ; Anseele répondit par la curieuse lettre suivante :

Gand, 28 mai 1892.

Cher Compagnon,

Merci d'avoir pensé à moi. Pour faire une bonne Coopérative, il faut :

1° Quelques hommes qui savent ce qu'ils veulent, qui se comprennent, ayant confiance l'un dans l'autre et ne se jalousant pas, et qui veulent réussir ;

2° Un peu d'argent ;

3° Un règlement bref, mais dont tous les articles soient exécutés avec dignité, mais sans sévérité ;

4° Un contrôle constant et sérieux ;

5° Des employés bien payés, mais tout à fait à la hauteur de leur métier ;

6° Un Comité d'administration qui ne connaît que le développement de la Coopérative et qui ne recule devant aucune mesure, si sévère soit-elle, pour agrandir la société ;

7° Exiger tout au plus 10 heures de travail par jour régulier ;

8° Arborer le drapeau rouge et dire ouvertement aux ouvriers que la Coopérative n'est pas le but, mais seulement un moyen d'organisation et pour avoir de l'argent pour la propagande socialiste ;

9° Commencer avec une boulangerie ou une épicerie ;

10° Ne jamais commencer par un magasin de confection, de chaussures ou autres moyens de production.

Salutations sincères.

Ed. Anseele.

Les conseils du coopérateur belge furent entendus et l'*Union d'Amiens* prospéra rapidement.

En 1892, la municipalité ouvrière de Villers-Bretonneux adhéra au P. O. F. du Nord.

En 1895, des jeunes ouvriers fondèrent à Amiens une Jeunesse socialiste du P. O. F., mais le P. O. S. R. avait toujours la prédominance politique dans les milieux ouvriers de la capitale de Picardie. Ses membres étaient à l'*Union* et à la tête des Syndicats constitués en 1890, faisant suite aux Chambres syndicales de 1880.

Les premières corporations organisées furent les ouvriers tisseurs, fileurs et similaires, les teinturiers apprêteurs, et les typographes, puis les couvreurs-zingueurs, plombiers, les ouvriers en chaussures, l'habillement, le bâtiment, etc., etc.

En 1896, ils fondèrent la Bourse du Travail dont le premier secrétaire fut Jules Malbranque, des chemins de fer.

A Abbeville, une conférence de Jules Guesde avait laissé des disciples, les professeurs Rosselin et Jullion. Ils fondèrent, en 1898, un Groupe du P. O. F. qui eut quelque influence politique à son heure, et dont les militants créèrent une « Maison du Peuple » où se réunissaient les adhérents des organisations socialistes et syndicales dont ils provoquèrent la création et la constitution en Union des Syndicats au cours de 1903.

En 1898, Compère-Morel, puis Alexandre Zévaès donnèrent des réunions dans la Somme, appelés par les militants d'Abbeville. Ces derniers réussirent à fonder des Groupes du P. O. F. à *Pont-Rémy* et à *Saint-Valéry,* tandis que les militants du P. O. S. R. d'Amiens fondaient des Groupes au *Vimeu*, Groupe central socialiste ; à *Tully*, Groupe socialiste « L'Ouvrier » ; à *Escarbotin,* Groupe « En Avant ».

B. La Fédération départementale. Sa propagande. — Ses affirmations électorales.

Après le Congrès Wagram, la Section du Parti ouvrier d'Abbeville renouvelle sa confiance au P. O. F. au moment même où la réunion plénière du Groupe central du P. O. S. R. d'Amiens décide la fondation d'une Fédération Socialiste départementale.

Elle est constituée au Congrès tenu à Amiens, le 16 septembre 1900, au bal de la Polaise, rue Saint-Maurice.

Elle comprend les Groupes d'*Amiens,* ceux d'*Escarbotin, Vimeu, Tully,* le Comité socialiste royen de Roye, et le Groupe des *Travailleurs picards* de Paris.

Son bureau fédéral est composé de: Adrien Fauga, secrétaire général; Arsène Lesenne, secrétaire adjoint; Chatelet, trésorier; Bidault, trésorier adjoint; Garet (Adrien), archiviste.

En 1901, la Fédération socialiste de la Somme tient son Congrès le 22 septembre 1901, salle Degouy, chaussée Saint-Leid, à Amiens.

Aux élections législatives de 1902, Gaillet, dans la première d'Amiens, obtint 702 voix.

De son côté, la Section d'Abbeville, avec l'aide du Conseil national du P. O. F., présentait des candidats U. S. R. dans toutes les circonscriptions, afin de pratiquer des sondages en de diriger la propagande ultérieure pour la création de gı pes.

Les candidats U. S. R. étaient: *première d'Abbeville:* Duour; *deuxième d'Abbeville:* J.-Laurent Clément; *première 1miens:* Quesnel; *deuxième d'Amiens:* A. Léopold; *Doul-* Hennequin; *Montdidier:* Bayard; *Péronne:* Titrau.

Ces candidatures furent lancées par la voie de la presse, déclarations légales envoyées à la Préfecture. Quelques etins envoyés à un nombre restreint d'électeurs.

Au total, les candidats U. S. R. recueillent 8.507 voix dans le département.

A une élection municipale complémentaire en décembre 1902, six socialistes : Malbranque, Garbado, Hévin, Tellier, Decourcelle, Dugrais, entrent à l'Hôtel de Ville d'Amiens, et rejoignent les citoyens Lecointe et Thierry élus en 1900.

La Fédération Socialiste de la Somme créa des Groupes socialistes : *L'Eglantine socialiste*, d'Albert ; *L'Espérance socialiste*, de Bussy-les-Daours ; *Union républicaine socialiste*, de Longueau ; le *Groupe Union socialiste*, de Saint-Léger-Domart ; le *Cercle d'Etudes sociales*, de Villers-Bretonneux ; la *Fraternelle socialiste*, de Woincourt ; la *Rénovation sociale*, de Marcelcave, et d'importants groupements cantonaux : l'*Action sociale*, de Rosières ; l'*Entente socialiste*, du canton de Moreuil, et l'*Avant-Garde socialiste*, de Corbie, Fouilloy et les environs.

Tous ces Groupes fonctionnaient régulièrement, ils furent dus à la propagande de Adrien Fauga, Mailly, Dutilloy, J. Cleuet, L. Lecointe (1), Garbado, Alph. Tellier, Jules Thierry, Rodrigues, Rosselin, Buignet, Stéphane Becquerelle, Paul Hévin, dont l'inlassable propagande portait ses fruits. Un vaillant hebdomadaire, *Le Cri du Peuple*, appuyait efficacement leurs efforts.

Le 1^er^ mars 1903, Jules Guesde appelé par les Syndicats des tisseurs et teinturiers, fit une conférence à l'Alcazar d'Amiens, qui produisit une forte impression ; il écrasa un contradicteur socialiste chrétien, au milieu de l'enthousiasme général. Le lendemain, il parla dans le milieu ouvrier de Villers-Bretonneux sur le « Socialisme international » avec le même succès. En avril 1903, Compère-Morel est appelé à Rosières et à Moreuil.

Après le Congrès de Bordeaux qui maintint Millerand dans les rangs du P. S. F., la Fédération Socialiste de la Somme

---

(1) Voir photo et biographie, *La France Socialiste*, page 388.

en sépara et elle collabora, par la suite, aux pourparlers 'unité avec les Fédérations autonomes révolutionnaires de retagne, Yonne, Hérault.

Aux élections municipales de 1904, en raison du retrait e la liste libérale en faveur de la municipalité radicale du éputé Fiquet, il n'y eut plus d'élus socialistes, malgré les 000 suffrages en moyenne recueillis au 1er tour par la liste ıvrière et socialiste.

La même année, aux élections cantonales de juillet, les ocialistes du premier canton d'Amiens faisaient élire Luen Lecointe, conseiller gé- ıral.

L'unité socialiste fut aisé- ent réalisée; le Groupe Abbeville du P. S. D. F. ıtra en pourparlers avec Fédération autonome, ces ourparlers eurent pour suite ntrée du dit groupe dans organisation fédérale, dont huitième Congrès, tenu Saint-Léger-le-Domart, le r juin 1905, enregistra adhésion.



GASTON BUIGNET
Secrétaire du P. O. F. d'Abbeville

Le Congrès du 1er juin eut ie importance exception- ılle; il fut le point de départ une action intensifiée à tra- ers le département.

Plus de cinquante délégués étaient réunis sous la prési- ıce de Gaston Buignet, d'Abbeville, assisté de Guillouard, Saint-Léger et Albert Vasset. Le Congrès proclama la ansformation de la Fédération autonome en Fédération nitaire, et envoya son témoignage d'attachement à la Sec- ı française de l'Internationale ouvrière.

La Fédération compte, à ce moment, quatre organisations à Amiens, deux à Abbeville, deux à Albert, l'*Eglantine* et l'*Emancipation sociale*; tous les Groupes récemment formés et cités plus haut, en tout 21 groupements et trois en formation.

Lucien Lecointe et J. Cleuet rendirent compte du Congrès d'Unité: le Reglement fédéral fut adopté aux statuts généraux de la S. F. I. O. et le Bureau fédéral ainsi constitué:

Adrien Fauga, secrétaire général; Alphonse Tellier, trésorier; Lecureux, secrétaire adjoint; Gaston Buignet, d'Abbeville; Gustave Reimann, d'Albert; J. Cleuet, d'Amiens; Henri Omiel, de Fouilloy; Alcide Poiret, de Villers-Bretonneux.

Commission de contrôle: Eugène Cucu, d'Amiens; Joseph Noël, de Moreuil; Dargent, de Villers-Bretonneux.

L'action de la Fédération prit de l'ampleur; le tirage du *Cri du Peuple* augmente; dans un seul trimestre, près de 2.000 brochures éducatives et 1.000 *Pioupiou de l'Yonne* furent répandus et achetés.

A. Fauga, L. Lecointe, Dutilloy, J. Cleuet, Gabardo, G. Rodriques, d'Amiens; Buignet et Rosselin, d'Abbeville, multiplient les causeries et les réunions.

A Amiens, on donne au Théâtre les pièces d'un professeur de l'Ecole primaire supérieure, le socialiste Stephane Becquerelle: *Monsieur Travaille*, *Prométhée enchaîné*, l'*Enlisement*, elles sont acclamées par la population ouvrière.

A Abbeville, la section socialiste organise d'importantes manifestations au monument du Chevalier de la Barre, où accourent de nombreux républicains et où plus de 120 délégués de Libre-Pensée et Groupes socialistes assistent à l'inauguration (la maquette est du sculpteur Delhomme, de Saint-Quentin). Lecointe préside le meeting où G. Rodrigues et Jean Allemane glorifient la Libre-Pensée et le Socialisme, qu'ils font acclamer par la foule entonnant l'*Internationale*.

Dubreuilh, Cleuet parlent à Flixécourt, Beuvraignes, Candas, etc., etc... Compère-Morel se rencontre à Moreuil en conférence contradictoire avec l'avocat de l'*Action libérale* d'Amiens, contradicteur habituel des socialistes; quatorze adhésions au Groupe se font après cette conférence. Des Groupes se constituent ou se reconstituent à Quevauvillers, Picquigny, Ailly-sur-Somme, Roye, où Compère-Morel a donné une série de réunions, et où Stéphane Becquerelle, Rodrigues ou Cleuet sont allés former les sections du Parti.

C. Les Congrès fédéraux. — L'action socialiste. Les résultats.

P. Renaudel, Compère-Morel et V. Dejeante président le 9e Congrès, le 15 octobre 1905, à Amiens; 62 délégués, 80 mandats, 20 Groupes.

Le Congrès décide de présenter des candidats socialistes dans toutes les circonscriptions où cela sera possible. Sur la question du 2e tour, 40 mandats se prononcent en faveur de l'engagement réciproque de discipline républicaine, 30 pour la liberté de tactique aux Fédérations; un ordre du jour de vigoureuse protestation contre les poursuites et répressions anti-militaristes fut voté à l'unanimité.

Les radicaux affolés par le mouvement créé à travers le département par les socialistes, tentent d'organiser à leur tour de grandes réunions de propagande; le professeur Denierre, de Lille, rencontre à Abbeville la contradiction de G. Rodrigues, et une grande réunion Camille Pelletan à l'Alcazar d'Amiens, tourne à l'avantage des socialistes.

Au 10e Congrès fédéral, tenu le 4 février 1906, à la *Maison du Peuple d'Amiens*, les candidatures aux élections législatives sont ratifiées. A ce Congrès fut posée la question de l'adhésion des Coopératives à la Fédération.

L'*Union Socialiste* d'Amiens propose l'acceptation dans les rangs fédéraux ; l'*Avant-Garde* de Corbie-Fouilloy s'oppose à l'adhésion.

Enfin le Bureau fédéral propose que les Coopératives soient acceptées, mais avec une représentation limitée à 2 mandats. La proposition Corbie-Fouilloy est repoussée par 79 voix contre 6 et celle du Bureau fédéral adoptée par 56 voix contre 32.

Le Congrès s'élève contre les poursuites pour délit d'opinion contre les libertaires Lemaire, Bastien.



ALEXIS MAILLY
Secrétaire fédéral

Le 10e Congrès fut présidé par Dubreuilh, assisté de Mopin, de Béthencourt ; Minet, d'Albert ; avec secrétaires : P. Verdez et Alexis Mailly.

21 groupes étaient représentés par 67 délégués porteurs de 77 mandats.

Arrondissement d'Abbeville. — Abbeville, Béthencourt-sur-Mer, Bourseville, Woincourt.

Arrondissement d'Amiens. — Amiens, Bussy-les-Daours, Corbie-Fouilloy, Longueau, Marcelcave, Picquigny et environs, Villers-Bretonneux (Cercle et Coopérative *La Prolétarienne*), Quevauvillers.

Arrondissement de Doullens. — Groupe cantonal de St-Léger-les-Domart et ses environs.

Arrondissement de Montdidier. — Cantonal de Moreuil, cantonal de Rosières, Plessis-Rozauvilliers.

Arrondissement de Péronne. — Groupe d'Albert.

La campagne électorale fut ardue. J. Thierry eut 239 com-

munes à visiter; il est accueilli partout avec faveur; Louis Vasset à Péronne, Stéphane Becquerelle et Hévin à Abbeville, Rodrigues à Montdidier, voient accourir les foules enthousiastes à leurs conférences. A Amiens, les réunions de Lecointe font présager le succès. Il est éclatant dans l'ennble du département où pour la première fois toutes les circonscriptions ont eu à se prononcer sur des candidats socialistes: 20.440 voix marquent la place prise par le Parti socialiste dans la Somme.

Adrien Fauga, secrétaire fédéral, succomba, le 26 septembre 1906, au mal qui le rongeait depuis longtemps. Sa mort fut une grosse perte pour la Fédération. Ancien membre du P. O. S. R., ancien ouvrier typographe, il anima de son esprit groupes et syndicats; fondateur de la Fédération, organisateur de coopératives et de syndicats, il ne connut pas la fatigue, ne compta pas les heures prises sur son repos; la veille même de sa mort eut lieu la dernière conférence qu'il avait organisée avec le concours de Compère-Morel. Il dut subir une douloureuse opération aux suites de laquelle il ne put survivre. Pendant plusieurs années, il dirigea de son lit de douleur, la Fédération.

Ses obsèques eurent un caractère de solennité populaire touchante; la classe ouvrière d'Amiens assista tout entière aux funérailles de celui qui avait été son infatigable défenseur.

Les réunions électorales avaient provoqué l'éclosion de nouveaux Groupes au *Hamelet;* à *Beauval*, l'Eveil socialiste; à *Cagny*, l'Avenir socialiste; à *Boves, Demuin et environs, Dargnies, Le Hamel, La Motte-Warfusée*. Ce qui porte à 25 le nombre de localités ayant un Groupe fédéré. Ces 25 groupements ont des adhérents répartis dans une soixantaine de communes.

Le onzième Congrès fédéral se tint à Abbeville, le 30 septembre 1906, à la *Maison du Peuple*, sous la présidence de

Rosselin, avec 70 délégués de 24 Groupes représentés par 9; mandats.

Adrien Fauga fut remplacé au secrétariat par Alph. Tellier; René Guerin devint trésorier fédéral.

Le Congrès fut consacré à l'étude de l'ordre du jour du Congrès de Limoges, la discussion fut close par l'ordre du jour suivant :

> Le Congrès estime qu'en cas de circonstances exceptionnelles, la C. A. P. du Parti pourra entrer en relations avec le Comité confédéral pour les efforts à tenter : il est bien entendu que les deux organisations conservent leur complète autonomie.

L'Assemblée vota également un ordre du jour à répercussion locale :

> Le Congrès émet le vœu que, pour permettre l'application intégrale du repos hebdomadaire en facilitant à la classe ouvrière ses achats le samedi, la paie dans les ateliers ait lieu le vendredi.
>
> Un autre vœu contre le cumul des mandats politiques des élus du Parti et la retribution des fonctions électives.

R. Guérin fut élu secrétaire fédéral au départ de Tellier, et Rosselin, secrétaire adjoint.

Cette année-là se réunit à Amiens le Congrès national corporatif : 300 délégués de la France ouvrière participèrent aux assises de la Confédération Générale du Travail. Les séances furent assidûment suivies par de nombreux auditoires ouvriers (14 septembre 1906).

En raison des mesures prises par le Congrès Confédéral, la Fédération de la Somme mandata son délégué pour soutenir au Congrès de Limoges la résolution suivante :

> Le Congrès national corporatif d'Amiens ayant repoussé, à une écrasante majorité, toute entente même momentanée avec aucun parti politique :
>
> Considérant que des rapports entre deux partis ne peuvent s'effectuer qu'à la condition qu'une des parties contractantes ne se refuse pas en principe à y consentir, le Parti socialiste reconnaît l'impossibilité dans ces conditions, de donner aux débats sur cette question aucune sanction effective, et pour permettre au Congrès d'aborder dans toute son ampleur la question de l'antipatriotisme, passe à l'ordre du jour.

Dans les derniers mois de 1906 et le premier trimestre 1907, Ernest Poisson accomplit une tournée de conférences. Roubanovitch et Pierre Myrens (1) se mettent également à la disposition de la Fédération. Au cours de sa tournée, Pierre Myrens réfuta victorieusement les orateurs du *Sillon*.

Trois nouveaux Groupes: Beauquesne, Flixécourt, Ville-le-Marclet; cinquante réunions données par E. Poisson, P. Myrens, J. Cleuet, A. Rosselin, Hévin, S. Becquerelle, tel est le bilan du rapport fédéral au douzième Congrès que la Fédération réunit le 26 avril 1907, à la Maison du Peuple d'Amiens.

Les résultats des élections législatives de 1906 encouragèrent à la lutte les socialistes, et aux cantonales de juillet 1907, c'est dans huit cantons qu'ils présentent des candidats.

Conseil général:

Deuxième canton d'Amiens: Stép. Becquerelle, 1.246 voix.
Quatrième canton d'Amiens: P. Hévin, 521 voix.
Canton d'Abbeville (sud): P. Myrens, 616 voix.
Canton de Corbie: J. Thierry, 1.343 voix.

Conseil d'arrondissement:

Premier canton d'Amiens: Ch. Gaillet, 1.690 voix.
Troisième d'Amiens: Alexandre, 810 voix.
Canton d'Abbeville (nord): Rosselin, 238 voix.

Le vieux militant Dutilloy avait été élu conseiller général en 1895 et toujours réélu; deux cantons d'Amiens sur quatre étaient aux mains des socialistes.

La Fédération est en plein épanouissement, deux nouveaux groupes sont en formation; 52 conférences ont été données

(1) Voir photo et biographie, *La France Socialiste* page 373.

d'avril 1907 au 22 mars 1908, date où se réunit le t
Congrès fédéral, sous la présidence de Pierre Myı
Cri du Peuple accroit son tirage.

Ce treizième Congrès décida qu'aux élections muı
des listes socialistes seraient présentées au premier to
acceptation de la R. P. au deuxième tour.

A Amiens, la liste socialiste obtint 4.395 voix et eı
(Lecointe et Thierry
tour sur une liste de c



THIERRY
Adjoint au maire d'Amiens
Conseiller général

A Abbeville, la list
liste obtint 694 voix.

A Ville-le-Marclet,
socialiste de 12 candi
voix, et eut 7 élus.

A Quevauvillers, la
cialiste de 12 candi
voix, et eut 2 élus.

A Candas, la liste s
de 7 candidats, 115 v

A Boves, la liste s
de 23 candidats, 155

A Marcelcave, la lis
liste de 2 candidats, 1

A Warfusée, la list
liste de 3 candidats,

A Picquigy, la list
liste de 4 candidats, 1

A Cagny, la liste socialiste de 4 candidats, 2 élus
xième tour.

A Villers-Bretonneux, la liste socialiste de 8 ca
3 élus au deuxième tour.

A Corbie, la liste socialiste de 3 candidats, 2 élus
xième tour.

A Lamotte-en-Santerre, la liste socialiste de 4 ca
51 voix.

A Plessier-Rozainvillers, 112 voix, 1 élu au deuxième tour.

A Saint-Léger-le-Domart, la liste socialiste de 8 candidats, 103 voix.

En tout 21 élus au premier tour dans trois communes, et 9 élus dans cinq communes au deuxième tour. Total : 30 élus.

Aux élections sénatoriales qui suivirent, en janvier 1909, un appel fut adressé par la Fédération aux délégués sénatoriaux, en faveur des cinq candidats qu'elle présentait. Ils obtinrent : Dutilloy, conseiller général, 68 voix ; Lecointe, conseiller général, 38 voix ; Dr Hazemann, conseiller municipal d'Albert, 26 voix ; Rosselin, secrétaire adjoint de la Fédération, 22 voix. Deux élections complémentaires ont lieu le 21 mars 1909. Dans la première d'Amiens, deux cents membres du Parti acclament la candidature Lecointe.

Au premier tour, le chiffre de 1906 est augmenté de 2.400 voix, 8.400 suffrages socialistes contre 3.310 au radical Vignon et 5.520 au libéral David. Au deuxième tour, Lecointe est élu député d'Amiens par 11.016 voix contre 6.922 à M. David.

A Doullens, Pierre Myrens est désigné. Trois candidats sont en présence au premier tour. P. Myrens obtient 3.222 voix ; M. Dusevel, radical, 4.239 voix ; et M. Sydenham, républicain, 3.039 voix. Au deuxième tour, M. Dusevel est élu par 6.476 voix contre 4.581 à Myrens.

Et voici les élections législatives. Lucien Lecointe est réélu triomphalement au premier tour, avec toutes les voix socialistes et républicaines : 12.208 voix contre 7.000 à son concurrent conservateur.

A Abbeville c'est un gain de 600 voix sur 1906 ; à Doullens, 800 voix sur 1909 ; en revanche, à Péronne, deux mille voix de moins. Le total, 22.470 suffrages dans la Somme, sera maintenu en 1914 (1).

---

(1) Voir page 638 les résultats électoraux de 1914.

Les élections cantonales de 1910 font entrer Cleuet au Conseil général, Gal et Brandicourt au Conseil d'arrondissement. Voici du reste les principaux résultats :

Conseil général:

Premier canton d'Amiens: J. Cleuet, 2.219 voix (élu).

Troisième canton d'Amiens: J. Thierry, 1.693 voix, et 2.538 au deuxième tour.

Quatrième canton d'Amiens: Dutilloy avait été réélu en 1907.

Conseil d'arrondissement:

Deuxième canton d'Amiens: Lasselain, 1.490 voix.

Quatrième canton d'Amiens: Brandicourt, 1.596 voix (élu).

Canton de Doullens: Salangro, 846 voix.

Canton de Saint-Valéry: Roux, 261 voix.

Canton de Roisel: Rifflet, 177 voix.

L'année suivante, le 23 juillet 1911, Lacourbas, socialiste, fut élu conseiller d'arrondissement du canton de Corbie, par 1.773 voix contre 1.240 au radical Dufour. Et le 29 avril 1910, à une élection partielle à Abbeville pour le remplacement du député de la première circonscription, G. Buignet, socialiste, obtenait 1.050 voix, 14.700 votants. On voit par tous ces résultats électoraux, l'influence grandissante du Socialisme dans la Somme; Amiens est en passe de devenir une citadelle socialiste, et les ruraux de Picardie commencent à comprendre qu'ils n'ont rien à perdre à l'avènement au pouvoir de la classe ouvrière.

Les élections municipales de 1912 firent rentrer à l'Hôtel de Ville d'Amiens, sur une liste de deuxième tour, 8 socialistes. Ce furent Lecointe, Thierry, Lamarre, Hesdin, Lasse-

lain, Dutilloy, Aubert, Cleuet. La liste socialiste avait eu 5.506 voix au premier tour.

Dans le département, la Fédération compte 33 élus : 8 à Amiens ; 5 à Tully ; 4 à Villers-Bretonneux ; 3 à Albert ; 3 à Feuguière ; 2 à Longueau ; 2 à Roisel ; 1 à Quevauvillers ; 1 à Croix-Molignaux ; 1 à Aubigny ; 1 à Fouilloy ; 1 à Hain ; 1 à Monechy-Laguche.

Des candidatures avaient été présentées à Abbeville, Dargnies, Meneslis, Woircourt, Corbie, Doullens, Saint-Ouen, Méharicourt, Moreuil, Ailly-le-Haut-Clocher, Allery, Airaines, Dreuil-Hamel, etc., en tout 175 candidats.



CLEUET
Ancien conseiller général
Phoio Manuel.

Puis ce fut la bataille contre les 3 ans ; la résistance à un système défectueux d'organisation militaire insuffisant pour assurer efficacement la défense nationale : partout les Groupes organisent des réunions, les listes de pétitions se couvrent de signatures, et lorsque, en janvier 1914, la Section française de l'Internationale vient tenir son onzième Congrès national, une réception enthousiaste est réservée aux délégués de la France socialiste par la population ouvrière d'Amiens acclamant et ovationnant, au meeting, Jean Jaurès, parlant sur l'Armée nouvelle, et les principaux leaders du Parti.

A ce moment-là, le bureau fédéral était ainsi composé : Alexis Mailly, secrétaire général ; Dutilloy, secrétaire adjoint ; Carbonnier, trésorier.

Elle avait un député: Lucien Lecointe; deux conseillers généraux: Dutilloy et J. Cleuet; trois conseillers d'arrondissement: Brandicourt, Thierry et Lacourbas (Corbie).

Son journal, *Le Cri du Peuple*, est rédigé par tous les élus et militants; Alexis Mailly en est le secrétaire-administrateur.

La Fédération avait un effectif de plus de 1.100 adhérents, répartis dans les 40 Sections suivantes:

Arrondissement d'Amiens. — Amiens, Longueau, Corbie, Villers-Bretonneux, Picquigny, L'Etoile, Vignacourt, Le Hamel, Quevauvillers.

Arrondissement d'Abbeville. — Abbeville, Mareuil, Caubert, Ailly-le-Haut-Clocher, Sailly, Flibaucourt, Dargnies, Tully, Woincourt, Embreville, Feuquières-en-Vimeu, Allery, Longpré-les-Corps-Saints, Arrest, Mons-Boubert, Cayeux-sur-Mer.

Arrondissement de Doullens. — Doullens, Candas, Beauval, Harponville, Toutencourt, Saint-Ouen, Lucheux.

Arrondissement de Péronne. — Péronne, Albert, Roisel, Hiéramont, Ronssoy, Ham, Bray-sur-Somme, Villers-Faucon.

Les élections de 1914 furent bonnes si l'on tient compte que la Fédération ne put présenter une candidature effective dans la première d'Abbeville, où, quatre ans auparavant, Trancart avait obtenu 2.437 voix, que L. Lecointe eut 1.000 voix de plus qu'à l'élection complémentaire de 1909, et qu'à Péronne plus de 3.000 suffrages socialistes se retrouvèrent sur le nom du Dr Hazemann.

Résultats des Elections législatives

	1906 Voix soc. 1er tour	1910 Voix soc. 1er tour		1914 Voix soc. 1er tour
1re circ. d'Abeville :	—	—		—
Paul Hevin, photographe. .	1.802	»		»
Trancart	»	2.437		112
Gosselin	»	»		»

	1906 Voix soc. 1er tour	1910 Voix soc. 1er tour	1914 Voix soc. 1er tour
. d'Abbeville :			
:cquerelle	2.174	2.073	»
ille	»	»	3.476
.rc. d'Amiens :			
ɔinte, typographe. . .	5.989	12.208 (Réélu)	9.464 (Élu au 2e tour)
irc. d'Amiens :			
ierry, charcutier . . .	4.308	»	»
s Mailly	»	»	2.880
rc. de Doullens :			
é Guérin, employé de commerce.	606	»	»
selin, professeur	»	4.067	1.698
Circ. de Montdidier :			
Rodrigues, professeur.	1.625	»	»
ié	»	»	1.772
Circ. de Péronne :			
ouis Vasset, instituteur . .	3 936	»	»
r Hazemann.	»	1.685	3.170
	20.440	22.170	22.472

D. Pendant et après la guerre.

Pendant la guerre, la Fédération de la Somme subit les cissitudes de toutes les Fédérations désorganisées par la bilisation générale et le sort des départements envahis. e continua à fonctionner dans la mesure permise par les constances, mais en réalité toute vie socialiste active fut endue. Dès sa démobilisation, Mailly, secrétaire fédéral, rit ses fonctions et la réorganisation commença, assez len- nt, en raison des régions dévastées. *Le Cri du Peuple* fut nouveau publié, et son premier numéro reparu le 9 août 19. Il atteint aujourd'hui un tirage de 5.200, compte 1.000 nés, et sa situation financière est des meilleures. Mailly est toujours le rédacteur-administrateur actif et dévoué condé par un jeune militant, Camille Guillot.

A la Chambre, en fin de législature, L. Lecointe se sépara maintes fois du Groupe socialiste et lorsqu'arrivèrent les renouvellements électoraux de 1919, Lucien Lecointe et quelques-uns de ses amis quittèrent la Fédération.

Avec le Dr Mabille, ils acceptèrent de figurer sur la liste de M. Klotz, tout entière élue, sauf L. Lecointe et Mabille, deux candidats de la liste réactionnaire étant élus à leur place.

La liste du Parti se ressentit de cette dissidence, la campagne de dénaturation de la doctrine socialiste, le manque de temps pour visiter 836 communes, le défaut d'organe quotidien pour répondre aux travestissements quotidiens de la pensée socialiste, l'absence de nombreux réfugiés qui ne reçurent pas les bulletins socialistes, portèrent une grave atteinte à la liste de la Fédération et eurent une influence fâcheuse sur les résultats.

La liste socialiste, composée des citoyens Dutilloy, Cleuet, Thierry, Becquerelle, Mailly, Salangros, Vasset, obtint une moyenne de 13.735 voix. Le soir du scrutin, le quotient était de 12.635 et la moyenne socialiste était 13.052, cela donnait un élu socialiste, Dutilloy; la presse annonça son élection. Par suite de l'arrivée des votes des réfugiés, au bout de 12 jours, le quotient était de 13.877 et le Parti socialiste dépouillé de toute représentation.

A Amiens, aux élections cantonales, Dutilloy fut réélu dans le quatrième canton, et Thierry fut élu conseiller général dans le premier canton. Catel, dans le premier, et Corbin, dans le quatrième, enlevèrent les sièges au Conseil d'arrondissement. Raoul Lemaire battit, au premier tour, dans le canton de Corbie, l'élu sortant, au Conseil général.

Aux élections municipales, *Amiens* compte 8 élus: Jules Thierry, adjoint; Dutilloy, Lasselin, Cozette, Donten, Boudjeur, Leclerq et Mailly .

Les municipalités de *Tully:* Georges Crépy, maire; Emile Debeaurin, adjoint; *Woincourt:* Martin Louchel, maire; Gus-

tave Depoilly, adjoint, sont conquises avec des Conseils entièrement socialistes.

Henri Caron est élu maire de *Fouilloy*, et Louis Vasset, maire de *Martuisart*.

A *Saint-Ouen*, 14 élus, 2 adjoints socialistes: Léon Baquet, Emile Melchior; *Ailly-sur-Somme*, 9 élus: Léopold Derivey, adjoint; à *Feuquières*, 6 élus, Halleville-Gilbert, adjoint; *Fressenville*, 6 élus; *Condé-Folie*, 5; *Corbie*, 3; *Ville-le-Marclet*, 5; *Longueau*, 4; *Flixécourt*, 3; *Querrier*, 3; *Dargnies*, 2; *Saint-Léger-le-Domart*, 2; *L'Etoile*, 2; *Fréville-Escarbotin*, 2; *Doullens*, 1; *Saint-Blimont*, 1; *Mareuil-Gaubert*, 1; *Quevauvilliers*, 1; *Lucheux*, 1.

En tout 4 maires, 7 adjoints, 105 conseillers municipaux.

Au 1er août 1920, la Fédération compte 950 cotisants et 27 Sections sont réorganisées. Son secrétaire fédéral est Alexis Mailly, en fonction depuis 1909, et les secrétaires adjoints sont Dutilloy et Camille Guillot.

Le mauvais effet produit par la défection du citoyen Lecointe s'atténue, et en divers points du département des demandes parviennent au secrétaire fédéral, pour la constitution des groupes. Le nombre des militants propagandistes, malheureusement bien diminué, constitue une grande entrave au développement socialiste. Pour que la Fédération de la Somme reprenne le bon rang qu'en 1911 elle occupait dans le Parti, des concours extérieurs lui sont nécessaires, la C. A. P. n'oubliera pas combien est dure la besogne dans les départements qui furent envahis et dévastés; de bons éléments restent prêts à l'action, si le Parti collabore à leur organisation.



BIBLIOGRAPHIE

Histoire des Partis socialistes en France. Librairie Marcel Rivière, Paris.

II *De la Semaine sanglante au Congrès de Marseille,* par A. ZÉVAÈS.

III *Les Guesdistes,* par A. ZÉVAÈS.

IV *Les Possibilistes,* par Sylvain HUMBERT.

V *Les Allemanistes,* par Maurice CHARNAY.

VI *Les Blanquistes,* par Charles DA COSTA.

VII *L'Unité socialiste,* par J.-L. BRETON.

VIII *Les Socialistes indépendants,* par A. ORRY.

IX *Le Mouvement syndical,* par Sylvain HUMBERT.

IX *Le Socialisme en* 1912, par A. ZÉVAÈS.

*Biographie politique du XIX*e *siècle,* publiée sous la direction de Ferdinand BUISSON. L.-Henry Marx, éditeur, Paris, 1889.

Histoire de la Commune, par LISSAGARAY.

Histoire de la Commune, par L. DUBREUILH.

Le Socialisme, par F. BUISSON. L.-Henry Marx, éditeur, Paris, 1900.

Les Congrès Ouvriers en France, par Léon de SEILHAC. Armand Colin, Paris, 1899.

Dictionnaire du Socialisme, par Ch. VÉRECQUE. Giard et Brière, éditeurs, Paris, 1911.

Le Socialisme en France, par A. ZÉVAÈS. Librairie Charpentier.

Histoire du Socialisme Français, par PAUL-LOUIS. Edition de la *Revue Blanche.*

L'Avenir du Socialisme, par PAUL-LOUIS. Librairie Charpentier.

Les Congrès Ouvriers et Socialistes Français, par Léon BLUM. Librairie Georges Bellais, Paris.

Comptes rendus sténographiques des Congrès du Parti socialiste (S. F. I. O.), de 1904 à 1912. Librairie, 142, rue Montmartre, Paris.

Collections de Journaux.

L'Egalité, de Jules GUESDE. *Le Prolétaire*, de Paul BROUSSE. *Le Parti Ouvrier*, de Jean ALLEMANE. *L'Emancipation*, de Benoît MALON. *Le Cri du Peuple*, de Jules VALLÈS. *La Petite République*, *Le Petit Sou*, *l'Humanité*, *Le Socialiste*, du P. O. F., *Le Mouvement Socialiste*, de LAGARDELLE. *La Revue Socialiste*, de Benoît MALON, FOURNIÈRE, ROUANET. *Le Peuple*, de Lyon. *L'Echo Soissonnais*, *Le Combat*, *L'Aurore Sociale*, de l'Aisne, *L'Eclaireur*, de l'Ain, *Le Socialiste*, *Le Tocsin Populaire* et *Le Combat*, de l'Allier, *Le Socialiste Alpin* et *Le Socialiste*, des Alpes, *La Défense des Travailleurs*, de l'Aube, *Le Travailleur*, *Le Socialiste*, *L'Avenir Social*, *La Journée*, *Germinal*, *Les Tablettes*, de Marseille, *Le Travailleur*, d'Arles, *L'Eclaireur*, de Châtellerault, *La Revue de Rochefort*, *Le Populaire de l'Ouest*, de Niort, *Le Parti Socialiste*, *L'Emancipateur*, de Bourges, *La Revue des Côtes-du-Nord*, *Le Socialiste*, de la Haute-Vienne, *Le Travailleur*, du Périgord, *Le Prolétaire*, de la Drôme, *Le Travailleur* d'Eure-et-Loir, *Le Cri du Peuple*, de Brest, *Le Gard Socialiste*, *Le Combat Social*, de Nîmes, *Le Combat*, *Le Socialiste*, d'Agen, *Le Travailleur*, du Nord, *Le Travailleur*, de l'Oise, *Le Socialiste*, des Pyrénées-Orientales, *Le Socialiste*, de la Gironde, *La Cité*, de Toulouse, *Le Populaire du Centre*, quotidien de Limoges.

Brochures.

Le Socialisme à Saint-Quentin, par V. Renard; *Le Socialisme à Marseille,* par J. Coulet; *La Fédération de Gascogne,* par Th. Dupuy; *La Fédération de l'Aveyron,* par P. Ramadier; *La Semence socialiste de Saint-Brieuc,* de A. Hamon; *La Fédération de Bretagne,* par Ch. Brunellière; *Le Socialisme dans le Gard,* par Hubert-Rouger; *La Fédération du Nord,* par G. Delory.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Fédération des Ardennes 9
A. La Fédération ouvrière 11
B. Les Groupements 14
C. La Bataille électorale. — L'adhésion au P. S. F. 15
D. L'Unité socialiste. — La tactique électorale 17
E. Effectifs fédéraux. — Les dernières Elections 24

Fédération de l'Aude 29

Fédération du Calvados 38
A. La Fédération de Basse-Normandie 38
B. La Fédération du Calvados et Orne 41

Fédération de Constantine 45

Fédération de la Corse. 48

Fédération de la Côte-d'Or 51
A. Les premiers journaux socialistes. — La Propagande. — Les Elections 53
B. Les premières victoires 54
C. L'organisation fédérale. — La progression du mouvement socialiste 55
D. Pendant et après la guerre. 59

Fédération du Doubs 62
A. Les origines du mouvement ouvrier. — Les premiers militants 62
B. La Bourse du Travail et les grèves. 63
C. Le mouvement socialiste : *a)* De 1890 à 1900 ; *b)* de 1900 à l'Unité 67
D. L'Unité socialiste. 70
E. L'action électorale 72
F. Le mouvement coopératif socialiste 72
G. Depuis la guerre 73

dération de l'Eure. 75

Pages

Fédération de la Haute-Garonne 78
A. Les premiers ferments révolutionnaires 78
B. Premières tentatives d'organisations syndicales 78
C. Premier Congrès ouvrier 80
D. Les premiers Groupes socialistes. — La propagande . . 80
E. La Fédération régionale du P. O. F. 82
F. L'Unité révolutionnaire 88
G. L'Unité socialiste. — La Fédération unitaire 89
H. A la conquête du Capitole 91
I. Les élections cantonales et législatives 101
J. La propagande. — Les Journaux 104
K. Après la guerre 106

Fédération de la Gironde 111
A. Les origines du mouvement. — Les premiers pionniers. — L'élection de Blanqui 111
B. Le Parti ouvrier. — L'agitation socialiste. — Les Conférences de Jules Guesde 113
C. Le mouvement syndical. — Le Congrès national du Bouscat. — Le 1er Mai 115
D. Les résultats de l'action. — La Fédération Girondine. — Les Groupes. — Les élections 118
E. La scission socialiste. — L'ère des divisions. — La propagande intensifiée. — Les Congrès départementaux . 127
F. Tentatives d'union. — L'Unité socialiste 135
G. Pendant la guerre 139
H. Après la guerre 143
I. Résultats des élections législatives de 1906 à 1919 . . . 145
J. Elections cantonales, de la fondation de l'Unité à 1920. 146
K. Quelques militants 149

Fédération de l'Hérault . . . .
A. Les premiers groupes. — Naissance du Mouvement socialiste. — Le berceau du Parti ouvrier. — Délégations aux Congrès ouvriers 153
B. Les premières affirmations socialistes sur le terrain électoral 158
C. La floraison des Groupes 160
D. Les premières tentatives d'organisation départementale. — La première fédération. — L'action fédérale . . . 165
E. La Fédération autonome. — La Fédération de Jeunesse. — La Fédération socialiste révolutionnaire 169
F. La crise viticole. — Les Syndicats ouvriers agricoles. — Les municipalités ouvrières 174
G. La fusion. — La Fédération unitaire. — Les Congrès . . 177
H. Les résultats de l'action socialiste . . . . 19[illegible]
I, La Fédération réorganisée. — La marche en avant . . [illegible]

Pages

Fédération de l'Ille-et-Vilaine 202

Fédération de l'Indre 208

Fédération d'Indre-et-Loire 214
A. Les semeurs. — La F. T. S. F. 214
B. Le P. S. R. Le P. S. F. et le P. S. D. F. — L'Unité . . 216
C. Pendant et après la tourmente. 223

Fédération de l'Isère. 225
A. Les premières affirmations de classe. — Les premiers collectivistes 225
B. L'agitation socialiste. — Anarchistes et Socialistes. — Le premier Mai 228
C. La Fédération du P. O. F. — L'action fédérale 231
D. La scission. — La trahison zévaésiste. — La lutte pour le journal 235
E. Le Congrès d'Amsterdam. — Nouvel élan du socialisme. — L'unité socialiste 242
F. Les victoires électorales. — Les résultats de 40 années de propagande 245
G. L'action électorale socialiste dans le Département. . . 249
H. Quelques militants 257

Fédération du Jura 261
A. Premières manifestations de la pensée socialiste.— Les Coopératives. — L'Ecole de Saint-Claude. 261
B. La Fédération Socialiste. — L'Imprimerie. — Les journaux. — La coopération socialiste 265
C. Le premier candidat. — Le socialisme à Morez. — Les Sociétés 272
D. Le P. S. F. — Les Congrès fédéraux. — L'Unité. — Le mouvement électoral 275
E. Les premiers succès électoraux.— L'action socialiste. . 281
F. Fédération Jurassienne. — Ses Congrès. — Ses journaux. — L'action syndicale 284
G. La Jeunesse Socialiste des forces ouvrières jurassiennes 291
H. La Fédération du Jura après le conflit mondial. — Chiffres éloquents. — Leçons d'organisation 295

Fédération de la Loire. 303
A. Les grèves. — La Commune à Saint-Étienne. — Le Congrès de Marseille. — Les Chambres syndicales. . 303
B. Les premiers collectivistes. — Campagnes électorales. — Les premiers militants. 305
C. Le P. O. F. à Roanne. — Les possibilistes à Saint-Étienne. — La propagande anarchiste. — Le premier mai 308

Pages

D. Les divisions socialistes. Le confusionnisme brianiste. La Fédération du P. O. F. et la Fédération autonome 311
E. L'unification socialiste. – L'épuration. — L'organisation. – Les elections. 314
F. De 1910 à 1920. — Les élections truquées de 1919 . . . 322

Fédération de la Haute-Loire 327

Fédération de la Loire-Inférieure. 332

Fédération de Loir-et-Cher 346

Fédération du Lot. 357

Fédération de Maine-et-Loire 361
A. Les premiers socialistes. — Les vieilles organisations. 361
B. L'Unité socialiste. — Les Elections. — Les journaux. . 563
C. Après la guerre. — Les résultats électoraux. — Les effectifs. — Les militants. 367

Fédération de la Manche. 369

Fédération de la Marne 374
A. La naissance du mouvement. — Les groupes du P.O.F. 374
B. La Fédération du P. O. F. — Les dissidences. 376
C. L'Unité socialiste 379
D. Les vignerons. — Les Coopératives. — Le mouvement syndical. 380
E. Sur le terrain électoral 382
F. Quelques militants 387

Fédération de la Haute-Marne. 389

Fédération de Meurthe-et-Moselle 393

Fédération de la Meuse 398

Fédération du Morbihan. 401

Fédération de la Nièvre 406
A. Les premiers éducateurs. — Les origines du mouvement prolétarien. — Les premiers militants. 406
B. Les premiers groupes. — Le P.O.S.R. — La Fédération. — Les Fondateurs. 411
C. La Fédération et le P. S. F. — Nouveaux groupes. . . . 412
D. La Propagande. — Les Congrès. — Les Journaux. . . 415
E. Après l'armistice. — Les forces socialistes. 417

Pages

ration du Pas-de-Calais 421
A. La naissance du mouvement prolétarien. — Les grèves. — Les fondateurs des organisations ouvrières. — Les premières feuilles socialistes 425
B. Le 1er Mai à Calais. — La scission à Calais. — Les élections 427
C. Les Groupes du département. — La grève des tullistes. 430
D. La Fédération du P. O. F. et la Fédération autonome. — Les militants. — Les Groupes. — L'action anarchiste. 431
E. Les Elections municipales de 1904. — A Calais. — A Boulogne 434
F. L'Unité socialiste. — La Fédération. — Ses effectifs. — Ses Congrès. — Ses militants 435
G. Les Coopératives 440
H. La Fédération syndicale des Mineurs 442
I. Pendant et après la guerre. 446
J. Elections municipales 1912 448

dération du Puy-de-Dôme. 454
A. La Chambre syndicale des Typos. — Les pionniers de l'Idée socialiste. — Le P. S. R. 454
B. Les premières campagnes électorales. — La Fédération d'Auvergne 456
C. L'Unification socialiste. — La Fédération du Puy-de-Dôme. 459
D. Les Congrès. — Les manifestations. — Les batailles électorales. — Les Groupes fédérés 462
E. Les Elections de 1919 472

ration du Rhône 476
A. Lyon révolutionnaire. — Les insurrections. — Les luttes républicaines 476
B. Les anarchistes. — Les premiers militants socialistes. — Les Chambres syndicales. — L'agitation socialiste . . 479
C. L'agglomération lyonnaise du P. O. F. — Les candidatures socialistes. — Les Groupes socialistes 483
D. Les Syndicats. — Les manifestations ouvrières. — Les journaux socialistes 485
E. Les rivalités socialistes. — L'action socialiste. — Les groupements 490
F. La Fédération du P. S. D. F. et celle du P. S. F. — Les Indépendants. — L'Unité socialiste 495
G. Les résultats 501

Pages

Fédération de Saône-et-Loire 511
A. La commune du Creusot. — Les Chambres syndicales. — Les émeutes de 1882. — Les premiers Groupes . . 511
B. Les grèves au Creusot, Montceau. — L'exode. — La tuerie de Chalon. — Les municipalités socialistes. . . 516
C. L'élan syndical. — La Fédération socialiste. — Les Groupes. — Le Congrès 519

Fédération de la Haute-Saône 535
A. Les premiers Groupes. — La Fédération. — Ses Groupements. 535
B. Les élections de 1919 541
C. La propagande, le développement de la Fédération. . . 543

Fédération de la Sarthe 545

Fédération des Deux-Savoies. 555
A. Premières apparitions du socialisme. — Le groupe français de Genève. 555
B. Le drame de Cluses. 557
C. La Fédération des Deux-Savoies. — Les Groupes. — La Propagande 558
D. Résolutions de Congrès fédéraux. — Les deux Fédérations. 565

Fédération des Deux-Sèvres 570
A. Les premiers militants. — La Fédération Anjou-Poitou. 570
B. La Fédération des Deux-Sèvres. — L'Unité révolutionnaire. — La Progagande 571
C. L'Unité socialiste. — Les Groupes. — Les Elections. . 574
D. Après la guerre. 577

Fédération de la Seine-Inférieure. 579
A. Le milieu historique. 579
B. Premières tentatives d'organisation ouvrière. 581
C. Le premier journal socialiste. — Les premières affirmations socialistes 585
D. Nouveaux groupements. — La première municipalité socialiste. — Nouveau journal. — La création de la Fédération. 586
E. Les Elections municipales et législatives. 594
F. Les Organisations syndicales. — Les Grèves. — Les Coopératives 595
G. La Fédération de 1902 à l'Unité. 600
H. L'Unité socialiste. — Les Congrès. — L'action fédérale. 605
I. L'orientation fédérale de 1916 à 1920. — La grève des cheminots. — Les résultats. 611

Pages

K. La Fédération sur le terrain électoral de 1905 à 1920. — Elections sénatoriales 613
L. L'œuvre d'une municipalité socialiste en Seine-Inférieure. 618

Fédération de la Somme. 620
A. Avant 1885. — Les élections de 1885. — La Coopérative " L'Union ". — Les premiers groupes 620
B. La Fédération départementale. — Sa propagande. — Ses affirmations électorales 625
C. Les Congrès fédéraux. — L'action socialiste. — Les résultats. 628
D. Pendant et après la guerre 639